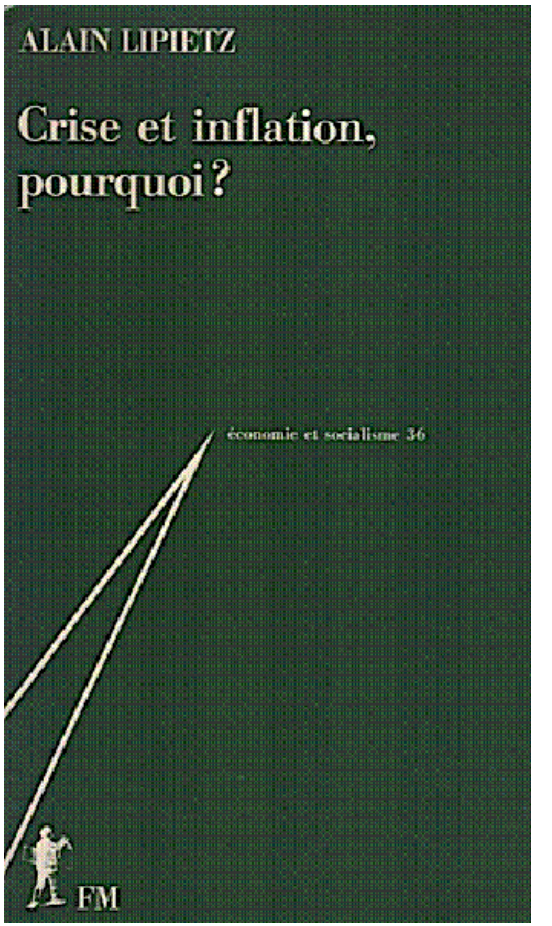


FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé
PARIS-Ve
1979

économie et socialisme

COLLECTION PUBLIÉE
SOUS LA DIRECTION DE
CHARLES BETTELHEIM

AVEC LA COLLABORATION
DE JACQUES CHARRIÈRE

© Librairie François Maspero, Paris, 1979.
ISBN 2-7071-1063-9

Le présent volume, intitulé « L'Accumulation intensive », est la première partie de l'ouvrage *Crise et inflation, pourquoi ?* Les deux autres parties seront regroupées dans le volume « La Régulation monopoliste ».

Cependant, ce premier volume présente une argumentation complète. Il peut être lu indépendamment du second.

Présentation

Le livre qu'on va lire a pour base une recherche, financée par le Comité d'organisation des recherches appliquées sur le développement économique et social, réalisée au Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification, et intitulée : *Approches de l'inflation : l'exemple français* [1]. Recherche « lourde », qui s'étendit sur les années 76 et 77, et à laquelle participèrent J.-P. Benassy, R. Boyer, R.-M. Gelpi, J. Mistral, J. Muñoz et C. Ominami. La première partie de cette recherche, dont je fus le rédacteur, présentait l'approche marxiste : c'est elle qui constitue la trame de cet ouvrage. J'y ai cependant réinjecté les principaux résultats développés dans les autres parties, en particulier par R. Boyer. Et bien entendu j'ai développé les attendus et les implications théoriques et politiques qui n'avaient pas leur place dans ce genre de travail.

La production de recherches marxistes, financées par l'Etat, dans le cadre des institutions liées au Commissariat général au Plan, à la D. A. T. A. R. ou divers ministères, pose quelques problèmes que j'ai déjà évoqués ailleurs [2]. Je n'y reviendrai pas, et me contenterai de remercier les responsables du C. O. R. D. E. S. qui ont bien voulu soutenir et financer cette recherche. Beaucoup plus utile pour le lecteur, au seuil de cet ouvrage assez volumineux, sera une mise au point sur ce que furent *mes* motivations, afin de dégager d'emblée les enjeux qui risquent de se perdre dans le détail de l'exposé. Enjeux économiques, théoriques, méthodologiques et politiques. Dans cette présentation, je m'en tiendrai aux enjeux économiques.

Crise et inflation : pourquoi ? : ce titre doit être d'abord pris à la lettre. Malgré l'ampleur de certains développements et leur caractère apparemment systématique, ce n'est pas un exposé sur le capitalisme

1. Publication C. E. P. R. E. M. A. P., ronéotypée (4 tomes, plus de mille pages). Une journée d'étude a été organisée par le C. O. R. D. E. S. autour de ce rapport : un résumé de la recherche, les critiques de plusieurs rapporteurs, et la réponse des auteurs, ont été publiés dans *Recherches économiques et sociales*, n° 12, La Documentation française, 1978.

2. Voir la préface de mon livre *Le Capital et son espace*, Maspero, 1977.

contemporain. Il ne prétend pas même « expliquer » la crise actuelle. Le propos est beaucoup plus mince : non pas « pourquoi la crise ? » mais « pourquoi cette crise *inflationniste ?* ». Qu'on ne s'étonne donc pas d'un ordre qui pourra choquer, de lacunes qui pourront surprendre. Même si l'on part de loin parfois, c'est toujours en visant une cible limitée : la réponse à cette question. Qu'elle nécessite la mise en œuvre et la clarification d'une foule de concepts, d'aperçus sur la nature profonde du capitalisme : tant mieux, mais à titre de « retombées » (je montrerai dans l'avant-propos que ces « retombées » étaient aussi, pour moi du moins, des « enjeux »).

Mais pourquoi consacrer des années d'études, puis un livre, au caractère inflationniste de la crise ? Parce que ce caractère inattendu et contradictoire avec les théories tant marxistes que non marxistes des crises, désigne une profonde originalité de la crise elle-même, qui éclaire, rétrospectivement, l'originalité de la croissance antérieure, et du coup de tout le capitalisme de l'après-guerre.

Rappelons-nous : dans les années cinquante, les marxistes liés tant au Kominform qu'au courant trotskyste pronostiquent le retour des crises traditionnelles du capitalisme, dont celle de 1930 avait bien failli être la « crise finale » que nous promettaient les prophètes. Rien n'est venu. Au contraire, le capitalisme ne s'est jamais si bien porté que dans ces années cinquante-soixante, qui lui apparaissent aujourd'hui comme l' « âge d'or ». Aussi, dans les années soixante se dégage peu à peu l'idée d'une crise latente, rampante, du « capitalisme monopoliste d'Etat ». Elle n'est pas fausse : c'est dès 1965 que les prodromes de la crise actuelle se manifestent. L'ennui, c'est qu'à ce jeu le mot « crise » se dévalue. Puisqu'un système aussi florissant peut être dit en crise, n'importe quoi, étant miné par la menace de sa mort, peut également être dit en crise : est en crise tout ce qui est mortel. Autant dire qu'un avion en vol est en panne, puisqu'il faudra bien qu'il se pose. Seulement, les vraies pannes, ça arrive aussi. L'intérêt politique de cette notion de crise latente est évident pour un parti qui cherche à fonder théoriquement l'inéluctabilité d'un passage progressif et pacifique au socialisme : Rosa Luxemburg avait en son temps critiqué des thèses semblables, répandues dans la IIe Internationale[3]. Mais il y a un revers : le désarroi *pratique,* succédant à une large sous-estimation de la gravité de la conjoncture *concrète,* qui a saisi les économistes liés au P. C. F. quand il s'est agi d'affronter en pleine « crise » (la vraie, celle-là) la menace de l' « épreuve du pouvoir ».

Toujours est-il que, prenant à contre-pied aussi bien les apologistes du capitalisme que ceux qui s'étaient résignés au caractère latent de la crise, une véritable récession mondiale se déclenche en 1973-1974. Passons sur le mythe du « choc pétrolier » auquel personne ne croit

3. R. Luxemburg, *L'Accumulation du capital,* Maspero, 1969 (voir surtout la « Critique des critiques », rédigée en 1915). Sur le débat théorico-politique à propos de la crise, voir mon texte « Le Double Aspect de la crise » dans l'ouvrage collectif *Le Temps des crises,* coll. Théorie, Maspero, 1979.

plus. Le brut était en 1978 moins cher qu'en 1950. Choc il y eut, pourtant, mais qui ne joua que le rôle d'un catalyseur[4]. Les causes profondes de la crise furent assez vite identifiées, sinon articulées[5] : épuisement des « gains de productivité », des « réserves de plus-value relative » liés au mode d'exploitation de la main-d'œuvre mis en place dans l'après-guerre (ce que j'appellerai dans ce livre l' « accumulation intensive »), résistance accrue de la classe ouvrière et des nations du tiers monde au pillage de leur richesse, égalisation des conditions de mise en valeur de capital dans les trois grands centres impérialistes (U. S. A./Europe/Japon) et, du coup, fin de l' « ordre économique international » antérieur[6].

Restait un problème : contrairement à la crise de 1930, et à toutes les crises précédentes, cette crise-ci ne présentait pas une chute des prix parallèle à celle de la production. On a pu croire un moment que ce n'était que partie remise : ça viendrait. Simple décalage, hystérésis en somme. Lié sans doute aux méthodes keynésiennes de la politique budgétaire et monétaire anticyclique. L'expérience française semblait confirmer ce pronostic : au prix d'une inflation de plus en plus galopante, la récession a pu être différée jusqu'à l'été 1974. Le plan Fourcade, en coupant le crédit, devait aligner la France sur la situation commune, à l'automne. On en espérait une extinction de l'inflation.

Cette analyse contenait une part de vérité. Mais elle restait bien insuffisante. Car, avec quatre ans de recul, il faut se rendre à l'évidence : la coexistence de l'inflation et de la récession (ou de la stagnation) caractérise *durablement* l'originalité de la crise actuelle. Et, autre caractéristique, sans doute intimement liée : cette crise ne présente ni un caractère cumulatif (la récession resta somme toute assez faible : retour au niveau de 71-72) ni un caractère « purgatif » (le niveau maximum de 73-74 fut assez rapidement recouvré, en 1976, mais semble constituer depuis un butoir). C'est le schéma de la crise « en aile de mouette » : succédant à la régulière croissance de l'après-guerre, un brusque décrochement suivi d'une légère reprise (entièrement imputable au phénomène de déstockage-restockage), puis un plateau horizontal dont personne ne sait où il nous mène. Au lieu de chuter franchement pour repartir d'un bon pied, comme dans les crises « en V » de naguère, idéalisées il est vrai, le capitalisme semble se débattre dans un filet qui l'empêche à la fois de tomber plus bas et de repartir.

4. Voir l'annexe sur la rente pétrolière, de décembre 1973, à mon livre *Le Tribut foncier urbain,* Maspero, 1974.

5. Pendant l'hiver-printemps 1974, j'organisai des réunions informelles auxquelles participèrent notamment A. Faire, A. Gorz, C. Goux, A. Granou, R. Linhart, J. Malterre, J.-P. Sebord et d'autres économistes liés au Cedetim ou au collectif Syndex. Elles me permirent de voir à grands traits « de quoi il s'agissait ». Que les participants en soient ici remerciés.

6. Voir par exemple : S. Amin, A. Faire, M. Hussein, G. Massiah, *La Crise de l'impérialisme,* Editions de Minuit, 1975, et B. Guibert, « L'Enjeu de la crise », *Les Temps modernes,* avril 1975.

Or cette notion de filet, tendu (par qui ? comment ?) au-dessus du vide, rejoignait, prolongeait la première explication intuitive de l'inflation par un « retard » du mouvement des prix sur le mouvement de la production. C'est l'idée : « On continue *en fait* comme avant, alors qu'*au fond* on ne peut plus continuer comme avant. » Dans ma perplexité, j'écrivais à l'automne 1974 : « Il y a inflation quand les banques prêtent aux entreprises de l'argent qui ne représente aucun travail accumulé, quand l'Etat dépense une plus-value qui n'a pas été produite, quand la somme des salaires et des profits représente plus que le capital variable et la plus-value ! Bref, il y a inflation quand la valeur répartie entre les classes sociales sous forme d'argent représente plus que la valeur effectivement produite par les travailleurs. C'est en quelque sorte une croissance, une accumulation artificielle, qui stimule effectivement la croissance (en fournissant des débouchés à crédit) mais sur une base de plus en plus fragile : ainsi l'inflation a relancé l'économie mondiale en 72-73, mais ce ne fut qu'un feu de paille... Grâce à l'inflation, le capitalisme mondial se trouve dans la situation de ces personnages de dessins animés qui continuent à marcher dans le vide parce qu'ils ne se sont pas aperçu qu'ils ont dépassé le bord du précipice [7]. »

Mais qu'est-ce qui pouvait bien donner *consistance* à ce plan imaginaire où se balade notre bonhomme ? Que pouvait signifier, d'un point de vue marxiste, cette distinction entre l' « en fait » et l' « au fond » ? Premier enjeu de la recherche. Esquisse de la réponse : ce plan imaginaire, théoriquement distinct et — dans certaines circonstances — pratiquement séparable du « relief » réel, existe et joue un rôle dans l'économie capitaliste. C'est le plan des prix et des revenus nominaux, opposé à l'espace des valeurs socialement validées. C'est le plan que Marx, reprenant la terminologie hégélienne, appelle « réalité » *(Wirklichkeit)* par opposition aux « rapports essentiels ». Il a jusqu'ici été largement dédaigné par les marxistes, qui ont sans doute pris dans un sens péjoratif les quelques mots que Marx lui a consacrés dans ses brouillons du *Capital* (livre III) : « le monde enchanté ». Nous allons montrer que ce « monde enchanté », appelé encore l'économie « fétiche », « exotérique », a son efficace propre. Pour ce faire, nous nous appuierons sur une face assez peu connue de l'œuvre de Marx, et nous nous inspirerons (de façon purement métaphorique, que le lecteur se rassure) des théories mathématiques qui formalisent justement cette histoire de filet ou de plan prolongé au-delà du bord d'une falaise : la géométrie différentielle et la théorie des catastrophes.

Reste que, à l'évidence, on ne continue pas vraiment comme avant. Pas plus que le capitalisme, tombé dans le fond des crises d'autrefois, n'en ressortait comme il y était entré, mais restructuré, épuré. La stagnation actuelle du niveau de la production ne doit pas

7. « Face à la crise. 1re partie », *Cahiers pour le communisme*, supplément à *L'Outil des travailleurs*, novembre 1974.

masquer les transformations qualitatives, nationales et internationales : mutation de la presse, effondrement du textile et de la construction navale française, cession par le capitalisme U. S. au capitalisme français de ses cartes usées de la précédente révolution industrielle (accord Peugeot-Chrysler) et confiscation des derniers atouts qui restaient à la France dans la révolution en cours (accord Honeywell-Bull-C. I. I.), etc. Certes, le mode d'accumulation à venir, la nouvelle division internationale du travail ne se dessinent pas encore clairement, pas plus que le monde de 1955 ne se laissait deviner en 1935. Le gros de la crise, avec son cortège de guerres et (peut-être !) de révolutions, est encore devant nous. Mais, ce qui est sûr, c'est que le capitalisme ne repartira pas « comme avant ».

Une crise marque le fait que le capitalisme s'est « déréglé », mais c'est aussi, pour lui, un moyen de se remettre à jour. Métaphore très contestable de la machine qui se soigne elle-même car, ne l'oublions pas, le capitalisme est une abstraction composée de capitalistes concrets. Nous y reviendrons tout au long du livre : n'encombrons pas cette présentation ! Si ce n'est pour souligner que l'inadéquation de l'image (d'un organisme autorégulé) renvoie justement à la forme de la crise capitaliste. Jadis, les capitalistes individuels percevaient l'action des autres capitalistes comme une donnée purement externe, un paysage qui s'imposait totalement à eux. L'incompatibilité de leurs initiatives se traduisait par une chute commune au fond d'un trou : n'en ressortaient que les plus forts. Ce que j'ai appelé la « crise par en bas [8] ».

D'où, nouvel aspect du problème : le « redéploiement » dans le filet, ce que j'appellerais « crise par en haut », ne marque-t-il pas, plus fondamentalement, un changement de la forme du rapport entre tous ces capitaux individuels dont la mise en valeur constitue le tissu de l'économie ? La nouvelle consistance acquise par le « monde enchanté » des revenus (salaires, profits...) et des prix ne renvoie-t-elle pas au fait que les capitaux ne s'inscrivent plus dans un marché, comme des fourmis dans un paysage irréductiblement « donné » de façon exogène ? Dans ce cas, les particularités de la crise actuelle prolongeraient les particularités de la croissance antérieure, celle de l'après-guerre, marquée par une apparence de régularité, de prévisibilité de l'évolution du marché, et même de détermination de celui-ci par les grandes entreprises elles-mêmes.

Or, à la même époque, mes travaux sur l'espace socio-économique, prolongeant une réflexion sur la rente différentielle [9], m'amenaient justement à identifier deux façons pour « un » capital de s'inscrire dans l'espace : en se pliant à une division socio-économique de l'espace déjà donnée, ou en la bouleversant. Et je les renvoyais à deux modalités, *concurrentielle* et *monopoliste*, de la résolution d'une contradiction

8. *La Crise*, Séminaire C. E. P. R. E. M. A. P. du 11 juin 1975, ronéotypé.
9. « Quelques problèmes de la production monopoliste d'espace urbain », avril 1975, publié dans *Notes méthodologiques en architecture et en urbanisme*, n° 5, Institut de l'environnement, Paris, 1976.

de base du capitalisme, « où le travail social se présente comme somme de travaux privés, effectués indépendamment les uns des autres ». Cette contradiction engendre le caractère marchand du capitalisme et, partant, la forme « prix », censée assurer la « régulation » de ce mystérieux être collectif (le capital social) composé d'entités autonomes (les capitaux individuels). La « rigidification » de l'espace des revenus et des prix devait donc être rapportée à un changement de la forme de la régulation (de concurrentielle à monopoliste), et celle-ci rapportée à une transformation plus fondamentale et déjà repérée : la mise en place, et la généralisation, dans l'après-guerre, du régime d'accumulation intensive. Nouvel enjeu.

Encore fallait-il éclaircir la notion de « régulation », et celle de « monopolisme », qui ne pouvait à l'évidence se réduire au constat de l'existence de monopoles. Au contraire, loin de renvoyer d'abord à une forme de relation entre les entreprises, il s'avère que ce changement dans la régulation renvoie à une transformation de la forme du rapport fondamental du capitalisme : entre capital et salariat. C'est ce que nous allons montrer dans cet ouvrage.

Naturellement, l'ordre d'exposition sera l'inverse de l'ordre de la recherche : des rapports fondamentaux, des contradictions constitutives du capitalisme au régime d'accumulation intensive (première partie), de celui-ci à la régulation monopoliste et au système des prix nominaux (deuxième partie), de ce dernier à la forme inflationniste de la crise (troisième partie).

Dans le courant de toute cette recherche, j'ai croisé l'itinéraire de nombreux économistes, la plupart marxistes, dont les intuitions recoupaient largement les miennes. En particulier, je ne saurais trop souligner l'importance qu'eurent pour ma réflexion les débats qui se déroulèrent dans le cadre du séminaire organisé à l'I. N. S. E. E., en 1974-1975, autour de la thèse de Michel Aglietta sur la régulation du capitalisme [10], et auquel participèrent entre autres C. Benetti, R. Boyer, S. de Brunhoff, B. Guibert et C. Sautter. Par ailleurs, j'ai pu suivre d'assez près les travaux réalisés par la division « Etudes des entreprises » de l'I. N. S. E. E., autour de la *Fresque historique du système productif*, et prendre connaissance d'autres travaux, comme ceux de B. Billaudot sur l'accumulation intensive et de G. Duménil sur la circulation, l'accumulation et l'investissement [11]. Enfin, il faut rappeler que ce travail s'inscrit dans une recherche collective : celle de l'équipe du C. E. P. R. E. M. A. P. Grande est ma dette à l'égard de J. P. Benassy,

10. *Accumulation et Régulation du capitalisme en longue période. Exemple des Etats-Unis (1870-1970)*, thèse de doctorat, Paris I, 1974. L'essentiel de la thèse est présenté dans M. Aglietta, *Régulation et Crises du capitalisme. L'Expérience des Etats-Unis*, Calmann-Lévy, 1976. Je ferai parfois référence au texte originel.

11. B. Billaudot, *L'Accumulation intensive du capital. Introduction à l'étude de la croissance économique d'après-guerre et de la crise actuelle*, thèse de doctorat, Paris I, 1976 ; G. Duménil, *Accumulation et Investissement*, thèse de doctorat, Paris X, publiée sous le titre *Marx et Keynes face à la crise*, Economica, 1977.

qui dégagea (quoique sur d'autres bases) l'opposition polaire entre les caractères des deux régulations ; envers R.-M. Gelpi qui m'initia aux mécanismes de gestion de la monnaie ; envers les recherches historiques de J. Muñoz et C. Ominami sur les économies française et chilienne (cette dernière connaissant la « stagflation » de manière endémique !) ; envers R. Boyer qui avait déjà mis au point avec J. Mistral un modèle économétrique de formation des prix nominaux que je pouvais interpréter comme celui du « monde enchanté », et réalisa l'essentiel de l'analyse concrète, pour l'exemple français, des transformations subies par les divers éléments constituants de la régulation [12].

Cependant, je ne prétends nullement avoir réalisé une « synthèse » des apports de tous ces auteurs, qui ne se reconnaîtraient pas tous et pas toujours dans les détails ni même dans la ligne générale d'un ouvrage pourtant largement inspiré par leurs travaux. Je garde l'entière responsabilité des interprétations et de la systématisation hasardeuse présentée dans cet ouvrage, même si elle s'inscrit dans tout un courant de recherches actuelles. En particulier, il va de soi que je n'implique personne dans les développements concernant de tout autres enjeux, théoriques et politiques, et par rapport auxquels mon travail sur l'inflation n'a servi, en un sens, que de prétexte.

Ces enjeux n'intéresseront sans doute pas ceux qui liront ce livre pour connaître les éléments de réponse que je propose à la question contenue dans le titre, ceux qui liront ce livre comme un livre d'économie. Je les ai donc développés sous forme d'un avant-propos, dont la lecture n'est nullement indispensable à la compréhension des chapitres qui suivent (encore que les considérations méthodologiques sur la dialectique puissent être utiles).

Outre les économistes, collègues et amis, que j'ai déjà cités, je remercie tous ceux qui ont bien voulu me faire part de leurs réactions et suggestions à différentes étapes de ce travail [13], ainsi que Mme Philippe qui en assura la préparation matérielle. Mais cet ouvrage n'aurait jamais pu être mené à bien sans les encouragements décisifs et les remarques critiques de Charles Bettelheim, et sans l'affectueuse attention de Francine Comte qui en suivit pas à pas la rédaction. Qu'il me soit permis de leur exprimer ici ma gratitude.

Enfin, je ne saurais oublier ce que ce livre doit aux permanents débats avec des militants ouvriers, employés et paysans, pendant dix

12. Le modèle initial de R. Boyer et J. Mistral est présenté entre autres dans « Formation du capital, Prix relatifs, Inflation », *Economie et Statistiques*, n° 77, avril 1976. Il est resitué dans le cadre de la problématique de la régulation, développée à propos de *Approches de l'inflation*, dans le livre : R. Boyer et J. Mistral, *Accumulation, Inflation et Crises*, P. U. F., 1978. C'est à ce texte que je ferai référence. Quant aux travaux sur l'analyse concrète de l'exemple français qui constituent le tome III de *Approches de l'inflation*, il est regrettable qu'ils n'aient pu être déjà publiés à large diffusion, sauf quelques développements partiels qui ont fait l'objet d'articles auxquels je me référerai (faute de quoi je ferai référence au tome III du rapport).

13. En particulier, MM. Yves Bucas-Français, B. Chavance, A. Fahri, G. Massiah, M. Netter, T. Paquot, A. Stern et J. Ullmo.

années d'enthousiasmes et de désillusions. Si le « détour de la théorie » et les nécessités d'une rédaction finalement laborieuse m'ont éloigné quelque temps de leur combat quotidien, cette « prise de recul » (privilège du statut d'intellectuel !) ne signifie nulle « prise de distance » vis-à-vis du mouvement qui, indéfiniment, porte des femmes et des hommes à lutter contre l'exploitation et l'oppression. J'espère que les éléments ici avancés pourront en quelque manière aider à la résolution de certains problèmes auxquels se heurte actuellement le mouvement social.

Avant-propos

Marchandise et fétichisme

Produire une théorie de l'inflation, c'est produire une théorie rendant compte de l'évolution générale du niveau des prix nominaux (exprimés par exemple en francs). Pour cela, nous voulons nous appuyer sur la théorie économique de Marx [1]. Un tel projet peut surprendre. Marx, c'est connu, a produit (entre autres !) une théorie de la *valeur*, c'est-à-dire de la mesure des marchandises en temps de travail abstrait. Il a produit une théorie des tendances régissant les différents éléments dans lesquels se décompose la valeur. Il n'est pas connu pour avoir produit une théorie des prix nominaux, de l'expression de cette valeur en monnaie. En réalité, Marx donne de nombreux éléments sur ce problème dans son œuvre maîtresse, *Le Capital*. Mais à chaque fois il s'interrompt : « *Cela sera traité dans le chapitre sur la concurrence.* » Or, ce chapitre, il n'eut jamais le temps de l'écrire. On en trouve des éléments dispersés dans les brouillons des livres II et III du *Capital* et des *Théories sur la plus-value* (en fait, le livre IV du *Capital*).

Passer de la valeur aux prix nominaux, c'est un peu tenter d'écrire ce « Chapitre sur la concurrence », mais en y tenant compte des profondes transformations subies par le capitalisme.

Pour cela, il faut bien comprendre que le prix nominal est une forme sociale qui *exprime* une pluralité de *rapports*, fondamentaux et secondaires, d'une société où domine le mode de production capitaliste. Non seulement il les « exprime », mais il joue un rôle actif dans la *résolution* de ces *contradictions* que constitue chacun de ces

1. *Le Capital* se présente comme une « *critique* de l'économie politique ». Il vise à dissoudre l'apparence selon laquelle existeraient des « lois naturelles » de l'économie, fixées de toute éternité et pour toute éternité. En réalité, ces lois ne sont que relatives à une organisation historiquement et temporairement donnée de la société : le mode de production capitaliste. Un moment de cette critique consiste donc à établir, positivement, les lois de ce mode de production. Paradoxalement, la théorie critique doit aussi se présenter comme un exposé d'économie politique, revendiquant la scientificité d'un exposé de mécanique. Cette contradiction ne va pas sans produire quelques effets négatifs, sur lesquels nous reviendrons.

rapports, et les rapports qu'ils ont entre eux. Et la première de ces contradictions, qui engendre à elle seule la forme « valeur » et la forme « prix » (même si la forme prix n'exprime pas *que* ce rapport), c'est la contradiction constitutive de toute économie marchande : celle dont traite le chapitre I du *Capital*. C'est la contradiction qui constitue le travail social comme somme de travaux privés, effectués indépendamment les uns des autres. La forme « prix » est la forme à travers laquelle est perçue par l'agent économique privé la « socialité » de sa participation à la production et à la consommation sociale. Le plan des prix et des revenus nominaux constitue donc un monde de l'apparence, c'est celui de la « surface des choses » et de l'illusion (en ce que le lien entre la valeur et le temps de travail dépensé dans la production des choses s'y estompe au profit d'autres connexions apparentes), mais de l'illusion « nécessaire ». Non pas dans le sens où nécessairement le « sujet économique » s'illusionne, mais dans le sens où cette illusion est nécessaire au fonctionnement de l'économie marchande. Et cela parce qu'effectivement l'agent économique agit de façon privée, en poursuivant des buts qui lui sont propres : comme un « sujet », si on veut. C'est ce que Marx appelle le « fétichisme », toujours dans le fameux chapitre I.

Or, sur ce chapitre I et ce qu'il contient (contradiction, fétichisme, caractère marchand de l'économie capitaliste), l'école de L. Althusser a jeté le manteau de Noé. Cet « althussérisme » qui eut une influence décisive dans la relance de la réflexion marxiste en France (et, incidemment, dans ma propre formation). Par « althussérisme », je ne désignerai pas dans ce texte les positions politiques ou théoriques individuelles de L. Althusser, E. Balibar, J. Rancière ou autres. On sait qu'elles ont divergé et, pour chacun d'entre eux, évolué, notamment ces dernières années. Je désignerai une certaine lecture du marxisme, dont les articles recueillis dans le *Pour Marx* de L. Althusser constituent la préhistoire, *Lire Le Capital* (ouvrage collectif dont la première édition date de 1965) représente l'âge classique et les *Eléments d'autocritique* de L. Althusser comme les *Cinq Etudes* d'E. Balibar marquent la décomposition [2].

Du début à la fin, l'althussérisme classique est marqué par la haine du chapitre I. L. Althusser nous invite expressément à ne pas le lire, ou alors une fois qu'on a compris tout le reste [3]. Son conseil sera suivi : tous les livres importants produits dans la décennie 65-75 par cette « nouvelle école française » de marxisme, jusqu'aux travaux de P.-P. Rey compris, à l'exception toutefois (décisive) du *Calcul économique et Formes de propriété* de C. Bettelheim [4], restent marqués par les limites, voire les erreurs, qu'impose cette mutilation du *Capital*.

2. L. Althusser, *Pour Marx*, Maspero, 1965.
L. Althusser, J. Rancière, P. Macherey, E. Balibar, R. Establet, *Lire Le Capital*, Maspero, 1965, réédition refondue dans la Petite Collection Maspero en 1968-1973. Je ferai référence à cette réédition par les initiales *L. L. C.* suivies du numéro du tome.
L. Althusser, *Eléments d'autocritique*, Hachette, 1974.
E. Balibar, *Cinq Etudes du matérialisme historique*, Maspero, 1974.
3. L. Althusser, « Avertissement aux lecteurs du livre I du *Capital* », *Le Capital*, Garnier-Flammarion, 1969.

A ceux tentés de soulever le manteau de Noé, qu'opposent les althussériens ? « C'est inutile, et c'est indécent. »

D'abord, *ça ne sert à rien*. « Pris dans une conception hégélienne de la science, Marx pensait alors qu'en toute science le commencement est ardu [5]. » Pour Althusser, Marx aurait dès 1868 démenti cette appréciation, affirmant que « même un enfant le comprendrait [6] ». Donc, tenant pour acquis ce qu'un enfant comprendrait, l'adulte passera directement à la section II, ou même, en suivant R. Establet qui fait encore moins le détail, sautera les deux premières sections : elles ne servent qu'à « transformer un discours idéologique en problème scientifique [7] ».

Nous verrons ce que fait exactement Marx dans les deux premières sections, et pourquoi il commence par là. Nous verrons qu'à ne pas lire ces chapitres, ou à croire qu'on peut comprendre tout le reste du *Capital* sans les lire, on s'expose à commettre d'énormes contresens, à ne comprendre en fait ni *Le Capital*, ni le capitalisme, ni par contrecoup les problèmes de son renversement, ni bien sûr la crise et l'inflation. En tout cas, Althusser nous livre le mobile de cette censure (car ce qui ne sert à rien peut aussi bien être lu : pourquoi en déconseiller la lecture ?) : l'hostilité envers Hegel.

Et voici le grand argument pour ne pas soulever le manteau de Noé : *c'est indécent*. Le vieux barbu est ivre, et s'abandonne à « flirter » *(kokettieren)* avec Hegel. L. Althusser, dans son « Avertissement », nous en donne deux exemples : l'utilisation à double face du mot valeur et (« cette fois flagrante, et extrêmement dommageable ») la théorie du fétichisme.

Donc l'accent est implicitement mis sur deux types de critiques

— méthodologiques : l'utilisation de la terminologie hégélienne et, en fait, d'une « logique de la contradiction » ;

— philosophiques et politiques : ce chapitre serait entaché d'humanisme et d'historicisme, vestiges de la vision du monde du « jeune Marx », et qui disparaîtront enfin dans les *Notes sur Wagner* et la *Critique du programme de Gotha*. Car « fétichisme » renvoie à « aliénation », « aliénation » à « sujet », à « liberté » et à « finalité ».

Nous y voilà. Il suffit de se souvenir de la conjoncture idéologique d'alors pour identifier en ce point le mobile de la lecture extraordinairement sélective du *Capital* dans laquelle se lancèrent les althussériens. Pour de bonnes et de mauvaises raisons (pour lutter contre la critique

4. Maspero, 1970.
5. « Avertissement aux lecteurs du *Capital* », *op. cit.*
6. Lettre à Kugelmann du 11 juillet 1868. Citée, comme toutes les lettres de Marx ou Engels, sauf mention spéciale, d'après K. Marx, F. Engels, *Lettres sur Le Capital*, Editions sociales, 1964.
7. *L. L. C.*, IV, p. 64.

de droite du stalinisme, et sous la pression de l'idéologie structuraliste ambiante), *Le Capital* était enrôlé dans la croisade de l' « antihumanisme théorique » dont J. Rancière énonçait la devise en ces termes lapidaires : « Dans l'être mystifié consiste le contenu essentiel de la fonction de sujet. »

J. Rancière a renversé sa position depuis. En 1972, nous avions, M. Rouilleault et moi, tenté de faire nos comptes avec « notre conscience althussérienne d'autrefois ». A propos du mouvement de l'histoire, nous avions d'une part reconnu la valeur de la critique althussérienne de l' « évolutionnisme hégélien » et de ses variantes staliniennes et révisionnistes, d'autre part dénoncé le caractère théoriquement unilatéral, politiquement conservateur, du partis pris « anti-humaniste », anti-sujet [8].

Nos reproches n'avaient rien à voir avec une critique un peu sotte qui voit dans l' « anti-humanisme théorique » une théorisation de l'inhumanité stalinienne. En peignant l'homme concret comme un tissu de multiples rapports qui le déterminent à se penser et être agi, L. Althusser ne faisait que reprendre la vieille idée du bienheureux Spinoza : « Les hommes sont en effet conscients de leurs actions et de leurs appétits, mais ignorants des causes par quoi ils sont determinés à appéter quelque chose. [...] Tous nos efforts ou désirs suivent de la nécessité de notre nature, de façon qu'ils se puissent connaître, ou par elle seule comme leur cause prochaine, ou en tant que nous sommes une partie de la Nature qui ne peut être conçue adéquatement sans les autres individus [9]. » Or Spinoza, que l'on sache, en déduisait la plus haute idée de la liberté humaine née sur le socle de la culture occidentale, et s'attira de ce fait la haine de tous les Etats et des Eglises d'Europe [10].

Non, ce que nous reprochions à l'althussérisme, c'est de nier que sur cette base matérielle des rapports sociaux puisse se constituer quelque chose qui puisse dire « c'est nous » et bouleverser le système des rapports. Ce quelque chose était pour nous le *mouvement révolutionnaire des masses*, autonomisé par rapport à la reproduction de l'état de choses existant (quoiqu'engendré par lui). Par exemple : les Lip, dans certaines circonstances, ne furent pas seulement la collection des salariés embauchés par Fred Lip. Nous pensions ainsi rendre toute sa portée dialectique à la thèse de Marx : « Les hommes font l'histoire, mais sur la base de conditions données, héritées du passé » : thèse que nous pouvions considérer comme le prototype de la conception marxiste de la contradiction.

8. A. Lipietz, M. Rouilleault, *Sur les pratiques et les concepts prospectifs du matérialisme historique*, D. E. S. de sciences économiques, Paris I, 1972. J'ai présenté certaines conclusions de cette recherche dans : « D'Althusser à Mao ? », *Les Temps modernes*, novembre 1973. Une version italienne de ce dernier texte (« Da Althusser à Mao ? », *Aut Aut*, Milan, 1977) prend en compte les *Eléments d'autocritique*.

9. Spinoza, *Ethique, démontrée suivant l'ordre géométrique*, réédition Vrin, 1977, IVe partie, « De la servitude de l'homme », p. 7 et 145.

10. Un Glucksmann pourrait cependant y reconnaître la maxime d'un « maître penseur », aussi pernicieuse que le « Fais ce que voudras » de Rabelais, fondement, c'est connu, de tous les Goulags. Mais ce qui est excessif est insignifiant.

Querelle philosophique, aux implications politiques évidentes, mais qui n'intéressera guère l'économiste, et en tout cas n'a rien à voir avec la crise et l'inflation ? Peut-être. Mais justement, lors de ce travail, nous avions été choqués par la manière dont les auteurs de *Lire Le Capital* censuraient ou déformaient des concepts critiques de l'économie politique, au nom de leurs thèses philosophiques. Puisque l'homme n'est pas un sujet, il ne peut être aliéné, donc le fétichisme n'existe pas. Puisque la dialectique hégélienne est solidaire du sujet et de la fin, il faut censurer la contradiction qui inaugure *Le Capital*, celle de la marchandise. Puisque le « sujet économique » n'est même pas un agent, mais tout au plus un support de la structure qui se reproduit, il ne faut laisser place à aucune faille dans la reproduction de la structure, en tout cas pas une faille qui aurait son origine dans la structure elle-même, et surtout pas dans une contradiction opposant... la reproduction de la structure et le comportement de ses supports ! Or c'est de cela que parle le chapitre I du *Capital*, de cela aussi dont il faut tenir compte pour expliquer les crises. D'où l'acharnement d'E. Balibar à démontrer que les crises ne sont qu'un moment de la reproduction, que les « contradictions » du capitalisme ne sont que dans les effets, que « la contradiction n'est pas originaire [11] ». Et comme, de l'avis de Marx :

> « *ce qu'il y a de meilleur dans mon livre, c'est 1) (et c'est sur cela que repose toute l'intelligence des faits) la mise en relief, dès le premier chapitre, du caractère double du travail, selon qu'il s'exprime en valeur d'usage ou en valeur d'échange ; 2) l'analyse de la plus-value, indépendamment de ses formes particulières* [12] »

il fallait réduire ce caractère double à une pure juxtaposition. Ce que fit Macherey. Dès lors, le « monde enchanté » n'était plus qu'une « mise en scène » (Rancière) sans importance pour la reproduction de la structure elle-même : un sous-produit, en somme. Et, autre sous-produit logique de la négation de la contradiction : la destruction du capitalisme n'était plus une tendance du capitalisme.

Joli travail. Il n'était pas sans rappeler certains textes d'Engels qui « déduisaient » la fausseté du second principe de la thermodynamique et de la théorie cosmologique du nuage primitif, en posant... l'inexistence de Dieu. Ce « renversement » (plus lyssenkiste qu'hégélien !) de la religion est aux antipodes de la méthode scientifique de Marx. Si un jour on démontre irrécusablement par des méthodes scientifiques un fait qui implique logiquement l'existence de Dieu — je doute qu'une telle chose ait un sens, et ce n'est certes pas le cas du « big-bang » —, tant pis pour l'athéisme [13] ! Si sur le caractère contradictoire du travail dans une

11. *L. L. C.*, II, p. 201. Nous reviendrons en détail sur les erreurs de Balibar, Macherey, Rancière, non pour rouvrir de vieilles querelles, mais parce qu'elles expriment les fondements de certaines théories économiques très vivaces, qui reflètent elles-mêmes un aspect de la réalité.

12. Lettre à Engels, 24 août 1867.

13. Et tant pis aussi pour le christianisme, quoi qu'en pensent des apologistes comme C. Tresmontant qui devraient relire Pascal... (Voir *Comment se pose aujourd'hui le problème de l'existence de Dieu*, Seuil, 1966.)

société marchande « repose toute l'intelligence des faits », tant mieux pour la contradiction !

La relecture du chapitre I du *Capital*, la réhabilitation de la marchandise et du fétichisme s'imposaient donc, non seulement pour ruiner les justifications que les althussériens croyaient trouver dans *Le Capital* de leurs conceptions unilatérales, mais encore pour restaurer la portée explicative du *Capital*, et plus généralement de la dialectique (de la catégorie de *contradiction*), quant aux réalités du capitalisme. Enjeu d'une relecture, dont l'ouvrage qu'on va lire constitue en quelque sorte une retombée. Naturellement, en bon dialecticien que nous nous efforcerons d'être, nous ferons toute sa place au nécessaire et fructueux « moment » althussérien.

Métaphysique et dialectique

Il est bien difficile de « définir » ou d' « exposer » la dialectique. Marx s'était promis de rédiger un traité sur la question mais n'en trouva jamais le temps : preuve que, même pour un maître dans l'art, il n'est pas immédiat d'en coucher les principes sur le papier. Mais la dialectique serait-elle un « art » ? En un sens, oui. Nous ne pouvons pas rentrer ici dans l'inextricable débat [14] sur la « scientificité » de la dialectique (comme théorie), qui renvoie au problème de l' « objectivité » de la dialectique, de son existence dans le mouvement réel, indépendamment de la pensée de ce mouvement. Disons que, si la théorie est « un produit du cerveau qui s'approprie le monde en élaborant des concepts à partir de la perception et de l'intuition [15] », il y a forcément un rapport entre la structure du réel et celle de la pensée. Or il y a bien deux façons de s'approprier le réel, dont une non dialectique :

« *Dans l'histoire de la connaissance humaine, il a toujours existé deux conceptions des lois du développement du monde : l'une est métaphysique, l'autre dialectique ; elles constituent deux conceptions du monde opposées* », écrit Mao Tsé-toung.

Et de citer Lénine :

« *Les deux concepts fondamentaux (ou les deux possibles ? ou les deux concepts donnés par l'histoire ?) du développement (de l'évolution) sont : le développement en tant que diminution et augmentation, en tant que répétition, et le développement en tant qu'unité des contraires*

14. Sur ce débat, voir la contribution de J.-P. Cotten, « Peut-on isoler la dialectique ? », dans le recueil du C. E. R. M., *Sur la dialectique*, Editions sociales, 1977.

15. K. Marx, *Introduction à la critique de l'économie politique* (1857), cité d'après sa traduction dans *Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse...)*, Anthropos, 1967, p. 30-31.

(dédoublement de ce qui est un, en contraires qui s'excluent mutuellement, et rapports entre eux) [16]. »

Les points d'interrogation de Lénine sont significatifs. Il va de soi que les deux conceptions renvoient à deux positions divergentes devant l'avenir : conservation (avec à la rigueur des réformes) ou révolution. Reste que la conception non dialectique a son efficacité : elle triomphe au XVIIIe-XIXe siècle par exemple dans les sciences de la nature. Une position dialecticienne doit donc rendre compte de ce fait. Engels propose l'explication suivante :

« *Lorsque nous soumettons à l'examen de la pensée la nature ou l'histoire humaine ou notre propre activité mentale, ce qui s'offre d'abord à nous, c'est le tableau d'un enchevêtrement infini de relations et d'actions réciproques, où rien ne reste ce qu'il était, là où il était et comme il était, mais où tout se meut, change, devient et périt. Nous voyons donc d'abord le tableau d'ensemble dans lequel les détails s'effacent encore plus ou moins ; nous prêtons plus d'attention au mouvement, aux passages de l'un à l'autre, aux enchaînements qu'à ce qui se meut, passe et s'enchaîne. Cette manière primitive, naïve, mais correcte quant au fond, d'envisager le monde est celle des philosophes grecs de l'Antiquité, et le premier à la formuler clairement fut Héraclite. [...] Mais cette manière de voir, si correctement qu'elle saisisse le caractère général du tableau que présente l'ensemble des phénomènes, ne suffit pourtant pas à expliquer les détails dont ce tableau d'ensemble se compose ; et, tant que nous ne sommes pas capables de les expliquer, nous n'avons pas non plus une idée nette du tableau d'ensemble. Pour reconnaître ces détails, nous sommes obligés de les détacher de leur enchaînement naturel ou historique et de les étudier individuellement dans leurs qualités, leurs causes et leurs effets particuliers, etc. [...]*

La décomposition de la nature en ses parties singulières, la séparation des divers processus et objets naturels en classes déterminées, l'étude de la constitution interne des corps organiques dans la variété de leurs aspects anatomiques, telles étaient les conditions fondamentales des progrès gigantesques que les quatre derniers siècles nous ont apportés dans la connaissance de la nature. Mais cette méthode nous a également légué l'habitude d'appréhender les objets et les processus naturels dans leur isolement, en dehors de la grande connexion d'ensemble, par conséquent non dans leur mouvement, mais dans leur repos ; comme des éléments non essentiellement variables, mais fixes ; non dans leur vie, mais dans leur mort. Et quand, grâce à Bacon et à Locke, cette manière de voir passa de la science de la nature à la philosophie, elle produisit l'étroitesse d'esprit spécifique des derniers siècles, le mode de pensée métaphysique [17]. »

16. Mao Tsé-toung, *De la contradiction, Œuvres choisies*, Editions de Pékin, 1967, t. I, p. 348. Le texte cité de Lénine est extrait de *A propos de la dialectique*.

17. F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions sociales, 1971, p. 50-51. Il résulte

Cette « étroitesse d'esprit » est donc d'abord le fruit d'une conquête ! Métaphysique et dialectique forment en somme une « contradiction dialectique », la métaphysique est un « moment » de la dialectique. Et le point de passage obligé réside dans la stabilisation, la reproduction de l'objet, qui en permet l'identification. La conquête de l'objet exige un moment de « gel » de la dialectique (c'est pourquoi nous reprendrons certains des concepts introduits par les althussériens : surdétermination, reproduction). C'est une conquête qui se bloque au point où l'état des choses existant devient clair, mais sa dissolution devient impensable (E. Balibar fut le plus lucide porte-parole de ce constat).

Pour aller plus loin, il faut cesser d'isoler des choses que l'on mettra en rapport, ou même de faire du rapport un objet, mais considérer chaque chose comme un rapport et chaque rapport comme un conflit. Cette « façon de considérer les choses » tient donc autant à la nature des choses qu'au regard que l'on porte sur elles. Or la volonté de les considérer du point de vue du conflit, universellement, ne saurait estomper la *spécificité* de chaque chose, de chaque objet de notre pensée. Les lois des choses (réelles ou pensées) ne sauraient donc découler des « lois de la dialectique » déduites de la seule « façon de considérer les choses ».

« *Dans les contradictions, l'universel n'existe que dans le spécifique. [...] En nous penchant sur chaque forme de mouvement de la matière, nous devons porter notre attention sur ce qu'elle a de commun avec les autres formes de mouvement. Mais ce qui est encore plus important, ce qui sert de base à notre connaissance des choses, c'est de noter ce que cette forme de mouvement a de proprement spécifique, c'est-à-dire ce qui la différencie qualitativement des autres formes de mouvement. C'est seulement de cette manière qu'on peut distinguer une chose d'une autre. Toute forme de mouvement contient en soi ses propres contradictions spécifiques, lesquelles constituent cette essence spécifique qui différencie une chose des autres. C'est cela qui est la cause interne, ou si l'on veut la base de la diversité infinie des choses dans le monde. [...] Il en est ainsi non seulement de la nature, mais également des phénomènes de la société et de la pensée* [18]. »

Il faut donc s'être déjà longuement promené, bagarré, dans le « spécifique » pour apercevoir l'universalité de la contradiction. C'est pourquoi tout exposé dogmatique de la dialectique tend à se figer en

de cet exposé qu'on ne peut coller sur un penseur ayant joué un rôle effectif dans l'appropriation de la réalité l'étiquette de « métaphysicien » pur et simple. Ainsi Engels cite, au rang des « dialecticiens » des temps modernes, non seulement Diderot (à cause du *Neveu de Rameau*) et Spinoza (on verra dans ce livre pourquoi), mais encore... R. Descartes ! Nous verrons plus loin qu'avec le développement des idées « systémiques » accompagnant les progrès de la biologie, de la cybernétique, etc., la ligne de démarcation, entre métaphysique et dialectique, s'est considérablement déplacée.

18. Mao Tsé-toung, *op. cit.*, p. 357.

fausse abstraction (c'est-à-dire en concept de rien, faute d'être le concept de quelque chose, sous prétexte d'être le concept de tout), sur laquelle on cherchera à plaquer une réalité comme sur un lit de Procuste : en coupant tout ce qui dépasse [19]. Cela n'empêche pas qu'une certaine pratique de la méthode dialectique investie dans le spécifique permette de se faire une certaine idée de l'universalité de la contradiction, bien utile pour aborder plus systématiquement d'anciens ou de nouveaux domaines :

« *Les hommes commencent toujours par connaître d'abord l'essence spécifique d'une multitude de choses différentes avant d'être en mesure de passer à la généralisation et de connaître l'essence commune des choses. Quand ils sont parvenus à cette connaissance, elle leur sert de guide pour étudier plus avant les différentes choses concrètes qui n'ont pas encore été étudiées ou qui l'ont été insuffisamment, de façon à trouver leur essence spécifique ; c'est ainsi seulement qu'ils peuvent compléter, enrichir et développer leur connaissance de l'essence commune des choses et l'empêcher de se dessécher ou de se pétrifier* [20]. »

On comprend mieux à présent pourquoi je parle d'un « *art* » *de la dialectique*. Elle est impossible à codifier en recettes, puisqu'elle n'existe que de façon spécifique dans chaque nouvel objet, et pourtant l'énoncé de quelques règles peut guider l'exploration du spécifique. Si donc je me risque ici à présenter, à ma manière, les « axiomes » et premières « lois » de la dialectique, ce n'est pas ignorance de la spécificité des contradictions.

Il s'agit tout d'abord, à titre polémique, de rappeler l'*universalité* de la contradiction. L'économie politique, développée au XIXe siècle, est prise tout entière dans une conception métaphysique. Il existe des consommateurs, et des producteurs, avec chacun leur « loi » de comportement. Il leur arrive de se rencontrer, d'interagir, mais en tant que réalités externes l'une à l'autre. La « théorie économique marxiste » peut elle-même être présentée (elle est en général présentée) de façon métaphysique : les marchandises ont une valeur, la marchandise force

19. « L'erreur de nos dogmatiques dans cette question consiste en ceci : ils ne comprennent pas que c'est seulement après avoir étudié ce qu'il y a de spécifique dans la contradiction et pris connaissance de l'essence spécifique des choses particulières qu'on peut atteindre à la pleine connaissance de l'universalité de la contradiction et de l'essence commune des choses [...]. Nos dogmatiques sont des paresseux ; ils se refusent à tout effort dans l'étude des choses concrètes, considèrent les vérités générales comme quelque chose qui tombe du ciel, en font des formules purement abstraites, inaccessibles à l'entendement humain, nient totalement et renversent l'ordre normal que suivent les hommes pour arriver à la connaissance de la vérité. » (Mao Tsé-toung, *op. cit.*, p. 358-359.)

Le livre d'A. Badiou, *Théorie de la contradiction* (Maspero, 1975), représente de façon fort brillante ce type de déviation : ignorance du spécifique. Des militants formés à cette école se firent remarquer en parachutant dans les organisations de masse, avec les conséquences que l'on devine, le mot d'ordre : « Un se divise en deux. » Un quoi ? Se divise en quel sens ? En deux quoi ? Qu'importe !

20. Mao Tsé-toung, *op. cit.*, p. 358.

de travail aussi ; de la loi de la valeur (considérée comme loi de mesure des valeurs) on déduit l'existence de la plus-value, etc. Je vais tâcher au contraire d'introduire de façon dialectique *tous* les concepts que j'aurai à produire.

Or la dialectique est assez étrangère non seulement à l'économie politique et au marxisme vulgarisé, mais encore à la tradition culturelle française — hormis B. Pascal, avec la terminologie duquel il m'arrivera de « flirter[21] ». En esquissant ici les grands traits de la méthode dialectique, je ne prétends pas convaincre qui que ce soit de son bien-fondé ou de son utilité, mais familiariser le lecteur avec une « grille » et une terminologie que je mettrai effectivement en œuvre dans l'exposé de chacune des contradictions spécifiques.

Enfin, l'exposé qui suit n'est pas neutre. Il va nous permettre d'expliciter un des enjeux précédemment évoqués : la restauration, au cœur du *Capital*, d'une logique de la contradiction, qui s'amorce dès le chapitre I à propos de la marchandise. Plus précisément, il va nous permettre de situer, par rapport au concept althussérien de « reproduction », le concept qui va jouer un rôle clé dans cet ouvrage, celui de *régulation*. Et même il va nous permettre de situer notre acception du terme « régulation » par rapport à d'autres acceptions.

Surdétermination des contradictions

Très schématiquement, la dialectique matérialiste considère la réalité comme un *tissu de contradictions* (d' « unités de contraires », dit Lénine). Chaque objet identifiable dans la réalité est constitué lui-même par une contradiction (ou c'est un sous-tissu de contradictions, dominé par une contradiction principale qui l'individualise) :

« *Dans le processus de développement de toute chose comme dans la pensée humaine, il y a des aspects contradictoires, et cela sans exception. Un processus simple ne renferme qu'une seule paire de contraires, alors qu'un processus complexe en contient davantage. Et ces paires de contraires, à leur tour, entrent en contradiction entre elles. C'est ainsi que sont constituées toutes les choses du monde objectif et toutes les pensées humaines, c'est ainsi qu'elles sont mises en mouvement*[22]. »

21. La plus célèbre des *Pensées* de Pascal est une thèse dialectique : « L'homme est un roseau pensant. » Le projet des *Pensées* était d'ailleurs de fonder l'apologie de la religion chrétienne sur une contradiction existentielle : « grandeur et misère de l'homme ». Débarrassé de cet objectif mystique, le « noyau » dialectique est manifeste : « Rien n'est simple de ce qui s'offre à l'âme, et l'âme ne s'offre jamais simple à aucun objet » ; « Toutes choses étant causées et causantes, aidées et aidantes, médiates et immédiates, et toutes s'entretenant par un lien naturel et insensible qui lie les plus éloignées et les plus différentes, je tiens pour impossible de connaître les parties sans connaître le tout, non plus que de connaître le tout sans connaître particulièrement les parties », etc.

22. *De la contradiction, op. cit.*, p. 376.

Contrairement à Descartes, nous ne partirons pas de l'analyse des « paires » élémentaires — qui pose d'ailleurs les problèmes les plus difficiles —, mais nous commencerons par quelques précisions sur le « tableau général », le complexe des contradictions. Tout d'abord, ses éléments sont directement posés comme des contradictions plus simples, et non comme des objets non contradictoires qui « entreraient » ensuite en rapport les uns avec les autres. Par exemple, alors que l'économie politique pose les producteurs et les consommateurs, entrant en rapport sur le marché des biens d'une part, le marché du travail de l'autre, le marxisme pose d'une part les rapports (contradictoires) de production immédiats, les rapports d'échange et de distribution de l'autre, et étudie les rapports entre ces deux systèmes de rapports.

En considérant chaque objet non comme un point dans un champ de forces, mais d'abord comme une contradiction en lui-même, un nœud de forces en lui-même, la dialectique matérialiste pose, contre le point de vue métaphysique, le primat des causes *internes* dans le développement, le mouvement de chaque chose : c'est « sa » contradiction à elle qui est la base de l'explication de son propre mouvement.

« *Ces contradictions, inhérentes aux choses et aux phénomènes, sont la cause fondamentale de leur développement, alors que leur liaison mutuelle et leur action réciproque n'en constituent que les causes secondes. Ainsi donc la dialectique matérialiste a combattu énergiquement la théorie métaphysique de la cause externe, de l'impulsion extérieure, propre au matérialisme mécaniste et à l'évolutionnisme vulgaire.* [...]

La dialectique matérialiste exclut-elle les causes externes ? Nullement. Elle considère que les causes externes constituent la condition des changements, que les causes internes en sont la base, et que les causes externes opèrent par l'intermédiaire des causes internes. L'œuf qui a reçu une quantité appropriée de chaleur se transforme en poussin, mais la chaleur ne peut transformer une pierre en poussin, car leurs bases sont différentes[23]. »

Pour que cela ait un sens, encore faut-il prendre au sérieux l'autonomie, la spécificité des contradictions les unes vis-à-vis des autres. Un des plus grands mérites de L. Althusser fut d'attirer l'attention sur ce point, il y a quinze ans[24], attirant du même coup l'attention sur ces textes fondamentaux que sont l'*Introduction de 1857* de Marx, *De la*

23. *Ibid.*, p. 350-351.

24. Voir dans *Pour Marx*, « Contradiction et surdétermination » (1962) et « Sur la dialectique matérialiste » (1963), notamment les points 4 et 5. A la lumière de la Révolution culturelle chinoise, ces articles servirent (en France) à la critique de la « théorie des forces productives », caution du révisionnisme et du stalinisme. Il n'est donc pas étonnant que, si longtemps après, les philosophes liés à la direction du P. C. F., comme J. Texier (« Sur la détermination en dernière instance [Marx et/ou Althusser] », *Sur la dialectique, op. cit.*), reviennent sur ces textes, pour les critiquer dans les termes mêmes où sont à présent critiqués les « théories de la Bande des Quatre » (en fait, le maoïsme), quand la presse chinoise actuelle cherche à s'élever au-dessus des ragots.

contradiction de Mao et les textes de Lénine sur la « conjoncture concrète ». Pour Marx, en effet :

« *Le concret est concret parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, c'est l'unité de la diversité. Pour la pensée, il est un processus de synthèse et un résultat, et non un point de départ. A nos yeux il est le point de départ de la réalité, et donc aussi de l'intuition et de la représentation. [...]*

La catégorie économique la plus simple, mettons la valeur d'échange, suppose une population, et celle-ci produit dans des conditions déterminées ; elle suppose en outre un certain type de famille, de commune ou d'Etat, etc. Elle ne peut exister que sous forme d'un rapport unilatéral et abstrait au sein d'un ensemble concret, vivant et déjà donné [25]. »

En quel sens le tissu concret des contradictions externes figure-t-il à titre de « conditions » pour chaque contradiction prise à part, abstraite ? Tout d'abord, le « concret vivant, toujours déjà donné » constitue la condition d'*existence* matérielle de chaque contradiction : sans population, dit Marx, pas de rapports d'échange. Mais, plus précisément, ce concret n'est pas un tissu amorphe : les contradictions sont hiérarchisées, l'unité du tout considéré est constituée par la domination de l'une d'entre elles. Celle-ci détermine (*surdétermine*, puisque chaque contradiction est d'abord déterminée par elle-même !) la place, le rôle, le degré d'autonomie de toutes les autres. Par exemple, l'économie de la société française est dominée par le mode de production capitaliste (dont nous étudierons les contradictions fondamentales). Il y existe encore de la petite production marchande, dans l'agriculture notamment, mais il serait aussi faux d'identifier les paysans à des prolétaires que d'ignorer l'intégration de leur production à l'accumulation capitaliste.

« *Dans toutes les formations sociales, c'est une production déterminée qui assigne à toutes les autres leur rang et leur importance : les rapports essentiels jouent un rôle déterminant vis-à-vis des autres. On obtient ainsi un éclairage général qui baigne toutes les couleurs et en modifie la tonalité particulière ; autrement dit, chaque éther détermine le poids spécifique de chacune des formes d'existence* [26]. »

Réciproquement, l'existence des autres contradictions « surdétermine » le développement de la contradiction principale, au point de pouvoir l'inhiber ou la rendre explosive.

Chez Hegel, au contraire, la multiplicité des contradictions est engendrée à partir d'une contradiction originaire : toutes les autres n'en sont en définitive que l'expression. Cette conception de la totalité dérive en fait de l'idéalisme de Hegel : puisqu'il engendre toutes les contradictions dans sa tête à partir du couple conceptuel très simple « être/néant ».

25. *Introduction de 1857, op. cit.*, p. 30. Entre les deux parties de cette citation figure le développement sur le concret de pensée, que nous analyserons dans l'introduction de la première partie.
26. *Ibid.*, p. 36.

L'idéalisme de Hegel a donc un effet sur le contenu, la structure de sa dialectique : c'est ici parce que son concret est produit par autodéveloppement d'un concept qu'il n'est pas vraiment un concret. Il ne suffit donc pas de « renverser » la dialectique idéaliste en dialectique matérialiste. Un tel « renversement » en effet engendre une représentation de la réalité où les superstructures (idéologiques, politiques) ne font que refléter « la » contradiction de l'infrastructure, où la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat ne fait que refléter la contradiction entre le caractère privé et le caractère social de la production, et où le développement de cette contradiction, avec celui des forces productives sociales, suffit à entraîner l'ensemble vers la révolution et le communisme. Quels que soient les excès auxquels la critique althussérienne a pu conduire, dans le sens de l'autonomie des instances, il faut saluer ce rejet de l'évolutionnisme hégélien et de son « renversement » en économisme, et même en évolutionnisme technologiste, tel qu'il a dominé le mouvement ouvrier sous la IIe et la IIIe Internationale, y compris dans certaines critiques de gauche du « stalinisme » et du « révisionnisme ».

Nous verrons, dans l'introduction à la première partie, comment nous prendrons en compte la complexité de la dialectique matérialiste, dans l'exposé de la structure et des tendances du mode de production capitaliste. Quant à l'évolutionnisme et à l'économisme, nous aurons tout le temps d'en reparler. Mais nous nous séparerons radicalement de la lecture althussérienne du *Capital* sur deux points. D'abord, prenant au sérieux ses propres thèses sur la complexité du capitalisme, nous refuserons de tout dériver du rapport d'exploitation et réintroduirons la contradiction posée par Marx dès le chapitre I : celle qui constitue la marchandise. Ce faisant, nous critiquerons conjointement l'althussérisme et un autre courant venu d'Italie : l'opéraïsme. Et surtout nous refuserons l'ossification de la « contradiction » en « rapport » ou « structure ».

Reproduction et régulation

Mais qu'est-ce au juste qu'une contradiction ? Un objet est considéré dans sa contradiction quand il est considéré comme unité (ou identité, etc.) et comme lutte (ou opposition, conflit...) de deux aspects (ou pôles, ou moments...) opposés. Analyser une contradiction signifie donc, premièrement, analyser chacun des aspects, deuxièmement, analyser l'unité et la lutte entre les deux aspects. Pour utiliser une terminologie empruntée à l'algèbre (« La dialectique est l'algèbre de la révolution », dit Lénine) [27], il y a un couple « primal » (les deux aspects) et un coupe « dual » (l'unité et la lutte).

Dans le « primal » (par exemple : privé/social, bourgeoisie/prolétariat), les deux pôles ne sont pas symétriques : il y a toujours un aspect principal et un aspect secondaire, ou subordonné, avec dans

27. Lénine reprend la formule à Herzen (« A la mémoire de Herzen », *Œuvres*, t. XVIII, p. 19).

certaines conditions changement des rôles. Mais cette asymétrie doit être spécifiée pour chaque contradiction étudiée : nous utiliserons, quand ce sera plus parlant et plus pertinent, le couple de mots « dominant/dominé » (bourgeoisie/prolétariat), mais aussi quelquefois « base/facteur dirigeant » (qui élimine tout jugement de valeur hiérarchique), etc. Si on ne s'acharne pas à plaquer sur un couple d'aspects la terminologie abstraite de la dialectique, le point de vue « primal » ne présente ni difficulté ni originalité.

On commence à faire de la dialectique quand on considère que c'est le « dual » qui constitue le « primal », c'est-à-dire : c'est leur unité et leur lutte qui constituent les deux pôles opposés comme tels. Pour reprendre une métaphore de L. Althusser [28], la bourgeoisie et le prolétariat ne sont pas deux équipes de rugby préalablement constituées qui se rencontrent ensuite sur le terrain. Ce serait retomber dans le point de vue métaphysique, qui bien sûr n'exclut nullement l'interaction de deux entités constituées extérieurement l'une à l'autre. Pour un dialecticien, au contraire, le *rapport* capitaliste, avec son aspect unité et son aspect lutte, constitue les « places » des deux pôles opposés (bourgeoisie et prolétariat), places qui sont remplies de façons très diverses selon les conditions historiques. « L'unité » de la contradiction signifie d'abord cela : sans bourgeoisie, pas de prolétariat, et vice versa, car bourgeoisie et prolétariat n'existent que comme les deux faces d'une même contradiction. Plus subtilement, l'identité signifie aussi la transformation possible, dans certaines conditions, d'un aspect en l'autre : nous en avons vu un exemple dans la « fixation » de la dialectique en métaphysique ; nous verrons que la reproduction du rapport bourgeoisie/prolétariat passe par un « moulinet » où le travail devient capital, etc. Mais cette unité, cette identité possible, n'est pas juxtaposition, complémentarité, harmonie préétablie : elle constitue les deux aspects comme *en lutte*, « vraiment » en lutte (c'est-à-dire indépendamment de l'acte par lequel la pensée « oppose » les deux aspects pour les distinguer) ; ou plutôt, ce qui constitue l'unité des deux aspects, c'est d'être en lutte, en un sens qui doit être spécifié pour chaque contradiction. Le rapport bourgeoisie/prolétariat est une lutte de classes entre exploiteurs et exploités.

Le lecteur à l'œil exercé a déjà reconnu que le couple « unité/lutte » pouvait et devait être considéré comme formant les deux aspects, le « primal », d'une nouvelle contradiction. Pour s'en tenir fermement à la dialectique, il faut maintenant considérer le « dual » de cette nouvelle contradiction, en quelque sorte le « bidual » de la première. C'est-à-dire considérer l'unité et la lutte entre les deux aspects du couple « unité/lutte » et lui appliquer les considérations du précédent alinéa [29].

28. L. Althusser, *Réponse à John Lewis*, Maspero, 1973, p. 29.

29. Pour faciliter la lecture, dans l'alinéa qui suit, j'utiliserai des guillemets chaque fois que « unité » et « lutte » seront considérés comme aspects dans la contradiction duale. Le lecteur ignorant l'algèbre peut penser à deux points sur un cercle. Ces deux points peuvent être considérés comme un primal. Ils sont reliés par deux arcs de cercle, qui forment alors le dual. Si on considère les deux arcs de cercles comme des éléments, on peut s'intéresser à ce qui les relie et qui forme alors le bidual. Ce sont évidemment les deux points que les arcs ont en commun, à chacune de leurs extrémités. On voit que le bidual peut être mis en correspondance avec le primal. Ici ils sont même identifiés, bien que conceptuellement différents (on retrouve les ambiguïtés de la fameuse « négation de la négation », terminologie que nous n'utiliserons pas). Plus largement, on peut considérer l'ensemble des éléments et des relations comme primal. Par exemple : sur une carte d'Europe, les pays avec les routes qui joignent leurs capitales forment un primal qui a pour dual le réseau des lignes de frontière et leurs intersections. On construit de même le bidual, etc.

L'unité (du couple « unité/lutte ») consiste en ce qu' « unité » et « lutte » n'existent pas l'un sans l'autre : on ne peut parler d' « unité » que de ce qui est distinct, on ne peut parler de « lutte » que de ce qui est mis en scène sur le même ring, donc, en un sens, est de même nature. Mais, plus subtilement, l' « unité » a la forme d'une « lutte », et c'est à travers la « lutte » qu'est maintenue l' « unité ». Par exemple, entre bourgeoisie et prolétariat, il n'y a d' « unité » que dans le rapport qui les met en « lutte », et cette « lutte », en maintenant la subordination du prolétariat, maintient l' « unité » qui consiste en leur rapport : il en est ainsi, nous le verrons, non seulement de la « lutte répressive » de la bourgeoisie mais encore de la « lutte revendicative » du prolétariat.

La lutte (entre les deux termes du couple « unité/lutte ») consiste en ce que la « lutte » peut détruire, vise à détruire l' « unité ». Par exemple, la « lutte révolutionnaire » du prolétariat vise à briser le rapport d'exploitation capitaliste, c'est-à-dire à détruire l'objet que constitue la contradiction bourgeoisie/prolétariat, à abolir l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour achever ce résumé (invraisemblablement abstrait), il faut enfin poser la thèse fondamentale, qui distingue la position dialectique conséquente, en interdisant le « gel » de la dialectique à n'importe quel niveau : c'est *le primat de la lutte sur l'unité*. Cette fois il faut spécifier. « Primat » ne signifie évidemment pas l'impossibilité que l'unité l'emporte durablement sur la lutte. Au contraire, sans unité il n'y a pas d'objet structurellement stable s'offrant à notre examen [30]. Cela fait plusieurs siècles que le rapport capitaliste existe, et avec lui la sinistre unité de « l'homme aux écus » et de « l'homme qui lui a vendu sa peau ». Une aubaine pour les capitalistes... et pour les économistes ! Mais cette unité est née et se nourrit d'une lutte, et mourra de cette lutte.

« *La permanence de tous les processus est relative alors que leur variabilité, qui s'exprime dans la transformation d'un processus en un autre, est absolue.*

30. Je « flirte » ici avec la terminologie des « thomistes », c'est-à-dire ceux qui, derrière R. Thom, cherchent à fonder une sorte d'ontologie dialectique sur la théorie des catastrophes (voir par exemple la tentative explicite de C.-P. Bruter, *Topologie et Perception*, Maloine-Doin, Paris, 1974, t. I, 1re partie : « Pour une théorie des objets »).

Tout phénomène dans son mouvement présente deux états, un état de repos relatif et un état de changement évident. Ces deux états sont provoqués par la lutte mutuelle des deux éléments contradictoires contenus dans le phénomène lui-même. Lorsque le phénomène, dans son mouvement, se trouve dans le premier état, il subit des changements seulement quantitatifs et non qualitatifs, aussi se manifeste-t-il dans un repos apparent. Lorsque le phénomène, dans son mouvement se trouve dans le second état, les changements quantitatifs qu'il a subis dans le premier état ont déjà atteint un point maximum, ce qui provoque une rupture d'unité dans le phénomène, et par suite un changement qualitatif ; d'où la manifestation d'un changement évident [...]

Les choses et les phénomènes se transforment continuellement en passant du premier au second état, et la lutte des contraires qui se poursuit dans les deux états aboutit à la solution de la contradiction dans le second. Voilà pourquoi l'unité des contraires est conditionnée, passagère, relative, alors que la lutte des contraires qui s'excluent mutuellement est absolue[31]. »

Que l'unité se soit formée tient aux conditions qui surdéterminent la contradiction, qu'elle se développe de façon stable tient aux conditions de la lutte, qu'elle explose du fait de la lutte tient également aux conditions. L'*antagonisme*, c'est-à-dire l'état de la contradiction dans laquelle l'unité des deux aspects n'est plus conciliable, est donc latent dans toute contradiction, mais n'éclate que dans certaines conditions :

« *Suivant le développement concret des choses et des phénomènes, certaines contradictions primitivement non antagonistes se développent en contradictions antagonistes, alors que d'autres, primitivement antagonistes, se développent en contradictions non antagonistes*[32]. »

31. Mao Tsé-toung, *op. cit.*, p. 381.

32. *Ibid.*, p. 383. Avant le « gel » structuraliste de ses positions, L. Althusser avait bien mis en lumière ce point dans les articles déjà cités. Chez les idéologues officiels du P. C. F. on s'en souvient encore dix ans après ; ainsi L. Sève (« Lénine et la Pratique scientifique », *Colloque du C. E. R. M. à Orsay*, Editions sociales, 1974) réaffirme contre Althusser et Mao Tsé-toung la distinction métaphysique entre contradictions de nature antagoniste et non antagoniste. Ce qui ne va pas sans poser des problèmes aux théoriciens révisionnistes ; ainsi J. Lojkine, qui s'appuie sur L. Sève, se demande comment il se peut alors que la contradiction entre capital non monopoliste et prolétariat ait cessé d'être antagoniste ! (« Sur l'usage du concept de contradiction dans une analyse matérialiste de l'Etat », *La Pensée*, n° 197, février 1978). Répondant en fait à L. Sève, E. Balibar reviendra en 1975 sur la position initiale d'Althusser sur ce sujet : celle de Mao (voir « A nouveau sur la contradiction », dans *Sur la dialectique, op. cit.*, p. 42 et s.).

On ne saurait surestimer l'importance de ce point, théoriquement et politiquement. Par exemple, c'est un pléonasme que de parler d' « union et de combat » ou d' « unité-lutte » entre réformistes et révolutionnaires. Toute contradiction est toujours un rapport d'unité et de lutte. La thèse trotskyste du Front unique ouvrier est aussi métaphysique que celle du social-fascisme. Ce qui importe, c'est l'étude de la conjoncture concrète qui surdétermine ce rapport comme antagoniste ou pas (voir par exemple : O. C.-G. O. P., « La Théorie maoïste du Front uni : l'exemple du réformisme », *Communisme*, n° 19, 1975. On trouvera de semblables considérations, mais appliquées au rapport P. C.-P. S., chez France Vernier, « Il ne suffit pas de perdre pour avoir raison », *La Nouvelle Critique*, avril 1978).

Plus généralement, le mouvement d'approfondissement de la contradiction fondamentale qui régit un phénomène, combiné à la variation des conditions concrètes qui le surdéterminent, fait passer le phénomène par une succession de phases qualitativement différentes entre son début et sa fin :

« *Bien que le caractère de la contradiction fondamentale dans le processus de développement d'une chose ou d'un phénomène et l'essence du processus restent inchangés, la contradiction fondamentale s'accentue progressivement à chaque étape de ce long processus. En outre, parmi tant de contradictions, importantes ou minimes, qui sont déterminées par la contradiction fondamentale ou se trouvent sous son influence, certaines s'accentuent, d'autres se résolvent ou s'atténuent temporairement ou partiellement, d'autres ne font encore que naître. Voilà pourquoi il y a différentes étapes dans le processus. On est incapable de résoudre comme il faut les contradictions inhérentes à une chose ou à un phénomène si l'on ne fait pas attention aux étapes du processus de son développement*[33]. »

Et Mao Tsé-toung de citer l'exemple de la transformation du capitalisme de l'époque de la libre concurrence à l'époque de l'impérialisme : cela justement qui va nous occuper dans ce livre. Le passage d'un stade à l'autre est déterminé par les mêmes contradictions originaires, celles qui constituent la structure du capitalisme et qui scellent son destin.

Ainsi le matérialisme dialectique moderne renoue avec la conception du monde des matérialistes dialecticiens de l'Antiquité : dans l'immense écoulement du temps, les objets se constituent comme des tourbillons où se nouent des conflits, mais la stabilité relative et temporaire de ces tourbillons est condamnée à se dissoudre par les mêmes causes qui leur ont donné naissance. En comparant le réel au « Yang-Tsé qui roule sans fin ses eaux bouillonnantes », Mao Tsé-toung retrouve le vieux schéma de pensée (le « paradigme », comme on dit maintenant) d'Héraclite, d'Epicure et de Lucrèce[34].

33. Mao Tsé-toung, *op. cit.*, p. 363.

34. Mao Tsé-toung, « Eléments de dialectique », dans *Textes 1949-1958*, Le Cerf, 1975.

Les aphorismes d'Héraclite « l'Obscur » s'éclairent à la lecture des matérialistes dialecticiens : « La guerre est le père et le roi de toutes choses » ; « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve » ; « Les hommes ignorent comment ce qui varie reste en accord avec soi : il y a une harmonie des tensions opposées, comme celles de l'arc et de la lyre » ; etc.

Quant à la théorie d'Epicure, transmise par le livre de Lucrèce *De la nature*, elle a profondément marqué le jeune K. Marx qui lui a consacré sa thèse. Un ouvrage récent de M. Serres (*La Naissance de la physique dans le texte de Lucrèce. Fleuves et turbulences*, Editions de Minuit, 1977) vient de mettre en lumière l'importance de cette physique antique en la rapprochant des travaux d'Archimède et en identifiant du même coup le « clinamen » (angle infinitésimal dont les atomes s'écartent de leur trajectoire rectiligne) avec une différentielle. Or nous verrons l'importance décisive de cette notion de « clinamen » dans la pensée de Marx (et dans la compréhension de la réalité !).

Cependant, nous ne pouvons suivre M. Serres quand il prend parti pour une

Actuellement, c'est aux niveaux « dual » et « bidual » (considérer à la fois l'unité et la lutte, et encore l'unité et la lutte entre l' « unité » et la « lutte ») que se joue essentiellement la contradiction entre les points de vue dialectique et métaphysique.

Le grand concurrent du point de vue dialectique est évidemment l'idéologie « systémiste », avec toutes ses variantes (« structuralisme », etc.). D'un côté, ce point de vue, qui s'est développé avec la cybernétique, la biologie moléculaire, la linguistique, la psychanalyse, marque un incontestable progrès par rapport aux modes de penser mécanistes du XIXe siècle, qui opposaient métaphysiquement cause et effet, rapportés à des objets distincts et extérieurs les uns aux autres. Le structuralisme et le systémisme posent (en général) correctement le primat du rapport (du tout) sur les éléments constituant le tout. Mais le rapport est alors réduit à l'aspect « unité », ou alors la lutte reste subordonnée à la perpétuation de l'unité : à une métaphysique des objets se substitue une métaphysique des structures. Ce qui justifie la très pertinente critique adressée par Edgar Morin à l'idéologie du « tout » (« holisme ») et à la cybernétique[35].

F. Varela, pourtant l'un des plus profonds penseurs de la cybernétique, nous demande ainsi de considérer ensemble les deux aspects du couple fondamental (qu'il appelle « star ») : « le tout/les parties

« physique de Vénus » (où règne l'harmonie des contraires) métaphysiquement opposée à une « physique de Mars » (ou règne le conflit), en oubliant apparemment que Mars et Vénus étaient amants. Nous ne pouvons le suivre quand il retranche Héraclite d'Epicure, ni quand il fait sienne la morale de Lucrèce résumée par les vers fameux : « Il est doux, quand sur la vaste mer les vents font tourbillonner les flots, d'observer du rivage le grand péril où se débat autrui » (ce que Mao Tsé-toung traduisait en bon chinois : « Observer le combat des tigres du haut de la montagne »). Cette critique n'a donc rien à voir avec celle de M. Paty qui, dans *France nouvelle* (10 avril 1978), défend en fait la « rigidification » des objets imposée par la révolution galiléenne, rigidification qu'Engels considérait comme un mal nécessaire et temporaire (voir plus haut).

35. E. Morin, *La Méthode*, t. I, *La Nature de la nature*, Seuil, 1977. Certains aspects déplaisants de ce livre ne doivent pas cacher son grand intérêt et son utilité. Certes, E. Morin irritera par son acharnement à masquer, malgré une copieuse bibliographie qui le fait apparaître comme penseur synthétique de la science moderne, toute référence aux pères fondateurs du matérialisme et de la dialectique. Ainsi les tourbillons et les fleuves de Lucrèce deviennent « la boucle et l'ouverture ». La dialectique (correctement définie) devient « dialogique », la contradiction « complexité », le mouvement hégélien de conservation-dépassement « méta-point de vue », tandis que Marx et Hegel sont traités en chiens crevés. Comme d'ailleurs Spinoza auquel sont pourtant empruntées la causalité immanente (devenue « endo-causalité »), la Nature naturante et la Nature naturée (devenues « l'Organisation qui s'organise en organisant », etc.). La notion d' « appareil », qui désigne une partie du tout spécialement chargée d'assurer l'unité malgré les contradictions, et dont le plus brillant exemple est l'Etat, entouré comme il se doit d'une « atmosphère culturelle », est enfin révélée aux théories sociales et politiques où elle est « tragiquement absente aujourd'hui », sans doute du fait des carences d'Engels, de Gramsci et d'Althusser...

Mais enfin il n'y a pas de critique majeure à faire à ce tome *sur le fond*, et si cela peut faire avaler la dialectique à ceux que dégoûteraient les signatures sulfureuses de Hegel, Marx, Engels, Lénine ou Mao... Quant aux autres, ils y trouveront

constituant le tout[36] ». Par exemple : un réseau et les arbres construits de proche en proche à partir des points du réseau (c'est effectivement comme cela que nous considérerons la reproduction du rapport bourgeoisie/prolétariat dans le double moulinet de la circulation). Il oppose ce couple au « paradigme classique ou hégélien, où la notion de dualité est liée à l'idée de polarité, un conflit d'opposés, A/non-A. [...] Les deux pôles appartiennent au même niveau. Dans notre paradigme cybernétique ou posthégélien, les dualités sont représentées de manière adéquate comme une imbrication de niveaux, où un terme de la paire émerge de l'autre. [...] Le couple prédateur/proie, disons, n'opère pas en excluant les opposés. Les deux engendrent une totalité : leur écosystème, où il y a complémentarité, stabilisation mutuelle, et bénéfice du point de vue de la survie de chacun. [...] La dualité effective est plus large [que le couple prédateur/proie], elle est de la forme : écosystème/espèces en interaction. On a en général le théorème suivant : *pour tout couple hégélien de la forme A/non-A existe une "star" plus générale où les opposés apparents figurent comme composants du côté droit* [de/] ». Et F. Varela, qui n'a, semble-t-il, ni lu Hegel ni rien appris de son expérience chilienne (où il fut un supporter d'Allende), d'en conclure : « Dans la dialectique hégélienne, les interactions sont à somme zéro : l'un gagne ce que l'autre perd. Les formes opératoires d'interactions sont presque universellement d'une forme différente : chaque participant peut y gagner (en jouant les règles du jeu de la totalité). » Ainsi, même la lutte dans la première paire ne « sert » qu'à constituer l'unité du tout. Pour reconstituer la dialectique, amputée par F. Varela de la lutte, il faudrait rajouter une « anti-star » : l' « explosion/les forces antagoniques ».

Apparemment, L. Althusser, lorsqu'il commente son apologue des équipes de rugby en affirmant le « primat de la contradiction sur les contraires qui s'affrontent », et dénonce comme réformiste la thèse inverse (à juste titre, on vient de le voir !), échappe à cette critique. Malheureusement, un examen plus attentif révèle que par « contradiction » il entend alors essentiellement l' « unité », ou alors la « lutte » dans son identité avec l' « unité ». La proposition du « primat de la lutte des classes sur les classes qui s'affrontent » est directement opposée à la thèse prêtée à John Lewis, J.-P. Sartre, etc. : « L'homme fait l'histoire en la transcendant. » Et L. Althusser de s'appuyer sur une citation de Marx dont il doit tronquer la fin, car justement elle contredit sa thèse :

« *Ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert les classes pas plus que la lutte des classes. [...] Ce que j'ai apporté de nouveau, c'est : 1) de démontrer que l'*existence des classes *[c'est Marx qui souligne] n'est liée qu'à des phases* historiques déterminées du

davantage matière à réflexion que dans la *Dialectique de la nature* d'Engels, car les sciences de la nature sont aujourd'hui bien plus dialectiques qu'au siècle dernier.

36. F. J. Varela, « Not one, not two », *The Coevolution Quaterly*, Sausalito (California), Fall 1976.

développement de la production ; *2) que la lutte des classes mène nécessairement à la* dictature du prolétariat ; *3) que cette dictature elle-même ne représente qu'une transition vers l'*abolition de toutes les classes *et vers une* société sans classe [37]. »

Par les points 2 et 3, Marx nous montre en effet que, dans une contradiction, la lutte entre « lutte » et « unité » peut se développer au point qu'un des aspects de la contradiction *s'autonomise* : d'abord défini *en soi* par le rapport que constitue la contradiction (comme le prolétariat n'est en soi que l'ensemble des salariés), cet aspect acquiert une existence *pour soi,* qui engage la lutte pour faire *éclater* le rapport qui l'unit à l'autre : le prolétariat devient classe révolutionnaire visant l'abolition de *tout* rapport de classe. Nous aurons l'occasion de discuter de l'autonomie du prolétariat, opposée à sa reproduction comme simple support d'une place à l'intérieur des rapports capitalistes. Mais il importe ici de préciser, dans le domaine économique, la façon dont les althussériens pensaient ce primat de la contradiction (en fait, de l'unité) sur les aspects qui s'opposent. C'est le concept de *reproduction* [38].

37. Lettre de K. Marx à Weydemeyer, 5 mars 1852.

38. La critique de la « reproduction » est étroitement liée aux problèmes de la réhabilitation des notions de « sujet » et de « négation de la négation ».

Dans notre présentation de la dialectique, il y a correspondance entre « primal » et « bidual » : dans la contradiction bourgeoisie/prolétariat, la bourgeoisie représente l'unité (du couple « lutte/unité ») et le prolétariat la lutte (au sein de ce même couple). C'est pourquoi l'hypostase, la glorification de la reproduction aboutit finalement à un certain fonctionnalisme : tous les phénomènes sociaux semblent servir à reproduire la société sous la domination d'une classe, et finalement semblent « voulus » par cette classe. Comme le disait un héros du film *Z* : « Il faut toujours accuser les Américains ; si on ne sait pas pourquoi, eux le savent. » Inversement, penser la destruction de la reproduction implique plus ou moins l'identification de la classe dominée comme « sujet de l'histoire ».

C'est ce qu'explique fort bien E. Terray, avec sa rigueur intellectuelle, et sans rien renier de ce qu'il doit à l'althussérisme. « On a fréquemment vu se réintroduire, à la faveur de considérations sur la reproduction, tout l'arsenal périmé des interprétations fonctionnalistes : la reproduction est conçue comme une cause finale dont procède l'ensemble des structures et des institutions analysées. [...]

« Pour éviter cette erreur, il faut se rappeler d'abord que la reproduction ne saurait être un but : seul un sujet peut se proposer un but ; or la société n'est pas un sujet. Il faut se rappeler surtout que ce qui est reproduit, c'est précisément et avant tout une contradiction. [...]

« Dès lors, se placer du point de vue de la reproduction, c'est en définitive comprendre comment le cycle même de la production et de la distribution remet constamment en présence les deux termes de cette contradiction qu'est le rapport de production fondamental : dominants et dominés, exploiteurs et exploités ; comment les premiers tentent de parer aux crises à travers lesquelles cette contradiction pourrait être surmontée ou résolue, comment les seconds s'attachent au contraire, plus ou moins consciemment, à l'abolir ou à s'en évader. La reproduction dans son ensemble est à la fois l'enjeu de leur affrontement et son résultat. En tant que telle, elle se traduit pour le jeu de lois d'évolution tendancielles qu'en règle générale aucun des partenaires affrontés n'est en mesure de discerner. » (« De l'exploitation. Elément d'un bilan autocritique », *Dialectiques,* n° 21, automne 1977.)

On ne peut cependant pas identifier purement et simplement l'aspect dominé d'une contradiction et la lutte visant à la faire éclater (classe exploitée = prolétariat = tendance à la révolution = sujet de la révolution). L'identification primal-bidual présente les mêmes dangers que, dans la formulation hégélienne de la dialectique, la notion correspondante de « négation de la négation » : l'oubli de la spécificité de chaque contradiction, l'oubli que ce qui est nié à un premier niveau n'est pas exactement ce qui nie au second, et vice versa (voir à ce sujet F. Engels, *Anti-Dühring,* p. 170). Ce ne sont pas les paysans expropriés devenus prolétaires qui exproprieront les expropriateurs. Ce ne seront même pas des salariés « tout court ». « Le problème, poursuit E. Terray, devient alors de savoir si et comment ces classes "en soi" peuvent se transformer en classes "pour soi", conscientes d'elles-mêmes, capables de réflexion et d'action collectives, et par suite aptes à prendre des initiatives historiques et à peser en tant que telles sur le cours des événements. [...] L'analyse de la "question nationale" ou de la "question féminine" ne nous aurait-elle pas conduit à des réflexions de même nature ? » (*Ibid.*)

Cependant, si, en langue anglaise, E. Terray emploie le terme de « historical subject » pour désigner les « classes pour soi » (Classes and Class Consciousness in the Abron Kingdom of Gyaman », in M. Bloch (*ed.*), *Marxist Analyses and Social Anthropology,* ASA. Monographs, Londres, 1975, p. 92), il reste d'une extrême vigilance devant les dangers de l'usage métaphorique, notamment chez Lukács, de la notion de « sujet », empruntée à l'idéologie bourgeoise du droit. Le moindre n'est pas la *déviation avant-gardiste,* « largement due au fait que les rapports de la classe au parti sont pensés comme rapport d'un sujet à sa conscience de soi et à sa volonté » (lettre personnelle).

Concept maître du structuralisme, la reproduction désigne la permanence de l'unité d'une structure par la transformation continue d'un aspect en l'autre. D'ailleurs le mot est bien choisi : c'est la vieille histoire de la poule et de l'œuf, de la mère et la fille. Un très grand mérite d'E. Balibar est d'avoir dégagé l'importance de ce concept dans *Le Capital.* En particulier à propos du rapport capital/salarié, et à propos du rapport entre les sections productrices des moyens de production et des biens de subsistance. Ce « moment » de la reproduction, qui permet de *figer la contradiction en structure* pour mieux l'étudier, est absolument indispensable : c'est la base de notre étude, le point de vue que nous adopterons principalement dans toute la première partie.

En passer par ce « moment », celui de la stabilité, de la permanence, de l'unité, est une chose. Gommer l'aspect lutte, l'aspect proprement « contradictoire », et pour cela gommer les passages où Marx indique l'origine de la lutte, et affirmer en conclusion que la structure n'est pas menacée *de l'intérieur,* c'est une autre chose, inacceptable. Gommer le caractère marchand de l'économie capitaliste (en refusant la lecture du chapitre I) c'est gommer la contradiction entre le caractère privé et le caractère social de la production. Or les schémas de reproduction chez Marx présupposent que le travail est déjà social, que le produit est déjà validé. Il est donc tautologique de leur faire dire qu'ils impliquent la stabilité des rapports capitalistes !

Certes, puisque le capitalisme existe comme objet, c'est que l'unité existe et prédomine, pour temporaire qu'elle soit. Les travaux privés finissent bien, en général, par devenir sociaux, les marchandises par se vendre. Mais au prix d'un *saut périlleux,* dit Marx (périls durement ressentis par un million et demi de chômeurs). La magnification de la reproduction revient à supposer que, les sauts étant prédestinés à

bien se passer, on peut totalement faire abstraction de leur périllosité. Inutile de dire que l'inflation et la crise deviennent alors incompréhensibles [39]. Si dans la reproduction apparaît l' « unité » de la contradiction (ici, entre le caractère privé et le caractère social de la production), la « lutte » apparaît dans la « périllosité » de la vente, de la réalisation des marchandises. Or l' « unité » et la « lutte » forment une contradiction, sous la domination relative de l'unité. Comment penser cette unité de l' « unité » (la reproduction) et de la « lutte » (la périllosité) ? Dans l'ouvrage que l'on va lire, je propose d'introduire le concept de *régulation*.

Par *régulation*, nous désignerons la manière dont l'unité s'impose à travers la lutte des éléments. Définition sibylline qui ne pourra s'éclairer que lorsque nous étudierons spécifiquement les contradictions dont il s'agit. Disons cependant un mot de ce qui nous distinguera d'autres acceptions.

Si la régulation désigne au fond le primat *relatif* et temporaire de l'unité sur la lutte, forte est la tendance à rétablir, en parlant de régulation, le primat absolu de l'unité, voire à évacuer tout simplement la lutte. C'est l'origine des acceptions courantes de ce mot. G. Canguilhem énonce ainsi une définition généralement acceptée : « La régulation, c'est l'ajustement, conformément à quelque règle ou norme, d'une pluralité de mouvements ou d'actes et de leurs effets ou produits que leur diversité ou leur succession rend d'abord étrangers les uns aux autres [40]. »

On peut lui adresser deux critiques. *D'abord étranger* : c'est en revenir à l'antériorité des éléments constituants sur le tout. *Ajustement conformément à une norme* : c'est l'idée que la régulation réduira

39. Plus exactement, chez Balibar (dans *Lire Le Capital*) la crise n'est conçue que comme un mécanisme régulateur effaçant périodiquement les contradictions apparues *dans les effets*. Nous verrons que c'est un aspect de la crise, mais un seulement. Il est amusant de remarquer que l'erreur d'E. Balibar, qui consiste au fond, nous le verrons, à présupposer la prévalidation sociale de toute production, c'est-à-dire à supposer que ce qui est produit sera effectivement consommé, cette erreur était déjà condamnée par Marx comme... hégélienne ! « La consommation parachève l'acte de la production en réalisant le produit, en le dissolvant et en absorbant sa forme autonome et matérielle. [...] L'économie politique évoque essentiellement [cette] identité [...] lorsqu'elle traite du rapport entre l'offre et la demande, entre les objets et les besoins, entre les besoins créés par la société et les besoins naturels.

« Rien n'est donc plus facile pour un hégélien que d'identifier la production à la consommation. C'est à quoi se sont livrés non seulement de beaux penseurs socialistes, mais encore de prosaïques économistes » (*Introduction de 1857*, *op. cit.*, p. 22).

40. G. Canguilhem, « Régulation », *Encyclopedia Universalis*, t. XVII. L'auteur précise qu'en économie capitaliste, avec ses « rapports de contrainte instable et de compromis précaire », ne règne pas « une régulation économique vraie, au sens où l'on parle avec pertinence d'une régulation physiologique, c'est-à-dire une autorégulation, dont la finalité, ou comme disent certains la téléonomie, se confond avec sa forme d'existence ». Si je ne partage pas cette définition utopique de la régulation (la finalité des organismes physiologiques serait-elle leur mort ?), j'admets a fortiori qu'elle ne saurait s'appliquer au capitalisme !

finalement le conflit (temporaire) en unité (absolue), que la régulation n'est que l'antichambre de l'harmonie. De fait, dans l'idéologie cybernétique et économique, la notion de régulation est ramenée à celle de « commande », par laquelle un centre normateur (en l'occurrence l'Etat) corrige au fur et à mesure les désajustements nés de l'absence d'unité préalable. A l'Ouest, cette notion s'identifie rapidement soit à la politique keynésienne censée assurer le plein emploi, soit aux réglementations censées assurer l'optimum néo-classique malgré les imperfections du marché [41]. Dans les pays de l'Est, où domine une forme de capitalisme d'Etat, cette « commande » se targue d'assurer le développement optimal des forces productives. Vieille idée défendue au début du siècle par A. Bogdanov, penseur de l' « organisation », de la « tectologie », qui ne voyait dans le socialisme que la projection, au niveau de l'organisation d'ensemble de la société, de l'organisation qui règne déjà dans les usines. Malgré la condamnation de Bogdanov par Lénine, cette idée triomphera avec le révisionnisme stalinien [42], sous la forme d'une sorte de « socialisme cybernétique », comme par exemple chez O. Lange :

« *Dans une économie socialiste, la cybernétique est d'une importance capitale. Dans le système socialiste, comme dans tout autre système, nous devons considérer un ensemble d'opérations faisant intervenir un grand nombre d'éléments (en dernière analyse, ces éléments représentent des individus isolés), mais dans une économie socialiste planifiée il est possible de regrouper, classer et ordonner les éléments en systèmes couplés de manière appropriée afin d'obtenir les résultats cherchés. Le socialisme s'est assigné comme tâche fondamentale de réussir à diriger les processus socio-économiques qui se développent spontanément dans une économie capitaliste. Cela explique l'importance que prend la théorie générale du fonctionnement et de la direction des systèmes d'actions couplées dans une économie socialiste* [43]. »

On conçoit dès lors la méfiance légitime éprouvée par les révolutionnaires marxistes devant l'usage du terme « régulation », qui renvoie à une réalité conçue généralement comme « consciente » (puisque liée à la volonté de celui ou ceux qui manipulent la « commande ») et comme « indéfinie » (puisqu'elle permet, sauf accidents d'origine extérieure, la stabilisation normée d'un ensemble contradictoire). En fait, le problème n'est pas tant celui de la « commande » (les meilleurs cybernéticiens admettent l'existence d'ensembles autorégulés, sans appareil de commande spécialisé) que celui de la *stabilité indéfinie*, c'est-à-dire du primat de l'unité sur la lutte. La régulation n'apparaît plus ainsi que comme adaptation de la reproduction : la

41. Voir P. L. Joskow, R. G. Noll, *Regulation in Theory and Practice : an Overview*, Massachusetts Institute of Technology, Department of Economics, Working Paper, april 1978.

42. Voir dans A. Bogdanov, *La Science, l'Art et la Classe ouvrière*, Maspero, 1977, la présentation de D. Lecourt.

43. O. Lange, *Introduction à l'économie cybernétique*, Sirey, 1976.

reproduction est de droit, la différence n'est qu'identité différée. La conception que je défends au contraire pose le primat, le caractère absolu de la lutte, et la régulation comme unité temporaire de l' « unité » et de la « lutte ».

Les deux conceptions se heurtent et se nouent dans l'interprétation de la crise. La crise marque une rupture des conditions normales de la reproduction. S'y mêlent inextricablement deux types de lutte : lutte pour rétablir l'ordre, lutte pour détruire l'ordre (et permettre l'émergence d'un ordre qualitativement nouveau). La notion de régulation renvoie à la première forme de lutte ; une crise est donc toujours une « crise régulatrice », en un sens. Mais il ne faudra jamais oublier que la nécessité de la régulation renvoie à l'antagonisme immanent, antagonisme qui peut tout aussi bien éclater et détruire le système : « Tout tient aux conditions » (Lénine).

La méconnaissance du double aspect de la crise fait actuellement des ravages. La vulgarisation de la cybernétique et la prise de conscience de la remarquable force d'adaptation du capitalisme à l'Ouest, de la non moins remarquable stabilité de la société soviétique, engendrent une sorte de fatalisme cybernétique. Tout ce qui bouge n'est que « feed-back », soupapes de sûreté, bruits nourrissant la régénération de l'ordre établi [44]. La déification de la régulation relaie l'éternisation structuraliste de la reproduction. Les marxistes ont trop béatement

44. En ce qui concerne la « société libérale avancée », la palette est trop large, de ceux qui s'en réjouissent à ceux qui s'en attristent, pour qu'on les puisse citer tous. Contentons-nous de mentionner le livre de Régis DEBRAY (*Modeste contribution aux discours et cérémonies officielles du dixième anniversaire*, Maspero, 1978) qui se range parmi les seconds, fustige chez les premiers (les nouveaux philosophes et autres « libéralo-libertaires ») un « discours qui remplace l'analyse et la distinction de ses objets par un syncrétisme conceptuel et une solidarité par similitude de notions », mais n'hésite pas à analyser (?) Mai 68 et ce qui s'est ensuivi en termes de « feed-back négatif », phénomène d' « homéostasie », « ordre par le bruit » et autre mégaconcepts de la vulgate biologico-cybernético-informatico-néo-thermodynamique actuelle. Dans un tout autre genre, la vision pessimiste sur la société soviétique et le rôle des « dissidents » d'A. ZINOVIEV (auteur de *L'Avenir radieux*) relève également d'une tendance (tout à fait compréhensible dans son cas) à ne percevoir que l'aspect régulateur, stabilisateur des choses.

Entendons-nous bien. Je ne songe nullement à critiquer R. Debray pour avoir dénoncer les aspects simplement « modernistes » qui se mêlaient et se mêlent encore à bien des discours et comportements apparemment « radicaux » (antiproductivistes, anticentralistes, etc.). J'ai moi-même, comme bien d'autres, dénoncé cette confusion dans tous mes articles et livres depuis 1971 (c'est-à-dire depuis la décantation qu'a rendue explicite l'éclatement du P. S. U.). Je ne songe pas non plus à interdire l'usage des métaphores cybernétiques : le prochain paragraphe constituera un plaidoyer pour l'usage de ces analogies.

Je reproche au régulationnisme de se dispenser d'une analyse concrète du double aspect de chaque crise spécifique. En quoi Mai 68 était une « soupape » ? En quoi était-ce au contraire l'ouverture de la boîte de pandore (« feed-back positif » si on veut) ? En quoi le développement du féminisme stabilise-t-il la grande bourgeoisie moderne et déstabilise-t-il les pools de dactylo ?, etc. Mais pour cela il faut s'apercevoir que les contradictions explosives ne passent pas seulement entre le Nord et le Sud : le tiers monde cher à R. Debray commence au coin de sa rue. (Voir le dossier « L'Offensive des Nouveaux Socialistes », *Partis Pris*, n° 4, S. E. P., 1978, et la critique du livre de R. Debray par J. STACO, *Communisme*, n° 3, 1979.)

attendu la « crise finale », ils s'en sont trop remis au développement inéluctable des contradictions du capitalisme pour que l'on ne puisse ignorer les aspects positifs de cette vague « régulationniste ». Du moins, tant qu'elle nous sert à envisager les choses avec réalisme, à rompre avec le triomphalisme, l'optimisme évolutionniste qui attend la révolution du simple déroulement du temps. Mais elle se transforme en glorification de l'ordre établi si la régulation n'est pas relativisée par le primat de la lutte sur l'unité.

Nouvel enjeu de cet ouvrage, donc : restaurer la dialectique, dépasser le point de vue de la reproduction, fonder l'idée de régulation, qui certes exprime toujours la dominance relative de l'unité dans la contradiction, mais la fonder sur le primat de la lutte, le caractère absolument irréductible de la contradiction.

Sur les analogies physiques et mathématiques

Dans la poursuite des objectifs que je viens d'énoncer, j'aurai recours à un procédé qui fera hurler les puristes, et dont je n'ignore pas les limites : l'analogie. J'userai souvent de métaphores, de comparaisons avec des schémas de pensée relevant des sciences de la nature. Quant aux mathématiques, j'en userai, peu, et dans des notes signalées par un astérisque * [45], de deux manières : de façon « licite », c'est-à-dire lorsque les mathématiques entrent dans la définition rigoureuse d'un concept (mesure de la valeur instantanée, taux de profit, etc.), mais aussi de façon métaphorique (comme version plus « sérieuse » [?] de mon histoire de bonhomme se promenant au-delà du bord de la falaise).

Quelques mots pour présenter ma défense. D'abord le mauvais exemple vient de haut. Il y aurait toute une étude à faire sur l'usage des métaphores dans *Le Capital*. Dans toutes les discussions sur la loi de la valeur, deux références inévitables : la mécanique et la géométrie. A propos de la circulation : la chimie, etc.

Procédé simplement pédagogique ? Je ne crois pas. L'intérêt constant de Marx pour les sciences de la nature et les mathématiques, sa collaboration et ses encouragements à F. Engels en vue de la rédaction de l'*Anti-Dühring* montrent qu'il s'agit d'autre chose : comme si une culture scientifique était nécessaire ou du moins très utile pour la compréhension du matérialisme historique.

Ce que nous avons dit plus haut de la dialectique permet de le comprendre. S'il est vrai que « le chemin de la connaissance va du spécifique à l'universel et de l'universel au spécifique », mais que « l'universel n'existe que dans le spécifique », si donc les catégories, les schémas de pensée universels qui nous aident à penser une chose spécifique n'exis-

*45. Dans ces notes, je présenterai à titre de compléments certains développements nécessitant quelques connaissances en mathématiques, en physique ou philosophie. Ils ne sont nullement indispensables à la compréhension du texte.

tent pour nous qu' « incarnés » dans d'autres domaines spécifiques déjà parcourus, l'analogie sera non seulement le chemin le plus rapide du spécifique au spécifique mais encore le passage presque obligé de l'universel au spécifique. Tout le problème est de s'assurer que le « pont » établi entre deux spécificités représente bien une « loi dialectique universelle », et non une ressemblance fortuite entre deux singularités : tel est bien le danger de la métaphore ! Mais il n'est pas plus grave que le danger d'enclore le mouvement de la connaissance dans le champ a priori délimité par ce que l'on a considéré jusqu'ici comme formes universelles de la scientificité (schémas de pensée, notions de causalité, normes de démonstration, etc.). Nous verrons ce que Marx retient de la mécanique : les catégories de « lois immanentes » et « lois coercitives ».

Mais pourquoi aller chercher l'universel dans ces « spécificités » qu'étudient précisément les sciences naturelles ou les mathématiques ? Probablement parce qu'elles sont les premières parcourues et restent les plus « respectables ». Au XIXe siècle, on peut encore dire que les hommes s'entendent comme quatre sur la quadrature du cercle et l'attraction universelle alors qu'ils s'étripent sur la Liberté et l'Egalité (ce ne sera même plus vrai en 1920). D'où la « tactique » de Marx, dont J.-P. Lefebvre [46] montre bien la contradiction : « Marx n'a fait que progresser dans la conviction que la forme idéologique principale du capital était de parvenir à se présenter *comme une nature*, de pouvoir et savoir faire marcher cette métaphore, présenter ses crises comme des maladies nécessaires, les destructions comme d'utiles saignées, son ordre comme un ordre organique.

Or, pour faire cette critique, il fallait mener de front deux démarches apparemment contradictoires :

1) démontrer *historiquement* le caractère non naturel du rapport du capital au travail, la *quête* effrénée de la valeur, montrer les *intentions* (les finalités) de la classe bourgeoise dans ce procès, ses *initiatives* politiques, sa *volonté*, etc. [...]

2) et faire cette démonstration de façon *matérialiste*, sans aucun moralisme, sans téléologie, de façon aussi neutre que possible, à l'image de la pratique des chimistes, des biologistes et des physiciens. »

Cette « contradiction » n'est que le reflet de la contradiction motrice du matérialisme dialectique lui-même. Nous avons vu qu'Engels, en décrivant son histoire, insiste sur l'importance du « moment » où, nécessairement, elle doit se geler en métaphysique. C'est-à-dire, dans l'idéologie des savants, en positivisme (« Les choses sont comme ça, point »). Or, souligne J.-P. Lefebvre, il existe une « demande de positivisme » dans le mouvement ouvrier pour lequel Marx et Engels rédigeaient leurs livres : « C'est une contradiction que le contact plus constant avec le point de vue de la classe ouvrière (telle qu'ils l'ont connue) à partir du début de la Ire Internationale n'a pas levée, mais au contraire entretenue, dans la mesure même où la classe ouvrière

46. J.-P. Lefebvre, « Marx et la "nature" », *La Pensée*, n° 198, avril 1978.

a besoin pour lutter, s'organiser, d'éléments "positifs" : d'une critique de l'économie politique qui fonctionne *comme* une économie politique, d'une critique de la philosophie de l'histoire qui fonctionne *comme* une philosophie de l'histoire, d'une critique de Dühring *et* d'une cosmologie dialectique (qui demeura en chantier). »

On peut dire que les publicistes et « éducateurs du mouvement ouvrier », de Kautsky à Staline, caresseront ce positivisme ouvrier dans le sens du poil. D'où une déformation du marxisme sur laquelle s'appuient abondamment les critiques actuelles.

Il y a plus. L'état des sciences où Marx et Engels vont puiser leurs métaphores n'est pas neutre en ce XIXe siècle. La reine des sciences est alors la mécanique céleste, où est portée à son paroxysme l'illusion d'éternité des lois naturelles. En mathématique, la branche reine est l'étude des fonctions analytiques, c'est-à-dire les fonctions telles qu'on puisse les prolonger à l'infini à partir de la connaissance de leur comportement local. Marx saura se servir de façon remarquablement intelligente et pénétrante des « paradigmes » et schémas de pensée portés par cet environnement scientifique. Il utilisera, nous le verrons, alternativement et à bon escient les deux points de vue de la mécanique classique : celui qui voit d'un coup l'ensemble du mouvement de l'ensemble des corps dans leur rapport réciproque (point de vue « hamiltonien », « lois immanentes » chez Marx) et celui qui isole un point matériel et résume le reste du monde à un champ de forces qui s'exercent sur lui (point de vue « newtonien », « lois coercitives »). Mais s'en tenir là c'est rester dans la problématique de la reproduction, ou de la régulation conçue, comme chez Laplace, comme truchement infaillible de la reproduction : « Nous venons d'exposer les principaux résultats du système du monde, suivant l'ordre analytique le plus direct et le plus simple. Nous avons d'abord considéré les apparences des mouvements célestes, et leur comparaison nous a conduits aux mouvements réels qui les produisent. Pour nous élever au principe régulateur de ces mouvements, il fallait connaître les lois du mouvement de la matière et nous les avons développées avec étendue [47]. » Phrase que l'on retrouvera à peu près textuellement sous la plume de Marx en ce qui concerne les rapports entre la loi de la valeur et le « monde enchanté » de l' « économie fétiche ». Et nous verrons que ce « moment » de l'économie marxiste est adéquat à une transcription en termes purement algébriques (opérations sur les matrices, etc.).

Ce qui manquait dans l'attirail de métaphores que fournissaient à Marx et Engels les sciences de leur époque, c'est justement ce qui fait l'essence de la dialectique : l'irréductibilité du devenir à l'état instantané de l'équilibre au sein d'une contradiction, le primat de la lutte sur l'unité. Il leur aurait fallu connaître une science où les différenciations locales ne seraient pas prédéterminées avec leur prolon-

47. Laplace, *L'Exposition du système du monde*, 1835, cité d'après l'intéressante contribution de G. Canguilhem, « La Formation du concept de régulation biologique », dans *L'Idée de régulation dans les sciences*, Maloine-Doin, Paris, 1977.

gement global [48]. Marx saura s'appuyer sur « le mouvement elliptique des planètes, forme dans laquelle peut se mouvoir la contradiction entre forces centrifuges et forces centripètes ». Mais avec ce schéma on ne peut penser ni les crises ni les révolutions.

Or le matérialisme antique avait fourni le « paradigme » pour penser l'émergence du nouveau comme uni et opposé à la pure reproduction des conditions : c'est le *clinamen*, la *déclinaison* qui, chez Epicure et Lucrèce, écarte d'un angle infinitésimal les atomes de leur chute rectiligne. Phénomène purement local où se différencient deux voies : celle, d'une part, qu'indique la pesanteur des choses, le « poids des générations mortes qui pèse sur l'esprit des vivants », le poids de la répétition, et celle, d'autre part, où s'amorce un tourbillon, celle de la « poésie du futur [49] ».

Dans son tout premier texte, *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure*, le jeune Marx identifie la chute rectiligne comme existence « relative » de l'atome, tel qu'il est déterminé « en soi » par son rapport avec le reste de l'espace, et sa déclinaison comme la manifestation de son « pour soi » : « Le mouvement de la chute est le mouvement de la non-autonomie. [...] Pour l'atome, la déclinaison est dans son cœur ce quelque chose qui peut lutter et résister [50]. »

Langage idéaliste et fleuri qui entraînera le dédain des althussériens, mais aussi la condescendance de M. Serres : Marx n'aurait vu que l'injection de la subjectivité idéaliste dans un monde matériel dont les déterminations objectives restent celles de la dure loi de la chute des corps. Or, s'il existe effectivement une coupure entre les normes de démonstration du jeune homme et celles du vieux barbu, il y a toujours une continuité entre les aspirations, les intuitions du premier et les champs d'investigation, les argumentations du second. En réalité, Marx ne cessera jamais de penser, d'inventer, de se documenter, pour doter la « déclinaison » de la dignité matérialiste de la chute libre : quelque chose d'aussi matériel, d'aussi inévitable, qu'une « loi naturelle » mais qui permette de penser le changement, le radicalement nouveau. Des thèses sur Feuerbach de Marx, au « là où il y a oppression, il y a résistance » de Mao, tout l'effort du matérialisme historique viserа au fond à rechercher, dans l'ordre des choses existant, les germes objectifs de son renversement. Et s'il est vrai, comme M. Serres le dit, que le « clinamen » n'est que le nom physique de la différentielle mathématique dont Archimède produisait la première ébauche,

48. Sur l'opposition entre le « global » et le « local », théorisation « dure » et théorisation « molle », voir les nombreuses interventions de R. Thom, par exemple, « La Science malgré tout... », Organum, *Encyclopedia Universalis*, ou son article « Rôle et limites de la mathématisation dans les sciences », *La Pensée*, n° 195, octobre 1977.

49. Voir P.-L. Assoun, *Marx et la Répétition historique*, P. U. F., 1978.

50. K. Marx, *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure*, traduction, introduction et notes de J. Ponnier, Ducros, Bordeaux, 1970, p. 243.

il ne faut pas s'étonner que Marx, plongé dans la rédaction du *Capital*, écrive à Engels : « Je fais en ce moment dix heures d'économie par jour. Quand j'ai du temps libre, je fais du calcul intégral et différentiel [51]. » Ce calcul différentiel dont il dit qu'il représente « l'entrée de la dialectique dans les mathématiques supérieures », et sur lequel il entreprendra la rédaction d'un livre. Et qu'est-ce qui l'intéresse là-dedans ? Le rapport entre le mouvement local d'un point sur une courbe et le mouvement sur la tangente à la courbe * [52].

Nous montrerons que la théorie de la plus-value relative et de l'accumulation intensive supposent certaines formes de raisonnement différentiel. Nous montrerons même que la théorie de la suraccumulation relative s'éclaire si l'on pense que Marx a en tête le rapport local d'une surface « gauche » (courbée ou tordue) au plan tangent en un point de cette surface (en tout cas, nous, nous l'aurons en tête). Et, stupéfaction, nous trouvons chez Marx des raisonnements, à propos des crises et du mouvement des prix nominaux, des formulations qui nous sembleront empruntées à la théorie des catastrophes ! Il est évident que, dans ce dernier cas, il s'agit pour nous d'une illusion rétrospective (la théorie de la stabilité structurelle et la théorie des catastrophes ont été développées dans les années 1950-1970). Mais il est probable que Marx et Engels, en pourchassant désespérément le fantôme du « clinamen » dans un paysage scientifique qui semblait provisoirement donner raison à Démocrite contre Epicure, ont attaché beaucoup plus d'importance qu'on le croit à une première ébauche (début du XIXe siècle) de géométrie non euclidienne : la géométrique sphérique de Gauss, ancêtre de la géométrie riemanienne qui servira à fonder la théorie de la relativité générale d'Einstein. On trouve en effet de multiples allusions non seulement au calcul différentiel du XVIIIe siècle [53], mais encore à l'œuvre de Gauss, dans l'*Anti-Dühring* d'Engels, et, malgré la maladresse des explications, on y reconnaît

51. Lettre à Engels du 6 juillet 1863, d'après K. Marx, F. Engels, *Lettres sur les sciences de la nature et les mathématiques*, présentation de J.-P. Lefebvre, Editions sociales, 1973.

*52. Voir la lettre d'Engels du 18 septembre 1881 et la notice introductive aux « Manuscrits mathématiques » de l'Institut de marxisme-léninisme du P. C. U. S., publiées dans *Lettres sur les sciences de la nature* (Ed. sociales). Marx y rejette les tentatives d' « algébriser » le calcul différentiel (en remplaçant x par x + h) et s'oriente vers une voie (qui sera en fait celle des XIXe et XXe siècles) selon laquelle le symbolisme différentiel représente le double mouvement de la fonction de x et de son approximation linéaire. Il est clair que c'est le mouvement « contradictoire », à la fois sur la courbe et sur la droite, du point correspondant à la variable x qui l'intéressait.

53. « Vouloir, à l'usage d'un métaphysicien endurci comme M. Dühring, démontrer quoi que ce soit au moyen de la seule dialectique serait peine perdue, comme c'était peine perdue pour Leibniz et ses disciples de vouloir démontrer les principes du calcul infinitésimal aux mathématiciens de leur temps. La différentielle provoquait chez eux les mêmes convulsions que chez M. Dühring la négation de la négation, dans laquelle, comme nous le verrons, la différentielle joue d'ailleurs aussi un rôle » (*Anti-Dühring*, p. 164).

sans peine ce qu'ils allaient y chercher : toujours le fameux « clinamen », le rapport d'une courbe, d'une surface, à sa tangente, à son plan tangent [54].

Depuis les malheureuses tentatives de la *Dialectique de la nature* [55] il est passé de l'eau sous les ponts et bien de nouveaux tourbillons se sont formés, qui nous offriront un rapport aux sciences de la nature,

54. « Nous avons déjà fait allusion au fait que l'un des fondements principaux des mathématiques supérieures est le fait que, dans certaines circonstances, droite et courbe doivent être la même chose. Elles réalisent cette autre contradiction que des lignes qui se coupent sous nos yeux doivent cependant, à cinq ou six centimètres seulement de leur point d'intersection, passer pour parallèles, c'est-à-dire pour des lignes qui, même prolongées à l'infini, ne peuvent pas se couper. Et pourtant, avec cette contradiction, et avec d'autres bien plus violentes encore, elles obtiennent des résultats non seulement justes, mais encore tout à fait inaccessibles aux mathématiques inférieures » (*ibid.*, p. 151).

Il s'agit ici d'une des propriétés de la géométrie sphérique. Considérons sur une mappemonde deux méridiens, très voisins, se coupant au pôle Nord. Si l'on projette la mappemonde sur un plan enroulé autour de l'équateur, on obtient une carte, le planisphère de Mercator, connu de tous les écoliers et de toutes les agences de voyages. Nos deux méridiens deviennent deux parallèles voisines. En compensation, les surfaces comprises entre ces deux droites parallèles (sur la carte), qui sont aussi deux cercles secants (sur la sphère), sont d'autant plus dilatées sur la carte qu'on approche du pôle (l' « immense » Groenland des cartes n'est en fait guère plus grand qu'un morceau d'Europe). Ce phénomène jouera un certain rôle dans la compréhension de la « plus-value extra » et de l'inflation en régulation monopoliste.

On peut se gausser de la vulgarisation de Gauss par Engels. Il est en revanche injuste de prétendre qu'il refusait cette géométrie non euclidienne, et ignoble d'insinuer, comme le fait I. Toth (« La Révolution non euclidienne », *La Recherche*, n° 75, février 1977), qu'il n'osait pas défendre Gauss contre... les attaques antisémites de Dühring. Au contraire, il mesure la bêtise de Dühring à son refus d'accepter les idées issues des « portions dégénérées [c'est-à-dire, selon Dühring, juives] du cerveau de Gauss ».

55. Engels, *Dialectique de la nature*, Editions sociales, 1975. Contrairement à l'*Anti-Dühring*, où Engels se faisait en quelque sorte le porte-plume de la collaboration des deux amis (cf. la « Préface à la deuxième édition », p. 38), ce texte rassemble des brouillons de considérations personnelles d'Engels. Or le résultat n'est qu'à moitié satisfaisant. Il y apparaît clairement qu'Engels ne comprend pas l'intérêt pour un dialecticien du paradigme différentiel (ainsi, il « algébrise » le calcul différentiel, ce que Marx refusait justement — voir note 52 et comparer les pages 270 et 274, écrites à dix ans d'intervalle !). Citant Epicure, il ne dit mot du « clinamen ». Il est vrai qu'il aurait été bien en peine de trouver du « clinamen » dans la science atomique de son temps (d'autres reconnaîtront plus tard, un peu rapidement, dans la physique quantique la preuve du « libre arbitre » des atomes !). D'une façon générale, malgré son très grand talent, Engels reste piégé par l'esprit de son temps. Il partage le progressisme naïf du « bourgeois conquérant », et ne rétablit qu'à demi la dialectique, en restaurant le « mouvement » et la contingence, mais pas le « nouveau ». Si pour lui la galaxie a une histoire, la nature ne connaît que des anecdotes, elle demeure immuable avec ses lois.

« La nouvelle conception de la nature était achevée dans ses grandes lignes : voilà dissous tout ce qui était rigide, volatilisé tout ce qui était fixé, et périssable tout ce qu'on avait tenu pour éternel ; il était démontré que la nature se meut dans un flux et un cycle perpétuels. [...] Nous avons la certitude que, dans toutes ses transformations, la matière reste éternellement la même, qu'aucun de ses attributs ne peut jamais se perdre » (p. 38-47).

L'expression « achevé dans ses grandes lignes » connaîtra une extraordinaire fortune dans ce qui deviendra le « marxisme ».

je crois, plus intéressant. Trois grandes révolutions (au moins) ont marqué ce siècle, fournissant de nouveaux schémas de pensée, à l'état d'analogies disponibles.

— La relativité, surtout la *relativité générale*, d'A. Einstein. Cette dernière réalisa une synthèse entre détermination géométrique et détermination mécanique, fusionnant ainsi les deux « spécificités » par lesquelles K. Marx cherchait à étayer sa théorie de la valeur, dans le chapitre I. Elle a entraîné du même coup une extension considérable de la géométrie différentielle. J'ai déjà indiqué dans quel sens elle pourra nous inspirer.

— *La mécanique quantique.* Outre l'extension de « l'espace de configuration » dans lequel doivent être décrits les états de la matière, elle a transformé fondamentalement la compréhension du rapport observateur/observé, rouvrant ainsi le débat de *Matérialisme et Empirio-criticisme* (Lénine contre Mach et Kant). Ça, nous n'en parlerons pas [56].

— *La « nouvelle révolution » du discontinu, de l'irréversible et de l'organisation.* Il s'agit plutôt d'un ensemble de travaux liés en général à la biologie et pour le moment en pleine floraison, dans l'exubérante instabilité de l'état naissant. Je pense essentiellement aux travaux de Brilloin (etc.), rapprochant la théorie de l'information et celle de l'entropie, aux travaux d'H. Atlan (etc.), rapprochant les précédents de la biologie, à ceux de Waddington sur la morphogénèse, de I. Prigogine (etc.) en thermodynamique et en chimie, de R. Thom (etc.) en mathématiques, etc. A tous ces noms il faut ajouter ceux des premiers « exploiteurs » de ces nouveaux paradigmes : les cybernéticiens comme Von Foerster (etc.), et la vague, qui s'enfle de jour en jour, des « penseurs » de ce nouvel universel (tel Edgar Morin), et bien entendu les idéologues « appliqués » à la spécificité qui nous intéresse : J. Attali, J.-P. Dupuy, etc. Bref, tout ce que j'ai appelé la « vague régulationniste ».

« Rien ne sert de courir, disait le camarade J. de La Fontaine, il faut partir à point. » Hélas ! Force est de reconnaître que la pensée moderniste, libérale ou technocratique, a pris une sérieuse avance sur la pensée marxiste. Ces nouveaux domaines scientifiques, sur lesquels Marx et Engels se seraient jetés goulûment, les marxistes-léninistes

56. Faute d'une réflexion matérialiste dialectique sur le nouveau rapport à la matière qu'impliquait la physique quantique (et cela partiellement à cause de la rigidité de la critique adressée par Lénine aux thèses de Mach), l'écrasante majorité des physiciens s'est rabattue sur une philosophie empirio-criticiste de leur propre pratique. Mais la question reste ouverte : ni A. Einstein ni L. de Broglie, pourtant « pères fondateurs » de la physique des quanta et de la mécanique ondulatoire, ne se résignèrent à cet abandon du matérialisme. Ici donc il n'y a pas accord sur l' « universel » dans le spécifique. C'est pourquoi je n'en parlerai pas. Si ce n'est à propos d'une phrase de Marx sur la substance valeur qui laisse supposer que, face à l'empirio-criticisme, sa position aurait été plus proche de celle d'A. Pannekoek (*Lénine philosophe*, Spartacus, 1970) que de celle de Lénine.

comme les révisionnistes[57] les ont purement et simplement abandonnés à l'idéalisme d'un Von Foerster, à la demi-dialectique d'un F. Varela, au néo-libéralisme d'un J.-P. Dupuy[58]. Et pourtant ! Que trouvons-nous chez les véritables savants de ce courant, je veux dire chez ceux qui ont véritablement creusé du spécifique (et à qui l'universel fut donc donné par surcroît) ? Tout ce qui manquait à Lucrèce et à Engels pour parler avec des « exemples » sérieux de la stabilité et de l'instabilité des objets, de la création d'un nouvel objet sur la base d'une contradiction ancienne mais sans se réduire à la reproduction de son unité, de la transformation de la quantité en qualité, etc. Bref, renouveler un peu la panoplie d'Héraclite, ses fleuves qui « s'écoulent et ne s'écoulent pas », ses arcs, ses lyres et son feu. « Il faut recommencer. Mettre en place un nouvel écart et des genèses neuves, une pente, d'autres courbures. D'où Waddington et ses chréodes ; Prigogine, l'écart, les systèmes ouverts, les tourbillons repris, les structures dissipatives, d'où Thom et la mathématisation du modèle. Thom, nouveau Leibniz et nouvel Archimède, par rapport à ces nouveaux épicuriens[59]. »

Que nous dit Prigogine ? Qu'un système ouvert sur l'extérieur, au-delà d'un certain niveau de contraintes, se réorganise en se complexifiant (violant ainsi la conception vulgaire du second principe de la thermodynamique). Et comment ? Parce que les multiples conflits, turbulences, tourbillons dont il est le siège créent incessamment les germes de ce nouvel ordre, qui ne pourra se stabiliser que dans des conditions particulières : c'est cela l' « ordre par le bruit[60] ».

Et que nous dit R. Thom ? Que l'on peut décrire géométriquement (et par là « comprendre ») les changements d'état qualitatif (dissolution ou créations de formes, bifurcations) subis par un phénomène régi par des variables évoluant continûment. Tant que ces variables restent dans une certaine plage, le phénomène subit des déformations quantitatives qui le laissent en gros dans le même état, au même stade de son développement : il est « structurellement stable ». Quand les

57. Il serait juste de signaler les efforts de la presse liée au P. C. F. (*France nouvelle, La Nouvelle Critique, La Pensée*). Mais il s'agit surtout de laisser la parole aux savants réfléchissant individuellement leur pratique, la voix du politique se limitant à renvoyer les problèmes à la crise du financement de la recherche dans le cadre du C. M. E.

58. Voir H. Von Foerster, *Notes pour une épistémologie des objets vivants*, dans L'Unité de l'homme, Seuil, 1974, t. II.

Pour F. Varela, voir plus haut.

J.-P. Dupuy, « Autonomie de l'homme et Stabilité de la société », *Economie appliquée*, 1977, n° 1. J.-P. Dupuy y esquisse le remplacement du couple « intérêt individuel/intérêt collectif », instable, par le couple « action créatrice de l'individu/auto-organisation de la société » structurellement stable. L'infortunée *Justine* de Sade lui ferait sans doute observer que la créativité des forts organise l'enfer des faibles...

59. M. Serres, *op. cit.*, p. 49.

60. Le livre de base (assez difficile) est : P. Glansdorff et I. Prigogine, *Structure, Stabilité et Fluctuations*, Masson, 1971. L'auteur présente ses travaux et leur « exploitation » dans l'ordre biologique et sociologique dans sa contribution, « L'Ordre par fluctuations et le Système social », à l'ouvrage *La Régulation dans les sciences, op. cit.*

variables atteignent une certaine limite, une brusque transformation qualitative a lieu (« catastrophe »)[61].

Inutile de souligner les liens entre le « paradigme prigoginien » et la théorie des catastrophes d'une part, la théorie maoïste (citée plus haut) des « deux états d'un phénomène » d'autre part. Avoir recours à l'analogie, c'est saisir dans deux théories spécifiques (la thermodynamique du déséquilibre, la géométrie différentielle) l'universalité de la dialectique qui, si elle n'existe pas vraiment à l'état de « lois » séparées, existe au moins investie dans ces spécificités-là, au contact desquelles nous placerons la spécificité de notre objet (inflation et crise...) pour y capter l'universel, comme Agathon s'allongeait au *Banquet* près de Socrate pour en capter la sagesse.

Il y a plus. R. Thom lui-même nous invite à une réflexion sur « explication », « analogie » et mathématisation. Pourquoi mathématiser ? *Selon une première voie,* il existe au moins deux bonnes raisons.

— Quand les concepts mis en œuvre sont des concepts eux-mêmes de nature mathématique. Un aspect de la théorie de la valeur est la théorie de sa *mesure*. D'où dérive la théorie des schémas de reproduction et celle du taux de profit. Ici, les mathématiques ne s'appliquent pas, elles sont impliquées. Marx donne des exemples numériques ; aujourd'hui on raisonne directement en termes algébriques (en remplaçant les exemples chiffrés de Marx par des lettres sur lesquels on fait des opérations d'addition et de multiplication)[62].

— A partir de là, si on estime légitime de penser qu'il est possible de prolonger ce qu'on connaît localement vers le futur, on peut « prédire » (ou recommander...) de façon chiffrée. Par exemple, à partir des matrices de Léontieff (qui expriment l'interconnexion des travaux concrets dans la division du travail) chiffrées à un moment donné, on calcule le volume de l'emploi qui serait nécessaire à telle production.

Surgissent immédiatement deux tentations :

— Celle des empiristes : on établit localement une « loi mathématique » liant des séries de données empiriques, et on la prolonge

61. Les livres de base (difficiles) sont : *Stabilité structurelle et Morphogénèse* (1972, 2e édition : Inter-Editions, Paris, 1977) et *Modèles mathématiques de la morphogénèse*, U. G. E., 10/18, 1974. La « philosophie » de la théorie des catastrophes est présentée dans de multiples articles sur R. Thom et de multiples interviews (voir par exemple : Ivar Ekeland, « La Théorie des catastrophes », *La Recherche*, n° 81, septembre 1977). Mais ici l'écart est tel entre « l'universel » et le « spécifique » qu'on frôle souvent le charlatanisme. On trouvera à mon avis les approches les plus sérieuses (et donc encore assez difficiles) dans le livre cité de C. P. Bruter, et dans le dossier sur la théorie des catastrophes rédigé par J. Petitot, *Mathématiques et Sciences humaines*, n° 59, Gauthier-Villars, 1977.

62. Ce que je ferai dans le corps du texte, même si je réserve aux notes * les énoncés et démonstrations rigoureux. Cela pourra gêner certains lecteurs. Mais j'ai pu constater que les raisonnements « sur exemples arithmétiques » de Marx étaient franchement illisibles. En plus, un exemple arithmétique n'implique aucune généralité.

(c'est-à-dire qu'on grille la première étape). Déviation très fréquente chez les économistes appliqués. On n'a rien expliqué, et les « prédictions » sont fondées sur l'hypothèse (arbitraire !) de la constance, dans l'avenir, des rapports empiriquement constatés.

— Celle des formalistes : on formalise pour rendre plus « sérieuse » une présentation conceptuelle de la réalité, qui apparaîtrait triviale ou fausse si on l'exposait littérairement, et on en reste là (c'est-à-dire que l'on parcourt la première étape « à blanc »). Déviation très fréquente chez les économistes mathématiciens fondamentaux. Comme le dit un orfèvre en la matière, J.-P. Aubin : « Démontrer quelques théorèmes, on l'oublie trop souvent chez les "utilisateurs des mathématiques", est la condition pour qu'un modèle "mathématique" soit autre chose qu'une traduction pédante en langage mathématique [63]. » Nous verrons que la mathématisation de la théorie de la valeur apporte (parce qu'on démontre à travers le modèle des choses qui n'apparaissent pas à l'œil nu) effectivement plus de résultats qu'un discours littéraire sur la valeur ne le ferait.

L'usage des mathématiques que propose R. Thom est une *nouvelle voie*. Il reconnaît que la formalisation d'un processus en termes de géométrie différentielle et de théorie des catastrophes, dans le cas des sciences sociales, « ne fait que reformuler des situations qu'on conçoit très bien en langage ordinaire [64] ». Mais cette « spatialisation » permet de « construire des scénarios d'évolution plus systématiques quand on a un modèle géométrique plutôt que par la seule intuition ordinaire ». Or quels scénarios nous donne la théorie ? « La possibilité d'engendrer du discontinu à partir du continu », la possibilité que dans certaines conditions une petite modification quantitative produise de grands effets qualitatifs. Bref, elle permet de *visualiser la dialectique*.

Un exemple [65]. Si on tient une lame métallique entre le pouce et l'index, et si on la soumet à une pression longitudinale A, pour une certaine pression A_o la lame s'incurve brutalement, à droite ou à gauche

63. J.-P. Aubin, « Trajectoires monotones de systèmes différentiels multivoques : un modèle mathématique du hasard et de la nécessité », *Cahiers de mathématiques de la décision*, n° 7805, Paris-Dauphine, 1978 (ronéotypé). Reste qu'on n'a toujours rien fait quand, ayant formalisé les concepts servant à appréhender le réel sous forme d'équations, on a simplement démontré (c'est le cas dans ce texte) l'existence et la stabilité de solutions. Que le réel existe et soit structurellement stable, on n'a pas besoin des mathématiques pour le savoir. Ce genre de théorèmes démontre simplement que le modèle n'est pas a priori inacceptable, en tant que modèle (dans l'usage courant du mot « modèle », qui est l'inverse de celui des logiciens).

64. R. Thom, J. Durand, G. Ribeill, « Théorie des catastrophes, Sciences sociales et Prospective », *Futuribles*, n° 9, 1977.

65. Imaginé par Zeeman et très bien commenté par J. Petitot (*op. cit.*). Il n'utilise que le théorème de Withney, premier maillon de la théorie des catastrophes, qui dit à peu près que lorsqu'on projette une surface sur un plan on ne voit que des lignes de contours apparents ou des points de rebroussement, ce que savent tous ceux qui ont dessiné des boules ou des tores (vus de trois quarts).

(c'est le phénomène du « flambage ») avec une flèche h (écart du milieu de la lame à sa position au repos). Si on pousse transversalement avec l'autre main le milieu de la lame, avec une force B, la flèche h va varier en fonction de A et B. Pour une valeur de A inférieur à A_o, la lame va s'incurver continûment vers la gauche ou vers la droite selon l'intensité et le sens de la poussée B. Mais, si A est supérieur à A_o, et si la lame est incurvée vers la gauche et soumise à une poussée croissante vers la droite, pour une valeur B_o fonction de A la lame s'incurvera brutalement vers la droite. L'ensemble du point A_o et des points B_o (A) constitue l'ensemble de catastrophe. Si on fait un graphique où A et B sont les coordonnées sur un plan et h la hauteur au-dessus ou au-dessous du plan, on obtient une surface semblable à une pièce de tissu froncée. Sur le plan, l'ensemble de catastrophe dessine une sorte d'épine : en la contournant, on peut éviter les « catastrophes ». Un ingénieur peut calculer rigoureusement cette surface par la théorie de la résistance des matériaux, qui dérive d'une modélisation mathématique du premier type des lois internes d'une lame métallique.

Or, ce que dit la théorie des catastrophes, c'est qu'il suffisait de savoir que les états de la lame (sa flèche) sont structurellement stables (donc qu'ils minimisent une certaine fonction, le « potentiel interne », mais *sans qu'il soit utile de la calculer*, contrairement à ce que fait l'ingénieur) et que la lame est soumise à deux forces, pour énoncer que la carte en relief de ses états aura la forme d'une fronce ! Bref, on a réalisé, grâce à la théorie des catastrophes, un court-circuit, par leur universel commun (une « loi particulière » de la dialectique) entre deux spécificités. L'important est que ce court-circuit nous dispense de formuler explicitement une « loi quantitative » du phénomène, formulation en général impossible dans le domaine des rapports sociaux. Mais il ne nous dispense pas de bien caractériser l'essence du phénomène de flambage (au contraire, il nous y oblige).

Dans l'ouvrage qu'on va lire, on utilisera les deux voies. La première à propos de la mesure de la valeur (comme le font les « marxistes algébriques »). Les développements seront donnés en bas de page dans des notes *. La seconde à propos de la « révolution de la valeur », des contradictions qu'elle aiguise dans les rapports d'échange. Ici la formalisation géométrique ne sera pas donnée, d'abord parce que je suis actuellement incapable de la produire de façon satisfaisante, ensuite parce qu'elle est inutile : il suffira d'invoquer l'analogie avec des réalités géométriques plus familières (cartes, contours apparents, etc.).

Si l'usage métaphorique que je ferai des sciences de la nature et des mathématiques peut convaincre certains marxistes de mettre un peu le nez sur les nouveaux paradigmes et schémas de pensée qui émergent dans ces domaines, non pour y trancher en commissaires politiques de ce qui est bourgeois et de ce qui est prolétarien, mais pour y prendre humblement des leçons de dialectique, ces « recours à l'analogie » n'auront pas été inutiles. Faute de quoi, il faudra se

résigner à voir se réaliser à nouveau (mais cette fois en face d'un marxisme desséché) l'éblouissante opération de L. Walras, qui sut puiser dans les paradigmes lagrangiens de la mécanique classique des habits neufs pour une « économie vulgaire », laquelle, sous la forme où l'avaient laissée « l'insipide J.-B. Say », Bastiat et Carey, n'inspirait à Marx que dédain et critiques parfois infondées [66]. Nouvel enjeu.

Les enjeux politiques

Rappeler l'intérêt des sciences de la nature, réhabiliter la contradiction, nuancer notre compréhension de la reproduction et de la régulation, n'est-ce pas une forme morbide d'acharnement thérapeutique, à l'heure où l'on proclame la mort de Marx ? « Homme du XIXe siècle », Marx n'aurait plus rien à dire sur nos sociétés libérales avancées. Pire, ses funestes écrits seraient directement responsables des crimes des dirigeants cambodgiens (qui cependant n'ont à ma connaissance jamais fait référence à l'un de ses textes). Bref, il n'est aujourd'hui si mince goujat qu'il ne sût corriger les fautes de K. Marx.

Je ne prétends pas convaincre qui que ce soit dans le chœur des critiques. Je m'adresserai à ceux qui ne refusent pas d'emblée l'utilisation des concepts et des méthodes que Marx nous a légués pour comprendre le capitalisme. Ceux-là pourront, je l'espère, trouver dans cet ouvrage des éléments de compréhension de certains aspects du capitalisme contemporain, qui les aideront par exemple à rejeter les sophismes de la politique gouvernementale, mais aussi les fausses « solutions à la crise » des partis réformistes. Que par là soit indirectement démontrée la pertinence de la théorie marxiste, y compris pour le capitalisme de notre époque, c'est possible aussi. Mais je n'ai pas étudié l'inflation pour prouver la justesse du *Capital*, j'ai étudié *Le Capital* pour comprendre l'inflation.

Je n'ai nullement l'intention d'apporter non plus des « preuves de l'innocence de Marx ». Marx est coupable d'avoir pensé que la mort de Socrate ne rachetait pas la société esclavagiste athénienne, et d'avoir dénoncé la liberté du renard libre dans le poulailler libre. C'est ce qu'on lui reproche, et avec raison. Pour ma part, je suis d'accord avec lui. A ce niveau, c'est une pure et simple question de prise de parti. Reste qu'une certaine lecture de Marx, par des gens qui se sont réclamés de lui, a servi à justifier des pratiques qui, sous couleur d'abolir l'exploitation de l'homme par l'homme, la confirmaient, voire l'aggravaient. Au nom du positivisme du *Capital*, Staline a positivement accumulé du capi-

66. Marx pensait par exemple qu'on ne peut fonder les prix relatifs sur la théorie de l'utilité-rareté. Le théorème des équilibres de distribution montre que si. De même, si j'avais connu plus tôt l'œuvre de Prigogine, je n'aurais pas formulé certaines critiques contre Christaller dans les termes où je les ai formulées dans *Le Capital et son espace*. Cela ne change rien sur le fond mais nuit à l'argumentation.

tal. Si je me suis très vite détourné de la critique trotskyste (« Etat dégénéré, mais socialiste quand même »), je suis de ceux qui avaient cru reconnaître dans la Révolution culturelle chinoise la « réponse enfin trouvée » à cette remarquable propriété du capitalisme : sa capacité à « digérer » les révolutions prolétariennes en capitalisme d'Etat. Cette Révolution, comme on sait, a été vaincue. Tout comme la Commune de Paris, elle a certes apporté des réponses aux questions sur lesquelles les révolutions précédentes avaient buté, et les textes qu'elle a inspirés sont l'écume qui ourle sur le sable l'empreinte provisoire de la dernière vague de l'histoire du communisme.

Mais elle a posé des questions qu'elle n'a pas su non plus résoudre [67]. A l'heure actuelle, il n'existe pratiquement plus de force révolutionnaire importante qui s'oppose à l'entre-déchirement, sur le dos des peuples, des grands carnassiers impérialistes. Soixante ans après Octobre 17 flotte un parfum d'été 14, où les Jacques Thibaud ne sont pas nombreux...

Les insurgés de Changhaï, la « Bande des Quatre », Mao lui-même, ont-ils, selon le mot de Saint-Just, « en faisant la révolution à moitié, creusé leur propre tombeau » ? Ou bien faut-il se résigner à la vision shakespearienne de l'histoire, « une histoire racontée par un idiot, pleine de bruit et de fureur, ne signifiant rien » ? A ne voir en eux que de « pauvres acteurs qui s'agitent un moment sur la scène, et après on ne les entend plus » ? Doute qui, au début de ce siècle, étreignait déjà un A. Labriola [68] : « [Quand les événements historiques] apparaissent comme la répétition assez peu variée du même type, comme une espèce de ritournelle ou de configuration kaléidoscopique, il ne faut pas s'étonner si [certains philosophes] arrivent à cette conclusion qu'il n'y a pas d'histoire en tant que processus véritable, ce qui se traduit ainsi en langage vulgaire : l'histoire est une ennuyeuse chanson. » Comment dès lors espérer « chasser du ciel la constellation de Thermidor » ? Et A. Labriola de proposer la classique réponse, où son élève Gramsci reconnaîtra la

67. Voir mon entretien avec Ch. Bettelheim, « Question sur le marxisme-léninisme après la mort de Mao Tsé-toung », *Partis pris*, n° 3, 1978.

68. A. Labriola, *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire*, Gordon and Breach, 1970. A. Labriola cite les philosophes Herbart et Shopenhauer. Dans un de ces essais, « A propos de la crise du marxisme » (1899 !), il précisait : « Il n'y a qu'un moyen de combattre sérieusement le socialisme, c'est de démontrer que le capitalisme a en lui une telle capacité d'adaptation que tous les mouvements prolétariens se ramèneront au fond à des agitations météoriques. »

Déjà, après la crise morale qui suivit la Révolution bourgeoise, des pessimistes romantiques comme A. de Vigny proclamèrent : « Donc ce que j'ai voulu, Seigneur, n'existait pas. » Si « nobles » qu'apparaissent les conclusions éthiques que Vigny en tirait dans « La Mort du loup » (surtout en comparaison de nos bavards « nouveaux philosophes »), elles sont évidemment inacceptables pour des matérialistes dialecticiens.

Dans un des derniers éditoriaux que les Quatre ont pu imposer, dans *Le Quotidien du peuple*, avant leur arrestation, ils nous léguaient cette sorte de testament : « En fin de compte, c'est un problème de conception du monde que d'adopter ou non envers la lutte actuelle et l'avenir de notre révolution une attitude optimiste révolutionnaire. » Car l'optimisme ne peut se justifier que par une conception dialectique et matérialiste du monde : « Les matérialistes conséquents sont des hommes sans peur. »

forme d'un nouvel opium du peuple : « Parler de l'*ironie* qui siège *souveraine* dans l'histoire n'est pas une simple phrase, parce que, si aucun Dieu d'Epicure ne rit d'en haut sur les choses humaines, ici-bas, les choses humaines jouent d'elles-mêmes une *divine comédie*. Cette ironie des destinées humaines cessera-t-elle jamais ? [...] Y aura-t-il jamais une humanisation de tous les hommes ? [...] C'est dans les réponses affirmatives à ces demandes que constitue *ce que le communisme critique dit, c'est-à-dire prévoit de l'avenir*. [...] Et il énonce ce qui doit arriver par la nécessité immanente de l'histoire, vue et étudiée désormais dans le fond de son infrastructure économique. »

Oui, il faut le dire : une telle réponse, qui réduit en fait la dialectique à l'idée « après la pluie vient le beau temps car le vent continue de souffler », une telle réponse est positiviste et religieuse, religieuse parce que positiviste. Oui, elle participe de l'idéologie « progressiste » de la bourgeoisie des Lumières. Et, oui, elle figurait déjà en germe chez Marx et chez Engels : « Les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre ces antagonismes. Avec cette organisation sociale se termine la préhistoire du genre humain [69]. »

Le drame du marxisme du XXe siècle est d'avoir confondu les « conditions pour résoudre les antagonismes » avec la résolution des antagonismes eux-mêmes : antagonismes que le capitalisme d'Etat portera à son paroxysme.

En reprenant, à propos de la crise et de l'inflation, l'étude des rapports fondamentaux du capitalisme : son caractère marchand et la dépossession des producteurs directs, nous ne pourrons pas éviter d'y reconnaître la matrice qui engendre les Staline et les Teng Siao-ping, après avoir ligoté les Lénine et les Mao. Et nous serons mieux à même de dénoncer les deux grands déguisements du capitalisme en « socialisme » : l'abolition « par en haut » de l'anarchie du marché et le culte des « forces productives ».

Mieux connaître son ennemi, pour savoir le reconnaître jusque dans ses propres idées, dans ses propres actes, même de bonne volonté, ce n'est pas savoir le vaincre. C'est pourtant un pas dans la bonne direction : « Connais ton ennemi et connais-toi toi-même, et tu pourras sans crainte livrer cent batailles [70]. »

Puissent les quelques points que nous mettrons en lumière apporter dans ce sens une modeste contribution à la « crise du marxisme ».

Mais c'est assez dire pour un avant-propos...

69. K. Marx, préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, (1859), Editions sociales, 1957.

70. Souentse (ve siècle avant J.-C.), cité par Mao, *op. cit.*

Les lacunes

Je tâcherai pour finir de justifier quelques criantes lacunes, d'autant plus graves qu'est réaffirmée l'importance de la complexité des choses et de leur surdétermination réciproque.

Il faut d'abord rappeler le but de l'ouvrage : expliquer l'inflation dans la crise présente. D'une certaine façon, ne pas développer certains thèmes, ne pas prendre en compte certains phénomènes ou rapports, c'est montrer qu'ils ne sont pas indispensables à l'existence de la « stagflation ».

Ce qui choquera sans doute le plus, c'est la non-prise en compte de la *dimension internationale*. Elle serait strictement injustifiable dans une étude portant sur la crise elle-même (et je serai obligé de l'évoquer quand je parlerai de son origine et de son éventuelle issue). Mais, en développant l'essentiel de nos thèses par le seul recours aux concepts permettant de décrire une économie capitaliste *isolée* (c'est-à-dire au niveau d'abstraction où se situe Marx dans *Le Capital*), nous écarterons du même coup la facile explication de l' « inflation importée ». Reste que nous chercherons bel et bien à « illustrer » notre analyse (abstraite) par un exemple concret réel, en fournissant des chiffres relatifs à l'exemple français. Cela ne serait justifié que si était démontré que l'économie française, sur chacun des points à propos desquels nous aurons recours à son exemple, n'était pas surdéterminée dans un sens ou dans l'autre par son inscription dans les rapports internationaux. Nous ne le démontrerons pas (cela nécessiterait un livre aussi important que le présent ouvrage), mais nous admettrons que la France est une puissance impérialiste *moyenne*, c'est-à-dire qu'elle ne peut pas outrageusement déverser les conséquences de ses contradictions internes sur le reste du monde, et qu'elle reste cependant assez autonome pour que les lois abstraites du capitalisme s'y fassent sentir comme lois « endogènes », internes. Nous ne ferons donc pas une « analyse concrète » de l'économie française, nous la jugerons simplement assez représentative pour qu'y apparaissent certains phénomènes typiques du « capitalisme abstrait isolé ». D'ailleurs nous signalerons, chemin faisant, dans quel sens les conditions concrètes de l'économie française infléchissent les conséquences de nos analyses abstraites.

Autre lacune extrêmement dommageable : on ne trouvera pas ici d'étude systématique de l'Etat. Tout au plus critiquerai-je en passant certaines théorisations, en indiquant les bases sur lesquelles il conviendrait à mon avis de reconstruire une théorie de l'Etat capitaliste. Sans prétendre faire de nécessité vertu [71], j'indiquerai tout de même l'aspect

71. Une raison bien triviale explique en fait cette lacune : le temps limité de la recherche qui servit de base à ce livre. Dans le même temps, une autre équipe du C. E. P. R. E. M. A. P. a produit une très importante étude sur l'Etat, à laquelle nous nous référons (C. André, R. Delorme, *L'Evolution des dépenses publiques en longue période (1872-1971) et le Rôle de l'Etat en France : une interprétation*, C. E. P. R. E. M. A. P./C. O. R. D. E. S., ronéotypé, 1978).

positif de l'absence d'une partie spécifiquement consacrée à l'Etat. Nous (c'est-à-dire les auteurs d'*Approches de l'inflation*) avons voulu réagir contre une conception directement instrumentaliste du rôle de l'Etat, en particulier dans la régulation monopoliste. Conception représentée aussi bien par les économistes keynésiens partisans du *fine-tuning* (« réglage peaufiné » de la machine économique par les autorités gouvernementales) que par les théoriciens du « capitalisme monopoliste d'Etat » (conception que le titre du livre d'A. Le Pors, *Les Béquilles du capital*, porte à la caricature). Le taux de profit baisse-t-il ? L'Etat fait l'appoint. Une crise de surproduction menace ? L'Etat achète... Il nous est apparu plus important de souligner le rôle de l'Etat *à l'intérieur même* des autres mécanismes de régulation, étudiés pour eux-mêmes : la forme du rapport salarial, la création monétaire, etc. Bref, l'Etat (et plus généralement l'instance politique) n'apparaîtra que par son ombre portée, par la surdétermination sur les rapports économiques.

Plus généralement, nous concentrerons notre intérêt sur la seule sphère des rapports économiques, et des rapports économiques capitalistes (et encore pas tous : j'ai dit que nous n'étudierons pas les rapports internationaux). Là encore, nous violons les principes de la dialectique. Mais l'infinité des interactions complexes implique, dans la recherche, un choix, en fonction des objectifs poursuivis. De plus, de nombreux travaux sont développés par ailleurs sur l'articulation des modes de production, sur les sphères politiques, idéologiques, etc. Un certain retour au « cœur » des rapports de production capitalistes, dans la ligne des travaux cités dans la présentation, s'imposait. En contrepartie, je tâcherai de montrer, en développant la théorie du fétichisme, que le politique, l'idéologique (sous les aspects imaginaires et symboliques) sont beaucoup plus directement impliqués qu'on ne le pense généralement dans le rapport le plus simple, apparemment purement économique : le rapport d'échange [72].

Or ne pas prendre en compte les sphères politiques et idéologiques produit un effet qui pourrait être désastreux s'il n'était pas consciencieusement maîtrisé, et que l'on pourrait énoncer de la façon suivante, provocatrice : le présent ouvrage, tout comme *Le Capital*, est écrit du point de vue du capital !

Je m'explique. Les rapports de production capitalistes se caractérisent en gros par deux grandes contradictions articulées entre elles : la contradiction entre le caractère privé des processus de production et le caractère social de la production prise comme un tout (la séparation des unités de production les unes des autres), la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat (la séparation du producteur de ses moyens de production). Dans le petit exposé sur la dialectique déjà présenté, j'ai insisté sur l'importance du primat de la lutte sur l'unité, en expliquant que l'existence du capitalisme comme objet stable, se « reproduisant »,

72. C'est un point particulièrement développé dans la thèse de B. Guibert, *Genèse et Image de la division de la production. Le concept de branche*, Paris I, 1976.

requiert la compréhension des formes par lesquelles l'unité s'impose à travers la lutte — c'est ce que j'ai appelé régulation —, mais sans oublier qu'il existe une dimension de la lutte qui, loin de participer à la reproduction, tend à briser la persistance de ces rapports. Les pages qu'on va lire sont principalement consacrées à la première contradiction, mais sous l' « éclairage » de la seconde : nous étudierons comment se régule une économie marchande qui est aussi une économie d'exploitation de l'homme par l'homme. Le « primat de la lutte », la « contradiction originaire » se manifestent alors par l'existence des crises (et de l'inflation).

Symétriquement, nous devrons aussi considérer comment la seconde contradiction (bourgeoisie/prolétariat) est reproduite et régulée à travers le caractère marchand de l'économie. Nous serons amenés à donner une grande importance au *rapport salarial*, et à la transformation de ses formes, dans le sens d'une croissante *contractualisation*. Cette contractualisation (qui se traduit par exemple par le développement de négociations collectives et, à moyen terme, par le développement de la législation sociale et du salaire indirect, etc.) est bien le produit de la lutte du mouvement ouvrier. On pense aux accords Matignon, à Grenelle, mais les anarcho-syndicalistes du début du siècle ont eux-mêmes contribué à la mise en place de certains « appareils régulateurs » du système. Seulement, il s'agit de la lutte considérée pour autant qu'elle reste prise dans l'unité du mode de production capitaliste, c'est-à-dire que la classe ouvrière y demeure une « catégorie sociale », une classe en soi, une « place » dans des rapports capitalistes. En gros, il s'agit de la lutte revendicative, syndicale, ou du moins des « retombées » d'une lutte plus radicale, d'une offensive avortée de la classe révolutionnaire (juin 36, 1945, juin 68).

La dimension « radicale » de la lutte du prolétariat, celle qui ne contribue nullement à la régulation, mais vise à l'abolition du travail salarié, celle-là ne produit d'effets relativement stables, *dans une société capitaliste* [73], qu'aux niveaux politiques et idéologiques : développement

73. Dans une société « en transition » du capitalisme vers le communisme, la lutte révolutionnaire produit évidemment des effets directs dans la sphère économique, jusque dans l'organisation du procès de travail : enjeu explicite de la lutte des classes en Chine, entre ceux qui (disent les autres) « sèment l'anarchie dans les usines » et ceux qui (disent les premiers) « mettent les règlements et le profit au poste de commande ».

Dans une société capitaliste, au contraire, les pratiques « radicales » (notamment les pratiques économiques « radicales ») ne durent que ce que dure une lutte « exemplaire » : remise en marche de la production selon des formes décidées par les travailleurs eux-mêmes, distribution des produits et des revenus fondés sur la solidarité et non sur le « donnant, donnant », etc. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas développer des pratiques radicales, sous prétexte qu'elles sont nécessairement étouffées ou récupérées. Au contraire, elles sont la base matérielle des transformations idéologiques et politiques qui permettront qu'un jour la « construction du socialisme » soit autre chose que l'œuvre de « spécialistes » (qui ne sauraient réinventer qu'une variante du capitalisme...).

Inversement, les pratiques qui s'insèrent dans le jeu de la régulation (comme la plus grande partie de la lutte syndicale) peuvent avoir des effets politiques et idéologiques (le réformisme ouvrier).

de la conscience de classe, d'aspirations anticapitalistes de masse, d'organisations révolutionnaires, etc. Naturellement, cette force idéologico-politique, qui tire sa sève de la révolte contre les conditions de vie matérielle (dans les usines, mais pas seulement là), conditionne en retour la possibilité, ou non, d'une « régulation » du système, y compris au plan économique, d'une « issue capitaliste à la crise » : la classe ouvrière est-elle ou non prête à admettre les « nécessaires sacrifices », le « pacte social » ? La possibilité d'une régulation économique est donc surdéterminée par la possibilité, et la fragilité, d'une « régulation sociale ». Celle-ci, comme chacun sait, repose d'une part sur un rapport de forces politico-militaire [74], d'autre part sur l'existence d'un « consensus », d'une capacité de la bourgeoisie à imposer, directement ou par l'intermédiaire de partis réformistes à base ouvrière, son « hégémonie ».

Bref, en nous centrant sur la sphère économique, nous pourrons à peu près cerner les contradictions liées au caractère marchand de l'économie ; en revanche, des aspects importants de la contradiction bourgeoisie/prolétariat nous échapperont. Aspects qui peuvent être dans certaines conditions (les fameuses « conditions révolutionnaires ») décisifs.

Il existe des tentatives pour éviter ce biais, pour présenter directement tous les rapports, y compris économiques, comme un « bras de fer » entre deux blocs homogènes et antagoniques, dotés de « conscience de soi » : c'est notamment le cas de l'opéraïsme italien, représenté entre autres par M. Tronti et A. Negri. L'économie politique apparaît alors comme l'affrontement du « plan du capital » et du « contre-plan » de la classe ouvrière. Nous montrerons le caractère partiellement erroné de cette conception (tout en mesurant la richesse de son apport).

Dans ce livre, les contradictions du capitalisme ne seront étudiées qu'au niveau économique, et *pour cela* davantage dans leur reproduction et leur régulation que dans leur tendance à l'explosion. C'est un livre sur le capital et non sur la révolution. En un sens, c'est un point de vue acceptable par un capitaliste lucide et pessimiste, considérant froidement non seulement les rapports dont il bénéficie mais aussi les germes, voire la fatalité, de leur destruction. Manque le point de vue du prolétariat qui, à partir du refus de l'état de choses existant, espère, conçoit, projette une société nouvelle, et lutte pour elle.

Point de vue tronqué, donc, mais moment nécessaire de l'analyse. « Connais ton ennemi, etc. » Le danger est évident : c'est la tentation du positivisme, la fascination devant la Machine Capital, le glissement de la volonté d'étudier le capitalisme comme un phénomène naturel à l'érection de ses lois en lois naturelles.

Marx lui-même, lorsqu'il écrivit *Le Capital,* adopta à peu près ce point de vue. Dans *Le Capital,* la résistance ouvrière n'apparaît qu'à

74. Comme on a tendance à l'oublier, rappelons que, pour ouvrir la voie à la restructuration du vignoble languedocien, au lancement de la filière française de surrégénérateurs, au renversement du flux des migrations, il a fallu ouvrir le feu et tuer à Montredon et à Malville, ratonner à Barbès les grévistes de la Sonacotra, etc. Et chaque semaine les C. R. S. doivent intervenir pour fermer définitivement des usines occupées.

travers les rapports des inspecteurs de fabrique. Jamais ne s'exprime directement la voix du canut, ni celle du mineur, ni celle qui demain proclamera la Commune de Paris. Et pourtant Marx, dirigeant de l'Association internationale des travailleurs, connaît ces voix ; elles viennent même converger au siège de l'A. I. T., où elles se transmuent en projet révolutionnaire, en plans pour « monter à l'assaut du ciel ». *Le Capital* n'est qu'un moment de la réflexion de Marx. Pour le mouvement ouvrier se réclamant de Marx, il aurait dû n'être qu'un outil, combiné à la ligne de masse, à l'élaboration permanente du projet révolutionnaire à partir des aspirations anticapitalistes des masses, de leurs pratiques radicales. En réalité, *Le Capital* canonisé, statufié, fonctionnera comme caution « scientifique », positiviste, du plat alignement économiste des dirigeants de la IIe Internationale sur les normes de l'ordre existant. Pire, il servira à cautionner la construction du « socialisme »... comme un capitalisme mieux organisé.

Et pourtant Marx avait aussi écrit *La Guerre civile en France* et la *Critique du programme de Gotha...*

Première partie

Structure et tendances de l'économie capitaliste

Introduction

S'il fallait résumer en quelques mots la théorie du capital de Marx, telle qu'elle est présentée dans les ouvrages de vulgarisation, on dirait à peu près ceci.

Les marchandises ont une valeur : c'est le temps de travail (abstrait) incorporé dans leur production. Dans le capitalisme, la force de travail est une marchandise. Elle a donc une valeur, inférieure à la valeur que peut produire cette même force. La différence apparaît sous la forme de plus-value, partagée entre les capitalistes (profit, intérêt, rentes...). D'autre part, le progrès technique abaisse la valeur des marchandises, mais en augmentant la part représentée par les moyens de production que doit racheter le capitaliste. D'où une baisse du taux de profit (plus-value rapportée au capital engagé). Les capitalistes réagissent en abaissant les salaires. Mais alors ils ne trouvent plus assez de clients. D'où les crises. Et voilà.

Cette version du marxisme est presque universellement adoptée. D'ailleurs, elle n'est déjà pas si mauvaise. Dans le cadre d'une session syndicale de formation, ça passe très bien, et ça fournit déjà des munitions pour argumenter face au patronat. Dans le cadre des revues internationales d'économie, ça passe aussi très bien, à condition de napper le tout de mathématiques. On peut alors polémiquer avec P. Samuelson (Prix Nobel) sur les conditions mathématiques pour lesquelles tel ou tel théorème est vrai [1].

Mais c'est aussi la version du marxisme la plus marquée de positivisme, et même de métaphysique. La critique est facile : qu'est-ce qui permet de dire que la valeur c'est du travail ? Que la valeur de la force de travail est un nombre défini ? Qu'un « progrès technique » abaisse la valeur et modifie en tel sens la composition du capital ? Les anciens marxistes repentis, tels C. Castoriadis [2], ont beau jeu de montrer l'arbi-

1. Joan Robinson, P. Sraffa et d'autres, de l'Université de Cambridge (Grande-Bretagne), ont excellé dans le genre. Comme P. Samuelson enseigne à Cambridge (Massachusetts), on appelle ça des « polémiques cambridgiennes » (l'expression est de Harcourt, australien).

2. Voir le recueil d'articles de C. Castoriadis, *Les Carrefours du labyrinthe*, Seuil, 1978. L'article « Technique » dénonce le (prétendu) productivisme de Marx, et l'article « Valeur, égalité, justice, politique : de Marx à Aristote et d'Aristote à nous » la (prétendue) réduction marxienne de la valeur à une substance. Nous

traire de ces lois, et de réduire ce Marx-là à un positiviste du XIXe siècle. Et, comme le XIXe siècle a engendré le XXe (le siècle stupide a engendré le siècle monstrueux), on suggère ainsi que Marx a engendré le Goulag.

Malheureusement, Marx disait que, si c'était ça le marxisme, lui en tout cas n'était pas marxiste. Marx a étudié des rapports sociaux déterminés, et dégagé les lois de ces rapports sociaux là. Pour ce faire, il a analysé la réalité sociale de son époque, et construit dans sa tête les concepts des rapports sociaux qui lui ont paru fondamentaux, puis il les a combinés. Sa méthode, il s'en explique dans son *Introduction de 1857* et sa postface à la seconde édition allemande du *Capital*. Et nous tâcherons de nous en tenir à cette méthode.

Le concept est le moyen pour la pensée de s'approprier un rapport social fondamental. Pour produire les concepts, il a fallu d'abord une longue étape de recherche dans le tissu foisonnant du réel concret [3]. Cette étape parcourue, la pensée peut reconstruire, en combinant les concepts, un « concret-de-pensée » qui permet de saisir les multiples connexions du réel. Le concept est donc une abstraction, non pas dans le sens où il est extrait du réel (car tout le processus se déroule dans la pensée), mais il est abstrait dans le sens où la pensée ne prend pas en compte les autres déterminations du phénomène considéré. A chaque étape du processus de reconstruction du réel concret dans la pensée, on pose un concept nouveau, et on examine ses lois, et les rapports qu'il entretient avec les autres concepts déjà posés, et « tout le reste n'existe pas pour nous ». Le processus d'exposition suit donc un chemin en colimaçon, une spirale, et il permet à chaque étape de comprendre un phénomène idéal qui n'obéirait qu'aux déterminations déjà posées par les concepts déjà mis en œuvre [4].

---

montrerons dans les première et troisième sections qu'ils reposent sur des contresens (de bonne ou de mauvaise foi) à propos des thèses de Marx.

3. « Certes, le procédé d'exposition doit se distinguer *formellement* du procédé d'investigation. A l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction a priori. » (K. Marx, *Le Capital*, Garnier-Flammarion, p. 583.)

Profitons de cette première citation pour expliciter notre système de références. Comme on le verra, l'ordre du *Capital* a une certaine importance. Il est donc important que les références à ce texte soient *situées*.

Le livre I du *Capital* porte sur « le procès de production immédiat ». Il a été intégralement rédigé par Marx. La numérotation des chapitres est de lui. Nous citerons ce livre d'après l'édition Garnier-Flammarion, mais en indiquant le chapitre et la page. Exemple : *K.*, I, I, p. 69, signifiera : *Le Capital*, livre I, chapitre I, p. 69 dans l'édition G. F.

Le livre II traite du procès de circulation, et le livre III du procès d'ensemble de la production capitaliste. Il est donc important de citer le livre. Mais l'ordre, dans le livre, a été remanié, après la mort de Marx, par Engels, qui a collationné les brouillons. Nous ne citerons pas alors le chapitre, et donnerons la référence d'après les Editions sociales, en indiquant le tome et la page. Exemple : *K.*, II, V, p. 53 signifie : livre II du *Capital*, page 53 du tome V des Editions sociales.

4. C'est dans l'*Introduction de 1857* que Marx expose à la fois le rapport entre la structure de la pensée et la structure du réel, et le rapport entre le concret et

Prenons un exemple physique : la chute des corps dans l'atmosphère. On pose d'abord les lois de la mécanique. On en déduit qu'un corps tombe avec une accélération constante, donc avec une vitesse uniformément accélérée. Puis on pose les lois du frottement : la force qui s'oppose au mouvement est proportionnelle au carré de la vitesse. On introduit cette nouvelle détermination. On en déduit que le corps atteint assez rapidement une vitesse d'équilibre qu'il ne peut dépasser, ce qui est beaucoup plus proche de la réalité. Il n'y a nulle contradiction (au sens ordinaire du terme) entre les deux descriptions du mouvement qu'a produit la théorie physique : l'une est simplement plus riche en déterminations que l'autre.

Dans cette première partie, nous poserons successivement les trois rapports sociaux qui nous semblent constitutifs de l'économie capitaliste et consacrerons à chacun une section. Dans chacune d'elle (sauf bien sûr dans la première !) nous étudierons aussi les interactions du rapport considéré avec les précédents (sa « surdétermination »). Les sections seront donc de plus en plus complexes. Pour faciliter la lecture, nous ferons fréquemment le point par rapport au plan.

La *section I* sera consacrée au caractère marchand de l'économie : séparation des unités économiques les unes des autres et socialisation de la production à travers les échanges. D'où la valeur, l'argent, les prix. La *section II* étudiera la séparation des producteurs directs de la propriété

---

ses déterminations abstraites. Ce que nous avons dit, dans l'avant-propos, de la surdétermination des contradictions dont est tissé le réel concret est ainsi présenté comme déterminant de la structure de la totalité produite par le cerveau pensant. Mais ce qui dans le réel est préalablement donné (le caractère concret, foisonnant, vivant...) est dans la pensée l'aboutissement du processus : « [On finit] toujours par découvrir, au moyen de l'analyse, un certain nombre de rapports généraux abstraits qui sont déterminants, tels la division du travail, l'argent, la valeur, etc. Dès que ces catégories ont été plus ou moins élaborées et abstraites [on] échafaude les systèmes économiques qui, à partir de notions simples — tels le travail, la division du travail, le besoin, la valeur d'échange —, s'élèvent jusqu'à l'Etat, l'échange entre les nations et le marché mondial. C'est manifestement la méthode scientifique correcte.

« Le concret est concret parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, c'est l'unité de la diversité. Pour la pensée, il est un processus de synthèse et un résultat, et non un point de départ. A nos yeux il est le point de départ de la réalité, et donc aussi de l'intuition et de la représentation. » (*Fondement de la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 30.)

Ce processus de synthèse, à l'œuvre dans *Le Capital*, est longuement étudié dans : G. Duménil, *Le Concept de loi économique dans Le Capital*, Maspero, 1978. Ouvrage dont L. Althusser, dans son « Avant-propos », résume ainsi la thèse : « La pensée de Marx procéderait plutôt par *position* de concept, inaugurant l'exploration (analyse) de l'espace théorique ouvert et fermé par cette position, puis par position d'un nouveau concept, élargissant le champ théorique, et ainsi de suite : jusqu'à la constitution de champs théoriques d'une extrême complexité structurelle. » Quant aux rapports qui ne sont pas encore introduits dans l'ordre d'exposition, Marx écrit explicitement : « Nous ne les avons pas encore étudiés, donc ils n'existent pas pour nous. » (*Le Capital*, Ed. sociales, t. VI, p. 228.)

C'est bien ainsi que nous allons procéder, tout en divergeant de G. Duménil sur la structure interne de chaque espace conceptuel, et donc sur la manière de construire le champ complexe.

des moyens de production (capacité de les affecter à telle ou telle production et de disposer du produit). D'où (compte tenu du caractère marchand de l'économie) le salariat, la plus-value, l'exploitation. La *section III* étudiera la « dépossession » des producteurs directs (leur incapacité à mettre en œuvre les moyens de production sans la médiation du propriétaire). D'où (en tenant compte du caractère marchand et du rapport de propriété) la plus-value relative, l'évolution de la composition du capital, l'accumulation intensive.

Mais qu'est-ce que développer l'étude d'un concept ? En l'occurrence, il s'agit de concepts de rapports sociaux. Ces rapports sociaux sont des *contradictions*. Nous avons expliqué dans l'avant-propos comment il convient d'étudier une contradiction : analyser les deux aspects de la contradiction, leur lutte, leur unité, etc. C'est ce que nous ferons dans chaque section. Toutefois, cette première partie comportera un biais. Nous nous y attacherons essentiellement à l'*unité* de chaque contradiction. Cette unité s'exprime par des *lois internes, immanentes*, ou par des *tendances* (forme d'existence d'une structure dans un temps). Ces lois immanentes expriment les « connexions nécessaires internes » entre les divers éléments en rapport dans le concept [5] ; elles expriment donc les impératifs de la *reproduction* de ce rapport.

Par exemple, le concept de « dépossession » du producteur direct peut être considéré comme un rapport, une structure, mais aussi comme un processus, avec son temps propre (celui du « développement capitaliste des forces productives »). Mesuré dans le système des valeurs (ce qui suppose l'articulation avec les concepts précédents !), ce processus s'exprime, nous le verrons, par la « loi de la hausse de la composition organique du capital ». Cette « loi » exprime donc ce rapport, rien que ce rapport, mais pas tout ce rapport. De même, la « loi de la mesure de la valeur par la quantité de travail abstrait » exprime l'unité d'un travail social (« celui de la société considérée comme une force unique ») qui se présente comme somme de travaux privés, effectués indépendamment les uns des autres. Elle exprime ce rapport entre les travaux privés (qui caractérise conceptuellement l'économie capitaliste comme « marchande »), rien que ce rapport, mais pas tout ce rapport entre les travaux : seulement leur unité, et pas leur lutte. Car ces travaux restent vraiment privés, et ne sont pas pleinement déterminés à l'avance par la considération de leur validité sociale ; celle-ci ne sera vérifiée qu'a posteriori dans l'échange, l'achat et la vente.

« *Le fait que ces processus qui se présentent indépendamment* (selbständig) *l'un en face de l'autre forment une unité interne, cela signifie tout autant que cette unité interne qui est la leur se meut dans des contradictions externes. Si l'autonomisation* (Verselbständigung) *extérieure des dépendances internes* (der innerlich Unselbständigen) [...] *s'accentue jusqu'à un certain point, alors l'unité se fait valoir violemment — par une crise* [6]. »

5. Cette définition de la « loi » figure dans *Le Capital*, l. III, t. I, p. 238, Editions sociales. C'est sur elle que s'appuie G. Duménil.

Cependant, c'est bien à travers la lutte entre les coéchangistes que prévaudra finalement leur unité : que cela se fasse en douceur (par le jeu quotidien de l'offre et de la demande) ou violemment (à travers la crise). Cette lutte-qui-reproduit-l'unité, ou cette unité-qui-s'impose-à-travers-la-lutte, nous avons proposé, dans l'avant-propos, de l'appeler *régulation*, par opposition à la reproduction qui désigne l'unité immanente d'une structure. La forme de cette régulation, dans le cas du rapport marchand, est bien connue : c'est la concurrence. « *La concurrence impose les lois immanentes de la production capitalistes* comme lois coercitives externes *à chaque capitaliste individuel* [7]. »

Nous voyons donc surgir un autre type de « lois », qui apparaît comme « externe », et renvoie exactement à la problématique de la régulation telle que nous l'avons définie par opposition à la problématique de reproduction [8]. Ces lois vont servir à construire les « connexions externes » avec lesquelles nous tisserons le « monde enchanté » de l' « économie fétiche ». Comme il s'agit là d'un domaine dont l'étude constitue l'originalité majeure de ce livre, nous y consacrerons tout spécialement la deuxième partie (la troisième traitant spécifiquement des crises, spécialement de la crise inflationniste).

Donc, dans toute cette première partie, l'économie capitaliste sera présentée comme une structure stable, dont nous étudierons les tendances propres, en supposant « réussie » la régulation qui assure sa reproduction. Naturellement, nous marquerons à chaque étape les contradictions à travers lesquelles cette structure se reproduit, et nous amorcerons la problématique de la régulation. Ce qui permettra au lecteur de se faire assez rapidement une idée intuitive des considérations sur la crise inflationniste qui ne seront véritablement fondées que vers la fin du livre.

Un dernier mot avant d'entamer la spirale. L'ordre d'exposition adopté ressemble fort à une axiomatique : on pose les structures une par une, on les fait jouer. D'où l'impression que la totalité capitaliste est engendrée à partir du déploiement des concepts. Piège que Marx avait bien vu, en présentant lui-même sa méthode [9]. Pour un matérialiste, le

6. Extrait du *Capital*, l. I, chap. III, d'après l'édition allemande, et cité d'après l'intéressant article de J. D'Hondt, « L'Autonomisation », in *L'Idéologie de la rupture*. P. U. F., 1978. On sait que la traduction française du livre I par J. Roy, que Marx avait supervisée, est « épurée » (au grand dam de Marx et Engels) de toute référence à l'appareil dialectique. En attendant la nouvelle traduction d'après le texte allemand préparée par les Editions sociales, le lecteur non germaniste pourra se reporter à un passage très similaire des *Théories sur la plus-value*, Editions sociales, 1975, t. II, p. 597. Ce passage sera commenté dans la troisième partie.

7. Phrase qui figure deux fois dans le livre I du *Capital* (chap. X et XXIV).

8. Ici je m'écarte notablement des conclusions de l'étude de G. Duménil sur le concept de loi dans *Le Capital* (voir par exemple sa page 93).

9. Reprenant à l'envers son exemple de « méthode scientifique correcte » en économie, Marx écrit : « Hegel a sombré dans l'illusion de concevoir le réel comme le résultat de la pensée qui se concentre sur elle-même, s'approfondit et se

réel existe comme concret avant qu'on aille y trier, au moyen du concept, les rapports qui semblent fondamentaux. Les éléments de ces rapports et le rapport lui-même ont pour condition d'existence matérielle tout l' « extérieur » du rapport. Les prolétaires sont définis par leur rapport au capital dans le rapport de propriété capitaliste, mais ils ne sont pas des éléments d'une théorie mathématique : ils existent en chair et en os, et les bourgeois aussi. Ils ont été produits comme tels par un processus comportant bien d'autres déterminations extérieures (en France : la décomposition de la société féodale) et sont reproduits dans un processus incluant d'autres déterminations (le rapport domestique...).

Il faut donc faire référence à des considérations historiques, généalogiques, qui viennent sans cesse interférer avec l' « ordre d'exposition » qu'exigerait une compréhension purement conceptuelle du réel. Cela ne veut pas dire qu'on ne puisse faire aussi une analyse conceptuelle de ce processus historique. Cela veut dire que la matérialité du réel-concret-déjà-donné exige que l'on fasse intervenir dans l'analyse d'un rapport social des considérations mobilisant l'*existence* d'autres rapports sociaux, qui n'ont pas encore été introduits dans l'ordre de l'exposition.

En somme, cette impossibilité d'exposer axiomatiquement la structure du capitalisme exprime tout simplement le poids de la thèse matérialiste (« le réel existe déjà tout entier avant qu'on ne commence à le penser ») dans la méthode dialectique. C'est d'ailleurs pourquoi la dialectique de Marx n'est pas un simple renversement de la dialectique de Hegel.

Althusser, qui avait bien senti le problème, l'a malheureusement réduit à celui du « commencement ». On voit bien l'idée : un idéaliste peut espérer engendrer la totalité d'un objet spécifique à partir d'un point de départ qu'il pose dans sa tête * [10], mais pas un matérialiste. L'ennui, c'est que, de toute façon, le livre a une structure linéaire et commence par un chapitre I, de même que le Tour de France cycliste doit commencer quelque part pour couvrir (très partiellement !) la surface touristique du pays. Si on coupe le chapitre I (en l'occurrence, celui qui expose le premier rapport fondamental : la contradiction social/privé, le rapport marchand), on n'est nullement débarrassé du mythe hégélien du commencement absolu : c'est le chapitre suivant qui devient un commencement. Et la tentation hégélienne reste tout aussi forte : reconstruire tout *Le Capital* à partir du concept de la contradiction bourgeoisie/prolétariat, et en déduire l'existence de capitaux variés (sans doute comme « être-du-capital-auprès-de-soi-comme-étranger » ?). C'est un peu ce que font les opéraïstes italiens [11].

On peut juger politiquement intéressant de commencer l'étude du capitalisme par ce qui figure, dans ce livre comme dans *Le Capital*, comme « rapport n° 2 » (non dans l'ordre d'importance : c'est incontestablement le premier, la « contradiction principale », mais dans l'ordre d'exposition). Bon, eh bien essayons. « Le prolétaire vend sa force de travail, à sa valeur, en échange de l'argent du capitaliste... » On voit dès les premiers mots (vendre ? valeur ? échange ? argent ?) que les premières conditions d'existence d'un tel rapport renvoient toutes à un autre rapport : le rapport marchand. En revanche, on peut analyser une économie marchande sans recourir à l'existence du salariat. Première raison qui milite pour l'ordre choisi [12].

Il y en a une autre (celle justement pour laquelle les althussériens écartent ce choix). Le rapport marchand, qui se manifeste dans l'existence de cette chose extraordinaire, « à double face », la *marchandise*

---

ment d'elle-même, alors que la méthode qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret est, pour la pensée, la manière de s'approprier le concret, de le reproduire sous la forme du concret pensé. Mais ce n'est en aucune manière le procès de genèse du concret lui-même. En effet, la catégorie économique la plus simple, mettons la valeur d'échange, suppose une population, et celle-ci produit dans des conditions déterminées ; elle suppose en outre un certain type de famille, de commune ou d'Etat, etc. Elle ne peut exister que sous forme d'un rapport unilatéral et abstrait au sein d'un ensemble concret, vivant et déjà donné. »

*10. Même un mathématicien axiomatiste hésiterait à le penser, depuis la démonstration du théorème de Löwenheim-Skolem.

11. Ainsi, R. Establet, qui dans *Lire le Capital* (t. IV) ampute hardiment les deux premières sections du livre I, découvre, entre la deuxième et la troisième section du livre II du *Capital*, l'introduction d'un tout nouveau rapport : la division du travail social entre unités économiques capitalistes indépendantes ! Donc, jusque-là, il n'y avait qu'une bourgeoisie soudée qui exploitait un prolétariat soudé. On se demande pourquoi ces deux entités avaient recours à la monnaie et à la forme valeur au lieu de s'entendre en quatre yeux ou de se battre à quatre poings. R. Establet a du moins le mérite de « reposer » (peut-être un peu tard) le rapport marchand qu'il avait envoyé dans sa corbeille à papier avec le chapitre I du *Capital*. Nous verrons l'opéraïste A. Negri affirmer froidement qu'après 1929 ce rapport n'existe plus.

12. Isaak Roubine, dès les années vingt, répondait déjà ainsi par avance à L. Althusser : « Le rapport entre le capitaliste industriel et les ouvriers a la forme de l'achat et de la vente de la force de travail ; il suppose de plus que le capitaliste produit des biens pour la vente, c'est-à-dire qu'il entre avec les autres membres de la société dans des rapports de production du type de ceux qui existent entre propriétaires de marchandises. En revanche, des rapports de production entre propriétaires de marchandises ne présupposent pas nécessairement un lien de production entre un capitaliste industriel et des ouvriers. Il s'ensuit que les catégories de "marchandise" et de "valeur" précèdent la catégorie de "capital". L'ordre logique des catégories économiques découle du caractère des rapports de production qui s'expriment dans ces catégories. Le système économique de Marx analyse une série de *rapports de production* d'une complexité croissante. » (I. Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, Maspero, 1978, p. 55).

Cela ne signifie nullement que des rapports d'exploitation soient inconcevables sans rapports marchands : l'esclavage, les premières formes du féodalisme en sont des exemples. Mais, justement, ces rapports ne sont pas capitalistes. Le salariat présuppose l'économie marchande (qui d'ailleurs l'engendre, comme l'a montré Lénine). Ici la démarche généalogique se confond avec les implications logiques de l'approche conceptuelle.

Cela ne signifie pas non plus que les catégories relevant du rapport d'échange marchand sont toutes apparues *dans la réalité* avant ce mode de production plus complexe qu'est le capitalisme. « Ça dépend », dit Marx, dans son *Introduction de 1857*. Il montre ainsi que, si l'argent existait bel et bien avant le capitalisme, le « travail abstrait » (qu'en tant que catégorie on peut reconnaître dans tout mode de production, de même d'ailleurs que le surtravail) n'apparaît dans la réalité qu'avec le capitalisme (p. 34).

(alors que le rapport de propriété capitaliste se manifeste dans l'existence de deux classes distinctes, que l'on pourrait à la rigueur concevoir d'abord comme deux équipes de rugby constituées préalablement à la mêlée), est un cas exceptionnellement simple et exceptionnellement riche de contradiction dialectique. C'est exactement ce qu'y avait vu Lénine, à la consternation de L. Althusser :

« Marx, dans *Le Capital*, analyse d'abord ce qu'il y a de plus simple, de plus habituel, de fondamental, de plus fréquent, de plus ordinaire, ce qui se rencontre des milliards de fois : les *rapports* dans la société bourgeoise (marchande) : l'échange de marchandises.

« L'analyse décèle dans ce phénomène toutes les contradictions, plus exactement l'embryon de toutes les contradictions de la société contemporaine. Son exposé nous décrit ensuite le développement (et la croissance, et le mouvement) de ces contradictions et de cette société dans ses diverses parties depuis le début jusqu'à la fin. Telle doit être la *méthode d'exposition* (plus exactement d'étude) de la dialectique en général (car la dialectique de la société bourgeoise n'est pour Marx qu'un cas particulier de la dialectique en général) [13]. »

Et Lénine de poursuivre :

« Que l'on commence par le plus simple, par le plus habituel, par le plus général, etc., par n'importe quelle proposition, [...] dans toute proposition on peut (et l'on *doit*) déceler comme dans une "cellule" les germes de *tous* les éléments de la dialectique [14]. »

Nous avons bien lu : « L'analyse décèle dans ce phénomène toutes les contradictions, ou plus exactement l'*embryon* de toutes les contradictions de la société contemporaine. » Lénine ne dit pas qu'elles y sont, mais seulement leur embryon (ce que Marx appelle par exemple « la possibilité formelle des crises »). Cet embryon ne se développera pas de lui-même, il lui faut encore autre chose : sa surdétermination par d'autres rapports sociaux (le rapport salarial, le processus de dépossession du producteur, etc.), rapports « extérieurs » à celui qui engendre la marchandise, mais rapports dont l'échange marchand est aussi la condition d'existence.

La marchandise joue encore un autre rôle. Pas seulement une contradiction particulière dans le tissu des autres contradictions. Mais une contradiction qui, parce que spécifique, contient (comme la réalité la plus banale) de l'universel. Son analyse va donc jouer pour la suite de toute l'étude du capitalisme le rôle d'un « modèle [15] », d'un schéma de pensée, un rôle « paradigmatique ». Bref, partir de la marchandise, c'est partir du bon pied : celui de la dialectique. Allons-y.

13. *Cahiers sur la dialectique*, Editions sociales, p. 280.

14. « Il ne contrôle manifestement pas son audace... Il n'est jamais de vertige sans vide », s'effare L. Althusser (« Avant-propos » au livre de G. Duménil). Curieusement, c'est exactement le même vertige, exprimé dans une langue plus poétique, qui semble saisir M. Serres à la lecture de Lucrèce, l'inspirateur du matérialisme dialectique de Marx ! (*La Naissance de la physique, op. cit.*, p. 213-214.)

15. Mao Tsé-touno, *De la contradiction*, à propos de ce même texte.

Section I

Valeur, forme valeur et prix

Introduction

Partons de la définition du sens commun : « l'inflation, c'est la hausse des prix ». En fait, on a en tête des précisions du genre : « c'est la hausse *continue* (et non en une seule fois) de *tous* les prix (ou du moins de la plupart), et on peut même préciser que, si on rétablissait d'un seul coup « l'ancien franc » (égal au nouveau centime), les prix seraient certes multipliés par cent, mais on ne pourrait parler d'inflation. De même, la modification du rythme de hausse du prix d'un panier de biens, due à la diminution de la T. V. A., n'est pas en général considérée comme un ralentissement de l'inflation [1]. Donc, au fond, *l'inflation c'est plutôt la baisse continue du pouvoir d'achat de la monnaie, et de la monnaie* comme chose (qui s'échange contre d'autres marchandises) et non comme *nom* (le franc).

Réfléchir sur l'inflation, c'est donc réfléchir sur le rôle de cette marchandise particulière, la monnaie, dans une économie de marché, et sur la signification de la baisse de son « pouvoir d'achat ». Mais que signifie au juste « pouvoir d'achat » ? A quoi mesure-t-on ce « pouvoir » ? Il faudrait définir une norme quantitative :

— soit en définissant un « panier » d'objets dont on mesurerait l'évolution du prix : c'est ce que font les statisticiens officiels, avec cette difficulté classique de la déformation quantitative et qualitative du panier. On dira alors que la monnaie peut acheter de moins en moins de biens utiles, de *valeurs d'usage* ;

— soit en définissant *un concept de valeur indépendant du prix monétaire,* et quantifiable. On sait que l'économie classique a proposé un tel concept : celui de « valeur-travail », quantité de travail social

1. En 1977, R. Barre se vantait d'avoir ralenti l'inflation parce que, du fait de la réduction du taux de la T. V. A. en février, il avait gagné environ 1,5 % de hausse des prix. Après les élections de 1978, il décréta que les hausses de prix, dans les services publics et l'industrie, n'étaient plus de l'inflation, mais un apurement. Comme quoi la politique a ses raisons que l'économie ignore...

intégré dans les marchandises. L'inflation signifie alors : soit la baisse de valeur de la monnaie, soit la hausse de valeur des autres biens. Mais, dans le second cas, on parle plutôt du « renchérissement » de ces biens (par exemple, dans le cas de mauvaise récolte généralisée). Donc, en général, l'inflation signifie que la monnaie s'échange contre une quantité décroissante de travail social.

Les deux définitions proposées renvoient à des mécanismes différents et ne sont pas équivalentes. Par exemple, si la « productivité [2] » augmente et si les prix ne diminuent pas, il y a inflation dans le second sens et pas dans le premier. Si la « productivité » diminue et si les prix augmentent au rythme correspondant, il y a inflation au sens de la première définition et pas au sens de la seconde.

Comprendre l'articulation des deux mécanismes (qui sont, dans la réalité, inextricablement liés), c'est donc comprendre *en quoi la circulation des marchandises s'articule avec les conditions de la production.* De la difficulté de définir l'inflation, nous sommes passés à la *nécessité de prendre au sérieux la forme prix.*

Or il est advenu à l'économie classique, celle de Smith et surtout Ricardo, un curieux malheur. Alors que, justement, la recherche d'un concept de valeur indépendant du prix monétaire avait pour but de répondre à la question : « quand les prix relatifs de deux marchandises varient, peut-on attribuer objectivement la variation à l'un d'entre eux ? », la découverte [3] de la substance de la valeur (le travail social) — et partant de sa grandeur (le temps de travail) — a monopolisé l'attention de Ricardo et de ses épigones. Dès lors, le prix, expression contingente de la valeur dans un numéraire arbitrairement choisi, disparaissait non seulement du champ des préoccupations économiques (il y reviendra) mais, ce qui est plus grave, du mécanisme même de la formation des valeurs. C'est la fameuse « dichotomie » entre les rapports économiques « réels » et leur voile monétaire.

Cette solution, Marx l'a d'emblée rejetée en définissant de manière lapidaire ce qui l'oppose à l'école classique :

« *L'économie politique classique n'a jamais réussi à déduire de son analyse de la marchandise, et spécialement de la valeur de cette marchandise, la forme sous laquelle elle devient valeur d'échange, et c'est là un de ses vices principaux. Ce sont précisément ses meilleurs représentants tels qu'Adam Smith et Ricardo qui traitent la forme valeur comme quelque chose d'indifférent ou n'ayant aucun rapport intime avec la nature de la marchandise elle-même. Ce n'est pas seulement parce que la valeur*

2. Nous tâcherons de définir rigoureusement ce terme. Disons maintenant en gros qu'il désigne la quantité de valeurs d'usage produite par une quantité de travail social. On devine les pièges de ce genre de définition.

3. Certains marxistes contestent actuellement aux classiques la découverte de la « substance » de la valeur (voir les interventions de C. Benetti, J. Cartelier, G. Deleplace dans *Marx et l'Economie politique*, P. U. G. — Maspero, 1977). La suite de cet ouvrage relativisera l'importance de ce débat.

comme quantité absorbe leur attention. La raison en est plus profonde. La forme valeur du produit du travail est la forme la plus abstraite et la plus générale du mode de production actuel, qui acquiert par cela même un caractère historique, celui d'un mode particulier de production sociale. Si on commet l'erreur de la prendre pour la forme naturelle, éternelle, de toute production dans toute société, on perd nécessairement de vue le côté spécifique de la forme valeur, puis de la forme marchandise et, à un degré plus développé, de la forme argent, forme capital, etc. C'est ce qui explique pourquoi on trouve chez des économistes complètement d'accord entre eux sur la mesure de la quantité de valeur par la durée du travail les idées les plus diverses et les plus contradictoires sur l'argent, c'est-à-dire sur la forme fixe de l'équivalent général [4]. »

Il est donc extrêmement regrettable que toute une tradition ait réduit l'apport de Marx à une clarification de la découverte des classiques : la théorie de la valeur-travail [5]. Réduire Marx à ce qui n'est que son point de départ, c'est s'interdire de s'appuyer sur lui dans la production d'une théorie critique de l'économique, en particulier pour comprendre l'inflation.

« *Le bavardage sur la nécessité de démontrer la notion de valeur ne repose que sur une ignorance totale non seulement de la question dont il s'agit, mais aussi de la méthode scientifique. N'importe quel enfant sait que toute nation crèverait qui cesserait le travail, je ne veux pas dire pour un an, mais ne fût-ce que pour quelques semaines. De même cet enfant sait que les masses de produits correspondant aux divers besoins exigent des masses différentes et quantitativement déterminées de la totalité du travail social. Il va de soi que cette* nécessité de la répartition *du travail social en proportions déterminées n'est nullement supprimée par la forme déterminée de la production sociale : c'est la façon dont elle se manifeste qui peut seule être modifiée.* [...]

Et la forme sous laquelle cette répartition proportionnelle du travail se réalise, dans un état social où la structure du travail social se manifeste sous la forme d'un échange privé *de produits individuels du travail, cette forme, c'est précisément la* valeur d'échange *de ces produits.*

Il appartient précisément à la science de développer comment *agit cette loi de la valeur. Si l'on voulait donc débuter en "expliquant" tous les phénomènes qui en apparence contredisent la loi, il faudrait pouvoir fournir la science* avant *la science. C'est justement l'erreur de Ricardo, qui, dans son premier chapitre sur la valeur, suppose* comme données

4. *Le Capital*, livre I, chap. I, n. 25.

5. Consolidée par l'œuvre d'Althusser et de son école qui, dans *Lire Le Capital*, a jeté l'interdit sur le chapitre I du *Capital*.

Je partage donc le point de vue de P. Salama (*Sur la valeur*, Maspero, 1975), pour qui le véritable clivage entre Marx et Ricardo ne porte pas, comme l'écrit L. Althusser, « sur la distinction entre travail et force de travail, mais dans la *conception* de la valeur d'échange comme forme phénoménale de la valeur ». Je montrerai pourtant les limites de la compréhension de ce fait par Salama.

toutes les catégories possibles, qu'il faut d'abord expliquer, pour montrer ensuite leur conformité à la loi de la valeur[6]. »

Prendre au sérieux la forme valeur, le fait que les objets produits par l'activité humaine s'échangent entre eux selon des valeurs numériques, cela signifie du même coup prendre au sérieux la quantité de cette marchandise particulière, la monnaie, contre laquelle ils s'échangent, ou plus exactement prendre au sérieux le fait même de cet échange. Bref, c'est prendre au sérieux le caractère de *société marchande* qui est la première coordonnée qui définit le mode de production capitaliste parmi les différents modes de produire et d'échanger mis en œuvre par les hommes dans leurs luttes, entre eux et contre la nature, pour satisfaire leurs propres besoins.

En général, les théoriciens inspirés par Marx ont davantage mis l'accent sur la seconde coordonnée de ce mode de production : *la séparation du producteur direct et des moyens de production*, séparation qui permet *l'exploitation*. Cette appréciation est principalement juste, elle fait de la théorie marxiste l'arme idéologique du prolétariat dans sa lutte. Et il est bon que le courant althussérien, dans les années soixante (comme du reste le filon « opéraïste » en Italie), ait insisté là-dessus, contre la tendance spontanée des « marxistes de la chaire » et des réformistes à rejoindre l'économie politique bourgeoise sur son terrain favori : celui des rapports d'échange et de distribution, terrains où s'estompe la contradiction de classes fondamentale.

Mais s'en tenir là est unilatéral. Pour rendre à la théorie marxiste toute sa portée critique et en même temps positive (en ce sens qu'elle nous permet de construire notre compréhension de la crise et de l'inflation, mais aussi de mieux comprendre ce que nous critiquons dans le capitalisme quand nous lui opposons le communisme), il faut aussi (et avec Marx d'abord) définir le mode de production capitaliste comme un mode de production *marchand*. En particulier, la réduction des rapports capitalistes à la « séparation » du producteur de ses moyens de production aboutit d'une part à nier l'importance du caractère marchand des rapports dans la reproduction de la « séparation » (le salariat), d'autre part à ne mettre en lumière que les rapports de quantité entre ce qui, du produit, revient à la classe des travailleurs et à celle des propriétaires des moyens de production. Dès lors, l'inflation elle-même est réduite à un subterfuge pour modifier cette répartition : ce qu'elle est effectivement, mais elle est encore bien d'autres choses !

6. Lettre à Kugelmann du 11 juillet 1968, citée (comme toutes les lettres de Marx et Engels sur *Le Capital* qui suivront) d'après *Lettres sur Le Capital*, Editions sociales, 1964.

Comme on le voit, Marx adresse à Ricardo *deux* critiques : oubli de la *forme* valeur, et tendance à réduire directement tous les phénomènes à la loi de la valeur, réduite à une loi de mesure des valeurs. Contrairement à ce qu'écrivent C. Benetti et J. Cartelier *(op. cit.)* pour qui la seconde « réduit la première à presque rien » (p. 142), ces deux critiques sont intimement liées, comme la suite de cet ouvrage le montrera.

Nous avons conçu le projet de produire une théorie marxiste de l'inflation, dans ce qu'elle a de moderne, d'actuel : l'inflation de notre crise. Pour commencer, nous devons partir d'une réflexion sur la nature même d'une économie où existent la forme valeur et les prix : une économie marchande.

1

L'économie marchande

« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises. »

Ainsi s'ouvre *Le Capital*. Nous affirmons que ce point de départ n'est pas un hasard, et qu'il serait dommage de s'empresser de réduire ce fait à ce qu'il exprime : la valeur. C'est pourtant ce à quoi se réduit la lecture la plus communément reçue du *Capital*.

Nous commencerons par examiner les limites de la pertinence de cette lecture communément reçue dans les deux premiers sous-chapitres (qui ne sont pas indispensables à la compréhension de la suite, et que le lecteur peut donc sauter s'il le désire). Puis nous chercherons à fonder l'existence de la forme « marchandise » sur la structure de la production sociale, et nous dirons un mot du « fétichisme » qui découle de celle-ci.

I. La réduction de la valeur à sa substance

« Réduction » : c'est bien ainsi que P. Macherey [1] par exemple conçoit le passage de la marchandise à la valeur.

Les marchandises (A, B...) ont des utilités, des *valeurs d'usage* différentes, qui résultent de leur *forme naturelle*, que leur a conférée le *travail concret* qui les a produites. Or elles s'échangent, dans des proportions données A = B = ... Ce rapport (l'égalité) est artificiellement

1. *L. L. C.*, IV, p. 16 et s.

provoqué par l'échange, qui apparaît comme une sorte d' « expérimentation scientifique ». De ce rapport doit être « déduit » ce qui est commun et permet l'égalité. On connaît le fruit de cette déduction : il s'agit du « travail en général » que la société a dépensé pour les produire.

Dès lors, la forme du rapport, le rapport d'échange, la forme de « valeur », la « valeur d'échange », ne sont que moyens d'expérimenter la *substance* de la valeur : du travail humain général, du travail *abstrait*. Et l'égalité dans le rapport entre deux marchandises n'est que l'expérimentation du rapport entre chaque marchandise et le temps de travail général nécessaire à sa production.

Pour faire bien et sérieux, on peut écrire :

$$A = B \Longleftrightarrow v(A) = v(B) = t$$

v étant l'application qui à chaque marchandise fait correspondre le temps t de travail général nécessaire à sa production.

Cette lecture est fort intéressante, assez riche, et correspond en effet à une partie de la réalité et de ce qu'a écrit Marx dans *Le Capital*. On peut même dire que c'est presque tout ce qu'avait écrit Marx dans la *Contribution* [2].

Et en effet, Marx construit bien les éléments d'une théorie rigoureuse de la *mesure* des marchandises, par réduction des marchandises à une substance elle-même mesurable par un nombre positif. Une lecture « mathématisante » du chapitre I est bien utile, nécessaire et légitime, Marx lui-même nous y invite par de fréquentes allusions à la géométrie [3] et à la mécanique rationnelle. Exactement comme dans un livre de physique ou de thermodynamique on construit les concepts de « force » et d' « énergie » par abstraction de leur forme naturelle * [4].

2. La *Contribution à la critique de l'économie politique* (en allemand *Zur Kritik...*) est un texte de 1859, début de la première version du *Capital*. Dans sa préface au *Capital*, Marx présente le premier chapitre de celui-ci comme un « résumé » de la *Contribution*, en précisant qu'il a « cru devoir modifier [son] premier plan d'exposition ». A mon avis, cette « modification » n'est pas neutre, et ceux qui traitent de la valeur chez Marx auraient tort de picorer indifféremment dans les deux textes, sans parler des *Grundrisse*. Je partage sur ce point l'avis de J.-L. Dallemagne (*L'Economie du Capital*, Maspero, 1978), ainsi que sa critique de la *Contribution* (mais je suis largement en désaccord avec sa lecture du *Capital*). Respecter le travail d'un auteur suppose qu'on accorde un préjugé favorable à sa version définitive (même si on ne s'arrange pas toujours en vieillissant).

La *Contribution...* sera citée d'après les Editions sociales, 1957.

3. Notamment quand il compare le concept de valeur à celui de « surface », construit ici rigoureusement grâce à une « mesure » équivalente à celle de Riemann.

*4. La lecture mathématisante peut d'ailleurs constituer un guide précieux dans la lecture du chapitre I et de la *Contribution*.

On constate alors que Marx construit sérieusement la valeur comme classe d'équivalence par rapport à la relation d'égalité dans l'échange. Il montre la réflexivité, la symétrie, la transitivité de celle-ci. Il définit comme « forme simple » la relation d'équivalence elle-même A = B, comme « forme totale ou développée » la classe d'équivalence définie en extension, comme « forme générale » la classe définie « en compréhension ». La « forme monnaie » apparaît comme injection canonique de la classe sur un représentant.

De même (en particulier dans la *Contribution*), il vérifie les propriétés de l'application v comme mesure, qu'elle réalise un isomorphisme entre la réunion

II. Misère de cette réduction

Une telle lecture fige la représentation de la marchandise comme une chose « à deux faces » n'ayant rien à voir entre elles : le côté valeur d'usage-forme naturelle-travail concret et le côté valeur-forme de valeur-travail abstrait. Ces deux côtés n'apparaissent pas comme « contradictoires », mais comme « disjoints » (Macherey), comme deux séries de détermination indifférentes l'une à l'autre (comme un mouchoir peut être rouge et en coton). L'échange est un moyen de découvrir la substance valeur, mais cette substance (être le produit d'un travail humain) est en fait éternelle : elle mène une « existence antédiluvienne [5] » dans les autres modes de production, et pour les richesses que produit Robinson Crusoé « toutes ses déterminations essentielles y sont contenues [6] ». C'est d'ailleurs, au fond, à quelques « bévues » près, la position de l'économie classique.

Ce qu'on ne comprend pas, c'est que ces déterminations aient à prendre la *forme* de valeur dans les sociétés marchandes, alors que pour Robinson ou pour un serf les temps de travail qu'ils consacrent à satisfaire leurs besoins ou ceux du seigneur ne sont rien d'autre qu'une répartition de leur journée de travail !

On s'interdit du même coup de comprendre les contradictions que recèle cette forme (ou plus exactement qui cherchent à se résoudre sous cette forme) et le « fétichisme » qui s'exerce à travers cette représentation du travail humain.

Ne pas parler du fétichisme : c'est justement le but avoué du travail de réduction de l'école althussérienne. Ce but est subordonné à un

disjointe des marchandises et l'addition des nombres positifs, qu'elle est stable par rapport à la multiplication par un scalaire, etc.

Mais, chose curieuse, il donne deux noms différents aux deux côtés des équations : « forme relative » et « forme équivalent », ce qui semble faire fi de la symétrie. Dès ce niveau, on pressent que sa théorie de la valeur ne peut se formaliser, dans le sens de Macherey, en termes de théorie des ensembles, de relations d'équivalence, d'application. Il faut au moins considérer la collection des marchandises comme une... catégorie, au sens mathématique, dont les flèches pointent, nous le verrons, vers des objets particuliers : les quantités de monnaie, et de celles-ci vers tous les autres. Dès lors, il faut considérer v comme un foncteur, avec le diagramme commutatif suivant :

$$\begin{tikzcd} A \arrow[r] \arrow[d, "\text{s'échange}"', "\text{contre}"] & v(A) \arrow[d, equal, "\text{égal à}"] \\ B \arrow[r] & v(B) \end{tikzcd}$$

5. *Introduction à la critique de l'économie politique*, texte de 1857, publié dans *Fondements de la critique de l'économie politique (Grundrisse)*, Anthropos, 1967.

Ce texte célèbre est la meilleure présentation de la méthode de Marx (c'est là qu'il développe sa conception du rapport entre l'abstrait et le concret, le réel et le concept, les catégories historiques et les catégories logiques, etc.). Les *Grundrisse* constituent en quelque sorte les brouillons de la *Contribution* et du *Capital*.

6. *K.*, I, I, p. 72.

objectif philosophique affiché : combattre l'humanisme, la notion de « sujet ». Nous ne discuterons pas ici de la validité de cet objectif [7]. Mais ignorer le fétichisme dans l'analyse économique est une absurdité : nous montrerons que le fétichisme n'est pas simplement une illusion dans la tête des agents, mais une illusion *nécessaire*, opérant *réellement* dans la régulation des contradictions *objectives* de l'économie capitaliste — et, présentement, marchande.

Une première façon de dépasser le réductionnisme, c'est de réaffirmer que le couple valeur d'échange/valeur d'usage constitue bien une contradiction, et d'affirmer que cette contradiction se résout dans l'argent. C'est par exemple la position de P. Salama, qui reprend lui-même celle de D. Yaffé [8]. Et c'est tout simplement la position dominante dans la *Contribution*.

Dans ce texte, Marx considère effectivement que les marchandises, outre leur forme naturelle qui leur confère une valeur d'usage, ont une substance de valeur comme les corps ont une « masse [9] » : elles sont immédiatement la cristallisation du travail social [10]. Marx se lance alors dans une discussion alambiquée pour comprendre comment et pourquoi se résout cette contradiction entre la « valeur d'usage » et la « valeur d'échange ». Dans l'échange, il faut en effet qu'une marchandise se présente à la fois comme valeur d'usage (sinon elle ne serait pas demandée) et comme valeur d'échange (sinon elle ne serait pas échangée). Finalement, il se résout à admettre [11] que la valeur d'échange n'est que « latente », « théorique » avant l'échange. Et il trouve la solution en posant qu'il existe une marchandise dont la valeur d'usage est en même temps valeur d'échange : l'argent. Comme on le voit, la forme de raisonnement est assez hégélienne [12] et on comprend que les althussériens se soient contentés de leur réduction, renvoyant aux poubelles du Marx d' « avant la coupure » la contradiction entre valeur d'usage et valeur d'échange. Et, en effet, *cette contradiction n'en est pas une*, ou plutôt : d'une part, *ce n'est pas cette contradiction qui se résout dans l'échange*, mais *une autre*, et d'autre part cette première contradiction n'est constituée comme telle que par l'interférence de la seconde avec la double détermination de la marchandise (valeur d'usage et produit du travail).

Expliquons-nous. Dire que la marchandise a pour substance d'être cristallisation de travail social général, c'est admettre que le travail qu'elle contient est immédiatement social. Or qu'en savons-nous ? Le travail de Robinson, d'une femme au foyer, du serf, est certes immédiatement social (dans la microsociété considérée : celle que constitue Robinson lui-même, le ménage, le manoir). Mais le travail engagé de façon privée, dans la production de la marchandise, par un producteur marchand, ne devient du travail social que *par l'échange*.

C'est la raison pour laquelle Marx parle dans la *Contribution* de « travail social à l'état latent » : « *Le travail social n'est donc pas une condition prête d'avance sous cette forme, mais un résultat auquel on aboutit* » (p. 24). Autrement dit, avant l'échange la marchandise ne renferme que les « déterminations essentielles » de la valeur, mais ne devient valeur que lorsqu'elle prend la *forme de valeur d'échange*, en s'échangeant. Ainsi, le « produit du travail humain » n'a pas pour autant de valeur, il n'en prend que lorsqu'il acquiert la forme de valeur d'échange [13]. A partir du *Capital* [14], Marx prendra bien soin de distin-

7. Voir « Sur les méthodes et les concepts prospectifs du matérialisme historique », *loc. cit.*

8. P. Salama, *op. cit.*, p. 203 et s.

D. Yaffé, « Valeur et Prix dans "Le Capital" de Marx », *Critiques de l'économie politique*, n° 20, avril-juin 1975, Maspero.

Ces auteurs exhument pour cela un passage du *Capital* écarté après la 2e édition. Ils ont tort à mon sens : si ce passage a été retiré du *Capital*, c'est qu'il s'inscrivait dans la problématique, différente, de la *Contribution*.

9. *Contribution*, p. 13.

10. Immédiatement, c'est-à-dire que Marx leur reconnaît ce caractère dès le début (p. 8) à côté de leur valeur d'usage : « Les valeurs d'usage sont, de façon immédiate, des moyens de subsistance. Mais, inversement, ces moyens d'existence sont eux-mêmes des produits de la vie sociale, le résultat d'une dépense de force vitale humaine, ils sont du *travail matérialisé*. En tant que matérialisation du travail social, toutes les marchandises sont des cristallisations de la même unité. C'est le caractère déterminé de cette unité, c'est-à-dire du travail, qui se manifeste dans la valeur d'échange, qu'il nous faut maintenant étudier. »

La suite du texte corrige cette appréciation, mais cette façon de poser a priori le travail contenu dans la marchandise comme social, c'est cela qui est « modifié » dans le « plan d'exposition » du *Capital* !

11. *Contribution*, p. 22, 23.

12. L'argent apparaît comme le produit social d'une nécessité théorique (puisque la valeur d'échange est elle-même théorique avant l'échange !). Voir *Contribution*, p. 24, 26, et surtout son jugement sur B. Franklin (p. 33) : « Comme il ne pousse pas son développement jusqu'à faire du travail contenu dans la valeur d'échange le travail général abstrait, le travail social issu de l'aliénation universelle des travaux individuels, il lui est nécessairement impossible de reconnaître dans l'argent la forme d'existence immédiate de ce travail aliéné. »

Cette présentation hégélienne est poussée à la caricature dans le premier développement des *Grundrisse* sur l'argent (voir t. I, p. 76, 80, 86). « Le dédoublement idéal de la marchandise entraîne nécessairement que la marchandise se manifeste sous deux formes dans l'échange réel » ; et la manifestation réelle de la deuxième forme (valeur d'échange), c'est l'argent !

Marx conclut ce développement (p. 87) : « (Avant de passer à autre chose, il faudra corriger la manière idéaliste de l'exposé, car elle éveille l'impression qu'il s'agit d'établir des catégories et de manier leur dialectique. Surtout la phrase : le produit devient marchandise, la marchandise valeur d'échange et la valeur d'échange argent). » Ouf ! Le second développement, qui commence p. 93, est bien plus « matérialiste » et annonce la solution du *Capital*.

13. Ce point très important dans le débat sur la persistance de la catégorie de valeur dans la société socialiste a été soulevé notamment par Charles Bettelheim, dans *Calcul économique et Formes de propriété*, Maspero, 1970. Il y relève notamment un passage d'une lettre de Engels à Kautsky (du 20 septembre 1884), absent du texte des Editions sociales, déniant que dans la société socialiste « *la valeur en soi subsisterait, seule la forme en serait modifiée* ».

Derrière bien des textes du Groupe de Changhaï contre l'échange marchand et le « droit bourgeois », de 1975 à 1976 (et même dans un vieux texte de Tchang Tchouen-kiao, de 1958, « Eliminer l'idéologie du droit bourgeois », cité par Alain Bouc, *La Rectification*, Federop, 1977), on sent poindre ce problème fondamental.

Nous verrons, dans la troisième partie, l'utilisation quelque peu « naïve »

guer la *valeur* comme substance, et la *forme valeur* (ou valeur d'échange), tout en soulignant que la forme et la substance ne peuvent exister indépendamment l'une de l'autre.

La contradiction qui se résout dans l'échange n'est donc pas :

« valeur d'usage / valeur »

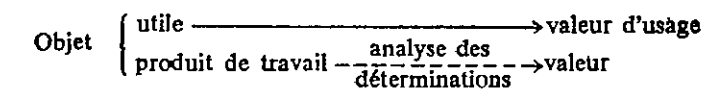
ou « travail concret / travail abstrait »

mais « travail privé / travail social ».

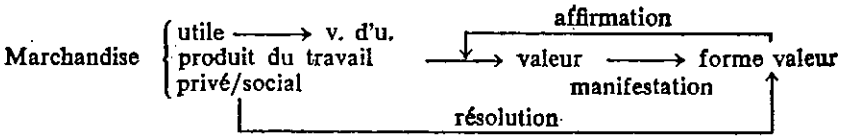
Et c'est cette contradiction qui transforme la première en « valeur d'usage / valeur d'échange ». Sans elle, la contradiction « travail concret / travail abstrait » n'est qu'une disjonction non contradictoire, deux points de vue différents sur le travail. Par exemple : Robinson passe deux heures à pêcher, puis trois heures à chasser, etc. Et dès lors il est inutile de parler des « valeurs » de sa pêche ou de sa chasse, même si celles-ci sont « essentiellement déterminées » : elles ne sont pas « manifestées » comme valeurs, ces travaux ne « s'affirment » pas comme productifs de valeur, ni d'ailleurs comme travaux abstraits (même si *nous* les comptons en heures !).

La marchandise n'a donc pas une détermination « double » (1 : objet utile ; 2 : produit du travail humain), mais « triple » (3 : produit de façon privée pour la société). Et nous pouvons résumer cette discussion par le diagramme suivant [15] :

De tous temps (conditions 1 et 2)



Sté marchande (conditions 1, 2 et 3)



que fait, de cette même idée de l'unité de la forme et de la substance valeur, A. Emmanuel dans *Le Profit et les Crises*, Maspero, 1974.

14. Bien sûr, c'est déjà présent dans la *Contribution* et les *Grundrisse*. L'exposé le plus clair figure dans les « Notes marginales pour le Traité d'économie politique d'Adolphe Wagner » (1881), publiées en annexe au tome III du *Capital* des Editions sociales.

15. Cet exposé n'est lui-même que le résumé lapidaire de quelques résultats d'un travail non publié sur le chapitre I du *Capital*.

Indiquons que ce diagramme peut se lire de façon logique ou « historiciste » (voir l'introduction des *Grundrisse*). Il constitue ainsi une réponse aux objections faites à la théorie de la valeur de Marx par C. Castoriadis dans « Valeur, Egalité, Justice, Politique : de Marx à Aristote et d'Aristote à nous », *Textures*, n°s 12-13, 1975, repris dans *Les Carrefours du labyrinthe*, Seuil, 1978.

III. La contradiction social/privé et la loi de la valeur

Qu'est-ce donc qu'une marchandise ? On en retient d'ordinaire ceci :

— c'est un objet utile, une « valeur d'usage » pour l'homme ;

— c'est le produit d'un travail humain.

Mais cela ne suffit pas. A ces deux caractéristiques (qui sont vérifiées dans n'importe quel mode de production par les produits humains) il faut en ajouter une troisième : « être produit pour un autre », et plus précisément : être produit pour un autre, mais indépendamment de celui-ci, c'est-à-dire *pour le propre compte* du producteur, de façon « privée ».

« *En général, des objets d'utilité ne deviennent des marchandises que parce qu'ils sont les produits de travaux privés, exécutés indépendamment les uns des autres. L'ensemble de ces travaux privés forme le travail social. Comme les producteurs n'entrent socialement en contact que par l'échange de leurs produits, ce n'est que dans les limites de cet échange que s'affirment d'abord les caractères sociaux de leurs travaux privés. Ou bien les travaux privés ne se manifestent en réalité comme divisions du travail social que par les rapports que l'échange établit entre les produits du travail et indirectement entre les producteurs* [16]. »

La notion de « travail social » ne fait pas de problème : dès que les hommes travaillent les uns pour les autres leur travail devient social. Plus délicat est de saisir la notion de « travail privé ».

Elle ne vise pas seulement l'existence d'une « division du travail ». Dès que le travail est social, il est aussi divisé. La capacité de travail d'une collectivité est nécessairement répartie à un moment donné en différentes activités concrètes. Même Robinson dans son île divise sa journée de travail.

Le travail sera dit *privé* si l'unité d'activité concrète est dirigée par un agent indépendant des autres, capable de décider de l'affectation de cette activité et de disposer de son produit en ayant pour but ses propres intérêts. On dit que l'agent est *propriétaire économique* de l'unité [17].

Cela suppose d'abord en un sens que l'unité de production constitue une *individualité*, distincte et relativement autonome : ce n'est pas par exemple un « établissement » se voyant affecter une tâche déterminée extérieurement par une instance de décision plus large, firme ou adminis-

16. *K.*, I, I, p. 69.

17. Voir Ch. Bettelheim, *Calcul économique...*, *op. cit.*

tration. Par ailleurs, le langage utilisé (décider, avoir pour but, propres intérêts...) renvoie irrésistiblement à la problématique du « sujet » qui se pose et réalise ses buts. La conception philosophique bourgeoise du sujet dérive bien entendu de cette expérience concrète des petits producteurs marchands puis des capitalistes (les « entrepreneurs »). Nous montrerons plus loin que la loi de la valeur impose à ce prétendu sujet fondateur et créateur la contrainte de son insertion dans la production sociale qui, en fait, lui assigne ses buts et lui accorde ses moyens. Faut-il dès lors rejeter ce vocabulaire à cause de la charge idéologique qu'il charrie ? Malheureusement, nous n'en disposons pas d'autre : nous héritons d'un langage « naturel » engendré par *ce* rapport social par lequel le travail social se constitue comme somme de travaux privés, et qui fait que le propriétaire des unités économiques se représente sa propre pratique et se parle comme « sujet » ! Et la volonté systématique de n'utiliser que les mots et les concepts soulignant la détermination sociale d'ensemble, au nom d'une entreprise de démystification de l'idéologie du sujet * [18], ne pourrait qu'aboutir à effacer la conscience de cette *réalité* :

*18. Je vise bien entendu les auteurs de *Lire Le Capital*. L'un de leurs champs de batailles favori est la critique de la notion « humaniste » et « feuerbachienne » de *fétichisme*. Nous verrons que pour Marx (et pour moi) le fétichisme de la marchandise (c'est-à-dire le fait que les rapports entre les travaux des hommes se présentent, aux hommes et aux économistes, comme rapports de valeur entre les choses) vient de la contradiction du travail social/privé.

E. Balibar, alors même qu'il rompt, en 1973, avec l'idéologie structuraliste (« Sur la dialectique historique. Quelques remarques critiques à propos de *Lire Le Capital* », dans *Cinq études du matérialisme historique*, Maspero, 1974), reprend le même combat sous une autre forme. Selon lui, l'explication du fétichisme par Marx (celle que nous reprenons plus loin) s'appuie sur les catégories de l'idéologie juridique bourgeoise (dépendance, liberté, etc.) : celles-ci doivent donc être « présupposées » (p. 223), elles doivent être engendrées par des rapports et appareils idéologiques « spécifiques, réellement distincts des rapports de production » (p. 221). Ou alors il faut admettre que c'est « la » marchandise, dans l' « autodéveloppement de sa forme », qui est le « sujet de son propre processus de méconnaissance » (p. 223). En somme, selon Balibar, ou bien on est matérialiste (et léniniste), et le concept de fétichisme n'est pour Marx qu'un moment (provisoire) de la déconstruction de l'idéologie bourgeoise, en attendant de s'occuper des rapports spécifiquement idéologiques, et dès lors il faut s'en débarrasser au plus vite ; ou bien on est idéaliste (et lukacsien, hégélien...), et le concept de fétichisme permet de reconstruire idéologiquement la totalité des rapports capitalistes par autodéveloppement de la catégorie d'aliénation.

Passons sur la tactique de l'amalgame dont les althussériens sont coutumiers quand il s'agit de régler leurs comptes avec la dialectique et la problématique du sujet (on sait, depuis la *Réponse à John Lewis* de L. Althusser, que ce n'est pas un hasard si J.-P. Sartre reprend la catégorie de transcendance à saint Augustin, idéologue de la société esclavagiste antique... !). Remarquons simplement que Balibar ne s'intéresse toujours pas à la contradiction du travail social/privé, et, malgré un grand coup de chapeau à la section I du *Capital* (« laboratoire de la théorie scientifique, très grand texte philosophique et même littéraire », p. 219), ne l'a semble-t-il toujours pas « lue », puisqu'il croit que Marx y présente la théorie de la marchandise... comme il le faisait dans la *Contribution* ou le premier développement des *Grundrisse* (« en soi », la valeur est identique au travail social ; « pour soi », elle se manifeste dans l'échange, et « en-soi-et-pour-soi » dans l'argent !).

Nous, nous partons de cette contradiction du travail, qui engendre à la fois la valeur (substance et forme) et le fétichisme de la marchandise. Si Balibar a besoin

le travail social se présente comme somme de travaux vraiment privés, c'est-à-dire non combinés a priori, selon un plan, des règles coutumières, ou quoi que ce soit de ce genre, et en tout cas pas comme sont combinés des travaux individuels sur une chaîne de montage (nous développerons cette différence au sous-chapitre suivant).

La contradiction social/privé que résout l'échange n'a donc rien à voir avec la représentation idéologique du couple « social/privé » (« l'intérêt social... l'initiative privée »), même si pour expliciter la signification de la première nous devons utiliser un langage pétri de la seconde. Elle diffère également du couple juridique « public/privé ». Une entreprise a beau être « publique », nationalisée, ou plus exactement « étatisée », elle reste privée, c'est-à-dire que sa production n'est pas le fruit des délibérations de la société (ou toute autre forme de socialisation), mais le fruit d'un travail engagé indépendamment des autres et dans le but de satisfaire les intérêts particuliers de l'agent (individuel ou collectif) dirigeant le procès de production [19].

Comment s'effectue dès lors l'*allocation* du travail social entre les différentes unités « privées » ? Ou, ce qui n'est pas très différent, comment s'affecte chaque unité privée au sein de la division du travail social ? Et, d'autre part, comment est *réalloué* le produit de ce travail social entre les différentes unités privées et leurs agents ? Par l'*échange*.

C'est par l'échange que les travaux concrets réalisés de façon privée dans les différentes branches de la division du travail prennent leur caractère social. C'est donc par l'échange que se réalise l'abstraction du caractère *concret* (visant une valeur d'usage particulière) du travail qui a été dépensé, par cette unité-ci, dans cet objet-ci. Et c'est cette *abstraction* de « travail dépensé en général », le *travail abstrait*, qui peut seule, parce qu'elle est la seule chose commune aux produits des coéchangistes, régler le rapport quantitatif de l'échange (ce qui ne signifie nullement que l'échange s'effectue en proportion stricte du travail abstrait dépensé). Dès lors (c'est-à-dire dès que l'échange existe, historiquement et/ou logiquement), tout producteur privé participe au travail social en produisant non seulement des choses utiles, mais en y « dépensant de la capacité de travail », en produisant la cristallisation d'un travail abstrait : la *valeur*, valeur travail, substance valeur. Et c'est pour autant qu'il a produit cette valeur qu'il peut, par l'échange, avoir accès à des valeurs d'usage produites en d'autres points de la division du travail, par d'autres producteurs privés. Le fait que la production d'objets utiles demande du travail, que ceux-ci « renferment de la valeur », existe de tout temps, mais ces pro-

d'appareils idéologiques « distincts » pour engendrer un phénomène idéologique, proposons-lui d'admettre que « l'entreprise » ou « l'échoppe » sont des appareils capables d'engendrer ce phénomène. Enfin, le plan de ce livre suffit à nous garantir de la tentation de « déduire » tous les rapports capitalistes de l'autodéveloppement du concept de marchandise !

19. C'est parfaitement évident en ce qui concerne la Régie Renault. Mais c'est vrai aussi en ce qui concerne un Office public d'H. L. M., malgré l'apparente programmation de la production et de l'occupation des appartements neufs.

duits ne deviennent « objet de valeur » (avec substance, mesure et surtout *forme* de valeur) que lorsqu'ils sont produits pour l'échange :

« *C'est seulement dans leur échange que les produits du travail acquièrent comme valeurs une existence sociale identique et uniforme, distincte de leur existence matérielle et multiforme comme objets d'utilité. Cette scission du produit du travail en objet utile et en objet de valeur s'élargit dans la pratique dès que l'échange a acquis assez d'étendue et d'importance pour que des objets utiles soient produits en vue de l'échange, de sorte* que le caractère de valeur de ces objets est déjà pris en considération dans leur production même. *A partir de ce moment, les travaux privés des producteurs acquièrent en fait un* double caractère social. *D'un côté ils doivent être travail utile, satisfaire des besoins sociaux et s'affirmer ainsi comme parties intégrantes du travail général, d'un système de division sociale du travail qui se forme spontanément [c'est le problème de l'allocation], de l'autre côté ils ne satisfont les besoins divers des producteurs eux-mêmes que parce que chaque espèce de travail privé utile est échangeable avec toutes les autres espèces du travail privé utile [c'est la réallocation], c'est-à-dire est réputé leur égal* [20]. »

Soyons donc plus précis : le temps de travail abstrait règle les échanges non tant parce que, en tant que seule substance commune aux marchandises, il permettrait de façon commode de les comparer l'une à l'autre [21], mais bien plus fondamentalement parce que *le travail social*, celui de toute la société, *constitue la substance unique qui se répartit* dans toutes les unités de production, elles-mêmes réparties dans les différentes branches de la division du travail.

Le « temps » de travail qui constitue la substance de la valeur des marchandises n'est donc pas un temps « diachronique » (le temps qui s'écoule entre le moment où on commence le produit et le moment où il est fini), mais *synchronique* : c'est un découpage dans l'épaisseur du travail social (le nombre d'hommes affectés à telle production). C'est pourquoi l'image de la mesure des surfaces, citée au chapitre I du *Capital*, est bonne, car il s'agit bien de mesurer les pièces d'un puzzle, les compartiments d'un plan ou d'une carte. Mais elle est réductrice : la mesure des surfaces mesure chaque pièce pour elle-même, et une fois le concept de surface défini on pourrait parler de surface d'une pièce isolée (et, de même, on pourrait parler de « masse » d'un corps isolé). Or nous avons vu que la valeur est un rapport social entre les choses qui renvoie au partage du travail social entre travaux privés : la mesure des pièces du puzzle n'a de sens que parce qu'elle renvoie à la distribution de la mesure sur la totalité du puzzle [22].

20. *K.*, I, I, p. 70.

21. C'est une lecture très courante de la théorie marxiste, qui aboutit à rabattre Marx sur Ricardo et, à terme, à vider la théorie de la valeur travail de tout intérêt (nous y reviendrons à propos de la critique de P. Sraffa, des néo-ricardiens et du « marxisme matriciel »).

22. Marx donnera donc d'autres images que la mesure des surfaces. Dans les *Théories sur la plus-value*, polémiquant contre Bailey (voir notre seconde partie), il parle de « distance » en soulignant que la valeur, comme la distance, n'existe certes que dans le rapport de plusieurs objets, mais que, pour parler de « distance » (ou de rapport), il faut que les objets appartiennent déjà au même espace, qu'ils soient de même substance. De même, dans *Le Capital* (I, I, p. 57), il compare la valeur non à une masse (comme dans la *Contribution*), mais à un *poids* (c'est-à-dire à une masse dans un champ). Dès lors, la marchandise B, qui sert d'équivalent à A qui s'échange contre elle, ne représente pour A que sa mesure sociale, de même que sur une balance un poids de fonte « ne représente que de la pesanteur ». Mais cela n'est possible que parce que les corps pesés ont tous deux une masse gravifique.

D'autre part, la « surface » de ces pièces a une « épaisseur » : ce n'est pas l'affectation de 100 hommes (sur 23 millions de « population active ») à la production d'un type de marchandise, c'est l'affectation de 100 hommes pendant la journée. Dans la carte synchronique de la division du travail, ce qui est réalloué par l'échange, c'est le produit de cette durée ; la valeur, c'est donc une mesure de *flux* de produit par des *flux* de travail.

Mais cessons de parler parallèlement du travail et de la valeur, comme si l'on pouvait sauter indifféremment d'un langage à l'autre.

Si justement les hommes pouvaient comparer et socialiser les produits de leurs travaux individuels directement en temps de travail social partagé, on ne serait pas dans une société marchande.

Au contraire,

« *Le double caractère social des travaux privés ne se réfléchit dans le cerveau des producteurs que sous la forme que leur imprime le commerce pratique, l'échange des produits. Lorsque les producteurs mettent en présence et en rapport les produits de leur travail à titre de valeurs, ce n'est pas qu'ils voient en eux une simple enveloppe sous laquelle est caché un travail humain ; tout au contraire : en réputant égaux dans l'échange leurs produits différents, ils établissent par le fait que leurs différents travaux sont égaux.* Ils le font sans le savoir [23]. »

Si les hommes « le font sans le savoir », c'est justement à cause de la structure contradictoire de cette forme *particulière* de la division du travail, où les rapports entre les hommes prennent nécessairement la forme d'un rapport quantitatif entre les choses, la *forme valeur*. La substance de la valeur est extensible à tout mode de production (du travail humain, il s'en dépense toujours en telle ou telle proportion), mais ce qui est spécifique aux productions marchandes c'est que l'allocation et la réallocation du travail social s'opèrent par une série d'échanges de produit entre producteurs privés, et que la régulation de la résolution de la contradiction (social/privé) prend la forme d'une régulation des rapports quantitatifs entre marchandises échangées.

On appelle *fétichisme* le fait que les mouvements et les rapports entre les hommes dans leurs activités prennent la forme d'un mouvement ou d'un rapport entre leurs produits [24]. Ici nous avons le premier grand

23. *K.*, I, I, p. 70.

24. Plus généralement, il y a chez Marx *fétichisme* quand un produit de l'activité humaine apparaît comme séparé et dominant cette activité (le résultat

exemple de fétichisme : celui de la marchandise. Nous lui consacrerons un sous-chapitre spécial.

Mais qu'entendons-nous par *régulation* ?

« *Il faut que la production marchande se soit complètement développée avant que de l'expérience même se dégage cette vérité scientifique : que les travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres, bien qu'ils s'entrelacent comme ramifications du système social et spontané de la division du travail, sont constamment ramenés à leur mesure sociale proportionnelle. Et comment ? Parce que, dans les rapports d'échange accidentels et toujours variables de leurs produits, le temps de travail social nécessaire à leur production l'emporte de haute lutte comme* loi naturelle régulatrice, *de même que la loi de la pesanteur se fait sentir à n'importe qui lorsque sa maison s'écroule sur sa tête*[25]. »

On appelle *loi de la valeur* ce principe de régulation de l'allocation de la capacité de travail social et de la réallocation du produit entre les différentes unités privées, régulation qui s'opère à travers la fixation de *normes d'échanges* (tant de A vaut tant de B), elles-mêmes fonction des *normes de production* des différentes marchandises, c'est-à-dire du travail *socialement nécessaire* à leur reproduction (il faut allouer tant de travail social à la production de A).

Une grande partie du travail consistera à étudier comment ces normes[26] se définissent, se reproduisent et se transforment (c'est essentiellement l'objet de la première partie), puis comment elles *s'imposent* au producteur privé (c'est l'objet de la seconde partie, en ce qui concerne le producteur capitaliste).

Est-il besoin de préciser que la « loi de la valeur » ne signifie pas plus « les marchandises s'échangent selon leur valeur » que la « loi de la gravitation » ne signifie « les corps pesant tombent les uns sur les autres » ? La loi de la valeur régit la contradiction entre le caractère social et le caractère privé de la production des objets d'utilité ; elle la régit comme se régit toute contradiction, selon un processus d'unité et de lutte, et c'est cela que nous désignons par « régulation » et que nous chercherons à préciser peu à peu.

---

de cette séparation est appelé *aliénation*). Ce phénomène a lieu le plus souvent quand il s'agit du produit de l'activité *sociale*, alors que les hommes ne maîtrisent que leurs activités particulières. Le fétichisme est donc toujours le produit d'un rapport social, il est la trace d'un manque de socialisation, consciente et maîtrisée. Un exemple, que je développe dans mon livre *Le Capital et son espace* (Maspero, 1977) : une communauté villageoise domine et organise son finage, alors que l'espace social du capitalisme apparaît pour les agents comme une donnée contraignante, comme un « contenant » pour leurs pratiques, qui semblent s'y dérouler, alors qu'elles le constituent.

25. *K.*, I, I, p. 71.

26. Les concepts de « normes de production et d'échange » ont été avancés par M. Aglietta dans sa thèse, publiée sous le titre *Régulation et Crises du capitalisme : l'expérience des Etats-Unis*, Calmann-Lévy, 1976, et précisée dans la thèse de B. Guibert, *Genèse et Image de la division de la production. Le concept de branche*, Paris I, 1976.

« [*L'échange*] *ne fait pas disparaître ces contradictions, mais* crée la forme dans laquelle elles peuvent se mouvoir. *C'est d'ailleurs la seule méthode pour résoudre des contradictions réelles. C'est par exemple une contradiction qu'un corps tombe constamment sur un autre et cependant le fuie constamment. L'ellipse est une des formes de mouvement par lesquelles cette contradiction se réalise et se résout à la fois*[27]. »

Nous examinerons plus tard si la contradiction s'aiguise, si elle peut devenir antagonique. Nous montrerons d'abord comment la loi de la valeur réalise l'*unité* de la contradiction : c'est l'objet du prochain chapitre.

Mais, auparavant, un mot du fétichisme.

IV. Le fétichisme de la marchandise

« *Le caractère d'égalité des travaux humains acquiert la forme de valeur des produits du travail ; la mesure des travaux individuels par leur durée acquiert la forme de la grandeur de valeur des produits du travail ; enfin les rapports des producteurs, dans lesquels s'affirment les caractères sociaux de leurs travaux, acquièrent la forme d'un rapport social des produits du travail*[28]. »

Il est indispensable de comprendre que « fétichisme » ne signifie pas chez Marx « superstition ». L'illusion, la « fantasmagorie[29] » selon laquelle les marchandises « ont » une valeur comme les corps ont une masse ne se dissipe pas avec la « découverte scientifique » de l'origine sociale de cette propriété. (C'est si vrai que de nombreux marxistes s'en tiennent à la théorie de la « substance de la valeur », sans chercher à comprendre pourquoi « l'être-le-fruit-du-travail » prend cette forme.) C'est qu'on ne peut penser son activité — et donc agir pratiquement — dans l'économie marchande qu'à la condition de « faire comme si » les produits « avaient » une valeur comme ils ont une masse[30].

---

27. *K.*, I, III, p. 89.

28. *K.*, I, I, p. 69.

29. *K.*, I, I, p. 70.

30. Marx précise cette idée de façon très intéressante. Il écrit : « C'est ainsi que l'impression lumineuse d'un objet sur le nerf optique ne se présente pas comme une excitation subjective du nerf lui-même, mais comme la forme sensible de quelque chose qui existe en dehors de l'œil. Il faut ajouter que dans l'acte de la vision la lumière est réellement projetée d'un objet extérieur sur un autre objet, l'œil ; c'est un rapport physique entre des choses physiques. »

Donc, pour Marx, il est théoriquement faux mais pratiquement juste de faire comme si la « chose vue » existait réellement, parce que le rapport entre l'objet et l'œil est un rapport objectif. C'est ce dernier point (la réalité objective du rapport) qui distingue la position de Marx des tendances idéalistes de l'empirio-criticisme (« le réel n'existe pas, la science n'est qu'une systématisation de nos impressions »), mais Marx ne renierait sans doute pas aussi brutalement que Lénine les présentations contemporaines de la thermodynamique ou de la mécanique quantique (« Tout se passe comme si... Les seules valeurs susceptibles d'être observées dans une expérience obéissent à telles lois mathématiques... »).

En ce sens, le fétichisme est objet de sciences : nous devons comprendre ses origines, sa fonction nécessaire, etc. Nous chercherons même, dans la deuxième partie, à reconstruire les lois d'une économie fétiche !

Car le fétichisme ne tarde pas à se structurer comme un langage, et à « décoller » du réel dont il est l'imaginaire. Prenons deux exemples. Nous venons de voir que la valeur d'une marchandise est une substance intrinsèque à cette marchandise mais qui ne prend forme et donc réalité que dans l'échange entre deux marchandises. Le fétichisme peut dès lors dériver dans deux directions opposées :

— En privilégiant l'aspect substance. La marchandise « a » une valeur. Indestructible. On peut lui en ajouter (valeur ajoutée !) en y retravaillant, mais, stockée, elle conserve sa valeur. Or nous avons vu que la valeur est une mesure de flux synchroniques entre les cases de la division du travail ! Nous comprenons que « le produit de Pierre vaut deux fois le produit de Paul » signifie qu'il faut que deux personnes fassent le travail de Paul *pendant* qu'une fait le travail de Pierre. Mais combien peut valoir un stock de travail accumulé ? Problème tout à fait réel (c'est le fond du problème de l'inflation !), qui nous est posé *parce que* le rapport entre les travaux des hommes prend la forme de rapport de valeurs entre leurs produits [31]. Nous verrons, quand nous introduirons l'argent, que cette fantasmagorie du « stockage » de la valeur engendre celle de l'invariance des trésors et d'une façon générale tout le fétichisme de l'argent. Mais, surtout, nous verrons comment ce fétichisme s'articule avec celui de la circulation pour engendrer celui du capital.

— Mais le fétichisme de la marchandise peut se développer dans un tout autre sens : puisque, d'une part, la valeur d'échange semble appartenir à des choses qui n'ont qu'une forme naturelle leur conférant valeur d'usage, puisque, d'autre part, cette valeur d'échange est toujours relative à celle d'autres marchandises, on peut être tenté de nier la substance de la valeur (le travail) et ne chercher qu'à expliquer le rapport des valeurs d'échange par le rapport des utilités.

Deux systématisations idéologiques du fétichisme, donc : la première, en gros celle des classiques, se poursuit dans la lecture économiste de Marx (et, nous le verrons, dans la pratique du calcul d'entreprise) ; la seconde, celle des théoriciens de l'« utilité-rareté », les marginalistes, qui tiennent encore le haut du pavé dans les universités [32].

31. « Le fétichisme fait apparaître la valeur comme propriété intrinsèque à la chose : il privilégie donc la forme "stock" de la valeur » (B. Guibert, thèse citée).

32. Nous montrerons comment Marx renvoie dos à dos les deux systématisations (avec une préférence cependant pour la première) dans son arbitrage entre Ricardo et Bailey.

2

Division du travail et loi de la valeur

La divisibilité du travail selon l'activité concrète est inhérente au travail social. En revanche, ce qui ne l'est pas, c'est la fixation, pour un temps plus ou moins variable, du producteur dans telle ou telle activité : tel est le phénomène qu'on désigne en général par « division du travail ». Mais les formes de division sont elles-mêmes variables. Ce qui est spécifique à la société marchande, c'est *la localisation d'unités économiques indépendantes dans les différentes branches de la division du travail.* Et nous verrons que ce qui est spécifique au capitalisme c'est la composition de ces unités, qui réalise en leur sein une autre division du travail, « en particulier » et « en détail [1] », sous l'autorité du propriétaire des moyens de production : le capitaliste.

Appelons *division sociale* du travail la division entre les unités et *division manufacturière* la division au sein des unités [2]. On suppose qu'il y a en général plusieurs unités dans chaque branche, et plusieurs travailleurs dans chaque unité. La comparaison des solutions au problème du « rétablissement de l'unité » face à ces deux types de division va nous permettre de mieux comprendre ce qu'est la loi de la valeur.

Marx mène la comparaison dans un texte très clair (livre I, chap. XIV) :

« *On peut facilement se figurer avec Adam Smith que cette division sociale du travail ne se distingue de la division manufacturière que* subjectivement, *c'est-à-dire que l'observateur voit ici d'un coup d'œil les différents travaux partiels à la fois, tandis que là leur dispersion sur un*

1. Selon l'expression de Marx (*K.*, I, XIV, p. 260).

2. Ce sera notre terminologie dans tout le livre. « Division sociale » est parfois utilisé, en opposition à « division technique », dans un autre sens : pour désigner les rapports entre les hommes (dirigeants/dirigés, etc.) qui se greffent sur une division qui serait, elle, simplement induite par le procès de travail.

vaste espace et le grand nombre des ouvriers occupés à chaque travail particulier ne lui permettent pas de saisir leurs rapports d'ensemble. Mais qu'est-ce qui constitue le rapport entre les travaux indépendants de l'éleveur de bétail, du tanneur et du cordonnier ? C'est que leurs produits respectifs sont des marchandises. Et qu'est-ce qui caractérise au contraire la division manufacturière du travail ? C'est que les travailleurs parcellaires ne produisent pas de marchandises. Ce n'est que leur produit collectif qui devient marchandise. *L'intermédiaire des travaux indépendants dans la société, c'est la vente de leur produit ; le rapport des travaux partiels de la manufacture a pour condition la vente de différentes forces de travail à un même capitaliste qui les emploie comme force de travail collective.* »

Remarquons tout de suite l'articulation entre le « caractère marchand » et le « monopole de la propriété des moyens de production » : c'est par l'intermédiaire du capitaliste que le travail de l'ouvrier devient social, tandis que l'unité de production placée sous la direction du capitaliste doit faire *reconnaître* l'utilité de son travail particulier sur le marché. Nous y reviendrons en temps utile. Mais arrêtons-nous sur les effets de cette « reconnaissance » et surtout sur ses *modalités*. On voit instantanément que, si l'on réduit la valeur à sa quantité (le temps de travail nécessaire), si on néglige la forme valeur, on manque complètement la spécificité de la régulation marchande du capitalisme :

« *Tandis que dans la manufacture la loi de fer de la proportionnalité soumet des nombres déterminés d'ouvriers à des fonctions déterminées, le hasard et l'arbitraire jouent leur jeu déréglé dans la distribution des producteurs et de leurs moyens de production entre les diverses branches du travail social.*

Les différentes sphères de production tendent, il est vrai, à se mettre constamment en équilibre. D'une part, chaque producteur marchand doit produire une valeur d'usage, c'est-à-dire satisfaire un besoin social déterminé ; or l'étendue de ces besoins diffère quantitativement et un lien intime les enchaîne tous en un système qui développe spontanément leurs proportions réciproques ; d'autre part, la loi de la valeur détermine *combien de son temps disponible la société peut dépenser à la production de chaque espèce de marchandise. Mais cette* tendance *constante des diverses sphères de la production à* s'équilibrer *n'est qu'une réaction contre la destruction continuelle de cet équilibre. Dans la division manufacturière de l'atelier, le nombre proportionnel donné d'abord par la pratique, puis par la réflexion, gouverne* a priori à titre de règle *la masse d'ouvriers attachée à chaque fonction particulière ; dans la division sociale du travail, il n'agit qu'*a posteriori *comme nécessité fatale cachée, muette, saisissable* seulement dans les variations barométriques *des prix du marché, s'imposant et dominant* par des catastrophes *l'arbitraire déréglé des producteurs marchands.* » (P. 262-263.)

Dressons le tableau des contrastes :

DIVISION MANUFACTURIÈRE	DIVISION SOCIALE
Loi de fer de la proportionnalité	Loi de la valeur
a priori	a posteriori
calcul, réflexion	arbitraire déréglé
proportion gouvernée *	équilibre instable qui s'impose à travers des catastrophes

* Du mot grec qui signifie gouverner vient le mot « cybernétique ». On se doute déjà que le mot « régulation » ne saurait avoir le même sens dans ce livre et dans le vocabulaire de la cybernétique.

Nous pouvons maintenant préciser la fonction et la nature de la loi de la valeur. Elle présente d'abord un double aspect quantitatif :

— elle transforme les « proportions réciproques du système des besoins sociaux [3] » une grille d'affectation du travail social en telles et telles productions (normes de production) ;

— elle fixe les normes d'échange entre les diverses valeurs d'usage pour établir un équilibre.

Mais autrement important est l'aspect qualitatif. Dans la manufacture, « la pratique, puis la réflexion, gouvernent *a priori* à titre de règle la masse d'ouvriers attachés à chaque fonction particulière ». Pourquoi donc « la pratique et la réflexion » ne permettraient-elles pas à chaque unité de calculer combien produire, et combien elle peut espérer en échange ? Nous verrons que ce rêve d'une *régulation ex ante* (ou *a priori*) de la production marchande trouve un début de réalisation sous la forme monopoliste de la régulation marchande et les formes modernes, inflationnistes, de fixation des prix (mais un début seulement, et qui s'avère illusoire !).

Il en est de même avec la forme « planifiée » du capitalisme d'Etat, dont Ch. Bettelheim [4] a montré que le système des normes administratives, loin de réaliser une socialisation effective de la production, ne faisait que représenter autrement la résolution imparfaite de la même contra-

3. La détermination de ce « système de besoins » ne découle donc pas de la loi de la valeur elle-même : elle se situe « en amont », elle englobe et déborde l'instance économique, elle résulte en fait de la lutte des classes, y compris politique et idéologique. Nous développerons l'exemple de la « norme de consommation ouvrière ». La tendance à intégrer le système des besoins directement dans l'économique, en tenant par exemple pour donnée la forme qu'il prend comme système (en valeurs) des normes de production et d'échange, constitue l' « économisme » dans la théorie économique.

4. *Calcul économique..., op. cit.*, Voir aussi *Les Luttes de classes en U. R. S. S.*, t. II, Seuil-Maspero, 1976, et t. III, à paraître.

diction. La réflexion sur le capitalisme d'Etat permet d'ailleurs une compréhension plus approfondie de la régulation marchande ; malheureusement, la tendance dominante chez les marxistes dans les années soixante a plutôt sous-évalué la différence radicale qui oppose la division sociale et la division manufacturière du travail, comme si les formes les plus avancées du capitalisme avaient fini par régler la contradiction social/privé. C'est la position théorique en France du courant althussérien quand il ne met en avant que la reproduction d'ensemble, c'est la position politique de l'opéraïsme italien quand il avance avec Antonio Negri le concept d'*Etat-Plan* [5].

La raison fondamentale de l'impossibilité du « calcul a priori » est que, si chaque agent propriétaire d'une unité de production peut finir par savoir quel temps de travail est nécessaire pour réaliser chez lui tel type de production, il ne sait (sauf le cas du monopole idéalisé) ni combien de producteurs réalisent indépendamment de lui l'affectation du travail social à la même branche ni quel temps de travail social doit être affecté chez eux à la production de la même quantité de valeur d'usage.

C'est pourquoi la valeur, la « valeur *socialement* nécessaire », est définie comme quantité de travail nécessaire à la société « fonctionnant comme une force unique [6] ». Par opposition à cette *valeur sociale*, on peut parler de *valeur individuelle* d'une marchandise : le temps effectivement dépensé à sa production. L'écart entre cette valeur individuelle et la valeur sociale provoque les fameuses « variations barométriques », les « appels » et « rejets » du travail social dans les différentes unités des différentes branches.

L'échange n'est donc pas simplement mesure du travail incorporé dans une marchandise, il est reconnaissance sociale de l'utilité du travail dépensé dans cette production ; il résout donc (moyennant des catastrophes...) la contradiction entre travail *effectivement* dépensé et travail *nécessaire*, forme dérivée de la contradiction privé/social.

Nous pouvons donc préciser notre conception de la *branche* : ce n'est pas seulement une subdivision du travail social en fonction de la valeur d'usage produite, mais aussi l'espace d'homogénéisation de la valeur sociale [7]. C'est sur l'ensemble de la branche que se détermine la valeur socialement nécessaire, qui, en déterminant la norme d'échange avec les autres branches, l'impose comme *loi* aux divers producteurs indépendants qui la composent. C'est-à-dire qu'en fixant les normes d'échange indépendamment des conditions de la production individuelle elle contraint chaque producteur à se rapprocher de la norme de production *ou* à adopter une nouvelle organisation manufacturière qui abaisse la valeur individuelle de sa production *au-dessous* de la valeur sociale.

5. Voir en particulier E. Balibar, *L. L. C.*, II, et le recueil de textes d'A. Negri, *La Classe ouvrière contre l'Etat*, Galilée, 1978.
6. *K.*, I, I, p. 43.
7. Voir M. Aglietta et B. Guibert (*op. cit.*). Ce dernier insiste en particulier sur l'autonomie et l'antériorité logique du système des normes sociales, produit de la lutte des classes.

Nous constatons ainsi que la loi de la valeur résout la contradiction « social/privé » en rouvrant à chaque instant le déséquilibre. Car le processus évoqué ne s'arrête pas là. Pour modifier leur valeur individuelle et l'abaisser en dessous de la valeur sociale de leur branche, les différentes unités vont chercher à modifier leur mode de produire, et par là faire apparaître le besoin de nouveaux moyens de production. Par ailleurs, le résultat de ce processus peut être d'abaisser la quantité globale de travail requise pour satisfaire la même demande. Ce qui ouvre la possibilité d'élargir la norme de consommation, ou de libérer du travail social pour d'autres productions. Les variations de la valeur s'accompagnent donc toujours d'une modification non seulement de l'allocation du travail social entre les différentes productions, mais d'une modification de ces productions elles-mêmes, du rapport de quantités et de la qualité des différentes valeurs d'usage produites.

Par conséquent, il serait tout à fait erroné de penser à la loi de la valeur comme à une correspondance entre des « besoins sociaux » définis de façon exogène et la quantité de travail social nécessaire à les satisfaire ; bref, de la réduire à la mesure de la valeur travail. La loi de la valeur est la loi de la *reproduction*, et des tendances à la *transformation*, de *l'ensemble* des normes de production et d'échange, dont l' « offre » et la « demande » ne sont que l'avers et le revers. Elle ne résout donc la contradiction « social/privé » qu'en lui en substituant une autre : *reproduction/transformation* des normes. Nous allons voir que cette contradiction peut devenir ouverte dès l'instant qu'un décalage temporel s'introduit, dans l'échange, entre le moment où le produit du travail privé est socialement reconnu et celui où cette reconnaissance permet au producteur privé de faire valoir son droit sur une part du travail social. Celui qui a produit une marchandise et l'a vendue en a reçu de l'argent, mais quand il dépense son argent pour acheter une autre marchandise le système des normes a changé.

Comme c'est l'argent qui permet pratiquement ce décalage temporel, nous devons maintenant aborder cette question.

3

La forme valeur et la monnaie

La genèse logique de la catégorie de monnaie à partir de celle de marchandise est un des succès dont Marx est le plus fier ; mais nous savons que, pour lui, l'essentiel est dans l'analyse de la forme valeur la plus simple, c'est-à-dire de l'échange de deux marchandises. Et il a parfaitement raison. Si une grande partie de son œuvre consacrée à la monnaie apparaît aujourd'hui vieillie, l'analyse radicale de l'origine de la monnaie à laquelle il se livre dans le chapitre I du *Capital* apparaît indispensable à qui veut comprendre le capitalisme. Nous allons commencer par résumer très rapidement ce développement, qui mérite pourtant un examen bien plus minutieux.

I. La forme équivalent

Que se passe-t-il en effet dans la forme valeur la plus simple, dans l'échange d'une quantité x de marchandises A contre la quantité y de marchandises B (« tant de mètres de toile s'échangent contre un habit », pour reprendre l'exemple de Marx) ?

L'important n'est pas tant ici le rapport d'égalité, symétrique :

$$xA = yB$$

mais le rapport polarisé :

$$xA \rightarrow yB$$

Le terme de gauche est la *forme relative*, le terme de droite la *forme équivalent*. Quelle signification qualitative ?

D'abord xA se dépouille de la valeur d'usage de A et se réduit *de fait* (et, nous l'avons vu plus haut, dans l'intention du producteur de A) en dépense cristallisée de *travail en général*. Mais, du même coup, la

marchandise B se trouve *élevée à la majesté d'un représentant du travail universel* : y/xB devient l'expression de la valeur de A, sa « valeur d'échange ». Non pas sa valeur proprement dite, mais son expression, et encore son expression locale, contingente. En plus, B a une valeur d'usage pour le producteur de A. Donc B a au moins deux valeurs d'usage (pour A) : celle qu'il tient de sa forme naturelle (par exemple : un habit) et celle qu'il tient de la capacité, indépendante de sa forme naturelle, à représenter, dans l'échange, la valeur de xA, à sanctionner, *valider socialement* le travail dépensé dans la production de xA [1].

Il découle donc de l'échange le plus simple une valeur d'usage potentielle de *toutes* les marchandises : servir d'équivalent aux autres, qui alors expriment leur valeur *relativement* à lui. L'histoire et la logique [2] conduisent dès lors inévitablement à ce qu'une classe de marchandises particulière acquiert *officiellement* le statut d'*équivalent général*, celui dans lequel toutes les marchandises expriment leur valeur. Cela suppose que soit niée, ou très subordonnée, la valeur d'usage inhérente à la forme naturelle (bovidée ou métallique) de la marchandise équivalent général, en échange de quoi elle acquiert le *monopole de l'échangeabilité immédiate*, recherchée qu'elle devient en tant que représentante du travail universel dépensé n'importe où dans la division du travail. Cet équivalent général lui-même, que nous appellerons *argent* ou *monnaie proprement dite*, ne peut exprimer sa valeur que dans la *série interminable de toutes les autres marchandises*, c'est-à-dire dans son *pouvoir d'achat*.

Il est essentiel de comprendre que ce n'est pas seulement pour des raisons techniques, mais à cause du *principe* même de l'économie marchande, que la marchandise « élue » comme monnaie jouit de son mono-

1. Le lecteur qui se sera intéressé aux deux premiers sous-chapitres du chapitre I remarquera qu'en rompant la symétrie de l'égalité dans l'échange, en distinguant la forme relative et la forme équivalent, Marx résout dans un sens matérialiste le problème qui l'avait embarrassé dans la *Contribution*. C'est l'échange réel qui confère en effet à la marchandise servant d'équivalent cette propriété que « la valeur d'usage devient forme de manifestation de son contraire, la valeur d'échange », et que, de même, « le travail concret qui a produit l'habit, en servant simplement d'expression au travail humain indistinct, devient, quoique travail privé, travail sous forme sociale immédiate ».

Le problème de l'identité de la valeur d'échange et de la valeur d'usage ne se résout donc pas mystiquement dans la monnaie : « Il est déjà résolu. Dès qu'il est posé comme équivalent, l'habit n'a plus besoin de passeport pour constater son caractère de valeur. » Mais, naturellement, le problème n'est complètement résolu que si l'habit, *lui*, n'a pas besoin de figurer sous la forme relative. Le problème n'est donc socialement résolu que lorsqu'une marchandise acquiert le statut d'équivalent général, ce qui suppose qu'elle soit *exclue* de l'ordre des autres marchandises.

2. La possibilité et la nécessité logique de l'élection d'une marchandise particulière au statut d'équivalent général est montrée par Marx dans le chapitre I du *Capital* (voir la note précédente).

Mais le procès historique de cette élection est une autre affaire. C'est un véritable *coup de force* qui accompagne l'émergence du politique (de l'Etat, si on veut) dans les communautés où se stabilise la division sociale du travail. B. Guibert, reprenant les analyses freudienne et lacanienne, compare très justement ce mouvement d'*élection-exclusion* aux mythes d'érection du lien social sous forme de totem, qui président à la naissance de l'Histoire.

pole [3]. Quand elles sont produites comme marchandises de façon systématiques, c'est-à-dire comme travail dépensé de façon privée recherchant après coup sa validation sociale, les marchandises ne s'échangent pas contre des valeurs d'usages utiles au producteur, mais *contre la reconnaissance du travail abstrait qu'elles cristallisent,* donc contre une quantité équivalente du représentant du travail abstrait. Les *marchandises ne s'échangent pas contre des marchandises quelconques,* parce qu'elles ne sont pas produites pour satisfaire les besoins individuels particuliers de celui qui les produit ou de celui qui les achète, mais pour s'approprier une part du travail social en général.

L'échangeabilité immédiate de la monnaie a donc pour symétrique le caractère problématique, incertain, « périlleux », de la vente de toutes les autres marchandises.

« *La forme d'échangeabilité immédiate et universelle n'indique pas le moins du monde au premier coup d'œil qu'elle est une forme polarisée, renfermant en elle des oppositions, et tout aussi inséparable de la forme contraire sous laquelle l'échange immédiat n'est pas possible que le rôle positif d'un des pôles d'un aimant l'est du rôle négatif de l'autre pôle. On peut donc s'imaginer qu'on a la faculté de rendre toutes les marchandises immédiatement échangeables, comme on peut se figurer que tous les catholiques peuvent être faits papes en même temps.*

Cette impossibilité d'échange immédiat entre les marchandises est un des principaux inconvénients *attachés à la forme actuelle de la production dans laquelle cependant l'économiste bourgeois voit le nec plus ultra de la liberté humaine et de l'indépendance individuelle. Bien des efforts inutiles, utopiques, ont été tentés pour vaincre cet obstacle* [4]. »

II. La forme prix et la valeur dans la circulation

L'expression de la valeur sous la forme de la valeur d'échange contre monnaie s'appelle le *prix*. Le prix apparaît ainsi comme une *mesure* de la valeur, au même titre que le temps de travail socialement nécessaire. Il nous faut maintenant comprendre combien cette expression

3. Depuis quelques années, un courant se dessine chez les néo-classiques pour réintroduire cette asymétrie qui fonde le rôle de la monnaie dans une économie d'échange. Il aura donc fallu un siècle pour que soit prise en compte la critique fondamentale de Marx à Ricardo. Cette « avancée » est due notamment à A. Leijonhufvud (*On Keynesian Economics and the Economics of Keynes*, Oxford University Press, 1968) et R. Clower.

En France, J.-P. Bénassy a poussé le plus loin, jusqu'à retrouver par ce biais les résultats de Marx sur les « conditions formelles des crises », la prise en compte du caractère monétaire de l'économie réelle, mais en présentant le recours à la monnaie comme une solution technique aux problèmes de l'économie de troc (voir son excellent article : « Théorie du déséquilibre et Fondement micro-économique de la macroéconomie », *Revue économique*, septembre 1976).

4. *K.*, I, I, n. 23.

(en prix, et non en temps) est nécessaire, et ce qui en résulte, afin de rompre une bonne fois avec l'illusion que les rapports de prix ne seraient qu'un voile jeté sur les rapports « réels » de valeur.

Que se passe-t-il (qualitativement) quand une marchandise s'échange contre de l'argent ?

En n'exprimant le travail abstrait qui s'y est cristallisé sous aucune autre figure qu'une quantité d'une autre marchandise, la marchandise renonce non seulement à exprimer sa valeur d'usage, mais abolit du même coup le caractère particulier du travail concret qui l'a produite et, partant, le temps de travail particulier, la « valeur individuelle ». En exprimant sa valeur dans une quantité de marchandise universelle qui accepte de s'échanger contre elle, la marchandise s'affirme comme échantillon du produit du travail social investi dans sa branche et validé par la société : elle n'exprime ici que sa valeur sociale. Ce qu'exprime le *prix*, c'est-à-dire l'expression de la valeur relative à la forme argent, ce n'est pas la valeur, ce n'est le temps de travail ni particulier ni même moyen, c'est la valeur *socialement reconnue* à telle marchandise.

Mais le prix n'est pas qu'une mesure, car l'échange monétaire n'est pas qu'un appareil de mesures. Dans l'échange, dans la vente, ce n'est pas seulement un test de la valeur qui s'effectue, ce n'est pas seulement un signal entre la société et le producteur privé [5]. L'échange contre argent est une *métamorphose* de la valeur, qui présente divers aspects.

1. Les « valeurs réalisées »

La production de la marchandise est *validée socialement*. Toute marchandise engagée de façon privée doit subir cette sanction, que nous appellerons *contrainte monétaire,* pour que le travail qui l'a produite voie confirmé son caractère social. Entre le moment de sa production et le moment de sa vente, dans sa *circulation,* elle accomplit, dit Marx, un « *saut périlleux* » qui peut fort bien s'achever au filet des stocks invendus. La réussite de ce saut constitue la « *réalisation* » de la marchandise.

L'expression en monnaie de la valeur de la marchandise ne mesure donc pas seulement la *quantité* de travail social incorporé, mais également une *qualité* : celle d'avoir été réalisée, reconnue comme socialement utile. Les prix ne mesurent pas des valeurs incorporées, mais des *valeurs réalisées.*

Attention ! L'expression « des » valeurs n'a pas encore de sens défini. Qu'entendons-nous par là ? Jusqu'ici nous avons parlé que de *la* valeur (substance, mesure, forme...) ; qu'est-ce donc qu'*une* valeur ?

Pour le comprendre, il faut s'élever au-dessus de l'échange individuel, et considérer la *circulation* de l'ensemble des marchandises [6]. Marx

5. « Les prix, ces œillades amoureuses que lancent les marchandises à l'argent » (*K.*, I, III, p. 95).

6. « La circulation des marchandises se distingue essentiellement de l'échange des produits » (*K.*, I, III, p. 95).

nous la présente dans le chapitre III en nous décrivant les échanges de petits producteurs marchands sur une foire (froment-argent-toile-argent-bible, etc.).

Dans la succession de ces échanges, il se passe quelque-chose de plus que la mise en rapport de travaux privés. Ces ribambelles de marchandises enchaînées les unes aux autres par des actes d'échanges :

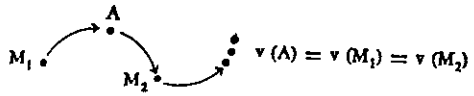
$$M_1 \rightarrow A \rightarrow M_2 \rightarrow A \rightarrow M_3 ...$$

ressemblent à la propagation des ondes sur la surface de l'eau. De l'enchaînement des oscillations verticales des molécules d'eau (repérables par le mouvement d'un bouchon) résulte le déplacement horizontal des trains d'onde ; mais on peut dire aussi que c'est la même onde qui ébranle successivement les molécules.

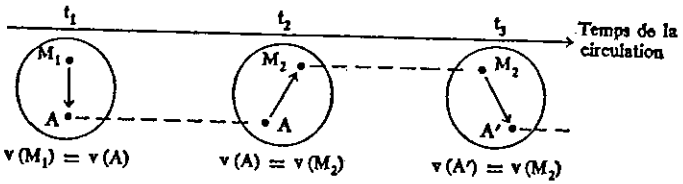
De même, de la succession des échanges de marchandise de même valeur (au singulier), il résulte une propagation de *valeurs* (mais de valeurs *réalisées*) qui semblent se métamorphoser en une succession de formes (le froment devient argent qui devient toile...). Des valeurs individuelles, *autonomes*, que nous appellerons, à la suite de Marx, « valeur en procès » (parce qu'elles n'existent que par la succession dans le temps d'échanges successifs) qui ont en quelque sorte pour forme naturelle la ribambelle des marchandises qui s'échangent, et pour nom la valeur d'échange à un instant donné de cette circulation : « une valeur de tant de francs [7] ».

7. Plus rigoureusement, *nous appellerons « une » valeur autonome ou valeur en procès une ribambelle, une classe d'équivalence entre lots de marchandises de formes naturelles diverses définie par la relation :* A équivaut à B si A a été échangée *par le même propriétaire économique,* contre B, ou contre un équivalent de B, ou a été transformée en B sous la direction de ce propriétaire. Nous appellerons cette équivalence « diachronique », par opposition à l'équivalence « synchronique » des marchandises qui requièrent le même travail abstrait pour leur reproduction.

Si nous représentons la classe d'équivalence « synchronique » des marchandises nécessitant le même temps de travail social, la ribambelle est incluse dans le diagramme si les rapports de valeur ne changent pas pendant la circulation :



Si ces valeurs changent, il faut représenter une succession de « coupes » (sous-ensembles des marchandises nécessitant la même quantité de travail social à telles « dates » du temps de la circulation) :



Ce diagramme très simple pose tout le problème de la « dévalorisation ».

Parler d'« instant » et de « procès » signale le caractère éminemment *diachronique* de ces valeurs autonomes : ce sont des valeurs qui se conservent, se déperdent ou s'accroissent dans un *temps de la circulation* qui n'a rien à voir avec le « temps de travail nécessaire », épaisseur de travail social, qui constitue la substance de la valeur.

Au stade où nous en sommes, si nous supposons que les marchandises « s'échangent à leur valeur », les valeurs en procès ont à chaque instant la même mesure de valeur, constante, que la marchandise dont elles ont pris la forme. On peut donc se demander à quoi sert d'introduire cette notion. Pour l'instant, ce n'est qu'une curiosité, une illusion d'optique. Une nouvelle forme de fétichisme : la valeur était déjà stockable ; avec la circulation, une valeur semble pouvoir s'autonomiser et se propager [8] !

Alors que, nous l'avons vu, la valeur est un concept éminemment *social* (c'est un rapport qui lie tous les travaux privés) et *synchronique* (c'est le rapport de travaux qui s'effectue les uns à côté des autres et qui constituent ensemble le travail social).

Mais ce fétichisme, *le fétichisme de la circulation,* dérive du rapport d'échange ; il parachève la résolution de la contradiction social/privé : « *La circulation fait sauter les barrières par lesquelles le temps, l'espace et les relations d'individus à individus rétrécissent le troc de produits* [9]. »

L'ennui, c'est que voici les germes d'une *nouvelle* contradiction : entre la définition *synchronique* de la valeur (A requiert le même temps de travail social que B) et la définition *diachronique* de la valeur (A s'est échangé contre B ou contre une marchandise qui s'était elle-même échangée contre B, etc.). C'est sur cette forme de la contradiction social/privé (on produit, puis on échange), redoublée par l'apparition de la monnaie (on vend, puis on achète ce dont on a besoin), que reposera la plus grande partie de nos analyses ultérieures.

Mais voyons immédiatement ce qui en résulte dans le simple rapport d'échange de marchandises contre argent.

2. Que l'argent n'est pas un « bon de travail »

Le producteur privé *reçoit* et reste propriétaire d'*une quantité équivalente de représentant du travail social.* Non pas sous la forme d'un « bon de travail » équivalent au nombre d'heures dépensées, mais *sous la forme d'une marchandise* dont la valeur, comme celle de toutes les marchandises, est *variable,* entraînée qu'elle est dans la perpétuelle révolutionnarisation des normes de production et d'échange. Quand le vendeur devient lui-même acheteur, quand s'accomplit le cycle, la circulation simple, M-A-M', il n'y a donc pas de raison pour que la valeur de

8. Cela suppose que le fétichisme de la marchandise ait engendré le fétichisme de l'argent, qui semble représenter, sous une forme stockable, à la fois durable et immédiatement disponible, la richesse sociale.

9. *K.*, I, III, p. 96.

M′ soit la valeur de M. Outre que A ne représente ni la valeur individuelle ni même en général la valeur sociale de M, entre le moment de la vente et le moment de l'achat s'écoule le temps — le temps de la révolutionnarisation des valeurs et de l'inflation.

Ainsi, abstraction faite de tous les rapports sociaux, introduits ultérieurement, qui perturberont la proportionnalité des prix et des valeurs (je fais évidemment allusion à la fameuse « transformation des valeurs en prix de production », par laquelle tous les capitaux rapportent un même taux de profit), le prix est par essence la négation de la mesure *directe* en temps de travail, l'argent n'est jamais un « bon de travail », les marchandises ne s'échangent pas « travail contre travail ». Si la valeur individuelle d'une marchandise pouvait prendre la forme d'un bon de travail, c'est que le travail socialement nécessaire à sa production serait connu. C'est-à-dire que l'on procéderait *à l'avance* (a priori) à ce que Ch. Bettelheim (dans *Calcul économique et Formes de propriété*) appelle un « calcul économico-social », et l'on affecterait la quantité voulue de travail à la production donnée. Mais on ne serait plus alors dans une économie marchande où le travail engagé de façon privée doit faire reconnaître a posteriori (ou, comme dit Marx, « post festum ») son caractère social.

On ne saurait trop insister sur ce point décisif. Toute la réflexion économique de Marx repose sur cette rupture (effectuée dans les *Grundrisse)* avec l'économie classique et son identification de la valeur d'échange et de la valeur qui permet, le prix étant égal à la valeur à un coefficient de proportionnalité près (ou, chez les « néo-ricardiens », à une transformation algébrique près), la dichotomie entre l'économie réelle et son voile monétaire. Critiquant sur ce point à la fois Proudhon et Adam Smith, Marx explique le rôle de *médiation* nécessaire de l'argent dans une économie marchande :

« *Sur la base des valeurs d'échange, l'échange doit d'abord rendre le travail général. Sur la base communautaire, il le serait avant l'échange ; autrement dit, l'échange des produits ne serait en aucune façon l'intermédiaire grâce auquel l'individu participe à la production universelle.*

Il faut naturellement une médiation. Dans le premier cas, on part de la production autonome des individus particuliers, qui est déterminée et modifiée post festum par des rapports complexes : la médiation s'effectue par l'échange de marchandises, la valeur et l'argent, autant d'expressions d'un seul et même rapport. *Dans le second cas, c'est la présupposition elle-même qui sert de médiation ; autrement dit, la présupposition c'est une production collective, la communauté étant le fondement de la production.* D'emblée, le travail de l'individu y est posé comme travail social. [...]

Dans le premier cas, le caractère social de la production n'est obtenu — post festum — qu'en érigeant les produits en valeurs et en les échangeant. Dans le second, le caractère social de la production *est directement assuré. La participation au monde des produits et à la consommation n'a pas à passer par l'échange de travaux ou de produits dépourvus de liens entre eux. Elle est assurée par les conditions de la production au sein desquels l'individu travaille.*

Ainsi donc, vouloir faire directement du travail de l'individu et de son produit une monnaie, une valeur d'échange réalisée, *signifie qu'on détermine directement son travail comme du travail général ; c'est nier les conditions dans lesquelles il doit nécessairement devenir argent et valeur d'échange, dès lors qu'il dépend de l'échange privé. On ne peut satisfaire cette revendication que dans les conditions où elle ne se pose plus. Sur la base des valeurs d'échange, le travail de l'individu et son produit ne sont pas* directement *généraux ; pour obtenir ce caractère, il leur faut un* intermédiaire matériel, *une* monnaie *différente d'eux*[10]. »

Texte remarquable à plusieurs points de vue. Outre qu'il fait ressortir avec une particulière netteté la genèse sociale de la forme monnaie, il souligne une opposition entre communisme et capitalisme que l'on n'a que trop tendance à oublier, depuis que le monstrueux camouflage du capitalisme d'Etat en « socialisme réalisé » a réduit la définition de celui-ci à l'abolition de la propriété juridique privée des moyens de production, refoulant la définition marxienne (« communauté des libres producteurs associés »).

Un autre point intéressant de ce texte, c'est le parallélisme des oppositions « production communautaire/production marchande » et « division manufacturière/division sociale du travail » : dans les deux cas, la répartition des activités est réglée soit « a priori » par la « collectivité », soit a posteriori par l'échange. Ce parallélisme est une source permanente de confusion. D'abord, c'est le fond de la critique vulgaire ou sophistiquée (celle de J. Chirac et R. Barre ou celles des « nouveaux philosophes ») du communisme : la « liberté » contre le « collectivisme ». Abolir les rapports marchands serait faire régner partout la « loi de fer » qui règne dans les usines. A quoi on peut répondre que, d'une part, les ouvriers la connaissent déjà et les mêmes n'en font pas un drame, mais surtout que l'abolition de la séparation « horizontale » entre les travaux privés n'implique rien sur l'organisation verticale à l'intérieur de la communauté. On peut bien avoir une structure despotique (par exemple la société inca, qui effectivement ignorait la monnaie), mais rien n'implique logiquement qu'il en soit ainsi : seul l'état présent de la division du travail engendre l'illusion que des travaux particuliers ne peuvent être coordonnés que par le marché ou par la coercition[11].

En tout cas, dans la société capitaliste, il faut tracer et maintenir une démarcation fondamentale entre la façon dont sont « socialisés » les travaux privés sur le marché et la façon dont sont organisés les travaux

10. *Grundrisse*, t. I, p. 109-110. Ce passage s'insère dans le second développement, matérialiste, sur l'argent.

11. Bien entendu, comme la division du travail héritée du capitalisme se reproduit dans la transition socialiste (elle ne peut qu'être « réduite » progressivement), le « marché » et la « coercition » restent durablement les formes de socialisation dominantes des travaux privés. Seuls le développement des communes populaires et le développement du pouvoir ouvrier dans les unités permettraient de les entamer.

particuliers à l'intérieur d'une usine. C'est, nous l'avons dit, la distinction qu'effacent aussi bien les althussériens français que les « opéraïstes » italiens, qui n'hésitent pas, comme Antonio Negri, à parler de « société-usine ». S'emparant de ce passage des *Grundrisse*, A. Negri, au prix d'un complet contresens doublé d'un léger trucage [12], assimile l'opposition entre les deux formes de médiation (marchande et communautaire) à ce que nous appellerons plus tard l'opposition entre la régulation concurrentielle et la régulation monopoliste ! Comme il date emblématiquement à 1929, et attribue à l'influence de Keynes, la mise en place de cette dernière, il peut écrire sans sourciller : « A partir de 29 donc [...] le caractère social de la production fait d'emblée du produit un produit général et social. » Nous verrons qu'il n'en est rien, même si quelque chose change dans le rapport social/privé.

III. La monnaie

1. Lien social, Etat et monnaie

L'érection et le maintien d'une marchandise particulière au rang d'équivalent général est l'un des premiers attributs de l'Etat ou de ce qui joue ce rôle. Pour Marx et Engels, l'Etat apparaît dès que la société, avec la division sociale du travail, se subdivise en cellules qui ne peuvent maîtriser leurs rapports réciproques [13]. Certes, le rôle de l'Etat est d'em-

12. « Crise de l'Etat-Plan », in *La Classe ouvrière contre l'Etat, op. cit.*, p. 163-165. Le trucage consiste en ceci que la citation est télescopée avec un extrait d'un autre passage des *Grundrisse* qui oppose le travail du compagnon et le travail de l'ouvrier, la soumission formelle et la soumission réelle du travail au capital (voir notre chapitre 10).

13. En fait, chez les fondateurs du matérialisme historique la critique du fétichisme de l'Etat a précédé celle de la marchandise et lui a servi en quelque sorte de grille : « Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine [...] est *un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours*. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'*Etat*, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble, et à faire en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants » (*L'Idéologie allemande*, Editions sociales, p. 49).

Trente ans plus tard, Engels reprendra la même analyse : « Peu à peu, les forces de production augmentent ; la population plus dense crée des intérêts ici communs, là antagonistes, entre les diverses communautés, dont le groupement en ensembles plus importants provoque derechef une nouvelle division du travail, la création d'organes pour protéger les intérêts communs et se défendre contre les intérêts antagonistes. Ces organes, qui déjà en tant que représentants des intérêts communs de tout le groupe ont vis-à-vis de chaque communauté prise à part une situation particulière, parfois même en opposition avec elle, prennent bientôt une autonomie plus grande encore » (*Anti-Dühring*, Editions sociales, 1963, p. 211-212).

On remarque la similitude avec la critique du fétichisme de la marchandise, du marché et de l'argent (« L'échange des marchandises commence là où les communautés finissent », *K.*, I, II, p. 79) : Etat et marché apparaissent bien comme deux « appareils de résolution » (régulateurs...) de la contradiction social/privé.

J'ai donné, dans *Le Capital et son espace* (Maspero, 1977) quelques éléments sur la fonction essentielle de l'Etat dans tout mode de production « non communautaire ». Elle devient en effet évidente dès que l'on prend en considération la dimension spatiale de la contradiction social/privé, car *il n'y a pas de « loi de la valeur » dans l'espace*.

14. S. de Brunhoff, *Etat et Capital*, P. U. G. - Maspero, 1976. P. Grou, *Monnaie, Crise économique : éléments d'interprétation*, P. U. G. - Maspero, 1977.

blée évident lorsque c'est lui qui organise directement la division du travail (mode de production asiatique, société inca, etc.), mais, même dans une société marchande, sa fonction générale de reproduction du lien social se traduit immédiatement dans l'instance économique par son rôle d'unification, de reproduction et de légitimation de l'équivalent général. Sur ce point, nous sommes donc parfaitement d'accord avec S. de Brunhoff et P. Grou qui soulignent de ce fait que, à quelque stade que ce soit du capitalisme et même de l'économie marchande, l'Etat, loin d'être une superstructure simplement chargée de la reproduction sociale (par la coercition ou l'hégémonie), participe de l'infrastructure économique. Dès lors, c'est la classe (ou la fraction) dominante qui impose « sa » forme d'équivalent général [14].

Nous aurons l'occasion de revenir, quoique de façon non systématique, sur le rôle de l'Etat dans la régulation économique.

2. Les fonctions de la monnaie

Penchons-nous donc maintenant sur la forme argent de la valeur, sur cette marchandise particulière qu'est la monnaie, en examinant ses diverses fonctions.

— D'abord, en tant qu'équivalent général du travail social, c'est l'étalon des prix, ce en quoi s'exprime les valeurs, le rôle de la monnaie comme *unité de compte*. C'est à une date très récente que cet étalon a perdu sa référence matérielle (le nombre de grammes d'or). Cependant, dès le début, le glissement nominaliste était a priori possible : une livre vaut une livre, même si elle ne pèse pas une livre.

— Ensuite, c'est le moyen de la *circulation*. En toute rigueur, la circulation monétaire est alors un procédé technique de la circulation des marchandises, comme le mode de transport ! Aujourd'hui, les marchandises circulent sans monnaie : par cartes de crédits entre particuliers, par droits de tirage spéciaux entre nations.

Là encore, la scission entre le contenu réel et le contenu nominal de l'unité de monnaie, entre l'existence matérielle et l'existence fonctionnelle de celle-ci, est a priori possible : jusqu'ici la monnaie-marchandise peut être remplacée par un pur symbole (un morceau de papier avec un nom dessus).

— Reste qu'il existe des fonctions où la monnaie a bien une existence en tant que telle, où il devient décisif d'en avoir ou pas : la monnaie comme moyen de *thésaurisation* et comme moyen de *paiement*, ce que Marx appelle la « monnaie proprement dite », et que nous invoquerons comme « *vraie* monnaie », celle qui fonctionne comme valeur (réalisée) mise en stock.

En toute rigueur, la *thésaurisation*, le fait de garder l'argent obtenu en vendant, sans l'échanger contre d'autres marchandises, est distincte et apparaît la première : elle dissocie en deux l'acte d'échange (le troc), et dissocie dans le temps la reconnaissance sociale d'une production privée de la réallocation de son produit. Par là s'introduit formellement la possibilité des crises : nous allons y revenir.

Mais le développement du *crédit* est le complément d'abord direct de la thésaurisation. Au lieu du cycle : vendre — thésauriser — acheter, se développe le cycle : acheter à crédit — gagner de l'argent — payer. Cet argent, qui fonctionne alors comme *moyen de paiement*, tout comme l'argent qui fonctionne comme actif thésaurisé, a forcément une existence réelle, quelle qu'en soit la forme, en ce sens qu'il est bien *distinct* de la reconnaissance de dette ! Sinon, comment pourrait-il l'annuler ? C'est ce qu'on appelle *pouvoir libératoire de la monnaie*.

Ce fonctionnement de la « vraie monnaie » comme réserve de valeur, valeur en stock, valeur sous la forme déjà réalisée, où elle n'a plus à faire la preuve de sa validité sociale, bref, comme cristallisation de travail immédiatement social, porte à son terme de fétichisme de la marchandise : l'argent représente et semble contenir sous forme indestructible la substance de la valeur. Il semble, à la limite, que l'argent pourrait exister seul et « être de la valeur », de la richesse, et que celle-ci, sous cette forme, soit transportable dans le temps et d'une société à l'autre. Aux origines de l'économie politique, l'école mercantiliste avait théorisé cette fantasmagorie, de façon il est vrai plus subtile qu'Harpagon.

3. La dématérialisation de la monnaie

La nécessité pour toute production, même vendue à crédit, d'être un jour sanctionnée par l'échange contre une « vraie » monnaie, d'être un jour *payée*, est à la base de la régulation de l'économie marchande. C'est ce que, à la suite de S. de Brunhoff et J. Cartelier, nous avons appelé « contrainte monétaire [15] ».

Cependant, dès que le crédit se généralise, la reconnaissance de dette, qui symbolise une valeur « en cours de réalisation », peut fonctionner comme monnaie dès que l'on a confiance dans sa validité ; d'où son nom général de *créance*. La créance représente l'anticipation du versement d'un vrai moyen de paiement. Cette anticipation est gagée soit sur le patrimoine de l'emprunteur (hypothèque), soit sur sa capacité de

15. Voir par exemple. « Une analyse marxiste de l'inflation », dans *Chronique sociale de France*, avril 1974.

travail (usure, crédit moderne aux salariés), soit sur sa possession d'une marchandise dont il attend la réalisation (traite), soit même sa possession d'un capital productif avec lequel il produira des marchandises qu'il cherchera à vendre (titre).

La *mobilisation des créances*, c'est-à-dire leur transformation en moyen de circulation, engendre la *monnaie de crédit*, qui dans la pratique, entre particuliers, ne se distingue évidemment pas à première vue de la vraie monnaie : « localement », elle peut fonctionner comme moyen de paiement. La distinction s'efface d'autant plus que la marchandise-monnaie ne circule plus, qu'on se contente de faire circuler des symboles : billets de banque et chèques.

Si par exemple un salarié s'endette auprès d'une banque pour acheter un meuble en billets de banque, et s'il se désendette par virement bancaire de son salaire, la monnaie qui circule entre le marchand de meuble et l'acheteur-débiteur est plus « matérielle » que celle qui fonctionne comme moyen de paiement entre celui-ci et sa banque. Pourtant, c'est dans ce dernier acte que se vérifie la validité de la prétention de l'acheteur à percevoir la part du travail social représentée par le meuble, validité que la banque avait *anticipée*, validant du même coup le travail dépensé dans la production du meuble.

Or il est clair que, à partir du moment où se dissout la *matérialité* physique de la marchandise-monnaie, risque aussi de se dissoudre la *réalité* de la monnaie, s'il ne se trouve pas de mécanisme très précis de reproduction de la monnaie proprement dite, c'est-à-dire du moyen de thésaurisation et de paiement.

Cette remarque ne prendra tout son sens que lorsque nous introduirons le fonctionnement de l'argent comme *capital*, donc lorsque nous introduirons les rapports capitalistes proprement dits. Pour l'éclairer tout en restant dans le cadre de cette section (c'est-à-dire en nous en tenant au caractère marchand de l'économie), nous allons prendre l'exemple de la genèse de la monnaie de crédit à partir des traites [16].

Voyons donc comment s'opère cette dématérialisation de la marchandise-monnaie (l'or, en général [17]).

D'abord, l'Etat et les banques privées peuvent émettre, à titre de moyen de circulation, des symboles en papier représentant la vraie mon-

16. Un marchand achète des produits à un petit producteur marchand. Il entend les revendre, et suppose qu'il pourra le faire au moins à hauteur de ce qu'ils lui ont coûté. Il se tourne alors vers une banque qui lui avance l'argent correspondant à cette revente anticipée. Il la remboursera quand il aura vendu les marchandises. Dans la pratique, c'est plutôt le marchand qui signe une traite au producteur, lequel se tourne vers la banque pour obtenir tout de suite l'argent que le commerçant s'engage à lui verser dans trois mois, après la réalisation. La pratique de la banque qui consiste à fournir tout de suite l'argent dans l'attente d'une vente ultérieure (donc à *anticiper* la réalisation de marchandises) s'appelle l'*escompte*. C'est un premier moyen (et longtemps le seul) de créer de la monnaie de crédit. Au XVIIe et XVIIIe siècle, on faisait circuler de fausses marchandises pour fournir un prétexte à l'émission de monnaie de crédit (traites de cavalerie).

17. Pour une description historique de ce processus, mis en rapport avec les mutations sociales, voir le livre de P. Grou cité.

naie. Jusque-là, rien de grave, si ces symboles sont « convertibles » en or à la demande du porteur. Tous ces moyens de circulation ont la réalité d'un moyen de paiement. C'est le *currency principle* [18] : le billet représente de la marchandise-monnaie.

Mais, quand les banques se mettent à prêter de l'argent, par l'escompte, à des marchands, elles fournissent des moyens de circulation qui ne représentent pas encore des valeurs réalisées. Si le marchand fait faillite (ne peut pas vendre ses marchandises), la banque ne retrouve pas son argent. Que se passe-t-il ? Tout dépend du genre d'argent.

Ou bien la banque a prêté de la marchandise-monnaie, ou bien elle lui avait remis un carnet de chèques. Dans le premier cas, l'argent est perdu, dans le second cas, la banque est maintenant endettée auprès d'autres banques ou particuliers à qui les chèques sont finalement parvenus.

Mais d'où venait l'argent que la banque a soit fourni directement, soit pris l'engagement de verser en échange des chèques ? Si cet argent appartenait à la banque, pas de problème : la banque l'a perdu et c'est tout. Tout se passe comme si la banque s'était associée au marchand et partageait sa déconfiture.

Si au contraire la banque avait *anticipé* la *réalisation* des marchandises sur lesquelles était gagé l'escompte, et avait compté régler les bénéficiaires des chèques avec l'argent que lui remettrait ultérieurement le marchand, ou bien si elle avait *réescompté* la traite auprès d'une autre banque contre des billets, les moyens de circulation en papier (billets ou chèques) qu'elle avait confiés au marchand ne représentaient pas de la vraie monnaie (de paiement), mais seulement de la monnaie de crédit fonctionnant comme moyen de circulation. La non-validation sociale de la marchandise se traduit par l'annulation de la monnaie de crédit. Il reste à la banque deux solutions : elle trouve de la vraie monnaie pour payer les chèques signés par son client, ou elle fait faillite.

Remarquons que dans ce cas les chèques n'ont pas fonctionné comme symbole de la valeur d'une marchandise-monnaie, donc de la valeur tout court, mais comme symbole d'une « valeur en procès ». C'est le *banking principle*.

Quelle est la « réalité » de cette monnaie de crédit émise de façon privée par la banque ? A coup sûr elle fonctionne comme moyen de circulation, et légitimement. Entre particuliers, elle fonctionne aussi comme moyen de paiement : le marchand A signe un chèque à B à qui il devait de l'argent, et celui-ci signe un chèque à C à qui il en devait autant, etc. Donc *localement* la monnaie de crédit sert de moyen de paiement. Seulement, lorsque C porte le chèque à sa banque, celle-ci s'adresse à la banque du marchand A pour encaisser la vraie monnaie correspondante.

Donc la monnaie de crédit ne fonctionne pas comme moyen de paiement « entre banques ».

Revenons donc à la première banque. Où peut-elle trouver de la

18. Selon la terminologie du débat qui eut lieu sur cette question au XIXe siècle en Angleterre.

vraie monnaie ? Par le marché monétaire, c'est-à-dire par le marché des créances entre banques. Cela suppose qu'une autre banque prenne la responsabilité privée de valider la créance, et on ne fait que déplacer le problème. En revanche, il est qualitativement déplacé si la banque s'adresse à la Banque centrale, qui est en quelque sorte aux autres banques ce que la monnaie est aux autres marchandises : celle dont la monnaie bénéficie du monopole de la validité incontestable. L'échange des créances contre les signes monétaires émis par la Banque centrale (réescompte) unifie tout le système du crédit. C'est grâce à lui qu'un chèque de 100 F émis par la banque X vaut la même chose qu'un chèque de 100 F émis par la banque Y, car ils s'échangent tous deux contre un billet de 100 F.

La Banque centrale alimente donc l'ensemble du système bancaire en moyens de paiement « officiels », venant boucler le système des moyens de circulation émis de façon privée par les banques. Les premiers (billets de la Banque centrale ou comptes ouverts par cette Banque aux autres banques) constituent la *base monétaire* (ensemble des moyens de paiements officialisés), les seconds (billets de banque et comptes ouverts par les banques aux particuliers) la *masse monétaire* (ensemble des moyens de circulation émis de façon publique ou privée par le système bancaire).

Quelle est la nature de cette base ? Si le *currency principle* est respecté au niveau de la Banque centrale, ce sont des billets qui représentent de l'or ou des devises (c'est-à-dire des billets d'autres banques centrales qui eux-mêmes représentent de l'or).

Si maintenant, au sein d'un pays, la Banque centrale déclare que la monnaie symbolique qu'elle émet (sous forme de billets imprimés ou de comptes ouverts aux banques privées), étant garantie bonne comme l'or, n'a pas à être échangée par la Banque contre celui-ci, c'est le *cours forcé* de la monnaie de la Banque centrale. Quand il y a cours forcé, l'émission de monnaie Banque centrale crée autant de *réalité*, sur le marché intérieur du moins, que l'extraction d'or d'une mine !

Dès lors, s'il n'existe pas de règle d'émission de la monnaie privée, il n'y a plus de régulation possible, car tout nouveau crédit ouvert peut évidemment fonctionner comme moyen de paiement d'un crédit précédent, et la mobilisation des créances par le réescompte ou par le marché monétaire permet de transformer toute créance émise par une banque (= création de moyen de circulation) en monnaie Banque centrale (= création de moyen de paiement). Par ce biais, n'importe quelle production vendue à crédit se trouve non seulement *validée par anticipation* par la banque, mais encore validée de façon artificielle et « provisoirement définitive » par la Banque centrale. « Définitive », parce que le vendeur est payé en monnaie « bonne comme l'or », « provisoirement » parce qu'il faudra bien qu'un jour l'emprunteur, ou sa banque, ou la Banque centrale, fasse la preuve de la validité et de la compatibilité sociale de cette production et de cette vente. *La « contrainte monétaire » ne peut pas s'évanouir, et l'illusion de pouvoir la contourner est à la base de la forme inflationniste de la crise actuelle.*

Appelons *anté-validation* la validation anticipée par la banque de la marchandise en cours de réalisation, et l'émission correspondante de moyens de circulation. Appelons *pseudo-validation* la transformation par la Banque centrale de ces moyens de circulation comme moyens de paiement (validation « provisoirement définitive »). Avec ces deux mécanismes qui viennent d'être évoqués, nous voyons se dessiner plusieurs formes de transcription de la non-validation sociale des marchandises. Dans le début de ce chapitre, nous avons dit que l'échange d'une marchandise contre monnaie sanctionnait la validation sociale du travail engagé de façon privé dans la production de la marchandise. Nous supposions évidemment qu'il s'agissait de marchandise-monnaie.

Dès l'instant que l'échange s'effectue contre monnaie symbolique (billet, chèque, ou même virement de compte par carte de crédit), il faut savoir ce qui est symbolisé.

On peut résumer la discussion précédente sur la nature et les fonctions que la monnaie symbolique peut assumer par le tableau suivant :

Ce que le signe symbolise	Marchandise-Monnaie	Monnaie de crédit
Nature	Marchandise dotée d'échangeabilité immédiate	Représentant d'une valeur en procès en cours de réalisation
Fonctions :		
Monnaie de compte	Oui	Oui
Moyen de circulation	Oui	Oui dès que les banques anté-valident la créance
Moyen de paiement	Oui	Oui entre banques dès que la Banque centrale pseudo-valide le crédit

Que se passe-t-il alors si la production (que cherche à revendre le marchand) n'est pas validée socialement ?

Sans l'anté-validation : le producteur a perdu son temps, ou le marchand son argent.

S'il y a anté-validation : la banque a perdu son argent, ou s'est endettée.

S'il y a pseudo-validation : la Banque centrale a émis des signes de valeur qui ne représentent rien.

Dans des conditions (celles du capitalisme) où il arrive épisodiquement qu'une part massive de la production ne soit plus validée, les prix s'effondreront dans le premier et le second cas, et la valeur représentée par la monnaie à cours forcé s'effondrera dans le troisième cas. C'est du moins ce que ce livre cherchera à montrer.

4. L'illusion monétariste

Nous voyons donc que derrière les obscures mécanismes de la création monétaire se cachent un certain nombre de pratiques sociales tournant autour de la *question fondamentale de l'économie de marché* : la validation sociale des travaux privés, c'est-à-dire la reproduction et la transformation des normes de production et d'échange. C'est donc de là qu'il faudra partir pour comprendre l'inflation, et ensuite étudier les formes de gestion de la monnaie qui permettent à de tels mécanismes de fonctionner.

Nous avons vu en effet que l'émission de moyens de circulation était un phénomène *privé*, et « appelé » par la demande de circulation des marchandises, dès lors qu'existe le crédit : elle repose sur une validation privée (de la part de la banque) des valeurs en procès des producteurs marchands. La transformation de ces moyens de circulation en « vraie monnaie » (à usage interne, dans le cadre national ou international où s'exerce le monopole de la même Banque centrale) est une procédure sociale de régulation de ces validations. Si une Banque centrale applique le *currency principle* (elle ne prête qu'en fonction de ses stocks de marchandise-monnaie), elle laisse aux banques la responsabilité privée de cette anté-validation (mais elle prend éventuellement le risque de prêter à ces banques de la vraie monnaie). La monnaie reste alors bel et bien une marchandise (ou le symbole de cette marchandise), disposant certes du « monopole de l'échangeabilité immédiate », mais une marchandise produite dont le « pouvoir d'achat » est défini par sa propre valeur. Nous verrons qu'un tel système convient à la petite production marchande ou au capitalisme concurrentiel.

Si au contraire la Banque centrale pratique le cours forcé, elle pseudo-valide les valeurs en procès représentées par des créances, c'est-à-dire qu'elle sanctionne le fait que les marchandises produites sont « probablement » socialement nécessaires. Ce qui signifie que la classe de ceux qui sont propriétaires de valeurs pour les faire fructifier est devenue hégémonique dans l'Etat et a fait triompher sa monnaie : la monnaie de crédit, qui représente non seulement leur richesse mais sa tendance à croître. Nous verrons que c'est le cas dans le capitalisme monopoliste, où la « probabilité » de la conservation et de l'accroissement des valeurs est explicitement prise en compte.

Nous devons donc radicalement écarter la conception « monétariste » selon laquelle l'offre de monnaie (dont on ne précise d'ailleurs pas de laquelle il s'agit : de paiement, de circulation ?) est déterminée de façon exogène, indépendante de la production des autres marchandises.

Dès lors, il suffirait de diviser cette quantité [19] par le « volume » des marchandises à faire circuler pour avoir le niveau des prix !

19. Selon les époques, les monétaristes considèrent que cette quantité est :
— soit le stock d'or lui-même
— soit la valeur nominale des billets de la banque centrale corrigé par un coefficient *multiplicateur* qui lierait la masse monétaire à la base monétaire.

En réalité, c'est le besoin social de signes de validation, local (moyen de circulation) ou social (moyens de paiement), qui engendre des formes institutionnelles mises en place par des alliances de classes, représentées dans l'Etat, lesquelles règlent les formes d'émission de l'équivalent général, en quantité et en qualité [20].

Si la monnaie en circulation est principalement une marchandise-monnaie, plus précisément une monnaie métallique (argent, or), sa valeur est déterminée par les conditions d'exploitation des mines. Bien sûr, il peut y avoir des distorsions. L'arrivée d'un galion dans un port espagnol suscitait une inflation localisée et provisoire par excès d'offre de monnaie. Mais la hausse générale des prix en or, en Europe au XVIe siècle (à propos de laquelle se sont illustrés Bodin et Malestroit), renvoie à une baisse réelle de la valeur de l'or due à la découverte des métaux américains. Inversement, la rareté des métaux précieux peut ralentir les échanges et déprimer provisoirement le niveau des prix, mais cela incite à trouver d'autres mines de métaux — ou à inventer d'autres moyens de circulation.

Si en revanche la monnaie en circulation est principalement une monnaie de crédit, la quantité de monnaie dépend du rapport entre ce que les banques anté-valident et ce que la Banque centrale pseudo-valide. Ce qui renvoie non à une initiative autonome de création monétaire de la part de la Banque centrale mais à une *politique* de validation, qui renvoie d'une part à l'ensemble des formes structurelles de la régulation capitaliste (que nous mettrons peu à peu en place dans les prochains chapitres), d'autre part à la conjoncture de la lutte des classes (est-il ou non opportun de mettre des entreprises en faillite, etc.).

Rappelons enfin que la convention admise en introduction, c'est-à-dire l'abstraction des échanges internationaux et de l'existence d'une contrainte extérieure, ne doit pas nous faire oublier que la politique de pseudo-validation de la Banque centrale est elle-même soumise à une contrainte monétaire de par l'insertion de sa zone monétaire dans le marché mondial, contrainte sur laquelle nous reviendrons quand nous lèverons (partiellement) cette hypothèse. Nous devrons alors distinguer l'économie dominante (celle des U. S. A.), dont la monnaie de crédit joue le rôle de monnaie universelle, et qui peut en gros pratiquer le *banking principle*, et les autres économies, plus astreintes.

Mais tout cela reste parfaitement abstrait au niveau d'analyse qui est le nôtre, et qui ne prend en compte que le caractère marchand de l'économie.

Demeurons provisoirement dans une économie marchande (pas nécessairement capitaliste) où circule de l'argent — marchandise matérielle, de l'argent « sonnant et trébuchant ». Nous allons voir que sont déjà présents tous les germes de crise que les développements ultérieurs de la monnaie ne feront que différer, en les aggravant.

20. Thèse centrale et souvent mal comprise de S. DE BRUNHOFF (*L'offre de monnaie*, Maspero, 1972). Voir aussi le livre cité de P. GROU.

4

De la forme prix à la possibilité formelle des crises

Nous sommes maintenant à même de développer l'idée esquissée en conclusion du second chapitre : que la contradiction du travail social qui se présente comme somme de travaux privés se résout dans l'échange, mais que cette forme de résolution de la contradiction suscite une autre contradiction, entre la reproduction et la transformation des normes de production et d'échange. Avec la prise en compte de son caractère monétaire, la forme spécifique « dans laquelle la contradiction peut se mouvoir » peut en effet nous dévoiler à la fois ses « beautés » et ses défauts.

D'abord, il importe de se convaincre que le prix n'est pas un nom de la mesure de la valeur.

Nous avons vu qu'il n'existe pas d'autre expression sociale, pas d'autre forme phénoménale de la grandeur de la valeur d'une marchandise, que sa forme prix. Mais cela ne signifie nullement un rapport de proportionnalité entre prix et valeur.

Les classiques, comme Ricardo, avaient dû le reconnaître, mais à titre d'exception. Pour Marx, qui insiste à l'envie sur la différence entre prix et valeur, cette différence est au contraire essentielle [1]. Il en donne deux raisons.

La première, c'est que le prix n'exprime pas seulement la mesure de valeur, mais aussi, nous l'avons vu, porte la marque d'une procédure locale de validation : l'échange (« saut périlleux » !) de la marchandise contre argent. L'aspect qualitatif de la réalisation peut se traduire quantitativement dans le prix, suivant la « difficulté » de cette réalisation.

1. « Si le prix comme exposant de la grandeur de valeur de la marchandise est l'exposant de son rapport d'échange avec la monnaie, *il ne s'ensuit pas* inversement *que l'exposant de son rapport d'échange avec la monnaie soit nécessairement l'exposant de sa grandeur de valeur* » (*K.*, I, III, p. 87).

« *Le rapport d'échange peut exprimer ou la valeur même de la marchandise, ou le plus ou le moins que son aliénation, dans des circonstances données, rapporte accidentellement. Il est donc possible qu'il y ait un écart, une différence quantitative entre le prix d'une marchandise et sa grandeur de valeur, et cette possibilité gît dans la forme prix elle-même. C'est une ambiguïté qui, au lieu de constituer un défaut, est au contraire* une des beautés de cette forme, parce qu'elle l'adapte à un système de production où la règle ne fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités *qui, en moyenne, se compensent, se paralysent et se détruisent mutuellement* [2]. »

Ce point (l'écart entre valeur et prix dû à la « règle qui ne se fait loi que par le jeu aveugle des irrégularités ») a déjà été évoqué et fera l'objet des paragraphes suivants. Mais Marx introduit une nouvelle idée : celle d'un écart *systématique* dû au fait que le prix exprime *autre chose encore* que la valeur, *d'autres rapports sociaux* :

« *La forme prix n'admet pas seulement la possibilité d'une divergence quantitative entre le prix et la grandeur de valeur, c'est-à-dire entre cette dernière et sa propre expression en monnaie, mais encore elle peut cacher une contradiction absolue, de sorte que* le prix cesse tout à fait d'exprimer de la valeur. [...]

Une chose peut avoir un prix formellement sans avoir une valeur. D'un autre côté, la forme prix imaginaire, comme par exemple le prix du sol non cultivé, qui n'a aucune valeur, parce qu'aucun travail humain n'est réalisé en lui, peut cependant cacher des rapports de valeur réels, quoique indirects. »

Dans les chapitres qui suivent, nous verrons que ce cas est tout à fait général, car le prix doit exprimer la deuxième coordonnée des rapports sociaux du mode de production capitaliste : la propriété privée de moyen de production. C'est-à-dire des moyens d'imposer ou transformer les normes de production et d'échange. Nous verrons que cela impliquera que les prix aient pour loi de régulation non pas le simple système des rapports de valeur mais le système des « prix directeurs », prix de production, prix de monopole, etc.

Ainsi, quand nous disons que les valeurs sont « transformées » en ceci ou cela (salaire, profits, rentes, prix de production, etc.) nous devrons comprendre que c'est la loi de la valeur (qui régit toujours la contradiction du travail social qui se présente comme somme de travaux privés) qui est *transformée* par le jeu d'autres rapports sociaux.

Mais, encore plus fondamentalement, la forme prix, l'échange monétaire sont les formes dans lesquelles peut se mouvoir la transformation des normes de production et de consommation elles-mêmes.

Nous avons dit que le « saut périlleux » que représente la réalisation de la marchandise sanctionne socialement sa correspondance à la norme. C'est vrai dans tout échange, cela ne prend tout son sens qu'avec l'économie monétaire où le « travail social » s'incarne dans une marchandise distincte de toutes les autres.

2. *Ibid.*

Première réalité à sanctionner : *l'appartenance à la division sociale du travail.* Une marchandise nouvelle (ou « produit nouveau ») doit d'abord s'imposer comme représentante d'une branche nouvelle [3]. Chose quasi impensable dans une « économie naturelle » (communauté villageoise), puisque la modification de découpage des branches suppose qu'il existe un représentant de la valeur plastiquement échangeable contre toute concrétisation du travail social, même inconnue auparavant. L'existence de la forme prix est par excellence la condition permissive de l'apparition de nouvelles normes. A plus forte raison est-elle, même pour « un membre patenté de la division du travail » (Marx), une condition de la transformation de ces normes, des rapports de proportionnalité et des quantités absolues, transformation qui s'impose au producteur privé.

Dès lors, la réussite du « saut périlleux » n'est nullement garantie. Tel produit peut se substituer exactement à tel autre pour satisfaire le même besoin social. Pour le même produit, le temps de travail socialement nécessaire par unité de valeur d'usage peut se modifier du fait d'innovation technique. Le besoin social peut se modifier, en « volume » de valeurs d'usage (par changement du mode de vie), ou en valeur (par changement du revenu des classes consommatrices). Tout cela, le producteur privé l'ignore a priori [4].

On peut donc sommairement conclure que la réalisation de la marchandise en monnaie sanctionne :

— l'utilité sociale du genre de marchandise
— la quantité de valeurs d'usage socialement utiles
— la quantité de valeur travail socialement nécessaire.

Ces trois conditions ne sont que l'effet, sur le producteur privé, de l'existence objective d'une division du travail qui se reproduit et se transforme. Le prix est pour lui la forme de contrainte, s'imposant comme impératif extérieur, au travers de laquelle s'exerce la loi de la valeur. Encore une fois, ce « fétichisme du marché » ne résulte que de l'impossibilité pour les producteurs privés de maîtriser le caractère social de leurs travaux réunis [5].

3. « Entrelacé, hier encore, dans les nombreuses fonctions dont se compose un seul métier, un travail parcellaire peut aujourd'hui se détacher de cet ensemble, s'isoler et envoyer au marché son produit partiel à titre de marchandise complète sans que rien garantisse que les circonstances soient mûres pour ce fractionnement » (*K.*, I, III, p. 91).

Où l'on voit que la « valeur d'usage » n'est pas donnée a priori, et qu'il existe une dialectique plus profonde entre sa genèse et celle de la valeur d'échange... Il n'y a pas la « disjonction » totale que pose Macherey.

4. Cf. *K.*, I, III, p. 91.

5. « Aussi nos échangistes découvrent-ils que la même division du travail, qui fait d'eux des producteurs privés indépendants, rend la marche de la production

De là, nous pouvons conclure à la possibilité formelle des crises et à la fausseté de ladite « loi de Say ».

Car, si les prix, en tant que « nom monétaire de la valeur », n'étaient que des signaux de la validité sociale de la marchandise produite, il n'y aurait d'autre mal que pour le producteur privé frustré d'un travail individuellement dépensé mais non socialement validé. Il y a plus grave. La forme argent, en tant que moyen de la circulation, si elle facilite les échanges individuels, ouvre la possibilité d'une *crise générale des échanges*.

Nous avons vu que, contrairement à une illusion répandue, les marchandises ne s'échangent pas contre des marchandises en mesurant leur rapport de valeurs par des rapports de prix, mais contre de l'argent, qui s'échange lui-même contre d'autres marchandises. Le cycle de l'échange n'est pas M-M, mais M-A-M. Et cela est conforme à une organisation de la production où « le caractère de valeur des objets est pris en compte dès leur production » : le producteur ne se met pas à exercer son art pour son propre compte quand il a besoin de la valeur d'usage qu'il sait produire, ni même chaque fois qu'il a besoin d'une valeur d'usage précise qu'il pourrait obtenir par l'échange. Même si ce comportement bohème tend hélas à se répandre dans notre belle jeunesse, le comportement normal est de produire pour acquérir par la vente un droit général sur la richesse sociale, puis, argent en poche, choisir de ce qu'on fait avec.

Tel n'était pas le point de vue des classiques qui, indifférents qu'ils étaient à la forme valeur, s'imaginaient un comportement du producteur privé assez différent :

« *Nul,* disait Ricardo, *ne produit, si ce n'est dans l'intention de* consommer *ou de* vendre, *et il ne vend jamais si ce n'est pour* acheter *une autre marchandise qui puisse lui être utile, ou bien puisse contribuer à la* production future. *Il devient donc nécessairement, en produisant, soit consommateur de sa propre marchandise, soit acheteur et consommateur des marchandises de quelqu'un d'autre. On ne saurait admettre qu'il puisse* longtemps *être mal renseigné sur les marchandises qu'il peut produire avec le plus grand profit, en vue d'atteindre le but envisagé, c'est-à-dire la* possession d'autres marchandises. *Il n'est* donc *pas vraisemblable qu'il puisse* durablement *produire une marchandise pour laquelle il n'existe pas de demande.* [...] *On n'achète des produits qu'avec des produits ou des services, et le numéraire n'est que l'agent au moyen duquel l'échange s'effectue*[6] *!* »

sociale, et les rapports qu'elle crée, complètement indépendants de leurs volontés, de sorte que l'indépendance des personnes les unes vis-à-vis des autres trouve son complément obligé en un système de dépendance réciproque, imposée par les choses » (*K.*, I, III, p. 92).

6. D. Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, Calmann-Lévy, 1970, chap. XXI, p. 230 à 232.

Passage que Marx gratifie d'un commentaire lapidaire dans les *Théories sur la plus-value* : « Ce sont là les bavardages puérils d'un Say qui ne sont pas dignes de Ricardo[7]. »

Cette thèse, dite « loi de Say », selon laquelle toute offre crée sa propre demande, de valeur équivalente, oublie en effet le caractère marchand de l'économie, et, plus particulièrement, que les facilités qu'offre la monnaie sur l'économie de troc (« faire sauter les barrières de l'espace, du temps et des relations d'individu à individu ») ont leur exact revers : « Après avoir vendu, je ne suis forcé d'acheter ni au même lieu, ni au même temps, ni de la même personne[8]. »

Dès lors s'ouvre la possibilité *formelle* des crises, dans leur sens spécifique moderne, capitaliste, impensable dans une « économie naturelle », par exemple féodale ou autarcique : celles où coexistent sans parvenir à se joindre des besoins inassouvis et les moyens de les satisfaire. Mais il reste à expliquer pourquoi ceux qui ont de l'argent n'achètent pas et ceux qui achèteraient n'ont pas l'argent. Cela implique la prise en compte de la deuxième coordonnée du mode de production capitaliste, qui introduit la *cause motrice* des crises, la condition réelle. Il importait cependant de saisir le lien étroit qu'entretiennent la forme prix et la forme crise, avant de passer au chapitre suivant, puisque notre thèse va consister à montrer qu'inflation de boom et inflation de crise (stagflation) ne sont que deux variantes de la régulation des mêmes contradictions.

« *Les contradictions que recèle la marchandise, de valeur usuelle et valeur échangeable, de travail privé qui doit à la fois se représenter comme travail social, de travail concret qui ne vaut que comme travail abstrait, ces contradictions immanentes à la nature de la marchandise acquièrent dans la circulation leurs formes de mouvement. Ces formes impliquent la possibilité, mais aussi seulement la possibilité des crises. Pour que cette possibilité devienne réalité, il faut tout un ensemble de circonstances qui, au point de vue de la circulation simple des marchandises, n'existent pas encore*[9]. »

Elles n'existeront en effet qu'avec la « circulation complexe des marchandises », leur circulation comme *capital*.

7. Les *Théories sur la plus-value* sont les brouillons de Marx pour un livre IV du *Capital*. Ils ont été collationnés par Kautsky, et traduits de façon fautive une première fois en France sous le titre *Histoire des doctrines économiques* (Editions Costes). Nous aurons recours à la nouvelle traduction française, aux Editions sociales, et la désignerons par le sigle *T. P. L.*, suivi du numéro du tome.
Cette citation a par exemple pour référence : *T. P. L.*, II, p. 599.

8. *K.*, I, III, p. 97.

9. *Ibid.*

Conclusion de la section I

Dans cette section, nous n'avons pas cherché à établir la validité (ni l'utilité) de la théorie de la valeur travail, si l'on entend par là établir que la valeur a pour substance le travail cristallisé dans la marchandise, et qu'il est utile de mesurer la valeur par le temps de travail nécessaire !

Non pas tant que nous tenions la critique des autres théories de la valeur (utilité-rareté, etc.) pour réglée dans d'autres travaux. Plutôt, nous tenons compte de ce que, dès qu'il s'agit de choses sérieuses (la crise, l'emploi, les échanges internationaux, l'inflation...), nous ne voyons personne — ni homme politique, de gauche ou de droite, ni banquier, ni homme d'affaires, ni même économiste jouant l'un de ces rôles — qui conteste ce que Marx tient dès l'origine pour une évidence : « N'importe quel enfant sait... » (que, par exemple, pour payer la hausse de la rente pétrolière, il faut exporter une partie du travail des producteurs français, et non attendre une modification des utilités marginales).

Mais, surtout, l'objectif principal de cette section était d'en finir avec une lecture réductrice de cette théorie : « la valeur, c'est du travail ». Tout le problème est en effet de comprendre pourquoi le produit du travail prend la *forme* de valeur.

Nous avons montré quelle en était la raison : que le travail social se présente, dans les économies marchandes, comme somme de travaux privés, effectués indépendamment les uns des autres. Que de ce fait la socialisation des travaux privés se réalise par le biais de l'échange de produits, c'est-à-dire *au moyen* d'un rapport entre les choses. Ce rapport des travaux qui prend la forme d'un rapport de choses imprime à celles-ci la forme de valeur.

Ainsi la contradiction social/privé se résout dans le mouvement des échanges, régulé par la loi de la valeur, c'est-à-dire la loi selon laquelle l'allocation et la réallocation du travail social entre unités privées s'effectue en fonction de normes de production et d'échange quantitativement déterminées par le temps de travail socialement nécessaire à la production des objets échangés.

La capacité des marchandises d'être échangées selon une valeur qui leur est inhérente attribue aux choses une propriété qui dérive en fait du rapport entre les hommes. C'est ce que Marx appelle un phénomène de fétichisme. Mais ce fétichisme n'engendre pas des dieux, mais des

propriétés (fantomatiques) des choses [1]. C'est pourquoi Marx parlera, de « réification [chosification] des rapports sociaux » et de « personnification des choses ». Que la fétichisation prenne la forme de réification dérive donc de la structure *marchande* (et non communautaire) du travail social. Comme l'écrit I. Roubine :

« *Puisque la possession de choses est une condition pour que s'établissent entre les hommes des rapports de production directs, il semble que ce soit la chose elle-même qui possède la capacité, la* propriété, *d'établir des rapports de production. Si la chose considérée permet à son possesseur d'entrer en relation d'échange avec n'importe quel autre possesseur de marchandises, elle possède alors une qualité spéciale, l'échangeabilité, elle a une "valeur"* [2]. »

Mais cette propriété générale des économies marchandes est la matrice de tous les phénomènes de réification des autres rapports sociaux qui viennent s'articuler avec le rapport marchand : nous verrons qu'il en est ainsi des rapports de propriété ou de possession des moyens de production, de la terre, de l'argent, etc.

« *Chaque type de rapports de production donne une "propriété sociale", une "forme sociale" spécifiques aux choses au moyen desquelles des individus déterminés entrent dans des rapports de production directs.* Outre son utilisation comme valeur d'usage, comme objet matériel possédant des propriétés déterminées qui en font un bien de consommation ou un moyen de production, c'est-à-dire outre sa *fonction technique* dans le procès de la production matérielle, la chose considérée possède une *fonction sociale* : elle est un lien entre les hommes [3]. »

C'est la raison pour laquelle, tout comme Marx, nous avons dû commencer ce livre par une analyse minutieuse de la forme valeur. Ce n'est que dans la seconde partie, après l'analyse des autres rapports fondamentaux du mode de production capitaliste, que nous reprendrons le fil de ce mouvement de fétichisation-réification, et le développerons jusqu'au « royaume enchanté » que nous nommerons « économie exotérique », et qui nous livrera lui-même les clés de la forme inflationniste de la crise actuelle.

1. Dans les modes de production tributaires centralisés de type asiatique (Egypte et Chine ancienne) ou inca, le caractère social du travail n'est pas maîtrisé par le producteur direct, mais il est organisé par la classe-Etat. Le fétichisme prend alors la forme d'une *divinisation* de l'empereur et de la caste des prêtres.

2. Le livre d'Isaak Roubine, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, rédigé en Russie dans les années 1924-1928, et publié aux Editions Maspero en 1978 (alors que je mettais au point le manuscrit de ce livre), constitue une remarquable et explicite critique de la conception « réductrice » de la théorie de la valeur. En particulier, la première partie, « La théorie marxienne du fétichisme de la marchandise », anticipe largement sur la critique althussérienne de la conception « humaniste » du fétichisme et de l'aliénation qui fut celle du « jeune Marx », tout en soulignant vigoureusement la pertinence et la nécessité de la théorie du fétichisme dans *Le Capital*.

3. I. Roubine, *op. cit.*

C'est dire à quel point nous devons prendre au sérieux ce fétichisme qui donne à la répartition du travail social la forme de valeur des choses, et, pire, de prix des choses. Il ne nous suffit pas de dire que les rapports marchands engendrent cette illusion comme nécessaire [4]. Il faut encore admettre que sans cette illusion la résolution de la contradiction de l'économie marchande (travail social/privé) est impossible, car les producteurs ne peuvent échanger leurs produits. Plus encore : sans la *forme* de valeur, et plus précisément sans le prix, le concept de substance travail de la valeur devient évanescent.

Prenons une comparaison, que Marx ne renierait sans doute pas : le concept de « température [5] ». Pour le thermodynamicien, ou l'ingénieur, la température d'un gaz en un point a un sens défini, tout comme le prix d'une marchandise. Si on recherche maintenant la « substance » de la température en cherchant le mouvement réel derrière le phénomène, la mécanique statistique nous apprend que la température en un point n'est autre que l'énergie cinétique *moyenne* des molécules, dans leurs mouvements de translation désordonnés. Mais, si on rapporte *directement* la température en un point à sa substance, le concept perd tout sens et sa mesure devient impossible : en un point, à un moment donné, il y a une molécule qui n'a pas une énergie cinétique moyenne, mais bien définie, supérieure ou inférieure à la moyenne. Il serait absurde de parler de sa « température individuelle ». La « forme » température n'est le produit que d'un certain type (aléatoire) de mouvement d'un ensemble très grand de molécules, où l'on doit faire abstraction des mouvements individuels, et il est bien possible qu'en un point la mesure des énergies cinétiques diffère systématiquement de la grandeur de la température. Pour paraphraser Marx, c'est même là la beauté de la forme température et des lois de la thermodynamique.

De même, le concept de « valeur » n'a de sens que parce qu'on ne peut pas rapporter une marchandise au travail qui lui est *individuellement* nécessaire. Dans le cas contraire (qui est celui du travail communautaire, ou même celui du travail régi par les normes des corporations féodales), on ne parlerait pas de valeur, mais de temps de travail concret dépensé.

Quand, par la suite, nous parlerons pourtant de ce que nous avons appelé la « valeur individuelle » d'une marchandise, il faudra se souvenir que nous n'utilisons le mot « valeur » que de façon indue, et uniquement pour expliciter le processus d'émergence, à travers la concurrence, de la valeur proprement dite.

4. C'est la position du moins réducteur des auteurs de *Lire Le Capital*, J. Rancière (t. III). Nous dirons notre dette à son égard dans la deuxième partie. Mais J. Rancière, à cette époque emporté par un parti pris extrémiste antisujet (« L'être mystifié est l'attribut essentiel de la notion de sujet »), ne savait pas quoi faire du fétichisme puisqu'il ne prenait pas au sérieux le caractère « privé » de la direction des travaux.

5. Marx parle il est vrai de « pression barométrique », mais ne renvoie pas explicitement à la théorie cinétique des gaz. En revanche, Engels y a recours de façon contestable, et contestée par L. Althusser, à propos du rapport entre l'individu et le mouvement social (lettre à Bloch, du 21 septembre 1890, critiquée dans *Pour Marx*, p. 117-118. Si Engels avait connu Prigogine...).

La substance valeur n'existe donc pas sans la forme valeur. Mais cette unité n'exclut pas la contradiction. Et nous avons déjà vu se dessiner le germe de cette contradiction entre la forme et la substance de la valeur (qui n'est elle-même que le reflet de la contradiction fondamentale de l'économie marchande). La substance de la valeur, qui détermine sa mesure, est un concept essentiellement global, social et synchronique : elle renvoie à l'allocation *instantanée* du travail *social* sur la « carte » de la division du travail, ou au flux des produits entre les compartiments de cette carte. Au contraire, la *forme de valeur* imprimée aux marchandises, leur valeur d'échange, est une propriété individuelle des marchandises, qui ne se manifeste en acte que dans les ribambelles des échanges successifs, dans la circulation. La forme valeur engendre donc des manifestations dérivées de la valeur, mais locales, individuelles et diachroniques : les *valeurs autonomes en procès*, qui soit se conservent en stock ou en trésor, soit se propagent au travers de métamorphoses. Nous examinerons longuement les plus importantes : les capitaux individuels. Mais, pour cela, il faudra dépasser la stricte considération du caractère marchand de l'économie.

Car nous n'avons rien dit encore de ce que sont les fameuses unités privées où s'engagent des parts du travail social, de ce qu'est l'organisation *interne* de ce travail privé. En fait, si : nous avons parlé à ce sujet des « lois de fer de la proportionnalité », du caractère « réglé » de cette division interne, manufacturière, du travail, pour l'opposer au caractère arbitraire de l'engagement du travail privé dans la division sociale du travail. Et c'est justement à partir de cette opposition que nous montrerons la *nécessité* des crises (et pas seulement leur possibilité, que suffit à garantir le caractère marchand de l'économie). Mais, pour cela, il faudra montrer d'abord comment c'est à travers les rapports marchands que sont réunis les éléments qui concourent à la mise en œuvre des travaux privés dans les unités de production indépendantes. Ici encore, il faudra penser en termes de contradiction (unité en lutte), dans la reproduction et la transformation des normes de production et d'échange.

Cela suppose en tout cas que soit lourdement soulignée la différence entre la division sociale et la division manufacturière du travail, et nous pouvions difficilement la souligner plus lourdement sans exaspérer le lecteur. Nous devons d'autant plus la souligner que la loi de la valeur a justement pour fonction d'estomper cette différence, en rétablissant la « socialité » des travaux privés. Et nous verrons que le passage à la régulation monopoliste pousse vers la limite la ressemblance [6], fondant

6. En fait, la limite est atteinte avec le capitalisme d'Etat. C'est d'ailleurs ce qui a permis, vers la fin des années soixante, le retournement de la critique du capitalisme d'Etat et de la « neutralité des forces productives » en critique de la division du travail dans l'entreprise. Autrement dit, on tenait alors pour acquis que le « socialisme » à la mode stalinienne abolissait l'anarchie du marché, *mais* on disait : dans les usines, c'est toujours le despotisme, la hiérarchie, la parcellisation des tâches capitalistes, et, dans la société, c'est la séparation entre ceux qui commandent et ceux qui exécutent.

Réaction profondément saine contre le révisionnisme, mais unilatérale.

ainsi l'illusion théorisée tant par les idéologies althussériennes de la « reproduction » que par les thèses opéraïstes de la « société-usine ».

Saisir la différence est d'autant plus crucial que l'opposition entre l'indépendance des unités économiques et l'organisation manufacturière du travail constitue la base matérielle de l'idéologie bourgeoise de la liberté [7] opposée au collectivisme :

« *Et cette conscience bourgeoise qui exalte la division manufacturière du travail, la condamnation à perpétuité du travailleur à une opération de détail et sa subordination passive au capitaliste, elle pousse des hauts cris et se pâme quand on parle de contrôle, de réglementation sociale du procès de production ! Elle dénonce toute tentative de ce genre comme une attaque contre les droits de la Propriété, de la Liberté, du Génie du capitaliste. "Voulez-vous donc transformer la société en une fabrique ?", glapissent alors ces enthousiastes apologistes au système de fabrique. Le régime des fabriques n'est bon que pour les prolétaires* [8] *!* »

Or il faut bien reconnaître que, pour l'écrasante majorité de ceux qui se sont voulus (parfois sincèrement) les héritiers de Marx, le passage du capitalisme au « socialisme achevé » n'a rien signifié d'autre que la tentative de généraliser à la société le despotisme des fabriques. Et je ne pense pas seulement à ceux qui ont partagé avec Staline la responsabilité de la conduite du Parti communiste d'Union soviétique, mais également à leurs critiques trotskystes [9] et aux épigones de Mao Tsé-toung, tel Teng Siao-ping. Non seulement la structure interne despotique des unités de production n'a pas été abolie avec la suppression de la propriété juridique privée, mais encore la coordination sociale des travaux privés (engagés dans les entreprises devenues propriété de l'Etat) n'a fait mine d'échapper à l' « arbitraire déréglé » et à l' « anarchie » de la médiation par le marché que pour se réaliser par la méditation tout aussi anarchique et arbitraire des commissaires au Plan [10]. La « communauté des libres producteurs associés » s'est réalisée sous la forme du « socialisme des casernes » !

7. « La liberté du renard libre dans le poulailler libre », disait Lamennais. Mais le problème est de savoir pourquoi il y a tant de poules qui préfèrent cette liberté-là. Car il n'y a pas que la petite bourgeoisie intellectuelle qui lit les nouveaux philosophes : il y a tous les producteurs indépendants qui préfèrent « courir leur chance », et tous les salariés qualifiés qui rêvent de se mettre à leur compte... ou qui monnayent leur qualification. Sous un aspect ou un autre, le prolétaire reste encore un « petit producteur ». C'était l'un des principaux aspects de la campagne lancée en Chine en 75-76 contre le « droit bourgeois » et sa base sociale, « la petite production ». Même s'il s'agissait souvent d'une « petite production sans petit producteur », selon le mot de M. Luccioni (« Enquête à la campagne : la tendance capitaliste de la petite production aujourd'hui en Chine », *Les Temps modernes*, juillet 1976).

8. *K.*, I, XIV, p. 263.

9. Trotsky, à la direction du Tsektran, et lors du communisme de guerre, joua même un rôle précurseur. Voir Lénine, *A nouveau les syndicats et les erreurs de Trotsky et Boukharine*, *Œuvres complètes*, Editions de Moscou, t. XXXII.

10. La critique de la division capitaliste du travail dans les usines des pays de l'Est n'est plus à faire. D'ailleurs, elle n'a jamais été contestée, Lénine lui-

La division *sociale* du travail ne peut-elle donc être médiatisée que « d'en haut » (si l'on veut abolir la médiation par le marché) ? Apparemment, rien ne s'oppose logiquement à ce qu'il en soit autrement : que les producteurs décident eux-mêmes de ce qu'ils veulent produire et comment [11]. En réalité, tout s'oppose concrètement, historiquement, à ce qu'il en soit autrement. Héritage des cloisonnements (géographiquement matérialisés) de la division du travail, poids des habitudes, idéologie individualiste du « donnant, donnant » : voilà la vieille gadoue où sont venus s'enliser jusqu'ici les rêves utopistes du projet communiste, qui court de Münzer à Tchang Tchouen-kiao en passant par Fourier, Marx, Lénine (oui !) et Mao. Et voilà pourquoi ceux qui poussent le plus à

même pensant que la généralisation du taylorisme pourrait avoir un rôle libérateur pour la classe ouvrière russe (voir R. LINHART, *Lénine, les Paysans, Taylor*, Seuil, 1976).

Ce qui est moins bien perçu, c'est que la « planification » soviétique n'est pas une véritable socialisation, même « par en haut ». Les directives et normes adressées par le Plan aux entreprises ne se distinguent que par la forme des engagements a priori du travail social (en fonction des prix de marché) par les entrepreneurs privés du capitalisme classique. Il en sera ainsi tant que les producteurs directs resteront séparés des moyens de production et auront accès à la disposition de ceux-ci en tant que salariés et à leur produit en tant que consommateurs ; tant que les unités économiques resteront en fait « indépendantes a priori ». Mais cette différence de forme (le Plan opposé au marché comme « espace de représentation » de la socialité des travaux privés) engendre de sérieuses différences quant à la forme de la crise elle-même. Faute de mesurer le caractère réellement marchand de l'économie « planifiée » soviétique, on peut être tenté de la considérer comme un mode de production spécifique, de type tributaire, avec séparation « verticale » (dirigeant/dirigé) mais sans séparation « horizontale », marchande, des unités de production : une société d'exploitation, mais pas capitaliste.

Voir sur ce point :

— Les travaux cités de Ch. Bettelheim.

— Le débat de P. SWEEZY et B. CHAVANCE, *Les Temps modernes*, février 1978.

— L'article de P. GUISSANI, « Sur le concept de capitalisme monopoliste d'Etat », *Communisme*, n°s 25-26.

— Les travaux de B. Chavance sur la critique de l'économie politique du socialisme (à paraître).

Signalons enfin le travail de pionnier d'I. JOSHUA, « Organisation et Rapports de production d'une économie en transition (Cuba) », *Problèmes de planification*, n° 10, E. P. H. E., 1967.

11. Les économistes libéraux ont montré, à la suite d'Arrow, qu'il n'y a pas de « bonne » formule de vote démocratique pour agréger les préférences individuelles en préférences collectives. Mais on ne doit pas faire abstraction de l'effet en retour de l'appartenance à une même communauté sur la structure des préférences individuelles. Encore faut-il qu'il n'y ait pas de différence d'intérêt au sein de la communauté des travailleurs, sinon il faut donner la priorité à la classe ouvrière par opposition par exemple aux cols blancs. C'est la raison pour laquelle les théoriciens du Groupe de Changhaï refusaient l'autogestion « unité par unité » et affirmaient, pendant la Révolution culturelle, que « la classe ouvrière doit diriger en tout » (Yao Wen-yuan).

Ces deux principes, justes, d'une « démocratie des producteurs » (prise en compte de l'intérêt communautaire dans les désirs individuels, hégémonie de la classe ouvrière) peuvent évidemment camoufler des pratiques totalitaires, ou du moins être critiqués comme tels ; et c'est un des thèmes de la critique de Lin Piao par le Groupe de Changhaï d'une part, de celui-ci par les épigones de Mao d'autre part.

l'abolition de la monnaie, à la « marche au communisme » et à la révolution des consciences qui la rend possible courent le plus nettement le risque de reconstituer... la société inca, le totalitarisme intégral de l'Etat médiateur qui semble fleurir au Cambodge. Et même ceux qui eurent le plus précisément conscience des difficultés et abordèrent la question avec la plus grande prudence n'ont pas su éviter les coups des technocrates « libéraux » mobilisant les angoisses de la majorité silencieuse [12]. Car ceux qui, derrière les Teng Siao-ping, ont pour mot d'ordre « Enrichissez-vous, je m'occupe du reste » auront encore pour longtemps la majorité. Eux ne risquent pas d'étendre inconsidérément le despotisme des fabriques à toute la société. Ils se contentent de le consolider dans les fabriques.

Et pourtant, pour en finir avec le capitalisme, il ne suffira pas d'abolir les rapports capitalistes dans l'usine, problème sur lequel la Révolution culturelle chinoise a apporté les réponses les plus avancées de l'histoire « réelle ». Il faudra aussi abolir les rapports marchands dans la société. Question que la révolution chinoise avait seulement commencé à poser.

12. Je pense bien sûr à Mao Tsé-toung et aux théoriciens du Groupe de Changhaï, en particulier à Tchang Tchouen-kiao. La comparaison de son texte cité de 1958, *Eliminer l'idéologie du droit bourgeois* (qui en appelait unilatéralement au retour au communautarisme de Yenan) et de son célèbre article de 1975 (*La Dictature intégrale sur la bourgeoisie*) est d'ailleurs significative, puisqu'il insiste en 1975 sur la base matérielle (qu'on ne peut que « réduire ») de la persistance des rapports marchands, se défend de souhaiter un passage précipité au communisme et accuse la droite de fomenter un vent artificiel de « communisation » pour discréditer, par des excès, la ligne de gauche !

Rappelons qu'à l'époque heureuse de Che Guevara une autre « ligne de gauche » avait lancé Cuba dans l'expérience de l'île des Pins, préparant ainsi, sans le vouloir, le *back-lash* révisionniste de Raoul Castro.

Pour un bilan critique de l'apport maoïste sur ces problèmes, voir « La Dictature du prolétariat », *La Commune*, n° 2, et (quant à l'aspect spatial de la division du travail) la conclusion de mon livre *Le Capital et son espace, op. cit.*

Rappelons par ailleurs que l'expérience cubaine avait déjà fait l'objet d'un semblable débat entre Ch. BETTELHEIM et P. SWEEZY, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspero, 1972.

Section II

Les rapports capitalistes et leur reproduction

Introduction

Nous allons ici aborder la seconde coordonnée du mode de production capitaliste : la séparation du producteur direct et des moyens de production.

Cette séparation s'entend elle-même sous un double aspect, car elle touche deux niveaux de pouvoir sur les hommes et les choses, deux rapports de production. Le premier, qui fait l'objet de cette section, est relatif à la division sociale du travail, à la capacité de constituer des unités économiques, aux rapports de ces unités avec les autres unités économiques : c'est le rapport de *propriété économique* (éventuellement, mais pas nécessairement, recouvert par un rapport de propriété juridique). La propriété économique est la capacité d'affecter les forces productives, organisées dans l'unité sur laquelle elle porte, à telle ou telle production, et de disposer du produit. C'est donc la capacité d'agir sur l'articulation des procès de production. Le second rapport porte précisément sur la structure du procès de production interne à l'unité économique, aux rapports entre le producteur, ses moyens et ses objets de travail, à l'éventuelle division manufacturière du travail au sein du collectif de producteurs. C'est le rapport de *possession* [1], c'est-à-dire la capacité de mettre en œuvre les forces productives et de reproduire les conditions matérielles des processus productifs.

Le rapport de propriété tel que nous l'entendons est nécessairement lié à la forme de division sociale du travail, et c'est bien ainsi que l'entendaient Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande* : « Division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce, dans la première, par rapport à l'activité, ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité. » C'est donc à travers le rapport de propriété que s'articulent les deux coordonnées du mode de production capitaliste : séparation du producteur et des moyens de production, indépendance des unités économiques qui composent le travail social. Nous devrons, par une analyse assez minutieuse, montrer comment

1. Ou rapport d'*appropriation réelle*, selon la terminologie d'E. Balibar *(L. L. C.)*. Nous nous en tenons ici à la terminologie de Ch. Bettelheim *(Calcul économique..., op. cit.)* qui distingue également la *détention*, ou *disposition*, c'est-à-dire le rapport des travailleurs aux moyens de production qu'ils utilisent directement.

c'est à travers le jeu de la même loi de la valeur, et sous le même fétichisme, que se reproduit la structure du mode de production. Cela nous permettra d'esquisser l'idée d'une différenciation possible dans la forme de ce jeu, de la régulation. La tendance au passage d'une forme à l'autre ne pourra cependant être abordée que dans la section suivante, avec la prise en compte du rapport de possession.

5

Salariat et plus-value

La séparation des travailleurs directs et des moyens de production est un processus historique continué. Dans les pays capitalistes européens par exemple, elle est le produit de la dissolution du féodalisme et de la petite production marchande (principalement : la paysannerie parcellaire et l'artisanat villageois) [1]. Mais cette *condition historique* est une donnée contingente, particulière à chaque société nationale ; ce qui est essentiel, c'est le résultat, la séparation, qui constitue le *présupposé théorique* du capitalisme [2]. Nous verrons par ailleurs qu'une fois acquise la dominance du mode de production capitaliste le processus historique se poursuit et s'accélère, hâtant la généralisation de la séparation des producteurs et des moyens de production.

Par cette « séparation », nous voulons dire que *les travailleurs n'ont plus les moyens de se constituer directement en unité de production de l'économie marchande :* ils ne peuvent acquérir de part sur le travail social en apportant directement sur le marché le produit de leur travail privé. Réciproquement, ils ne sont pas attachés (comme dans le féodalisme) à des moyens de production particuliers. Leur *capacité (ou force) de travail* est donc « libre » de s'appliquer à tel ou tel procès de travail au sein de la division du travail. Encore faut-il que soit mis à leur *disposition* des moyens de production : il leur faut pour cela entrer en rapport avec les propriétaires.

Le *monopole* de la propriété économique de ces moyens est le fait d'une classe de non-travailleurs : tel est le second présupposé théorique des rapports spécifiquement capitalistes. Concrètement, en tenant compte de la première coordonnée (économie marchande), ces moyens de production appartiennent collectivement à ceux qui ont de l'argent pour

1. Voir *Le Capital et son espace, op. cit.*
2. Voir le texte d'E. Balibar, « Eléments pour une théorie du passage », *L. L. C.*, II, p. 178 et s.

les acheter (c'est-à-dire ceux qui possèdent un stock d'argent excédant leurs besoins pour la consommation directe).

I. Capitalistes et prolétaires

Entre le propriétaire de l'argent (le *capitaliste*) et le producteur direct « libre » (appelé par Marx *prolétaire*) peut donc s'établir un marché. On le présente généralement (par exemple dans une lecture hâtive de la section II du *Capital*) ainsi : *contre la capacité de travail du prolétaire, l'argent servant à payer les moyens de la reproduire.* A ce premier niveau d'analyse, c'est un échange marchand ordinaire : l'achat d'une marchandise (capacité ou force de travail) contre monnaie.

Précisons : ce qu'achète le capitaliste, c'est la libre disposition de cette capacité ou force de travail pendant une certaine durée (tant de jours par exemple).

La suite est connue. Le capitaliste achète avec une autre part de son argent les *moyens de production* (*objets* et *moyens* du travail), fait produire sous son autorité les marchandises, et les échange. C'est le procès de la *circulation complexe* de l'argent, qui fonctionne alors comme *capital* :

$$A - P \begin{cases} C \\ V \end{cases} \dots M - A'$$

avec les notations usuelles :

A représente le capital sous la forme argent

P représente le capital sous la forme « productif »

M représente le capital sous la forme « marchandise »

C et V représentent le capital sous forme « variable » et « constant » ; ce sont respectivement les parts de A qui s'échangent contre la force de travail et contre les moyens de production nécessaires à la production de M, que je désigne provisoirement : J_M (tant de journées d'ouvriers) et $M\ P_M$ (telles et telles machines et matières premières).

Supposons que les marchandises « s'échangent à leur valeur ». Nous verrons tout au long de ce livre que c'est loin d'être le cas. En tout état de cause, rien ne nous empêche de définir formellement *le procès de production immédiat* comme l'unité entre le *procès de travail* évoqué et le *procès de valorisation* (ou de *mise en valeur*) du capital qui consiste en la métamorphose de A en A', selon de tels rapports de valeur [3].

3. Dans ce qui suit, nous mesurerons donc la valeur indifféremment en argent ou en temps de travail abstrait : il suffit de choisir convenablement les unités. Cette facilité de langage est légitime, rappelons-le, pour autant qu'il ne s'agit que de la *mesure* de la substance valeur.

La valeur de la marchandise M est égale à la somme des temps de travail abstrait nécessaires à la production des moyens et objets de travail, et à leur combinaison dans le procès de travail. En supposant que le temps de travail effectif J_M est socialement nécessaire, et en mesurant la valeur en temps de travail, cette dernière phrase s'écrit :

$$v\ (M) = v\ (MP_M) + J_M$$

J_M est la *valeur ajoutée* (notée VA) par le travail au sein de l'unité de production, sous la direction du capitaliste [4].

Jusqu'ici, nous n'avons pas véritablement fait intervenir la séparation des producteurs directs des moyens de production, mais seulement la séparation des unités économiques entre elles : que le travail nécessaire à la production de la marchandise M était effectué en plusieurs fois, ou plus exactement en plusieurs endroits, dans plusieurs unités économiques. Il y a là une petite difficulté, sur laquelle nous devons nous arrêter un instant.

Additionner les temps travail abstrait nécessaires d'une part à la production des moyens de production, d'autre part à leur mise en œuvre pour produire la marchandise, est la façon normale de définir la mesure instantanée de la valeur de la marchandise, qui est, rappelons-le, le temps dépensé par la société considérée « comme une force unique ». Il s'agit donc d'une addition « instantanée », synchronique : on agrège par la pensée deux départements de la division sociale du travail. Mais, quand l'argent fonctionne comme capital, il ne personnifie pas une valeur instantanée, mais une valeur en procès, diachronique. Le travail qui s'effectue pour MP_M n'est pas effectué « ailleurs », mais « déjà ». La ribambelle : $A \rightarrow P \dots M \rightarrow A'$ est même la plus typique des « valeurs en procès », celle pour laquelle Marx a forgé le concept, que nous analyserons plus profondément dans notre section IV, mais qu'il introduit aussitôt après celui de marchandise *avant* de parler de plus-value [5].

4. Il n'est pas tout à fait légitime de noter de la même façon la « marchandise » J_M et la valeur qu'ajoute au produit sa consommation productive. Cela suppose en effet que la marchandise J_M soit directement du travail abstrait, alors qu'en réalité le capitaliste n'achète que la soumission d'un travailleur concret. Cependant, la dissymétrie formelle des deux termes du second membre de l'équation ($v\ (MP_M) + J_M$) souligne bien la différence des deux « états » de la substance valeur. A l'état cristallisé, $v(MP_M)$, la valeur renvoie à un travail passé, « mort » ; à l'état fluide, J_M, elle apparaît directement pour ce qu'elle est : du travail en général, qu'il appartient au capitaliste d'orienter vers telle ou telle tâche particulière.

5. La présence de l'intermède P...M au sein de la ribambelle ne modifie pas la définition générale de la valeur en procès, donnée précédemment, puisque cette transformation s'effectue sous la direction d'un même propriétaire. Mais elle explique le changement de la grandeur de la valeur entre A et A'.

Marx introduit la notion de valeur en procès dans le chapitre IV, à la suite du chapitre sur la circulation, et avant de parler de l'exploitation. Il feint alors de se demander (chapitre V) ce qui permet à une valeur en procès de changer de grandeur de valeur, et présente sa solution au chapitre VI : c'est la production de plus-value dans l'usage de la force de travail. De nombreux marxistes ont le grand

A-t-on véritablement le droit de comparer la valeur de M (qui s'exprime dans le prix A') et celle de P (qui s'exprime dans le prix A) ? Théoriquement, la valeur de M est fonction des normes de production au moment de sa mise en vente, celle de P dépend des normes au moment de l'achat de la force de travail et des moyens de production. On ne peut donc pas directement comparer les valeurs de P et de M, donc de A et A'.

Cependant, on peut le faire pratiquement si on considère (ce que fait le capitaliste) que la valeur est une propriété des choses, et si par ailleurs les normes ne varient pas entre les deux moments. Dans ce cas, et bien que seule la première formulation soit théoriquement irréprochable, il est équivalent de dire : « La valeur de M se décompose en valeur des moyens de production et temps de mise en œuvre de ces moyens », ou bien : « Le temps de mise en œuvre des moyens de production s'ajoute à la valeur de ceux-ci pour former la valeur de M. » La seconde formulation utilise à fond le fétichisme de la valeur : elle considère comme « stockable » la valeur des moyens de production, et que ce stock, autonomisé, est conservé et grossi par le travail qui s'applique sur lui. Mais elle est tout aussi légitime que l'expression « M a une valeur » : c'est le même fétichisme lié à la forme valeur.

Cependant, cette forme entre en contradiction avec la substance de la valeur dès que les normes de production se modifient pendant le procès de travail qui transforme P en M. Dans le cadre de ce chapitre, nous n'aurons pas à nous occuper de cette perturbation, mais il faut souligner dès l'abord cette difficulté théorique inhérente au « procès de valorisation », car elle est à la base de toutes nos considérations ultérieures.

Reste donc maintenant à comparer A et A', c'est-à-dire les valeurs du capital productif et du capital-marchandise produite. Nous venons de voir ce qu'il en est du second terme. Qu'en est-il du premier ?

Dans l'échange A — P, le capitaliste a acheté deux groupes de marchandises distinctes : les moyens de travail (outils, matières premières) et les forces de travail. La valeur de cet assortiment de marchandises est la somme des valeurs de ses différents éléments *[6].

tort de considérer cette présentation comme un boniment de prestidigitateur, vite oublié dès qu'est dévoilé le secret de la plus-value. Réduire le capital au rapport social en oubliant sa forme de valeur en procès, c'est toujours la même erreur que celle qui consiste à réduire la valeur à sa substance (mais c'est évidemment un progrès par rapport à ceux qui considèrent le capital comme une chose ayant naturellement une mesure K et une efficacité marginale !).

L'analyse par Marx de la structure particulière de cette valeur en procès est l'objet du livre II du *Capital*.

*6. Cette sommation-là n'a pas exactement le même sens que plus haut : l'additivité des valeurs est immédiate, alors que la somme des travaux entrant dans la composition d'une marchandise est une opération déduite du concept de la substance travail de la valeur.

Pour reprendre le formalisme esquissé dans le chapitre 1, on peut définir deux lois de composition sur la catégorie des marchandises :

— la *juxtaposition* +, qui associe plusieurs marchandises pour en faire un

C'est l'introduction de la séparation du producteur des moyens de production qui donne un sens à l'expression « valeur de la force de travail ». Le prolétaire vend en effet sa capacité de travail comme une marchandise, parce qu'il ne peut vendre directement le produit de son travail. Ce qu'il vend, c'est du travail abstrait à l'état actif, vivant, et non cristallisé, objectivé dans une activité ou un objet particulier[7]. Mais ce n'en est pas moins une marchandise qui comme telle a une valeur : ce qu'il en coûte socialement de la reproduire, le temps de travail nécessaire à produire le logement, les habits, la nourriture et autres composantes du panier de marchandises qui, dans le ménage, servent à la reproduction de la force de travail.

Cette définition de la « valeur de la force de travail » pose un problème. Certes, la « capacité de travailler » est reproduite par l'ouvrier, ou plus exactement par son ménage (voir l'encadré sur la « production domestique »), de façon « privée » : indépendamment de sa vente effective, de sa « réalisation », c'est-à-dire de son embauche. La force de travail est donc bien une marchandise, qui peut ne pas être validée socialement, peut l'être partiellement seulement (bas salaires en période de chômage), doit chercher où (dans quelle ville, dans quelle branche) être vendue. Mais ce que le producteur reproduit, pour lui, c'est en fait tout simplement son existence : il ne produit pas sa capacité de travail comme une marchandise ordinaire, encore moins comme une marchandise capitaliste, en fonction d'un calcul économique (même s'il se paye des cours de perfectionnement !). Ne figure dans la valeur de sa force de travail, sur le marché capitaliste, que le travail *marchand* qui sert à la reproduire : la valeur des marchandises qu'il doit acheter.

« lot », un « panier ». La valeur du lot est la somme des valeurs de ses éléments.

$$v(A + B) = v(A) + v(B)$$

— la *composition* o, qui combine plusieurs marchandises, moyennant un temps de travail abstrait t, pour en faire une marchandise (ou un lot de marchandises) nouvelle.

$$v(A \circ B, t) = v(A) + v(B) + t$$

Si A est déjà un lot qu'il s'agit de composer (ici : MP_M), on notera l'opération (o MP_M, t).

7. La différence n'est pas dans le caractère *matériel* de la cristallisation : un artisan coiffeur, un médecin libéral vendent la cristallisation de leur travail au client, tout comme un artisan menuisier, et font valider sur le marché l'engagement privé de leur capacité de travail dans cette branche de la division du travail. Un conducteur de car, un ouvrier métallurgiste vendent à un patron leur capacité de travail ; c'est lui qui l'affecte à tel travail concret (sous forme d'un produit ou d'un service) et vérifie sur le marché la validité de cet engagement. La différence produit — service renvoie au fait que la valeur d'usage a pour forme naturelle le produit matériel d'une activité ou l'activité particulière elle-même. Elle ne doit pas être confondue avec la différence entre la vente du produit du travail (qui est le fait du propriétaire de l'unité économique marchande) et la vente de la capacité de travail elle-même (qui est le fait du prolétaire). C'est bien entendu ce que fera quand même l'apologiste bourgeois qui considère que le prolétaire vend (à sa valeur !) un *service* à l'entrepreneur, et que c'est ce dernier qui « produit » les marchandises avec des services.

La transformation du panier des biens de subsistance achetés en force de travail disponible est un procès complexe, qu'on peut appeler *procès de consommation*, et qui se réalise dans une unité économique *privée*, que l'on peut appeler *ménage*. Ces « ménages » ne sont pas des unités de production du mode de production capitaliste, bien qu'ils entretiennent avec lui des relations marchandes. Ils sont en général le lieu de son articulation avec le *quasi-mode de production domestique*, où la femme utilise les moyens de production achetés par le salaire du mari — voire le sien propre — pour produire les valeurs d'usage directement nécessaires (repos, linge propre, etc.) à la reproduction de la force de travail. Par ailleurs, les ménages sont le lieu de l'intervention de divers appareils d'Etat dans la reproduction de la force de travail.

Ce travail, effectué par la femme dans la production domestique, n'est ni capitaliste ni même marchand. Il est donc considéré comme ne produisant aucune valeur, tout en produisant des valeurs d'usage. Il abaisse donc la valeur de la reproduction de la force de travail : formellement, c'est le même résultat que ce que nous appellerons production de plus-value relative. Par ce biais, les femmes des prolétaires sont indirectement exploitées par le capital (outre qu'elles peuvent être directement exploitées, et en général surexploitées, quand elles travaillent à l'extérieur).

Même d'un point de vue grossièrement économiste, le ménage ne peut pas être considéré comme une « unité de production de force de travail » comme les autres unités de production. Le temps de travail domestique (qu'il soit le fait de la femme ou de l'homme) ne s'ajoute pas à la valeur des biens consommés pour définir la valeur de la force de travail. Et même les néo-ricardiens et « marxistes algébristes » ne songent pas à appliquer un taux de profit sur le prix du « panier de la ménagère » pour calculer le prix de production de la force de travail (alors que cela pourrait être légitime si tous les prolétaires vivaient dans des hôtels capitalistes).

Cette dissymétrie radicale (mais rarement mise en relief) entre l'entreprise et le ménage suffirait à disqualifier la tentation de présenter le rapport ouvrier/patron comme un rapport d'égalité formel, contractuel. On peut se demander pourquoi Marx n'y fait aucune allusion. Bien sûr, il doit, pour étayer sa thèse, raisonner dans l'hypothèse la plus défavorable, et montrer que, et même si la force de travail devait être achetée à sa valeur « totale » (marchande + domestique : par exemple si l'ouvrier vivait à l'hôtel), l'exploitation serait possible. Marx analyse le mode de production capitaliste « pur » et fait abstraction de l'articulation avec les autres modes de production. Mais d'habitude il ne manque jamais de signaler les occasions de surprofit que rencontrent les capitalistes dans la réalité concrète.

Avançons une hypothèse : si le travail domestique était le fait des hommes, le mouvement ouvrier (et ses théoriciens) aurait depuis longtemps levé le lièvre. Or il est le fait des femmes, dans l'écrasante majorité des cas. Que le « panier de la ménagère » se retrouve transformé en repas paraît aussi « naturel » (aux patrons *et* aux ouvriers) que le fait (un vrai don de la nature, celui-là) que le repas se trouve transformé par la digestion en force physique et intellectuelle à même de créer plus de valeur que celle du repas lui-même.

Il a fallu que le mouvement des femmes remette en cause radicalement le caractère « naturel » de ce phénomène pour que les théoriciens commencent à s'en occuper. Mais cette remise en cause de l'ensemble des rapports idéologiques, politiques, sexuels, économiques dont la famille est le siège porte bien au-delà du phénomène secondaire que nous venons d'évoquer.

Voir par exemple « Femmes, exploitées, opprimées, osons lutter », *Cahiers pour le communisme*, n° 9, Paris, 1976, chap. I. Pour une critique plus radicale du « sexage » : C. GUILLEMIN, « Pratique du pouvoir et Idée de nature : l'appropriation des femmes », *Questions féministes*, Ed. Tierce, Paris, 1978, n° 2.

Cette profonde originalité de la marchandise force de travail n'existe pas du côté du capitaliste : c'est pour lui une marchandise de valeur V. Nous rencontrerons cependant des particularités de cette « valeur » qui découlent du fait que la force de travail n'est pas véritablement un « produit [8] ».

Tenons-nous-en provisoirement à l'idée que cette marchandise a pour valeur celle du panier qui sert à la reproduire.

Que la valeur de ce panier, consommé ou usé quotidiennement, soit inférieure à la valeur que peut produire cette capacité de travail dans le même temps, c'est une évidence : l'humanité se serait éteinte depuis longtemps s'il en était autrement *[9]. Nous y consacrerons le prochain chapitre.

La valeur du capital productif, égale à celle de A, se décompose donc en « valeur des moyens de production » (qui s'échangent contre C) et « valeur de la force de travail » (qui s'échange contre V). La première se retrouve dans la valeur du produit ; d'où le nom de *capital constant*. La seconde est remplacée par la valeur ajoutée par la force de travail ; d'où le nom de *capital variable*.

8. Le travail (production de valeurs d'usage) qui s'effectue dans le ménage pour son propre compte n'est pas un travail marchand, il n'ajoute donc pas de valeur aux marchandises qu'il consomme ! Cette particularité ne va pas de soi : il faut expliciter le rapport social qui se cache derrière la « non-adjonction de valeur ». C'est l'articulation avec le quasi-mode de production domestique (voir l'encadré « Production domestique et reproduction de la force de travail »).

Dans ce chapitre (comme dans *Le Capital*), on suppose que le travail domestique est nul, et que le prolétaire vit à l'hôtel. Il ne lui reste qu'à mâcher et se laver, ce que la plupart des hommes ne demandent même pas à leur épouse de faire à leur place. « Sa reproduction n'exige aucun autre travail que la reproduction des produits qu'il consomme. L'acte de manger, etc., bref l'appropriation de ces produits, n'est pas du "travail". » (*T. P. L.*, III, p. 176.)

Sur la place des autres modes de production dans la reproduction de la force de travail, voir :

P.-P. Rey, « L'Articulation des modes de production », dans *Les Alliances de classe*, Maspero, 1973.

Cl. Meillassoux, *Femmes, Greniers et Capitaux*, Maspero, 1975.

Le Capital et son espace, op. cit.

Quant à la particularité de la marchandise « force de travail », elle est bien mise en lumière dans le livre de B. Lautier et R. Tortajada, *Ecole, Force de travail et Salariat*, P. U. G.-Maspero, 1978. Je n'irais sans doute pas jusqu'à dire que « la force de travail n'est pas une valeur cherchant à se réaliser, mais elle a un coût qui reflète des valeurs réalisées [les marchandises consommées] » (p. 98), car, du point de vue de la reproduction économique, la force de travail est bien une marchandise qui, se reproduisant, en valide d'autres, et doit être validée par l'embauche. Mais je suis d'accord avec l'idée de fond, et je montrerai les conséquences qui découlent de la particularité de cette marchandise dans le relatif arbitraire de la détermination de sa « valeur ».

*9. Poursuivons la formalisation. Ce qui caractérise le capitalisme, c'est que le temps de travail abstrait T devient lui-même une marchandise. L'application v devient donc un endomorphisme ; c'est même un endomorphisme contractant :

$$v(J) < J$$

On a donc : $v(P) = v(MP_M + J_M) = v(MP_M) + v(J_M)$

$$v(M) = v(oMP_M, J_M) = v(MP_M) + J_M$$

$$A' - A = v(M) - v(P) = J_M - v(J_M) = PL > o.$$

La différence, appelée *plus-value*, entre la valeur du capital productif engagé et la valeur du produit résulte donc uniquement de la différence entre la valeur ajoutée *par* la force de travail et la valeur *de* cette force de travail elle-même.

Tout cela est connu, et déjà en filigrane chez A. Smith et D. Ricardo. Arrêtons-nous maintenant sur la production de plus-value.

II. L'exploitation

Que la valeur de M puisse excéder celle de P n'est pas un mystère. La quantité de travail fournie par une force de travail humaine dans une journée normale *peut* évidemment être supérieure à la quantité de travail social nécessaire à sa reproduction, c'est la condition *sine qua non* de l'existence de n'importe quelle société. Ce qui fait problème, c'est le rapport qui impose, dans la *valeur ajoutée* (par la force de travail à la valeur des moyens de production) une partition entre V et PL.

Ce rapport social est matérialisé par le *contrat salarial*, qui fixe :

— le prix d'achat de la force de travail (salaire) ;

— la durée du travail ;

— la soumission à l'autorité du capitaliste dans le travail.

La combinaison de ces trois données fixe à son tour le rapport numérique fondamental, le *taux d'exploitation* ou *taux de plus-value*.

$$e = \frac{PL}{V}.$$

Nous étudierons ce rapport dans le chapitre suivant. Nous devons réfléchir d'abord aux rapports sociaux qui permettent au capitaliste d'imposer un tel contrat.

Ces rapports ne sont rien d'autre [10] que les coordonnées du mode de production capitaliste, mais ce sont l'*ensemble* de ces coordonnées.

Le travailleur est d'abord *soumis formellement* au capital par la nécessité pour lui d'assurer sa subsistance au sein de la division marchande du travail : il vend sa force de travail parce qu'il ne peut pas vendre des produits pour acheter des biens de subsistance. Ce qui surdétermine l'échange de la capacité de travail contre le salaire, c'est donc un autre « échange » (ou du moins un rapport fantasmagoriquement vécu comme tel, par exemple dans l'expression : « le patron donne

10. En réalité, outre les coordonnées économiques du mode (société marchande + séparation du producteur de ses moyens de production), d'autres rapports, politiques, juridiques, idéologiques, viennent conforter, « surdéterminer », ces rapports. Nous voulons seulement souligner, à la suite d'Althusser et Balibar (*L. L. C.*), que ces coordonnées économiques « suffisent » à expliquer l'exploitation, contrairement à ce qui se passe dans le mode de production féodal, où la contrainte politique intervient directement dans l'exploitation.

du travail à l'ouvrier » et dans la pratique du « chantage à l'emploi ») : celui de l'*insertion* du travailleur dans une unité elle-même insérée dans la division sociale du travail, contre la *soumission* du travailleur au propriétaire de l'unité économique quant à l'*usage* de sa force de travail. Sans l'argent du capitaliste, le prolétaire ne peut vivre ; sans se soumettre à lui, il ne peut gagner sa vie. Il échange le salaire, équivalent du *travail (marchand) nécessaire* à la reproduire, contre le devoir de produire et le travail nécessaire, et le *surtravail*, quantité de travail fournie au-delà de ce que le capitaliste lui donne pour acheter les biens de subsistance.

« *La faveur des circonstances naturelles fournit, si l'on veut, la possibilité, mais jamais la réalité du surtravail, ni conséquemment du produit net ou de la plus-value.* [...] *Le surtravail ne peut commencer qu'au point où le travail nécessaire finit.* [...] *Au milieu de notre société européenne,* où le travailleur n'achète la permission de travailler pour sa propre existence que moyennant surtravail, *on se figure facilement que c'est une qualité innée du travail humain de fournir un produit net.* [...]

Le travail doit donc posséder un certain degré de productivité avant qu'il puisse être prolongé au-delà du temps nécessaire au producteur pour se procurer son entretien ; mais ce n'est jamais cette productivité, *quel qu'en soit le degré,* qui est la cause de la plus-value. *Cette cause, c'est toujours le surtravail quel que soit le mode de l'arracher* [11]. »

Le caractère marchand de l'économie, et l'impossibilité pour le « producteur séparé » de s'inscrire à soi seul dans la production marchande, constituent *à eux deux* la structure *déterminante* du rapport salarial [12] et, partant, la *cause* de la production de plus-value. A cela s'ajoutent :

— les moyens de coercition qui contraignent le travailleur à produire au rythme décidé par le capitaliste et ses fonctionnaires *(despotisme d'entreprise)* : règlements, hiérarchie, contrôles, sanctions, etc. ;

— l'organisation même du procès de travail, le développement de forces productives où le mouvement même de la machinerie détermine le geste de l'ouvrier. Ce rapport de l'homme aux moyens de production, qui est le propre du capitalisme, constitue la *soumission réelle* du prolétaire au capital [13] ;

11. *K.*, I, XVI, p. 369. Ici, « net » signifie : défalcation faite de V.

12. « L'appropriation par des particuliers du produit du travail social organisé par l'économie marchande, voilà ce qui constitue l'essence du capitalisme », écrit Lénine dans *Ce que sont les Amis du peuple* (Editions du Progrès, p. 136). Il y étudie le cas où ce rapport ne prend même pas la forme juridique du salariat, mais celle du contrat qui lie des artisans au capital commercial.

13. Cette distinction entre « soumission réelle » et « soumission formelle » est établie par Marx dans *Un chapitre inédit du Capital* (U. G. E., 1971). Elle renvoie, dans le livre I, à la distinction entre manufacture et grande industrie, plus-value absolue et plus-value relative, etc., ce que Bettelheim et Balibar évoquent par la distinction entre « propriété » et « possession » (ou « appropriation réelle » chez Balibar). Le procès de soumission réelle sera étudié dans la troisième section.

— la surdétermination de ces rapports économiques par des rapports juridiques (« contrats » salariaux proprement dits, droit de propriété du capitaliste sur l'ensemble des produits, règlements intérieurs, « législation du travail », etc.). Ces rapports juridiques ne sanctionnent en fait qu'un rapport de forces général, mais ont leur efficace propre [14].

III. L'engagement du travail par le capital

Du côté du capitaliste, la propriété de A = C + V prend globalement le sens de : droit sur le travail social, travail *mort*, « cristallisé » en marchandises-moyens de production, ou travail *vivant*, capacité de travail existant sur le marché du travail sous forme d' « armée de réserve » du salariat. *La partition de A en C et V* ne désigne rien d'autre que cette partition-là, celle qui oppose le travail social *objectivé* sous la forme d'une marchandise déterminée (moyen de production) à la capacité de travail qui, dépensée en activité concrète, d'une part *féconde* le travail cristallisé (le fait fonctionner comme moyen de production), d'autre part *ajoute* une masse de travail abstrait, la valeur ajoutée VA = V + PL.

Socialement parlant, c'est le monopole de la propriété des moyens de production qui permet l'exploitation. Il ne faut pas cependant en conclure que, pour chaque capitaliste privé, il suffit d'être propriétaire du capital constant. Certes, Marx indique bien souvent que le prolétaire « avance » son travail au capitaliste qui le paie en fin de période [15]. Mais, au niveau d'analyse présent, où nous ne tenons pas compte des différents temps de circulation, des paiements à crédit, etc., il faut s'en tenir à souligner les deux points suivants.

D'abord, c'est bien dans l'*achat de la force de travail* (l'échange de V contre J) que consiste le rapport capitaliste proprement dit. La « propriété du moyen de production » que permet l'échange de C contre MP est en revanche la condition *sociale* qui permet que s'établisse le rapport salarial. Nous verrons que ce point est d'une importance décisive, car il implique que le salaire ne puisse excéder durablement le prix des biens de subsistance.

14. C'est un point sur lequel insiste E. Balibar (« Les éléments de la structure et leur histoire », *L. L. C.*, p. 112 et s.), qui en revanche ignore l'importance des rapports marchands comme base du pouvoir des capitalistes sur les travailleurs.

Nous verrons que la législation qui règle le rapport salarial évolue au cours du temps et constitue l'une des formes structurelles de la régulation monopoliste.

15. Ces indications ont justifié des polémiques entre les divers auteurs qui ont cherché à « formaliser » sous forme algébrique la pensée de Marx et celle de Ricardo. Ainsi, P. Sraffa paraît considérer le salaire comme payé « après », Ricardo (et les critiques « marxistes algébristes » de Sraffa) comme payé « avant ». Nous examinerons plus loin ces divergences apparentes... et l'unité globale de ces formalisateurs en face de Marx.

C'est d'autre part le fait que le capitaliste *achète* effectivement la capacité de travail. Qu'il impose un paiement à crédit, qu'il viole éventuellement son engagement (faillite frauduleuse), ne change rien à l'affaire. Nous avons vu (section I) que cet achat, comme tout achat, *valide* la production sociale de ce qui est acheté, autorise la participation du producteur de la marchandise achetée au produit social. Qui produit la marchandise « force de travail » ? Le travailleur lui-même, ou plus exactement son ménage. Tout travailleur *embauché* (et donc *supposé payé*) est donc un *consommateur* en puissance et, à court terme, en acte. Cela ne signifie nullement que la marchandise produite par son travail sous la direction du capitaliste sera, *elle*, réalisée, validée socialement. C'est la contrepartie de l' « échange fantasmagorique » évoqué dans le paragraphe précédent : tout capitaliste qui « engage » de la capacité de travail assume du même coup les risques du « saut périlleux », de la validation sociale du travail engagé de façon privé.

On devine l'importance fondamentale de ce point quand il s'agit d'étudier la question de l'inflation et du chômage ! Car, en tout état de cause, le salarié, même si sa production n'est pas validable, devient un « demandeur » effectif.

Remarquons que, si le capital, la somme qui se *valorise*, est bien la somme C + V, si V est bien une partie du capital, il convient, dans la mesure où l'on se place à *ce* niveau d'analyse, de nier que la masse salariale soit une part du produit net [16] (ce qui revient à considérer le capital variable comme une part de la valeur ajoutée nette), et de ne pas rapporter, pour exprimer le taux d'exploitation, la plus-value PL à V + PL au lieu de V. Cette notation revient en effet, note Marx, à « représenter le salaire comme portion du travail achevé » (p. 410), ce qui présente plusieurs inconvénients. Marx dénonce celui-ci, aux implications politiques et idéologiques évidentes :

> « *L'habitude d'exposer la plus-value et la valeur de la force de travail comme des fractions de la somme de valeur produite dissimule le fait principal, l'échange du capital variable contre la force de travail, fait qui implique que le produit échoit au non-producteur. Le rapport entre le capital et le travail revêt alors la fausse apparence d'un rapport d'association dans lequel l'ouvrier et l'entrepreneur se partagent le produit suivant la proportion des divers éléments qu'ils apportent* [17]. »

Pour le sujet qui nous préoccupe (l'inflation et la crise), il y en a une plus grave : *la masse salariale y apparaît comme une part de la valeur ajoutée réalisée, alors qu'elle est une part du capital avancé.* Ces deux définitions renvoient à deux mécanismes de formation des revenus différents.

16. Ici, « net » signifie : défalcation faite de C (voir la note 16 du prochain chapitre).

17. *K.*, I, XVIII, p. 383.

C'est là le *fond* de la position de P. Sraffa, et non une prise de position sur la question, toute secondaire, de la date du versement du salaire.

Le second est *privé*, il s'impose « ex ante », avant l'échange. Le premier est *social*, il s'impose « ex post », par la circulation monétaire (à travers l'inflation et les faillites).

Cependant, à un autre niveau d'analyse, quand on considère le travail comme *social* — donc quand on considère l'économie marchande « ex post » —, il est légitime de définir le *taux de partage* par la formule :

$$\varepsilon = \frac{PL}{V + PL} \quad \left(= \frac{e}{1 + e}\right).$$

C'est la terminologie que nous conserverons dans la suite de ce livre (elle n'a rien de canonique).

En ce qui concerne la présente section, où nous étudions isolément le rapport d'exploitation du « capital général », c'est-à-dire en faisant abstraction de la séparation en capitaux privés, nous devons nous intéresser à la forme sociale du partage de la masse de la valeur ajoutée en surtravail et travail nécessaire : c'est l'objet du prochain chapitre.

6

La fixation du taux de plus-value

Socialement considéré, le taux de plus-value se détermine à partir de deux normes : d'une part le travail alloué, « socialement nécessaire », à la reproduction de l'*ensemble* de la classe des producteurs directs, et d'autre part le travail *total* fourni par cette classe et validé socialement. La plus-value sociale n'est, de ce point de vue, que la différence comptable de ces deux grandeurs [1]. C'est pourquoi, lorsqu'on considère les choses socialement, c'est-à-dire en ne prenant en compte que l'exploitation capitaliste et en supposant que le jeu de la loi de la valeur a déjà « socialisé » les travaux réalisés dans les entreprises privées, il est légitime d'analyser la fixation du taux de plus-value en considérant la valeur de la force de travail comme une part de la valeur ajoutée.

Nous allons commencer par analyser ces deux normes sociales, puis nous reviendrons sur le rapport entre les deux. Nous n'examinerons pas les difficultés spécifiques introduites par le *travail complexe, qualifié,* dont la valeur produite et la valeur de reproduction sont de fait réduites en multiples (en principe différents) du travail simple par la réalité même de l'échange (voir l'encadré : « Sur le travail qualifié »).

1. Présenter de façon « comptable » la plus-value peut être une double source de gêne.

— On peut reprocher à cette présentation de paraître absorber la définition de l'exploitation : si on oublie comment est reproduite la force de travail, et comment est produite la valeur, la lutte économique de classe se réduit à une discussion de tapis vert. C'est la critique de L. Althusser dans son intervention au Colloque de Venise (IL MANIFESTO, *Pouvoir et Opposition dans les sociétés postrévolutionnaires*, Seuil, 1978).

— On peut plaider que le taux de plus-value est déterminé d'abord par un rapport de forces, et que s'en déduit la valeur de la force de travail. C'est le point de vue opéraïste, peu différent de celui de P. Sraffa sur ce point (A. Negri ne cache d'ailleurs pas cette convergence dans sa contribution au Colloque de Nice, A. C. S. E. S., *Sur l'Etat*, Editions Contradictions, Bruxelles, 1977).

J'espère que la suite de mon exposé lèvera les ambiguïtés.

I. Durée et intensité du travail

La définition de la seconde norme (la valeur ajoutée par la force de travail totale) est un processus historique et social qui ne se réduit nullement à la mesure des effectifs employés, contrairement aux apparences et aux habitudes d'écriture. Il semble aller de soi en effet qu'on peut mesurer la productivité par la « production par tête ». Or le travail par tête est la résultante de deux termes du contrat salarial : la *durée* et l'*intensité* du travail. La détermination de ces deux normes sont l'objet d'une vive et permanente lutte entre les classes, dans chaque entreprise et dans la société.

Il est pratiquement impossible de mesurer l'*intensité du travail,* c'est-à-dire la quantité de travail abstrait par unité de temps d'horloge passée sous la direction du capital. La fixation de cette norme au plus haut niveau possible, par réduction de temps morts et accélération des cadences, est pourtant la tâche majeure des contremaîtres, chronométreurs et autres spécialistes du système Bedeau et de la taylorisation. Cependant, si la mesure différentielle est possible (l'intensité à tel moment dans telle usine est de tant pour cent supérieure à la moyenne, ou à l'intensité de la veille), on ne voit guère comment en mesurer la grandeur absolue, dès lors que l'on mesure la valeur en temps d'horloge de travail « normal » : l'intensité moyenne restera toujours égale à l'unité ! Par ailleurs, les modifications de l'intensité du travail s'accompagnent le plus souvent d'une modification de l'organisation du travail, et donc en général de la *productivité* du travail, c'est-à-dire de la quantité de valeur d'usage produite pour une même dépense de travail abstrait. Les gains d'intensité et de productivité du travail sont en général confondus dans la mesure de la *productivité apparente,* c'est-à-dire de la quantité de valeur d'usage produite par heure de travail (ou par tête, si la durée du travail est fixée).

La *durée du travail* est en revanche quelque chose de bien défini et mesurable, usuellement par la durée hebdomadaire (il faudrait pourtant tenir compte des congés annuels). *Le Capital* soulignait déjà l'importance de la lutte pour la réduction de la durée du travail. Elle ne s'est pas démentie depuis, en particulier en France, où la durée hebdomadaire du travail est restée très importante, passant de 62 heures à 43 heures de 1905 à 1974, alors qu'en Grande-Bretagne elle passait de 53 heures à 42. Encore faut-il souligner l'importance des écarts par rapport à la norme : en 1974, on travaillait 47,4 heures dans le bâtiment, et, en 1972, 14 % des ouvriers travaillaient plus de 48 heures [2].

L'importance de la durée du travail dans les raisonnements sur la valeur peut être mise en relief par un fait saisissant : *en 1973,* point culminant de l'extension du prolétariat industriel en France, le nombre

2. Tous ces chiffres et ceux qui suivent sont bien sûrs cités d'après le travail de compilation critique de R. BOYER, J. MUNOZ et C. OMINAMI, *Approches de l'inflation*, t. III. Voir également F. EYMARD-DUVERNAY, « Les 40 heures : 1936 ou 1980 ? », *Economie et Statistiques.*

Sur le travail qualifié

La *qualification* du travail doit être distinguée de l'habileté ou de la dextérité individuelle de tel ou tel travailleur, comme de l'intensité du travail. Elle désigne le fait que, dans la division sociale et manufacturière de travail, certains types de travaux concrets représentent plus de travail abstrait, ajoutent plus de valeur au produit.

Cela signifie que le temps de travail alloué par la société « considérée comme une force unique » à cette production ne se réduit pas au temps apparent passé directement dans le procès de travail, mais comprend un temps de formation, lequel a mobilisé le travailleur lui-même mais aussi ses maîtres. Ceux-ci contribuent ainsi indirectement à la production de valeur : c'est ce qu'E. Terray appelle *travail requis* (voir « Prolétaires, Salariés, Travailleurs productifs », *Contradictions*, n° 2, 1972). En somme, de même que le travail des femmes permet aux prolétaires de produire du travail simple, celui du personnel de l'enseignement technique (public ou patronal) leur permet de produire du travail qualifié. Plus exactement, à partir du moment où l'enseignement primaire devient la norme de qualification du travail simple, c'est l'enseignement professionnel, secondaire et supérieur qui qualifient le travail complexe. L'amortissement (dans un sens tout à fait métaphorique !) de ce temps de formation (éventuellement permanente) sur le temps de production direct accroît la valeur ajoutée par le travail qualifié. Cette augmentation sanctionne la validation sociale du temps passé à la qualification, et de l'affectation du travail qualifié à telle ou telle branche.

Par ailleurs, pendant ce temps de formation, le producteur a dû vivre, soit grâce à un salaire d'apprentissage, soit aux crochets de ses parents (dont on doit supposer qu'ils appartiennent à la même couche sociale que lui, si on veut pouvoir faire des calculs de ce genre, c'est-à-dire considérer la reproduction de la population active « en régime permanent », ce qui évite les problèmes d'actualisation). La valeur de ces « frais de formation » s'amortit sur la valeur « quotidienne » de reproduction de la force de travail.

Valeur de la force de travail et valeur produite sont donc multipliées séparément dans le cas du travail qualifié par deux coefficients inégaux : le premier renvoie à l'achat des biens de subsistance individuels, le second au travail requis social (l'appareil universitaire, etc.).

Cependant, le travailleur qualifié se retrouve individuellement dépositaire du travail requis social, juridiquement garanti par un diplôme. Ce qui permet que joue en sa faveur un phénomène analogue à la rente. Baudelot, Establet et Malemort ont montré, dans *La Petite Bourgeoisie en France* (Maspero, 1974), que les revenus de la petite bourgeoisie moderne salariée ne peuvent pas s'expliquer seulement par les frais de formation. Elle jouit donc d'une redistribution de plus-value, acceptée par la bourgeoisie pour des raisons idéologico-politiques.

D'une façon générale, il ne faut pas trop chercher à évaluer économétriquement les « coefficients de qualification » à partir de la structure des prix observés, car, sur ce point plus que partout, le rapport valeur/prix est perturbé par l'interférence d'autres rapports sociaux. Ainsi l'échelle des salaires ouvriers est-elle largement déterminée par des grilles de classification visant à diviser la classe ouvrière selon des critères raciaux, sexistes, etc. (voir R. Linhart, *L'Etabli*, Editions de Minuit, 1978).

Cependant, même l'analyse théorique ici présentée ne fait pas l'unanimité, bien qu'elle me semble la plus conforme à l'analyse de la substance sociale de la valeur. Sur ce point, je suis largement d'accord avec I. Roubine, et contre la position de Bogdanov (qu'il cite), lequel écrit que « c'est parce que la valeur de la force de travail qualifiée est plus grande (du fait de ses coûts de reproduction) qu'elle donne à la société un travail vivant plus complexe, c'est-à-dire multiplié ».

Cependant, B. Billaudot dans sa thèse a récemment avancé une justification plus sophistiquée de la réduction de la différence des valeurs ajoutées (entre travail simple et complexe) à la différence des valeurs de la force de travail. Pour lui, sous le rapport capitaliste, la seule valeur ajoutée l'est par le « travailleur collectif » organisé par lui dans l'entreprise. La seule grille existante est celle qu'établit, au sein de ce collectif, la classification des postes de travail en fonction de « préjugés professionnels » en vigueur. Cette classification détermine à la fois les échelles des salaires et l'affectation de la valeur produite par le travailleur collectif aux travailleurs individuels.

Cette position a l'avantage de soulever le problème de l'unité du « travailleur collectif », mais ne me satisfait pas. Outre qu'elle aboutit à réduire la mesure de la valeur par le temps de travail à la mesure par la « valeur du travail » (c'est-à-dire du « travail commandé » d'Adam Smith), elle bloque une réflexion plus sérieuse sur l'économie de la formation et de l'enseignement.

d'heures total travaillé dans l'industrie (produit de la durée par les effectifs) était retombé au-dessous du niveau de 1955, date à laquelle avait été rattrapé le niveau de 1929, lequel n'était lui-même que le résultat d'une lente diminution depuis 1920. Finalement, le temps de travail social appliqué à la production capitaliste s'est retrouvé ramené au niveau *du début du siècle !* Certes, l'intensité a sans doute augmenté (on estime qu'elle peut augmenter de 1 % quand la durée du travail diminue de 2 %), mais l'essentiel de l'accroissement formidable de la masse des marchandises (l'indice de la production industrielle étant multiplié par 5) est dû à la hausse de la productivité, acquise pour l'essentiel depuis la Libération.

Il faut donc sérieusement nuancer le dogme, indéfiniment invoqué par Alfred Sauvy par exemple, selon lequel les ouvriers n'auraient pas à craindre que les machines et la hausse de la productivité les privent de leur emploi. Selon les tenants de ce dogme, la croissance de la consommation finale, et donc de la demande induite de machines, suffirait à absorber la croissance de la production. Nous verrons dans les prochains chapitres que la croissance des débouchés pose justement un sérieux problème. Mais, en admettant que les ouvriers aient la force de l'arracher (ou les patrons l'intelligence de la concéder ?), ce qui fut le cas en France au moins après la Libération [3], nous venons de voir que pas une heure d'emploi industriel supplémentaire n'en a pour autant été créée depuis le début du siècle ! *La croissance de l'emploi, malgré les gains de productivité, résulte donc intégralement de lutte pour l'abaissement de la durée du travail.*

II. Salaire et norme de consommation

Passons maintenant à la première norme invoquée : la part du travail social allouée à la reproduction de la force de travail des prolétaires.

La valeur de la force de travail est théoriquement la valeur des marchandises qui servent à reproduire, à travers le procès de production et de consommation domestique, la capacité de travail des producteurs directs [4]. Le « panier » de marchandises en question est lui-même socialement et historiquement déterminé : c'est le « standard », le niveau de vie moyen pour un marché du travail homogène [5]. La valeur de ce panier constitue la *norme de consommation ouvrière* (j'emploierai parfois cette expression pour le panier lui-même).

Le salaire se déterminerait donc en mesurant la valeur d'un panier déterminé, puis en exprimant cette valeur en monnaie, en fonction de l'équivalent monétaire du quantum de travail abstrait ? Non [6], et pour deux raisons : d'abord le prix n'est jamais un multiple de la valeur, ensuite la valeur de la force de travail est une quantité de travail social (une part de valeur allouée) et non physique (un panier de biens déterminé). Voyons cela.

1. Le salaire, pas plus que les autres prix, n'est un multiple de la valeur

Si la valeur des biens de la consommation ouvrière est, au sens propre, la valeur sociale de la force de travail, il n'en découle pas que le salaire se détermine comme un multiple de la valeur de la force de travail. Nous avons vu que les prix expriment en général la valeur, mais aussi *d'autres* rapports sociaux. Si nous examinons concrètement les salaires (ce que nous ferons plus tard), ils s'échangent contre une somme de biens dont les prix comprennent :

— des profits, éventuellement de monopole (exemple : les automobiles) ;

— de la rente foncière (exemple : le logement) ;

— des revenus de petits producteurs (exemple : les aliments).

Par ailleurs, ces salaires servent à payer l'impôt direct, etc. Enfin, comme nous le verrons, une partie des sommes nécessaires à la reproduction de la force de travail ne transite pas par le salaire direct.

Le salaire ne représente donc pas la valeur de la force de travail, « V ». Par lui peut « transiter » une part importante de la plus-value sociale qui n'est pas appropriée par l'exploiteur direct, l'employeur, mais par d'autres classes sociales participantes au partage de la plus-value, telle la propriété foncière. Dans ce cas, la rente foncière s'ajoute dans le salaire à la valeur de la force de travail [7]. Il en est de même en ce qui concerne l'impôt, pour autant qu'il finance les « dépenses collectives »

3. Nous venons d'évoquer une période où les capitalistes imposèrent à la classe ouvrière française une masse de travail totale supérieure à aujourd'hui : dans les années vingt. Faute de résoudre le problème de la croissance parallèle des normes de consommation, ce boom devait déboucher sur la crise de 1929.

4. Là encore il faudrait préciser, en toute rigueur : « des salariés productifs », puisqu'il s'agit d'analyser le taux de plus-value. Cependant, les salaires des non-productifs contribuent à la formation du système des normes de production et d'échange, en déterminant la part du travail social alloué à la consommation populaire. Nous esquiverons en général ce problème et parlerons de *norme de consommation ouvrière.*

5. Dans la réalité concrète, le marché du travail n'est pas homogène, mais fracturé par l'interférence de multiples rapports sociaux, pour le plus grand profit des capitalistes, qui peuvent jouer sur les différences régionales, français/immigrés, hommes/femmes, intégrés/hors statut, etc.

6. C'est pourtant à peu près ainsi que l'on a calculé à la Libération le salaire minimum interprofessionnel garanti. Mais le salaire minimum interprofessionnel de croissance, relié directement à la croissance de la productivité du travail, obéit à une autre logique. Nous verrons dans la section III les raisons de ce changement.

7. C'est la position d'Engels dans *La Question du logement.* Pour une analyse de ce mécanisme, voir mon livre *Le Tribut foncier urbain.*

des classes dominantes (administration, appareils répressifs, etc.). En revanche, la partie de l'impôt des travailleurs qui finance des transferts sociaux (de même, les cotisations sociales des salariés) ne fait que redistribuer entre les salariés la valeur globale de la force de travail [8].

Inversement, toute la valeur de la force de travail ne transite pas par le salaire. Il y a le salaire indirect (transferts, allocations, etc.), dont la masse atteint en France le tiers de la valeur qui échoit aux salariés. Il y a aussi le fait qu'une partie des marchandises de subsistance est systématiquement achetée au-dessous de la valeur : c'est le cas des produits de la petite production marchande dominée par le capitalisme [9].

Le rapport entre salaire et valeur du « panier » de biens nécessaire à la reproduction de la force de travail est donc quantitativement assez flou. Il y a plus grave. Qualitativement, il en diffère. C'est notre deuxième remarque.

2. Le salaire n'est pas un « bon pour un panier »

Le rapport salarial échange en fait des travaux abstraits. Mises à part certaines professions qualifiées, le marché du travail est un marché de « capacité de travail en général », et c'est le capitaliste qui l'affecte à tel ou tel travail concret. J.-P. de Gaudemar [10] définit précisément un concept large de *mobilité* comme la propriété essentielle de la force de travail : sa capacité d'être affectée par le capital à tel ou tel travail concret (type d'activité, rythme, durée, lieu, etc.). Nous verrons que la perte de cette qualité, la rigidification de l'affectation du travail social, imposée par la lutte des salariés, ne peut être compensée par les capitalistes que par l'inflation, et que c'est un des mécanismes majeurs de l'inflation actuelle.

Mais, réciproquement, le salarié peut affecter l'argent qu'il perçoit à

8. Il est donc incorrect de parler d' « exploitation par l'impôt », comme le faisait Proudhon et comme le font les économistes officiels du Parti communiste français. Sur la critique de ces derniers, je suis en gros d'accord avec B. Théret et M. Wieviorka (*Critique de la théorie du « capitalisme monopoliste d'Etat »*, Maspero, 1978, p. 72 et s.). Cependant, ces auteurs poussent un peu loin le rappel à l'orthodoxie. Une fois la norme de consommation fixée, les variations de la rente et de l'impôt ne font évidemment que se refléter dans les variations du salaire nominal ; elles expriment des contradictions internes à la classe des capitalistes et de leurs alliés. Reste que la variation de l'impôt et de la rente peut être un moyen de *modifier* cette norme, de façon d'ailleurs complexe. Ainsi, le blocage des loyers en 1923 a permis de « faire avaler » la hausse du taux de plus-value.

9. Sur l'articulation du capitalisme et de la petite production marchande agricole, voir mon livre *Le Capital et son espace*. On peut admettre que les petits producteurs indépendants, dominés par le capitalisme, vendent leurs produits à un prix qui assure leur reproduction en excluant l'accumulation. L'expression « prix inférieur à la valeur » est une facilité de langage incorrecte (les prix et les valeurs ne se mesurent pas dans le même espace) ; nous pourrons dire, dans la seconde partie : « à un prix qui est la transformation d'une partie seulement de la valeur » (schématiquement : C + V, ce que nous appellerons le prix de revient).

10. *Mobilité du travail et Accumulation du capital*, Maspero, 1976.

toute combinaison possible de marchandises consommées. La seule limite est *quantitative*, le budget du salarié. Mais c'est une limite aux implications *qualitatives* considérables, car la norme de consommation ouvrière elle-même est en réalité relativement rigide dans sa détermination physique (en valeurs d'usage), déterminée qu'elle est par le « cadre de vie », en général urbain, du salarié. Dans ce cadre, le rôle structurateur du « logement social moyen » est déterminant [11]. Une fois effectués tous les achats et dépenses « quasiment obligatoires », la marge de libre choix du salarié est des plus étroites. Notamment, il est pratiquement exclu qu'il puisse se mettre à son compte [12]. La limite quantitative débouche sur une limite qualitative absolue : le salaire ne peut abolir la séparation du producteur d'avec les moyens de production, il ne peut que reproduire la force de travail. Nous y reviendrons.

Cependant, pour le salarié, le montant de son salaire apparaît d'abord non comme le prix auquel il achète un panier, mais comme le prix auquel il a aliéné une marchandise : la force de travail. Le lien entre ce prix et la marchandise dont il représente la valeur (le panier « flou * [13] » des marchandises nécessaires) est rompu par le *fétichisme du salaire* : le salarié croit vendre le travail qu'il produit, et l'idéologie des économistes l'y encourage. Ainsi se forme « l'expression irrationnelle : valeur du travail [14] » (les économistes précisent : valeur du service « travail » vendu aux entreprises).

11. Voir mon livre *Le Tribut foncier urbain*.

12. Ou alors il doit jouer sur les différences de normes de pays à pays, ce que réussissent assez souvent les travailleurs immigrés, en particulier portugais : prolétaires à Paris ou Cologne, petits-bourgeois dans le Douro.

*13. Le choix du mot « flou » n'est pas fortuit. Je fais allusion à la théorie des sons-ensembles flous, dont L. A. Zadeh fut l'initiateur, popularisée et développée en Europe par Kaufmann (*Introduction à la théorie des sous-ensembles flous*, 4 tomes, Masson, 1973. Pour une présentation succincte par cet auteur : « La Théorie des sous-ensembles flous et ses applications dans les sciences humaines », *Economie appliquée*, Droz, 1976, n° 3).

Les amateurs de formalisation la trouveront sans doute adaptée au traitement de la norme de consommation ouvrière dont on ne sait pas bien si le réfrigérateur en fait partie. La théorie permet de formaliser la réponse : « il en fait partie à 80 % des ménages ». Elle serait, de façon générale, adaptée au problème de la transformation des normes, que nous aborderons à la section III, et trouverait d'ailleurs, nous le montrerons, ses lettres de créance chez Marx lui-même.

14. *K.*, I, XIX, p. 386. Ce chapitre, « Transformation de la valeur de la force de travail en salaire », joue un rôle fondamental entre le livre I et le livre III du *Capital*, puisque c'est lui qui arrime le rapport social proprement capitaliste au système de fétichisation propre à l'économie marchande. Ici la propriété fantasmagorique des marchandises d' « avoir une valeur » déteint en quelque sorte sur le rapport salarial : ce que croit vendre le salarié, c'est son travail, à sa « valeur », ce qu'il vend en fait c'est sa capacité de travail, socialement reproduite au travers d'échanges marchands.

Nous y reviendrons quand dans la seconde partie nous construirons l' « économie fétiche, exotérique » du capital.

III. Taux de plus-value et lutte des classes

Les deux observations du précédent sous-chapitre étaient nécessaires pour introduire l'idée que, si le salaire est le rapport d'échange à travers lequel se *reproduit* la norme de consommation du salarié, c'est aussi, *comme tout rapport de prix*, celui à travers lequel elle se *transforme*. Cette fluidité de la dialectique reproduction/transformation est, Marx nous en avait averti, « la beauté de cette forme ».

C'est en effet parce qu'il doit racheter des biens de subsistances concrets que le travailleur vend au capitaliste sa capacité de travail abstrait, mais la part qu'il sanra arracher de la valeur de ce travail abstrait déterminera en retour sa capacité à transformer ou maintenir sa norme de consommation .

Le taux de plus-value est l'enjeu d'une lutte aiguë dont, nous l'avons vu, la valeur de la norme de consommation (V) n'est qu'un des trois paramètres (avec la durée et l'intensité du travail). Mais, si cette norme, une fois définie, définit V du même conp, *aucune donnée technologique* ne définit cette norme elle-même. Elle est un *produit historique et social*, tout comme l'intensité et la durée du travail elles-mêmes. Le « principe d'équivalence des échanges » ne donne aucune réponse.

L'ouvrier a vendu une marchandise, il veut la vendre à sa valeur et ne rien livrer de plus. Et inversement l'acheteur. « Il y a donc ici antinomie, droit contre droit, tous deux portent le sceau de la loi qui règle l'échange des marchandises. Entre deux droits égaux qui décide ? La force. [...] La création d'une journée de travail normale est par conséquent le résultat d'une guerre civile longue, opiniâtre, et plus ou moins dissimulée entre la classe ouvrière et la classe capitaliste [15]. »

On pourrait bien sûr dire tout autant : « La création d'une norme de consommation est le résultat d'une guerre... », guerre dont les armes sont les salaires et les prix. Mais nous verrons que les règles en sont plus complexes.

Ce n'est pas seulement parce que salaires et prix reflètent l'interférence d'autres rapports sociaux, d'autres rapports de forces (capitalistes industriels/propriétaires fonciers, etc.).

Car la fixation — ou la transformation — de la norme de consommation ouvrière s'exprime par la donnée (ou la variation) d'nn prix, le salaire, comme conséquence du partage de la valeur ajoutée sociale. Le salaire apparaît donc soumis à une *double* détermination :

— par application du taux de partage à la masse de la valeur ajoutée : il exprime alors le résultat d'un rapport de forces entre les classes ;

— par sommation des prix d'un panier de marchandises, d'une norme de consommation ouvrière déjà constituée.

15. *K.*, I, X, p. 189, 222.

Il y a là une contradiction, qui se résout en identité si toutes les normes restent constantes. Mais, encore une fois, la loi de la valeur sert à réguler des transformations et des irrégularités. Dès que la lutte entre les deux aspects se développera, le second aspect apparaîtra comme la *base* (c'est bien le panier historiquement constitué qui détermine la valeur instantanée de la force de travail) et le premier comme le *facteur dirigeant* (c'est le rapport des forces entre les classes qui détermine la possibilité de maintenir ou transformer la norme de consommation ouvrière).

Cette position, nous ne pourrons l'étayer que lorsque nous introduirons, dans la section III, la transformation des normes de production et d'échange. Pour le moment, nous devons considérer celles-ci comme données. Alors, C, V, VA, PL sont des grandeurs séparément déterminées sans ambiguïté.

IV. Néo-ricardiens et marxistes algébriques

La fixation des normes comme des données rigidifie le fétichisme qui attribue la valeur aux marchandises au même titre que leur masse. Il suffit alors d'effacer les rapports sociaux dont la valeur est la forme pour transformer l'exploitation en propriété technique de la machinerie sociale : il suffit de montrer que l'ensemble des branches, main-d'œuvre comprise, produit plus qu'il ne consomme, comme si c'était « une qualité innée du travail humain de fournir un produit net [16] ».

Au fond, c'était la position de Ricardo, et les références à Marx de la part des théoriciens qui ont prétendu « formaliser » sa théorie de la valeur (et rectifier sa théorie des prix de production) ne doivent pas faire illusion, bien qu'ils aient effectivement clarifié certaines faiblesses formelles du *Capital*. Toujours est-il que s'est ainsi développé un courant théorique que je désignerai comme « néo-ricardien », « marxiste matriciel » ou « algébrique ». Les plus célèbres représentants en sont P. Sraffa (plutôt néo-ricardien) et M. Morishima (plutôt marxiste algébrique). A ce courant on peut rattacher Léontieff et Von Neumann qui ont surtout utilisé la matrice des normes « techniques » non pour calculer les valeurs, mais pour étudier l'allocation du travail social et les conditions d'une croissance équilibrée (c'est le point de vue « dual » de la valeur). Le prin-

16. Une valeur *nette* (par opposition à *brute*) est une valeur dont on a défalqué quelque chose qui doit nécessairement être reproduit (et ne participe donc pas à l'accroissement de la richesse). Quand Marx parle du « produit net » d'une année, il vise le produit moins tout ce qu'il faut pour recommencer la production au même niveau, c'est-à-dire le capital constant consommé *et* le capital variable. Le produit net est donc le produit du surtravail ; sa valeur est la plus-value globale.

Pour les statisticiens officiels, qui considèrent le salaire comme une part de la valeur ajoutée, le produit net (marchand) est la somme des valeurs ajoutées. Le produit brut comprend en plus l'amortissement du capital fixe (difficile à isoler dans la comptabilité nationale).

cipal mérite de ce courant est d'avoir démoli la théorie marginaliste du capital. Mais nous ne nous intéresserons qu'à la critique de son apport à la théorie marxiste [17].

Supposons qu'il n'existe qu'une technique dans chaque branche (supposition légitime : si les normes restent fixes, c'est que tout le monde s'en tient à la meilleure technique possible, ce que nous appellerons l' « opération productive représentative »).

Alors on peut écrire que, pour produire une unité de valeur d'usage (ou « bien ») i, il faut consommer les quantités a_{ij} des autres biens j, et les faire combiner moyennant un travail l_i. Si v_i est la valeur du bien i, la valeur v_i est la somme des produits $a_{ij}\ v_j$, plus le travail l_i.

Appelons A la matrice (tableau de nombres) où nous rangeons les coefficients techniques a_{ij}. Sur la ligne i, on a tous les a_{ij} : les quantités de « biens intermédiaires » j nécessaires pour produire i.

Les nombres l_i représentent des heures de travail achetées pour produire le bien i. Il s'agit de « quantités de main-d'œuvre », de « travail salarié ». Pour estimer que la valeur ajoutée par ces quantités de main-d'œuvre est mesurée directement par les l_i, il faut non seulement admettre que l'échange rend abstrait le produit de la capacité de travail concrète, mais encore supposer fixée l'*intensité* du travail [18]. Et, si on mesure ce travail acheté par un étalon de temps, le jour ou la semaine, adéquat à la reproduction (ce qui est nécessaire si on veut évaluer le coût de reproduction de la force de travail correspondante par un panier de biens de subsistance), il faut supposer déjà fixée la *durée* du travail (quotidienne ou hebdomadaire). Moyennant quoi les néo-ricardiens et marxistes algébriques peuvent alternativement considérer les l_i comme des quantités de travail abstrait (des valeurs) ou comme des quantités de la marchandise « travail » ayant un prix : le salaire. Ils ne font qu'entériner là le fétichisme du salariat [19].

17. P. Sraffa, *Production des marchandises par des marchandises. Prélude à une critique de l'économie politique*, 1960, traduction Dunod, 1970.

M. Morishima, *Marx's Economics — A Dual Theorie of Value and Growth*, Cambridge University Press, 1973.

Léontieff, *La Structure de l'économie américaine*, Genin, 1958.

Von Neumann, « A Model of General Equilibrium », *Revue of Economics Studies*, XIII (I), 1945-46.

Un bon exposé synthétique (avec démonstration des théorèmes d'algèbre matricielle nécessaires) est fourni par G. Abraham-Frois et E. Berrebi, *Théorie de la valeur, des prix et de l'accumulation*, Economica, 1976.

Pour une critique systématique de ce courant, voir C. Benetti, C. Berthomieu, J. Cartelier, *Economie classique, Economie vulgaire*, P. U. G.-Maspero, 1975.

En ce qui concerne la « mission historique » de ce courant dans le démantèlement de la théorie néo-classique du capital, voir C. Benetti, *Valeur et Répartition*, P. U. G.-Maspero, 1974, ainsi que de P. Salama, *Sur la valeur*, Maspero, 1977, et le livre d'un des héros de cette bataille, J. Robinson, *Hérésies économiques*, Calmann-Lévy.

18. C'est une facilité que je me suis accordée avec précaution au chapitre 5, note 4, mais dont les « algébristes » ne relèvent pas le caractère problématique. Nous proposerons, dans le débat sur la « transformation », une formalisation algébrique rigoureuse.

19. Ce fétichisme est, comme dans la réalité (voir *K.*, I, XX : « Le salaire au temps »), poussé à son comble quand le travail salarié est mesuré en *heures*. Le panier des biens de subsistance devient un panier horaire ! Comme la reproduction est loin de dépendre de l'horaire de travail, on en vient à mesurer le travail par la quantité de biens qu'achète le salaire ! On passe ainsi, comme chez A. Smith, du « travail incorporé » au travail « commandé ». C'est là-dessus que J. Cartelier et C. Benetti basent l'essentiel de leur critique. Nous verrons pourtant dans la deuxième partie que cette confusion est partiellement légitime.

Pour calculer le « prix du travail », on peut enfin supposer fixée la *norme de consommation ouvrière* comme un panier des biens j, en quantités d_j (consommées par unité de temps des l_i !). Dans ce cas, on obtient une nouvelle matrice qui, à chaque unité de bien i, fait correspondre sur une même ligne les quantités des biens j qu'ont dû consommer les travailleurs qui l'ont produite (ces quantités sont égales à $l_i\ d_j$).

En additionnant les deux matrices, on obtient la *matrice sociotechnique* qui, au produit d'une branche, fait correspondre toutes les consommations de bien j, directes et indirectes, nécessitées par sa production. Par cette matrice, toute la société est représentée comme une vaste machinerie. Le problème est de savoir si elle rend plus de biens que ce qu'on y met. C'est un simple problème d'algèbre (conditions dites « de Hawkins — Simon »). Si les conditions sont vérifiées, la machinerie dégage un surplus net. Mais, à ce moment-là, on a complètement oublié que l'on a déjà dû se donner la durée, l'intensité et la valeur de la force de travail ! Le surplus net apparaît comme un don des « influences physiques » et des « progrès de l'industrie [20] ». On a oublié qu'il a fallu arracher le surtravail que rendaient *possible* ces conditions naturelles et techniques.

Les néo-ricardiens et marxistes algébristes sont donc à la fois proches et très loin de la théorie de la valeur de Marx. Proches, en ce sens que leur formalisme permet de rendre rigoureux un *moment* de la loi de la valeur, le rapport entre le système des normes constituées et la mesure de la valeur * [21]. Très loin parce que les normes y sont maintenant complètement « réifiées » : des rapports entre des quantités physiques de valeur d'usage. Nous verrons que la même matrice permet de calculer directement le système des prix de production sans calculer le système

20. *K.*, I, XVI, p. 369.

*21. Nous pouvons nous appuyer sur ces travaux pour avancer la formalisation esquissée aux chapitres précédents.

L'ensemble (ou la catégorie) des marchandises peut être immergé dans une structure d'espace vectoriel, dont les vecteurs sont des lots de quantités (q_1,... q_j,...) d'unités de valeur d'usage. Certes, les seuls vrais lots sont représentés par des vecteurs de coordonnées entières et positives, mais cela ne nous empêche pas d'opérer les calculs sur l'espace vectoriel réel tout entier, et même dans l'espace complexe (mais alors il faudra sélectionner les solutions obtenues). Les valeurs de ces unités de valeur d'usage sont les coordonnées d'un covecteur (v_1,... v_j,...). L'opération « juxtaposition » définie au chapitre 6 montre que c'est la forme linéaire positive sur l'ensemble des marchandises qui explicite l'application v(M) du chapitre 1 (mesurant chaque lot par un nombre positif). On a en effet : $v\ (q_1,\ldots\ q_j,\ldots) = \Sigma\ v_i\ q_i$.

Pour suivre l'habitude maintenant établie par les marxistes algébristes, on représente les covecteurs-valeurs (ou prix) par des matrices-colonnes *v* (ou *p*) et les

des valeurs (évidemment, puisque, pour écrire la matrice, il faut supposer que la loi de la valeur a déjà joué, et fixé l'ensemble des normes de production et de consommation : techniques, productivité, intensité, durée et coût de reproduction du travail !).

Mais, au-delà de leur opposition commune au point de vue marxiste, voyons les contradictions secondaires entre ces économistes, également intéressantes. Il s'agit de la question du rôle du salaire dans le partage du surplus.

Sraffa s'en tient à la première matrice A, celle des biens intermédiaires. La matrice dégage un surplus que doivent se partager salariés et capitalistes. Donc il considère que les salariés n'ont pas de besoins de reproduction précis, et que c'est le taux de salaire au temps qui, appliqué aux temps de travail l_i vendus, détermine la part du surplus qui revient

vecteurs-lois par des matrices-lignes q (cela vient de ce qu'ils se sont essentiellement intéressés aux prix).

Soit l la colonne des l_i. L'opération « composition » des marchandises définie plus haut permet d'écrire, matriciellement :

$$v = A v + l$$

et de définir explicitement la fonction-valeur :

$$v = (I - A)^{-1} l$$

Cela fait, on peut rechoisir les unités de valeur d'usage qui mesurent les quantités q_i, de telle sorte que leur valeur soit la même. La matrice A est alors « renormalisée » : ses coefficients sont des nombres purs (valeur/valeur), et non des rapports de quantités physiques (poules/locomotives). Ça peut servir.

La valeur du panier de biens de subsistance, de la force de travail, est : $w = d \cdot v$ par unité de « travail salarié » (w, traditionnellement, pour « wages ». Je noterai s le salaire au temps dans l'espace des prix).

Le taux d'exploitation est : $e = \dfrac{1 - d \cdot v}{d \cdot v}$.

La décomposition C + V + PL s'écrit maintenant :

$$v = Av + (d \cdot v)l + (1 - d \cdot v)l \cdot$$

Quant à la matrice « socio-technique », elle s'écrit :

$$M = A + l \times d \text{ (produit tensoriel).}$$

Il s'agit, comme pour A, d'une matrice carrée semi-positive (coefficients positifs ou nuls mais pas tous nuls). Pour qu'elle dégage un produit net, elle doit être « contractante », car le vecteur « input » q_1 nécessaire à la production d'un « output » q_2 s'écrit :

$$q_1 = q_2 M,$$

et il faut qu'il existe : $q_1 \leqslant q_2$

(c'est-à-dire que la matrice consomme moins qu'elle ne produit pour au moins une structure de la production). Si on appelle *norme* d'une matrice M semi-positive le plus petit nombre r tel qu'il n'existe pas de vecteur $z \geqq o$ tel que $zM < rz$, la matrice est contractante (et on dit que le système économique est *productif*) si sa norme est inférieure à 1.

La recherche des conditions nécessaires et suffisante pour qu'un système soit productif est le problème n° 1 des théoriciens de la « croissance ». En 1907-1908,

aux salariés. Le temps de travail n'est qu'une clé de répartition de la masse salariale. A l'autre extrême, Von Neumann et Morishima intègrent les consommations ouvrières dans la matrice socio-technique et laissent tout le surplus aux capitalistes : le temps de travail n'est que la mesure de la consommation intermédiaire, par les entreprises, du produit des ménages, ces machines à reproduire la force de travail [22] !

Nous avons vu que cette alternative renvoie à une contradiction réelle de la détermination du salaire. Mais elle est ici dédialectisée, puisqu'elle ne renvoie plus au problème de la transformation des normes. Ou bien (chez Von Neumann) elles sont rigidement fixées, comme par la « loi de fer de la proportionnalité » qui règne dans les usines. Ou bien (chez Sraffa) il n'y a pas de norme, et le salarié obtient du capital une part du surplus qu'il va dépenser à Luna-Park.

Dans les deux cas, le surplus est techniquement donné dans la production et socialement distribué (s'il l'est : chez Sraffa) dans la circulation. L'extorsion du surtravail est oubliée.

O. Perron et G. Frobenius avaient montré que la norme d'une matrice semi-positive M est égale à sa valeur propre « dominante ». M admet en effet une valeur propre réelle, positive, simple, égale ou supérieure au module des autres valeurs propres, et à laquelle correspond le *seul* vecteur propre positif. (Je veux dire : dont tous les coefficients sont de même signe ou nuls.)

Si on ne peut pas calculer la valeur propre, que dire ? Une condition nécessaire évidente est qu'aucune branche ne consomme plus qu'elle ne produit de son propre produit (tout a_{ii} est inférieur à 1). Ce n'est pas suffisant. En fait, il faut que *tous* les groupes de branches consomment moins qu'ils ne produisent de leurs propres produits (condition de Hawkins-Simon, *Econometrica*, 1949).

En effet, on peut montrer que, pour que la valeur propre maximale d'une matrice M semi-positive soit inférieure à 1 (plus généralement : à λ), il faut et il suffit que tous les mineurs principaux de la matrice I-M (plus généralement : $\lambda I - M$) soient positifs. (On appelle mineurs principaux les déterminants des sous-matrices ayant pour diagonale une partie de la diagonale de la matrice).

Ça ne se voit pas à l'œil nu ! Une petite simplification est obtenue grâce au lemme de Kotelyansky : il suffit que les mineurs principaux *successifs* soient positifs (c'est-à-dire les mineurs d'ordre p pris en prenant les p premières colonnes et les p premières lignes, p variant de 1 à n).

C'est encore trop compliqué ? Alors il y a des conditions suffisantes, et d'autres conditions, nécessaires, simples. La valeur propre maximale est en effet comprise entre la plus petite et la plus grande des sommes des lignes, et de même pour les colonnes. Si la somme de chaque colonne est par exemple inférieure à 1 ($\sum_i a_{ij} < 1$), la matrice est productive (condition de Bauer-Solow). Si on prend comme unité des biens la production effective de chaque branche, la condition est vérifiée. Mais c'est évident... puisque le système existe ! Cette condition est loin d'être nécessaire, malgré une légende répandue dans la littérature.

(Pour un résumé des résultats utiles sur les matrices semi-positives, voir l'appendice du Abraham-Fois et Berrebi, ainsi que G. Debreu et I. N. Herstein, « Non-negative Square Matrices », *Econometrica*, octobre 1953. Pour des résultats exhaustifs démontrés, voir F. R. Gantmacher, *Théorie des matrices*, Dunod, 1966, t. II, chap. 13. Ce n'est pas drôle, mais tant qu'à faire...)

22. P. Sraffa admet un compromis : les biens de subsistance strictement nécessaires seraient déjà implicitement compris dans la matrice technique, et le « salaire » n'achèterait que le superflu. « La subsistance ne fait pas plus partie du salaire que le picotin d'un cheval loué ne fait partie du prix de location », explique-t-il à Cartelier et Benetti.

7

Le capital constant et le capital fixe

Si l'origine de la plus-value est intégralement le travail vivant, la propriété du travail mort (capital constant) est la condition sociale de l'extorsion du surtravail par les capitalistes. Les « choses » matérielles (machines, matières premières) qui en sont le support « technique » se voient ainsi imprimer une fonction sociale, et le fétichisme leur attribue cette capacité de faire rendre du surplus. A tel point que le travail accumulé sous forme de moyens de production se voit désigné tout simplement comme « capital » dans l'économie vulgaire ou néo-classique, même dans le cas des autres modes de production, même dans le cas où cette accumulation est immatérielle (« capital humain »).

Nous allons tâcher de démêler ce qui est « social » de ce qui est « technique », afin de préciser le rapport entre les deux. Etant bien entendu que la « technique », nous le verrons dans la section III, a elle-même un caractère social.

I. Capital constant, capital variable

Le capital constant comprend l'ensemble du capital engagé dans l'achat des objets et des moyens de travail. Du point de vue du rapport entre C et V, le capital constant est homogène : il constitue par essence ce que ne « doit [1] » pas pouvoir racheter le revenu des producteurs

1. Nous pourrons préciser ultérieurement le sens que nous donnons au mot « doit » (analogue à celui que nous donnerons au mot « tend ») quand nous préciserons les notions de « tendance », de « dynamique » du mode, de « lois immanentes », par opposition aux mots « régulation », « lois coercitives », etc. Disons tout de suite que le mode à une « tendance » à la *reproduction*, qui implique que le travailleur reste séparé de ses moyens de production, donc qu'il ne puisse les acheter avec son salaire.

directs. En tant qu'ensemble de marchandises, c'est un ensemble de produits du travail, mais d'un travail *déjà* (nous verrons qu'il ne faut pas donner une signification trop temporelle au mot « déjà ») produit de façon privée, puis socialisé par un achat-vente *entre capitalistes*. Par conséquent, le terme C, en tant que partition du capital A = C + V, ne fait que *matérialiser l'exclusion* du producteur direct de la détention des moyens de production, compris comme exclusion de la division sociale du travail, exclusion qui n'est levée que par la vente de la force de travail au capitaliste.

Les classiques (Adam Smith, Ricardo), partant de l'évidence que ces moyens de production étaient eux-mêmes fruits du travail, ont cédé à la tentation de « dissoudre dans une régression à l'infini (selon l'expression d'Althusser [2]) l'actualité des conditions matérielles requises, à un moment donné, par l'existence du procès de travail, dans l'inactualité des travaux antérieurs », en décomposant C indéfiniment en la somme des valeurs antérieurement ajoutées, eux-mêmes décomposables en « V » et « PL », salaires et profits. Marx, des *Théories sur la plus-value* à la *Critique du programme de Gotha*, a longuement insisté sur l'oubli du rapport social (monopole de la propriété des moyens de production constitués en marchandises) que marquait cette dissolution.

Cet « oubli » peut cependant retrouver une certaine jeunesse dans l'analyse théorique de la reproduction (que nous entreprenons plus loin), vue sous l'angle du flux des valeurs d'usage. Car, en même temps que s'accomplit le travail *sur* les moyens de production, s'accomplit, en un autre point de la division du travail, le travail qui s'applique à les reproduire. D'autre part, cet oubli est conforté, dans la représentation empirique, par la pratique du leasing et des sociétés de service, dans laquelle se dissout l'apparence d'antériorité chronologique qui semblait fonder (du moins empiriquement) la spécificité du « travail mort » par rapport au « travail vivant ». Nous pouvons donc écrire avec plus de profondeur : *le capital constant est la partie du capital privé qui s'échange contre le produit de l'activité d'une autre unité de production privée* (et du même coup la valide socialement). Par opposition, le capital variable s'échange contre la capacité de produire un travail qui n'est encore ni créé ni validé.

Le concept de capital constant ayant ainsi été *défini au niveau des rapports de production capitalistes* déjà introduits, nous pouvons, sans risque d'erreur d'optique, introduire les *autres* déterminations, relatives au travail *concret*, aux valeurs d'usage.

L'échange concomitant du capital constant et du capital variable contre des produits du travail et des capacités de travail réunit, sous l'autorité du capitaliste, des éléments reproduits en d'autres points de la division sociale du travail, et il les organise selon la division manufacturière du travail. La quantité de valeurs d'usage (objets et moyens de travail) que manipule la force de travail ne dépend que de cette organisation, qui constitue l'*état des forces productives dans la branche*. Le

2. « Propositions épistémologiques du *Capital* », *L. L. C.*, II, p. 42.

procès de travail tel que le rapport de ces quantités, mesurées par leur valeur, constitue le rapport moyen de la branche, représente, si les normes sont fixes, *l'opération productive représentative de la branche*. Ce procès existe réellement ou est seulement fictif [3].

Et c'est par le travail vivant, en tant que travail *concret*, que s'accomplit l'addition de la valeur ajoutée à la valeur du capital constant, conservée, « ressuscitée des morts », et transmise au produit. Ce qui nous rappelle que la valeur a bien pour substance le travail abstrait, mais abstrait *pour* franchir la *seule* barrière de la division sociale. C'est donc en tant qu'il est concret que le travail vivant conserve la valeur des moyens de production (ce qui implique — et c'est là que nous voulons en venir — que, *si le procès de travail change, le capital constant ne conserve pas sa valeur*), alors que c'est en tant qu'il est abstrait qu'il ajoute de la valeur. « Ce double effet ne peut évidemment résulter que du caractère double du travail [4]. »

II. Capital fixe, capital circulant

Le caractère concret du travail (qui « conserve et transmet ») induit, sur l'ensemble du capital, dans son procès de valorisation, une autre distinction entre *capital fixe* et *capital circulant*. Le *capital fixe* est la part du capital qui achète des *moyens de travail* (bâtiments, machines). Le *capital circulant* achète d'une part les *objets travaillés*, ceux dont la transformation ou le déplacement constituent l'objet de l'activité productive [5], d'autre part la force de travail nécessaire à les travailler. La différence entre les deux n'est donc plus relative aux rapports salariaux, mais au procès de travail, traduit dans les termes de l'échange : *à l'articulation du procès de travail et du temps de la circulation*. Car l'expression « moyen de travail » (opposée à objet travaillé) ne doit pas faire illusion. Un échafaudage provisoire, démoli à la fin d'un chantier, sera « objet travaillé » pendant le chantier, une grue démontable sera moyen de travail. La seule question est de savoir si le travail vivant a fini de transmettre la valeur quand l'entrée des produits dans la circulation commence à la réaliser.

Quel est l'effet dans cette nouvelle distinction dans le procès de mise en valeur du capital ? Il ne porte pas sur la création même de plus-value, qui dépend entièrement du capital variable [6]. Il porte en revanche sur le *rapport* entre capital avancé et plus-value extraite, c'est-à-dire entre la grandeur initiale de la valeur en procès dont le capitaliste est propriétaire et la mesure de son accroissement dans le temps de la circulation (par exemple : un an).

Distinguons en effet dans le capital constant :

— K_f le capital fixe : il s'amortit économiquement en un temps t_f [7] ; il transmet donc une valeur u au produit de l'unité de temps (l'année). On a : $K_f = u\, t_f$. (Par exemple : une machine de 50 000 F s'amortit de 10 000 F par an en 5 ans.)

— K_c le capital constant circulant. Sa valeur se transmet intégralement au produit. Soit t_c le temps de circulation total (celui qui mesure le cycle complet A-A' pour une marchandise). Soit d le capital constant circulant consommé dans l'unité de temps. On a $K_c = d\, t_c$. (Par exemple : les dépenses annuelles sont de 40 000 F en fournitures, mais, les marchandises ne restant que trois mois en stock, il suffit d'avoir 10 000 F d'avance.)

3. Il y a là une difficulté : la norme n'est pas une moyenne constatée, mais l'imposition d'une moyenne. Si dans une branche ne règne qu'une technologie, elle est normalement compatible avec un certain flou, une distribution « en plus et en moins » de la productivité (et donc des valeurs individuelles) autour de l'opération productive représentative. Quand la norme évolue, c'est que la distribution se déforme, ou même qu'une révolution technique impose la reconstruction de la norme : ce que nous verrons dans la section III.

Mais il peut arriver que deux techniques n'ayant rien à voir soient en compétition ou en complémentarité au sein d'une même branche. Il faut alors distinguer, en suivant l'école développée à l'Université de Grenoble, « branche » et « industrie ». Exemple (cité par B. Billaudot dans sa thèse) : la coexistence des industries hydraulique, thermique et nucléaire dans la branche productrice de l'électricité. Il faut évidemment des conditions particulières, avec interférence d'autres rapports sociaux que les rapports marchands, pour que des industries produisent durablement des marchandises à des valeurs individuelles très différentes (dans le cas cité, elles sont évidentes).

4. Là-dessus, Marx est très explicite (*K.*, I, VIII, p. 154). Il semble donc entériner le fétichisme selon lequel la valeur (du capital constant) est une substance stockable. Nous étudierons les limites et la validité de ce point de vue.

5. Cette définition par articulation « procès de travail/procès de circulation » rend la définition du capital fixe assez fugace. Dans les *Grundrisse*, Marx part de l'adéquation simple (capital fixe = ce qui achète les moyens de production), puis introduit des décalages. Il signale par exemple que les machines ou les immeubles sont du capital circulant pour celui qui les produit et les vend (t. I, p. 244).

Par ailleurs, les « objets travaillés » ne font pas toujours partie du capital. On peut même définir la notion de « service » par la non-propriété de l'objet travaillé. Cf. *Le Tribut foncier urbain*, (annexe sur les transports, *op. cit.*) et les travaux de M. Netter au Centre de recherche d'économie des transports (Université d'Aix-en-Provence).

6. « Assurément, le rapport de la plus-value non seulement avec la partie du capital d'où elle provient immédiatement, et dont elle représente le changement de valeur, mais encore avec le total du capital avancé, a une grande importance économique. Aussi traiterons-nous cette question avec tous les détails dans le troisième livre. [...] *Mais, parce que dans toute manipulation chimique on emploie des cornues et d'autres vases, il ne s'ensuit pourtant pas que dans l'analyse on ne fasse abstraction de ces ustensiles.* Dès que l'on examine la création de valeur et la modification de valeur purement en elles-mêmes, les moyens de production, ces représentants matériels du capital constant, ne fournissent que la matière dans laquelle la force fluide, créatrice de valeur, peut se figer » (*K.*, I, IX, p. 165).

7. Nous revenons un peu plus loin sur le statut théorique de ce « temps ». Quant au fait que les divers éléments du capital fixe peuvent avoir différents temps de rotation, il n'a pas d'importance, car finalement t_f (et plus loin t_C et t_V) n'interviennent que par leur barycentre. On peut donc découper le capital en autant de fractions qu'il le faudra.

— Soit enfin : K_v le capital variable avancé, et v la dépense par unité de temps.

On a : $K_v = v\,t_c$ (même raisonnement).

La valeur du produit de la branche dans l'unité de temps est :

$$VP = u + d + v + pl,$$

la valeur ajoutée étant :

$$VA = v + pl.$$

Toutes ces quantités déterminent des *flux* de travail abstrait, circulant à travers la division sociale du travail et matérialisant son allocation entre les branches (il est facile ici de raisonner en termes de matrice industrielle).

Distinguer, *à propos de la mise en valeur*, capital fixe et capital circulant, c'est souligner que le raisonnement en termes de flux fait l'impasse sur la réalité du procès de production capitaliste : un procès de mise en valeur du capital *qui se greffe* sur un procès de travail. Or le capitaliste n'a pas besoin, pour exploiter le travail vivant et en tirer la plus-value pl, de u, de v et de d, il a besoin, dans le procès de travail, des *stocks* K_f, K_v et K_c, ou plus exactement des marchandises achetées par K_f, K_v et K_c. Ce qui lui importe, c'est le rapport du flux de la plus-value à ce stock, ainsi que d'autres rapports de ce genre, intégrant le reflux de son capital fixe sous forme d'argent (avec lequel il peut racheter des machines plus modernes... ou changer de branche) : ce qu'on appelle le « cash-flow ».

Le lien entre toutes ces grandeurs, mesurées en valeur, est donc doublement déterminé :

— dans le procès de travail[8] relatif à la branche, par les coefficients quantitatifs (coefficients techniques et temps de rotation) qui relient les valeurs d'usages, « objets », « moyens » et « forces de travail » ; donc en particulier par la « fixité » ;

— par le temps de travail socialement nécessaire à leur reproduction par les autres branches.

J'indique en encadré la définition et le calcul de quelques-uns de ces « ratios » importants ; l'utilité ne pourra en être justifiée que dans la seconde partie.

8. En réalité, le temps de rotation dépend aussi du temps de circulation, puisqu'il mesure le temps de retransformation du capital en A'. On admet ici que ce temps est lui-même « normé », qu'il ne dépend que de l'organisation des marchés. Quand nous étudierons le « cycle des affaires » et l'effet du temps de réalisation sur le taux de profit, il ne pourra plus en être ainsi.

Fixité du capital et flux des valeurs

Les « ratios » que nous allons définir portent sur des valeurs, ils sont difficilement transposables avec leurs homologues dans la comptabilité d'entreprise (qui sont mesurés en prix). C'est pourquoi je les appelle *internes*, c'est-à-dire tels qu'ils sont déterminés par les normes de production, indépendamment des mécanismes de répartition (péréquation du taux de profit, etc.). J'appellerai :

taux de surplus interne le rapport :

$$\sigma = \frac{pl}{c + v}$$ (flux/flux : il est indépendant de l'unité de temps, comme e)

taux de rendement interne le rapport

$$\rho = \frac{pl}{K_f + K_c + K_v}$$ (flux/stock : il est relatif à l'unité de temps, en général l'année)

taux de libération interne le rapport :

$$\gamma = \frac{u + pl}{K_f + K_c + K_v}$$ (flux/stock).

Toutes ces grandeurs verront leur pertinence justifiée ultérieurement. Si nous appelons :

$$q = \frac{c}{v}$$ la *composition-valeur du capital consommé*

$$t = \frac{ut_j + dt_c + vt_c}{u + d + v}$$ le *temps de rotation* pondéré *du capital* (barycentre des temps de rotation),

on peut calculer :

$$\sigma = \frac{e}{q + 1}, \qquad \rho = \frac{e}{t(q + 1)}, \qquad \gamma = \rho + \frac{(u/c)\cdot q}{t(q + 1)}.$$

On constate que la « fixité » (mesurée par t) est, toutes choses égales par ailleurs, inversement proportionnelle à ρ et γ, et que γ croît de plus avec le rapport u/c.

Nous verrons qu'il peut y avoir intérêt à rapporter le capital constant à la valeur ajoutée (comme le capital variable). Soit :

$$k = \frac{c}{v + pl}$$ la *composition-valeur du capital-marchandise.*

On a alors : $\rho = \dfrac{\varepsilon}{t(k + 1 - \varepsilon)}$ (rappel : $\varepsilon = \dfrac{PL}{V + PL}$).

III. A propos des « temps » : travail, circulation et révolutionnarisation

Nous devons nous arrêter pour mettre un peu d'ordre dans notre notion du temps. Nous avons parlé du temps de travail socialement nécessaire et du temps de la circulation. Le premier, qui se mesurait en heures ou en jours [9], *mesurait* la substance de la valeur. Le second, que nous avons mesuré en fractions d'année, *repérait* le déplacement des valeurs en procès, les métamorphoses du capital : A → P ... M → A'. Peut-on confondre le premier avec un épisode du second ? Certes pas. Dans le temps de rotation du capital de A en A' s'intercalent effectivement plusieurs épisodes : le temps de la production (P ... M), le temps de la réalisation (M → A'). Mais le temps de la production n'est pas le temps de travail, il n'est pas de la même étoffe. Trois compagnons ou trente mille O. S. ont pu donner leurs temps de travail abstrait pendant le même temps de production ; encore ont-ils pu travailler jour et nuit, ou seulement huit heures par jour : dans le même temps (t) ils n'ont donc pas « ressuscité des morts et transmis » la même quantité de valeur du capital constant.

C'est que le temps n'est pas une donnée empirique, un contenant dans lequel viennent se dérouler les événements. Chaque processus, chaque rapport social, ayant une dimension matérielle, a une dimension spatiale et une dimension temporelle. Mais il s'agit d'une *temporalité* (et d'une spatialité) qui lui est propre. Les temporalités se combattent ou se combinent concrètement, comme se combattent et se combinent les rapports sociaux qui constituent la formation sociale. Le temps du capitalisme a dû se battre pour imposer sa temporalité complexe (temps des horloges pointeuses plus temps du calendrier commercial, idéologiquement unifié et repéré par le temps de la mécanique céleste et des horloges), face au temps du féodalisme (celui des rythmes solaires et des saisons, unifié idéologiquement et repéré par le temps de la lithurgie catholique). Toutes les temporalités ont beau être couchées sur le lit de Procuste d'une temporalité « objective » particulière (aujourd'hui : celle de la mécanique), l'inégalité de leur temps demeure, pas seulement dans la tête de ceux qui s'y débattent, mais elle s'impose dans l'analyse théorique de leur combinaison [10].

9. Cf. *K.*, II, IV, p. 144 ; *Grundrisse*, t. II, p. 239.

10. Le mérite du démantèlement de la conception linéaire du « temps homogène où se déroulent les événements » revient à L. Althusser (« Esquisse du concept de temps historique », *L. L. C.*, I, p. 116 et s. Pour une transposition à l'espace géographique, voir *Le Capital et son espace*, chap. 1).

Pour une analyse de la mise en place d'une temporalité complexe à la place d'une autre, voir J. Le Goff, *Pour un autre Moyen Age*, Gallimard, 1978.

Pour saisir ce qu'est le temps subjectif du travail exploité, lire R. Linhart, *L'Etabli*, *op. cit.*

Car il ne faut pas s'en tenir à l'analyse : l'essentiel est de reconstruire le temps concret. Pour nous en tenir au temps de travail abstrait et au temps de la circulation, on peut le faire de deux façons, en rabattant l'un sur l'autre.

On peut d'abord considérer t (le temps de la circulation) comme un opérateur logique sur l'espace instantané de la valeur : il répartit le travail social engagé dans les moyens de production entre les marchandises produites. S'il n'y a pas de capital fixe (t = 1), cela signifie par exemple que, pendant que de la valeur est ajoutée en quantité V + PL dans une branche, de la valeur en quantité C doit être dépensée dans une autre branche pour reproduire au même niveau les moyens de production. Si t = 2, il faut toujours produire C, mais cela se matérialise dans la moitié de la valeur (à l'état neuf) des moyens de production qui fonctionnent dans la première branche.

Si on prend maintenant le point de vue des valeurs en procès, l'espace des valeurs, aux temps repérés t, permet de mesurer la variation de grandeur des valeurs en procès, en termes de flux ou de stocks (c'est ce qui est fait dans le paragraphe précédent).

Or, dans la section I, nous avons déjà évoqué un troisième temps, que nous étudierons pour lui-même à la section III : c'est le temps du développement de la contradiction entre reproduction et transformation des normes de production et d'échange. C'est-à-dire le *temps θ de la révolutionnarisation* des valeurs u, d, v, et par contrecoup du temps t (en ce qu'il n'est qu'un opérateur de l'espace des valeurs).

Si on met l'accent sur le premier aspect (baisse de u, d, v, à t constant) on parlera plutôt de dévalorisation ; si on met l'accent sur le second (baisse de t) on parlera plutôt *d'obsolescence*. Ce qui importe, c'est qu'il s'agit toujours de la substitution de nouvelles normes instantanées de production et d'échange à celles qui guidaient la valorisation du capital de la branche. Dans tous les cas, la valeur du capital déjà engagée n'est pas entièrement transférée au produit : on parlera en terme général de *dévalorisation*.

Car, rappelons-le, la valeur d'une marchandise est déterminée par des conditions sociales instantanées (dans le temps θ) de production.

« Si le temps de travail social qu'exige la production d'un article subit des variations, alors la marchandise ancienne, qui ne compte jamais que comme échantillon de son espèce, s'en ressent immédiatement, parce que sa valeur est toujours mesurée par le travail socialement nécessaire, ce qui veut dire par le travail nécessaire dans les conditions actuelles de la société.

Comme la valeur des matières, la valeur des instruments de travail déjà employés dans la production, machines, constructions, etc., peut changer, et par cela même la portion de valeur qu'ils transmettent au produit [11]. »

11. *K.*, I, VIII, p. 161.

Marx évoque ici la dévalorisation au sens propre : quand « le changement de valeur prend naissance en dehors du procès de production où la machine fonctionne comme instrument ».

Mais le concept de dévalorisation-obsolescence est en fait plus large, puisqu'il intègre aussi bien la transformation de la norme de production *interne* à la branche, l'introduction de machines plus perfectionnées venant modifier l'opération productive représentative et déclasser certains équipements. Ici, la transformation de la norme provoque un abaissement « imprévu » du temps de rotation t_f du capital fixe, tel que le produit de ce temps par la « valeur transmise » annuelle (u) n'égale plus la valeur originelle de ces équipements (K_f).

« *Les constants perfectionnements* ôtent de leur valeur d'usage relative, et partant de leur valeur aussi, *aux machines existantes, aux installations des fabriques, etc. Ce procès exerce une action violente surtout dans la première époque d'un outillage nouvellement introduit, avant qu'il ait acquis un certain degré de maturité et lorsque par conséquent il est constamment dépassé et périmé avant d'avoir eu le temps de reproduire sa valeur* [12]. »

Il faut bien comprendre que ce « temps de reproduire sa valeur » ne désigne pas la durée de vie physique du capital fixe mais le temps « logique » normal (et, en fait, dans la comptabilité analytique de l'entreprise, normatif) d'imputation de la valeur du capital fixe à la valeur des produits [13].

La tentative d'aligner (dans le temps « concret » du calendrier) le temps « normal » de l'imputation et le temps réel de la dévalorisation est un des problèmes essentiels du capitalisme [14]. Nous verrons que ce n'est pas toujours possible, et que c'est là l'une des causes de l'inflation (dans le cas de la « régulation monopoliste » qui offre une certaine réponse à la non-résolution de la contradiction).

Mais nous pouvons tout de suite indiquer une solution d'une grande généralité : il suffit d'abaisser au maximum le temps de circulation du capital fixe. Comment faire ? Marx indiquait déjà la réponse

12. *K.*, III, VI, p. 131. Nous verrons que cette situation d' « immaturité » (qui se traduit par le fait que la dévalorisation devient sensible à l'échelle d'un cycle de rotation, qu'on ne peut plus distinguer un « temps court », pour la circulation, et un « temps long », pour la révolutionnarisation) deviendra la règle dans le mode intensif d'accumulation du capital.

13. Voir sur ce point A. G. Magaline, *Lutte de classe et Dévalorisation du capital*, Maspero, 1975, p. 95-97.

14. Plus précisément du mode intensif d'accumulation du capital. Mais rares sont les théoriciens qui aient réussi ou même cherché à intégrer ce fait, qui est la vie quotidienne du capitalisme industriel. Les apologistes ont au contraire cherché à maintenir leur théorie de l' « équilibre » néo-classique tout en l'aménageant. Citons cependant le livre important de J. Desrousseaux, *L'Evolution économique et le Comportement industriel*, Dunod, 1965, dans lequel (selon les mots de la préface de J. Ullmo) : « C'est le changement qui est la norme. [... Il] n'est plus traité en intrus, mais en donnée fondamentale. L'usine construite demain sera meilleure que celle qui est en service depuis hier : le calcul et l'action doivent en tenir compte aujourd'hui même. »

dans la pratique courante des capitalistes de son temps : puisque c'est le travail concret qui « transmet » la valeur, il suffit de « faire tenir » le plus de travail concret dans le même temps de circulation (pour abaisser t_f) et dans le même temps de « révolutionnarisation ». Les capitalistes obtiennent ce résultat soit en augmentant la journée de travail [15], soit en organisant l'utilisation de la machine par équipes successives [16].

Comme on le voit, les trois « temps », qui scandent les rapports fondamentaux du mode de production capitaliste, entretiennent entre eux de multiples rapports d'articulation. Nous touchons ainsi, au cœur du présent ouvrage, au thème qui reviendra en permanence à partir de la section III : l'articulation du temps de la circulation (qui repère le procès de mise en valeur du capital) et du temps de la révolutionnarisation des forces productives (qui détermine la variation du temps de travail socialement nécessaire).

Nous avons souligné simplement ici les difficultés particulières induites par cette articulation dans la mesure du capital constant, plus particulièrement du capital fixe, et dans les divers ratios dérivés de cette mesure. Car, si le capital circulant s'échange contre équivalent général selon la norme instantanée en vigueur au moment de l'échange, le capital fixe, lui, s'est déjà échangé en fonction d'une norme *révolue* alors qu'il se valorise en fonction d'une *nouvelle* norme. Comment alors le mesurer ? Que mettre au dénominateur des « ratios » qui commandent le taux de profit ?

Problème théorique [17] qui renvoie à un problème bien réel, celui de la contradiction déjà abordée dans la première section, entre reproduction et transformation des normes, contradiction qui fonde « la beauté de la forme prix ». Elle se présente maintenant redoublée dans

15. C'est la solution qu'évoque Marx : « La machine est sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence. [...] Le danger de son usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte, et cette période est d'autant plus courte que la journée de travail est plus longue » (*K.*, I, XV, p. 292).

16. De toute façon, cette pratique a aussi pour but d'augmenter le taux de profit (taux de rendement interne annuel, au stade où nous en sommes) par réduction du temps de circulation du capital fixe, ou, ce qui revient au même, de la valeur du capital fixe avancé.

Selon la thèse de B. Billaudot, la part des ouvriers en France travaillant par équipes successives (3 × 8) est passé de 14,3 % en 1957 à 31,3 % en 1974 (de 28 à 77 % dans la production des métaux !).

17. Le problème vient de ce que la norme est définie en un point, en un instant de la révolutionnarisation des forces productives, mais vaut comme norme dans le *voisinage* de ce point : le système des valeurs instantanées fonctionne comme *carte* de la division du travail. Cette carte se déforme, à peu près continûment, d'instant en instant ; mais, dans le voisinage d'un point, on fait comme si la carte restait valable. Il faudrait disposer d'un « atlas » avec de bons raccords. On reconnaît là au moins le vocabulaire de la géométrie différentielle. Dans ce livre, nous ne dépasserons pas l'usage métaphorique de celle-ci (alors que nous utilisons de façon plus fondée l'algèbre linéaire).

la dimension proprement capitaliste de l'économie marchande : c'est le problème de la réallocation, à travers la forme prix, du produit de l'exploitation capitaliste (qui forme un tout) entre les différents capitaux autonomes. Ce problème sera abordé dans la seconde partie, mais il faut d'abord établir, pour conclure cette section, comment s'alloue et réalloue le travail social lui-même (comme activité et comme produit) dans la *reproduction* de la structure économique capitaliste.

8

La reproduction sociale : première approche du problème de la régulation

« *Quelle que soit la forme sociale que le procès de production revête, il doit être continu ou, ce qui revient au même, repasser périodiquement par les mêmes phases. Une société ne peut cesser de produire non plus que de consommer. Considéré non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante,* tout procès de production social est donc en même temps procès de reproduction.

Les conditions de la production sont aussi celles de la reproduction. Une société ne peut reproduire, c'est-à-dire produire d'une manière continue, sans retransformer continuellement une partie de ses produits en moyens de production, en éléments de nouveaux produits. Toutes circonstances restant les mêmes, elle ne peut maintenir sa richesse sur le même pied qu'en remplaçant les moyens de travail, les matières premières, les matières auxiliaires, en un mot les moyens de production consommés dans le cours d'une année par exemple, par une quantité égale d'autres articles de la même espèce. Cette partie du produit annuel, qu'il faut en détacher régulièrement pour l'incorporer toujours de nouveau au procès de production, appartient donc à la production. Destinée dès son origine à la consommation productive, elle consiste pour la plupart en choses que leur mode d'existence même rend inaptes à servir de moyens de jouissance.

Si la production possède la forme capitaliste, il en sera de même de la reproduction. Là le procès de travail sert de moyen pour créer de la plus-value ; ici il sert de moyen pour reproduire ou perpétuer comme capital, c'est-à-dire comme valeur rendant de la valeur, la valeur une fois avancée. »

Ainsi s'ouvre le chapitre XXIII, « La reproduction simple », du *Capital*. C'est le mérite des épistémologues et économistes, althussériens et postalthussériens, et notamment d'E. Balibar [1], d'avoir souligné l'importance du concept de reproduction.

La *reproduction* désigne la permanence des rapports sociaux par-delà le mouvement apparent des pratiques et des produits régis par ces rapports, et à travers ce mouvement. Par une sorte d'effet stroboscopique :

« Le procès de production, périodiquement recommencé, passera toujours par les mêmes phases dans un temps donné. Néanmoins, cette répétition ou continuité lui imprime certains [...] *caractères nouveaux ou, pour mieux dire, fait disparaître les caractères apparents qu'il présentait sous son aspect d'acte isolé* [2]. »

Quels caractères apparents ? Ceux justement qui faisaient apparaître la production sociale comme une juxtaposition de procès temporels, avec des « matières premières » et des « produits finis ».

Du point de vue de l'ensemble, ces « matières » et ces « produits » sont des productions « juxtaposées », en différents points de la division du travail. C'est d'ailleurs cela qui permet de mesurer le capital constant et le capital variable dans le même espace des valeurs instantanées. Nous y reviendrons dans le prochain chapitre. Pour commencer, nous allons nous intéresser au seul capital variable, de façon à comprendre la reproduction du rapport social que nous étudions dans cette section : la séparation du producteur et des moyens de production.

Dans ce cas, l'apparence qui disparaît, c'est que le capitaliste avance le capital variable. En réalité, c'est sur l'ensemble de la production sociale des travailleurs qu'est prélevée une part qui sert à les reproduire.

« De là la formule des économistes qui représente le salaire comme portion du produit achevé. En effet, des marchandises que le travailleur reproduit constamment, une partie lui fait retour constamment sous forme de salaire. Cette quote-part, il est vrai, lui est payée en argent, mais l'argent n'est que la figure-valeur des marchandises. »

Il semble donc que, sur le point de la reproduction, Marx approuve ce qu'il réprouvait quand il nous interdisait de présenter le salaire comme part du produit réalisé (et, en plus, sous forme d'un « panier » déterminé) ! Il faut réfléchir à ce paradoxe, car les « postalthussériens » comme P.-P. Rey [3] en sont justement venus à hypostasier la reproduction

1. *L. L. C.*, II, p. 167 et s. Pour une critique de l' « hypostase de la reproduction » chez Balibar, voir A. Lipietz et M. Rouilleault, *Sur les concepts prospectifs du matérialisme historique*, D. E. S. sciences économiques, Paris I, 1972.

2. *K.*, I, XXIII, p. 410.

3. « Sur l'articulation des modes de production », in *Les Alliances de classes*, Maspero, 1973. Voir une critique de ce point dans ma postface à *Le Tribut foncier urbain*. Beaucoup d'erreurs de Rey étaient en fait déjà chez Balibar : « La sphère de la circulation disparaît en tant que sphère puisque tous les échanges sont

sociale au-dessus du cycle de production capitaliste, allant jusqu'à nier le rôle du salaire et l'autonomie de la consommation privée des travailleurs. Nous allons tâcher de bien situer les choses, en deux temps.

I. Éloge de la reproduction

Examinons le cycle de mise en valeur du capital, et admettons que le capitaliste, à l'issue du cycle, « engrange » la plus-value et rengage le capital. Repérons, aux différents moments du cycle, ce dont disposent les producteurs directs et le capitaliste, les « formes naturelles » successives qu'empruntent leurs deux « valeurs en procès [4] » caractéristiques, dans leurs métamorphoses.

	$A \rightarrow P \begin{cases} c \\ v \end{cases} \ldots M \rightarrow A' \ldots \begin{cases} A \\ pl \end{cases}$				
Capitaliste	Capital-argent	Conditions de la production	Produits	Argent	Capital-argent
Prolétaire	Capacité de travail	Argent V		Biens de subsistance	Capacité de travail
	F →	V		→ M	..... F

L'effet stroboscopique est clair : le capitaliste se retrouve capable d'acheter les moyens de production, et le prolétaire n'a que sa force de travail (reproduite) à revendre pour survivre. Cela suppose que l'argent V dont il dispose, un temps de cycle, ne lui permette pas d'acheter autre chose que les moyens de sa reproduction familiale.

« En retirant sans cesse au travail son produit et le portant au pôle opposé, le capital, ce procès empêche ses instruments conscients de lui échapper. La consommation individuelle, qui les soutient et les reproduit, détruit en même temps leurs subsistances, et les force ainsi à reparaître constamment sur le marché. Une chaîne retenait l'esclave romain ; ce sont des fils invisibles qui rivent le salarié à son propriétaire. Seulement, ce propriétaire, ce n'est pas le capitaliste individuel, mais la classe capitaliste [5]. »

prédéterminés dans la division des secteurs de la production et dans la nature matérielle de la circulation » (*L. L. C.*, II, p. 168).

4. La force de travail, marchandise que vend le prolétaire, est le point de départ d'une ribambelle, d'une valeur en procès qui se conserve tout juste. Elle connaît, comme la valeur-capital, une métamorphose sans changement de propriétaire : celle qui transforme le « panier de la ménagère » en capacité de travail.

5. *K.*, I, XXIII, p. 414. Ce fait est parfaitement compris par les ouvriers, qui savent bien quel besoin les pousse, chaque matin, à reprendre le chemin du bagne de l'usine (sur ce point, la situation des « établis » reste irréductiblement différente).

Nous verrons que ce rapport se consolidera quand la généralisation du *salaire indirect* et de la consommation à crédit permettra que soit engagée la forme matérielle de la consommation *avant* le paiement du salaire, et que la reproduction soit assurée en dehors même du salaire versé par un capitaliste particulier. Cette évolution ne fera que souligner la pertinence de l'analyse en termes de reproduction — tout en rigidifiant cette reproduction, cela non sans inconvénients.

D'ores et déjà, ce *double moulinet* assure la permanence du rapport salarial, de la deuxième coordonnée du mode de production capitaliste :

« *Le procès de production capitaliste reproduit donc de lui-même la séparation entre travailleur et conditions du travail.* Il reproduit et éternise par cela même les conditions qui forcent l'ouvrier à se vendre pour vivre, et mettent le capitaliste en état de l'acheter pour s'enrichir. *Ce n'est plus le hasard qui les place en face l'un de l'autre sur le marché comme vendeur et acheteur. C'est le* double moulinet *du procès lui-même qui rejette toujours le premier sur le marché comme vendeur de sa force de travail et transforme son produit toujours en moyen d'achat pour le second. Le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel.* Sa servitude économique est moyennée et en même temps dissimulée par le renouvellement périodique de cet acte de vente, *par la fiction du libre contrat, par le changement des maîtres individuels et par les oscillations des prix de marché du travail.* »

II. Misère de la reproduction

En rester là (surtout quand on s'attache davantage à ce que le double moulinet « dissimule », plutôt qu'à la façon dont il le « moyenne ») risquerait cependant de fixer la pensée en une sorte de « fétichisme de la non-marchandise » dont les exemples les plus frappants sont les textes cités de E. Balibar et de P.-P. Rey. La conséquence la plus grave en est de situer l'exploitation dans la circulation, plus exactement dans une sorte de « répartition ex post ». Prenons l'exemple du texte de P.-P. Rey [6].

La circulation y est conçue comme une simple phase régulière de la production, la vente des marchandises comme un échange entre capitalistes gérant des centres de transformation de la nature différents, et finalement l'échange marchand comme une pure illusion, entre autres l'échange de la force de travail contre le salaire.

Comment en vient-il là ? En s'en tenant à la reproduction, en oubliant la production. Or, *s'en tenir à la reproduction, c'est appréhender le produit en tant qu'il est devenu social*, et oublier qu'il est le fruit d'une

6. E. Balibar rejette explicitement cette position, en rappelant que le surtravail est arraché dans la production (*Cinq études..., op. cit.*, p. 62). D'une certaine façon, Balibar est à Rey ce que Morishima est à Sraffa.

production qui, elle, est *privée. C'est donc supposer résolu le problème même* qui est la base de l'économie marchande, de la monnaie et du salaire.

C'est donc oublier la raison même qui donne à la circulation le rôle dominant dans la reproduction du rapport d'exploitation capitaliste : l'ouvrier a besoin des « écus » du capitaliste pour que son travail soit reconnu social.

Dès lors, une série de glissements successifs amène Rey de l'idée (juste) que la circulation a un rôle dominant dans la reproduction du rapport d'exploitation à l'idée (fausse) qu'elle a le rôle déterminant, qu'elle est le lieu de l'exploitation.

L'idée juste (les « fils invisibles ») devient d'abord (p. 109) : « Une fois mise en évidence cette unité du procès de production et du procès de circulation, la différence entre l'entretien des machines et l'entretien de la machine ouvrière s'estompe [7]. La vente de la force de travail, au prix même que coûte son entretien, apparaît comme un échange non pas entre l'ouvrier et le capitaliste mais entre les capitalistes qui fournissent des biens de consommation à l'ouvrier et celui qui achète sa force de travail. Dans cet échange, l'ouvrier ne joue pas un véritable rôle d'intermédiaire, mais, par sa consommation, il permet simplement à la nature de faire un de ces multiples "dons gratuits" qu'elle fait constamment au capitaliste, ce don gratuit étant le plus important de tous, celui grâce auquel se reproduit la machine à fabriquer de la valeur [8]. [...]

La circulation apparaît telle qu'elle est (au sein du mode de production capitaliste), c'est-à-dire échange de marchandises entre les capitalistes eux-mêmes et eux seuls.

Il suffit donc qu'une classe possède collectivement l'ensemble des produits circulant comme marchandises et que l'autre classe n'en obtienne que ce qu'il lui faut de produits pour être elle-même vendable. La propriété bourgeoise des moyens de production (qu'elle prenne la forme de la propriété privée ou une forme plus collective) exprime cet état de fait et en garantit la permanence. »

On voit immédiatement tous les graves défauts qui surgissent d'une telle conception.

7. Rey s'appuie sur un paragraphe fameux de ce chapitre : « C'est la production et la reproduction de l'instrument le plus indispensable au capitaliste, le travailleur lui-même. La consommation individuelle de l'ouvrier, qu'elle ait lieu au-dedans ou au-dehors de l'atelier, forme donc un élément de la reproduction du capital, de même que le nettoyage des machines, qu'il ait lieu pendant le procès de travail ou dans les intervalles d'interruption.

Il est vrai que le travailleur fait sa consommation individuelle pour sa propre satisfaction et non pour celle du capitaliste. Mais les bêtes de somme aussi aiment à manger, et qui a jamais prétendu que leur alimentation en soit moins l'affaire du fermier ? » (P. 414.)

On retrouve ici exactement le point de vue de P. Sraffa exposé à la fin du chapitre 6.

8. C'est exactement le point de vue de *tous* les néo-ricardiens et marxistes algébristes. L' « échange entre capitalistes » est formalisé par l'intégration de la consommation ouvrière dans la matrice socio-technique.

— L'exploitation semble se réaliser, dans la circulation, à travers la seule manipulation du système des prix. Tous les possédants (usurier, escroc, propriétaire foncier, industriel) sont ramenés au même niveau, la « propriété de moyens de production » n'est plus que l'« expression » et la « garantie » de la propriété mercantile. Spontanément, la nature fait le « don gratuit » du surproduit, l'établissement d'un système des prix règle la répartition [9], et c'est par là que se réalise l'exploitation : « Dans le procès de production capitaliste, dès lors qu'on ne considère plus un acte de production isolé mais la production sociale, le procès de circulation apparaît comme simple phase ; mais c'est au cours de cette simple phase que se réalise l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire le rapport de production déterminant du mode de production » (Rey, p. 113).

— Or l'exploitation ne se réalise que par l'extorsion du surtravail *dans la production*. C'est là que se règlent l'intensité et la durée du travail, deux des termes du contrat salarial. Quant au troisième, le prix de la force de travail, il est vrai qu'il est déterminé dans la société, à la fois par l'établissement de la norme (historique) de consommation ouvrière, et par l'interférence d'autres rapports sociaux qui viennent brouiller le rapport entre valeur et prix. Mais la possibilité de dégager un surtravail reste elle-même déterminée par la productivité du travail.

— Enfin — et c'est l'essentiel en ce qui concerne notre sujet — une vision aussi unilatérale de la reproduction aboutit à une méconnaissance totale du problème clé de l'économie politique : celui de la *régulation*, puisque justement elle appréhende le travail (et le surtravail) comme déjà social, elle oublie qu'il se présente comme somme de travaux *privés*. Certes, cela ne change rien à l'existence du rapport global d'exploitation, aux *fils invisibles* qui lient l'ensemble du prolétariat à l'ensemble de la bourgeoisie, comme la *chaîne* reliait l'esclave romain à son maître.

Mais cette différence entre la « chaîne » et les « fils invisibles » constitue la spécificité même d'un rapport d'exploitation fondé sur une économie marchande, y induisant la distinction, évoquée au chapitre 2, entre *division sociale* et *division manufacturière* du travail [10].

Dès lors, le *double moulinet* social se décompose en myriades de « double sauts périlleux » privés, entre deux phases de la production où

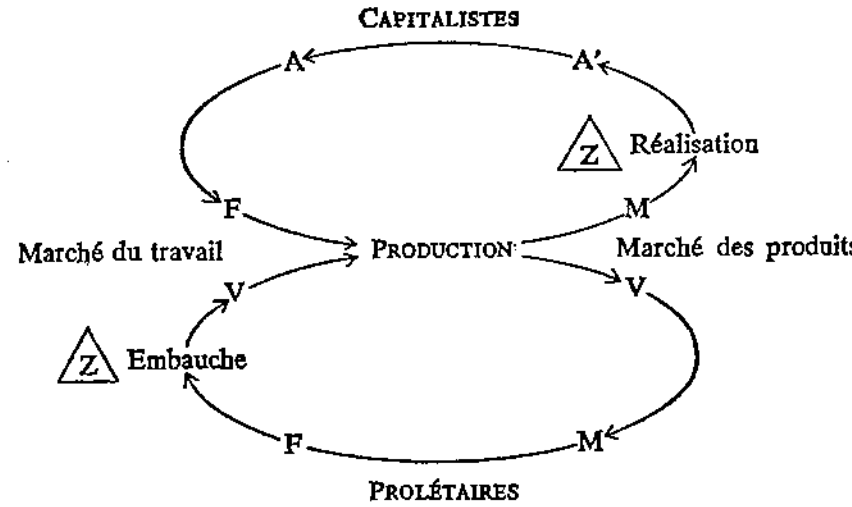
9. C'est toujours le fond de la position des néo-ricardiens et marxistes algébristes, qui divergent simplement sur la possibilité, pour les prolétaires, d'arracher quelque chose en sus du « picotin ».

10. C'est pourquoi il ne faut jamais citer Marx à tort et à travers. Marx expose un rapport après l'autre, un aspect de la reproduction après l'autre : rien n'est plus facile que de lui faire tenir des propos unilatéraux en tirant une phrase de son contexte. Ainsi, dans le même chapitre (p. 413), on lit : « Les faits changent d'aspect si l'on envisage non le capitaliste et l'ouvrier individuels, mais la classe capitaliste et la classe ouvrière, non des actes de production isolés, mais la production capitaliste dans l'ensemble de sa rénovation continuelle et dans sa portée sociale » (*K.*, I, XXIII, p. 413).

Mais, justement, les faits ont les *deux* aspects, les actes de production sont à la fois *privés* (isolés) et *sociaux*.

s'impose la rigidité des rapports proportionnels *techniquement déterminés* : *la loi de la valeur alterne avec la « loi de fer de la proportionnalité »* (pour reprendre les termes de Marx analysés dans notre chapitre 2).

C'est ce que j'ai cherché à représenter dans le petit graphique suivant, où le point de vue « procès » (métamorphoses des valeurs) est combiné avec le point de vue « reproduction du rapport ». Comme dans une épure, les deux demi-plans, supérieur et inférieur, indiquent la projection de la reproduction d'un même rapport sur la forme des procès concernant le capitaliste d'une part (en haut), le prolétaire (en bas). Ces procès se croisent en réalité non seulement dans la production (selon la « loi de fer »), mais sur le marché (selon la loi de la valeur). J'indique par un signe Z les métamorphoses périlleuses.



III. Esquisse d'une périodisation de la régulation

Dans ce double saut périlleux, les « périls » sont antisymétriquement répartis :

— péril de la non-réalisation des marchandises produites ;

— péril du chômage, de la non-vente de la force de travail reproduite.

Il résulte de ce que nous avons noté au chapitre 3, sur la polarité de l'échange marchandise-argent, qu'il n'existe pas de péril dans les deux autres demi-boucles : une fois le salaire perçu, il est possible d'acheter les biens de subsistance ; une fois la marchandise réalisée, il

est possible avec le chiffre d'affaires d'acheter les éléments du capital productif. C'est l'*échangeabilité immédiate* qui caractérise la forme argent de la valeur.

En principe, *si les normes de production et d'échange sont stables*, il n'existe pas de péril du tout : la division du travail, dans la production, entre les branches, détermine, par la loi de la valeur, les flux de la circulation (c'est la source des illusions de Balibar et Rey). Or, justement, *l'instabilité vient de la production :* c'est la déformation permanente des normes de production (analysée dans la prochaine section), qui doit être régulée, à travers la loi de la valeur (et à travers ses crises), par le biais des flux d'échanges, dans la circulation. Parler de reproduction, c'est parler de la régulation « régulée [11] ». Qu'en est-il de la régulation « régulante » ?

La contradiction de l'économie marchande est réelle, incontournable. Dans la forme la plus pure, elle ne peut se résoudre que d'une seule manière : les « sauts périlleux » échouent ou n'échouent pas. L' « ellipse » dont Marx parle, « le mouvement dans lequel la contradiction peut se mouvoir », est déterminée par le tâtonnement de l'initiative privée perpétuellement en recherche du système des valeurs instantanées, du prix, de la qualité, du type de produit qui se vendra, et, du côté du prolétaire, de la ville, de la branche, du type de qualification dans lequel on l'embauchera.

Mais supposons que le développement du capitalisme fasse surgir des appareils, des *formes structurelles* [12] telles que :

— le produit soit pour ainsi dire validé avant que d'être vendu, sa valeur (capital engagé accru de la plus-value) reflue vers le capital de manière quasi garantie ;

— le prolétariat dispose a priori (« avant de s'être vendu à un capitaliste individuel ») du revenu permettant sa reproduction.

Observons d'abord que ce « progrès » ne viole en rien le principe de la reproduction capitaliste : il semble au contraire réaliser son essence (telle qu'elle est figurée par le schéma idéal de la reproduction).

Observons ensuite qu'il s'agit bien d'un « progrès », et d'un progrès global, dont les *deux* aspects sont liés. Comme nous le montrerons dans le chapitre suivant, la réalisation des biens de subsistances est la condition sociale de la demande des biens de production : valider socialement l'existence des producteurs équivaut largement à valider socialement la production capitaliste [13]. Les formes structurelles qui permettraient une

11. Pour plagier Spinoza, auteur si prisé des althussériens.

12. Nous reviendrons sur ce concept avancé par M. Aglietta dans *Régulation et Crise du capitalisme*. Si on appelle *forme sociale* un mode d'expression et de résolution d'un rapport social (exemple : la forme valeur), on appellera *forme structurelle* un « mode de cohésion de formes sociales issues du développement d'un même rapport social fondamental » (p. 163).

13. En fait, à 70 % environ, ce qui représente la part de la consommation des salariés dans le produit marchand. Le reste de la validation est le fait des investissements, de la consommation improductive, des exportations.

telle prévalidation seraient bautement adéquates à un mode d'accumulation capitaliste basé sur une extension de la sphère des biens de consommation, elle-même liée à un approfondissement du caractère proprement capitaliste de leur production (utilisation de plus en plus intense des biens de production) : ce que nous appellerons accumulation intensive.

Nous voyons donc se dessiner *deux variantes de la régulation capitaliste* [14] selon une périodisation intimement liée au développement des forces productives :

— une première forme, que l'on peut appeler *concurrentielle*, de validation au coup par coup de chaque production-reproduction privée, à l'intérieur de la division sociale du travail formée de façon radicalement exogène aux unités économiques ;

— une seconde forme, que l'on peut caractériser comme *monopoliste*, tendant à réaliser, dans l'espace de la circulation, un *prolongement* des caractères de régularité et de proportionnalité a priori qui sont le propre de la division manufacturière du travail. Ou encore, ce qui est une autre façon de dire la même chose, une *internalisation*, au sein de chaque unité de production, de la résolution de la contradiction social/privé.

Au stade actuel du raisonnement, nous avons relevé ce que devrait être une caractéristique décisive d'une telle variante : en ce qui concerne le salariat, cela ne peut signifier qu'une autonomisation du revenu — et de sa dépense — par rapport à la vente individuelle de la force de travail. Des formes structurelles caractéristiques de la régulation monopoliste seront donc : la *contractualisation collective du salariat*, la généralisation de *formes « longues »* et faiblement variables de détermination de la norme salariale (mensualisation, conventions collectives, « contrats de progrès »), l'élargissement du *salaire indirect* perçu indépendamment de la participation à la production, voire l'engagement des dépenses individuelles en fonction du *salaire attendu* [15] dans l'avenir (crédit à la consommation pour l' « équipement des ménages » : logement, automobiles...).

Ce qui est déterminant dans la mise en œuvre de ces formes structurelles, c'est le changement de la place des produits de l'industrie capitaliste dans la norme de consommation ouvrière. Ce changement renvoie à un changement dans le mode d'accumulation. On ne peut en effet se lancer dans la production de masse si les « doubles sauts périlleux » restent aussi risqués, si la circulation ne s'appuie pas sur une

14. On pourrait évidemment imaginer d'autres combinaisons, définissant en tout quatre formes de régulation : force de travail validée a priori et marchandises validées a posteriori, et vice versa. Cependant, c'est la stabilité du revenu du principal groupe de consommation (les ménages salariés) qui garantit la stabilité des débouchés pour les entreprises. La régularité des deux boucles du double moulinet progresse donc de conserve.

15. Cela renvoie à ce que certains économistes libéraux appellent le « revenu permanent ».

« société de consommation ». En hommage à l'inventeur de la Ford T, on appelle « fordisme » cette transformation conjointe des normes de production et de consommation. Tout cela ne pourra être explicité que dans la prochaine section. Contentons-nous de rappeler quelques faits [16].

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'essentiel des dépenses ouvrières s'adressait à la petite production marchande et à la rente immobilière. De 1856 à 1936, la part des dépenses alimentaires est restée comprise entre 70 % et 60 %. En 1956, elle sera de 50 %, et en 1969 de 40 %. De 1956 à 1969, la croissance en *volume* de la consommation alimentaire des ouvriers de l'industrie est multipliée par 1,2, alors que la consommation non alimentaire est multipliée par 1,8. Plus concrètement, la transformation de la norme de consommation ouvrière peut être repérée dans le taux d'équipement des ménages ouvriers [17]. De 1954 à 1975, il passe :

— pour les automobiles : de 8 % à 73 % ;
— pour les téléviseurs : de 1 % à 87 % ;
— pour les réfrigérateurs : de 3 % à 91 % ;
— pour les machines à laver : de 8,5 % à 77 %.

Dans le même temps, la part des dépenses en logement doit presque doubler.

Tous ces biens ne s'achètent pas avec un salaire versé au jour le jour ! Plusieurs modifications structurelles viennent bouleverser les conditions de financement des dépenses des salariés.

— *Le rôle croissant du crédit :* la dette totale des ménages, qui équivaut à deux semaines de leur revenu en 1954, atteint quinze semaines en 1973 (avec un bond dans les premières années soixante). Cette « antévalidation » de la vente de la force de travail par les banques n'est possible que parce que le revenu tend à être par ailleurs garanti.

— *L'extension du salaire indirect :* sa part (relativement au salaire direct), qui était passée de 5 à 20 % de 1934 à 1937 [18], passe à 35 %

16. Tous les éléments qui suivent sont tirés du travail de R. Boyer pour le tome III de *Approches de l'inflation*. On y trouvera la référence aux sources. Comme celles-ci sont très variées, les dates de référence le sont aussi. On n'a pas cru devoir risquer une interpolation permettant de tout « caler » sur les mêmes dates-repères.

17. Nous montrerons que, plus précisément, les biens manufacturés dont la consommation se développe le plus vite sont ceux qui connaissent la plus intense révolution de la valeur. Mais attention ! Certains postes du budget des ménages se sont également considérablement développés (dépense de logement, de loisir, de santé) sans révolution équivalente du côté de la production, où continuent à interférer des modes de produire précapitalistes. D'où les responsabilités particulières de ces postes dans le caractère inflationniste de la croissance intensive (sur le logement, voir mon livre *Le Tribut foncier urbain*, ainsi que les travaux de D. Leborgne et J. Lafont au C. E. P. R. E. M. A. P.).

18. En France, il faut un Front populaire pour accomplir les réformes que le capitalisme éclairé (Roosevelt) accomplit aux U. S. A. et le fascisme en Allemagne.

au cours des années cinquante. Ce salaire indirect se décompose surtout, en 1970, en 43 % pour les retraites, 30 % pour les assurances sociales, 18 % pour les allocations familiales. Les allocations de chômage ne pesaient pas alors d'un grand poids ! Avec l'ouverture de la crise en 1974, la masse des transferts fait un nouveau bond : elle atteint, en 1977, 450 milliards, talonnant la masse salariale directe (650 milliards).

— Mais *le salaire direct lui-même,* sous le coup de la lutte revendicative, économique et politique [19], de la classe ouvrière, organisée en syndicats, *a subi cette tendance à la régularisation* du revenu ouvrier. Au point de départ, la loi Le Chapelier (1791) avait posé le caractère purement atomistique, concurrentiel, du contrat salarial : « C'est aux conventions libres d'individu à fixer la journée pour chaque ouvrier. C'est ensuite à l'ouvrier à maintenir la convention qu'il a faite avec celui qui l'occupe. » Ce n'est qu'en 1891 qu'apparaissent (dans les Houillières du Nord) les conventions collectives.

Leur caractère n'est véritablement reconnu qu'en 1936 : à partir de cette date, la vente de la force de travail ne peut plus être considérée comme un contrat strictement de droit privé. Le système connaît une véritable explosion à partir de 1954 : le nombre de conventions signées est multiplié par 10 de 54 à 68, et les conventions s'étendent en compétence et en ampleur géographique (conventions nationales portant sur des groupes de branches). Enfin, après 1968, est introduit une procédure de codification de la détermination des salaires, en fonction de la hausse des prix, de la productivité, etc., et cela négocié pour une période pluri-annuelle [20].

Que conclure de ce rapide tableau ? A tout le moins que la sécurité des « sauts périlleux » des marchandises au sortir de la sphère de la production est liée à une certaine sécurité du saut périlleux que cons-

19. Par lutte revendicative, nous entendons ici « non révolutionnaire », c'est-à-dire lutte pour les intérêts immédiats de la classe ouvrière. Par lutte économique nous entendons lutte sur le terrain de l'entreprise, et, par lutte politique, sur le terrain de l'Etat et de la législation sociale. En général, les luttes revendicatives visant une amélioration des conditions du contrat salarial ne peuvent obtenir un résultat stabilisé que par le biais de la lutte politique. Pas seulement parce qu'alors la classe ouvrière y est plus forte. Mais aussi parce que sur ce terrain la bourgeoisie a moins besoin de résister. Toutes les mesures limitant les « empiétements » du capital sont catastrophiques pour les patrons isolés, mais peuvent être bénéfiques pour la régulation d'ensemble du capitalisme si elles ont force de loi. Marx signalait déjà que la législation sur le travail des enfants avait été annoncée comme une catastrophe, alors qu'un an après les patrons déclaraient s'en trouver fort bien. On peut en dire autant de toutes les mesures énoncées dans le présent paragraphe.

Nous reviendrons, dans les conclusions de la section III et de la première partie, sur le problème difficile du rapport entre les luttes ouvrières et la réalisation des « tendances » du capitalisme.

20. Nous reviendrons, dans la section III, sur le contenu de la contractualisation en matière salariale, lorsque nous examinerons le rapport entre la transformation des normes de production et celle de la norme de consommation ouvrière, c'est-à-dire sur le mécanisme de la plus-value relative.

titue la vente de la force de travail elle-même. Encore n'avons-nous pas évoqué un filet de sécurité qui va jouer un rôle décisif quand la crise aura quand même lieu (en 1974), pour enrayer les mécanismes cumulatifs de la crise des années trente : les obstacles législatifs à la liberté de licencier [21]. Entre 1930 et 1932, l'emploi non agricole avait chuté (en France) de 20 %. Entre 1974 et 1976, il n'a chuté que de 3 % ! Plus précisément, la première année, la production industrielle chute de 11,2 % en 1931, de 12 % en 1975. Mais l'emploi chute de 7,5 % en 1931, de 2,4 % en 1975. La « stabilisation » monopoliste joue : en 1976, la production remonte, alors qu'elle continue à baisser de 13,6 % en 1932. Ainsi, la validation sociale de la reproduction de la force de travail se trouve progressivement découplée de la validation sociale du procès de production privé auquel cette force se voit affectée.

C'est le phénomène que Claude Meillassoux désigne joliment par « l'intégration à *titre viager* et non seulement *horaire* du travailleur dans l'économie capitaliste [22] ». Suzanne de Brunhoff [23] souligne à juste titre que cette évolution soulève deux problèmes :

— *Le risque de dissociation durable du droit à un revenu minimal et du devoir de travailler : why work ?*

Nous avons vu en effet que la nécessité de la vente individuelle de la force de travail était la principale contrainte permettant d'extorquer la plus-value.

Si le revenu est garanti, plus moyen d'extraire la plus-value. C'est la raison fondamentale qui pousse les patrons, individuellement ou en corporation, à combattre avec vigueur les « empiétements » de la législation sociale dans le sens du revenu garanti : freins opposés à la mensualisation, à l'abolition du travail au rendement, à l'extension des congés de maladie et de maternité, etc. Pourtant, leur intérêt collectif de classe est non seulement l'extension du consensus et de la « paix

21. Les excellentes chroniques de J.-P. Dupeyroux dans *Le Monde* nous rappellent la grande fragilité de cette législation et le génie des capitalistes pour la tourner. Mais il faut souligner que le rejet en masse de la force de travail en dehors des usines se faisait, au XIXe siècle et jusqu'aux années trente, sans aucun problème juridique.

Pour une comparaison entre la crise de 1930 et la crise actuelle, voir le livre de R. Boyer et J. Mistral, *Accumulation, Inflation et Crise*, P. U. F., 1978. Nous y reviendrons à la fin de ce livre. Les chiffres donnés ici pour 74-76 sont relatifs au troisième trimestre de l'année (pour épouser la chronologie réelle).

22. *Femmes, Greniers et Capitaux (op. cit.)*. Meillassoux distingue le salaire horaire, qui reproduit la capacité actuelle de travail, et le salaire indirect, qui reproduit l'existence du travailleur (cas du chômage, de la maladie) et la reproduction globale des travailleurs (jeunesse, vieillesse, famille). Si le salaire indirect n'existe pas, c'est que les deux derniers éléments de la reproduction de la force de travail sont assurés dans un autre mode de production (petite production marchande, économie domestique). Nous repérons ici que l'extension du salaire indirect va de pair avec l'extension de la production capitaliste à tous les aspects de la vie sociale. Mais il y a d'autres raisons (voir section III).

23. *Etat et Capital*, P. U. G.-Maspero, 1976.

sociale » que permet la généralisation du revenu minimal garanti, mais encore la stabilisation de la « demande sociale » qu'elle induit. La contradiction est poussée à son paroxysme en période de crise. L'extension des allocations de chômage (dont les fameux « 90 % ») est la réponse, propre à la régulation monopoliste, au problème qui, dans la régulation concurrentielle, provoque la « spirale dépressive » : plus le chômage s'accroît, plus s'écroule la demande. Mais il se trouvera toujours des patrons et des démagogues pour hurler au scandale de « ces tire-aux-flancs payés à ne rien faire ». Et pourtant, pour garder et faire renouveler les fameuses allocations, pour échapper à la culpabilisation en retrouvant un travail le plus vite possible, les chômeurs ne doivent pas chômer [24] !

— *La nécessaire intervention de l'Etat.*

Nous voyons ici apparaître une nouvelle fois cette forme structurelle du mode de production, que nous n'avons fait qu'évoquer à propos de la monnaie. Nous ne pourrons guère approfondir ce thème, qui à lui seul nécessiterait tout un livre [25].

Mais remarquons d'ores et déjà que l'accroissement du rôle de l'Etat est consubstantiel à la mise en place de la régulation monopoliste.

En fait, l'Etat joue dès l'origine du capitalisme un rôle actif dans la détermination du cadre juridique et la mise en place des conditions matérielles de la reproduction de la force de travail. Dans les conditions qui sont celles du salariat, ce que le marché ne fait pas, l'Etat doit le faire : « libérer » le producteur de ses anciens liens à la terre, le contraindre à travailler plutôt que vagabonder, et ensuite le payer quand il est malade, est vieux ou fait des enfants.

En tout état de cause, on ne saurait distinguer un stade « mono-

24. S. de Brunhoff ébauche un catalogue des méthodes employées par l'Etat du capital pour faire peser, sur le bénéficiaire du « salaire indirect », la contrainte d'insécurité.

25. L'objectif de ce livre serait de démontrer d'abord que l'Etat capitaliste n'est pas une simple « infrastructure » chargée de mater et d'administrer, mais une forme structurelle impliquée dès l'origine du mode de production, comme garant des « conditions générales extérieures » de la production capitaliste. (Je m'étais pour ma part attaché à le montrer en ce qui concerne l'aménagement du territoire.) Dès lors, on ne peut caractériser un « nouveau » stade du capitalisme par l'irruption de l'Etat dans la sphère économique, comme le font les théoriciens du « C. M. E. » (nous y reviendrons au chapitre 11 et dans la conclusion de la première partie).

C. André et J. Delorme ont engagé au C. E. P. R. E. M. A. P. un travail considérable dans cette direction. Citons :

— *Etudes des tendances significatives et des facteurs explicatifs de l'évolution des dépenses et recettes publiques françaises au cours de la période 1870-1970*, C. E. P. R. E. M. A. P., 1974.

— *L'Evolution de longue période des dépenses publiques en France : une tentative d'interprétation*, C. E. P. R. E. M. A. P., 1977.

— Voir également le commentaire sur ces travaux et ceux de L. Fontvieille par B. Théret dans *Critiques de l'économie politique*, n° 3, Maspero, 1978, et le dossier « L'Etat et les Finances publiques en France », de J. Bouvier, A. Guéry, L. Fontvieille, C. André et R. Delorme, *Annales E. S. C.*, mars-avril 1978.

poliste » et un stade « monopoliste d'Etat ». Les changements dans les formes structurelles de la régulation constituent toujours un remaniement, mais un remaniément seulement, des rôles respectifs de l'entreprise, du marché et de l'Etat. Ils sont toujours présents, et le passage à la régulation monopoliste ne fait qu'opérer un déplacement entre les deux derniers.

S. de Brunhoff montre par ailleurs que ce rôle accru de l'Etat dans la gestion de la force de travail va de pair avec un rôle accru dans la gestion de la monnaie. Ce qui attire notre attention sur un problème décisif.

Avec la régulation monopoliste semblent s'effacer les « périls » du marché du travail et du marché des produits. Or ces « périls » ne tiennent pas, au fond, à l'imperfection des institutions du marché, imperfection que corrigerait le passage à une régulation monopoliste [26]. Ils tiennent fondamentalement à l'*existence de la contradiction social/privé*, caractéristique de toute société marchande, et aggravée, comme nous le verrons, par la seconde coordonnée de la structure du mode capitaliste. Or cette contradiction n'est nullement effacée par les formes nouvelles de la régulation : elles ne sont que de nouvelles formes dans lesquelles celle-là peut se mouvoir. Nous pouvons déjà augurer que les « périls », chassés des deux demi-boucles du double moulinet, se trouvent reportés, par une sorte de chiasme, dans les deux autres demi-boucles : dans l'*instabilité du pouvoir d'achat de la monnaie*, ou plus précisément — puisqu'il s'agit de compenser l'affaiblissement d'un mécanisme de non-validation du travail privé — dans la *baisse* de ce pouvoir d'achat, en termes d'équivalent de travail abstrait. Avec la régulation monopoliste apparaissent les deux causes structurelles de l'inflation actuelle : la dévalorisation permanente du salaire et du cash-flow nominaux.

Cela n'est possible que si la monnaie n'a pas une valeur instantanée déterminée par ses propres conditions de production, mais représente au contraire des valeurs en procès dont la valeur réalisée devient douteuse. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de monnaie-marchandise, mais de monnaie de crédit. La dématérialisation de la monnaie, exposée au chapitre 3, apparaît donc, aux côtés de la contractualisation forfaitaire du salariat, parmi les présupposés théoriques de la régulation monopoliste.

26. J'emploie l'expression « imperfection du marché » dans un sens diamétralement opposé à celui des économistes marginalistes. Pour eux le marché est parfait quand il est parfaitement concurrentiel, c'est-à-dire quand il faut convoquer un commissaire-priseur chaque fois qu'il est question de vendre un paquet de bonbons. Pour moi la régulation est « parfaite » quand le paquet de bonbons est vendu à prix fixe (en fonction de son coût de production) et que les entreprises de la branche sont non seulement cartellisées, mais peuvent peser à la fois sur l'allocation de l'argent de poche aux enfants et sur la structure de leurs dépenses.

9

La reproduction économique

En fixant notre attention sur la reproduction, à travers la vente de la force de travail et l'achat des biens de subsistance (supposés marchandises capitalistes), du rapport global capitalistes/prolétaires, nous n'avons fait qu'examiner *comment la seconde coordonnée du mode de production se reproduit moyennant la première*, la séparation du producteur et de ses moyens de production moyennant la loi de la valeur.

Pour cela, nous avons eu recours à une série de simplifications :

— nous avons supposé que les marchandises s'échangeaient à des prix proportionnels à leur valeur ;

— nous nous sommes contenté d'étudier un seul réseau des « doubles sauts périlleux » : celui dans lesquels les prolétaires rachetaient les produits nécessaires à la reproduction de leur force de travail.

C'est d'ailleurs bien ainsi que Marx, dans le livre II, introduisant les fameux chapitres sur les « schémas de reproduction », résume l'acquis du livre I :

« *Dans le livre I, nous avons analysé le procès de production capitaliste à la fois comme opération isolée et comme procès de reproduction : production de plus-value et production du capital lui-même. Les changements de forme et de substance que subit le capital dans la sphère de la circulation du capital, nous les avons supposés, sans nous y arrêter. De même, nous avons supposé que le capitaliste, d'une part, vend le produit à sa valeur, d'autre part trouve dans la sphère de circulation des moyens matériels de production qui lui permettent de recommencer le procès ou de le poursuivre sans interruption. Le seul acte, dans la sphère de la circulation du capital, auquel il nous fallait nous arrêter dans ce livre, c'était l'achat et la vente de la force de travail, condition fondamentale de la production capitaliste* [1]. »

1. *K.*, II, V, p. 9, introduction à la IIIe section (« La reproduction et la circulation de l'ensemble du capital social »). L'acquis du livre I auquel ce passage

Nous devons compléter maintenant notre schéma. Dans la boucle supérieure tournaient des marchandises de valeur totale « C + V + PL ». Dans la boucle inférieure se métamorphosait un revenu de valeur totale « V ». C'est que nous avions manifestement laissé de côté, d'une part les métamorphoses de la plus-value, d'autre part les échanges de capital constant entre capitalistes.

Pour racheter toutes les marchandises qui sortent de la production capitaliste, il faut faire intervenir les « boucles » qui sortent des entreprises sous la forme de dépenses en capital constant et de dépense de la plus-value (en argent) ; bref, il faut faire circuler les valeurs en procès dont sont propriétaires les capitalistes. C'est ce qu'explique Marx en poursuivant :

« *Cependant*, les cycles des capitaux individuels s'entrelacent, se supposent et se conditionnent les uns les autres, et c'est précisément cet enchevêtrement qui constitue le mouvement de l'ensemble du capital social. *Dans la circulation simple des marchandises, la métamorphose complète d'une marchandise est apparue comme un chaînon de la série de métamorphoses du monde des marchandises ; de même ici, la métamorphose du capital individuel apparaît comme un chaînon de la série de métamorphoses du capital social. Mais, tandis que la circulation simple des marchandises n'impliquait pas du tout nécessairement la circulation du capital — elle peut avoir lieu sur la base d'une production non capitaliste —, le cycle de l'ensemble du capital social implique, nous l'avons déjà noté, même la circulation de marchandises qui n'entrent pas dans le cycle du capital individuel, c'est-à-dire la circulation des marchandises qui ne constituent pas un capital* [2].

Nous avons maintenant à examiner le procès de circulation des capitaux individuels (qui est, dans sa totalité, une forme du procès de reproduction) en tant que composants de l'ensemble du capital social [3]. »

En complétant ainsi notre schéma, nous aurons achevé de montrer comment se reproduisent les conditions économico-sociales de la seconde coordonnée du mode de production, moyennant la loi de la valeur ; mais cette fois en étudiant la reproduction du monopole de la propriété des moyens de production du côté des capitalistes. Nous disons bien : de la *propriété*, c'est-à-dire de la capacité de constituer

fait allusion est celui du chapitre XXIII, « Reproduction simple », qui constitue la base de notre chapitre précédent. Nous avons, quant à nous, sauté tout ce qui concerne la transformation des valeurs dans le livre I (c'est l'objet de notre section III) et tout ce qui, dans les deux premières sections du livre II, consiste en l'étude du capital social et des capitaux individuels comme « valeurs en procès » (ce qui est l'objet de notre deuxième partie). Pourquoi ? Parce que les contradictions qu'engendrent ces deux problèmes sont au cœur du problème de la régulation, et que nous lui consacrerons spécialement la deuxième partie.

2. Il s'agit au premier chef, bien entendu, de la force de travail. Mais il s'agit aussi du produit de tous les modes de production non capitalistes, « agrafés » à celui-ci par le biais de la circulation. C'est la base de la théorie de P.-P. Rey sur l'articulation des modes de production.

3. *K.*, II, V, p. 84.

les unités de production. Il restera encore à étudier, dans la section III, l'autre aspect des rapports spécifiquement capitalistes (le rapport de possession). Enfin, c'est dans la seconde partie que nous étudierons le problème inverse : l'effet, sur la loi de la valeur, des rapports de propriété spécifiquement capitalistes.

I. Position du problème

Le problème revient donc à étudier comment est alloué et réalloué le travail social, moyennant la loi de la valeur, dans une économie où règnent les rapports de production capitalistes.

Nous avons vu que l'effet premier de ces rapports était d'opérer dans le flux des valeurs une *double partition* : entre C et V, entre V et PL. Or ce flux de valeurs recouvre un flux de valeurs d'usage. Ces valeurs d'usage sont les produits de procès de production, qui réalisent l'unité d'un procès de travail et d'un procès de mise en valeur du capital. Ces procès de mise en valeur sont des procès de mise en valeur de capitaux *individuels*, de valeurs en procès dont l'entrecroisement constitue le capital social. La loi de la valeur, à travers la circulation des capitaux et la dépense des revenus nés de leur mise en valeur, doit donc affecter le travail social selon une structure qui soit le reflet de la partition fondamentale (C/V/PL), et réallouer les produits aux classes correspondantes.

Pour étudier ce mécanisme, nous devons introduire un concept nouveau, qui prenne en compte la spécificité du mode de production capitaliste surimposée à la division sociale entre les branches : c'est le concept de *section. La section est la part de la division du travail social dont les produits s'échangent contre un des éléments de la partition fondamentale du capital.* Nous avons vu que ces produits devaient être prédéterminés à cela par leur *forme naturelle*, leur valeur d'usage : moyens de production (C), biens de subsistance (V). Quant à la plus-value, elle ne s'échange pas spécifiquement contre un type de produits [4]. Nous pouvons donc introduire deux sections, la section I (biens de production) et la section II (biens de consommation). Le concept de section ne recoupe donc ni théoriquement ni pratiquement le concept

4. Marx suggère cependant (*K.*, II, V, p. 56) de subdiviser la section II en une sous-section II_a des « biens nécessaires » (contre lesquels s'échange V) et une sous-section II_b des « biens de luxe », contre lesquels s'échange la plus-value non accumulée. Les néo-ricardiens et marxistes algébristes (à la suite de Von Bortkiewicz) appellent parfois cette dernière « section III ». Elle ne produit pas de « marchandise fondamentale ». On voit que les normes de production qui y règnent n'interviennent pas dans la détermination du taux d'exploitation, puisque les marchandises non fondamentales n'entrent ni directement ni indirectement dans la valeur de la force de travail. Les « algébristes » ont montré qu'elles n'interviennent pas non plus dans la détermination du taux de profit.

de branche. Nous ferons souvent l'hypothèse qu'il est possible de répartir les branches entre les sections[5], bien que nous sachions qu'une même branche (par exemple l'automobile) peut produire dans les deux sections.

Nous sommes maintenant équipés pour étudier le double problème de l'allocation et la réallocation. *Double* problème, dis-je, parce que, historiquement, il avait été traité (avant Marx, par Quesnay et les classiques) de manière unilatérale : soit en privilégiant l'aspect « répartition », au point qu'on ne savait plus comment, avec la valeur ajoutée et distribuée dans l'année (V + PL), racheter la masse des marchandises sorties annuellement de la production (et de valeur C + V + PL), soit qu'au contraire on se soit uniquement préoccupé de produire ce qu'il fallait pour les différents emplois sans se préoccuper, ou sans traiter correctement le problème de la distribution du « pouvoir de racheter ».

Dès lors, nous pouvons dire, avec A. M. Laulagnet[6] que « les problèmes analysés par Marx dans ses schémas de la reproduction sont essentiellement :

1. Ceux qui se manifestent lorsqu'on distingue la *valeur des produits* de la *valeur produite* chaque année :
"Comment la valeur produite chaque année peut-elle acheter un produit dont la valeur est supérieure à la sienne ?"

2. Ceux de la répartition nécessaire de la valeur produite entre les deux sections en vue de la reproduction du capital social ».

Tel qu'il était historiquement posé, il est clair que le problème clé était le premier, et que le second n'était qu'une modalité de la solution du premier. C'est le problème fondamental (celui du revenu brut et du revenu net) sur lequel les grands économistes classiques, Adam Smith et David Ricardo, ont buté, revenant en arrière par rapport aux physiocrates, ce pour quoi Marx les a longuement critiqués[7]. C'est le même problème (dans sa liaison avec le second) que Lénine aborde dans ses polémiques contre les populistes :

« *Comment trouver pour chaque partie du produit capitaliste, en valeur (capital constant, capital variable et plus-value) et sous sa forme*

5. Et non pas « désagréger les sections en branches », ce qui serait un non-sens théorique. Tout au plus, après avoir raffiné le découpage des sous-sections, peut-on chercher à établir un tableau de correspondance. Voir sur ce point Ch. Palloix, *Procès de production et Crise du capitalisme* P. U. G.-Maspero, 1977, p. 157.

6. « Les Schémas de la reproduction du capital chez Marx », *Cahiers du C. E. P. S.*, n° 9.

7. *K.*, II, V, chap. XIX ; *T. P. L.*, I, chap. III, *T. P. L.*, II chap. XVII ; etc. Comme nous l'avons expliqué au chapitre 6, le produit « net » est pour Marx le produit défalqué de ce qui est nécessaire à la reproduction simple (sa valeur est PL). Pour lui et les classiques (mais pas pour la Comptabilité nationale moderne !), le produit brut est le total du produit de la période, le total de C + V + PL.

matérielle (moyens de production, objets de consommation, en particulier, objets d'usage et objets de luxe), l'autre partie du produit qui la remplace sur le marché[8]. »

II. Statut et enseignements du schéma de la reproduction simple

1. Le statut

Ce problème, Marx l'a pour la première fois clairement résolu dans ses « schémas de la *reproduction simple* », dont il a clairement fixé le statut. Outre que le revenu des capitalistes (la plus-value) est supposé totalement consommé de façon improductive, il précise :

« *La question telle qu'elle se pose immédiatement est la suivante : comment le capital consommé dans la production est-il remplacé en valeur par une partie du produit annuel et comment ce processus de remplacement s'enchevêtre-t-il avec la consommation de la plus-value par le capitaliste et du salaire par l'ouvrier ? Il s'agit donc en premier lieu de la reproduction* à échelle simple. *En outre, nous supposerons non seulement que* les produits s'échangent à leur valeur, *mais qu'*aucune révolution de valeur *ne se produit dans les composants du capital productif*[9]. »

La « reproduction simple » suppose donc trois hypothèses. Il faut justifier ces trois hypothèses pour évaluer la « robustesse » des conclusions que l'on peut en attendre.

La première (pas d'accumulation) est justifié par l'objectif poursuivi : on veut savoir *comment* ce qui est *déjà* produit se réalloue, comment ce qui est consommé a été reproduit. Ce que l'on fera après du surplus ne peut que modifier quantitativement cette répartition : le problème se résoudra par une modification (algébrique) quantitative à partir de la solution qualitativement la plus simple : ce seront les « schémas de la reproduction élargie ».

La seconde hypothèse signifie qu'aucun rapport n'interfère avec la contradiction social/privé que régit la loi de la valeur. Hypothèse assez étrange puisqu'il y en a au moins un qui est justement étudié : le rapport entre capitalistes et prolétaires. L'hypothèse consiste donc bien à étudier l'action de la loi de la valeur sur la reproduction du rapport capitaliste, abstraction faite de l'action de ce rapport sur la loi de la valeur. Autrement dit, on considérera « les capitalistes » et « les prolétaires » comme deux coéchangistes, en faisant abstraction du fait que

8. *Le Développement du capitalisme en Russie, O. C.*, t. III.

9. *K.*, II, V, p. 47.

les capitalistes sont nombreux, ou alors, quand on considérera qu'ils sont plusieurs (au moins : dans deux sections), nous ferons abstraction du fait que, ne constituant qu'une seule classe, ils veulent tous « profiter autant » de l'exploitation (ce qui sera, dans la deuxième partie, le fondement de la formation du « taux de profit moyen »). Bref, on ne s'intéressera qu'aux trois grandes *quantités de valeur* (C, V, PL), à leur production par les deux sections, à leur réallocation entre les deux classes, abstraction faite de leur réallocation entre capitalistes [10]. C'est ce que fait Marx :

« *Si les prix s'écartaient de la valeur, cela ne saurait d'ailleurs influer sur le mouvement du capital social. Après comme avant, ce seraient au total les mêmes quantités de produits qui s'échangeraient, mais les capitalistes individuels y participeraient en des proportions qui, en valeur, ne correspondraient plus à leurs avances respectives ni aux masses de plus-value que chacun, pris isolément, aurait produites.* »

Venons-en à la troisième hypothèse : la stabilité des normes de production et d'échange.

Observons d'abord qu'en tout état de cause, au stade *actuel* de notre étude, nous sommes bien obligés de nous en tenir là, puisque les « lois » de la transformation des normes de production ne seront étudiées que dans la section III. Observons ensuite que la plupart des économistes théoriciens de la « croissance équilibrée » en ont fait autant jusqu'à une date récente : soit que la stabilité de ces normes soit une de leurs hypothèses fondamentales (néo-ricardiens et marxistes algébristes), soit qu'ils ignorent comment varient ces normes, ou comment résoudre le problème lorsque les normes varient [11]. Tout cela constitue des excuses mais nullement une justification théorique. Voyons ce qu'en dit Marx.

« *Quant aux révolutions de valeur, elles ne changent rien aux rapports entre les éléments de valeur du produit annuel total, si elles sont générales et se répartissent uniformément. Dans la mesure, par contre, où elles sont partielles et ne se répartissent pas uniformément,*

10. En tout cas, quel que soit le système de prix (notamment dans le système des prix de production), la valeur des emplois du profit est égale à la plus-value. (Voir la deuxième partie.)

11. Pour les néo-classiques, la transformation des « fonctions de production » est due à un progrès technique qui tombe du ciel. Sans dégager de lois de ce progrès, ils se contentent de classifier ses effets possibles sur les fonctions de production (« neutre », *labour-saving, capital-saving*). Quant au problème de la croissance équilibrée avec fonctions de productions variables, il n'a été résolu que dans des cas simples, malgré une grande sophistication mathématique atteinte dans les années soixante.

Pour un panorama synthétique de ces théories, voir par exemple L. Stoléru, *L'Equilibre et la Croissance économique*, Dunod. Pour un échantillon des voies d'approches les plus récentes, voir les actes du Colloque de Luminy, *Systèmes dynamiques et modèles économiques*, Editions du C. N. R. S., 1977. Pour une critique de ces conceptions du progrès technique, voir le livre cité de A. D. Magaline.

elles représentent des perturbations qui ne peuvent se comprendre que si on les considère premièrement *comme des dérogations à des rapports de valeur constants ; mais,* deuxièmement, *une fois démontrée la loi en vertu de laquelle une fraction de valeur du produit annuel remplace du capital constant et l'autre du capital variable, une révolution, qu'elle se produise dans la valeur du capital constant ou du capital variable, ne changerait rien à cette loi.* Elle ne modifierait que la grandeur relative *des fractions de valeur qui remplissent une de ces deux fonctions puisque d'autres valeurs auraient pris la place des valeurs primitives.* »

Là encore, l'hypothèse est justifiée par l'objectif visé : montrer comment (qualitativement) un rapport est reproduit à travers l'autre. Dès lors, si toutes les mesures de valeurs varient de la même façon, les rapports entre les travaux alloués aux deux sections, et les parts de valeurs échues aux deux classes, ne se modifient pas. La question qui se pose, c'est donc celle de variations *non proportionnées* des normes de production et d'échange. Marx emploie le mot *perturbation*, et dit 1) que ces perturbations sont des *dérogations* à la stabilité des normes ; 2) que ces perturbations ne modifient pas la loi *qualitative* obtenue qui décrit l'effet de la loi de la valeur sur le rapport capitaliste. Autrement dit, Marx adopte un point de vue *différentiel :* il considère la reproduction à norme constante, et en déduit (par des méthodes algébriques) une loi (qu'il énonce, et que nous allons expliciter) ; ensuite, il montre que ces perturbations ne sauraient modifier la loi dans son allure générale, qualitative, tout en indiquant le sens des effets des perturbations. C'est là une méthode typiquement scientifique, que fondent aujourd'hui plusieurs branches des mathématiques, et qui permet de résoudre de très nombreux problèmes. Mais cette méthode admet des limites qui définissent un « domaine de validité » : les perturbations doivent demeurer très petites, « infinitésimales », sinon l'accumulation des divergences peut produire une catastrophe. Or nous verrons que c'est notamment ainsi que Marx abordera le problème des crises * [12].

*12. Nous verrons même qu'il les aborde en ces termes, qui sont de ceux auxquels recourt fréquemment la géométrie différentielle. Nous abordons ici une métaphore qui jouera un rôle fondamental dans la seconde partie : celle de la variété riemannienne et de son approximation linéaire locale, ou, plus simplement, de la surface et de son plan tangent. Si on compare l'enchevêtrement des capitaux individuels à une étoffe tissée dont ceux-ci constituent la trame et dont la chaîne est constituée par l'espace de valeurs instantanées à différents moments, on peut en première approximation assimiler localement la surface de ce tissu à son plan tangent. La varation des normes se traduit par des plis et des fronces du tissu. La courbure des plis ne modifie pas les rapports de valeur, la torsion oui. Assimiler la surface à son plan tangent provoque des distorsions qui deviennent manifestes quand on en arrive au contour apparent de la projection de la surface sur le plan, ce que depuis les travaux de R. Thom on appelle la courbe des « catastrophes ». Mais, dans un certain domaine de validité, les relations déduites de raisonnements dans le plan tangent présentent des propriétés de « stabilité structurelle » quand on introduit le gauchissement de la surface.

C'est d'ailleurs pour cela que les perturbations constituent des « dérogations » à la loi. La loi de la valeur résout en effet la contradiction du travail social qui se présente comme somme de travaux privés ; et elle la résout en fixant des normes de production et d'échange. Si, par « dérogation », ces normes ne sont plus respectées, le problème de la résolution de la contradiction est rouvert : la lutte prend le pas sur l'unité entre les deux aspects, la « socialisation » des travaux privés n'est plus garantie. Nous retrouvons les problèmes du « double saut périlleux ».

Finalement, le statut du schéma de la reproduction simple apparaît rigoureusement identique à celui du « double moulinet », mais, au lieu de ne traiter que de la reproduction du rapport social qu'est le salariat (ce que nous avons appelé dans le chapitre précédent « reproduction sociale »), il intègre la totalité des conditions économiques de la reproduction de ce rapport (c'est pourquoi nous avons intitulé ce chapitre : « la reproduction économique »). Il le fait en intégrant les « doubles sauts périlleux » de « C » et « PL ». Ainsi est complètement éclairci le problème évoqué au début : comment se reproduit le second rapport que nous avons posé, à partir de la loi qui régit le premier. En ce sens, ce schéma constitue une « abstraction » au sens marxiste du terme [13].

2. Les enseignements

Le schéma lui-même est assez connu. On considère une « période » de production [14]. *La valeur ajoutée* au cours de la période dans chacune des sections (c'est-à-dire le travail social alloué à chaque section) est : $V_1 + PL_1$ dans la première, $V_2 + PL_2$ dans la seconde.

La *valeur des produits* sortant de la production dans chaque section est, à l'issue de la même période :

$$C_1 + V_1 + PL_1 \text{ et } C_2 + V_2 + PL_2.$$

Les hypothèses de la reproduction *simple* sont :

— que les capitalistes réalisent toute la production à sa valeur ; c'est l'hypothèse de la « pleine réalisation [15] » ;

13. « La reproduction simple apparaît ainsi comme une abstraction » (*K.*, II, V, p. 49). Rappelons que Marx appelle abstraction l'objet de pensée construit à partir d'un seul ou d'un nombre *limité* des concepts au moyen desquels est reproduite dans la pensée la réalité concrète (cf. l'introduction de cette partie). Ce n'est pas un « morceau extrait du concret », même si Marx indique que la reproduction simple est aussi une partie de la reproduction élargie.

14. Signalons ici une nouvelle hypothèse (ou abstraction) : la non-prise en compte de la diversité des cycles de rotation, qui sont en plus tous supposés syuchrones. Nous y reviendrons dans la deuxième partie.

15. Dans la deuxième partie, quand nous introduirons l'asynchronisme des cycles, nous verrons que de plus le capital doit toujours pour une part figurer sous la forme argent.

— qu'ils rachètent le capital constant consommé (à la même valeur) ;

— qu'ils réembauchent le même nombre d'ouvriers (pour la même valeur) ;

— et qu'ils dépensent comme revenu le reste, c'est-à-dire la plus-value, en biens de consommation.

Insistons sur la signification précise de ces hypothèses, qui ne sont pas de même nature que celles analysées plus haut (lesquelles fixent le « statut » du schéma dans l'œuvre de Marx... et dans le présent chapitre).

L'hypothèse de « pleine réalisation » fixe la condition dans lesquelles on peut parler de « schéma ». Ce n'est pas une « condition d'équilibre » que nous recherchons (ou alors elle est loin d'être suffisante). Cette hypothèse signifie simplement que les valeurs dont nous parlons sont des valeurs réalisées, socialement validées, et pas seulement incorporées. On ne parle pas du travail gaspillé, dont ni le produit ni a fortiori les revenus de sa vente ne rentrent dans la circulation.

Les trois hypothèses suivantes explicitent le caractère de « reproduction simple » en disant *comment les capitalistes continuent la production*, et non pas en disant « ce qu'ils font de leur argent ». Car la condition de la transformation du produit de la période en argent c'est la « décision » des capitalistes de poursuivre la production capitaliste, c'est-à-dire tout simplement la reproduction de la société en acte. C'est seulement cette « volonté » de réallocation qui valide socialement du travail social de la période initiale.

Conception qui peut sembler étrange. Que signifie cette « volonté » ? Disons simplement que, par des mécanismes coercitifs que nous laisserons provisoirement de côté, chaque capitaliste se conforme à la loi immanente selon laquelle chaque chose persévère en son être. Oui, mais comment ? Comment acheter alors qu'on n'a pas encore vendu ? Répondons ici que le cas est déjà prévu : c'est le fonctionnement de l'argent comme moyen de paiement. Mais, si la circulation est fondée sur le crédit, il n'y a pas de limite ? Précisons alors que les schémas supposent (nouvelle hypothèse implicite !) que les achats des capitalistes sont a priori strictement limités par ce qu'ils escomptent de leurs ventes [16].

Et maintenant circulons.

16. Toute cette discussion élimine les stériles chamailleries sur le problème auquel R. Luxemburg accorde une importance démesurée et qui surgit nécessairement si on lit les schémas dans les termes « on vend d'abord, on achète ensuite » : d'où viennent les moyens de circulation ? Le fond du problème, c'est : d'où vient la validation sociale. D'ailleurs, dès que l'on aborde la reproduction élargie, il devient évident que la valeur réalisée dépend des décisions d'accumuler.

Sur ce point, je suis profondément d'accord avec la thèse de B. Billaudot selon laquelle l'écriture de schéma suppose nou la réalisation (qui n'est qu'une conséquence), mais la « volonté de continuer la production ».

La valeur réalisée dans la section I est donc égale à la somme des valeurs de capital constant consommé dans les deux sections :

(A) $$C_1 + V_1 + PL_1 = C_1 + C_2$$

et la valeur réalisée dans la section II est égale aux revenus des deux classes (on peut améliorer le schéma en distinguant les deux classes et les deux sous-sections)

(B) $$C_2 + V_2 + PL_2 = V_1 + V_2 + PL_1 + PL_2$$

Les équations (A) et (B) impliquent toutes deux la même conclusion (en retranchant les termes égaux dans les deux membres de chaque équation) :

(C) $$\boxed{C_2 = V_1 + PL_1}$$

Si l'on avait distingué les deux sous-sections, IIa « biens nécessaire » et IIb « biens de luxe », on aurait pu préciser que, par ailleurs :

(C'a) $$V_1 + V_2 = C_{2a} + V_{2a} + PL_{2a}$$

(C'b) $$PL_1 + PL_2 = C_{2b} + V_{2b} + C_{2b}.$$

Et, si en plus on avait distingué les différentes branches, si on les avait regroupées par sections et sous-sections, on aurait pu déduire la répartition du produit annuel (et donc du travail social) entre les différentes branches en fonction de la matrice socio-technique * [17].

Passons sur ces détails, et revenons à la loi que Marx a mis à jour : $C_2 = V_1 + PL_1$, c'est-à-dire : « La valeur ajoutée annuelle de la section productrice des moyens de production, donc la part du travail social qui doit lui être affectée, doit être égale à la valeur de la consommation annuelle en moyens de production par la section productrice des biens de consommation. »

En tant que relation quantitative, cela peut sembler une banalité. Observons d'abord que, couplée avec la donnée de la composition organique du capital (provisoirement : rapport entre c et v) dans les deux sections, cette relation fournit aussi la réponse au second problème de A.-M. Laulagnet, celui de l'allocation du travail social, puisqu'on y trouve définie la répartition du travail, mort ou vivant, entre les deux sections [18]. A la suite de Michel Aglietta, nous appelons *structure macroéconomique*

*17. Reprenons la matrice socio-technique définie antérieurement et supposons que les branches soient réparties entre les sections, les k dernières branches produisant les biens « non fondamentaux » de la sous-section II b.

Appelons « projecteur fondamental » la matrice P dont tous les éléments sont nuls sauf les n — k premiers éléments de la diagonale, égaux à 1.

Les vecteurs de production réalisables appartiennent au noyau de P — M : $y(P - M) = 0$.

En explicitant, on retrouve les relations C, C'_a, C'_b, et bien d'autres...

18. C'est d'ailleurs, du point de vue pratique — celui des planificateurs —, l'intérêt fondamental de la théorie de la valeur et des schémas de reproduction. A

cette répartition. La relation définit alors la structure macroéconomique de la reproduction simple.

D'un point de vue qualitatif, le passage de la reproduction sociale à la reproduction économique nous permet d'affiner nos conclusions du chapitre précédent.

Tout d'abord, nous retrouvons l'effet stroboscopique [19] déjà évoqué par la notion de « moulinet ». Au lieu de dire que la valeur du produit de l'année, dans les deux sections, est C + V + PL, on peut aussi bien dire que chaque année une section produit tout C et une autre tout V + PL.

De même que la reproduction sociale reproduisait l'un *à côté* de l'autre le capitaliste et le prolétaire, la reproduction économique reproduit, les uns à côté des autres, moyens de production et moyens de reconstituer la force de travail (et de dilapider la plus-value).

Mais cet effet est particulièrement important en ce qu'il substitue à l' « illusion » du procès [20] diachronique du capital individuel (A-P... M-A'), tout comme à l'illusion du cycle diachronique de la matière travaillée (« matière première », « produit fini »), la *carte synchronique* de la division du travail dans la société fonctionnant *comme une force unique*, reproduisant simultanément tous les éléments de tous les produits à tous leurs stades d'élaboration, effaçant la distinction entre division sociale et manufacturière du travail. C'est l'espace synchronique fictif des matrices de production, des tableaux d'échanges interindustriels, etc. Comme le résume Ch. Bettelheim (dans son introduction au texte d'A.-M. Laulagnet) : « La production est analysée, ici, dans sa "totalité" et non dans son "mouvement". C'est pourquoi la *succession* des "moments" du procès d'ensemble de la production capitaliste est mise de côté. Comme le dit Etienne Balibar, avec les schémas on s'installe dans une contemporanéité fictive de tous les mouvements... *dans un espace-plan fictif* où tous

la suite des travaux de Léontieff, la « comptabilité en temps de travail » sert essentiellement à déterminer la carte de l'emploi.

Pour une présentation historique et méthodologique de ce genre de travaux, avec des résultats calculés pour la France, lire l'excellente synthèse de J. Freyssinet, M. Hollard et G. Romier, « Les Comptabilités sociales en temps de travail », *Economie et Statistiques*, n° 93, octobre 1977.

La structure du travail synchroniquement requis, par unité de valeur de la production (en prix courants), est donnée pour chaque branche, décomposée en travail mort et vivant, par sexe, statut et qualification.

La distorsion « valeur/prix » y apparaît clairement ; elle est conforme (qualitativement) à la théorie des prix de production et de l'articulation des modes de production. Un ménage moyen ouvrier (qui compte 1,6 travailleur) apparaît consommer annuellement 0,52 année de travail productif marchand (ce qui surestime le taux d'exploitation, car ce ménage reçoit de plus des services « improductifs »).

19. Un effet « stroboscopique » est un effet d'optique qui transforme un mouvement circulaire en une structure géométrique fixe. Par exemple, si on regarde tourner uue roue, et si l'on cligne de l'œil à un certain rythme dépendant de la vitesse de rotation, les rayons de la roue apparaîtront immobiles.

20. « Illusion » doit s'entendre ici rigoureusement comme au chapitre précédent. Tout aussi illusoire serait de nier qu'*il y a* processus temporel de mise en valeur.

les mouvements sont supprimés, où tous les moments du procès de production apparaissent *projetés* côte à côte avec leurs relations de dépendance. »

Remarquons que ce résultat nous retire une fameuse épine du pied. Car l'espace-plan fictif dont il s'agit n'est rien d'autre que la carte de la division du travail qui sert à mesurer les valeurs instantanées. Nous avions signalé (chapitre 5) la difficulté qu'il y avait à « ajouter » de la valeur (V + PL) à un capital constant dont la valeur (C) avait été « incorporée avant » à des moyens de production. Cela ne cadrait pas (sauf à *fétichiser* la valeur, à en faire une substance indépendante) avec la définition globale, sociale et instantanée de la valeur, donnée au chapitre 1. Cette difficulté est maintenant levée, puisque la valeur « conservée », « ressuscitée des morts », « transférée » du capital constant au produit, est maintenant remplacée par une valeur *égale*, produite au même instant, par d'autres producteurs, *dans un autre compartiment* de la division du travail. Dès lors, il n'y a plus aucun problème à mesurer la valeur du capital constant (travail antérieurement incorporé) dans le même espace instantané de mesure de la valeur, que la valeur ajoutée. La reproduction simple (et, plus généralement, la reproduction à normes constantes) justifie, valide, le fétichisme qui permet à la valeur de s'autonomiser, se stocker, se transmettre, etc.

A partir de ce moment, et selon la même tendance que précédemment à oublier un aspect quand on a montré ce qui l'identifie à un autre (en oubliant ce qui le contredit), la tentation est forte de considérer que les « valeurs en procès » des capitaux individuels ne sont que des illusions, qu'en réalité le « capital constant » ne fait que désigner la valeur produite au même moment par d'autres travailleurs, etc. Nous reviendrons tout spécialement sur ce problème dans la deuxième partie. Mais nous pouvons tout de suite répondre en reprenant les arguments contre la « misère de la reproduction ».

Les schémas de la reproduction supposent (c'est l'hypothèse implicite numéro zéro) que la loi de la valeur a fonctionné, que les productions privées sont validées comme parts du travail social. Dès lors, il n'est pas étonnant que les schémas se présentent comme une carte du travail social, oubliant l'investissement, l'initiative capitaliste, les risques, l'exploitation des prolétaires, pour ne plus montrer qu'un dosage de l'allocation du travail. Comme le remarque Ch. Bettelheim : « dans les schémas les rapports de production ne sont présents que par leurs effets [21] », et par conséquent, en tant que relation quantitative, ces schémas ignorent le caractère marchand et capitaliste de l'économie réelle où se définissent les formes spécifiques des grandeurs dont ils mesurent les relations. Dès lors, il n'est pas étonnant qu'ils effacent les « procès » (de production, de circulation) et fassent apparaître ceux-ci comme des « illusions ».

21. Introduction au texte d'A.-M. Laulagnet. Plus précisément : « Si les schémas n'expriment pas le procès de la production sociale dans le déploiement de ses différents moments, c'est qu'ils ne nous montrent que les *résultats* de la reproduction des *conditions* matérielles et sociales de la production. C'est donc la *forme* de ces conditions, visibles dans leurs résultats, que les schémas mettent à jour. Il en est ainsi parce que résultats et conditions sont identiques : les résultats ne font que *reproduire* les conditions elles-mêmes. »

III. Le problème général de la reproduction

Le lecteur aura peut-être été frappé par un détail : les deux équations qui expriment, pour chacune des sections, à la fois la pleine réalisation de la production (à gauche du signe « égal ») et la composition de la demande (à droite du signe « égal ») impliquent la même équation de répartition du travail social. Que deux équations se réduisent à une seule implique qu'il y a une « hypothèse » de trop : l'une d'elles se déduit des autres. Faudrait-il par exemple ne conserver que pour une section la double hypothèse de pleine réalisation et de prédétermination de la réallocation du produit, et considérer par exemple la pleine réalisation dans l'autre section comme conséquence du respect de la loi de la reproduction simple $C_2 = V_1 + PL_1$?

Cette conception, qui n'est pas sans rappeler la « loi de Walras » des théoriciens marginalistes de l'équilibre général, suppose des enchaînements logiques tout à fait artificiels. Ce que nous montrent en réalité les schémas (celui de la reproduction simple comme ceux de la reproduction élargie), c'est, encore une fois, la liaison intime entre loi de la valeur (c'est-à-dire détermination, à travers l'échange, du travail *nécessaire* et socialement *validé*) et reproduction des conditions matérielles du rapport d'exploitation.

Avec les schémas de la reproduction (simple ou élargie) se parachève l'illusion de l'*inutilité* (ou de la *prédétermination*, ce qui revient au même) *de la circulation*. Il en est ainsi parce que justement les schémas servent à montrer comment les travaux privés organisés par les capitalistes individuels constituent le travail social : en nous montrant le résultat (le travail social dans sa carte synchronique), *les schémas supposent résolus le problème* que résout la forme valeur : le saut périlleux du privé au social.

Mais du moins les schémas dissolvent effectivement (et c'est leur principal mérite) l'*illusion de l'autonomie de l'offre et de la demande* qui se confronteraient sur le marché. Ils nous montrent l'offre et la demande globales comme les deux facettes de la césure qu'opère la circulation, mais prédéterminés dans leur emboîtement par la structure préexistante [22] de la reproduction. Ils nous montrent que la validité sociale des diffé-

22. L'impression de causalité temporelle induite par l'usage du préfixe « pré- » est bien gênante. On pourrait dire que la reproduction, l'existence d'un régime d'accumulation, est « suspendue », « règne » au-dessus des actes de productions individuels. C'est justement en s'appuyant sur l'étude de la reproduction que les althussériens ont produit leur concept unilatéral de « causalité structurale » (croisé de la « causalité immanente » de Spinoza et de la « causalité métonymique » de Lacan).

rents travaux engagés dans la division sociale du travail forme un tout, et par conséquent que la validation sociale du produit annuel d'une section (et donc des branches qui y contribuent) est la condition de la validation du produit de l'autre section (et des autres branches). Autrement dit, valider un produit de valeur C + V + PL, c'est valider l'emploi du capital constant de valeur C (et la production correspondante des branches de la section I) ainsi que l'emploi des travailleurs de revenus V (et par conséquent le renouvellement d'une demande équivalente dans la section II). Et en particulier le moindre des mérites historiques des schémas n'est pas d'avoir montré que *dans le flux des dépenses annuelles se valide aussi le capital constant, produit du travail d'une période antérieure.*

Mais l'essentiel est de bien saisir que l'existence d'un revenu (pouvoir d'achat) n'est pas plus la cause de la réalisation des marchandises que la vente des marchandises n'est la cause du revenu dépensé. Que ce revenu soit dépensé en biens de consommation (ce qui est nécessairement le cas de la quasi-totalité du salaire, et d'une partie de la plus-value), ou que la plus-value soit *accumulée,* transformée en capital par l'achat de forces de travail supplémentaires et des moyens de production correspondants, dans tous les cas c'est le *régime d'accumulation en vigueur,* simple ou élargi, qui prédétermine et la validation des produits et la réallocation de l'argent.

Qu'entendons-nous par *régime d'accumulation* ? Un mode de réallocation systématique des produits, auquel correspond une structure d'allocation du travail social, décrit par un schéma de reproduction relativement stable dans le temps. Nous verrons que, un tel régime étant établi, des « forces coercitives » s'appliquent aux différents capitalistes privés pour qu'ils s'y conforment. Comment décrire un tel régime ? Il faut rappeler que la construction de tout schéma de reproduction, simple ou élargie, implique la réponse à deux questions : allocation du travail social, réallocation du produit entre les classes. L'allocation du travail social est validée par une « demande », mais cette demande est déterminée par le flux des capitaux et des revenus. Plus précisément :

— La production validée d'une période est fonction de la demande (en valeur et dans telle ou telle forme naturelle) pour la période qui s'ouvre lors de la mise en vente des produits. Cette demande comprend : la consommation des prolétaires dans la nouvelle période (y compris les « nouveaux embauchés »), celle des capitalistes, leurs investissements bruts (renouvellement plus élargissement de leurs moyens de production). Le premier et le troisième de ces termes sont liés par la structure des opérations productives dans la *nouvelle* période.

— La « demande » est elle-même déterminée par la répartition des valeurs qui échoient aux différentes classes et fractions de classe : elle est fonction de la valeur totale réalisée *dans la période écoulée,* du taux d'exploitation et de la structure des opérations productives dans la période écoulée, du système des prix qui redistribuent la valeur par interférence d'autres rapports sociaux.

Il faut encore préciser la structure (par « formes naturelles », valeurs d'usage) de la dépense de ces valeurs. Pour les prolétaires, elle est fixée par leur norme de consommation (dans la nouvelle période !). Pour les capitalistes, il faut préciser la part de plus-value qu'ils accumulent (*taux* d'accumulation), et s'ils accumulent dans leur propre branche la plus-value qu'ils ne consomment pas, ou (pourquoi pas ?) s'ils la transfèrent dans une autre. Synthétiquement, nous appellerons *structure d'accumulation* la donnée du taux et du lieu (de la section) de l'accumulation pour les capitalistes des différentes sections.

Nous pouvons symboliser le problème par un système d'équations « vaguement » écrites, où Y représente la production validée de la période écoulée (c'est le tableau des valeurs produites et réalisées des différents biens), et F et G des fonctions de tout ce dont on vient de parler. On a :

$$\begin{cases} Y = F\,(\text{demande}) = F\,(\text{consommation} + \text{accumulation}) \\ \text{Demande} = G\,(Y, \text{exploitation, système des prix, structure d'accumulation}). \end{cases}$$

Remarquons que, sous cette forme, F dépend implicitement du système de valeurs et des opérations productives représentatives pour la période à venir, et G de ces normes pour la période écoulée.

La résolution de ce système permet de déterminer Y et, par là, l'allocation du travail social dans les différentes sections (ou branches si on a réparti les branches en sections), quand la loi de la valeur a fonctionné, c'est-à-dire quand est validé socialement ce qui est produit de façon privée. On a quelque chose du genre :

$$Y = H\,(\text{exploitation, système des prix, accumulation, structure de la consommation et des processus productifs}).$$

1. Le schéma de la reproduction simple

Il correspond à la donnée d'une structure d'accumulation très simple : elle est de taux nul. Chaque capitaliste rachète ce qu'il a consommé productivement et consomme improductivement ses bénéfices. Ce schéma est indépendant du système des prix. Quant au taux d'exploitation, il n'intervient que lorsque l'on distingue dans la production les deux sous-sections de la section II [23].

2. Les schémas de reproduction élargie

Ils sont infiniment nombreux. Marx, Rosa Luxemburg, Lénine et de nombreux marxistes en ont construit des variantes selon ce qu'ils voulaient souligner. Les plus simples supposent :

23. Le taux d'exploitation n'apparaît pas dans le schéma très réduit de Marx ($C_2 = V_1 + PL_1$) parce que pour lui ce schéma ne sert qu'à régler le problème du capital constant.

— que les normes de productions ne changent pas ;

— que le système des prix relatifs est le système des valeurs ;

— que l'accumulation est la même pour tous les capitalistes dans chaque section (une part α de la plus-value) et que les capitalistes l'investisse dans leur propre branche (en respectant la composition organique $q' = \frac{c}{c + v}$ en vigueur, supposée homogène dans la section — q' est ici une expression plus commode) ;

— qu'on ne s'intéresse pas au contenu (par branche) de chacune des sections.

On a alors une nouvelle relation très simple :

$$(C') \qquad V_1 + PL_1 = C_2 + \alpha_1 q'_1 PL_1 + \alpha_2 q'_2 PL_2.$$

A.-M. Laulagnet a étudié les schémas de cette classe, ainsi que ceux, assez semblables, où on lève l' « hypothèse d'autofinancement » de chaque section, et où l'on impose globalement le taux d'affectation de la plus-value globale à l'accumulation de chaque section. On obtient une autre loi du même genre. Dans les deux cas, les taux de croissance sont déterminés : la croissance est exponentielle. Ces schémas sont appelés *schémas récurrents linéaires.*

3. L'auto-accumulation intégrale

J'appelle ainsi un schéma récurrent linéaire particulièrement important, caractérisé par :

— un système des prix dit « prix de production », tel que le rapport du profit au prix du capital avancé (et, s'il n'y a pas de capital fixe, consommé) soit le même dans toutes les branches. La formation de ce système de prix est l'effet du rapport capitaliste sur la loi de la valeur : c'est la prise en compte du fait que les marchandises échangées sont des capitaux-marchandises. Nous l'étudierons dans la deuxième partie ;

— une structure d'accumulation telle que chaque capitaliste réengage intégralement la plus-value dans sa propre branche.

La particularité de ce schéma est donc qu'il exprime totalement les rapports jusqu'ici introduits, et eux seulement : il prolonge dans l'accumulation l'unité entre procès de travail et procès de valorisation, il réduit le capitaliste à un rôle de fonctionnaire de la mise en valeur et de l'accumulation capitaliste, il rémunère véritablement les capitaux en tant que capitaux et non en tant qu'unités de production marchande ; en revanche, il fait abstraction de la révolution des forces productives. Nous pouvons donc dire que c'est le *schéma tendanciel de référence.*

On montre qu'alors la structure macroéconomique est bien définie :

c'est celle qui assure la croissance proportionnée exponentielle la plus rapide de toutes les branches * [24].

4. Les schémas de reproduction intensifs

Intensif signifie que les normes de production varient (du fait de la hausse de la productivité). On montre qu'alors il faut que les normes de consommation varient dans certaines limites. Ce problème sera au cœur de notre section III.

*24. Ces résultats sont faciles à établir s'il n'y a pas de capital fixe. Nous pouvons dans ce cas expliciter complètement les fonctions F et G, donc H, dans le formalisme déjà esquissé.

La fonction F s'écrit :

$$y_{(t)} = y_{(t+1)} M.$$

En effet, ce qui est demandé à la fin d'une période de production, c'est seulement les biens de production et les biens de consommation ouvrière nécessaires pour la période suivante, et ceux-ci se déduisent de la production de la période suivante. D'autre part, ces biens demandés pour la nouvelle période sont achetés avec le « chiffre d'affaires » de la période achevée. Le système de prix étant connu (p), le prix de revient (C + V) unitaire du bien i est $(Mp)_i$. En écrivant l'égalité des ventes et des achats, on voit que l'équation G s'écrit sous la forme de n équations, branche par branche :

$$p_i\, y_i\,(t) = y_i\,(t + 1)\,(Mp_i)$$

et l'équation p_i s'écrit donc sous la forme de n équations :

$$p_i\,(y_{(t+1)} M)_i = (M\,p)_i\, y_{i\,(t+1)}$$

On montrera (deuxième partie) que le système des prix de production, tel par définition que :

$$p = (1 + r)\, M\, p.$$

est le vecteur propre correspondant à la valeur propre dominante $\frac{1}{1 + r}$ de M.

H s'écrit alors :

$$p_i\,(y_{(t+1)} M)_i = \frac{1}{1 + r}\; p_i\, y_{i\,(t+1)}.$$

Donc :

$$y_{(t+1)} M = \frac{1}{1 + r}\, y_{(t+1)}$$

Donc y est, en t + 1, donc en t, le vecteur propre à gauche de la matrice M, et d'une période à l'autre il se « dilate » au taux r.

On montre facilement que dans ce cas r est le rapport de la somme des plus-values et de la somme des valeurs des capitaux avancés, c'est-à-dire le taux de surplus. Ce schéma peut donc combler d'aise les marxistes algébristes : Morishima l'appelle « schéma de Marx-Von Neumann ».

IV. A nouveau, misère de la reproduction

Les schémas de reproduction déterminent donc l'allocation du travail social, c'est-à-dire engagé de façon privée *et* validé. Le régime d'accumulation étant défini, l'offre et la demande, de part et d'autre du signe « égal » des schémas, apparaissent comme a priori emboîtés, codéterminés par le régime d'accumulation. Ils sont l'envers et l'endroit d'une même réalité, et seul l'arbitraire de la coupure de la circulation à un instant donné fait apparaître, à gauche comme « offre » et à droite comme « demande », ce qui est formes successives de la métamorphose des valeurs en procès tissant le travail social [25]. C'est la grandeur des schémas de reproduction de l'avoir montré.

Mais *les schémas n'impliquent nullement la validation effective,* quand bien même serait respectée la structure macroéconomique qu'ils reflètent. Car aucun agent, aucune unité de production privée n'est directement contraint a priori de respecter les rapports de proportionnalité qu'ils imposent.

Entre les deux lèvres de la césure qu'institue la circulation (le signe = des équations), si symétriques soient-elles, c'est bien un saut périlleux qu'accomplissent, pour leur propre compte, chacune des marchandises, qui sont ici précisément des capitaux-marchandises. Dès le chapitre 3, nous avons énuméré les causes qui contrecarrent la réussite des sauts. Marx, en fixant les hypothèses de la reproduction simple, en rappelait l'*impossibilité structurelle,* due à la permanente révolutionnarisation du système des valeurs. Comme il l'indique lui-même, cette révolutionnarisation n'empêche pas qu'ex post les schémas de la reproduction (simple ou élargie) sont toujours respectés. Mais elle empêche que le respect instantané des rapports qu'ils indiquent garantisse l'équivalence individuelle des échanges : ce qui a demandé tant d'heures de travail ne s'échangera pas, en définitive, contre un droit au même nombre d'heures de travail social.

Est donc posé à nouveau le *problème de la régulation marchande,* avec à nouveau ses deux variantes : concurrentielle et monopoliste. On devine ici à nouveau quelle forme structurelle risque de se développer à mesure que s'alourdit la part du capital constant dans la valeur du produit. Le contrôle du rythme (selon le temps θ) de dévalorisation du capital fixe, la centralisation du cash-flow maximal, la lutte pour la régularité des approvisionnements et la maîtrise des normes de l'échange en amont comme en aval : on reconnaît l'apanage de la *grande entreprise monopoliste liée à un groupe financier.* Mais la validation sociale forcée

25. Comme le suggère la thèse de B. Guibert, offre et demande apparaissent comme les faces d'un ruban de Moebius, ce ruban à un seul bord : localement il y a bien une face supérieure et une face inférieure, globalement il n'y a qu'une seule face. On peut également penser aux mots d'un dictionnaire, qui interviennent tantôt en entrée, tantôt en définition.

du capital constant que peut imposer une telle forme structurelle n'abolit pas la contradiction fondamentale qui se meut dans les formes variées de la régulation marchande. Plus tend à être garantie la réalisation monétaire de C, plus risque de se dévaloriser, par un chiasme analogue à celui du chapitre précédent, le pouvoir d'achat des amortissements en biens de la section I.

Mais, pour expliciter cela, il nous faut maintenant étudier le moteur de la révolutionnarisation des normes de production et d'échange : l'accumulation capitaliste elle-même. C'est l'objet de la section III.

Conclusion de la section II

Nous venons de définir le capital par un rapport social : la séparation du producteur direct et des moyens de production, rapport qui s'articule avec un autre rapport social (qui définit plus généralement le caractère marchand de l'économie) : le caractère privé, l'indépendance des unités économiques. Ce rapport social capitaliste imprime sa marque aux flux des valeurs dans leur circulation, à l'argent qui s'échange contre marchandises pour redevenir argent, augmenté de la plus-value. Le capital est donc aussi un procès, un flot qui roule et qui grossit.

Nous avons consacré les chapitres 6 et 7 à l'analyse des deux éléments qui se trouvent « séparés » : la force de travail (de valeur V) et le capital constant (de valeur C). La force de travail apparaît comme une marchandise douée de la capacité de créer de la valeur. La plus-value PL apparaît comme différence entre la valeur créée VA et la valeur V de la force de travail. La « ligne de partage », dans la valeur ajoutée, entre valeur de la force de travail et plus-value, c'est-à-dire le taux d'exploitation, est le produit d'un rapport de forces, d'une « guerre de classe » portant sur la durée, l'intensité du travail, et sur la norme de consommation ouvrière. La valeur de la force de travail peut ainsi être définie d'un double point de vue : comme une masse de valeur indifférenciée, fraction de la valeur ajoutée, une somme d'heures de travail abstrait arrachée au capital, mais aussi comme la somme des valeurs des biens qui constituent la norme de consommation ouvrière. Un point de vue n'est pas plus « objectif » que l'autre. Quand la norme est historiquement fixée, le taux d'exploitation l'est aussi. On ne peut pas dire que le processus de la lutte des classes fixe d'abord le panier de biens nécessaires à la classe ouvrière, puis s'en déduit le taux d'exploitation. C'est un processus dialectique qui s'instaure, mais que nous ne pourrons expliciter que lorsque nous saurons comment se transforment les normes : ce qui n'est pas encore le cas.

Une chose est sûre en tout cas, au niveau d'abstraction qui est maintenant le nôtre : la valeur V concédée à la classe ouvrière doit être telle que, compte tenu des normes de consommation et de production, elle ne puisse s'échanger contre des moyens de production : c'en serait fini de la séparation, le producteur pourrait se mettre « à son compte ».

L'autre terme « C » apparaît donc soumis à la même dialectique que « V » : c'est la valeur du « panier » de moyens de production, c'est surtout la mesure de l'exclusion des prolétaires. Autrement dit, c'est une somme d'heures de travail dépensées « ailleurs » et qu'il faut s'être « déjà » appropriées (sous forme de produits) pour entamer la production. Là encore, nous ne pouvons rien dire de plus, sur le rapport entre C et V, que sur le rapport en V et PL, au niveau d'abstraction qui est actuellement le nôtre. Les normes sont fixées, et la loi de la valeur ne fait que les reproduire. D'où les illusions, mais aussi la pertinence, du « marxisme algébrique ».

Dans les deux chapitres suivants, nous avons justement analysé comment la loi de la valeur opère pour reproduire ces normes et cette séparation (en traitant d'abord le cas de V, puis de C, V et PL). Nous avons montré comment le capital, ou plutôt les capitaux, dans leur enchevêtrement de valeurs en procès, reproduisaient périodiquement les mêmes rapports. Comme dans un tissage le mouvement de la navette disposait la trame pour donner corps à la chaîne, et la chaîne prédéterminait l'enchevêtrement des fils de la trame. Ainsi nous avons établi une sorte de dualité entre, d'une part, le mouvement diachronique (à travers le temps de la circulation) des différents capitaux, par lequel le travail vivant ajoutait de la valeur au travail passé, cristallisé dans les moyens de production, et, d'autre part, la carte synchronique de l'allocation du travail social entre les différentes sections, entre la production de moyens de production et celle des biens de consommation. Le temps de la circulation semble alors aboli, au profit de la permanence des rapports de valeur et des rapports de séparation. Un mouvement semble remplacé par une structure, projetée sur une carte : c'est la reproduction.

Nous devons ici réfléchir sur le lien entre la permanence d'une structure (celle qui est constituée ici par une double contradiction : social/privé et capital/force de travail) et la temporalité dans laquelle elle se réalise (qui est ici le temps de la circulation).

Toute structure tend à se préserver. Ce n'est pas là énoncer une vérité métaphysique, mais une ébauche de définition du mot structure : par *structure* nous entendons généralement quelque chose dont la morphologie, évidente, présente une certaine permanence qui permet de l'identifier comme objet. Ce qui fait problème, c'est alors le mot « tend [1] ». *Tendance* n'a plus d'autre signification que « forme d'existence de la structure dans le temps ». L'ensemble des tendances constitue la *dynamique* de la structure. *La « reproduction » est elle-même une tendance de la structure,* fait partie de sa dynamique.

Cette dynamique ne doit pas être confondue avec la *diachronie,* l'histoire concrète de cette structure, c'est-à-dire la trajectoire de ses éléments, surdéterminée qu'elle est par d'autres forces que la dynamique propre de la structure. Ne serait-ce que les tendances de la structure

1. Dans le texte, nous employons aussi dans ce sens le mot « doit » (le capital constant est ce qui ne doit pas racheter la force de travail...).

plus complexe, c'est-à-dire plus concrète, dont la structure envisagée ne constitue qu'une abstraction (abstraction par rapport à d'autres rapports sociaux pas encore pris en compte dans notre tête [2]).

Il y a plus grave. La dynamique se décrit dans une *temporalité* propre, qui n'a d'ailleurs pas d'autre mesure que celle qui se définit dans la structure elle-même. Structure, tendance, temporalité, et encore « loi immanente » ne sont que plusieurs aspects d'une même chose. Dire que le mouvement d'une structure est « tendanciel » est donc une tautologie. Dans sa propre temporalité, un mouvement a toujours lieu (une tendance se réalise) ; ce qui fait problème c'est *la réalité de ce mouvement dans la temporalité complexe* de la structure plus générale qui la surdétermine. On peut alors définir comme « temps du calendrier » la temporalité du *tout complexe surdéterminé à dominance* [3].

La question que se posent (et à bon droit !) aussi bien l'économiste empiriste que le militant pour qui le marxisme est un guide pour l'action, ce n'est pas celle de la « réalisation d'une tendance dans sa propre temporalité », mais celle de la vérification des « lois » dans la réalité empirique, dans le temps de tous les jours. Or le temps de tous les jours est le temps de la totalité des rapports sociaux, et pas des deux rapports certes fondamentaux que nous avons posés jusqu'ici, et dont nous n'avons pas fini d'étudier l'interaction.

Nous avons d'ores et déjà constaté la nécessité d'articuler différents concepts de « temps » (temps socialement nécessaire, temps de la circulation, temps de la révolutionnarisation). Prenons un exemple : celui de la *productivité.* Si nous mesurons la productivité globale dans l'espace des valeurs (valeur produite/temps de travail socialement dépensé), nous obtenons une constante (par définition, la valeur produite en une heure de travail social est toujours la même !). La productivité n'apparaît (comme variation) que par la mise en rapport du temps socialement nécessaire en deux moments d'un autre « temps » (celui de la révolutionnarisation

2. Cf. ALTHUSSER et surtout E. BALIBAR (*L. L. C.*). Cf. aussi A. LIPIETZ et H. ROUILLEAULT, *Sur les pratiques et les concepts prospectifs du matérialisme historique, op. cit.*

Ce problème est en effet l'un des deux problèmes fondamentaux de toute prospective qui se voudrait scientifique. En ce sens, la « baisse tendancielle du taux de profit » a, pour l'économiste, le statut de la loi de l'attraction universelle pour un ingénieur de l'aéronautique. (Le second problème, c'est que le mouvement révolutionnaire de masse n'est pas exactement « objet de science », dans le sens de la mécanique classique par exemple.)

3. Selon l'expression de L. ALTHUSSER, « Contradiction et surdétermination » (1962), *Pour Marx,* Maspero, 1965. L'auteur visait par là l'existence, dans la totalité, d'une pluralité de structures, de contradictions relativement spécifiques et autonomes (et la codétermination par celle-ci de la totalité), l'unité du tout étant constituée par la dominance de l'une des structures qui spécifie les structures dominées par elles.

Ce texte a joué (pour beaucoup d'autres et pour moi) le rôle d'un révélateur de la pensée de Mao Tsé-toung. Je considère les concepts de la « causalité structurelle » mis en œuvre dans *Lire Le Capital* comme un grave appauvrissement par rapport à ceux de cet article : c'est que la notion de « structure » est un appauvrissement de celle de contradiction. (Voir l'Avant-Propos.)

des normes de production). Mais à condition d'introduire un étalon de mesure de valeurs invariable dans ce temps-là (donc pas le temps nécessaire instantané ; sinon, encore une fois, on trouverait une constante). Il faut donc sortir de la mesure de la valeur pour définir la productivité. Nous verrons plus tard comment s'y prendre. En tout cas, le rapport social qui définit la substance et la grandeur de la valeur ne peut définir le sens et la mesure de sa variation.

Ce qui fait varier la valeur (et la productivité), c'est donc l'effet de la combinaison de plusieurs structures (ou rapports à l'intérieur d'une structure) à temporalités propres. Autre façon de dire qu'une structure relativement complexe admet plusieurs tendances qui peuvent être contradictoires. *Ces contradictions sont les moteurs de la transformation de la structure.*

Quel rapport fait varier le rapport des valeurs défini par la division sociale du travail ? A priori ce ne peut être (au niveau de généralité qui est actuellement le nôtre) que l'autre coordonnée du mode de production capitaliste : la *séparation* du travailleur et des moyens de production.

Mais, attention : pas la séparation au sens du rapport de *propriété*, celle qui exclut l'insertion directe du producteur en tant que producteur privé dans le travail social. Nous avons fait l'étude exhaustive de l'effet de ce rapport dans l'espace de la valeur : c'est la partition entre C et V, entre V et PL. Et nous avons dit que la mesure de la partition entre V et PL (le taux d'exploitation) renvoie non seulement à la séparation, mais à une « guerre de classe » qui la constitue et la déborde de partout.

Non, ce qui fait varier la valeur, c'est une autre dimension de la séparation : à l'intérieur même des unités de production, dans la division manufacturière du travail, c'est ce que nous appellerons la « dépossession » du travailleur.

Comprendre, dans le cadre du mode de production capitaliste, *la transformation du système des valeurs, c'est comprendre la dynamique de la séparation*, de la dépossession du producteur direct.

Nous avons vu pourtant que la reproduction conjointe des deux coordonnées du capitalisme pouvait se comprendre dans le strict cadre de la loi de la valeur — c'est-à-dire dans l'espace de la circulation marchande — lorsque nous avons examiné la « reproduction sociale » et la « reproduction économique ». Mais ce n'était vrai que parce que nous avions adopté un schéma « idéal », celui de la reproduction « à normes constantes », qui est la négation de la dynamique de la séparation du producteur et des moyens de production.

C'est si vrai que, dans ce cadre-là, le problème de la reproduction *élargie* est indéterminé. Les schémas de cette reproduction (où une partie de la plus-value est transformée en capital pour la période suivante) ne sont certainement pas inutiles. Mais ils ne peuvent être explicités que moyennant des hypothèses arbitraires portant sur le taux d'accumulation. La loi de la valeur ne fait qu'en fixer les limites, celles qu'impose la compatibilité de l'allocation entre les sections.

Comprendre la dynamique de l'accumulation implique une articulation plus profonde entre les deux coordonnées de la structure du mode. Cette dynamique pourra apparaître *contradictoire* avec la tendance à la reproduction qui opère au travers de la loi de la valeur, mettant en échec cette loi elle-même, et imposant des procédures de *régulation* de cette contradiction, que nous appellerons *fondamentale*.

Ici nous sommes bien obligés d'abandonner le langage des « structures » pour revenir au langage des « contradictions ». Qu'est-ce qu'une structure ? C'est une contradiction envisagée dans son *unité*, en faisant abstraction de la *lutte* entre ses aspects. Parler de « lois immanentes », de « reproduction », c'est envisager la contradiction résolue, maintenue dans son unité *[4]. Le travail social se présente comme somme de travaux privés, mais c'est bien du travail social. Le prolétaire est séparé des moyens de production, mais le capitaliste les met à sa disposition, moyennant le surtravail. Dès lors, les « sauts périlleux » de la marchandise s'ordonnent en « doubles moulinets » harmonieux, et l'odieux chantage à l'emploi se résout en partage de la valeur ajoutée.

S'en tenir là, c'est bâtir un nouveau fétichisme, celui de la structure, de la reproduction « au-dessus » des pratiques : celui que les structuralistes, et les althussériens dans les années soixante, avaient érigé, consolidant le poids mort des choses qui pèse sur les vivants, éternisant la

*4. « Chaque chose s'efforce, autant qu'il est en elle (*quantum in se est*), de persévérer dans son être. » C'est la proposition 6 de la IIIe partie de l'*Ethique* de Spinoza (Vrin, 1977, p. 261) ; ce pourrait être l'exergue de *Lire Le Capital*. Mais il faut lire la démonstration de Spinoza : « Les choses singulières en effet sont [...] des choses qui expriment la puissance de Dieu, par laquelle il est et agit, d'une manière certaine et déterminée ; et aucune chose n'a rien en elle par quoi elle puisse être détruite, c'est-à-dire qui ôte son existence ; mais, au contraire, elle est opposée à tout ce qui peut ôter son existence ; et ainsi, autant qu'elle peut et qu'il est en elle, elle s'efforce de persévérer dans son être. »

Pour Spinoza, « Dieu », c'est-à-dire la Nature naturante, est la substance éternelle et infinie, cause de soi : apparemment pas très loin du « mouvement réel » de Marx. Il suffit d'affirmer le primat de l'unité sur la lutte dans chaque contradiction qui constitue un objet. Dès lors, il est vrai qu'il n'est rien en lui par quoi il pourrait être détruit ; et le changement n'est déterminé que par une « cause externe ». C'est effectivement la position affirmée par E. Balibar à cette époque. Il n'y a rien dans le capitalisme par quoi il pourrait être détruit : pas même le prolétariat, du moins en tant que catégorie économique. Tout autre est la position de la dialectique marxiste, celle de Mao Tsé-toung (que je reprends dans ce livre) : l'unité — donc l'existence — de la structure est relative, transitoire, la lutte est absolue ; les causes externes n'agissent que par le biais des causes (contradictions) internes. La dialectique ne nie pas l'unité, dans les contradictions, donc la stabilité des objets (sinon de quoi parlerait toute la littérature marxiste ! ?), mais opère la critique de tout discours qui les considérerait comme objets figés, éternisés, en recherchant la contradiction, dans son aspect « lutte », qui est le moteur de chaque chose.

Le « thomiste » C.-P. Bruter (*Topologie et Perception*, t. I, Doin-Maloine, Paris, 1974) fait lui aussi de cette proposition de Spinoza une « observation première » qui caractérise un objet. Mais il le fait dans le cadre d'une problématique où la question de la « stabilité structurelle » est posée, et opposée à la « catastrophe ». Ce qui ne veut pas dire que l'ontologie « more geometrico demonstrata » de C.-P. Bruter et de R. Thom soit impeccablement dialectique...

structure en rendant impensable son bouleversement. Ou plutôt la structure ne pouvait plus se mouvoir que selon ses propres lois, connues des seuls spécialistes, ces austères adeptes de Spinoza qui savent qu' « à la Nature on ne commande pas si ce n'est en lui obéissant », et nient que le mouvement révolutionnaire des masses, « Nature naturante », soit capable de bouleverser les lois de la « Nature naturée ».

Point de vue certes matérialiste, mais combien peu dialectique ! Matérialisme du capitalisme ascendant, du XVIIe-XVIIIe siècle, que Spinoza porte certes à l'extrême limite de ses potentialités, introduisant la notion d'une causalité immanente, diffuse dans ses propres effets *[5], mais sans franchir le pas de la deuxième thèse sur Feuerbach :

« *La doctrine matérialiste, qui veut que les hommes soient des produits des circonstances et de l'éducation, que, par conséquent, des hommes transformés soient des produits d'autres circonstances et d'une éducation modifiée, oublie que ce sont précisément les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué. C'est pourquoi elle tend inévitablement à diviser la société en deux parties dont l'une est au-dessus de la société.*

La coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ne peut être considérée et comprise rationnellement qu'en tant que pratique révolutionnaire. »

Notre ambition n'est pas dans ce livre de restaurer l'autonomie du peuple créateur de l'histoire[6] mais, beaucoup plus modestement, d'en finir avec la reproduction comme « régulation régulée », de nous pencher

*5. Dans ses *Eléments d'autocritique* (Hachette, 1975), L. ALTHUSSER reconnaît la source de ses erreurs dans sa dette envers Spinoza : « Spinoza commence par Dieu, mais c'est pour le nier comme être (sujet) dans l'universalité de sa seule puissance infinie » (p. 71). Dieu, ou si vous voulez la Nature (ou encore l'Histoire, ou ici la reproduction). J'indique de suite que, sans méconnaître la distance qui sépare Spinoza de tous les philosophes du XVIIe et XVIIIe siècle (c'est à Diderot que les althussériens de *Lire Le Capital* m'avaient fait penser), je ne pense pas qu'il faille exagérer l'écart entre la « causalité transitive » d'un Descartes et la « catégorie de la cause absente » qu'Althusser emprunte à Spinoza. Pour amorcer une métaphore qui nous servira par la suite, disons que l'une est à l'autre ce que la mécanique de Newton est à la mécanique de Lagrange ou de Hamilton. Au lieu que la cause du mouvement d'un corps soit l'attraction que les autres exercent sur lui, on dit que le mouvement de l'ensemble des corps est une trajectoire particulière sur une surface abstraite : une « géodésique » de l'espace des phases. Il n'y a plus de cause qu'immanente, en acte dans ses effets.

Point de vue certes plus fécond (il ouvrait la voie aux développements de la mécanique quantique et de la relativité générale), plus synthétique et plus riche. Mais par dérivation de ce principe immanent, on retrouve les forces coercitives de Newton. C'est toujours le même matérialisme non dialectique (au sens de la dialectique révolutionnaire de Marx).

6. Voir « D'Althusser à Mao ? », article cité (la prise en compte des *Eléments d'autocritique* ne figure que sur l'édition italienne). A ce qu'il me semble, les althussériens ont beaucoup évolué depuis. E. BALIBAR voit maintenant dans le communisme une « tendance du capitalisme » (*Dialectique*, n° 17), et Althusser a réévalué le rôle des masses comme créateur de l'histoire.

d'un peu plus près sur la « régulation régulante[7] », en posant la question : comment, par quel « jeu » de la loi de la valeur la somme des travaux privés devient-elle effectivement travail social, le capitaliste extorque-t-il et réalise-t-il effectivement la plus-value ? Il s'agit en somme de restaurer la périllosité des « sauts » et la conflictualité dont le taux d'exploitation est le produit.

Nous avons déjà esquissé (formellement !) deux types de régulation : concurrentielle et monopoliste. Ces adjectifs sont connus, mais attention !

Pour le moment, ils ne sont pas accolés à des « stades » du capitalisme, mais à des types de régulation. Et pour nous ils renvoient à un déplacement dans la distinction « ex ante/ex post », « a priori/a posteriori » que nous avons mis en lumière dans la première section. Non que le passage à la régulation monopoliste abolisse la contradiction social/privé. Il tend à le faire, mais ne le fait pas. Ce qu'il gagne en stabilité des sauts, il le perd en constance de la valeur de la monnaie. Il résout simplement différemment la contradiction.

Et remarquons bien que le « monopolisme » n'est pas introduit au niveau du rapport des capitalistes entre eux (comme on le fait généralement : surgissement de « grandes entreprises » dans l'océan des petites et moyennes entreprises « atomistiques »). Mais au niveau du rapport entre les classes fondamentales : plus précisément, au niveau de la stabilité du revenu global de la classe ouvrière, premier présupposé théorique d'une régulation monopoliste. Cependant, quand nous avons étendu le problème de la reproduction à l'ensemble de la reproduction économique, nous avons esquissé le second présupposé théorique : l'existence de grandes entreprises et du capital financier. Enfin nous avons indiqué un troisième présupposé théorique : l'existence d'une monnaie de crédit à cours forcé.

Tout cela reste formel. Nous ne savons pas exactement à quoi ça sert, pourquoi c'est nécessaire. L'habitude, l'expérience, la « connaissance du marché » ne pourraient-elles jouer, dans la société, le rôle du calcul a priori, de l'organisation du travail, dans l'entreprise ? Pour répondre (par la négative) et aller plus loin, il faut rouvrir la contradiction dont la reproduction réalise l'unité, c'est-à-dire faire varier les rapports de valeur, ce qui est l'objet de la troisième section.

Enfin, il faut rappeler que nous avons étudié, avec la reproduction, comment le rapport capitaliste est reproduit par la loi de la valeur, mais que nous avons laissé de côté l'effet du rapport capitaliste sur la loi de

7. Plaisanterie à ne pas prendre à la lettre. Le couple « régulation/reproduction » ne renvoie pas au couple spinoziste « Nature naturante/Nature naturée ». Ce dernier couple peut servir à penser l'*ensemble* du seul procès de reproduction (si l'on veut, la Nature naturante, c'est le régime d'accumulation, et la Nature naturée les schémas). Pour avoir besoin de penser la régulation (dans le sens qui est le nôtre, et qui n'est pas celui de la cybernétique), il faut réintroduire le primat de la lutte sur l'unité dans la contradiction, donc sortir de la problématique strictement spinoziste, même si c'est pour y revenir quand « la régulation se passe bien ».

la valeur elle-même. C'est-à-dire que, dans les rapports marchands entre capitalistes et prolétaires, et entre capitalistes eux-mêmes, nous avons fait comme si ils échangeaient les marchandises comme simples marchandises, et non comme capitaux-marchandises. Cette abstraction ne sera dépassée que dans la deuxième partie, quand nous prendrons en compte, dans la détermination du prix des marchandises, le fait qu'elles sont les produits de capitaux qui en attendent un « juste » profit.

Section III

La révolutionnarisation de la production capitaliste

Introduction

Nous avons vu que la séparation du producteur direct des moyens de production permettait au propriétaire, dans le cadre des rapports marchands, de s'approprier un surtravail sous la forme de la plus-value. Si les rapports marchands « tendent » à reproduire ce rapport de séparation, la « tendance », exprimant l'existence de ce rapport lui-même dans le temps, sera l'approfondissement de cette séparation « dans le but » de s'approprier de la plus-value. Mais par « approfondissement de la séparation », nous ne saurions viser seulement la séparation relative au rapport de propriété. Tant que le petit producteur marchand reste propriétaire de ses moyens de production, il peut encore en être séparé, « prolétarisé », au sens du rapport de propriété, mais cette prolétarisation une fois accomplie ne peut guère « s'approfondir » ! En revanche, nous devons maintenant reporter notre attention sur l'autre dimension de la séparation, celle qui s'exerce jusqu'à l'intérieur même des unités de production, dans la division « manufacturière » du travail : dans le rapport de *possession*, d'appropriation réelle des forces productives.

Nous allons donc étudier maintenant la tendance à la *dépossession* du producteur direct *dans le but* d'en extorquer une masse croissante de plus-value.

Enoncer cette tendance, c'est bien sûr rappeler une évidence, maintes fois soulignée par Marx et ses successeurs : *le but de la production capitaliste n'est pas la production de valeurs d'usage, mais l'appropriation de la plus-value.*

« L'aiguillon puissant, le grand ressort de la production capitaliste, c'est la nécessité de faire valoir le capital ; son but déterminant, c'est la plus grande extraction possible de plus-value, ou, ce qui revient au même, la plus grande exploitation possible de la force de travail [1]. »

Ce qui peut faire un problème, c'est l'utilisation du mot « but », avec sa résonance psychologiste, finaliste. Au point où nous en sommes, nous pouvons le comprendre comme nous avons entendu les mots « tend », « doit » : le but, c'est l'indice de réalisation d'une tendance

1. *K.*, I, XIII, p. 246.

inhérente aux contradictions, aux rapports constitutifs d'un système naturel ou social *[2].

Mais un système est composé d'éléments. Les *tendances* du système s'imposent dans le comportement de ses éléments sous la forme de *lois*, de *forces*. Dans un mode de production où les éléments sont des « agents privés », ces forces prennent le caractère de *mobiles, motivations*.

C'est justement dans le chapitre où il amorce l'étude de la dynamique spécifique au mode de production capitaliste que Marx énonce cette distinction fondamentale entre les trois plans :

« *Les tendances générales et nécessaires du capital sont à distinguer des formes sous lesquelles elles apparaissent.*

Nous n'avons pas à examiner ici comment les tendances immanentes *de la production capitaliste se réfléchissent dans le mouvement des capitaux individuels, se font valoir comme* lois coercitives *de la concurrence et par cela même s'imposent aux capitalistes comme* mobiles *de leurs opérations.*

L'analyse scientifique de la concurrence présuppose en effet l'analyse de la nature intime du capital. C'est ainsi que le mouvement apparent des corps célestes n'est intelligible que pour celui qui connaît leur mouvement réel[3]. »

*2. Pour reprendre les conclusions de la section précédente, on peut d'abord entendre « but » dans un sens où Spinoza entend la béatitude, le bien suprême que poursuit le partisan de la vertu (... qui consiste à se conformer à la nécessité de son essence, et d'abord à conserver son être).

On peut aussi l'entendre comme on l'entend dans les énoncés sous forme variationnelle de l'optique (principe de Fermat) ou de la mécanique classique (Lagrange, Euler, Maupertuis, Gauss, Hamilton) : « Un système évolue de façon à minimiser ou maximiser telle ou telle grandeur. » Les énoncés de ce genre sont appelés « principes » : ils se déduisent mathématiquement d'un autre énoncé de type causal (« l'accélération est proportionnelle à la force subie ») et ne font qu'exprimer de façon plus synthétique le même *postulat* fondateur d'une théorie. En ce sens, on ne « démontre » pas un principe. Nous verrons dans le chapitre 14 qu'il en est de même en ce qui concerne la « hausse de la composition organique du capital ».

3. *K.*, I, XII, « La plus-value relative ».

Remarquons d'abord que, chaque fois qu'il a à distinguer ces plans, Marx emploie soit le couple « tendance/loi », soit le couple « immanent/coercitif ». Ici, il combine les deux.

Quant à l'analogie avec la mécanique céleste, elle renvoie manifestement à la distinction entre le système de Copernic et le système de Ptolémée (fondé sur l'hypothèse l'immobilité de la terre), et la compare à la différence entre ce que nous étudions dans cette première partie et ce que nous étudierons dans la seconde (les « lois de l'économie fétichisée »). Elle ne renvoie pas à la distinction entre la conception newtonienne (les planètes sont « attirées » par le Soleil) et la conception hamiltonienne (elles se comportent de façon à décrire des géodésiques, des « plus courts chemins », dans un espace abstrait). Il n'est pas sûr que dans ses métaphores physiques Marx faisait cette distinction (encore qu'il emploie la métaphore de la chute des corps pour désigner la loi coercitive, et celle de l'ellipse pour la loi immanente), mais tous ses textes sont imprégnés de la conception « spinoziste » de la causalité immanente, qui a tant frappé les althussériens.

En réalité, Marx énonce aussitôt un « modèle » d'enchaînement de ces déterminations, c'est-à-dire une « forme de régulation » (la conquête de part du marché par la *baisse* des prix). On aurait grand tort d'oublier que Marx nous avertit qu'il n'entend pas ici traiter du sujet : on risque alors de prendre cette forme de régulation pour la tendance elle-même. *Toute notre théorie de l'inflation est justement fondée sur la recherche de nouvelles formes de régulation, correspondant aux mêmes tendances*[4].

Nous allons donc, autant que faire se peut, déduire les « lois tendancielles » du capitalisme (et présenter des éléments de vérification) de la seule considération de ses rapports fondamentaux, en évitant, dans un premier temps, d'indiquer par quelles « forces coercitives » chaque capitaliste est contraint de s'y conformer. Ce sera l'objet du chapitre 10, où nous ferons jouer la dynamique de la séparation-dépossession, ce qui nous permettra de comprendre le sens du bouleversement (« révolutionnarisation ») des forces productives. Nous le prolongerons (chapitre 11) par l'énoncé d'un certain nombre de « lois tendancielles » classiques, y compris la « tendance au monopolisme ».

Restera alors à expliciter le rapport entre cette dynamique et la loi de la valeur, ce que nous ferons en trois temps. Dans le chapitre 12, nous étudierons l'effet de la révolutionnarisation des forces productives sur le système des valeurs. Puis (chapitre 13) nous étudierons l'effet en retour de la loi de la valeur sur la révolutionnarisation des forces productives : nous pourrons seulement alors comprendre comment le rapport social « capital » impose sa dynamique au capitaliste privé, en ce qui concerne l'évolution du taux d'exploitation. C'est le fameux niveau des « lois coercitives », c'est-à-dire celui de la régulation régulante. Et là nous retrouverons la distinction entre « régulation concurrentielle » et « régulation monopoliste », en montrant, cette fois directement, le caractère inflationniste de la seconde. Enfin (chapitre 14), nous étudierons l'effet de la révolutionnarisation des forces productives sur l'autre partition de la valeur, C/V, la composition organique du capital.

Nous résumerons l'ensemble de cette réflexion en approfondissant le « schéma de l'accumulation intensive ».

4. Pour reprendre la métaphore de Marx sur le mouvement elliptique des planètes comme « forme dans laquelle peut se mouvoir la contradiction » (entre force centrifuge et force centripète), il est clair qu'à une même dynamique peut aussi correspondre une trajectoire parabolique ou hyperbolique.

10

Accumulation, dépossession et révolutionnarisation des forces productives

« *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les conditions de la production, c'est-à-dire tous les rapports sociaux. Le maintien sans changement de l'ancien mode de production était, au contraire, pour toutes les classes industrielles antérieures, la condition première de leur existence. Ce bouleversement continuel de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes* [1]. »

Cette indéniable tendance « révolutionnaire » du mode de production capitaliste ne doit pas être considérée isolément, comme le font les apologistes naïfs (Jules Verne) ou conscients (R. Aron). La « tendance à révolutionner » ne peut se comprendre qu'à l'intérieur du double rapport qui définit déjà (pour nous, logiquement, mais, au XIXe siècle, historiquement) le mode de production : son caractère de mode marchand

1. K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, chap. I. Ce texte de 1848 nous offre, souvent au passé composé ou au présent, un tableau hallucinant du XXe siècle. Dans *Sur les concepts et les pratiques prospectifs du matérialisme historique...* (thèse citée) nous l'avions présenté comme l'exemple par excellence de la « prospective tendancielle » ou « prophétique » : elle déduit le futur des tendances immanentes à la structure fondamentale du mode de production. Comme il s'agit de tendances « immanentes », le « temps » de la description importe peu : le développement est déjà inscrit dans le concept de la structure. De sorte que même les « erreurs » (les écarts du réel au scénario) sont instructives : elles mettent le doigt sur la présence de rapports en interférence, comme, dit-on, les aberrations de la trajectoire d'Uranus avaient fait repérer l'existence de Neptune.

et son caractère de mode d'exploitation. Et cela même si elle nous fait passer dans une nouvelle dimension du rapport de séparation : celle qui est relative à l'appropriation réelle des forces productives.

Le salariat, le rassemblement de producteurs à travers l'achat de leur force de travail par le capitaliste, telle doit être la *base* du procès contradictoire qui amène le capital à bouleverser les forces productives. A partir de là, nous étudierons successivement le procès de dépossession, le fétichisme qui lui est associé, et nous terminerons par une discussion de la notion de « progrès technique ».

I. Coopération et despotisme d'entreprise

La propriété économique (capacité d'affecter les forces productives à tel ou telle production et de disposer du produit) comme monopole des capitalistes est la base de la soumission *formelle* du travail au capital. Nous avons vu qu'à ce niveau se reproduisait la séparation par le jeu de la loi de la valeur dans le « double moulinet » de la *circulation*.

La « tendance » du capitalisme n'a alors d'autres sens que l'*extension* du salariat par *concentration* de la propriété des moyens de production comme *produit de l'accumulation*. Cette *accumulation extensive* (accroissement simple et quantitatif du capital) entraîne la hausse de la *masse* de plus-value. Elle ne peut entraîner de hausse du *taux* de plus-value que par accroissement de la *durée* et de l'*intensité* du travail (qui implique bien une accumulation ne serait-ce qu'en capital constant circulant, du moins si le nombre de travailleur reste constant [2]). Cette accumulation extensive n'est pas la tendance dans ce qu'elle a de spécifiquement capitaliste, en ce sens qu'elle laisse inchangés les procès de travail et partant les rapports de valeurs antérieurs (éventuellement précapitalistes). Elle est cependant contemporaine à la reproduction du mode dans *toutes* ses phases, et on aurait grand tort de l'oublier [3].

Plus fondamentalement, cette forme de l'accumulation est la *base* de toutes les autres, comme la soumission formelle du travail au capital est la base du « progrès technique » capitaliste. Car la séparation du producteur direct des moyens de production se transforme par elle en destruction de l'unité de travail individuelle et mise des moyens de production à la disposition du *collectif* des travailleurs salariés *sous l'autorité* unique du capitaliste.

2. « Voilà donc, grâce à l'élasticité de la force ouvrière, le terrain de l'accumulation élargi sans agrandissement préalable du capital avancé » (*Le Capital*, I, XXIV, p. 436).

3. Par exemple, la crise actuelle a beau appeler une restructuration profonde, on constate depuis 1974 un plateau (« aile de mouette ») avec de légères fluctuations purement extensives du niveau de la production (ce qui n'exclut pas de profondes restructurations dans certaines branches).

La *séparation* est donc symétriquement *coopération*. Le *but déterminant : la plus grande exploitation possible de la force de travail*, a pour résultat immédiat le rassemblement maximum de travailleurs sous la même autorité. Mais à son tour cette masse croissante doit être maintenue « séparée », l'autorité du capital sur elle doit être renforcée. La coopération, *sous le capitalisme*, implique la séparation.

Non pas dans le sens, très général, où, dès qu'il y a coopération, il faut instituer une fonction spécialisée de « coordinateur », comme dans ces compétitions d'avirons où il faut un barreur pour huit rameurs. C'est ainsi bien entendu que le capitaliste, « capitaine d'industrie », et ses « lieutenants » présenteront leur rôle (et que les révisionnistes le défendront). La question de savoir si une coopération est possible sans hiérarchie (ou tout au plus avec une hiérarchie de fonction, tournante et révocable, démocratiquement désignée) est un des problèmes décisifs de l'édification socialiste. Mais, dans le capitalisme, la question est réglée par le fait que la coopération a pour but l'exploitation et que dès lors aucune « autogestion » n'est possible à l'intérieur de l'unité de production.

C'est ce qu'exprime Marx dans un texte d'une grande clarté qui, restituant la contradiction prolétariat/capital dans l'unité du procès de production, rejette comme fausse abstraction la distinction tentée par le révisionnisme et d'autres courants réformistes entre la « fonction technique » et la « fonction sociale » de l'encadrement de l'entreprise :

« *A mesure que la masse des ouvriers exploitée simultanément grandit, leur résistance contre le capitaliste grandit, et par conséquent la pression qu'il faut exercer pour vaincre cette résistance. Entre les mains du capitaliste la direction n'est pas seulement cette fonction spéciale qui naît de la nature même du procès de travail coopératif ou social, mais elle est encore, et éminemment, la fonction d'exploiter le procès de travail social, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière qu'il exploite.*

De plus, à mesure que s'accroît l'importance des moyens de production qui font face au travailleur comme propriété étrangère s'accroît la nécessité d'un contrôle, d'une vérification de leur emploi d'une manière convenable.

Enfin, la coopération d'ouvriers salariés n'est qu'un simple effet du capital qui les occupe simultanément. Le lien entre leurs fonctions individuelles et leur unité comme corps productif se trouve en dehors d'eux dans le capital qui les réunit et les retient. *L'enchaînement de leurs travaux leur apparaît idéalement comme le plan du capitaliste et l'unité de leur corps collectif leur apparaît pratiquement comme son autorité, la puissance d'une volonté étrangère qui soumet leurs actes à son but.*

Si donc la direction capitaliste, quant à son contenu, a une double face, parce que l'objet même qu'il s'agit de diriger est d'un côté procès de production coopératif et d'autre côté procès d'extraction de plus-value, la forme *de cette direction devient nécessairement despotique.*

Les formes particulières de ce despotisme *se développent à mesure que se développe la coopération*[4]. »

Le mot « despotisme » ne peut choquer que les non-prolétaires n'ayant jamais fait de stage en usine[5] et qui ne voient que les goulags dans l'œil du voisin quand Billancourt et Javel leur crèvent les yeux. Mais il faut bien se souvenir que le bagne de l'usine n'est pas un esclavage : c'est un enfer où les prolétaires se battent pour rester ! Nous avons montré dans les chapitres précédents pourquoi : ils ont besoin de « gagner leur vie ». Le despotisme ne vise pas à les obliger à produire (contrairement aux coups de fouets, à la menace permanente de la mort qui pèse sur les esclaves), mais à produire un *surtravail*. C'est beaucoup plus délicat, mais beaucoup plus efficace. D'abord on va pouvoir leur confier des machines très précieuses (alors qu'aucune menace de fouet ou de mort ne peut plus obliger un esclave, considéré en permanence comme « bétail parlant », à prendre soin du matériel, ce qui oblige son propriétaire à ne mettre à sa disposition que des outils grossiers). On pourra même le co-responsabiliser à la bonne garde des installations, flatter son « amour du métier », sa « conscience professionnelle », etc. Et surtout on va pouvoir utiliser ces machines comme un moyen de le priver de la maîtrise de son rythme de travail, afin de l'obliger à produire le surtravail[6]. Telle est la forme principale que va prendre le despotisme dès que le capitalisme prend « possession » des forces productives : « la machine, discipline matérialisée » (B. Guibert).

II. La dépossession du producteur

L'attention de Marx, et, depuis une vingtaine d'années, de plusieurs courants marxistes, s'est donc portée essentiellement sur la « séparation » en ce qu'elle est relative à l'*appropriation réelle*, à la *possession* (ou, en ce qui concerne le prolétaire : la *dépossession*). C'est-à-dire la capacité de mettre en œuvres les forces productives, d'organiser le procès de travail.

La cause du regain d'intérêt évoqué est double. D'abord, l'accélération du mouvement de dépossession depuis la dernière guerre (généralisation du travail à la chaîne), la prolifération consécutive de deux nouvelles figures du salariat : l'O. S. et le technicien, et la réaction des

4. *K.*, I, XIII, p. 246.

5. Les témoignages littéraires sont essentiellement le fait d' « établis » (cf. S. Weil ; *L'Etabli* de Linhart ; *Travail aux pièces*, etc.). Signalons cependant le livre de J.-M. Konczik, *Gaston ou l'Aventure d'un ouvrier*, Gît-le-Cœur, 1971.

6. Ce n'est pas contradictoire, car ceux que l'on « co-responsabilise » à la bonne marche des installations *ne sont pas les mêmes* que ceux que l'on déqualifie. R. Linhart montre comment sur un site pétrochimique les ouvriers qualifiés du « noyau stable » sont amenés à jouer un rôle de contremaîtres par rapport aux immigrés des entreprises sous-traitantes (« Procès de travail et Division de la classe ouvrière », dans *La Division du travail. Colloque de Dourdon*, Galilée, 1978).

producteurs à ces développements de l'organisation capitaliste du travail. La réflexion sur la stratégie revendicative et la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes développés devait donner naissance, en Italie, au filon « opéraïste » (R. Panzieri, M. Tronti, A. Negri) et, en France, aux travaux d'A. Gorz, puis A. Granou, etc.[7]. Par ailleurs (mais cela figurait aussi dans les motivations des courants déjà cités), la crise du mouvement communiste après la mort de Staline, la contestation chinoise, puis la Grande Révolution culturelle prolétarienne amenaient un autre courant à remettre en cause le « marxisme vulgaire, évolutionniste », en particulier la thèse du caractère premier, autonome et neutre du « développement des forces productives » : ce fut le principal mérite de l'althussérisme, en particulier des travaux de Balibar, dans *Lire Le Capital*, sur les chapitres XIV et XV du *Capital* (« Division du travail et manufacture », « Machinisme et grande industrie »). Le développement de ces thèses, et de leurs conséquences sur l'appréciation des évolutions comparées de l'U. R. S. S. et de la Chine, plus concrètement du rôle des cadres et de la technique, est devenu à partir de 1968 un des principaux chevaux de bataille des marxistes d'inspiration plus ou moins maoïste (R. Linhart, Ch. Bettelheim, B. Coriat, A. D. Magaline, puis C. Palloix) contre les « révisionnistes », tenants de la thèse du capitalisme d'Etat — les trotskystes étant sur ce point du côté révisionniste[8]. Enfin, à la jonction des deux courants, on peut citer les intellectuels proches des *Cahiers de Mai*, tels M. Freyssenet[9].

Nous nous contenterons donc de résumer succinctement les travaux de Balibar, Coriat, Magaline ou Freyssenet sur le « passage de la manufacture à la grande industrie », réservant pour la conclusion un bref retour sur les incidences théoriques et politiques de ces débats.

7. A. Negri, *La Classe ouvrière contre l'Etat, op .cit.,* ; M. Tronti, *Ouvriers et Capital*, Christian Bourgois, 1977 ; A. Gorz, *Stratégie ouvrière et Néo-capitalisme*, Seuil, 1964, et divers articles recueillis dans *Critique de la division du travail*, Seuil, 1973 ; A. Granou, *Capitalisme et Mode de vie*, Cerf, 1972.

8. R. Linhart, *Lénine, Les Paysans, Taylor*, Seuil, 1976 ; Ch. Bettelheim, *Révolution culturelle et Organisation industrielle en Chine*, Maspero, 1973 ; B. Coriat, *Sciences, Techniques et Capital*, Seuil, 1976 ; A. D. Magaline, *Luttes de classes et Dévalorisation du capital*, Maspero, 1975 ; Ch. Palloix, *Procès de production et Crise du capitalisme*, P. U. G.-Maspero, 1977. Voir également le livre déjà cité de B. Théret et M. Wieviorka.

En ce qui concerne la position révisionniste, il faut se reporter aux textes de *Economie et Politique* jusqu'à 1975, ou aux polémiques de *La Nouvelle Critique* contre des articles d'A. Macciocchi et Ch. Bettelheim (*Tel quel*, n°° 48-49), et de *France nouvelle* contre le livre de B. Coriat. Mais entre septembre 77 et mars 78, *France nouvelle* tomba apparemment entre les mains de la « Bande des Quatre ». On vit même P. Boccara confesser que « il n'y a pas de technologie appliquée indépendante des rapports sociaux. De hauts techniciens pourraient continuer à considérer les hommes comme du matériel extérieur ».

Quant aux positions des trotskystes sur les forces productives, voir les livres de Mandel, ou celui de J.-L. Dallemagne, *L'Economie du capital*, Maspero, 1977, qui affirme avec force : « Il est faux de considérer les forces productives comme marquées du sceau des rapports de production qui les ont engendrées » (p. 94).

9. M. Freyssenet, *La Division capitaliste du travail*, Savelli, 1977.

1. Soumission formelle et soumission réelle

Il s'agit de passer de la soumission « formelle » du travail au capital (réalisée par la combinaison du caractère marchand de l'économie et du monopole capitaliste de la *propriété* des moyens de production, étudiée dans la section II) à la soumission « réelle » (au niveau du rapport de possession).

« *Le capital se soumet un procès de travail* préexistant et déterminé ; *par exemple, le travail artisanal ou la petite agriculture paysanne autonome* (...).

Le contenu du procès réel de travail et la technique en vigueur ne changent pas [...] *du fait que l'intensité et la durée du travail augmentent, et que le travail s'ordonne et se déroule de manière plus suivie sous l'œil intéressé du capitaliste. Ils sont bien plutôt en contraste frappant avec le* mode de production spécifiquement capitaliste *(travail à une grande échelle, etc.), celui-ci se développant à mesure qu'augmente la production capitaliste, qui* révolutionne *progressivement la technique du travail et le mode d'existence réel de l'ensemble du procès de travail en même temps que les rapports entre les divers agents de la production.*

C'est justement par opposition au mode de production capitaliste pleinement développé que nous appelons soumission formelle du travail au capital, *la subordination au capital d'un mode de travail tel qu'il était développé avant que n'ait surgi le rapport capitaliste* [10]. »

Mais cette subordination (via le salariat) reste la base de l'approfondissement de la soumission réelle ultérieure, en ce qu'elle fournit au capitaliste la maîtrise du dispositif moyens/objets/force de travail ; le réagencement du rapport entre les trois est le fil directeur de l'approfondissement. Fondamentalement, il s'agit de briser l'unité préexistante force de travail/moyens de travail (dans le cas de l' « origine » artisanale) pour réaliser une nouvelle unité : objet/moyen de travail, par rapport à laquelle la force de travail individuelle ne peut plus que se situer comme devant une chose étrangère sous la domination du capital, « chose » qui matérialise, pour le travailleur séparé, le capital lui-même. Ce procès de *soumission réelle* du travail au capital à travers la transformation du procès de travail constitue le *procès de révolutionnarisation des forces productives* [11]. Celle-ci renforce à son tour la base sur laquelle elle se déploie, la « propriété » d'un tel dispositif étant de plus en plus

10. K. Marx, *Un chapitre inédit du capital, op. cit.*, p. 195.

11. Il va sans dire (mais cela va encore mieux en le disant) que *cette* révolutionnarisation des forces productives est *celle* qui résulte de l'accumulation capitaliste, et que dans *d'autres rapports sociaux* on a assisté et on assiste à *d'autres tendances* de la révolutionnarisation des forces productives, où la « coopération » ne va pas nécessairement de pair avec la « séparation ».

C'est justement pour comprendre la différence entre deux pays se disant « socialistes », l'U. R. S. S. et la Chine, qui avaient fait des choix sensiblement différents en matière de développement des forces productives, qu'un auteur comme Ch. Bettelheim a dû approfondir les concepts de « propriété » et « possession ».

exclue pour le travailleur individuel, voire pour un collectif de travailleurs — et, finalement, même pour un petit patron.

Dès le premier stade de la soumission formelle, qui engendre la *coopération simple* des anciens artisans dans la manufacture (c'est-à-dire une *juxtaposition* de leurs travaux), les fonctions de coordination, de direction des travaux sont immédiatement séparées du travailleur collectif pour être concentrées dans le despotisme du capitaliste et de ses lieutenants. Dans une seconde étape, la *coopération complexe*, le geste artisanal est décomposé, et chaque producteur est spécialisé dans un segment du procès de travail, qui reste cependant globalement semblable à l'ancien procès [12]. Mais cette seconde étape a pour effet une première déqualification massive de la main-d'œuvre, une concentration accrue des « puissances intellectuelles du travail » entre les mains des lieutenants du capitaliste, et par conséquent un pas en avant dans la séparation, la dépossession du producteur direct. Dans tout ce processus, la cible de la « révolutionnarisation des forces productives » reste le système d'organisation du travailleur collectif. Voici comment A. D. Magaline décrit la suite : « Le troisième moment de la transformation du système des forces productives, c'est le remplacement de l'outil par la machine, et plus encore par le système automatique des machines, qui sépare définitivement le producteur de l'ensemble des conditions matérielles et intellectuelles du procès de travail ; ces conditions se concentrent du côté du capital sous la forme du capital fixe, ce qui rend possible l'utilisation productive, sous le contrôle du capitaliste et de ses agents, des résultats de l'activité scientifique.

« Dès lors, la composition technique du capital tend à augmenter, le procès d'accumulation capitaliste devient procès d'accumulation de capital fixe, et le secteur I devient le secteur primordial du procès social de production et de reproduction.

« Ici, ce n'est plus la force de travail, mais le *moyen de travail* qui constitue le point de départ de la révolution dans les forces productives. Pourtant, cela ne signifie absolument pas que le "passage à la grande industrie" ait pour point de départ une transformation autonome des moyens de travail et de la technologie qui leur est associée. Cela signifie simplement que le moyen de travail devient, à ce moment du processus, la cible principale de la révolutionnarisation des forces productives. »

A ce stade, la « séparation » du producteur des moyens de production est réalisée aussi bien au niveau du rapport de propriété qu'au niveau du rapport de possession : il y a « homologie » (Balibar) entre les deux niveaux, ou, pour parler l'ancien langage de la vulgate marxiste, les « forces productives correspondent aux rapports de production [13] ».

12. L'horlogerie du type Lip est représentative de cette coopération complexe (voir Freyssenet). Mais d'une certaine façon le bâtiment aussi : c'est pourquoi on parle d'une « non-industrialisation du bâtiment ». J'ai montré, dans *Le Tribut foncier urbain*, quelles interférences y ont inhibé le procès de soumission réelle.

13. Dans *Lire Le Capital*, la distinction entre « propriété » et « appropriation réelle », deux rapports de production en rapport, visait à se substituer au couple

Cette « séparation » au sein de la coopération est matérialisée dans le poids du capital fixe, mais aussi du capital circulant à l'intérieur du procès de travail immédiat (par exemple, dans l'industrie automobile : d'une part la chaîne, d'autre part les carcasses qui défilent sur la chaîne). Le premier matérialise le produit d'autres ouvriers d'autres entreprises, en d'autres endroits de la division sociale du travail ; le second matérialise le travail d'autres ouvriers de la même entreprise, en d'autres endroits de la division manufacturière ; mais, pour l'ouvrier individuel, ils ne sont que du capital appartenant au patron.

A quelles conditions et dans quel but le capitaliste accumule-t-il le « travail mort » qui vient ainsi s'opposer au travail vivant ? Nous l'avons dit : cette séparation a pour but l'extraction d'une plus-value supérieure. Non seulement elle permet, en rendant plus absolu le contrôle des travailleurs, d'accroître l'intensité du travail (donc d'augmenter encore la plus-value absolue, quoique cette augmentation se heurte à l'épuisement du travailleur [14]), mais encore elle permet de diminuer le temps de travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, en abaissant la valeur des marchandises de subsistance, ou en abaissant la valeur des marchandises qui servent à les produire : c'est le mécanisme de la *plus-value relative* [15]. L'économie du travail nécessaire apparaît ainsi comme le but immanent de la dépossession du producteur, de sa soumission croissante à l'autorité du capitaliste : « Ce sont deux aspects d'un même problème, séparables pour l'analyse, quoique relevant d'une même et unique logique [16]. »

Nous consacrerons les chapitres 12 et 13 à l'aspect « abaissement du temps de travail nécessaire ». Mais, pour en finir avec une vision technologiste de ce problème, il faut insister sur le rapport de dépossession.

2. Le taylorisme

Le grand théoricien de la dépossession, l'inventeur de l' « organisation scientifique du travail », fut incontestablement F. W. Taylor [17]. Il

« forces productives/rapports de production », introduit et mis en œuvre par Marx dans le *Manifeste* et surtout dans sa préface à la *Contribution*, sous une forme qui induira une interprétation évolutionniste, mécaniste (les forces productives se développent et poussent, les rapports sociaux retardent ou s'adaptent).

14. Comme nous l'avons dit au chapitre 6, intensité et durée du travail sont en quelque sorte inversement liées par les capacités physiques du producteur. (Marx le signale d'ailleurs quand il discute de la baisse de la durée du travail en liaison avec le machinisme.) Au stade de la soumission réelle, le capital à tendance à choisir l'intensité pour faire occuper le capital fixe par équipes successives travaillant moins longtemps mais plus intensément (3 × 8, voire 4 × 6).

15. « J'appelle soumission formelle du travail au capital la forme qui repose sur la plus-value absolue. [...] La soumission réelle du travail au capital se développe dans toutes les formes qui produisent la plus-value relative » (Marx, *Un chapitre inédit, op. cit.*).

16. B. Coriat, *op. cit.*, p. 51.

17. Les citations qui suivent sont tirées du recueil de ses textes, de 1895 à 1906, *La Direction scientifique des entreprises*, Marabout, cités d'après B. Coriat.

part de l'observation que tous les ouvriers travaillent sciemment en dessous de leur vitesse optimale, considérant que cette « flânerie » empêche l'accroissement du chômage. Le système qui consiste à les payer à la pièce se heurte à leur instinct de l'intérêt bien compris : s'ils accélèrent leur cadence, révélant ainsi leurs réserves cachées de productivité, les normes risquent d'être révisées en hausse. Tout le mal vient donc de ce que les ouvriers restent dépositaires du « savoir-faire » technique : « Les directeurs admettent franchement que les 500 ou 1 000 ouvriers appartenant à 20 ou 30 professions différentes qui sont sous leurs ordres possèdent seuls cette masse de connaissances traditionnelles et [... dont] une grande partie est ignorée [d'eux... Il ne leur reste plus qu'à laisser] franchement à leurs ouvriers la responsabilité du mode le meilleur et le plus économique d'exécution du travail. [...]

« Cette masse de connaissances expérimentales constitue le principal bien de chaque ouvrier [18]. »

La mise en place de l'organisation scientifique du travail va alors consister à s'emparer de ce savoir traditionnel, de façon à le systématiser, à dégager le geste le plus rationnel (« the one best way »), à édicter les règlements et à entraîner le travailleur à s'y plier.

Deux points fondamentaux sont à souligner :

— Le savoir « scientifique » sur l'organisation du travail dérive du savoir-faire empirique des ouvriers, mais est approprié par le capitaliste : « La direction se charge de recevoir tous les éléments de la connaissance traditionnelle qui, dans le passé, étaient en *possession des ouvriers*, de classer ces informations, d'en faire la synthèse et de tirer de ces connaissances des règles, des lois et des formules [19]. »

— Le fait que cette systématisation soit en même temps désappropriation ne découle pas de ce que l'ouvrier serait incapable de l'effectuer lui-même, mais de ce qu'il n'y a pas intérêt : « Même si l'ouvrier pouvait déterminer des règles scientifiques pour exécuter un travail d'une façon non empirique, *il aurait* intérêt à garder ses découvertes pour lui afin d'utiliser personnellement cette connaissance spéciale, pour produire plus que les autres ouvriers et, par conséquent, gagner un salaire plus élevé [20]. »

18. F. W. Taylor, p. 73.

19. *Ibid.*, p. 78. Remarquer que le capitaliste taylorien applique en quelque sorte la « ligne de masse » définie par Mao Tsé-toung ! Sauf que la direction ne veille pas à ce que « les masses s'en emparent ». Il faut se méfier des versions tronquées de la ligne de masse (voir Staline).

20. *Ibid.*, p. 189. Il ne faut pas confondre ce « savoir-faire-marcher » avec le savoir scientifique (qui dérive d'autres processus sociaux), qui peut être intégré dans la *construction* de la machine elle-même. Par exemple, il faut de vastes connaissances chimiques, thermodynamiques et mécaniques pour concevoir une installation pétrochimique. Les ingénieurs édictent ensuite des consignes de fonctionnement, mais R. Linhart (« Procès de travail... », texte cité) montre un « dédoublement entre son fonctionnement officiel et son fonctionnement effectif ». Les ouvriers du « noyau stable » acquièrent une connaissance empirique qui leur permet une appropriation réelle de l'installation, indispensable à son fonction-

Ainsi se trouve réalisée la prophétie de Marx dans *Le Capital* (chapitre 14) :

« Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers parcellaires perdent se concentre en face d'eux dans le capital. La division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine.

L'enrichissement du travailleur collectif, et par suite du capital, en forces productives sociales a pour condition l'appauvrissement des forces productives individuelles. »

A un pôle, la déqualification du travailleur est sans cesse repoussée vers de nouvelles limites. A l'autre pôle, les puissances intellectuelles se trouvent accaparées par une fraction particulière du salariat, les ingénieurs, techniciens et cadres (dans les branches productives ou dans celles de la « recherche et développement »), et matérialisées dans les moyens de production eux-mêmes.

3. Le fordisme

Car le taylorisme n'est que la première étape de la soumission réelle : celle-ci doit encore se matérialiser dans le moyen de production. Comme le montre M. Freyssenet, « le mode capitaliste de mise en œuvre du principe mécanique matérialise, dans les machines elles-mêmes, la séparation de la partie intellectuelle et de la partie manuelle du travail. La mise en œuvre capitaliste du principe automatique va enlever au travailleur la petite parcelle d'activité intellectuelle qui lui restait, et réduire son travail à une tâche de surveillance purement réflexe ».

Le principe mécanique est justement ce réagencement du rapport objet/moyen/force de travail par lequel la machine-outil « s'approprie » l'art de façonner l'objet : au millier de coups de marteau que donnait l'artisan pour façonner l'aile d'une De Dion-Bouton se substitue un seul coup de presse d'emboutissage. L'ouvrier ne se sert plus de l'outil : il sert la machine. Avec le « principe automatique », un mécanisme est capable de déclencher et de régler la marche d'une machine ou plutôt d'un « système automatique de machines [21] » : ce sont les machines qui se servent les unes les autres ; la tâche du producteur direct se résout alors en surveillance et en suppléance de la machine (ce qui ne veut pas dire que le travail direct soit aboli : il est essentiellement absorbé dans

nement. L'autonomie que conserve ainsi cette « aristocratie ouvrière » renforce son pouvoir syndical, mais est également un facteur de consensus et d'intégration à l'entreprise. Dans *L'Etabli*, R. Linhart montre la marge de possession que savent conserver les travailleurs d'une entreprise (apparemment taylorisée), ce qui leur permet de « souffler ».

21. Notion avancée par Marx dès les *Grundrisse* (1858) dans le célèbre « Chapitre sur l'automation » (t. II, p. 211).

la production du système de machines d'une part, l'entretien permanent de ce système de l'autre).

Ainsi se met en place le « fordisme [22] » qui complète le taylorisme par une incorporation au « système de machines » des règles de l'organisation taylorienne du travail. Mais le fordisme implique un autre élément : le « Five Dollars Day », la substitution du salaire au temps au salaire à la pièce (devenu inutile du fait de la dépossession), donc la régularisation de la norme de consommation ouvrière. Nous reviendrons au chapitre 13 sur cette contrepartie de la « production de masse », décisive pour notre sujet.

Enfin, parallèlement à cette déqualification du producteur direct et à l'intégration de son savoir-faire dans le système de machines, on assiste à la prolifération de ces dépositaires des « puissances intellectuelles » accaparées par le capital : les ingénieurs, techniciens et cadres [23]. Cette fraction du salariat a un statut ambigu : fraction surqualifiée du travailleur collectif et, selon le mot d'A. Gorz, « agents dominés de la domination capitaliste ». Mais l'aspect principal est le second. C'est parce que le capital arrache tout le « savoir » du producteur, accapare toutes les fonctions de conception, de production, de coordination, que la « fonction » capitaliste doit être décentralisée sur un nombre croissant d'agents : c'est ce que G. Duménil appelle la « fonction capitaliste parcellaire », qui ne concerne pas seulement la direction du procès de production immédiat, mais du procès de réalisation, etc. En tout état de cause, cette « petite bourgeoisie moderne » est payée dans la forme d'un salaire mensuel et régulier, qui est prélevé sur la plus-value, mais, du fait de sa forme salariale, contribuera, exactement de la même manière que la régularisation du salaire ouvrier, à la mise en place de la « régulatiou monopoliste ». Tout cela sera examiné en son temps.

4. Indications historiques

Pour finir sur une note plus concrète, nous donnerons une idée de la mise en place de la soumission réelle en France [24]. On peut dire que le stade de la manufacture (coopération complexe) reste dominant jusqu'en 1914.

La lutte pour la taylorisation est engagée par Renault : les ouvriers sont battus en 1912. L'entre-deux-guerres voit la progressive généra-

22. Notion introduite par Gramsci et systématisée par Palloix et Coriat.

23. Par ailleurs prolifèrent les employés et cadres improductifs liés au procès de valorisation, de réalisation, etc. Pour une étude théorique des emplois tertiaires et des travailleurs improductifs, voir G. Duménil, *La Position de classe des cadres et employés*, P. U. G., 1975.

24. Voir Freyssenet, et le travail de R. Boyer dans *Approches de l'inflation*, t. III.

Pour les U. S. A., voir Aglietta, et le livre de H. Braverman, *Travail et Capitalisme monopoliste*, Maspero, 1976.

lisation du fordisme dans un nombre limité de branches, mais *sans* la mise en place de la réforme correspondante de la contractualisation salariale. Nous verrons que c'est l'une des causes de la crise des années trente.

C'est donc essentiellement l'après-guerre, en particulier après 1960, qui voit la généralisation du fordisme en France. Le résultat en est le bouleversement de la structure du travailleur collectif. A une pyramide centrée sur les ouvriers professionnels, flanqués, au-dessous, de manœuvres, au-dessus, des techniciens, succède une pyramide composée d'une base d'O. S. pour le montage, surmontée d'un secteur de professionnels s'occupant de l'usinage qualifié qui reste nécessaire, et d'un ensemble de « concepteurs » hautement qualifiés. Cette nouvelle division du travail s'accompagne d'une transformation du prolétariat, les O. S. étant puisés dans la décomposition de la paysannerie, l'entrée des femmes dans le salariat, la déqualification des ouvriers d'industries obsolescentes, et surtout l'immigration.

Par ailleurs, cette division prend une dimension nettement spatiale, avec une spécialisation interrégionale au sein de ce que j'ai appelé le « circuit de la branche [25] ». La restructuration est la plus nette dans l'ensemble dit des « industries d'équipement » (automobile, électromécanique, électronique), par opposition aux industries de « biens intermédiaires » (chimie, sidérurgie) et de « consommations traditionnelles » (textiles, cuirs, etc.). Le recensement de 1975 livre pour les activités liées au procès de travail la structure suivante (le complément à 100 est le tertiaire administratif interne aux entreprises du secteur secondaire) :

	Industrie d'équipement	Ensemble de l'industrie
Hautement qualifiés (ingénieurs, techniciens)	13,3	8,3
Ouvriers professionnels	34,4	37,7
Ouvriers spécialisés et manœuvres	35,5	36,3

Le contraste est encore plus net quand on s'en tient aux grands établissements construits depuis 1960.

25. Voir *Le Capital et son espace*. Un ensemble de vérifications empiriques (notamment à partir du recensement de 1975), avec prolongement de l'étude aux emplois tertiaires, est présenté dans A. Lipietz, « La Dimension régionale de l'emploi tertiaire », *Travaux et Recherches de prospective*, n° 75, La Documentation française, 1978.

III. Le fétichisme du capital fixe et de la science

La contradiction entre la socialisation croissante (dans chaque unité, par le biais de la coopération complexe, et par l'interaction de branche à branche, du fait de l'intégration du « savoir-faire » dans des machines produites par d'autres branches) et la séparation croissante du producteur direct de la maîtrise du procès de production social et local (c'est-à-dire, dans chaque unité privée) met en place une structure de fétichisation tout à fait analogue, quoique distincte, à celle de la contradiction « social/privé » étudiée dans la première section. Le produit de l'activité collective apparaît pour chaque agent isolé comme une *chose* étrangère, à laquelle semble appartenir naturellement les propriétés que lui confère en fait le caractère social de la production. Nous avons donc là une *nouvelle* base pour un fétichisme qui *n'est pas* celui de la marchandise, de l'argent ou de la circulation, mais se *combine* avec lui dans le fétichisme du capital.

Ce fétichisme se fixe d'une part sur le capital fixe, d'autre part sur une entité abstraite : la Science, le Progrès technique. Cette tendance, Marx l'avait décelée dès l'origine :

« *Avec le développement du mode de production spécifiquement capitaliste, ce ne sont plus seulement les objets — ces produits du travail, en tant que valeurs d'usage et valeurs d'échange — qui, face à l'ouvrier, se dressent sur leurs pieds comme « capital »*, mais encore les formes sociales du travail *qui se présentent comme* formes de développement du capital, *si bien que les forces productives, ainsi développées, du travail social apparaissent comme* forces productives du capital : *en tant que telles, elles sont « capitalisées », en face du travail. En fait, l'unité* collective se *trouve dans la coopération, l'association, la division du travail, l'utilisation des forces naturelles, des sciences et des produits du travail sous forme des machines. Tout cela s'oppose à l'ouvrier individuel comme quelque chose qui lui est* étranger *et existe au* préalable *sous forme* matérielle ; *qui plus est, il lui semble qu'il n'y ait contribué en rien, ou même que tout cela existe en dépit de ce qu'il fait. Tout cela prend des formes d'autant plus réelles que, d'une part,* la capacité du travail elle-même est modifiée par ces formes, au point qu'elle devient impuissante lorsqu'elle en est séparée, *autrement dit que sa force productive autonome est brisée lorsqu'elle ne se trouve plus dans le rapport capitaliste ; et que, d'autre part, la machinerie se développe, si bien que les conditions de travail en arrivent, même du point de vue technologique, à dominer le travail en même temps qu'elles le remplacent, l'oppriment et le* rendent superflu dans les formes où il est autonome.

Toutes les applications — fondées sur le travail associé — de la science, *des forces de la nature et des produits du travail en grande série apparaissent uniquement comme moyens d'exploitation du travail*

et d'appropriation du surtravail, et donc *comme* forces *appartenant en soi au capital. C'est ainsi que le développement des forces productives* sociales *du travail et les conditions de ce développement apparaissent comme l'*œuvre du capital, *et l'ouvrier se trouve, face à tout cela, en un* rapport non seulement passif, mais antagonique [26].

Dès lors, la productivité du travail associé apparaît comme productivité du capital (précisément : du capital fixe), la création de richesses semble trouver son origine dans le capital fixe. A partir de ce moment, l'homologie entre les rapports de propriété et de possession engendre une homologie entre leurs fétichismes associés, fétichismes qui *fusionnent* en ce qu'on pourrait appeler « fétichisme du procès capitaliste de production », car il constitue le fétichisme lié à l'unité du procès de valorisation et du procès de travail :

« *Les moyens de production n'ont plus pour fonction que d'aspirer en eux la plus grande quantité possible de travail vivant, et le* travail vivant n'est plus qu'un moyen de valoriser les valeurs existantes, autrement dit de les capitaliser. *Pour cette raison encore, les moyens de production apparaissent éminemment au travail vivant comme l'existence même du* capital *et, à ce stade, comme domination du travail passé et mort sur le travail présent et vivant.*

La domination du capitaliste sur l'ouvrier est, en conséquence, domination de la chose sur l'homme, du travail mort sur le travail vivant, du produit sur le producteur, car les marchandises, qui deviennent des moyens de domination (en fait uniquement sur l'ouvrier), ne sont elles-mêmes que les résultats du procès de production, ses *produits* [...] *Tel est le procès de l'aliénation du travail* [27]. »

Il y a plus. Selon l'illusion dénoncée au chapitre 6, l'existence du surtravail est identifiée à la possibilité du surproduit, donc attribuée à la productivité. Or celle-ci est maintenant attribuée non à l'habileté du travailleur (direct, indirect ou scientifique), mais au capital fixe qui se l'est incorporée. Et voilà enfin trouvée la justification de la rémunération du capital fixe (le profit) :

« *C'est donc un mot d'ordre bourgeois parfaitement absurde qui prétend que l'ouvrier partage avec le capitaliste parce qu'au moyen du capital fixe (qui n'est au demeurant, que le produit du* travail d'autrui *approprié par le capital) ce dernier lui diminuerait le temps de travail ou lui rendrait le travail plus facile (avec la machine, il enlève bien plutôt au travail toute indépendance et tout caractère attrayant).*

C'est tout le contraire : le capital n'utilise les machines que dans la mesure où elles permettent à l'ouvrier de lui consacrer une plus

26. Ces pages saisissantes et prophétiques du manuscrit de 1861-1863 sont reproduites dans *Un chapitre inédit* (p. 248 et s.) et en annexe du tome I des *Théories...* (p. 455 et s.). Voir également le « Chapitre sur l'automation », *Grundrisse*, p. 213-214.

27. *Un chapitre inédit*, p. 139.

grande partie de son temps, de travailler plus longtemps pour le capitaliste et moins longtemps pour lui-même. Grâce à elles, la durée nécessaire à produire un objet déterminé est, effectivement, réduite à un minimum, mais c'est uniquement pour qu'un maximum de travail valorise un maximum d'objets [28]. »

Finalement le « capital », de rapport social qu'il était, se trouve doublement réduit à une « chose » : celle dont la *propriété* permet de produire des marchandises (section II), celle dont la *possession* permet de produire du surproduit. Cette chose est tout naturellement assimilée, dans le vocabulaire courant, aux moyens de production, et plus particulièrement au capital fixe.

Mais ce n'est pas tout. Il existe un fétichisme supérieur : celui de la Science. Nous ne démontrerons pas ici que la connaissance théorique découle de la pratique : c'est une thèse fondamentale du matérialisme dialectique [29]. Nous ne montrerons pas non plus comment la constitution de l'activité théorique en activité séparée, dans la division du travail, est inhérente à *toutes* les sociétés de classes, depuis l'astronomie égyptienne et la philosophie grecque, ni comment le développement du capitalisme, à partir de la Renaissance, entraîna un essor jusque-là inconnu de l'activité scientifique, en la constituant d'abord en secteur « libéral » de plus en plus séparé, puis en réorganisant ce secteur lui-même et en le pliant aux lois de l' « organisation scientifique du travail ». L'histoire matérialiste des sciences est encore largement à faire, bien que ses fondements soit posés [30].

Contentons-nous d'énoncer les thèses suivantes : le progrès des connaissances théoriques est le produit de l'ensemble de la pratique sociale mais ne s'y réduit pas [31] ; le progrès des connaissances permettant l'appropriation de la nature a plus précisément pour base la socialisation pratique de la production mais ne s'y réduit pas : il comporte des moments autonomes successifs, l'expérimentation scientifique et l'activité théorique [32] ; le mode d'appropriation et de dévelop-

28. *Grundrisse*, p. 217 — Marx polémique ici avec Lauderdale. Dans *Le Capital* (I, chap. XXIV, p. 439), il reprend la même argumentation contre Mac Culloch, qui théorise ce droit du capital fixe à un « salaire à part » : « Ainsi le concours de plus en plus puissant que, sous forme d'outillage, le travail passé apporte au travail vivant est attribué par ces sages non à l'ouvrier qui a fait l'œuvre, mais au capitaliste qui se l'est appropriée. »

Le « raisonnement » de Mac Culloch est maintenant systématisé sous une forme sophistiquée par la théorie « néo-classique », qui pose que la valeur du produit est une fonction f de K (le capital fixe) et L (le travail), et que le profit (ou plutôt l'intérêt) est déterminé par la producivité marginale $\partial f/\partial K$ du capital.

29. Voir F. Engels, *Anti-Dühring* ; Mao Tsé-toung, *De la pratique*, etc.

30. Voir M. Fichant et M. Pêcheux, *Sur l'histoire des sciences*, Maspero, 1969, et le livre de B. Coriat.

31. Sur l'autonomie du moment « théorique » qui, dans certaines circonstances, peut devenir principal, voir Mao.

32. Mao Tsé-toung, dans *D'où viennent les idées justes*, introduit l' « expérimentation scientifique » à côté de la pratique de la lutte des classes (base de matérialisme historique) et de la pratique de la production (base des sciences de la nature). Quand L. Althusser avança la notion de « pratique théorique », ce qui

pement des connaissances théoriques est déterminé par les rapports sociaux. Dès lors l'expression « la Science » (ou « le Progrès ») est confusionniste : elle mélange un certain contenu avec le mode spécifique au capitalisme de s'approprier ce contenu. Par exemple, les « lois de la mécanique » sont valables dans tous les modes de production (!), mais leur énoncé sous forme axiomatique, leur enseignement coupé de la pratique matérielle, leur mode d' « application » par l'ingénieur sous forme de plans de machines et de règlements pour l'O. S., bref, tout ce qui nous permet de parler, avec toute sa charge affective et idéologique, de « la Science », du « Scientifique », par opposition à la « Sagesse » ou au « Savoir-Faire », tout cela relève des rapports de production [33].

C'est justement ce que veut effacer la notion de *révolution scientifique et technique*, avancée par R. Richta [34], qui prétend faire des richesses non le produit du travail, ni même du capital, mais de « la Science ».

La thèse de Richta tient en deux points fondamentaux :

— La R. S. T., qui succède à la révolution industrielle, est un nouveau progrès des forces productives, appelé à bouleverser les rapports sociaux.

— Elle consiste en une modification du procès de travail qui marginalise le travail direct et substitue au processus industriel un processus scientifique surveillé par des travailleurs qualifiés.

Sous différentes formes (Aron, Galbraith, etc.), cette thèse a été développée par des courants, de « gauche » ou de droite, visant tous à escamoter le rôle des rapports sociaux dans l'organisation de la production. Elle a été souvent utilisée dans un sens réformiste; en

était critiquable n'était donc pas l'idée elle-même (le moment autonome de la théorie comporte effectivement un certain procès... laborieux), mais la conception de ses liens avec d'autres pratiques.

Remarquons par ailleurs que les sciences de la nature dérivent aussi de la lutte des classes, d'abord quand elles sont développées pour servir à la dépossession, et tout simplement pour leurs applications militaires ! La mécanique est fille de la balistique...

33. En distinguant « contenu » et « mode d'appropriation du contenu », il ne s'agit pas de réintroduire par la bande une distinction entre le progrès, neutre, et le bon ou le mauvais usage de ce progrès. Bien sûr, le contenu n'est rien sans la forme, mais, pour son bonheur ou pour son malheur, chaque génération « hérite » de connaissances sur les rapports et procès objectifs dont la Nature est le siège, connaissances qui ont pu être appropriées de différentes manières et, partant, développées et codifiées dans tel ou tel sens. Ce problème ne se pose pas seulement pour les sciences, mais pour les arts. « La difficulté n'est pas de comprendre que l'art grec et l'épopée sont liés à certaines formes du développement social, mais qu'ils nous assurent encore un plaisir esthétique et qu'à maints égards ils représentent pour nous une norme, voire un modèle inaccessible » (*Grundrisse*, t. I, p. 42).

34. Idéologue tchèque qui a préparé le terrain pour le versant moderniste-technocratique du « Printemps de Prague » (dont Ota Sik fut l'une des figures les plus représentatives). La critique de sa thèse (*La Civilisation au carrefour*, Anthropos) est le point de départ du livre de B. Coriat.

opposant les « possesseurs » (les technocrates) aux « propriétaires » : actionnaires (Galbraith) ou bureaucrates (Ota Sik).

La thèse de la R. S. T. est en particulier la base de la théorie révisionniste française du Capitalisme monopoliste d'Etat et de la « stratégie politique » qui lui correspond : alliance des ouvriers et des nouvelles couches moyennes *sans remise en cause de la fonction sociale de ces couches*. L'évolution des forces productives tendrait en effet à qualifier tout le monde, et seul le capitalisme monopoliste, après avoir développé l'automation, empêcherait d'en tirer les conséquences bénéfiques [35].

Les livres de B. Coriat et A. D. Magaline sont explicitement consacrés à la démolition de ces thèses. Nous nous contenterons de rappeler :

— que la prétendue « nouveauté » de la R. S. T. est strictement dans l'axe de l'approfondissement de la séparation capitaliste des prolétaires et des moyens de production ;

— que l' « élimination du travail direct déqualifié » du procès de travail dans les systèmes automatisés de machines est pure illusion. C'est ce que montre R. Linhart dans le cas de la pétrochimie. Le « travail direct » s'appelle tout simplement « travail d'entretien » de la machinerie, et reste confié à des intérimaires déqualifiés, le plus souvent immigrés.

D'autre part, ce capital fixe, s'il accroît énormément la productivité du travail vivant, cristallise lui-même énormément de travail (lui-même comprenant énormément de travail déqualifié : comme on le voit sur n'importe quel chantier) [36]. Avec la crise, l'illusion de la production quasiment gratuite de richesse que permettrait l'automation s'est envolée : les nouveaux investissements qui matérialiseraient la restructuration (électronucléaire, etc.) se révélant d'un coût prohibitif pour le capital.

35. Cette thèse du P. C. F. a connu récemment des amendements contradictoires. De 68 à 75, elle impliquait le refus de toute la contestation anti-hiérarchique et antiproductiviste que portait la gauche ouvrière et populaire. Après l'ouverture de la crise en 74, les publicistes de *France nouvelle* (Brière, Borman...) ont introduit l'idée que les nationalisations et la revalorisation de la condition ouvrière pourraient augmenter la productivité du travail vivant. Le but était de démontrer que « l'austérité n'est pas inéluctable » (contrairement à ce que disaient, au P. S., M. Rocard et J. Attali, qui mettaient en avant que le surproduit disponible était limité de façon *exogène*) ; en tout cas, le moyen invoqué réintroduisait les rapports sociaux dans l'efficacité technique (mais cela pouvait s'interpréter comme une « libération des forces productives »). Puis, dans le feu de la bataille anti-P. S., F. Hincker et même P. Boccara effectuèrent le tournant « gauchiste », « autogestionnaire », évoqué plus haut. Après la défaite, F. Hincker devait admettre, dans *La Nouvelle Critique* d'avril 1978, que ce langage de gardes rouges avait dû effrayer les classes moyennes...

36. On peut même dire qu'actuellement l'automation liquide les derniers travailleurs qualifiés de type manufacturier (imprimerie, horlogerie) ou industriel (métallurgie, mécanique). D'où la relance des luttes ouvrières dans un pays comme l'Allemagne qui n'est pas particulièrement défavorisé dans la nouvelle division internationale du travail (*Le Monde diplomatique*, mai 1978).

Nous consacrerons le chapitre 14 à ce problème. Insistons cependant sur le fait qu'on trouve effectivement dans les *Grundrisse* des remarques du genre :

« *A mesure que la grande industrie se développe, la création de richesses dépend de moins en moins du temps de travail et de la quantité de travail utilisée, et de plus en plus de la puissance des agents mécaniques qui sont mis en mouvement pendant la durée du travail. L'énorme efficience de ces agents est, à son tour, sans rapport aucun avec le temps de travail immédiat que coûte leur production. Elle dépend bien plutôt du niveau général de la science et du progrès de la technologie, ou de l'application de cette science à la production*[37]. »

Mais elles sont accompagnées du rappel de la permanence du « principe de base de la production bourgeoise », la mesure de la valeur par le temps de travail :

« *Tout cela montre l'absurdité de Lauderdale, qui voit dans le capital fixe une source autonome de la valeur, indépendante du temps de travail. Il n'est cette source que dans la mesure où il est lui-même du temps de travail objectivé et où il pose du temps de surtravail*[38]. »

Marx ne fait là que souligner ce que nous appellerons la « contradiction fondamentale du mode de production capitaliste ». Quant à savoir si c'est *cette* science et *cette* automation qui serviront de base à l'édification socialiste, nous en discuterons dans la conclusion de cette section.

IV. Quelques remarques sur le « progrès technique »

Dans la littérature économique, néo-classique ou marxiste vulgaire, tout ce dont nous venons de parler est évoqué par l'expression « progrès technique ». Le « progrès technique » est chez les uns ce qui déplace les fonctions de production, chez les autres ce qui déplace les rapports sociaux (on parle alors de « développement des forces productives »). Dans les deux cas, il s'agit d'une réalité autonome, tombée du ciel ou surgie des « infrastructures ».

Il faut souligner ici en quoi l'approche que nous venons d'esquisser rompt avec ces conceptions.

37. *Grundrisse*, p. 221.
38. *Ibid.*, p. 217.

1. Forces productives et rapports sociaux

D'abord, la notion de « forces productives » perd son autonomie apparente au sein du système des rapports de production. Elle vise la *matérialisation* de ces rapports, comme l'écrit A. D. Magaline : « Les "forces productives" ne peuvent pas se définir comme un "étage" de la "structure" sociale (son sous-sol, en l'occurrence). Le concept de forces productives désigne, comme l'écrivait Balibar, une "pertinence" de l'analyse ; il désigne en principe les rapports sociaux, économiques, idéologiques, politiques, dans la mesure (et cette mesure est spécifique à chaque mode de production) où ces rapports interviennent de façon "efficace" dans l'appropriation sociale de la nature[39]. »

Il faut rappeler que la conception de l'empilement « forces productives — rapports de production — superstructure politique et idéologique », l'ensemble étant mû par la base, résumait jusqu'au début des années soixante la conception vulgaire mais la plus répandue du marxisme. Elle avait été systématisée par Staline (à partir de la « Préface à la *Contribution* » de 1857 et en dépit de maints avertissements de Marx et Engels), mais couvrait dans la première moitié du XXe siècle la totalité de l'aire intellectuelle marxiste, entièrement prise dans l'idéologie de la « neutralité », de la croissance « exogène » des forces productives. L'ultragauche classique (Korsch, Pannekoek, etc.) critiquait Lénine pour avoir tenté la révolution socialiste là où le développement des forces productives imposait une révolution bourgeoise[40], et Trotsky n'hésitait pas à écrire : « Le marxisme procède du développement de la technique comme du ressort principal du progrès et bâtit le programme communiste sur la dynamique des forces de production[41]. »

A Mao Tsé-toung[42] revient le mérite d'avoir contrebattu cette conception (appelée par les théoriciens de Shanghaï « théorie des for-

39. A. D. Magaline fait référence au texte de Balibar « Sur les concepts du matérialisme historique » (*L. L. C.*, II, p. 114), et à ce qu'Y. Duroux appelle le « modèle de la maison » (« Problèmes théoriques », *Cahiers du C. E. P. S.*, n° 14).
40. « Les ouvriers et les intellectuels russes ne pouvaient se fixer un tel but [le communisme], ils devaient d'abord ouvrir la voie au libre développement d'une société industrielle moderne » (A. Pannekoek, postface de K. Korsch, *Lénine philosophe*, Spartacus, p. 103).
41. L. Trotsky, *La Révolution trahie*, U. G. E., 10/18, p. 48.
On peut donc créditer d'une certaine bonne foi K. Castoriadis, de formation trotskyste, lorsqu'il assimile le marxisme à un évolutionnisme technologiste, dans son article sur la technique (« Les Carrefours du labyrinthe », *op. cit.*). On peut même sourire lorsqu'il conclut par un hymne à... la télématique !
42. Voir le recueil *La Construction du socialisme*, Seuil, 1976, en particulier les « Notes de lecture sur le *Manuel d'économie politique de l'Union soviétique* ». Renversant apparemment le « modèle de la maison », Mao écrit : « Il faut d'abord renverser l'ancienne superstructure par la révolution pour que les anciens rapports de production puissent être abolis. C'est après l'élimination de ceux-ci qu'on peut créer de nouveaux rapports de production, frayant une voie au développement des forces productives de la nouvelle société. C'est ensuite que l'on peut déclencher

ces productives »). En France, l'école althussérienne s'est développée sur ce thème en référence à l'apport du marxisme chinois. C'est donc à dessein que dans notre texte nous répétons les formulations du type : « le salariat est la *base* du progrès technique capitaliste », malgré les critiques que ne manqueraient pas de susciter (même dans la Chine de Hua) une thèse aussi « métaphysique ».

2. Révolutionnarisation des forces productives et reproduction des rapports sociaux

Ce qui, dans le monde de la « technologie », apparaît comme une trajectoire, ce qui, dans le système des valeurs, apparaît comme une « transformation », apparaît, dans le rapport de possession, comme une *reproduction* : la reproduction de la séparation. Nous avons vu que c'est le propre de toute *tendance*. Mais une telle présentation des choses éclaire d'un jour nouveau la notion de « révolutionnarisation » dans son rapport à la reproduction. Elle amène en effet A. D. Magaline à avancer la thèse : « Dans le mode de production capitaliste, la reproduction des rapports de production passe de façon principale par la lutte de classes dans la production, lutte de classes dans laquelle la bourgeoisie capitaliste joue le rôle dominant, et qui se traduit par le bouleversement continuel de "la technique et de l'organisation sociale du procès de travail", c'est-à-dire par la révolutionnarisation continuelle des forces productives [43]. »

L'auteur développe sa thèse de la façon suivante : « Dans le mode de production capitaliste, le développement des forces productives est le produit de la lutte de classes de la bourgeoisie contre le prolétariat dans la production [...]. Son but déterminant est la création de *plus-value relative*, et sa "forme" est celle de la "dévalorisation de la force de travail".

une grande révolution technologique pour développer vigoureusement les forces productives de la société tout en continuant la transformation des rapports de production et des idéologies [...].

Créer une opinion publique et saisir le pouvoir politique d'abord. Résoudre le problème des systèmes de propriété ensuite pour aboutir enfin à un grand développement des forces productives, voilà la règle universelle. »

Les partisans de Teng Siao-ping, qui en sont purement et simplement revenus à la thèse stalino-trotskyste : « nationalisation + industrialisation = socialisme », se servent habituellement, dans leurs polémiques contre « les Quatre », de la seconde formulation de Mao, en la prenant dans un sens étroitement chronologique et en réduisant le problème des rapports de propriété à celui de la propriété *juridique* (effectivement résolu en 1957. Mao pensait à l'époque avoir « réalisé en deux ans la révolution socialiste ». On mesure ici l'escroquerie qui consiste à dire que la théorie maoïste de la dictature du prolétariat se trouve dans le tome V des *Œuvres choisies ;* car à l'époque Mao était sur ce point resté stalinien).

Sur le nouveau cours révisionniste chinois, voir P. Tissier, *Communisme*, n° 31-32, et Ch. Bettelheim, *Questions sur la Chine après la mort de Mao Tsé-toung*, Maspero, 1978.

43. *Lutte de classes et Dévalorisation du capital, op. cit.*

« Dans le mode de production capitaliste, cette lutte de classes dans la production, ayant pour effet la transformation des forces productives, constitue le moment déterminant de la reproduction des rapports de production. »

Passons sur les maladresses (ou les provocations ?) de Magaline, qui glisse un peu rapidement de « principal » à « déterminant », et surtout de « dominant » à exclusif, en ce qui concerne le rôle de la bourgeoisie, ce qui aboutit à exproprier le prolétariat de sa propre résistance à l'expropriation ! L'important est de restituer la *lutte* à l'intérieur du rapport de possession, dont l'unité constitue le système des forces productives. Pour Marx, la machine est d'abord « l'arme de guerre la plus irrésistible pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques du travail contre l'autorité du capital [44] ».

3. La plus-value relative comme « but »

A. D. Magaline introduit *ici* la notion de *plus-value relative*, c'est-à-dire comme « but » de la tendance qui, sous son autre aspect, n'est que la reproduction du rapport dans ce qu'il a de plus spécifiquement capitaliste (celui de la séparation dans la relation de possession). Et il est juste de l'introduire *ici* (comme l'extorsion de plus-value en général est le « but » de la tendance du rapport capitaliste en général, de l'accumulation en général), *et non pas comme « effet de la concurrence »*. L'extorsion de plus-value relative, c'est-à-dire celle qui est due à la *baisse de la valeur de la force de travail*, est une tendance du mode de production en tant qu'approfondissement de la soumission réelle du travail au capital. Comment cette tendance (à la maximisation du taux d'exploitation global) se traduit en « lois » et « mobiles », nous en traiterons au chapitre 13. Mais il importe de saisir d'abord le rapport « loi immanente/but » avant d'examiner le rapport « force coercitive/effet », car la tendance existe toujours, même quand la « force coercitive » (la concurrence) change de forme.

En tout cas, il faut souligner avec force que le « but » du « progrès technique », sous le mode de production capitaliste, ne saurait être... de soulager la peine des hommes (en tout cas, pas celle des prolétaires). C'est d'ailleurs là-dessus que commençait le chapitre sur la grande industrie du *Capital :*

« *"Il reste encore à savoir, dit John Stuart Mill, dans ses* Principes d'économie politique, *si les inventions mécaniques faites jusqu'à ce jour ont allégé le labeur quotidien d'un être humain quelconque." Ce n'était pas là leur but. Comme tout autre développement de la force productive du travail, l'emploi capitaliste des machines ne tend qu'à diminuer le prix des marchandises, à raccourcir la partie de la journée où l'ou-*

44. *K.*, I, XV.

vrier travaille pour lui-même, afin d'allonger l'autre où il ne travaille que pour le capitaliste. »

4. Révolutionnarisation et accumulation

La révolutionnarisation des forces productives passe nécessairement par l'accumulation du capital, la transformation de l'argent A + PL en nouveau capital productif. En ce sens aussi le progrès ne saurait être qu'*incorporé*, c'est-à-dire lié à l'investissement [45].

En temps que procès de séparation réelle du travailleur des conditions de la production, à travers le double moulinet qu'institue par ailleurs la séparation formelle au niveau des rapports de propriété, le « progrès technique » est d'une part dévalorisation et polarisation des capacités de travail selon les lignes de la division travail manuel/travail intellectuel, d'autre part acquisition par le capital des nouvelles conditions matérielles de la production.

Il se peut que ces « nouvelles » conditions aient une valeur inférieure à celle des anciennes (nous avons désigné dans le chapitre 7 ce phénomène par la notion de dévalorisation). Il n'en reste pas moins que l'acquisition des nouvelles conditions ne peut être que le fait de la transformation de la plus-value, antérieurement accaparée, en capital.

Quant aux amortissements et au capital constant circulant correspondant aux anciennes conditions de la production (la valeur du capital constant qui se retrouve dans la valeur du produit), de deux choses l'une. Ou ces amortissements doivent effectivement être réinvestis sous la même forme pour que se reproduise le procès de production, et on ne parle pas d'accumulation mais de reproduction simple. Ou ce n'est pas le cas, et le fait que leur valeur se retrouve sous la forme argent entre les mains du capitaliste, alors que, sous la forme de capital productif correspondante aux anciennes conditions de la production, cette valeur *ne serait plus validée socialement*, pose en soi un *problème*, celui-là même de la régulation (puisque jusqu'à présent nous avons admis que la réalisation marchande sanctionnait la validité sociale). Toujours est-il que, dans les formes de régulation où une telle situation est possible (par exemple, pour fixer les idées : quand une entreprise monopoliste dévalorise son propre capital fixe par ses propres investissements), les amortissements n'ont pas, *du point de vue de l'accumulation*, dans son rapport à la révolutionnarisation, un statut différent de la plus-value [46].

45. Je vise ici la théorie néo-classique du capital, pour qui le « progrès technique », n'étant qu'une « aubaine », un don du temps qui passe, n'est pas nécessairement « incorporé » sous la forme d'achat de nouvelles machines.

46. « Il arrive en général que [...] les procédés [...] perfectionnés s'appliquent en premier lieu à l'aide du nouveau capital additionnel.

Quant à l'ancien capital, il consiste en partie en moyens de travail qui s'usent peu à peu. [...] Toutefois, chaque année, un nombre considérable d'entre eux arrive à son terme de vitalité [...]. Alors le progrès scientifique et technique accom-

Nous appellerons *capital libre additionnel* l'ensemble, existant sous la forme argent, de la plus-value et de la fraction « non préréaffectée » du capital initial. Nous emploierons aussi l'expression plus intuitive de *cash flow non lié ou libre*.

Ce capital « libre » jouera un rôle important dans la seconde partie, car c'est lui qui se verra investi d'une fonction sociale décisive : résoudre la contradiction entre la « fixité » du capital déjà engagé et la fluidité de l'engagement qui caractérise la régulation d'une économie marchande. Contradiction que les *Grundrisse* évoque en ces termes :

« *La machinerie apparaît donc comme la forme la plus adéquate du capital fixe, et celui-ci comme* la forme la plus adéquate du capital en général, *si l'on considère le capital dans son rapport avec lui-même. Mais il se trouve que, dans la mesure où le capital fixe est attaché à une valeur d'usage particulière bien déterminée, il ne correspond plus à la définition du* capital *qui, à titre de valeur, est indifférent à toute forme déterminée de valeur d'usage. Le* capital circulant *sera donc la forme la plus adéquate pour le capital fixe, dans son mouvement et son rapport avec l'extérieur* [47]. »

5. L'accumulation intensive

D'une façon générale, on appellera *accumulation intensive* l'accumulation pour autant qu'elle a pour effet d'accroître la plus-value relative, en transformant le système des normes de production à travers une révolutionnarisation des forces productives. Il s'agit cette fois encore d'un concept de « pertinence » : l'accumulation intensive s'accompagne en règle très générale d'une accumulation extensive, tout comme la plus-value relative s'accompagne de plus-value absolue, dans sa masse mais aussi dans son taux.

Ce mode d'accumulation interdit les facilités que nous nous étions (légitimement) accordées dans le chapitre 9 quand nous avons étudié la reproduction « à normes constantes ». Il rouvre en effet la contradiction, évoquée dès la section I, entre reproduction et transformation des normes : cette contradiction que doit réguler la loi de la valeur, à travers, on vient de le dire, le mouvement du capital libéré.

6. Forces productives et rapports marchands

Tout cela nous amène à une dernière remarque, fondamentale : *le rapport entre forces productives et rapports marchands*. Nous avons admis depuis le début du chapitre que le jeu des deux rapports (pro-

pli durant la période de leur service actif permet de remplacer ces instruments usés par d'autres plus efficaces et comparativement moins coûteux » (*K.*, I, XXIV, p. 437).

47. *Grundrisse*, t. II, p. 413.

priété/possession) était univoque : de la non-correspondance à l' « homologie », comme dit Balibar, du décalage à la correspondance et à la limitation réciproque. Le capitaliste deviendrait de plus en plus « possesseur » de ce dont il est « propriétaire », et réciproquement. Cela n'était possible que parce que nous envisagions le procès de production « immédiat », celui qui réalise, entre A et A', l'unité d'un procès de travail et d'un procès de mise en valeur du capital sous la domination de ce dernier.

Or l'approfondissement de la séparation dans le rapport de possession se traduit par un bouleversement du procès de travail dont la « cible » principale est la transformation des moyens de travail. Mais ces moyens de travail sont eux-mêmes des produits du travail, « travail antérieur » ou plus exactement situé « ailleurs » dans la division sociale du travail. La « révolutionnarisation de la production » n'est donc *pas seulement remise en cause de la division manufacturière du travail* aboutissant à un « décrochage » de la valeur spécifique des produits d'une branche. Elle implique aussi *une remise en cause générale des normes de production et d'échange* dans l'ensemble des branches, en particulier dans les branches à destination dans la section I, et, encore plus profondément, un remodelage du système des valeurs d'usage et du découpage des branches.

Ce remodelage permanent, s'il correspond à un remodelage « rationnel », « calculé a priori », etc., du procès de travail à l'intérieur de l'unité de production, ne peut en fait compter que sur l' « arbitraire déréglé », la « sanction a posteriori » des mécanismes de la forme valeur en ce qui concerne les rapports entre branches, entre unités économiques, entre sections. Et il n'est pas évident que la forme valeur, dans son fonctionnement « normal », s'avère suffisante à réguler le prolongement des bouleversements de la division manufacturière dans la division sociale. Il semble même que cela soit nécessairement le contraire.

Par conséquent, l' « homologie » qui tend à se renforcer au sein de chaque unité de production, sous la propriété du capital [48], se présente de plus en plus comme une « contradiction », une « non-correspondance », si on veut bien prendre en compte l'existence de la division sociale du travail qui se présente comme « somme de travaux privés ». C'est ce que nous identifierons comme la *contradiction fondamentale de l'accumulation capitaliste.*

48. Homologie d'où n'est d'ailleurs pas absente la contradiction. La systématique « séparation » des puissances intellectuelles et manuelles du travail ne peut être menée par exemple trop loin, sous peine de multiplier les malfaçons ; elle est pourtant nécessaire pour maintenir l'autorité du capital sur le collectif ouvrier (cf. l'étude pour le C. O. R. D. E. S. de H. Desbrousses et B. Peloille, citée dans le n° 4 de *Recherches économiques et sociales*). D'où les tentatives de réformes « néo-fordistes » (recomposition des tâches, etc.). Voir sur ce point le texte de D. Pignon et J. Querzola dans *Critique de la division du travail*, Seuil, 1973.

11

Les grandes tendances de l'accumulation

On désigne souvent par « lois de l'accumulation », à la suite de K. Marx (K., I, XXV), un certain nombre de *manifestations tendancielles* de la dynamique que nous venons de caractériser : approfondissement (et extension) de la séparation des producteurs directs de leurs moyens de production.

Nous examinerons successivement les grandes « lois », le problème de la périodisation et le rôle de l'Etat dans la surdétermination de ces tendances.

I. Les « lois de l'accumulation »

Nous voulons parler des quatre grandes lois évoquées par Marx. On pourrait en rajouter d'autres, en portant son attention sur des phénomènes connexes : nous évoquerons la tendance à la tertiarisation.

1. La concentration du capital

C'est l'accroissement quantitatif, en « boule de neige », des foyers d'accumulation (capitaux individuels) déjà formés. Cette concentration exprime aussi bien l'accumulation extensive qu'intensive. C'est évident dans le premier cas. Nous verrons que c'est vrai aussi dans le second cas, car l'accumulation intensive s'accompagne très généralement d'un accroissement de la quantité minimale (calculée en valeur) des facteurs de la production (y compris la force de travail) que doit s'approprier le capital pour mettre en œuvre les forces productives.

Selon les cas, cet accroissement s'accompagne d'une plus ou moins grande extension de la masse des salariés. Le caractère extensif ou intensif peut être repéré par une extension du parc de machines, du « capital par tête », etc.

R. Boyer [1] croit pouvoir distinguer en France cinq grandes phases d'accumulation, coupées par des périodes de stagnation ou de crise :

— les années correspondant au Premier Empire ;

— la période du Second Empire ;

— les années 1895-1913 ;

— la période 1920-1930 ;

— l'après-guerre.

Seules les deux dernières présentent un caractère nettement intensif. La dernière se distingue cependant de toutes les autres par la stabilité du rythme d'accumulation (jusqu'en 1974) et l'extension massive et décisive du salariat, surtout à partir de 1959. De cette date à 1974, le taux de salarisation passe de 68 à 78 % de la population. L'industrie étant depuis l'origine largement capitaliste (le taux y passe de 91 à 95 %), c'est surtout dans les services, les commerces et le bâtiment que le phénomène est sensible (59 à 73 %), tandis que l'agriculture régresse de façon définitive en tant que branche (de 1954 à 1975, l'emploi agricole chute de 26,7 % à 9 %).

Cette époque est donc marquée par le fait que l'accumulation extensive trouve sa limite et que l'accumulation d'un capital maintenant hégémonique doit devenir principalement intensive. Nous verrons comment elle y parvient. Mais voyons d'abord l'autre versant, la condition permissive de la concentration : la formation d'un prolétariat.

2. La reproduction d'une armée industrielle de réserve

Cette tendance est la matérialisation, à l'autre pôle, de la dynamique de la séparation. Elle exprime l'extension du rapport salarial par destruction des modes de production antérieurs (grâce à la supériorité du mode de production capitaliste quant au temps de travail socialement nécessaire pour la production des valeurs d'usage), la dépossession croissante (et renouvelée par vague à chaque progrès de la soumission réelle du travail par le capital) du « savoir-faire » des ouvriers (puis des techniciens, etc.), et la lutte incessante du capital contre le travail pour lui imposer ou rétablir sa « mobilité » (au sens généralisé de De Gaudemar : affectation géographique, par branche, par activité, etc. [2]).

1. *Approches de l'inflation...*, t. III.

2. Cette mobilité est à la fois le *produit* et la *condition permissive* de la dynamique de l'accumulation intensive ou extensive. « Le changement qualitatif dans l'industrie mécanique éloigne sans cesse des ouvriers de la fabrique ou en ferme la porte aux nouvelles recrues qui se présentent, tandis que l'extension quantitative des fabriques engloutit, avec les ouvriers jetés dehors, les nouveaux contingents. Les ouvriers sont ainsi alternativement attirés et repoussés, ballottés de côté et d'autre, et ce mouvement de répulsion et d'attraction est accompagné de changements continuels dans l'âge, le sexe et l'habileté des enrôlés » (*K.*, I, XXIV).

L'étude du marché du travail est donc extrêmement complexe : elle ne se réduit nullement à quelques dogmes du genre : « la machine chasse l'homme » ou « l'expansion crée des emplois ». Saluons à ce sujet l'excellent travail des statisticiens de l'I. N. S. E. E., dont on trouvera une synthèse dans l'article de R. Salais, « Analyse des mécanismes de détermination du chômage », *Economie et Statistiques*, n° 93, octobre 1977.

R. Salais montre que les branches soumises à l'accumulation intensive, en restructuration permanente, engendrent à la fois des emplois et une aggravation du chômage. Ainsi, contrairement à un nouveau dogme (selon lequel « la mobilité diminue le chômage en favorisant l'adaptation de la production au marché »), l'article montre que la *mobilité augmente le chômage*, en allongeant le *temps* de chômage par rapport au temps d'activité et en grossissant les *flux*.

3. Rappelons par ailleurs le rôle des *femmes* dans l'armée « flottante » du prolétariat.

4. Voir les travaux de Samir Amin, des théoriciens de l'articulation des modes de production (Rey, Meillassoux) et ceux du C. E. D. E. T. I. M. (*Les Immigrés*, Stock, 1975).

Nous venons de voir qu'en France cette tendance ne se réalise à un rythme accéléré que dans l'après-guerre. C'est qu'elle a auparavant été inhibée pour des raisons d'hégémonie politique. La forme de la révolution bourgeoise (en 1789), puis la nécessité de faire face à la menace d'une révolution prolétarienne (lors de la Commune de 1871), a conduit la bourgeoisie à passer et maintenir l'alliance avec la petite bourgeoisie rurale, notamment la paysannerie. C'est un trait tout à fait caractéristique de l'histoire du capitalisme français que les entraves (protectionnisme, etc.) mises à la formation d'une armée industrielle de réserve à partir de la paysannerie. D'où le recours précoce à l'immigration, etc. [3].

Enfin, il faut rappeler que, si on veut mesurer la formation de l'armée de réserve à l'heure actuelle, il faut étudier le fonctionnement du capitalisme à l'échelle de *toute* la planète [4].

3. La « paupérisation relative »

C'est la polarisation (enrichissement plus rapide de ceux qui sont déjà les plus riches) de revenus et des patrimoines des classes fondamentales.

Nous avons vu que c'est le but même de l'accumulation : accroître le taux d'exploitation, le taux de la plus-value. Comme la distribution des revenus n'est que le reflet de ce taux, on pourrait être tenté de vérifier directement cette polarisation des revenus. Or c'est quasi impossible, du fait de l'imperfection des instruments de mesure, qui reflète largement un flou conceptuel. Suffit-il en effet de mesurer la part du salaire dans le revenu national ? Non, puisque :

— La salarisation croît, par absorption notamment des petits producteurs marchands.

— Une part de la plus-value est distribuée sous forme de salaire (cadre, fonctionnaires, etc.). Tous les salariés ne sont pas productifs.

— Le système des prix relatifs, et plus encore son mouvement perturbe lui aussi la mesure : l'inflation n'a pas le même rôle redistributeur pour toutes les classes [5].

— Une part de la valeur de la force de travail, étant couverte par le « salaire indirect », transite par l'impôt et les dépenses publiques.

Des tentatives ont été faites pour redresser ces comptes : on pense notamment aux séries de J.-D. Phillips [6] pour les U. S. A. Celui-ci a cherché à évaluer l'évolution de la part de la plus-value (qu'il appelle surplus) de 1929 à 1963 : elle passerait de 47 % à 56 %.

Si on regarde maintenant la France [7], on peut évaluer le chiffre complémentaire, c'est-à-dire la part salariale dans la valeur ajoutée (avec tous ses défauts). De 1959 à 1969, elle passe, pour l'ensemble du secteur marchand, de 39 à 43 %. Mais, dans le même temps, le taux de salarisation passe de 68,4 % à 75,8 % : la « part salariale unitaire » reste pratiquement constante. Il en est de même branche par branche.

Il y a là un phénomène important, que confirme le travail de M. Aglietta sur les U. S. A. (au moins en ce qui concerne la période dorée de l'accumulation intensive, de 1956 à 1966) : si le capitalisme s'avère capable de creuser la plus-value relative, il ne semble pas vouloir (ou pouvoir ?) en tirer partie pendant les années soixante. Le taux d'exploitation semble rester stable. Nous verrons que c'est là un trait de la régulation monopoliste.

En revanche, la hiérarchie des patrimoines (c'est-à-dire des stocks de richesse possédés) a continué à s'élargir, par effet cumulatif de la concentration et de la formation de l'armée de réserve. Ainsi, une étude récente [8] a montré que le rapport entre les déciles inférieurs et supérieurs (fortunes des 10 % les plus pauvres et des 10 % les plus riches) est passé de 15,7 en 1949 à 28,3 en 1975. Ce qui est grave, c'est que ce décile inférieur ne comprend plus seulement des jeunes ménages (qui n'ont encore ni hérité ni amassé), mais une masse croissante

5. Un exemple. Si on assimile l'épargne brute des entreprises à la part de la plus-value que les capitalistes conservent dans leurs entreprises, on constate que, pour les sociétés (hors grandes entreprises nationales), elle est de 77 milliards de francs en 1976, ce qui ne représente que le quart de leur « valeur ajoutée » (mesurée à partir de leur chiffre d'affaires). Or, la même année, leur endettement est de 957 milliards. Le gain que leur procure une inflation à 10 % l'an est donc supérieur, remarque P. Dubois, à leur capacité primaire d'autofinancement (« Le Financement des sociétés industrielles et commerciales au cours des dix dernières années », *Economie et Statistiques*, n° 99, avril 1978).

6. Publiée en appendice du livre de P. A. Baran et P. M. Sweezy, *Le Capitalisme monopoliste*, Maspero, 1968.

7. Je m'appuie ici sur les chiffres des comptes de la nation.

8. A. Masson et D. Strauss-Kahn, « Croissance et Inégalités des fortunes de 1969 à 1975 », *Economie et Statistiques*, n° 98, mars 1978. Cet article résume une étude du C. R. E. P. pour le C. O. R. D. E. S. Voir également les intéressants commentaires d'A. Babeau, « La Complexe inégalité des patrimoines », *Le Monde*, 9 mai 1978.

de personnes âgées, « définitivement paupérisées ». Ce trait est caractéristique de la rupture de la France avec un régime social qui la caractérisait jusqu'à 1950, où le prolétaire restait, par bien des attaches familiales, un petit propriétaire.

Mais il ne faut pas pour autant avancer une « loi de paupérisation absolue [9] ». Une telle loi est d'abord indéfinissable : il faudrait pouvoir comparer le revenu ou le patrimoine d'une couche sociale à lui-même en deux époques différentes, ce qui supposerait l'existence d'une mesure de la valeur indépendante du temps. Quand elle existerait, aucune tendance *propre* de l'économie capitaliste n'implique la paupérisation absolue : nous ne connaissons que la hausse du taux de plus-value, qui est un *rapport* entre les revenus de deux classes sociales.

Cependant, *conjoncturellement*, il peut y avoir paupérisation absolue. Cela caractérise :

— soit les périodes de destruction-absorption d'un mode de production par le capitalisme. Alors les anciens paysans indépendants sont jetés sur les routes et de là dans les manufactures : ils sont absolument paupérisés. C'est le cas auquel Marx pense dans les passages les plus cités où il évoque une paupérisation absolue [10] ;

— soit les périodes de restructuration du procès de travail, accompagnées de mise en chômage non seulement de l' « armée flottante » (celle qui passe couramment de l'emploi à la non-activité : femmes, jeunes, immigrés), mais encore du « noyau stable » de la classe ouvrière. Cette mise en chômage peut être suivie d'une réembauche, mais à qualification inférieure, la dépossession ayant franchi un nouveau cran au cours de la restructuration. Ce cas est également évoqué par Marx [11], mais les détracteurs de la « paupérisation absolue » évitent alors de le citer, car... pour une fois elle est vérifiée, et concerne non des couches sociales archaïques, mais les salariés du capitalisme moderne ! Dans ce cas, on parle pudiquement d' « austérité [12] ». Cependant, cette paupérisation absolue n'est qu'un fait conjoncturel, et non une tendance structurelle du capitalisme.

4. La tertiarisation

Phénomène le plus spectaculaire du développement récent du capitalisme (au point que les idéologues comme Colin-Clark ont pu

9. Cette « loi », avancée lors du dernier « cours gauche » du stalinisme (pendant la guerre froide), n'a pas peu contribué à jeter le discrédit sur le marxisme.

10. Dans *Travail salarié et Capital* par exemple.

11. Dans *Le Capital*, il caractérise même les conjonctures de crise comme celles où est attaquée y compris l'aristocratie ouvrière.

12. Après la victoire de mars 1978, la droite deviendra moins pudique. « Voulez-vous savoir ce que serait pour nous une bonne année 78 ? », déclare « l'un des plus proches collaborateurs de M. Barre » à Ph. Lefournier (*L'Expansion*, avril 78). « Ce serait faire de 8 à 9 % de salaires avec 12 à 13 % de prix ! Un bon décapage [...]. Tant que les ménages n'auront pas payé la facture pétrolière, on n'en sortira pas. »

parler de société « tertiaire » ou « postindustrielle »), elle ne figure pas parmi les grandes « lois » du livre I. Pourtant, nous avons vu que Marx en avait dégagé les bases théoriques. Elle est en effet le produit d'un triple mouvement qui dérive fondamentalement de lois de la division du travail sous la domination des rapports capitalistes.

— *La division manufacturière* du travail autonomise, à l'intérieur même des entreprises du secteur secondaire, les fonctions intellectuelles.

— *La division sociale* du travail autonomise, par rapport à ces entreprises, les activités tertiaires en un secteur tertiaire.

— *L'accumulation capitaliste en général,* et plus particulièrement ce processus de division du travail, exigent le développement d'un secteur spécialement affecté à la reproduction élargie des « conditions extérieures générales » du développement capitaliste (administration, enseignement, santé, etc.).

Ces mouvements, qui engendrent en masse les « cols blancs » (en même temps qu'ils engendrent les O. S.), se sont considérablement accélérés depuis la dernière guerre.

Ainsi, les professions libérales, cadres supérieurs, cadres moyens et employés, qui représentaient 19,5 % de la population active française en 1954, en représentent 37 % en 1975, rattrapant la part des ouvriers (qui passe de 33,8 à 37,7 % [13]).

On pourrait raffiner l'analyse de cette tendance, et montrer la rapide « prolétarisation » et la « polarisation » du tertiaire lui-même qui l'accompagnent [14]. Mais le but de ce sous-chapitre n'est pas d'entrer dans le détail des tendances. Si j'ai cru devoir ajouter la « tertiarisation » à la liste des lois tendancielles, c'est à cause de son incidence sur le problème de la régulation. Nous voyons ainsi se former une masse de salariés, toujours mensualisés, qui n'est pas directement liée à la masse des marchandises produites et vendues. Nous savons déjà que c'est une condition favorable à la mise en place d'une régulation monopoliste. Nous allons maintenant en examiner une autre.

5. La centralisation du capital

Elle désigne la fusion de segments autonomes du capital social déjà formés, la réunion de plusieurs « valeurs en procès » entre les mains d'un propriétaire unique.

13. Attention ! Le rapport cols blancs/cols bleus, contrairement au rapport C/V, ne repère pas la maturation d'une tendance du mode de production, car il est surdéterminé par des problèmes d'hégémonie au sein d'une formation sociale nationale. En France, il a fallu multiplier les cols blancs pour compenser la destruction de la paysannerie. Le rapport est plus faible en Allemagne de l'Ouest !

14. Voir mon article déjà cité « La Dimension régionale du développement du tertiaire ».

En un sens, la centralisation est la trace, à l'intérieur même de la classe capitaliste, de la dynamique qui, entre cette classe et les autres, se traduit par la polarisation et la formation de l'armée industrielle de réserve. Mais elle n'est pas seulement cela. Elle traduit le rapport interne entre accumulation intensive et extensive : pour disposer des moyens de transformer le système des normes de production et d'échange, il faut disposer d'abord des moyens de produire, d'extraire la plus-value, et de réaliser valeur et plus-value.

« *La centralisation ne fait que suppléer à l'œuvre de l'accumulation en mettant les industriels à même* d'étendre l'échelle de leurs opérations. Que ce résultat soit dû à l'accumulation ou à la centralisation, *que celle-ci se fasse par le procédé violent de l'annexion — certains capitaux devenant des centres de gravitation si puissants à l'égard d'autres capitaux qu'ils en détruisent la cohésion individuelle et s'enrichissent de leurs éléments désagrégés —, ou que la fusion d'une foule de capitaux soit déjà formés, soit en voie de formation, s'accomplisse par le procédé plus doucereux des sociétés par actions, etc., l'effet économique n'en restera pas moins le même. L'échelle étendue des entreprises sera toujours le point de départ d'*une organisation plus vaste du travail collectif, *d'un développement plus large de ses ressorts matériels, en un mot, de la transformation progressive de procès de production parcellaires et routiniers* en procès de production socialement combinés et scientifiquement ordonnés [15]. »

La centralisation apparaît donc comme un « levier » de la concentration, encore démultiplié par le développement du système du *crédit.* Celui-ci permet de centraliser des petits capitaux-argent et de les transformer d'un coup en vastes masses de capitaux fixes qui n'auraient jamais pu être mis en œuvre autrement (exemple : les chemins de fer). Nous montrerons en effet (pour l'instant, c'est simplement intuitif) que la « dépossession des producteurs directs » s'accompagne d'une hausse de la valeur de capital fixe engagé, tout comme la socialisation interne à l'entreprise s'accompagne d'une hausse de la masse du capital variable engagé. Bref, plus cela va, plus il faut engager de capital pour produire dans des conditions « normales ». La tendance à la centralisation est intimement liée à l'accumulation et à la concentration, et on utilise souvent ce dernier terme pour évoquer l'ensemble de ces phénomènes.

Qu'en est-il en réalité ? L'étude historique [16] montre en France une évolution générale caractérisée par l'écrasement de la part des entreprises de moins de 10 salariés (elles représentaient 58 % de la masse des salariés en 1906 et n'en représentent plus que 20 % en 1966). Dans

15. *K.*, I, XXV, p. 454.

16. Je m'appuie, dans ce qui suit, sur le travail de R. Boyer, sur les travaux rassemblés par B. Guibert (« La Mutation industrielle de la France », *Les Collections de l'I. N. S. E. E.*, E 31-32, novembre 1975) et sur l'article de R. Brocard et J.-M. Gandois, « Grandes Entreprises et P. M. E. », *Economie et Statistiques*, n° 96 *bis*, janvier 1978.

la dernière période, on constate une forte augmentation de l'effectif moyen des établissements de plus de 50 salariés (de 215 à 250, entre 1962 et 1969), une stabilité de la part des entreprises moyennes avec une hausse de la part des plus grandes entreprises, le tout à la faveur d'une spectaculaire accélération de la concentration financière vers 1965-1966.

Plus généralement, on constate en effet que le rythme des fusions épouse étroitement, en France comme aux U. S. A., le rythme de la formation du capital fixe, selon la périodisation de l'accumulation esquissée plus haut, et marque une pause dans les récessions et les crises. Pour la dernière période, le montant des actifs (capitaux) transférés annuellement s'accélère brutalement à partir de 1960 et surtout 1965, et connaît un « pic » en 1970 (il est alors 40 fois plus fort qu'en 1959 !). Ainsi se forment par vagues successives les *grandes entreprises*, elles-mêmes liées en *groupes financiers*. La « forme structurelle » des groupes financiers (industriels bancaires) est un phénomène ancien, mais ce n'est que tout récemment qu'ils apparaîtront officiellement dans la statistique et qu'il sera possible de les étudier comme éléments constituants de l'ensemble du capitalisme français [17].

Si maintenant on observe les choses « en coupe », on constate qu'en 1973 les « petites entreprises » de moins de 50 salariés, qui constituent 95 % du total des entreprises, n'emploient plus que 19 % des salariés et ne réalisent que 27 % du chiffre d'affaires. Les « grandes » (plus de 500 salariés), au contraire, qui représentent moins de 1% du total, emploient 38 % des salariés et réalisent 34 % du chiffre d'affaires. Ce qui est significatif, c'est que, plus l'entreprise grandit, plus en général augmente la « productivité du travail », mais aussi plus augmente l' « intensité capitalistique », c'est-à-dire la masse du capital fixe par salarié, et enfin plus augmente le salaire : on verra pourquoi au chapitre 13.

Mais la centralisation n'est pas qu'un reflet, un effet passif de l'accumulation. Elle joue un rôle actif dans la *régulation* de l'accumulation. Elle est d'abord une forme de la « sanction sociale » de l'engagement des capitaux privés : l'entreprise qui ne parvient plus à dégager et réaliser la plus-value de façon « normale » est éliminée en tant que foyer autonome d'accumulation, au profit d'une entreprise qui s'en est montrée plus « capable ». Mais surtout la tendance à la centralisation, dans la mesure où elle modifie le caractère du « travail social qui se

17. Nous aurons à préciser le fonctionnement caractéristique de ces deux formes structurelles quand nous étudierons pour elle-même la régulation, dans la seconde partie.

Il importe simplement de saisir que leur structure interne, distincte de celle de l'entreprise industrielle traditionnelle, correspond à une *autre façon* de s'insérer dans le mouvement du capital social. (Voir le livre de M. Aglietta, chapitre 4.)

Pour la description de ces groupes, de leurs interactions et de leur formation, voir en particulier les travaux de F. Morin, notamment *La Structure financière du capitalisme français*, Calmann-Lévy, 1974. Mais J. Houssiaux avait réalisé un semblable travail pour 1952 (*Le Pouvoir de monopole*, Sirey, 1958), et la figure « classique » du groupe industriel-bancaire apparaît dès le milieu du XIXe siècle.

présente comme somme de travaux privés », est un moteur de la transformation des formes mêmes de la régulation : *du « concurrentiel » au « monopoliste »*.

Dès lors, en effet, que le travail social alloué à une branche de la division du travail tend à être mis en œuvre sous l'initiative d'un nombre restreint de capitalistes, on ne peut plus distinguer de manière aussi tranchée que dans la première section un « calcul a priori », qui serait le fait de l'organisation de la division manufacturière du travail, et une « sanction a posteriori », que serait le fait du fonctionnement de la loi de la valeur dans la division sociale du travail. A mesure que la socialisation interne du travail devient plus complexe et que les rapports entre les branches deviennent plus riches (avec l'accumulation en capital fixe), une régulation fondée sur des sauts « parfaitement » périlleux entre unités économiques deviendrait d'ailleurs impossible. On assiste donc au développement, par le biais du crédit, d'un *capital financier* qui, regroupant sous sa propriété économique de grandes masses d'argent, l'affecte au contrôle de branches et groupes de branches de la production industrielle, réalisant une intégration « horizontale » (c'est-à-dire tendant à contrôler la plus grande part de la production d'une branche) et « verticale » (c'est-à-dire tendant à contrôler les entreprises d'une succession de branches le long d'une filière allant de la matière première au produit le plus élaboré).

En somme, la centralisation tend à faciliter l'intériorisation de la contradiction social/privée dans le calcul interne à l'unité de propriété économique (qui est ici un *groupe financier*).

Pour cela, point n'est besoin de contrôler tout un département de la division du travail ni la totalité d'une chaîne dans la division du travail. Il suffit de contrôler une part suffisante du marché, dans un certain nombre de branches clés. Dès lors, il est possible de modifier, de façon privée, les normes de production et d'échange, en contraignant les autres unités économiques à se plier à ces modifications [18].

Alors devient partiellement soluble la résolution de la contradiction fondamentale du mode de production. Mais partiellement seulement, car, en tout état de cause, la production reste « privée », et non déterminée a priori par le « besoin social ».

18. L'étude des formes de domination entre entreprises ou entre branches a beaucoup progressé sous l'égide des économistes marxistes ou non marxistes (comme F. Perroux). Je renvoie notamment au livre de M. Aglietta et à de nombreux travaux de l'Université de Grenoble. Nous y reviendrons dans la deuxième partie.

Si toutefois on veut se faire une idée de la forme la plus apparente de la « monopolisation » (qui est le contrôle d'une part prépondérante du marché par quelques entreprises), on constate effectivement dans l'après-guerre une tendance légère et très diversifiée à la croissance de la part de chaque marché contrôlée par les quatre premières entreprises : plus de 90 % (en 1969) pour les voitures, locomotives, turbines, verres plats, etc. Mais elle reste inférieure à 20 % pour une large gamme de produits « traditionnels » (moulinage du coton, chaussures, confections, briques et tuiles, etc.).

En particulier, la centralisation du capital n'est pas une condition suffisante de la régulation monopoliste. L'offre fût-elle le fait d'un propriétaire unique, celui-ci doit affronter une demande sociale en permanence bouleversée par la transformation des normes de production et de consommation. Nous disons que la concentration, la formation de ce qu'on appelle des *monopoles*[19] est, aux côtés de la contractualisation salariale, de la mise en place d'une monnaie à cours forcé et d'une intervention spécifique de l'Etat, *l'un des présupposés théoriques* de la mise en place d'une régulation monopoliste.

II. « De la concurrence au monopole »

Pour la première fois, avec la centralisation qui engendre les groupes financiers, nous voyons se dessiner la *genèse historique* d'une des conditions de la régulation monopoliste, alors que jusqu'ici nous avons évoqué le couple « concurrentiel/monopoliste » comme deux possibilités formellement alternatives de la régulation. Maintenant, ces deux possibilités apparaissent comme deux *stades* du capitalisme. La tendance au passage de l'une à l'autre est commandée par la dynamique du mode : elle se situe rigoureusement au même niveau que la loi de concentration et la loi de centralisation, et dans leur prolongement.

Cependant, *la « monopolisation » ne se réduit pas à la centralisation.* Telle que nous l'avons esquissée dans la section II, elle réside d'abord dans une transformation globale du rapport salarial, c'est-à-dire du rapport entre les deux classes fondamentales, et non pas du rapport entre unités au sein de la classe capitaliste. Certes, cette transformation implique et en même temps suppose une transformation du rapport entre les unités économiques (par « centralisation », donc par diminution du nombre d'unités autonomes dans chaque branche) et par transformation des rapports entre les branches (à l'origine, par la conclusion d'ententes, d'accords de cartel entre les firmes d'une branche, puis, de façon beaucoup plus efficace, par la maîtrise des conditions de la reproduction du procès de travail des autres branches). Tout cela devrait faire l'objet d'études plus approfondies que les éléments que nous apporterons dans ce livre.

Mais il nous est apparu plus important de dépasser le caractère empirique des premières définitions du monopolisme (du genre : « apparition de monopoles »), que ce soit celles des marxistes du début du siècle, comme Hilferding, ou celles des études contemporaines de la « concentration », fondées sur la distribution des parts du marché (coefficients de Gini), etc.

19. Ce sont en fait des « oligopoles », qui contrôlent à quelques-uns la plus grande partie d'une branche.

C'est bien entendu à Lénine (principalement dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916) que l'on doit les premières formulations systématiques de la périodisation « concurrentiel/monopoliste » :

« Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants — sinon le plus important — de l'économie du capitalisme actuel. »

Lénine fait de ce passage le produit d'une « loi » ayant à l'évidence le même statut que celles présentées dans ce chapitre :

« Les faits montrent que les différences existant entre les pays capitalistes, par exemple en matière de protectionnisme ou de libre-échange, ne déterminent que des variations insignifiantes dans la forme des monopoles ou dans la date de leur apparition, tandis que la naissance des monopoles, conséquence de la concentration de la production, est une loi générale et essentielle de l'évolution du capitalisme au stade présent. »

Remarquons ici que Lénine ne fait pas de l'apparition des monopoles la *définition*, mais la *conséquence* du passage au nouveau stade. Quant au stade lui-même, on ne peut pas dire que la définition en soit parfaitement rigoureuse.

— D'une part, Lénine indique bien que le *fond* de la question c'est le rapport social/privé, mais il le réduit à la résolution de la contradiction à l'intérieur de chaque branche, avec une certaine concentration verticale :

« Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient l'un l'autre et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire l'inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières (tels les gisements de minerai de fer) d'un pays et même, ainsi que nous le verrons, de plusieurs pays ou du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopoleurs. On évalue la capacité d'absorption approximative des marchés que ces groupements se « partagent » par contrat. Le monopole accapare la main-d'œuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs : il met la main sur les voies et moyens de communication, chemin de fer aux Etats-Unis, sociétés de navigation en Europe et en Amérique. Le capitalisme dans sa phase impérialiste conduit tout droit à la socialisation intégrale de la production. Il entraîne, en quelque sorte, les capitalistes, en dépit de leur volonté et de leur conscience, vers un nouvel ordre social qui marque une transition de la pleine liberté de concurrence à la pleine socialisation[20]. »

20. Cette dernière « naïveté », analogue à l'illusion selon laquelle l'automation implique le communisme, ne doit pas être prise à la lettre. Engels avait écrit depuis longtemps que, quand bien même l'Etat serait l'unique propriétaire, ce capi-

— D'autre part, Lénine ne définit pas le stade « monopoliste » par la simple apparition de monopoles, mais plus largement par son caractère « impérialiste », et ne voit dans la formation de monopoles qu'un trait parmi d'autres de ce stade :

« *S'il était nécessaire de définir aussi brièvement que possible l'impérialisme, il faudrait dire que l'impérialisme est le stade du monopolisme du capitalisme.* »

Et il définit alors les *cinq* caractères fondamentaux de l'impérialisme :

« *1. Concentration de la production et du capital parvenue à un développement si élevé qu'elle a créé les* monopoles *dont le rôle est décisif dans la vie économique.*

2. Fusion du capital bancaire et du capital industriel, et la création, sur la base de ce capital financier, *d'une oligarchie financière.*

3. L'exportation du capital, *à la différence de l'exportation des marchandises, acquiert une importance particulière.*

*4. Formation d'*unions internationales *capitalistes monopoleuses, qui se partagent le monde.*

5. Achèvement du partage territorial *du globe par les plus grandes puissances capitalistes.* »

Par ailleurs, Lénine signale comme une *conséquence* de l'impérialisme la formation d'une « aristocratie ouvrière ». Ce à quoi ne doit pas être réduite la modification du rapport salarial qui entre pour nous dans la *définition* de la régulation monopoliste.

Quant à nous, nous ne nous risquerons pas à une tentative de périodisation. Mais nous montrerons que la grande crise de 1930 présente encore des caractères *intermédiaires* entre les formes concurrentielles et monopolistes de la régulation. Ce qui indique que le « monopolisme » auquel Lénine avait affaire était encore embryonnaire, et explique le caractère fragmenté de sa définition.

Nous dirons que la formation d'une *structure monopoliste*, ou plus exactement *oligopoliste*, du rapport entre les unités économiques (conditions 1, 2 et 4 de Lénine) constitue le *premier présupposé théorique* de la régulation monopoliste qui se soit historiquement constitué [21].

talisme d'Etat serait toujours un capitalisme, et Lénine a prouvé par son action politique qu'il n'attendait pas tout des automatismes du développement capitaliste.

Cependant, ce genre d'affirmation, qui fait encore les délices des révisionnistes et des trotskystes, correspondait effectivement à des illusions de Lénine et de Marx eux-mêmes (voir R. LINHART, *Lénine, les Paysans, Taylor*, Le Seuil, 1976, et le tome I des *Luttes de classe en U. R. S. S.* de Ch. BETTELHEIM).

21. Je reprends la distinction d'E. Balibar entre « présupposés théoriques », nécessaires à la mise en place d'une structure quelconque, et « conditions historiques », contingentes, de réalisation de ces présupposés. Par exemple, le capitalisme d'Etat des pays de l'Est a vu réaliser historiquement les présupposés d'une régulation monopoliste, par des voies tout à fait particulières, indépendantes de

Mais à lui seul il ne permet pas la mise en place d'une véritable régulation monopoliste. En quelque sorte, la première moitié du XXe siècle voit la formation de « grumeaux » de monopolisme, mais la mayonnaise ne prend pas, et la monopolisation partielle ne fera que rendre plus brutale la crise de 1930 [22]. Ce qui fera « prendre la mayonnaise », donnant un cours tout à fait nouveau à la forme de la régulation, et en particulier aux mouvements de la production et des prix, c'est la mise en œuvre de formes nouvelles du rapport salarial. Nous montrerons dans la suite de cette section comment elle est aussi le produit des « tendances » du mode de production. Mais un mot d'abord du rôle de l'Etat.

III. Quelques remarques sur la surdétermination des « lois tendancielles »

Toutes les « lois » qui viennent d'être présentées sont, avons-nous dit, des manifestations tendancielles de la dynamique. Cela signifie qu'elles expriment le développement, dans le temps, de la structure du mode, réduite à ce qui en a été dit (caractère marchand, soumission formelle et réelle du travail au capital).

Cela ne signifie donc nullement :

— que la « tendance » se réalise effectivement dans le « temps du calendrier » ;

— que la tendance se réalise par la stricte dynamique économique du mode.

En ce qui concerne la première remarque, il suffira de rappeler que la surdétermination de la réalité sociale par d'autres rapports

la « tendance à la centralisation » : par l'avortement révisionniste d'une dictature du prolétariat (en U. R. S. S., dans les années trente), par la mise en place du modèle stalinien (dans les autres Républiques populaires, après la guerre).

22. Comme, dans ce livre, nous ne prendrons guère en compte la dimension internationale du problème, disons un mot sur les conditions 3 et 5. Elles visent une certaine *clôture forcée* du problème de l'accumulation. Nous verrons dans la troisième partie que l'*extension* du capitalisme est beaucoup plus facile à concevoir et à réaliser spontanément « en surface », dans un milieu relativement amorphe (par digestion, en quelque sorte, des modes de production antérieurs, pourvu qu'ils soient marchands), qu' « en profondeur », par restructuration interne permanente. Pour filer la métaphore de la thermodynamique des systèmes vivants, le capitalisme n'est plus, à partir de cette date, une structure ouverte plongée dans un thermostat (représentation qui était commune à Lénine et Rosa Luxemburg au début de ce siècle), mais un système en déséquilibre, soumis à de fortes contraintes, et ne pouvant les résorber que par un processus d'organisation et de structuration. Quant à la métaphore des « grumeaux » et du changement d'état physique (« percolation »), elle est intimement liée à la thermodynamique de ces « structures dissipatives », car la mise en place d'une nouvelle structure globale passe par l'émergence spontanée de « noyaux » qui, pendant une certaine période, tendent autant à se développer qu'à se résorber (voir les travaux de I. Prigogine cités en Avant-Propos).

(idéologiques, politiques, etc.) suffit à expliquer l'*inhibition* de certaines tendances. Ainsi, la tendance à la concentration et la centralisation peut être contrecarrée par des mesures juridiques protectionnistes ou anti-monopolistes.

Mais, réciproquement, les autres rapports (notamment politiques) jouent un rôle actif dans la *réalisation* et l'accélération des tendances économiques.

Déjà, en ce qui concerne la simple périodisation du procès de travail, Marx signalait, tout au long de son analyse du « passage de la manufacture à la grande industrie », le rôle décisif de la *législation de fabrique*[23], non seulement dans son caractère contraignant pour l'ouvrier, mais surtout pour obliger les capitalistes individuels à renoncer aux « facilités » de l'obtention de *plus-value absolue* (accroissement de la durée et de l'intensité du travail), à se tourner vers l'obtention de plus-value relative, à travers la révolutionnarisation des forces productives, et par contrecoup la concentration et la centralisation des capitaux :

« *Une simple loi coercitive suffit pour faire disparaître tous les obstacles prétendus naturels qui s'opposent à la régularisation et à la limitation de la journée de travail. Lorsqu'il* [le Parlement] *soumet à la loi de fabrique une nouvelle branche d'industrie, il se borne donc à accorder un sursis de six à dix-huit mois pendant lequel c'est l'affaire des fabricants de se débarrasser des difficultés techniques. Or la technologie moderne peut s'écrier avec Mirabeau : « Impossible ! ne me dites jamais cet imbécile de mot. »*

Mais en activant ainsi le développement des éléments matériels nécessaires à la transformation du régime manufacturier en régime de fabrique, la loi, dont l'exécution entraîne des avances considérables, accélère simultanément la ruine des petits chefs d'industrie et la concentration des capitaux[24]. »

Ces remarques restent parfaitement valables. On ne doit jamais oublier que toutes les mesures réglementaires à caractère « social » (sur l'emploi des femmes, des enfants, des travailleurs immigrés) ont toujours une incidence différentielle sur la capacité des capitaux individuels à les respecter, et joue en général à l'avantage des secteurs du capital les plus modernes et les plus concentrés, et au détriment des secteurs les plus archaïques (qui ne survivent souvent que par la surexploitation de travailleurs précaires).

Mais, beaucoup plus généralement, le rôle des instances étatiques devient plus important à mesure que la résolution de la contradiction social/privé peut moins s'opérer sous les modalités de la régulation concurrentielle. Nous l'avons déjà signalé (et nous y reviendrons en

23. Il s'agit de lois sociales édictées vers 1862-64 en Grande-Bretagne, limitant le travail des femmes et des enfants, la durée du travail, fixant le temps de pause, etc.

24. *K.*, I, XV, p. 399.

détail) à propos de la formation d'une monnaie à cours forcé et de la contractualisation du rapport salarial.

Ici, il faut insister sur la petite phrase de Marx :

« *La législation de fabrique, cette première réaction consciente et méthodique de la société contre son propre organisme tel que l'a fait le mouvement spontané de la production capitaliste, est, comme nous l'avons vu, un fruit aussi naturel de la grande industrie que les chemins de fer, les machines automates et la télégraphie électrique.* » (P. 346.)

Ainsi une loi politique, « réaction consciente de la société contre le mouvement spontané de la production capitaliste », est le produit de la tendance au passage à la grande industrie ! On mesure ici à la fois la complexité de la notion de causalité chez Marx, l'intérêt de la lecture « spinoziste[25] » et de la notion de surdétermination apportées par les althussériens, et les limites d'une conception trop analytique de l'autonomie des instances et de leurs rapports réciproques. Il n'y a pas d'une part l'économique qui « tend » (avec toutes les difficultés et les crises qu'on voudra) vers la grande industrie et l'automation, d'autre part le politique qui inhibe ou accélère cette tendance. *Dès l'origine, l'économique ne se suffit pas à lui-même,* ne serait-ce que pour résoudre la contradiction social/privé. La loi de la valeur ? Mais la loi de la valeur est surdéterminée dès l'origine par les formes juridiques et idéologiques dans lesquelles s'exprime la contradiction, et l'on peut montrer par exemple que, pour peu que l'on prenne en compte la dimension spatiale de la contradiction (« où, dans l'espace social, doivent s'inscrire les travaux privés ? »), l'instance politique apparaît pour l'essentiel chargée de sa résolution[26].

Pour revenir au problème qui nous occupe, il n'y a pas toujours de raison pour que le calcul *individuel* du capitaliste l'amène à prendre le risque de développer la plus-value relative plutôt que la plus-value absolue[27]. Nous en avons bien évoqué une : se débarrasser des ouvriers (ou au moins les « déposséder ») en les remplaçant par des machines. Mais cela suppose que les ouvriers luttent, ce qui est déjà une « réaction

25. La « société », c'est bien sûr la Nature naturante, et « son propre organisme » la Nature naturée.

26. *Le Capital et son espace, op. cit,* chap. 4 et 5.

27. L'extension de la plus-value absolue peut en quelque sorte mener à un « optimum local » du taux d'exploitation différent de l'optimum global que permettrait une révolution des forces productives. Si les « lois coercitives » de la concurrence poussent les capitalistes à rejoindre l'optimum le plus proche, l'accumulation capitaliste peut s'engager dans une impasse. Cela arrive généralement dans une économie nationale protectionniste, bénéficiant de facilités coloniales ou autres. Exemple : la France de la IIIe République, le Portugal de Salazar. Un déplacement des contraintes politiques peut alors entraîner un changement de régime brutal.

On reconnaît là certains raisonnements de la théorie des catastrophes, et c'est à ma connaissance dans ce domaine que celle-ci a été pour la première fois combinée à l'approche marxiste (Georges Ribeill, « Théorie des catastrophes de Thom : une illustration économique », *METRA*, vol. XIV, n° 3, 1975).

consciente de la société, etc. », et que les patrons ne puissent se contenter de la répression terroriste (ce qui est possible justement avec le travail des enfants). Sur la base de la structure économique telle qu'elle est, l'intérêt de chaque patron individuel, et par conséquent l'intérêt du patronat en tant que *corporation*, telle qu'elle est représentée par le C. N. P. F., s'opposent généralement à l'intérêt tendanciel de la classe capitaliste considérée comme un tout, telle qu'elle est par exemple représentée par un gouvernement réformiste ou réformateur.

D'une façon plus générale, toutes les conditions d'une régulation monopoliste, conforme à la dynamique en mode de production, ne pourront être mises en place, et en permanence garanties, que par l'intervention de l'instance politique.

C'est pourquoi je considère comme erronée la périodisation des théoriciens du « C. M. E. » : capitalisme concurrentiel, capitalisme monopoliste simple, capitalisme monopoliste d'Etat, ce dernier étant caractérisé par la « réunion de la puissance des monopoles et de celle de l'Etat en un mécanisme unique [28] ». Le moteur de cette périodisation est en général présenté comme étant la baisse tendancielle du taux de profit, qui traduit, nous le verrons, l'alourdissement de la part du capital fixe dû à la « révolution scientifique et technique ». Pour compenser cette baisse, une fraction des capitalistes (les monopoles) se soustrairaient d'abord à la péréquation du taux du profit, puis l'Etat prendrait en charge une partie croissante des frais en capital fixe tout en bonifiant le taux de profit par des procédures diverses [29]. La formule d'Anicet Le Pors : *les béquilles du capital*, résume cette thèse en la caricaturant (sans doute involontairement) à peine.

Ce qui est vrai, c'est que l'Etat intervient de bout en bout dans les conditions de reproduction de la structure du mode de production, que

28. Formulation adoptée par la « Déclaration des 81 partis ouvriers » en 1960. Certains partisans de cette thèse, tel V. Tcheprakov (*Le Capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions de Moscou), vont jusqu'à parler de « fusion ». Plus prudents, les théoriciens du P. C. F. préfèrent parler d' « entrelacement », d' « imbrication ». Mais les glissements de plume sont fréquents. L'essentiel reste la conception du rôle de l'Etat comme d'un instrument qui serait maintenant tombé entièrement entre les mains d'une infime fraction de la bourgeoisie française.

Rappelons que l'expression « capitalisme monopoliste d'Etat » se trouve effectivement chez Lénine, mais manifestement sans prétention à la périodisation, puisque présentée comme un attribut du stade impérialiste : « L'impérialisme — époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopoliste se transforme par voie de croissance en capitalisme monopoliste d'Etat — montre le renforcement extraordinaire de la "machine d'Etat" » (*L'Etat et la Révolution*, cité par A. Le Pors, *Les Béquilles du capital*, Seuil, 1977).

29. Cela correspond en effet à une partie de la réalité. J'en ai tenu largement compte dans des travaux antérieurs (voir par exemple *Le Tribut foncier urbain*), mais, contrairement à ce que je pensais encore en 1971 (article publié sous la signature A. Juillet, « Le Rôle des transports dans l'économie capitaliste », *La Vie urbaine*, 1972, n° 3), cela ne peut servir de base à une périodisation. Au reste, A. Le Pors aurait sans doute du mal à prouver que les transferts Etat-industrie étaient, « au regard du capital engagé, extrêmement réduits au XIXe siècle » (*op. cit.*, p. 149).

ce soit dans sa mise en place, sa reproduction simple ou sa transformation dans le sens de sa dynamique. De plus, les formes institutionnelles de type étatique de la résolution de la contradiction social/privé (planification, réforme du système du crédit, réglementation sociale, en particulier fixation du « salaire minimum de croissance », concertation) prennent de plus en plus le pas sur les formes monétaires de résolution de la contradiction (fluctuation des prix, etc.).

Que cela s'accompagne d'une extension des flux financiers transitant par l'Etat est une évidence. Cependant, ce que traduisent principalement ces flux, ce n'est pas la mise en place d'un secteur productif à taux de profit bas ou nul (« capital dévalorisé » selon la terminologie archi-confusionniste de P. Boccara), ou d'un flux de subventions bonifiant le taux de profit, mais la généralisation du « salaire indirect », l'érection de l'Etat (au sens large : Etat central, collectivités locales, Sécurité sociale...) en gestionnaire d'un « capital variable collectif ». Que ce soit par le biais des dépenses de logement et d'urbanisme, d'enseignement et de santé, ou par les transferts monétaires directs aux ménages.

Les travaux statistiques dont nous disposons confirment tout à fait cette thèse [30]. La part des dépenses publiques au sens large dans le revenu national reste stable de 1872 à 1914 (entre 12 et 15 %), elle croît irrégulièrement dans la période de transition de l'entre-deux-guerres (entre 25 et 35 %, avec de fortes oscillations), mais de 1947 à 1972 elle croît de 42 % à 53 %. Autrement dit, plus de la moitié de la valeur ajoutée réalisée est socialement validée grâce à un flux monétaire versé par un agent étatique ou para-étatique ! Mais, dans cette masse des « dépenses publiques », la part de la Sécurité sociale passe de 20 % à 30 %, et la part de l'Etat proprement dit ne cesse de décroître, y compris par rapport au revenu national, depuis la fin de la reconstruction : en fait, elle en est revenue au-dessous de 30 %. Et, dans ces dépenses de l'Etat proprement dit, la part de l'éducation et de l'action sociale supplante irrésistiblement les dépenses d'infrastructure et d'aide aux entreprises, rejoignant et dépassant les dépenses « politiques » (défense nationale, etc.).

D'ailleurs, A. Le Pors a beau proclamer l'extension sans précédent des « transferts Etat-industrie », les statistiques [31] qu'il a lui-même établies (et ne reproduit pas dans son livre) prouvent au contraire la stabilité, et même la très lente décroissance de leur part, de 1962 à

30. Je fais principalement allusion aux travaux de Ch. André et R. Delorme au C. E. P. R. E. M. A. P. On en trouvera un résumé commenté dans l'article de B. Théret, « Les Grandes Tendances du développement des dépenses publiques en France. Pour une approche historique de l'Etat capitaliste », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série, n° 3, avril-juin 1978.

31. A. Le Pors et J. Prunet, « Les "Transferts" entre l'Etat et l'industrie », *Economie et Statistiques*, n° 66, avril 1975.

A. Le Pors, « Les Transferts Etat-industrie en France et dans les pays occidentaux », *Notes et Etudes documentaires*, n°s 4303-4304-4305, 12 juillet 1976, La Documentation française.

1972, tant par rapport aux charges budgétaires que par rapport à la valeur ajoutée des secteurs non agricoles [32].

Ce qui est vrai en revanche, c'est que cette masse de manœuvre permet à l'Etat de peser, dans la vie industrielle, dans telle direction qui semble utile aux intérêts généraux du capitalisme français. Ainsi, les modifications de la fiscalité des entreprises jouent un rôle de tampon, relevant le taux de profit des entreprises malgré la hausse de la charge salariale et des intérêts bancaires [33]. Par ailleurs, comme le montre bien A. Le Pors, la masse des transferts est réorientée de façon à encourager le redéploiement vers l'exportation, et cela dès 1969.

Enfin, il est clair que depuis l'ouverture de la crise en 1974 le poids économique de l'Etat, y compris comme gestionnaire de « capital constant collectif », n'a pu qu'augmenter dans le produit national. Pas seulement parce que ce dernier a lui-même diminué ou du moins cessé de croître. Mais précisément parce que la crise, manifestant une incapacité des procédures marchandes de régulation, appelle précisément une intervention accrue de l'instance politique. Et c'est encore une fois en tant que gestionnaire du « capital variable collectif » que son importance croît le plus vite. De 1973 à 1977, on assiste aux variations suivantes [34] :

	1973	1977
Part des dépenses publiques dans le produit marchand	41,1	48,1
Part des prestations sociales dans les dépenses publiques	47,3	50,2
Part des prestations sociales dans le produit marchand	22,8	24,2
Part des prestations sociales dans le revenu disponible des ménages	25,3	29,8

Finalement, le volume des prestations sociales atteint 30 % du revenu des ménages, la moitié des dépenses publiques, près du quart du P. I. B. marchand ! Même si R. Barre apparaît comme un partisan du retour au libéralisme d'antan, il a raison d'affirmer (*L'Expansion*, octobre 1978) que ce libéralisme a vécu. Plus que jamais s'affirme le rôle régulateur de l'Etat, réaction du capitalisme contre les capitalistes

32. Le total des transferts oscille autour de 9 % par rapport aux charges budgétaires, de 3 % dans la valeur ajoutée. (Si on ne tient pas compte de la fiscalité, ces pourcentages sont relevés.) Mais il faut souligner que les trois quarts vont aux entreprises publiques.

33. Phénomène bien mis en évidence par la « Fresque historique du système productif », *Les Collections de l'I. N. S. E. E.*, E-27.

34. Chiffres tirés des « Comptes de la Nation », 1977, *Collections de l'I. N. S. E. E.*, C 62-63. Les bases de calcul ne sont pas les mêmes que plus haut, mais, ce qui nous importe ici, c'est le sens d'évolution.

(qui, en jetant les prolétaires à la rue, risquent d'aggraver la baisse des débouchés...). Mais, dans ce rôle, il n'anticipe nullement le socialisme, que ce soit en redistribuant le salaire indirect ou en se faisant directement capitaliste : « L'Etat moderne n'est que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiétements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. Mais, arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution [35]. »

35. F. Engels, *Anti-Dühring*, *op. cit.*, p. 315.

12

Révolutionnarisation des forces productives, productivité et plus-value relative

Il s'agit à présent de mettre en rapport la dynamique dégagée dans les deux chapitres précédents avec l'acquis des deux premières sections : la loi de la valeur caractérisant toute économie marchande et la double partition de la valeur (C/V/PL) engendrée par la propriété capitaliste.

L'insistance avec laquelle nous avons souligné le caractère spécifiquement capitaliste du progrès technique, en le rapportant directement à la lutte des classes dans la production, avec pour enjeu la maîtrise du procès de travail, nous avait en effet éloignés des questions de la circulation, de l'échange, de la mesure des valeurs, etc. Nous avions dû cependant faire allusion à l'effet de la dépossession sur les rapports de valeur et sur la circulation pour expliciter certaines des « grandes lois » liées à l'approfondissement de la séparation. Il s'agit à présent d'aborder de front le problème de l'articulation du procès de dépossession et de la forme valeur.

Ce chapitre est consacré à la difficile position du problème. Nous allons d'abord montrer que l'*approfondissement* de la dépossession est intimement lié à l'existence de la forme valeur, du fait que le surtravail doit être obtenu sous la forme de plus-value. Puis nous reviendrons sur le problème de la mesure de la valeur, et surtout de la mesure de la variation. C'est en effet indispensable pour transcrire, dans le système des valeurs, les tendances dégagées dans les chapitres 10 et 11. Enfin, nous montrerons comment la variation de la mesure de la plus-value exprime bien le « but » de ces tendances.

Ce travail assez ardu une fois effectué, nous pourrons reprendre séparément, dans les deux chapitres suivants, le cas de la partition PL/V (le taux de plus-value) et celui de la partition C/V (la composition organique).

I. Dépossession et extorsion de plus-value

La notion de plus-value relative a été avancée par la mise en rapport direct :

approfondissement de la *séparation* dans l'élargissement de la *coopération*	⇒	hausse de la *plus-value* par baisse de la *valeur de la force de travail*

C'est-à-dire comme expression dans le temps de la structure du mode de production capitaliste. Dans ce cadre, le « progrès technique », la « révolutionnarisation des forces productives » n'apparaissaient qu'en tant qu'effets de cette dynamique dans le mode d'appropriation de la nature. Position tout à fait opposée à :

— celle qui voit dans le « progrès technique » une *tendance autonome* de l'histoire de l'humanité ;

— celle aussi qui ne voit dans le progrès technique qu'une arme de la lutte des capitalistes entre eux, de la *concurrence*.

Remarquons que les conceptions du type opéraïste, postalthussérien ou « changhaïen », du progrès technique peuvent également déboucher sur une déviation inverse, qui éclate chez I. Illich et les « critiques radicales de la société industrielle ». C'est celle qui aboutit à faire de l'approfondissement de la séparation capitaliste du producteur et de ses moyens de production un but en soi, n'ayant rien à voir avec l'exploitation, l'extorsion du surtravail sous forme de plus-value [1].

Or le mode de production capitaliste n'est pas le premier à connaître l'aliénation du producteur, écrasé par le poids de ses « méga-produits » : les esclaves et les serfs qui ont construit les pyramides ou la Grande Muraille de Chine n'avaient rien à envier sur ce point aux prolétaires modernes. Et déjà c'était bien la « fonction sociale » de la classe-état dominante, organisatrice de l'aménagement hydraulique du

1. Position reprochée par Palloix, dans son livre cité, aux auteurs de *Critique de la division du travail* : « Certaines analyses (Stephen Marglin, A. Gorz, Dominique Pignon et Jean Querzola, etc.) voudraient en déduire que la parcellisation et la subdivision des tâches n'auraient rien à voir avec l'émergence du surproduit mais se référeraient uniquement à la domination de classe, à la reproduction des couches hégémoniques. » Et de citer A. Gorz : « La parcellisation et la spécialisation des tâches, la scission du travail intellectuel et manuel, la monopolisation de la science par des élites, le gigantisme des installations et la centralisation des pouvoirs qui en découle, rien de tout cela n'est nécessaire à une production efficace. Cela est nécessaire, en revanche, à la perpétuation de la domination du capital. »

Quant au groupe de Changhaï, il lui est à présent reproché en Chine d'avoir purement et simplement renversé le rapport entre rapports de production et forces productives.

territoire, qui lui permettait d'exiger, tout comme le capitaliste-ingénieur, un surtravail [2]. Mais ces modes de production n'étaient nullement caractérisés par la tendance à révolutionnariser les forces productives dans le but de réduire au maximum le temps de travail nécessaire. La « matrice socio-technique » déterminant le surproduit qu'il était possible d'extraire n'avait nulle tendance à se transformer.

La dynamique de la structure de mode de production n'approfondit la division du travail dans l'usine et la dépossession du producteur, que parce qu'elle vise à extraire le surtravail *sous la forme de plus-value*, comme différence monétaire entre valeur du travail fourni et valeur de la force de travail. Les modes non marchands, donc sans plus-value relative, ne présentent pas cette dynamique. Le mode de production capitaliste ne présente cette dynamique que parce qu'il est marchand, parce qu'il a pour « aiguillon » et « but déterminant » la valorisation du capital [3].

Autrement dit, c'est seulement parce que la valorisation, en tant qu'accroissement du travail abstrait, accumulé entre les mains du capital, a sa sanction sur le marché, dans la division sociale du travail entre branches et entre unités de production, qu'elle induit au niveau de l'accumulation le perpétuel bouleversement des procès de travail concrets.

Autrement dit encore, *la « tendance » ne peut être comprise indépendamment de la forme où elle s'impose comme « loi » aux unités autonomes*. Et c'est bien naturel (dire le contraire serait bien tomber dans la métaphysique !). De même, la « valeur » ne peut être comprise en dehors de la forme valeur.

Nous avions d'ailleurs noté cette exigence en précisant que la « dépossession » avait pour base le salariat, c'est-à-dire le rapport qui permet l'exploitation. Mais nous avions d'abord voulu examiner cette dépossession pour elle-même, afin, encore une fois, de dissiper l'illusion que le progrès technique tomberait du ciel (ce qui interdirait d'énoncer quoi que ce soit sur la dynamique du mode) ou qu'il ne serait qu'une affaire purement intercapitaliste (et dès lors il s'essoufflerait dès que le monopole émousserait la concurrence [4]. En la restituant dans l'ensemble des contradictions qui constituent la structure économique du mode de

2. « Partout, une fonction sociale est à la base de la domination politique ; la domination politique n'a aussi subsisté à la longue que lorsqu'elle remplissait cette fonction sociale qui lui était confiée. Quel que soit le nombre des pouvoirs despotiques qui ont surgi ou ont décliné en Perse et aux Indes, chacun a su très exactement qu'il était, avant tout, l'entrepreneur général de l'irrigation des vallées, sans laquelle aucune culture n'est là-bas possible » (F. ENGELS, *Anti-Dühring*, Editions sociales, 1963, p. 212).

3. C'est sans doute la cause fondamentale des faibles gains de productivité dans les pays de capitalisme d'Etat où est entravé le fonctionnement de la loi de la valeur, faiblesse que cherche à redresser les réformes telles que celles de Liberman.

4. Thèse soutenue notamment par P. A. BARAN et P. M. SWEEZY (*Le Capitalisme monopoliste, op. cit.*), ainsi que par E. MANDEL dans son *Traité d'économie marxiste*, et par tous les tenants de la « théorie des forces productives », quand ils reprochent au capitalisme de ne plus être assez rationnel et progressiste.

production capitaliste, nous pouvons comprendre les *bases matérielles* des illusions dénoncées :

— le progrès technique, comme effet de la dynamique *sociale* du mode, apparaît bien comme un flux historique général et exogène pour le capitaliste *privé ;*

— c'est bien par le marché, donc par la *concurrence*, que ce phénomène social s'impose au producteur privé.

Pour cela, nous devons analyser l'effet de la « révolutionnarisation des forces productives » sur la « révolution de la valeur », plus particulièrement sur la double partition qu'induit, sur le champ homogène de la valeur, la valorisation du capital : la partition en V et PL, et celle en C et V, et comment la forme valeur sanctionne le travail social engagé de façon privée selon les normes quantitatives ainsi déterminées.

II. Le concept de productivité

« *Par augmentation de la force productive ou de la* productivité *du travail, nous entendons en général un changement dans ses procédés,* abrégeant le temps socialement nécessaire *à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une quantité moindre de travail acquière la force de produire plus de valeur d'usage* [5]. »

Ce concept n'est pas si simple à définir qu'il en a l'air, nous l'avons déjà signalé. Marx ici le définit, en fait, par la variation (par rapport au temps θ supposé défini du « progrès technique ») de la valeur spécifique (par unité de valeur d'usage) d'une marchandise. Cela ne pose pas de problème au niveau d'une branche : il suffit de rapporter une quantité de valeurs d'usage à une durée de travail concret.

Mais cela pose de redoutables problèmes quand il s'agit de définir la « productivité » globale. Car dans ce cas il faut comparer des quantités de marchandises de formes naturelles diverses à des quantités de travaux concrets divers. Pour agréger ces deux groupes de quantités, il faut faire « abstraction » des valeurs d'usage particulier et du caractère concret du travail : on obtient d'une part la valeur produite et d'autre part le temps de travail social dépensé. Ce qui suppose deux choses.

— Il faut qu'en un instant donné du temps θ de la révolutionnarisation des forces productives la valeur soit bien définie. Or la valeur est le « temps » socialement nécessaire à la production de la marchandise. Rappelons que nous avons, dans la section II, évoqué la coexistence de ces deux « temps ». Il faut admettre que le « temps socialement

5. *K.*, I, XII, p. 235.

nécessaire » à la production d'une marchandise est, dans le « temps du calendrier », négligeable par rapport au temps de la révolutionnarisation, ce qui ne va pas de soi dans le cas de « grosses » marchandises (pétroliers, centrales nucléaires...) pour lesquelles le « temps socialement nécessaire » n'a en fait jamais le ... temps de se former.

— Il faut que la somme des travaux concrets de toute la société, mesurés en heures de travail, soit bien la somme du travail abstrait. Or ce n'est pas exactement le cas. L'abstraction du travail n'est pas un mouvement empirique (on mesure et on fait la moyenne). Elle désigne un système de normes réglant un rapport social. Dans la réalité, ces normes ne sont nullement vérifiées : du travail dépensé n'est pas forcément validé (à cause justement de la révolution des forces productives), la réduction du travail complexe au travail simple n'est pas aisée, etc.

Nous pouvons (abstraitement) lever ces difficultés en admettant qu'en chaque instant θ il existe une carte de la division du travail, telle que puisse se mettre en place un schéma d'accumulation extensive « instantané », qui conserve les mêmes rapports de valeurs. De même que localement une carte de la Terre coïncide (à une réduction près) avec la Terre elle-même, malgré la courbure de la sphère.

Sommes-nous pour autant tirés d'affaires ? Non, car, ainsi calculée, la valeur de toutes les marchandises produites par une quantité donnée de travail social restera toujours la même... puisque justement on mesure la valeur par le temps de travail social (que l'on vient de supposer néeessaire). Dès lors la « productivité » ainsi définie deviendrait un invariant dans le temps de la révolutionnarisation des forces productives !

Cependant, la notion de *gain de productivité* peut être définie de façon précise, par rapport à une date de référence et dans un voisinage de cette date.

Il suffit de remarquer que, entre la date de référence et la date envisagée, la répartition du travail social s'est modifiée de deux façons :

— on a produit plus ou moins des différents types de biens ;

— chaque bien a exigé plus ou moins de travail social.

La variation du « panier de biens » produits, évaluée selon le système des valeurs de référence, doit donc compenser exactement la variation des productivités de branches, pondérées selon la répartition du travail entre ces branches à la date de référence. Ces deux quantités peuvent donc également servir à mesurer le gain de productivité globale.

Mais cela n'est possible que si l'on ne s'éloigne pas « trop » de la date de référence, c'est-à-dire que ou bien le système des valeurs (relativement les unes aux autres) n'est pas trop « tordu », ou bien la structure macroéconomique de la production n'est pas trop déformée. C'est-à-dire que la société continue à produire en gros la même chose, en plus ou moins grande quantité avec plus ou moins de travail. Cette marchandise composite (« l'ensemble cohérent de marchandises » de P. Grou) caractérise un régime d'accumulation ; tant qu'il se maintient

il n'y a d'ailleurs pas trop d'invalidations des travaux concrets engagés de façon privée, et les hypothèses initiales sont donc aussi vérifiées * [6].

III. Productivité et socialisation

Comment est obtenue cette variation de la productivité générale ? Nous l'avons vu : par développement de la *coopération* sous la contrainte de l'approfondissement de la *séparation* du collectif de producteurs et des moyens de production. C'est-à-dire par le développement du caractère *social* de la production, tout en conservant son caractère de somme de travaux *privés* engagés sous l'initiative et le contrôle du propriétaire des moyens de production.

Le premier aspect n'a strictement rien de spécifique au mode de production capitaliste. C'est même un caractère du travail tellement générique qu'il semble dépourvu de particularité relative à un mode de production déterminé :

« *Comparée à une somme égale de journées de travail individuelles et isolées, la journée de travail combinée rend plus de valeurs d'usage et diminue ainsi le temps nécessaire pour obtenir l'effet voulu.* [*Suit une énumération des raisons de cette supériorité : effets d'échelle, spécialisation, etc.*].

---

* 6. Seule la géométrie différentielle, en nous affranchissant de la rigidité du « marxisme algébrique », permettrait de préciser de façon rigoureuse le développement qu'on vient de lire.

Mon but n'est pas ici de refaire, d'un point de vue différentiel, le travail de Morishima : à partir de ce point, le formalisme mathématique ne sera invoqué qu'à titre métaphorique, et non constitutif. Donnons seulement quelques indications.

Soit v la famille des formes linéaires (indicée par le temps de la révolutionnarisation) qui sert à mesurer les valeurs de l'espace des marchandises.

Soit M le panier de marchandises produit par la société à l'instant θ (on peut raisonner pour un temps θ discret ou continu, dans le dernier cas M est un flux instantané de produit brut). Soit m la *marchandise échantillon* produite par une unité de temps de travail social. m doit être conforme aux relations du schéma de reproduction du régime d'accumulation en vigueur.

On a, identiquement : $m \cdot v_0 = 1$

Donc : $\frac{d}{d\theta}\ (m.v) = 0$

Soit, au voisinage de θ_0 :

$$|m \cdot \delta v| = |\delta m \cdot v| = \delta\pi$$

($\delta\pi$ = variation de la productivité dans le temps $\theta - \theta_0$.)

En considérant l'ensemble des trajectoires possibles de m_0 comme une variété différentiable (espace de configuration), on peut s'inspirer du formalisme hamiltonien et développer. Ça fera sérieux mais n'aiguisera guère le caractère « critique » de la théorie.

La force productive spécifique de la journée combinée est une force sociale du travail ou une force du travail social. Elle naît de la coopération elle-même. En agissant conjointement avec d'autres dans un but commun et d'après un plan concerté, le travailleur efface les bornes de son individualité et développe sa puissance comme espèce[7]. »

Simplement le capitalisme apparaît comme *le mode de production qui de par sa structure a développé au plus haut point les conditions de la coopération :* « Le mode de production capitaliste se présente donc comme nécessité historique pour transformer le travail isolé en travail social[8]. »

Cette croissance de la productivité par socialisation ne joue pas seulement à travers l'économie de travail vivant à l'intérieur de l'unité de production. Marx n'oublie pas qu'elle permet aussi des économies de « travail mort[9] ».

« *Mais toutes ces économies supposent comme conditions essentielles l'entassement des ouvriers et leur coopération, donc une combinaison sociale du travail.* »

La combinaison elle-même du travail mort et du travail vivant à l'intérieur de l'unité de production peut enfin rendre de plus en plus de valeurs d'usage (à quantités de travail égales par ailleurs), mais c'est encore un fruit de la socialisation :

« *Même les améliorations continuelles, qui sont ici possibles et nécessaires, ont pour seule et unique origine les expériences et observations sociales que fournit et permet la production de l'ouvrier collectif dans un travail combiné sur une vaste échelle.* »

Bref, tous les gains de productivité obtenus dans l'unité de production « découlent du caractère social du travail, tout autant que la plus-value est issue du surtravail de chaque ouvrier individuel ».

Mais, dans le capitalisme, « social » ne s'oppose pas à « individuel », mais à « privé », et c'est « collectif » qui s'oppose à « individuel ». Jusqu'ici, par « socialisation », nous avons désigné le développement de la coopération dans le travailleur collectif de l'entreprise privée. Or

7. *K.*, I, XIII, p. 244.
8. *Ibid.*, p. 248.
9. Les citations qui suivent sont extraites du chapitre « Economies de capital constant », au livre III, t. VI, p. 98-101. Marx ne les explicitera qu'à cette place car alors il examinera les marchandises comme *capitaux-marchandises*.

Il est erroné de voir là, comme le fait M. Blaug (« Technical Progress and Marxian Economics », in *Marx and Modern Economics*, Horowitz ed., Monthly Review Press, 1958), une opposition entre un progrès *labour saving* du livre I et *capital saving* du livre III. Au niveau actuel de l'abstraction (qui est celui du livre I), nous raisonnons, en théorie de la valeur travail, sur la « productivité globale du travail ». Nous n'introduirons la « localisation du progrès technique » que lorsque nous aurons réintroduit la partition entre C et V. Nous aurons alors à prendre en compte la domination de la *séparation* sur la coopération. Ce sera l'objet du chapitre 14.

l'échange marchand (notamment l'achat de capital constant) permet justement de socialiser le travail privé. Dès lors, la hausse de la productivité dans les autres branches permet une diminution de la valeur travail incorporée dans chaque élément du capital constant.

« *Ce dont le capitaliste tire profit dans ce cas, c'est encore d'un gain qui résulte du travail social, même s'il n'est pas le produit des ouvriers qu'il exploite lui-même directement. Ce développement de la productivité du travail s'explique toujours en dernière analyse par le caractère social du travail mis en action par la division du travail à l'intérieur de la société ; par le développement du travail intellectuel, notamment des sciences de la nature. Le capitaliste profite dans ce cas des avantages de tout le système de la division sociale du travail.* »

Comme plus haut les « améliorations continuelles » dans la mise en œuvre des forces productives (le développement du « know-how »), le progrès scientifique apparaît donc lui-même comme un produit de la socialisation, concourant à la hausse de la productivité. Mais cette socialisation suppose l'unification par l'échange marchand des centres de production indépendants.

IV. L'unité du mode de production

C'est justement la recherche de la plus-value par le capitaliste qui va unifier sur l'ensemble du mode de production la tendance à la socialisation des forces productives par-delà la division du procès de travail social en unités réparties dans les différentes branches.

Ce résultat est obtenu dans le seul cas de la *plus-value relative*, c'est-à-dire dans le cas où le surtravail est extorqué par la baisse du travail nécessaire.

« *Dès qu'il s'agit de gagner de la plus-value par la transformation du travail nécessaire en surtravail, il ne suffit plus que le capital, tout en laissant intacts les procédés traditionnels du travail, se contente d'en prolonger simplement la durée. Alors il lui faut au contraire transformer les conditions techniques et sociales, c'est-à-dire le mode de la production. Alors seulement il pourra augmenter la productivité du travail, abaisser ainsi la valeur de la force de travail*[10]. »

Ce résultat est obtenu de deux façons :

« *Pour qu'il fasse baisser la valeur de la force de travail, l'accroissement de productivité doit affecter des branches d'industrie dont les produits déterminent la valeur de cette force, c'est-à-dire des industries qui fournissent ou les marchandises nécessaires à l'entretien de l'ouvrier, ou les moyens de production de ces marchandises.* »

10. *K.*, I, XII, p. 235.

Nous reconnaissons ici les *branches fondamentales* des analyses néo-ricardiennes. La tendance à la révolution de la valeur « dans le but » d'abaisser la valeur de la force de travail manifeste ses effets non seulement dans les branches produisant pour la reproduction de la force de travail, mais également dans les branches y concourant indirectement. Seules sont laissées théoriquement à l'écart de cette tendance les branches de la sous-section des « biens de luxe ». En réalité, aucune branche ne produisant que pour une seule section, cette remarque n'a guère d'implications concrètes, d'autant que, nous le verrons au paragraphe suivant, les mécanismes par lesquels cette tendance se fait sentir comme loi sur les capitaux individuels sont extrêmement généraux, et aboutissent presque partout à ce même résultat [11].

L'important est de bien saisir que la révolutionnarisation du procès de travail « dans le but » de dévaloriser la force de travail opère *transversalement* dans toutes les branches de la production, en particulier à partir du moment où la cible principale de cette révolutionnarisation devient le système des moyens de production, produits de la section I. L'échange des marchandises entre la section I et II est la façon dont s'opère le développement de la socialisation de la production par-delà le cloisonnement des capitaux, à travers la circulation, mais pour le seul intérêt des capitalistes collectivement.

La nouvelle partition qu'opère la révolution de la valeur entre travail nécessaire et surtravail, entre PL et V, résumée dans la donnée du *taux général d'exploitation e,* est donc bien le « but » (compris comme grandeur à maximiser dans l'évolution du système, comme en mécanique rationnelle) de la tendance générale, unificatrice, du mode de production capitaliste. C'est pourquoi il est inutile de chercher une autre justification à l'hypothèse, couramment admise, d'unicité du taux d'exploitation dans toutes les branches : elle ne fait que traduire la contribution de toutes les branches (fondamentales) à la définition du travail abstrait et de sa partition [12].

11. « Dans les branches d'industrie qui ne fournissent ni les moyens de subsistance ni leurs éléments matériels, un accroissement de productivité n'affecte point la valeur de la force de travail » (*K.*, I, XII, p. 235).

Il est de fait qu'une branche « non fondamentale » de la section II ne « court » pas à la productivité. Et, quand elle y court, elle s'intègre à la sous-section II*a* dans la détermination de V (production de masse des automobiles). Aujourd'hui, le fait d'être produit de façon « artisanale » devient un argument publicitaire qui stratifie en biens de masse et biens de luxe (cf. la publicité des stylos Parker, et surtout la stratification des produits alimentaires).

12. C. Benetti et J. Cartelier (*Economie classique, Economie vulgaire*, P. U. G.-Maspero,1970) s'en étonnent cependant : ils ne voient pas quelle force coercitive égaliserait les taux d'exploitation. En fait, la constance du taux d'exploitation entre les branches est le simple produit du niveau d'abstraction adoptée. Si la durée, l'intensité et la valeur de la force de travail sont socialement déterminés, comme nous l'avons vu dans la section II, ils s'imposent dans toutes les branches, et les « dérogations » ne peuvent que traduire l'interférence d'autres modes de production, pour une branche, une région, un sexe spécifiques. « Si nous avons admis l'existence d'un taux général de la plus-value — qui, comme toute loi économique, n'est en fait qu'une tendance —, c'était pour simplifier l'étude théorique. [...] Dans la réalité, l'approximation seule existe ; elle est d'autant plus exacte que le mode de production capitaliste est plus développé, et que se trouvent plus complètement éliminées sa contamination et sa complication par des vestiges de conditions économiques antérieures » (*K.*, III, VI, p. 191. Pour une illustration sur le cas du bâtiment, voir *Le Tribut foncier urbain*, p. 129).

Du coup, il est possible en effet que dans une formation sociale concrète les écarts de taux d'exploitation soient supérieurs aux écarts de taux de profit. C'était sans doute le cas au XIXe siècle, et Engels reconnaît que « les ressorts qui poussent à l'égalité du taux de profit sont bien plus puissants et d'un effet bien plus rapide que ceux qui poussent à l'égalisation du taux de plus-value » (lettre à Schmidt du 4 février 1892).

Il nous faut maintenant étudier comment la tendance de l'ensemble du mode vers ce « but » s'impose au capitaliste privé : ce sera l'objet du chapitre 13. Ensuite nous examinerons le « moyen » de ce but, c'est-à-dire la socialisation du travail sous la propriété des capitalistes et ses conséquences sur la composition organique des capitaux.

13

La loi de la valeur comme force coercitive : nouvelle approche de la régulation

Il s'agit à présent de passer de la « causalité immanente » à la « cause prochaine », de la « tendance » aux « lois » et aux « mobiles ». Car, comme le remarque Marx à propos de la croissance de la plus-value relative :

« Ce résultat final, nous le traitons ici comme s'il était résultat immédiat et but direct. *Quand un capitaliste, en accroissant la force productive du travail, fait baisser le prix des chemises, par exemple, il n'a pas nécessairement l'intention de faire diminuer par là la valeur de la force de travail et d'abréger ainsi la partie de la journée où l'ouvrier travaille pour lui-même, mais au bout du compte ce n'est qu'en contribuant à ce résultat qu'il contribue à l'élévation du taux général de la plus-value* [1]. »

Nous savons que, dans une société marchande, les tendances sociales s'imposent au producteur privé par la loi de la valeur.

Bien qu'il nous ait prévenu dans le chapitre sur « la plus-value relative » (l. I, chap. XII) que « nous n'allons pas examiner ici comment les tendances se font valoir comme lois coercitives et par cela s'imposent aux capitalistes comme mobiles », Marx ne peut résister au plaisir d' « ajouter quelques considérations fondées sur les résultats déjà acquis dans le cours de nos recherches ».

Nous allons examiner le *mécanisme* qu'il nous présente, en ayant garde, encore une fois, de ne pas considérer ce mécanisme comme faisant le tour de la question. Nous aurons à extraire de ces « quelques considérations » l'essentiel, et à rejeter l'accessoire. Or, l'accessoire,

1. *K.*, I, XII, p. 235.

c'est justement la forme de concurrence que Marx a en tête. En critiquant le mécanisme de Marx, nous serons amenés, une seconde fois, à esquisser la possibilité d'une nouvelle forme de régulation (déjà envisagée dans la section précédente). Et nous montrerons, cette fois directement, son caractère inflationniste.

Remarquons cependant que nous continuerons à nous situer dans le cadre de la loi de la valeur « non transformée ». Nous verrons dans la seconde partie les modifications qu'introduisent les notions de prix de revient et de prix de production.

I. Le mécanisme marxien « à baisse du prix »

Prenons le raisonnement de Marx, tel qu'il le développe à la fin de ce chapitre (en passant en unités de compte françaises).

Supposons qu'une journée « normale » de 10 heures de travail vivant, appliquée à des moyens de production valant 10 heures de travail abstrait, produise 10 pièces d'un article donné. S'il s'agit de l'opération productive représentative, le produit représente 20 heures de travail abstrait, soit 2 heures par pièce... Supposons que l'équivalent général d'une heure de travail abstrait soit exprimé par 1 F (c'était il y a bien longtemps...). La valeur de la pièce est exprimée par 2 F, et on suppose que les marchandises s'échangent à leur valeur. Si d'autre part la valeur de la force de travail est de 8 heures, le salaire quotidien doit être de 8 F. Le taux d'exploitation est $\frac{PL}{V} = \frac{2}{8} = \frac{1}{4}$, et la valeur de la pièce se décompose : 1 (C) + 0,8 (V) + 0,2 (PL).

Supposons qu'un nouveau procédé permette de doubler la productivité apparente du travail, la quantité de capital constant consommé *par pièce* restant le même [2]. « Bien que la force productive soit doublée, dit Marx, la journée du travail crée toujours la même valeur, mais c'est sur un nombre de produit double qu'elle se répartit maintenant. » La valeur individuelle nouvelle est donc : 1 (C) + 0,5 (VA).

« *Or, la valeur d'un article veut dire non sa valeur individuelle, mais* sa valeur sociale, *et celle-ci est déterminée par le temps de travail qu'il coûte non dans un cas particulier, mais en moyenne. Si le capitaliste qui emploie la nouvelle méthode vend la pièce à sa valeur sociale, il la vend au-dessus de sa valeur individuelle, et réalise ainsi une* plus-value extra. »

2. La productivité apparente du travail est la productivité du seul travail vivant, c'est-à-dire le rapport entre la quantité de biens produits par une branche ou un groupe de branches dans une période donnée et la quantité de main-d'œuvre qui s'est occupée à les produire, en faisant abstraction de l'éventuelle variation du travail indirect représenté par l'usure des machines incorporée dans chaque pièce (et que l'on suppose ici constant : il suffit d'utiliser des machines valant au total le double).

Remarquons bien que pour cela il n'est nul besoin de supposer une modification de la partition V/PL (qu'au contraire on suppose inchangée, les normes *sociales* de production et de consommation n'ayant pas varié) : la *plus-value extra n'est pas la plus-value relative.*

Mais notre homme *ne peut pas réaliser cette plus-value extra,* car, remarque Marx : « La journée [de 10 heures] lui rend deux fois plus de produits qu'auparavant. Pour les vendre, il a donc besoin d'un double débit ou d'un marché deux fois plus étendu. Toutes circonstances restant les mêmes, ses marchandises ne peuvent conquérir une plus large place dans le marché qu'en contractant leurs prix. Aussi les vendra-t-il au-dessus de leur valeur individuelle, mais au-dessous de leur valeur sociale. »

Soit : 1,8 F par pièce, par exemple. Il réalise une plus-value extra moindre mais réelle. On devine le reste : d'une part, les concurrents sont obligés d'adopter le nouveau mode de fabrication, et, par le même mécanisme, appliqué successivement entre 1,8 et 1,5 F : « La plus-value extra disparaît dès que le nouveau mode de production se généralise et qu'en même temps s'évanouit la différence entre la valeur individuelle et la valeur sociale des marchandises produites à meilleur marché. » D'autre part, « si l'argent ne change pas de valeur », les marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail voient successivement tous leurs prix baisser par des révolutions de la valeur intéressant la section II, directement ou indirectement.

Nous venons de mettre à jour le (*un*) mécanisme qui explique comment le « but final » se fait « but direct [3] ».

« Le capital a donc un penchant incessant et une tendance constante à augmenter la force productive du travail pour baisser le prix des marchandises, et — par suite — celui du travailleur. »

Mais, ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est le raisonnement par lequel Marx nous explique que *dans tous les cas* et *dès l'origine* « l'accroissement de la plus-value provient de l'abréviation du temps de travail nécessaire et de la prolongation correspondante du surtravail ». Autrement dit, la plus-value extra serait en quelque sorte déjà de la plus-value relative !

L'argument paraîtra nécessairement tiré par les cheveux. Marx fournit deux raisonnements.

Tout d'abord, en passant par le produit. La même quantité de travail nécessaire se répartit sur une plus grande quantité de marchandises. Même si leur prix individuel a baissé légèrement (de 2 à 1,8), la part qui représente le coût salarial a encore plus baissé relativement à la part

3. Remarquons que ce mécanisme est valable pour *toutes* les sections et sous-sections : « Il attrape ce bénéfice, que sa marchandise appartienne ou non au cercle des moyens de subsistance nécessaires qui déterminent la valeur de la force de travail. On voit donc qu'indépendamment de cette circonstance chaque capitaliste est poussé par son intérêt à augmenter la productivité du travail pour faire baisser le prix des marchandises. »

qui représente le surtravail. Evidemment, une telle formulation n'est guère acceptable, car la plus-value extra est un « surprix » qui ne représente pas un « surtravail ». Marx semble ici confondre valeur et prix.

Eh bien, justement, Marx explique qu'il en a « en quelque sorte » le droit :

« On arrive au même résultat de la manière suivante : la valeur du produit de la journée de 10 heures est pour notre capitaliste de 36 F sur lesquels 20 appartiennent aux moyens de production dont la valeur ne fait que reparaître. Restent donc 16 F comme expression monétaire de la valeur nouvelle produite dans 10 heures, tandis qu'en moyenne cette somme de travail ne s'exprime que par 10 F. Le travail d'une productivité exceptionnelle compte comme travail complexe, ou crée dans un temps donné plus de valeur que le travail social moyen *du même genre. Mais notre capitaliste continue à payer 8 F pour la valeur journalière de la force de travail* [4]. »

Autrement dit, la mesure de la valeur à travers la forme valeur (et concrètement la forme prix, la *forme argent*) permet de mesurer la valeur créée dans l'entreprise considérée comme plus grande qu'elle ne l'est. En réalité, il s'agit d'une « plus-value relative en quelque sorte » par *accroissement* du rapport de la valeur au temps de travail concret (ce qui est bien la définition proposée plus haut de la croissance de la productivité), et qui serait plutôt analogue à l'accroissement de la plus-value absolue par intensification du travail.

Cette *dilatation de la valeur* est tout à fait analogue à la déformation que subit, sur une carte de Mercator, les régions (Alaska, Groenland) éloignées du point de contact (l'équateur), entre la sphère et le plan de projection tangent. Cette déformation est due à la difficulté de représenter, par une « carte » tracée sur le plan tangent en un point d'une surface gauche, des domaines éloignés de son voisinage. Ce qui permet de mesurer, dans l'espace des valeurs instantanées, la « valeur » du produit d'un procédé de fabrication qui ne s'est pas encore socialement imposé, c'est la forme prix et l'argent [5]. En revanche, la valeur, et ici le prix, de la force de travail reste déterminée par la norme *instantanée* de production de la section II : c'est ce qui permet l'apparition de la plus-value extra.

On ne peut cependant assimiler la plus-value extra à la plus-value relative, qui, elle, renvoie au rapport des normes de production et d'échange *socialement validées* (fussent-elles fugaces) en un *même* instant θ de l' « histoire des forces productives ».

« Cette plus-value extra disparaît dès que le nouveau mode de production se généralise et qu'en même temps s'évanouit la différence

4. On a rétabli les chiffres de l'exemple francisé.

5. Encore une fois, le tout début de la réflexion économique de Marx (dans les *Grundrisse*) c'est l'impossibilité de mesurer la valeur d'une production individuelle par des « bons de travail ».

entre la valeur individuelle et la valeur sociale des marchandises produites à meilleur marché. »

Dès lors, l'ensemble de l'appareil productif, ayant parcouru la trajectoire indicée par la coordonnée curviligne Ω, admet en effet, sans déformation, la nouvelle carte qui intègre la révolution de la valeur dans la branche considérée.

II. Le « pivotement » de la valeur

A réduire ce (célèbre) passage à ce qu'il a de plus connu et immédiatement compréhensible, on aboutit immanquablement à l'idée que la « tendance à la révolutionnarisation » ne peut s'accomplir qu'à travers une sauvage guerre des prix : la hausse, ou le seul maintien des prix, malgré les gains de productivité, deviendrait incompréhensible [6].

Nous avons vu que l'argumentation de Marx est nettement plus subtile, même si elle est incorrectement formalisée (et elle ne pouvait l'être avec l'attirail mathématique dont il disposait). Le « monstre conceptuel » que constitue la plus-value extra, différence entre un prix et une valeur, ou *(horresco referens)* valeur mesurée dans l'espace des prix, renvoie à un problème précis : mesurer selon une « ancienne » carte la valeur produite dans une opération de productivité supérieure, correspondant à une étape ultérieure (non encore socialement validée) de la révolution du système des valeurs. Ce « pivotement » de la valeur *s'appuie* [7] sur le système des normes de production et d'échange *actuellement* constitué, et c'est dans ce système qne se fait valoir (aux sens propre et figuré), sous la forme d'un *plus grand droit, dans l'échange, au produit social,* la supériorité d'un travail engagé de façon privée selon un procès concret « historiquement » (au sens de Ω) supérieur. *Il n'y a rien là qui implique une baisse des prix.*

Alors, pourquoi dans le mécanisme marxien une baisse des prix ? Non pas à partir de l'hypothèse que « l'argent ne change pas de valeur » (que Marx utilisera, à la fin de son raisonnement, sans que ce soit nécessaire comme on s'en rend compte en raisonnant en prix relatifs). Mais parce que Marx tient compte de ce que la loi de la valeur n'est pas seulement une loi des prix relatifs, mais fondamentalement un mécanisme d'*allocation* et réallocation du travail social entre les différentes branches. Le producteur privé a donc en face de lui une *demande sociale* structurée par la loi de la valeur selon le schéma de reproduction en vigueur, comme nous l'avons vu au chapitre 9. Si la contradiction social/privé est irréductible par le producteur privé (cas que nous avons déjà désigné comme celui de la *régulation concurrentielle*), la demande exprimée en *valeur* (et donc, selon la norme d'échange instantanée, en *quantité de produit*) est pour lui une *donnée exogène* impérative. Il ne peut donc, « toutes circonstances restant les mêmes », que disputer à ses concurrents une *part du marché,* et cela par la baisse des prix, pour écouler la production deux fois plus forte qu'il doit réaliser. Remarquons d'ailleurs que, par ce doublement de la part du marché, il n'absorbe pas tout le marché, puisque la norme d'échange n'est pas instantanément transformée, mais que s'amorce le pivotement (ou *révolution*) de la valeur qui amènera la valeur sociale au niveau de la nouvelle valeur individuelle.

Pour décrire ce pivotement [8], il faut revenir sur la définition de la valeur. Nous avons dit en effet (section I) que la valeur est définie par le travail alloué à la production de telle espèce de valeur d'usage par la société « fonctionnant comme une force unique ». A partir du moment où il existe, pour les différentes unités productives, différentes valeurs individuelles, la valeur sociale est déterminée par la *distribution* des valeurs individuelles [9].

---

6. C'est la grande faiblesse de la thèse d'A. Emmanuel, *Le Profit et les Crises,* Maspero, 1974.

7. La valeur varie en s'appuyant sur la valeur instantanée... Nous avons un bel exemple de la dialectique de Marx, dont le moteur est ici la contradiction entre valeur individuelle et valeur sociale, plus précisément ce que nous appellerons « valeur de marché ». C'est d'ailleurs exactement en ce point que l'on comprend l'intérêt de Marx pour le calcul différentiel, où il salue « l'introduction de la dialectique dans les mathématiques supérieures ». On y considère en effet qu'un point se déplace à la fois sur la courbe et sur la tangente en ce point à la courbe. (Marx insiste sur le mouvement effectif du point, refusant la tendance à « algébriser » le calcul différentiel, par suspicion contre l'infiniment petit actuel.)

Nous pouvons être assurés de saisir ici (car c'est le fond de la question, tout le reste, et notamment toute notre deuxième partie, n'étant que développements) la raison pour laquelle il se « délassait » de la rédaction du *Capital* en faisant du calcul différentiel (voir K. Marx, F. Engels, *Lettres sur les sciences de la nature,* Editions sociales). Cependant, ce schéma de pensée « courbe/tangente à la courbe », Marx l'avait acquis trente ans auparavant, et il est à l'œuvre dès le début dans son matérialisme dialectique. Car, sous le nom de « clinamen », de « déclinaison de l'atome » (par rapport à la ligne droite), déclinaison qui ne résulte pas de l'attraction des autres atomes mais traduit l' « être pour soi » de l'atome (comme les révolutions de valeur traduisent l'autonomie des valeurs en procès), c'était déjà cela qu'il saluait comme fondement de la dialectique dans sa « Dissertation » de 1838 : *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure* (Ducros, Bordeaux, 1970).

8. Cela aurait sans doute fait l'objet du « chapitre sur la concurrence » que Marx évoque fréquemment et qu'il n'a jamais écrit. Nous nous appuyons dans ce qui suit sur :

— le chapitre « Egalisation du taux de profit par la concurrence » (*K.*, III, t. VI), où Marx montre comment « la concurrence est capable, d'abord dans une sphère, d'établir une valeur et un prix de marché identiques à partir des diverses valeurs individuelles des marchandises. Mais c'est seulement la concurrence des capitaux entre les différentes sphères qui est à l'origine du prix de production équilibrant les taux de profit entre ces sphères » ;

— le chapitre « Théorie de Ricardo sur les coûts de production (réfutation) » (*Théories sur la plus-value,* II, X, 230 et s.) où Marx critique sa théorie de la rente (ce débat est à l'origine de la future théorie marginaliste).

Toutes les citations données dans ce sous-chapitre sans référence sont tirées du chapitre XII du livre I du *Capital.*

9. « Distribution » au sens de la théorie de l'intégration. Dans *Le Capital*

Comment alors s'opère le pivotement ? Marx admet dans le texte du chapitre XII que les concurrents sont contraints de passer sur la nouvelle norme, sans doute en réaccumulant leur cash-flow (diminué par la concurrence que leur fait l'entreprise plus productive) sous la forme du nouveau procédé de travail.

On pourrait, en fonction de la compréhension plus profonde de la nature de la plus-value extra que nous avons détaillée, imaginer également que c'est le capitaliste plus « performant » qui se voit en mesure d'accumuler davantage (grâce à sa plus-value extra) et conquiert ainsi une part relativement croissante d'un *marché* (d'une norme de consommation) qu'*il faut alors imaginer en expansion*. A notre avis, c'est justement ce qui se passe dans le mécanisme « monopoliste » du pivotement que nous allons évoquer.

Mais auparavant il faut souligner avec force que c'est *en un double sens* que le système de normes de production et d'échange actuellement constitué *sert de « pivot »*, de repère, de point d'appui, à la révolution de la valeur.

a) D'une part, parce que le temps de travail socialement nécessaire *règle les rapports d'échange* (les prix relatifs) à toutes les phases du processus de pivotement. Il faut préciser davantage ce que signifie « socialement nécessaire ».

L'opération productive représentative n'est pas l'opération « aux conditions moyennes », l'opération médiane, mais celle (réelle ou imaginée) qui produit à la moyenne des valeurs individuelles, pondérées par la distribution des parts de marchés.

Comme chaque entreprise produit, à court terme, selon une valeur individuelle donnée (les unes plus, les autres moins), la quantité de marchandises totale qui sera validée sur le marché joue donc un rôle dans la détermination de la valeur sociale ; c'est dire que la *demande sociale* contribue à définir le travail socialement nécessaire dans telle ou

comme dans les *Théories*, la distribution se réduit à trois types de procédés : inférieur, moyen et supérieur !

C'est ici que l'utilisation « marxiste » de la théorie des ensembles flous de Zadeh et Kaufmann, évoquée dans la section II, trouverait ses lettres de créances.

Par distribution nous entendrons ici la correspondance entre la valeur individuelle des marchandises d'un même type produites en utilisant de façon aussi efficace la même opération productive, et la part du marché que desservent ces procès de production.

On peut appeler :

— valeur marginale la valeur individuelle des marchandises produites dans la plus mauvaise tranche d'opérations productives ;

— valeur médiane la valeur telle qu'exactement la moitié des marchandises soient produites dans de moins bonnes conditions.

La valeur sociale moyenne n'est ni l'une ni l'autre ; c'est la moyenne des valeurs pondérées par les parts de marché, ou encore le rapport du total des heures dépensées dans tous les procès mis en œuvre à la quantité totale de marchandises produites et vendues : « La valeur de la marchandise — qui est le produit d'une sphère de production particulière — est déterminée par le travail qui est exigé pour produire toute la masse, la somme totale des marchandises correspondant à cette sphère de production. »

elle branche. En effet, si elle doit, pour être satisfaite, couvrir une plus large gamme de la distribution des valeurs individuelles (les entreprises les moins productives étant aussi utilisées), la valeur sociale de chaque marchandise de la branche sera plus élevée [10].

Or qu'est-ce qui définit la demande sociale ? Le schéma de reproduction en vigueur, c'est-à-dire l'état de la lutte des classes qui détermine le partage de la valeur ajoutée, la structure de la consommation, le régime d'accumulation.

« *Les marchandises sont demandées d'une part par les producteurs, qui sont ici les capitalistes* [...], *et par les consommateurs, d'autre part. Ces deux faits semblent présupposer une certaine quantité de besoins sociaux du côté de la demande correspondant, du côté de l'offre, à un certain volume de production sociale dans les diverses sphères de production. Si l'industrie cotonnière veut assurer sa reproduction annuelle à une échelle donnée, une quantité traditionnelle de coton est pour cela nécessaire* [*etc.*] [11]. »

Le « semble présupposer » nous renvoie aux discussions de la fin de notre chapitre 9. La vraie présupposition, c'est le régime de consommation et d'accumulation en vigueur, qui est lui-même déterminé par l'état des forces productives et la lutte des classes, mesuré dans les normes de production et de consommation respectant le schéma de reproduction. La « détermination par la demande » est une illusion. La demande sociale vient tout au plus « boucler » la définition insatisfaisante de la mesure de la valeur. Jusqu'ici nous nous sommes contentés de la définir comme « travail de la société fonctionnant comme une force unique ». Or les marchandises de même espèce sont produites par des entreprises privées. Pour déterminer la mesure de la valeur sociale, il faut faire convoler la mesure des valeurs individuelles et la mesure des parts de marché desservies par les différentes entreprises (la demande totale étant déterminée par le schéma de reproduction en vigueur).

Elle apparaît comme quotient du temps du travail dépensé dans l'ensemble des processus productifs nécessaires à la satisfaction de la demande totale du moment, par la quantité d'unité de marchandises alors produites. Cette valeur, qui n'est ni la valeur individuelle marginale [12] ni la valeur de l'opération médiane, est parfaitement définie quand

10. Cette remarque est à l'origine des développements ultérieurs de la théorie marginaliste de la valeur, fondée sur « l'utilité et la rareté ». Un tel glissement est cependant inacceptable : parce que l'utilité (la demande) n'est pas exogène, mais déterminée par le schéma d'accumulation ; parce que la valeur est déterminée par l'ensemble de l'appareil productif, et non par l'unité « marginale » (la plus mauvaise).

11. *K.*, III, VI, p. 203.

12. C'est-à-dire de la moins performante des entreprises (voir note 9). Dans la mesure où Marx précise ce point (dans les *Théories*) contre la théorie de la rente de Ricardo, on s'étonne qu'il ait conservé, dans la sienne, l'idée que la rente absolue soit déterminée dans le cas du terrain le moins favorable (cf. *Le Tribut foncier urbain*, p. 112). Cela tient sans doute à l'ordre de sa réflexion.

l'offre équilibre la demande ; Marx l'appelle *valeur de marché*, qui n'est qu'un autre nom pour le concept de valeur sociale, plus concrètement déterminé.

La variation diachronique (selon 0) de la valeur, ou révolution de la valeur, est donc le produit d'un *double mouvement* : la variation de la distribution des valeurs individuelles et la variation de la norme de consommation (qui doit être égale à la somme des parts de marché).

b) D'autre part, cette valeur de marché ainsi définie *opère maintenant comme contrainte de marché* pour la réallocation du travail social, via la vente du produit des producteurs privés.

« *Si la société veut satisfaire des besoins, exige qu'un article soit produit à cette fin, elle doit le payer.* [...] *La société achète ces articles en utilisant pour les produire une partie de son temps de travail disponible. Elle les achète par conséquent avec une certaine quantité du temps de travail dont dispose cette société. La fraction de la société à laquelle incombe, par suite de la division du travail, d'employer son travail à la production desdits articles doit nécessairement recevoir en travail social un équivalent, sous forme d'articles destinés à subvenir à ses besoins* [13]. »

Plus exactement, sous forme d'argent : le « chiffre d'affaires » de la branche. Ce « chiffre d'affaires » (en valeur !) est donc prédéterminé par le besoin social. Si donc notre capitaliste plus productif doit doubler la quantité de ses ventes, il doit faire en sorte que la valeur, en argent, exigée au total, par lui et ses congénères, n'excède pas ce que la société veut déjà bien mettre dans son type de marchandise.

« *Si la production de cette marchandise dépasse la mesure du besoin social, une partie du temps de travail social se trouve gaspillée : sur le marché, la masse de marchandises représente alors une quantité de travail social très inférieure à celle qu'elle contient effectivement.* [...] *C'est pourquoi ces marchandises doivent être vendues au-dessous de leur valeur de marché* [14]. »

Marx introduit ici une nouvelle notion : celle de *prix de marché*, différant non seulement de la valeur de marché, mais du prix régulateur (par exemple le prix de production) qui se déduit de cette dernière par une transformation intégrant certains rapports sociaux permanents (péréquation du profit, etc.). Le prix du marché est la traduction d'un écart instantané entre l'offre sociale et la demande sociale, il agit comme « force de rappel », qui s'annule quand le prix du marché a rejoint le prix régulateur et que l'offre correspond à la demande dans le cadre du régime d'accumulation. Nous ne nous y intéresserons que lorsque nous étudierons plus précisément, dans la seconde partie, les mécanismes de la régulation.

13. *K.*, III, VI, p. 202.
14. *Ibid.*

Ainsi, la loi de la valeur, parce qu'elle présente toujours un double aspect (allocation/réallocation, mesure/forme, reproduction/transformation des normes), joue un double rôle dans le « pivotement » de la valeur.

On peut encore présenter les choses différemment, en prenant le point de vue de l'entrepreneur performant, puis celui des autres capitalistes : au premier elle s'impose par l'*état* du système des valeurs, aux autres par ses *variations*. C'est la distinction que suggère Marx en nuançant l'usage du mot « loi » :

« *La détermination de la valeur par le temps de travail s'impose comme* loi *au capitaliste employant des procédés perfectionnés, parce qu'elle le force à vendre ses marchandises au-dessous de leur valeur sociale ; elle s'impose à ses rivaux, comme* loi coercitive *de la concurrence, en les forçant à adopter le nouveau mode de production.* »

III. Le mécanisme monopoliste

Nous venons de voir que la baisse des prix n'était pas indissolublement liée à la croissance de la plus-value relative. *Ce qui est fondamental, c'est le double jeu de la loi de la valeur, comme contrainte de marché et comme mesure des valeurs relatives ;* nous avons ainsi introduit la notion de l'évanescente « plus-value extra », fondée sur la mesure d'une valeur individuelle dans un espace de mesure correspondant à des normes sociales en voie d'être révolues ; nous avons précisé, avec la notion de « valeur de marché », cette mesure instantanée, et montré sa liaison avec la demande sociale en valeur.

Nous avons vu qu'en régulation concurrentielle la « baisse de prix » n'avait qu'une fonction : amorcer le pivotement de la valeur en modifiant les parts de marché. Une fois ce mouvement amorcé, elle ne faisait plus que traduire le pivotement lui-même de la valeur de marché par modification de la distribution des valeurs individuelles. La baisse initiale n'a donc qu'une cause : la rigidité de l'allocation du travail social qui s'impose à l'entreprise productrice.

Supposons au contraire que notre entreprise ait la capacité de « peser » sur cette allocation, que les « choses » (les « formes structurelles » évoquées dans la section II) soient ainsi faites que la réalisation de la production soit quasi garantie. Qu'en particulier à *l'expansion de la production* (correspondant au doublement de la productivité apparente de notre exemple) *corresponde une expansion de la demande.*

Pour bien comprendre ce qui se passe, nous allons supposer que cette extension de la demande soit provoquée par l'entreprise elle-même. Entendons-nous bien. Nous ne supposons nullement que le « nouveau » mécanisme que nous allons évoquer soit l'effet d'une propriété microéconomique du producteur. Nous avons esquissé dans la section II (et nous y reviendrons) les conditions socio-économiques d'un tel

mécanisme, où l'accroissement du volume de la demande est *prévalidé* socialement, et donc, pour le producteur privé, *présupposé*.

En fait, il faudra combiner l'action législative garantissant la hausse du salaire minimum et l'action d'un groupe d'entreprises « motrices ». Ici, nous allons supposer qu'une très grande entreprise, suivant le conseil d'Henry Ford I, augmente ses propres salaires pour augmenter la demande de ses propres produits.

On suppose qu'elle produit dans la section II, et qu'elle augmente ses salaires, mettons, de 8 F à 12 F. Le marché augmente et sa production peut s'écouler sans que soit prise une part de marché aux autres firmes de la même branche. Elle peut donc laisser son prix inchangé, soit 2 F.

Si elle achète toujours au même prix le capital constant (1 F par pièce), le prix de revient du produit d'une journée de travail (20 pièces) est :

$$(20 \times 1) + 12 = 32 \text{ F}$$

Le prix de vente est : $20 \times 2 = 40$ F

Le taux d'exploitation apparent (prix du surtravail sur prix du capital variable) est : $\frac{8}{12} = \frac{2}{3}$.

Malgré la hausse du salaire, nominale et réelle (puisque justement le but de la manœuvre est que plus de marchandises soient consommées par les salariés), le taux d'exploitation a donc augmenté.

Cette hausse du taux d'exploitation a rigoureusement la même nature que dans l'exemple de Marx : c'est une hausse de la plus-value extra. La différence, c'est que cette plus-value extra ne se résorbe pas de la même façon en plus-value relative. La valeur de marché se déplace vers la valeur individuelle essentiellement par le gonflement (grâce à l'accumulation rendue possible par la plus-value extra) de la part de l'entreprise plus productive. Les autres peuvent chercher à rallier la nouvelle norme, ou sont éliminées par la hausse des salaires qui se communique sur le marché du travail. Car il faut supposer une certaine rigidité de la hiérarchie des salaires et une certaine homogénéité, quelle que soit la branche, du salaire pour une qualification donnée.

Dès lors, la hausse des salaires joue, pour les autres entreprises, exactement le même rôle que la baisse des prix dans le mécanisme précédent [15] : après avoir permis à la première entreprise d'accroître sa part de marché, elle oblige les autres entreprises à s'aligner sur la nouvelle norme.

Bien entendu, les choses ne se passent pas ainsi : il y a une hausse générale attendue, et si une entreprise fait une percée de productivité

15. Avec cette différence toutefois que la « hausse de salaire » ne se propage pas avec la même facilité que la baisse des prix. Il peut y avoir coexistence, sur le même marché, d'une technique faiblement productive avec des salaires de misère. La « segmentation du marché du travail » permet ce genre de distorsions. Nous verrons que l'intervention d'une législation du travail et de conventions collectives est indispensable à une régulation monopoliste.

plus importante que les autres elle devra baisser ses prix pour conquérir des parts d'un marché qui ne gonfle pas assez vite [16]. Mais, ce qui est essentiel, c'est de comprendre que, *sans cette hausse du « volume de marché », la hausse de productivité n'aurait pu être obtenue*, ou, si elle avait été obtenue au stade de la production, le gain de plus-value extra n'aurait pu être réalisé, transformé en argent. Un tel mécanisme suppose donc que la *norme de consommation* des salariés soit non seulement rigide à la baisse mais tendanciellement croissante en pouvoir d'achat, ce qui n'est possible que si est a priori croissant le salaire nominal. Nous y reviendrons au sous-chapitre suivant.

Ce qui est remarquable dans un tel mécanisme, c'est que la plus-value extra se résorbe en plus-value relative *à prix nominal constant*.

A la fin du pivotement, la nouvelle norme de production s'est imposée à prix inchangé, mais la valeur de l'argent a baissé : 1 F ne représente plus que trois quarts d'heure de travail abstrait.

C'est donc la *valeur de la monnaie* (la quantité de travail abstrait contre laquelle s'échange l'unité de monnaie) qui baisse, réalisant le pivotement de la valeur et effaçant la plus-value extra. Nous avons donc ici un mécanisme *d'inflation... sans hausse des prix*. Cela suppose évidemment une transformation de la nature de l'équivalent général [17].

Ce mécanisme est en fait celui de *l'inflation « rampante »*, qu'il faut avoir compris pour expliquer celui de l'inflation courante. Au fond, il désigne une forme particulière de révolution de la valeur, compatible a priori avec l'expansion de la consommation : celle où *les entreprises maintiennent l'expression en monnaie de la validation sociale de leur production, alors même qu'elles imposent la baisse de la valeur de cette production*.

Remarquons que vis-à-vis de la section I joue également une rigidité à la baisse du « pouvoir de racheter du capital constant », c'est-à-dire du cash-flow. Nous y reviendrons. Or le capital constant se dévalorise également. Par conséquent, l'ensemble des formes structurelles qui tendent à garantir l'élargissement des débouchés de l'ensemble de la production sont les mêmes que celles qui tendent à interdire une baisse des prix nominaux. Cette non-baisse est une stabilité si la productivité augmente à un rythme soutenu. Se met ainsi en place le régime des prix correspondant à une accumulation intensive. Il suffit d'un ralentissement des gains de productivité, ou d'une accélération de la hausse de la composition organique du capital, pour que l'inflation rampante (ou, à la

16. C'est nécessaire pour le passage d'une marchandise à la production de masse (TV couleur), mais aussi dans le cas d'une révolution importante dans une production qui est déjà de masse (réfrigérateurs à la fin des années 1960).

17. Nous l'avons déjà évoqué, la monnaie-papier ne représente plus la valeur d'une marchandise (l'or), mais des valeurs en procès se perpétuant : ici, reproduction de la force de travail sur la base d'une consommation élargie. C'est ce que le postkeynésien J. R. Hicks a évoqué sous le nom d' « étalon-travail » (« The Economic Foundation of Wages Policy », *Economic Journal*, 1955).

Nous reviendrons ultérieurement sur ce point, quand nous aurons construit le système de l' « économie exotérique ».

limite, *latente* : pas de hausse ni de baisse des prix malgré la baisse des valeurs) se transforme en inflation courante. Nous développerons cette thèse dans les deuxième et troisième parties.

Mais contentons-nous pour l'instant de concentrer notre attention sur le mouvement du salaire associé à ce changement dans la forme de la régulation.

IV. A nouveau sur le salaire

La régulation « monopoliste » adéquate à un régime d'accumulation intensive requiert, avons-nous dit, une norme de consommation ouvrière à la fois rigide à la baisse et croissante dans son expression en argent [18]. Ce qui nous ramène aux débats de la précédente section, et à nous situer plus précisément par rapport aux deux thèses extrêmes :

— le salaire est le prix d'un panier de biens ;

— le salaire est une partie de la valeur ajoutée.

1. Pour une conception dialectique du salaire

Il s'agit de préciser, dans le cas du concept fondamental de « valeur de la force de travail », ce que nous affirmions à propos de la « beauté de la forme prix » : elle est à la fois la forme à travers laquelle se reproduisent les normes et la forme à travers laquelle elles se transforment.

D'une part en effet le salaire ne doit pas être inférieur au prix du panier de biens constituant la norme de consommation ouvrière en nature, norme déterminée dans le cadre de vie urbain à une époque donnée. Si p_i est le prix de ces différents biens de consommation (les p_i sont obtenus à partir du système des valeurs moyennant un ensemble de transformations dépendant de l'ensemble des rapports sociaux : péréquation du taux de profit, existence de la rente foncière, etc.) et si q_i est la quantité (« floue ») de biens consommée par période, on a :

$$S \geqslant \Sigma\, p_i \cdot q_i.$$

Le salaire est donc ainsi déterminé par une somme minimale correspondant à un niveau de vie « socialement nécessaire ». Il faut bien saisir la signification de ce minimum « socialement nécessaire ». Cela ne signifie pas tellement (encore que cela compte dans l'affrontement global, à composantes idéologiques et politiques, où se détermine le taux de

18. C'est le fameux « effet cliquet » auquel on s'accorde unanimement à imputer le caractère inflationniste de la croissance de l'après-guerre. Ce que je cherche à expliquer, c'est le cliquet lui-même.

plus-value) que le « maintien des avantages acquis » soit un « droit moral à implications économiques », comme le droit de propriété foncière est un droit juridique à implications économiques (la rente). Cela signifie, au niveau de la reproduction, que la *remise en cause de ce pouvoir d'achat signifie la ruine de nombreuses entreprises* dans les branches correspondantes de la section II. Ce pouvoir d'achat est la médiation, du côté de la demande, de la continuité de la reproduction socio-économique.

Cependant, dans la mesure où cette demande figure comme une quantité d'argent (et non comme des « bons pour les paniers »), elle est éminemment malléable qualitativement. Surtout, quantitativement, elle fluctue doublement, avec la fluctuation du taux d'exploitation et la variation des valeurs des biens de subsistance. On a donc *aussi* directement :

$$e = \frac{PL}{V} \quad \text{ou} \quad \varepsilon = \frac{PL}{V + PL}$$

e étant déterminé par la lutte des classes, et la quantité de valeur ajoutée également, la valeur de la force de travail est alors donnée comme une somme d'heures de travail que peut racheter le salaire. Cette somme s'échange contre des marchandises moyennant, d'une part, la valeur de ces marchandises (qui baisse avec la hausse de la productivité) et d'autre part le système des perturbations du rapport valeur/prix que nous avons plusieurs fois évoqué et que nous analyserons dans la seconde partie. Ainsi se modifie le « besoin social », déterminé par la norme de consommation antérieurement en vigueur, et qui nous fournissait un « plancher » pour le salaire.

« Il semble que du côté de la demande il y ait un certain volume de besoins sociaux donnés qui, pour sa satisfaction, nécessite un article du marché en quantité déterminée. Mais la détermination quantitative de ce besoin est éminemment élastique et fluctuante. Sa fixité n'est qu'apparente. Si les moyens de subsistance étaient meilleur marché ou le salaire-argent plus élevé, les ouvriers achèteraient davantage et le "besoin social" de telle marchandise se révélerait plus grand, sans parler, bien entendu, des miséreux, etc., dont la "demande" se trouve encore au-dessous des limites les plus basses de leur besoin physique [19]. »

Ainsi, ce n'est pas seulement le panier des biens nécessaires qui détermine le salaire, c'est aussi bien l'inverse [20]. Idée qui amène Marx lui-même à suggérer, dans *Salaire, Prix et Profit* (petit exposé datant de 1865, alors que Marx maîtrise les principaux concepts du *Capital*), que la hausse « autonome » des salaires, loin d'être un facteur de hausse

19. *K.*, III, VI, p. 203.

20. Position récemment rappelée par A. D. Magaline dans *Lutte de classe et Dévalorisation du capital* et par G. Duménil dans *Position de classe des cadres et employés.*

des prix, pourrait produire l'effet inverse, moyennant le mécanisme suivant : hausse des salaires — hausse de la demande qui se porte sur la section II — hausse provisoire des prix dans cette section — transfert de capital vers cette section — l'offre rejoint la demande — retour aux prix initiaux — hausse de la productivité par économies d'échelle — baisse définitive du prix [21].

On reconnaît là notre mécanisme « monopoliste » d'extension de la productivité. A deux différences près : Marx, à l'évidence, ne considère pas que ce soit le régime courant ; d'autre part, il conclut de la baisse de valeur à la baisse de prix parce qu'il suppose, comme d'habitude, la valeur de l'or inchangée. En tout cas, il prouve ici qu'il ne conclut pas de la paupérisation relative à la paupérisation absolue !

Nous disposons donc maintenant d'une double détermination de la norme salariale, à travers une égalité et une inégalité [22] :

$$\begin{cases} S \geqslant p_i\, q_i \\ e = \dfrac{PL}{V} \end{cases}$$

Dans cette double détermination contradictoire, l'unité est réalisée si le système de valeurs et celui des prix sont invariants ; or ce n'est jamais le cas.

Dans la lutte entre les deux aspects, le premier constitue la base : il faut que la reproduction et le système des normes existent pour que celle-ci puisse se transformer et l'ensemble se reproduire. Mais le second élément constitue le facteur dirigeant. L'état de la lutte des classes détermine le taux d'exploitation, et le régime d'accumulation en vigueur influe sur celle-ci en incitant la classe capitaliste :

— soit à maintenir fixe le taux d'exploitation pour ne pas compromettre l'expansion de la demande et permettre ainsi un régime d'accumulation intensive ;

— soit au contraire à l'accroître pour financer l'accumulation, qu'il s'agisse d'une phase d'accumulation extensive (et dans ce cas il faut davantage de plus-value pour financer l'achat de capital constant, l'extension de la consommation suivant celle du salariat), ou qu'il s'agisse d'une phase de restructuration (ce qui est le cas dans les crises).

Dans ce dernier cas, la pression pour accroître le taux d'exploitation peut être telle qu'elle viole la contrainte de la norme de consommation ouvrière antérieurement formée : on assiste alors à une paupérisation absolue (en valeurs d'usage) de la classe ouvrière, qui entraîne à son tour une crise des industries de biens de consommation (cela peut d'ailleurs être un des buts visés par la fraction de la bourgeoisie au pouvoir).

21. Marx, *Salaire, Prix et Profit*, Editions sociales, p. 18-22.
22. Formulation suggérée par la thèse de M. Aglietta, non reprise dans son livre.

C'est la politique que les « Chicago boys [23] » ont imposée au Chili de Pinochet et cherchent à imposer au Portugal d'Eanes celle que Fourcade et Chirac ont hésité à imposer en France de 1974 à 1976, celle que va tenter d'imposer R. Barre à la suite de la défaite de l'Union de la gauche, celle qu'ont appuyée les travaillistes anglais et le Parti communiste italien. Nous y reviendrons à la fin de ce livre.

Mais tenons-nous-en à la première branche de l'alternative, celle de la complémentarité [24] des deux déterminations qui caractérise la régulation de l'accumulation intensive.

Pour que complémentarité il y ait, il faut que les hausses de salaires se traduisent automatiquement par une hausse du pouvoir d'achat en biens de l'*industrie capitaliste*. Or l'argent ne s'échange pas seulement contre des valeurs, mais aussi (cf. section I) contre des non-valeurs, représentatives d'autres rapports sociaux, des « droits », « monopoles », etc., exerçant leurs effets économiques par le biais du prix des produits qui y sont attachés. La théorie engelsienne de la rente immobilière est fondée sur un tel « droit » (celui de propriété foncière), qui n'est rien de plus qu'une « escroquerie ». Mais : « Dès qu'une certaine dose d'escroquerie devient la règle dans un lieu quelconque, elle doit forcément trouver à la longue une compensation dans une augmentation correspondante des salaires [25]. »

Il en résulte que la régulation « monopoliste » par le salaire exige à tout le moins certaines conditions quant au schéma général de reproduction sociale qu'elle régule. Disons schématiquement qu'elle exige la tendance à l'*exclusivité du mode de production capitaliste*. Cela signifie d'abord que figure dans le « panier instantané » la part la plus faible possible de produits d'autres modes de production. Car les fluctuations de valeurs de ces biens extracapitalistes pèsent sur la demande des biens capitalistes par l'intermédiaire du budget du salarié. Nous verrons le rôle de cette loi dans les « crises à l'ancienne » (ou « crises de subsistance » à la Labrousse). Mais, plus généralement, il faut que les rapports non capitalistes qui se greffent sur la production capitaliste aient la moindre incidence possible. Dans le cas de la rente foncière pétrolière, sa hausse brutale en 1973 a pu avoir une incidence de « crise à l'ancienne [26] ». A fortiori l'existence de toutes les rentes greffées sur la circulation des revenus fonctionne comme une « trappe à accumulation » qui entrave le mécanisme de l'accumulation intensive avec hausse du salaire nominal et réel (c'est-à-dire en francs et en pouvoir d'achat).

23. Du nom de leur maître à penser, l'économiste libéral-réactionnaire Milton Friedman, professeur à Chicago. Les « nouveaux économistes » français (Lepage, etc.) se rattachent à ce courant.
24. Par complémentarité je vise la modalité « non antagoniste » d'une contradiction, ce que Balibar désigne par « limitation réciproque ».
25. F. Engels, *La Question du logement*.
26. Voir *Le Tribut foncier urbain*, où la rente foncière « à la Engels » est présentée comme une « trappe à accumulation ». La rente pétrolière y est analysée en annexe comme un cas de rente à la Engels ; les conséquences déduites (en décembre 73) de la hausse de cette rente se sont révélées parfaitement exactes, ce qui plaide pour la justesse de la théorie engelsienne.

Nous verrons que les particularités de la formation sociale française rendent pour ces raisons le mécanisme de l' « inflation latente sans hausse de prix » particulièrement instable et le font dégénérer très vite en inflation rampante puis courante.

Il suffit en effet que concourent à la production ou à la distribution des biens de la section II des modes de production peu « productifs » (c'est le cas de la petite production marchande, dans l'agriculture et les services ; c'est doublement le cas dans la production des logements [27]) pour que la seule exigence de « parité des rémunérations » (entre salariés et non salariés), parité exigée pour des raisons socio-politiques, engendre un mécanisme cumulatif où la hausse de la productivité ne peut plus compenser la hausse des revenus nominaux, salaires, profits et rentes [28].

La mise en place de la régulation du salaire « à double détermination » n'est donc pas une donnée immédiate du mode de production. Elle a une histoire, histoire de son rapport avec les autres modes, histoire des tendances liées aux formes de l'accumulation. Evoquons-la brièvement.

2. L'histoire du salaire en France [29]

C'est l'histoire de la progressive mise en place de la double détermination avec le développement du capital lui-même, et de son explicitation, de sa codification sous la pression de la lutte revendicative ouvrière contre les « empiétements » du capital.

Etudier cette histoire, c'est non seulement rendre compte des variations dans la forme de la régulation (et par contrecoup des caractères

27. Parce qu'interfèrent et le blocage de l'accumulation intensive dans le bâtiment et la multiplicité des revenus parasitant la circulation de la marchandise logement (dont le tribut foncier), le tout étant lié. Pour une analyse des rapports entre l'inflation et l'immobilier s'appuyant sur la présente problématique, voir les travaux de J. Lafont et D. Leborgne, *Immobilier et Processus inflationniste*, publication C. E. P. R. E. M. A. P./Plan Construction, 1978.

28. Ce raisonnement ne pourra être pleinement explicité qu'après la construction de l' « économie exotérique » dans la seconde partie. La modélisation économétrique de R. Boyer et J. Mistral (*Accumulation, Inflation, Crises, op. cit.*) en fournit une bonne vérification. Soulignons d'ores et déjà qu'en aucun cas cette hausse des prix ne peut être attribuée prioritairement à la hausse des salaires plutôt qu'à celle des profits nominaux. Il suffit, pour que le niveau des prix augmente, que ou bien la charge salariale, ou bien les profits, augmentent plus vite que la productivité, donc augmentent par unité produite. En réalité, c'est tantôt l'une (1971), tantôt l'autre (1969) qui tire la hausse des prix (« Fresque historique », *Les Collections de l'I. N. S. E. E.*, E 27, p. 25).

29. D'après les travaux de R. Boyer, *Approches de l'inflation...*, développés dans *Rapport salarial et Formation des salaires : les enseignements d'une étude de longue période* (publication C. E. P. R. E. M. A. P.), et « Le Mouvement des salaires en longue période » (*Economie et Statistiques*, septembre 1978). R. Boyer s'appuie lui-même sur la magistrale *Histoire économique et sociale de la France* (P. U. F.) ainsi que sur les travaux de J. Kuczinski, J. Lhomme, J. Rougerie, A. Sauvy, J. Singer-Kerel, etc.

originaux de la crise actuelle), mais c'est aussi faire justice de la théorie « pure » des salaires, développée par les néo-classiques, et qui n'est autre que la théorie vulgaire de l'offre et de la demande. Pour les néo-classiques, le salaire s'équilibre au point où l'offre équilibre la demande : le chômage n'est alors imputable qu'aux revendications excessives des syndicats [30].

La théorie de la « courbe de Philipps » en est une version affaiblie. Pour Philipps [31], plus le « marché de l'emploi » se tend (moins il y a de chômage), plus les ouvriers arrachent de fortes hausses de salaire, lesquelles engendrent l'inflation. Et inversement, plus il y a de chômage (excès d' « offre de travail »), plus les salaires baissent, et l'inflation peut s'annuler, et même les prix baisser.

Ces théories renvoient à une réalité qui fait l'objet chez Marx de la théorie des prix de marché, c'est-à-dire des forces de rappel élastiques qui ajustent, régulent l'offre et la demande autour des niveaux, en volume et en prix, définis par la loi de la valeur dans le cadre du régime d'accumulation en vigueur ; et nous verrons dans la troisième partie que Marx, en ce qui concerne le prix de la force de travail, la considérait comme valable au voisinage du plein emploi.

Il semble a priori qu'elle ne puisse pas être valable loin du plein emploi. La marchandise force de travail n'est pas en effet un stock que l'on peut brader dans les périodes de mévente : c'est une capacité qui doit être en permanence, quotidiennement, reproduite, et cela à un certain prix-plancher.

L'étude historique montre cependant la difficile émergence de ce prix-plancher (le coût de la vie) comme base du salaire, puis l'émergence progressive d'une nouvelle norme : la croissance parallèle du salaire et de la productivité (rôle directeur du taux d'exploitation). Parallèlement s'efface le poids du chômage (ce que Marx appelle la « pression de l'armée de réserve ») dans la détermination du salaire.

A l'origine (pour fixer les idées, au XVIIIe siècle, c'est-à-dire à l'âge classique des « crises de subsistance »), les premières entreprises capitalistes baignent comme des grumeaux dans un milieu non capitaliste [32]. La reproduction économico-sociale est essentiellement fondée sur le circuit des produits agricoles (qui a inspiré le *Tableau* de Quesnay), circuit parcouru selon des rapports déjà essentiellement marchands. Que survienne une mauvaise récolte : le prix des grains augmente, les manouvriers agricoles trouvent moins d'embauche et leur salaire baisse, la chèreté des grains absorbe les revenus, comprimant la part des budgets consacrée aux produits des manufactures capitalistes (principalement les textiles), aggravant encore le chômage, et les bas salaires de leurs

30. Ce fut la thèse défendue par J. Rueff aussi bien en 1931 qu'en 1975 !

31. A. W. Philipps, « The Relationship between Unemployment and the Rate of Change of Money-Wage Rate in United Kingdom. 1861-1957 », *Economica*, 1958.

32. Pour reprendre le schéma de pensée thomiste et prigoginien de la transition par nucléation.

ouvriers. A cette époque, *la hausse du coût de la vie entraîne la baisse des salaires* non seulement réels mais nominaux[33].

Cette caractéristique de la transition au capitalisme s'étendra jusqu'à la crise et à la révolution de 1848. Avec la domination du mode de production capitaliste, la seconde moitié du XIXe siècle voit au contraire l'émergence d'une loi exactement inverse, qui se consolide et s'explicite avant 1914, atteignant son parachèvement et sa crise dans l'entre-deux-guerres. C'est la loi de la régulation du salaire nominal par le niveau de la production industrielle autour d'un point d'équilibre déterminé par le coût de la vie.

Ce n'est donc plus la masse globale des chômeurs qui fait varier le prix de marché de la force de travail, mais ce sont les fluctuations de l'armée de réserve « flottante[34] » du travail, la couche relativement mince qui est alternativement aspirée et refoulée dans la production avec le mouvement des affaires (que l'on peut repérer, dans cette époque d'accumulation principalement extensive, par les fluctuations de la production industrielle). L'entre-deux-guerres verra un renforcement de cette dépendance, alors même que la relation entre le salaire et le niveau *général* du chômage éclate après 1932 avec la crise. A ce moment, bien que des millions de chômeurs frappent aux portes des usines, ceux qui conservent un emploi conservent les moyens de leur niveau de vie. Il se confirme que la « courbe de Philipps » n'est valable qu'au voisinage du plein emploi[35].

Mais autour de quoi, dans quelles limites fluctue ce salaire ? Progressivement s'affirme dans les faits une relation entre le niveau moyen et le niveau du coût de la vie. Faible jusqu'en 1914, elle devient complète (élasticité : 0,8) dans l'entre-deux-guerres. Plus précisément, le salaire monte avec le coût de la vie (qui accompagne les périodes d'expansion industrielle capitaliste, pour des raisons que nous analyserons dans la troisième partie), et il baisse moins vite quand baisse le coût de la vie. Dès 1870, en fait, apparaît l' « effet cliquet » : les prolétaires profitent partiellement, sous forme d'augmentation de leur pouvoir d'achat, des hausses de la productivité dans les périodes de boom, et ce niveau augmenté tend à être érigé en norme freinant les baisses ultérieures du salaire nominal (il y en aura encore : lors des crises de 1883 et 1930). Même, dans cette période de régulation concurrentielle où les prix baissent pendant les récessions, les prolétaires qui ne sont pas

33. C'est l'analyse classique des « crises de subsistances », mises en lumière par Lefebvre, Braudel, Labrousse, etc.

34. Marx distingue, outre l' « armée active » du travail, l' « armée flottante » des prolétaires qui oscillent entre un statut précaire et le chômage déclaré et l' « armée latente » des quasi-prolétaires qui ne sont pas à la recherche déclarée d'un emploi salarié (en France, il s'agit essentiellement d'une partie de la paysannerie et des femmes au foyer).

35. Voir R. Boyer et J. Mistral, *Accumulation...*, graphique p. 252. De 1920 à 1932, les points représentatifs, sur le graphique : taux de chômage (TCHO)/taux de variations du salaire nominal (TSN), sont bien situés sur une hyperbole : TSN = 0,7/TCHO — 3,1. A partir de 1933 le mouvement devient erratique au-dessus de l'hyperbole.

réduits au chômage peuvent voir leur pouvoir d'achat continuer à augmenter pendant les crises ; et c'est encore le cas en 1930-35.

A cette époque, l'essentiel des luttes ouvrières porte d'ailleurs sur le salaire nominal. A la veille de 1914 se fait jour la préoccupation du salaire réel (construction du premier indice de prix), mais c'est en 1921-26 que les premières conventions collectives voient apparaître explicitement la référence au coût de la vie. Avec le Front populaire triomphe la notion de salaire minimum référé au coût de la vie (loi du 8 août 1938).

Et pourtant les années trente verront quand même le retour brutal des règles les plus sauvages de la régulation concurrentielle. Avec l'approfondissement de la crise, puis la défaite du Front populaire, les conventions collectives sont remises en question[36].

Plus profondément, la régulation concurrentielle a atteint sa limite. Même si le salaire tourne autour d'un niveau qui garantit un pouvoir d'achat stable (ou faiblement augmenté), n'est ainsi garantie tout au plus que la perpétuation de la reproduction simple. Or, avec le taylorisme, les années vingt voient la première grande vague d'accumulation intensive. Auparavant (1856-1913), la productivité augmentait au rythme de 2 % l'an, et le salaire réel à un rythme inférieur. Mais l'explosion de la productivité (+ 5,8 % par an de 1920 à 1930) ne s'accompagne pas d'une accélération simultanée de la hausse du pouvoir d'achat (+ 2,2 %). Cette contradiction, en France comme dans le monde entier, est à l'origine de la grande crise de 1930, première crise de l'accumulation intensive et dernière crise de la régulation concurrentielle.

Après-guerre, la première des deux déterminations du salaire est d'emblée tenue pour un fait explicitement acquis. La loi du 11 février 1950 restaure les conventions collectives abolies par le régime fasciste. Elle institutionnalise le salaire minimum interprofessionnel garanti, calculé en fonction du prix d'un panier de biens « assurant la satisfaction des besoins individuels et sociaux de la personne humaine, besoins considérés comme élémentaires et incompressibles », dont la détermination fit l'objet, entre représentants des syndicats et du patronat, d'une bagarre homérique[37].

Cependant le S. M. I. G. va fonctionner de deux façons bien différentes. De 1950 à 1959, sa progression accompagne celle de la masse salariale et de la productivité. De 1959 à 1967 au contraire, il reste bloqué au même pouvoir d'achat, et les salaires moyens poursuivent « librement » leur hausse, en se laissant d'ailleurs distancer par la productivité hebdomadaire. En 1967, le S. M. I. G. ne touche plus qu'1,4 % du prolétariat.

Dès lors apparaissent, surtout après le « plan de stabilisation » de 1963, les conditions d'une mini-crise de l'accumulation intensive, l'exten-

36. Voir A. Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Fayard.

37. On chipota aux prolétaires le besoin de se coucher en pyjama. Un représentant du patronat déclara qu'un ouvrier n'avait besoin que d'un costume dans sa vie, qu'il portera le jour de son mariage et dans lequel on l'enterrera.

sion de la consommation n'accompagnant pas la hausse de la productivité. C'est bien ce qui se produit en 1966-67, et c'est une des raisons du mouvement des occupations de Mai 68. Mais à Grenelle les syndicats liquident ses potentialités subversives au profit... de l'institutionnalisation de la régulation monopoliste de l'accumulation intensive.

Le patronat obtient carte blanche pour restructurer, intensifier, déqualifier le travail. En échange de quoi le taux d'exploitation sera modéré par une baisse programmée de la durée du travail, et surtout une hausse programmée du salaire : pour 1968, un fort rattrapage en une fois des plus bas salaires (plus de 30 %) et, à partir de là, l'institution du salaire minimum interprofessionnel de croissance. Celui-ci intègre non seulement la hausse du coût de la vie (ce qui est acquis depuis longtemps), mais aussi une hausse régulière du niveau de vie. Cette dernière est explicitement rapportée, dans les « contrats de progrès » (conclus dans le secteur public et nationalisé à partir de 1969), au « progrès économique général », c'est-à-dire à la hausse de la productivité.

De 1950 à 1974, malgré l'épisode de la stabilisation Debré-Giscard de 1963, la France connaîtra dans l'ensemble une croissance forte et régulière, qui se partage assez régulièrement entre salaires et profits. Dans le même temps le capitalisme devient totalement hégémonique, restructurant ou absorbant la paysannerie, écrasant l'artisanat. Cet « âge d'or » du capitalisme n'est pas tant le fait de la hausse de la productivité (5,3 ou 5,6 % par an en moyenne : c'est moins qu'en 1920-1930 !) que de la mise en place d'une forme de régulation *adaptée* à ce régime d'accumulation, en ce qu'elle permet à l'accumulation d'engendrer son propre débouché : la hausse de la norme (en quantité de valeurs d'usage) de consommation ouvrière. Voyons cela de plus près.

3. La formation monopoliste du salaire

Pour confirmer le schéma théorique précédemment présenté, il faut vérifier différentes conditions :

— tendance à l'exclusivité du mode de production capitaliste dans la reproduction de la force de travail ;

— existence d'une liaison entre l'accroissement de la productivité dans une branche et l'extension du volume de la consommation de ses produits ;

— rôle moteur des capitaux les plus productifs dans la hausse des salaires ;

— effet d'entraînement de ces secteurs [38] moteurs sur les autres.

38. Le concept de secteur vise un regroupement de capitaux en procès individuels, non un département de la division sociale de travail (comme le concept de branche). Un secteur se définit souvent comme l'ensemble des capitaux principalement engagés dans une branche donnée. C'est le premier concept empiriquement accessible quand on part de la comptabilité des entreprises.

Le premier point a déjà été abordé (chapitre 8). Nous avons noté la véritable mutation de la consommation ouvrière intervenue après-guerre en faveur des biens manufacturés, mutation encore plus saisissante si l'on prend en compte la domination des industries agro-alimentaires dans l'alimentation, et les transformations (entravées) de la production du logement. Seuls les services, plus particulièrement les dépenses de santé, et en un certain sens le logement, voient augmenter leur part dans le budget des ménages sans correspondre pour autant à une logique d'accumulation intensive du côté de la production [39]. Il n'est pas étonnant qu'ils jouent un rôle démultiplicateur dans la transformation de l'inflation latente en inflation rampante ou courante.

Si on regarde maintenant plus précisément quels produits manufacturés se développent le plus vite, on constate (de 1959 à 1974) une liaison fortement négative entre la hausse des prix (qui traduit de faibles gains de productivité) et la hausse du volume de la consommation [40] : la consommation des téléviseurs a augmenté annuellement de 18 % alors que les prix chutaient de 3 %, celle de l'ensemble des « biens durables » (automobiles, électroménager, mobilier...) de + 10 % alors que les prix augmentaient de + 2 % l'an, etc. Remarquons une exception déjà évoquée : celle des réfrigérateurs, où la révolution des parois en mousse injectée a dû se frayer une place dans un marché déjà saturé (seulement + 8,3 % en volume malgré une baisse de prix de — 5 % par an sur la même période).

A présent, question inverse : les branches dégageant les plus forts gains de productivité contribuent-elles le plus à l'augmentation des salaires [41] ? C'est la fameuse thèse des « secteurs leaders ». Or cette thèse semble bien vérifiée par une étude à l'échelle des quinze pays occidentaux les plus industrialisés, sur la période 1958-1967 [42]. L'augmentation

39. Dans le budget des ménages, de 1959 à 1974, la part des « biens durables » passe de 7,7 à 9,4 %, mais en réalité la hausse de leur consommation en volume est de beaucoup la plus forte (voir chapitre 8). La part des biens alimentaires passe de 37,3 à 25,9 %, celle des « services » de 25,3 à 34,2. Mais, dans le langage des comptes de la nation, les « services » comprennent le coût du logement, qui passe de 5,8 à 10,3 %, et la santé (de 4,9 à 8,4 %). Ces deux derniers cas correspondent à une forte extension des branches correspondantes (bien moindre toutefois que celle de biens durables) qui ne s'accompagne pas d'une révolution dans les formes de production et de distribution. Cependant, dans la mesure où il s'agit de conditions importantes de la reproduction de la force de travail, la hausse de leur prix fut compensée par l'intervention des « transferts sociaux ».

Sur le logement, voir *Le Tribut foncier urbain* et les travaux cités plus haut de J. Lafont et D. Leborgne.

40. En gros : $V' = -1{,}4\ p' + 14$ (V' et p' désignent la vitesse de croissance du volume et des prix).

41. Attention ! Ce ne sont pas nécessairement des branches de la section II (c'est par exemple le cas de la chimie) ! Notre schéma simplifié du sous-chapitre précédent (inspiré par Henry Ford I) ne doit pas être pris à la lettre. En fait, si une entreprise très productive accorde libéralement des hausses de salaires, ce n'est pas en général pour élargir son marché, mais parce que la rupture de la paix sociale lui coûterait plus cher (par immobilisation de ses usines).

42. J. Eatwell, J. Llewelyn, R. Tarling, « Money Wage Inflation in Industrial Countries », *Review of Economic Studies*, février 1974.

des salaires nominaux semble suivre (élasticité : 0,83, bonne corrélation) la hausse de la productivité dans les trois secteurs où celle-ci est la plus forte. Elle est beaucoup moins corrélée avec la hausse de la productivité moyenne, et lui est en général supérieure. Donc la hausse des salaires est supérieure à la hausse de la productivité moyenne et inférieure à la hausse de la productivité des « secteurs moteurs » : on retrouve le mécanisme de la plus-value extra monopoliste. Et on remarque en passant qu'à moins que les profits moyens ne baissent ce mécanisme engendre nécessairement l'inflation rampante, correspondant à l'excès de la hausse du salaire nominal sur celle de la productivité moyenne. La dispersion, l'hétérogénéité des branches, du point de vue des gains de productivité, est donc dans ce cadre un facteur inflationniste [43].

Il reste justement à étudier, pour compléter le mécanisme monopoliste de formation-résorption de la plus-value extra, le rapport entre les secteurs moteurs et les autres. Il faut en effet que les gains de salaires se diffusent dans l'ensemble des secteurs. Notons que ce n'est pas vrai dans le cas de la régulation concurrentielle, où, nous l'avons vu, les variations de salaires traduisent les tensions sur le marché du travail. Comme ces tensions n'ont pas de raison d'être les mêmes partout (des branches naissent et dépérissent avec le passage de l'artisanat à la manufacture et à la grande industrie), on constate que, de 1830 à 1911, la hausse des salaires nominaux s'échelonne de 60 à 200 % selon les branches.

Aujourd'hui, les choses sont bien différentes : il existe un éventail des rémunérations selon les branches, mais il ne tend pas à l'éclatement. Les études menées sur l'économie française contemporaine [44] montrent l'existence de deux groupes de secteurs (avec une gamme intermédiaire) :

— un groupe moteur, fortement concentré, syndicalisé, en forte croissance de la production et de la productivité. Les salaires y sont plus élevés que la moyenne, déconnectés des fluctuations du marché de l'emploi et du niveau du S. M. I. C. ;

— un groupe « concurrentiel » présentant les caractéristiques inverses.

Alors que les salaires dans le groupe moteur croissent régulièrement, ils croissent en fluctuant dans les secteurs concurrentiels : plus vite en période d'emballement, plus lentement en période de refroidissement (et de hausse du chômage). Le résultat moyen est une croissance faiblement

43. Mécanisme formalisé par S. C. Kolm, « Notes sur l'inflation de productivité », *Revue économique*, novembre 1970. Mais l'idée générale avait été énoncée par N. Kaldor (en 1959) et P. Streeten (en 1962). Des vérifications internationales ont été avancées par H. A. Turner et D. A. S. Jackson (références dans l'article cité de R. Boyer).

Il ne s'agit donc pas d'une découverte, mais elle doit être resituée dans un cadre théorique qui explique à quelles conditions les gains de productivité peuvent faire monter les prix.

44. Par D. Deruelle et J.-J. Sylvestre notamment (de ce dernier, voir *Les Inégalités de salaires*, P. U. F., 1978).

ondulée autour de la pente de la productivité des secteurs moteurs. Les écarts de salaire entre branches restent globalement stables et ne reflètent pas la divergence des gains de productivité [45].

Remarquons qu'à partir de 1968 le S. M. I. C. commence à jouer le rôle d'un véritable « serre-file » de la hiérarchie interbranches des salaires. Parallèlement, l'influence des tensions sur le marché de l'emploi (même en s'en tenant à la seule « armée flottante ») disparaît totalement. Elle ne réapparaîtra qu'avec l'ouverture de la crise. L'I. N. S. E. E. a pu évaluer à 2 % la contribution à la « baisse » des salaires due au doublement du rapport demande/offre d'emplois non satisfaites entre 1974 et 1975. Mais, dans le même temps, les mécanismes monopolistes de hausse du salaire continuent à jouer et l'emportent de loin. Dans les deux premières années de la crise, non seulement le salaire horaire réel continue à progresser (ce qui était déjà le cas en 1930 !), mais aussi le salaire nominal : ce qui est la véritable nouveauté de la crise de 1974, première crise sous la régulation monopoliste.

Ce n'est qu'à partir de 1977-78 que le salaire réel commence (d'abord faiblement) à baisser. Il ne s'agit probablement pas d'un retour à la régulation concurrentielle, mais bel et bien d'un début de restructuration du marché du travail : la substitution de jeunes travailleurs hors statut aux vieux travailleurs placés en préretraite. Tel est le résultat de trois ans d'attentisme préélectoral des syndicats, couronnés par une défaite de l'Union de la gauche. Nous y reviendrons dans la troisième partie [46].

45. Résultat bien établi par la « Fresque historique » de l'I. N. S. E. E. Cependant, l'écart des productivités se reflète dans le constant décalage du niveau des salaires. C'est que le marché du travail n'a pas la fluidité de celui d'une marchandise homogène. Il est considérablement *segmenté* par les conditions différentes de reproduction des différents types de main-d'œuvre : Français/immigrés, hommes/femmes, urbains/ruraux, etc. Les « industries de main-d'œuvre » (c'est-à-dire à plutôt faible composition organique du capital) auront recours de préférence aux segments à bas salaire (quand elles ne s'installent pas en Extrême-Orient...).

46. En Italie, la restructuration a pris la forme d'un « décentrement productif » avec le remplacement massif des ouvriers de la grande industrie concentrée, bien protégés par la législation sociale, par des travailleurs à domicile, très peu protégés et sous-payés. Ce qui permet la survivance, voire le retour en force, de formes artisanales ou manufacturières de la production, qui redeviennent compétitives.

Les choses n'en sont pas là en France, mais on peut observer que la plus grande partie des jeunes ou des femmes qui sont rentrés dans la production depuis 1974 y sont rentrés avec un statut précaire (vacataires, intérimaires, sous-traitants, etc.). La « défense des droits acquis », entreprise par entreprise, menée par des syndicats organisés par fédérations professionnelles, se révèle totalement inadéquate à la défense de ce segment du marché du travail, en pleine expansion. C'est l'une des origines de la crise larvée qui oppose, dans la C. F. D. T., les unions locales et les syndicats des services (où sont casés tous ces « périphériques ») et d'autre part les « grandes » fédérations (métallurgie, chimie, etc.).

14

La composition organique du capital

Nous avons vu que le progrès de la productivité sociale avait pour cause le progrès de la coopération. Celle-ci entendue dans le sens le plus général : le progrès scientifique lui-même est un produit de la coopération et de la division systématique du travail.

Nous avons vu que, malgré la division sociale du travail (entre les branches), la révolutionnarisation des forces productives s'imposait d'une branche à l'autre, voire remettait en cause le découpage instantané des branches :

« Le bouleversement du mode de production dans une sphère industrielle entraîne un bouleversement analogue dans une autre. *On s'en aperçoit d'abord dans les branches d'industrie qui s'entrelacent comme phases d'un procès d'ensemble, quoique la division sociale du travail les ait séparées et métamorphosé leurs produits en autant de marchandises indépendantes* [1]. »

Nous avons vu que ce qui unifiait la dynamique de l'ensemble du mode (par-delà le découpage en branches et grâce au découpage en sections) c'est le « but déterminant », l'extorsion de la plus-value relative, et nous avons vu au chapitre précédent comment ce « but final » s'impose comme « but direct ».

Reste à en voir la contrepartie dans le « moyen » correspondant à ce but : la possession des moyens de production. Car nous savons aussi que la coopération est, dans le capitalisme, indissolublement liée à la séparation du producteur direct des moyens de production.

Or, la propriété des moyens de production étant liée à la possession, l'approfondissement de la séparation peut s'exprimer dans l'espace de

1. *K.*, I, XV, p. 279.

mesure de la valeur, à travers la partition entre C et V, qui mesure elle-même l'exclusion des prolétaires de la propriété des moyens de production. La composition organique du capital va donc refléter la forme *proprement capitaliste* d'accroissement de la productivité sociale.

I. Socialisation du travail et propriété privée des moyens de production

Il nous faut ici reprendre quelques acquis du chapitre 10, en les recentrant autour du rapport capital constant/capital variable. Il suffit pour cela de saisir l'articulation entre la socialisation du travail, la dépossession du producteur et la propriété des moyens de production.

1. Socialisation et dispositif matériel

Le progrès de la force productive du travail issu de la coopération se matérialise dans un dispositif combinant les produits du travail passé (« mort ») et l'activité présente (« vivante ») d'un collectif de travailleurs. C'est ce dispositif qui matérialise l'accroissement de la force productive issue de la socialisation :

« *On a vu que les forces productives résultant de la coopération et de la division du travail ne coûtent rien au capital. Ce sont les forces naturelles du travail social. Les forces physiques appropriées à la production, telles que l'eau, la vapeur, etc., ne coûtent rien non plus. Mais, de même que l'homme a besoin d'un poumon pour respirer, de même il a besoin d'organes façonnés par son industrie pour consommer productivement les forces physiques.* [...] *Et il en est de la science comme des forces naturelles. Les lois* [*de l'électrodynamique*], *une fois découvertes, ne coûtent pas un liard. Mais leur application exige des appareils très coûteux et de dimension considérable.* »

Entendons-nous bien. Le dispositif matériel entre *tout entier* dans le procès de travail et c'est sa « qualité », sa « valeur d'usage relative », qui permet d'économiser sur le total du travail social entrant dans le produit. Or le dispositif de machines transfère à chaque produit une quantité de valeur qui ne dépend que de son usure par unité de temps, rapportée à la quantité de produits pour la même unité de temps. Déduction faite de ces amortissements, l'utilité de la machinerie ne coûte rien.

« *Ce n'est que dans l'industrie mécanique que l'homme arrive à faire fonctionner sur une grande échelle les produits de son travail passé comme forces naturelles, c'est-à-dire gratuitement* [2]. »

2. *K.*, I, XV, p. 282. Voir également *K.*, I, XXIV, p. 439.

Ainsi donc ce travail « passé » (du point de vue du travail vif), qui constitue le dispositif matériel, fonctionne tout entier pour déterminer la productivité du travail social, exactement comme le fait la fertilité naturelle. D'où l'illusion des « quasi-rentes » créées par les machines, qui justifieraient, outre le reflux de leur valeur dans les amortissements, un « revenu » qui serait celui du capital (voir le chapitre 10).

Rappelons enfin que la tendance à la dépossession du collectif des producteurs directs se traduit par l'incorporation maximale des puissances sociales, notamment des puissances intellectuelles du travail associé, dans la machinerie [3]. Au lieu qu'un producteur direct garde son savoir-faire, son geste sera déqualifié, mais un autre travailleur aura préalablement produit une machine intégrant ce savoir-faire (et plus généralement le savoir-faire social).

2. La propriété du dispositif

Ce « travail passé », transformé en « force naturelle », est en réalité le produit d'un autre compartiment de la division du travail, produit monopolisé par la classe des capitalistes (voir le chapitre 7), et, dès lors, chose étrangère et non plus travail combiné au travail vivant :

« L'ouvrier se comporte en réalité envers le caractère social de son travail, sa combinaison avec le travail d'autrui en vue d'un but commun, comme envers une puissance étrangère ; les conditions qui permettent la réalisation de cette combinaison sont, pour lui, le bien d'autrui. [...]

Il est donc à peine besoin de dire que, dans la mesure où la productivité du travail dans une branche de production se traduit dans une autre par un perfectionnement des moyens de production, cette interdépendance générale du travail social est, pour les ouvriers, quelque chose de totalement étranger, qui ne leur semble intéresser que le capitaliste, lui seul, aussi bien, achetant et s'appropriant ces moyens de production. Le produit des ouvriers d'un autre secteur de production, il l'achète avec le produit des ouvriers de sa propre branche de production et, partant, il ne dispose du produit des ouvriers d'autrui que pour

3. Le développement de l'informatique a rendu « physiquement » visible ce processus. D'abord, la distinction entre « software » et « hardware » permet de saisir qu'un processus logique peut soit être effectué par une machine simple effectuant un programme compliqué rédigé par un homme (software), soit par une machine compliquée, « câblée » par un homme (hardware), effectuant un programme simple rédigé par un autre homme. Il faut encore remarquer que le software peut maintenant faire l'objet d'une production marchande séparée. Tout comme l'ingénierie, mot féminin, par opposition à l'ingéniérie, mot masculin, qui correspond à l'incorporation elle-même (*Journal officiel*, 18 janvier 1973). L'existence du software et de l'ingénierie en tant qu'activités séparées permet de décomposer le mouvement d'incorporation : abstraction, sous forme d'activité intellectuelle, accaparée par le capital, du savoir-faire pratique, incorporation de ce savoir dans la machinerie. Exemple du résultat : les machines-outils à commande numérique.

autant qu'il s'est approprié sans bourse délier celui de ses propres ouvriers ; mais c'est là une interdépendance qui est heureusement dissimulée par le procès de circulation [4]. »

Ces « poumons » qui permettent de consommer productivement les forces naturelles et sociales (ces « cornues » de l'alchimie de la valeur, selon une autre comparaison), ils sont d'abord des *achats* du capital. Et ce fait, qui ne tient qu'aux rapports de propriété-séparation, induit sur l'espace de la valeur une partition par ailleurs arbitraire entre C et V.

Encore faut-il raffiner. Nous avons vu que le procès de travail concret induisait un nouveau fractionnement dans C : entre le capital constant *circulant* (c'est-à-dire le travail antérieur d'un autre ouvrier dans un autre compartiment de la division sociale du travail, qui est tout entier transformé par le travail vivant) et le capital constant *fixe* : celui qui représente le moyen de production, le « travail antérieur fonctionnant comme force naturelle ».

Insistons sur ce point : le fait que la valeur d'une marchandise soit fractionnée entre C et V + PL, et que C lui-même soit fractionné en capital constant fixe et circulant, est déterminé par les seuls rapports de propriété. C'est ce que le capitaliste a « déjà » acheté et qui lui permet de faire travailler l'ouvrier. A l'origine (artisanat dominé des *clouthers* et des canuts, actuels paysans-travailleurs intégrés à l'industrie agro-alimentaire), le capital peut n'être propriétaire que du seul capital constant circulant (le coton ou la soie, les engrais et aliments pour bétail). Même au stade de la manufacture, l'ouvrier reste souvent propriétaire de ses outils.

En revanche, c'est l'approfondissement de la dépossession, l'incorporation de la puissance sociale du travail dans la machinerie, qui vient déterminer et déplacer la ligne de partage entre C et V + PL. *Déterminer*, et non plus définir formellement. Le rapport en C et V ainsi déterminé, c'est ce que Marx appelle la « composition organique du capital ».

Nous allons, dans la suite de ce chapitre, étudier le mouvement tendanciel de la composition organique. Mais l'étude diachronique ne permettra pas de mettre en rapport direct et manifeste la dépossession du producteur et la hausse de la composition organique, ne serait-ce que du fait de l'impossibilité d'évaluer quantitativement la déqualification moyenne au cours du temps. En revanche, il est possible de mettre en rapport, au même moment, ces mêmes quantités pour les différentes entreprises. C'est le travail auquel s'est livré A. Azouvi, sur un échantillon de grandes entreprises [5]. Or il apparaît nettement que :

4. *K.*, III, VI, p. 104. Nombreuses remarques de ce genre dans les *Grundrisse*, chapitre sur l'automation, II, p. 214.

5. A. Azouvi, « Caractéristiques d'entreprises, structures d'emploi et de salaires », *Economie et Statistiques*, n° 92, septembre 1977.

— plus la part du capital fixe est grande,
— plus est faible la part des ouvriers dans la masse des salariés,
— plus est faible la qualification des ouvriers.

II. Définition et mesures de la composition organique du capital

La composition organique est donc l'effet, dans la partition C/V + PL de la valeur (définie par les rapports de propriété), de la révolutionnarisation des forces productives comme socialisation du travail sous la contrainte de la dépossession des producteurs directs.

Cela rejoint la définition de Marx, dont nous allons montrer que, si elle est ambiguë dans sa formulation, elle ne l'est pas sur le fond.

« *La composition du capital se présente à un double point de vue. Sous le rapport de la valeur, elle est déterminée par la proportion suivant laquelle le capital se décompose en partie constante (la valeur des moyens de production) et partie variable (la valeur de la force ouvrière, la somme des salaires). Sous le rapport de sa matière, telle qu'elle fonctionne dans le procès de production, tout capital consiste en moyens de production et en force ouvrière agissante, et sa composition est déterminée par la proportion qu'il y a entre la masse des moyens de production employés et la quantité de travail nécessaire pour les mettre en œuvre. La première composition du travail est la* composition-valeur, *la deuxième la* composition technique. *Enfin,* pour exprimer le lien intime qu'il y a entre l'une et l'autre, nous appellerons composition organique du capital sa composition-valeur, en tant qu'elle dépend de sa composition technique *et que, par conséquent, les changements survenus dans celle-ci se réfléchissent dans celle-là. Quand nous parlons en général de la composition du capital, il s'agit toujours de sa composition organique*[6]. »

Remarquons d'abord que, dans « composition technique », le mot « technique » ne doit pas être pris au sens étroit, puisque cette « technique » est la forme de l'incorporation dans les machines de la dépossession des producteurs directs. La décomposition du raisonnement, « composition-valeur/composition technique », renvoie en fait à : division sociale/division manufacturière. La composition organique signifie donc la part de travail « mort » (produit ailleurs, antérieurement) en tant qu'elle dépend de la part du travail qui doit figurer sous la forme de machinerie dans le procès de travail interne à la branche.

Remarquons ensuite que la traduction « mathématique » de la définition de la composition-valeur n'a rien d'immédiat. De quelle « proportion » de valeurs s'agit-il en effet ?

6. *K.*, I, XXV, p. 443.

— S'agit-il de la proportion des moyens de production dans le capital avancé (soit $K_F + K_C$) ? Ou de la proportion du capital constant dans le capital-marchandise produit (soit C) ? Nous avons vu qu' « il y a une grande différence entre la valeur de la machine et la portion de valeur qu'elle transmet périodiquement à son produit, entre la machine comme élément de valeur et la machine comme élément de production[7] ».

— Comment mesure-t-on « la quantité de travail nécessaire pour les mettre en œuvre » ? Par la valeur de cette force de travail (ce qui est compatible avec le point de vue du capital avancé : K_V)[8] ? Ou par la quantité de travail abstrait dépensé (ce qui est compatible avec le point de vue du capital-marchandise-produit : V + PL) ?

En tout état de cause, la définition de la composition organique nous invite, pour la seconde question, à faire le second choix : mesurer le « travail vivant » par son produit (V + PL) et non par sa valeur (V), car la part de V + PL ne dépend que du *procès de travail lui-même,* alors que V renvoie à la valeur *sociale* de la force de travail.

Ce qui nous invite à nous intéresser a priori (en ce qui concerne le premier problème) à la part du capital constant dans la composition valeur du produit (C + V + PL).

Mais ce choix est plus profond. De quoi s'agit-il en effet ? De mesurer, au sein de la coopération sociale du travail, la partition qu'opère la propriété privée des moyens de production et la tendance à l'approfondissement de la séparation. C'est donc au sein de la somme qui représente la *totalité* du travail *dépensé* que nous devons découper ce qui doit être d'abord approprié par un capitaliste, soit C. L'indice pertinent est donc bien $\frac{C}{V + PL}$ et non $\frac{C}{V}$.

En réalité, il s'agit plus que du choix d'un indice. Ce qui est en jeu, ce sont deux thèses de Marx intimement liées : la hausse tendancielle de la composition organique et la baisse tendancielle du taux de profit. Or l'exposé de Marx de la seconde thèse, au livre III, tout comme la définition de la composition organique au livre I, est entaché d'une

7. *K.*, I, XV, p. 282.

8. C'est ce qu'indique le titre du paragraphe rédigé par Marx lui-même : « Changements successifs de la composition du capital dans le progrès de l'accumulation et diminution relative de cette partie du capital qui s'échange contre la force ouvrière » (I, p. 449), et c'est également le choix qu'implique la définition de la composition-valeur. Mais dans ce chapitre (XXV), portant sur la « loi générale de l'accumulation capitaliste », Marx voulait surtout démontrer que l' « armée du travail » ne croît pas proportionnellement à l'accumulation. Il fait abstraction de la variation de la valeur unitaire de la force de travail. L'ennui, c'est que la composition-valeur peut difficilement « refléter » le seul mouvement de la composition technique : elle intègre toujours le mouvement des valeurs. Cependant, le texte de Marx reste parfaitement clair quand au fond : au dénominateur de la composition organique, il faut quelque chose qui mesure la « somme de force ouvrière nécessaire pour mettre en œuvre le capital constant » (I, p. 450) et non pas la valeur de cette somme (c'est-à-dire le travail nécessaire pour reproduire la somme de force ouvrière qui met en œuvre, etc.).

redoutable confusion : alors que le commentaire littéraire repose sur une définition de type $\frac{C}{V + PL}$ de la composition organique, la notation algébrique utilisée est C/V. Dès lors la thèse, en tant que théorème, est fausse.

Bien que l'étude du rôle du taux de profit dans la régulation capitaliste soit l'objet de la seconde et de la troisième partie, il vaut donc la peine de s'arrêter sur ce débat qui a fait couler beaucoup d'encre [9].

III. Composition organique et taux de profit

Le mouvement *tendanciel* du taux de profit *général* (par opposition aux mouvements conjoncturels des taux de profit des diverses branches et des entreprises particulières) s'étudie exactement au niveau d'abstraction où se situe le présent chapitre : il est le produit des seuls rapports déjà pris en compte. On peut même dire que le mouvement du taux de profit n'est qu'une autre façon de repérer ce que repère le mouvement de la composition organique : la socialisation du travail, dans le cadre de la dépossession du producteur direct.

« La tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail [10]. »

Il est donc légitime d'étudier ici son mouvement, alors que nous n'étudierons que plus tard « à quoi sert le taux de profit ».

Rappelons que le taux de profit rapporte le profit au capital engagé. Pour nous, le profit c'est encore la plus-value, puisque nous supposons que les prix ne font que refléter les rapports de valeur. Par ailleurs, nous pouvons commencer par faire abstraction du temps de circulation du capital fixe. Le taux de profit se mesure alors par ce que nous avons appelé taux de surplus interne :

$$\sigma = \frac{PL}{C + V}.$$

C'est ce que fait Marx, et c'est-au-delà que s'est engagée la polémique.

9. Outre les néo-classiques (tels Samuelson) qui s'en sont donnés à cœur joie, cette thèse est souvent critiquée par des auteurs marxistes. Voir par exemple A. Emmanuel, *Le Profit et les Crises ;* F. Danjou, « Sur la baisse tendancielle du taux de profit », *Cahier du C. E. R. E. L.*, n° 3.

10. *K.*, III, VI, p. 227.

1. Le raisonnement de la vulgate marxiste et sa critique

Une lecture rapide du livre III amène à présenter les choses de la façon suivante.

a) On peut écrire :

$$\sigma = \frac{PL}{C + V} = \frac{PL/V}{1 + C/V}.$$

Donc, si C/V augmente, σ baisse. Bien sûr, PL/V augmentera (c'est même le but de la manœuvre : gagner de la plus-value relative), mais disons que finalement c'est C/V qui l'emportera (« tendanciellement », c'est-à-dire en gros, à vue de nez, l'un dans l'autre, etc.).

b) Or le « progrès technique » fait augmenter C/V. Pourquoi ? Parce que le progrès technique exige plus de machines. Donc la composition technique augmente. Bien sûr, la valeur de chaque machine peut baisser (avec les gains de productivité). Mais disons que finalement la hausse du volume des machines l'emportera sur la baisse de leur valeur spécifique. Donc la composition-valeur augmentera (« tendanciellement », c'est-à-dire en gros, etc.).

c) Conclusion : le taux de profit mesuré par σ baissera tendanciellement. Bien sûr, le taux de profit n'est pas tout à fait σ, le temps de rotation du capital peut varier... Mais tendanciellement (c'est-à-dire en gros, etc.) le taux de profit baissera.

Deux prémisses boiteuses : une conclusion fragile. Chœur des critiques : la vérité des prémisses est en fait indéterminée. On ne peut démontrer ni que la hausse de C/V entraîne la baisse de σ ni la hausse elle-même de C/V. Conclusion : le mouvement du taux de profit est totalement indéterminé.

Nous avons ici le parfait exemple de la capitulation de la raison que représente souvent la formalisation mathématique [11]. Comprendre une loi tendancielle, ce n'est pas faire de l'analyse mathématique. Même si on peut poser, à titre de jalons, des symboles mathématiques pour fixer des moments de la réflexion, l'essentiel reste la compréhension des rapports (ici économiques) que l'on désigne. Il s'agit donc de comprendre ce dont on parle : la tendance n'exprime alors plus rien d'autre que l'essence de la chose, développée dans son existence temporelle.

Nous allons démontrer qu'en fait, si on comprend bien le sens des mots, le premier point est effectivement un théorème mathématique, tandis que le second n'est que l'expression mathématique de la posi-

11. Plus généralement, on voit ici la trace d'une « philosophie des sciences » largement répandue : le néo-positivisme logique et de l'idéologie pratique correspondante, l'idéologie des modèles. On définit de façon acritique la composition organique par C/V, le taux de profit par σ, et dès lors tout est affaire de mathématique : la « scientificité de la science » réside entièrement dans le cheminement mathématique de C/V à σ.

Sur le « travail commandé »

Lorsqu'il cherche, dans le livre III, à exprimer à la fois la *mesure* du taux de profit (où V est bien « mis pour » K_v, le capital avancé sous forme de salaire) et sa *détermination* (où V est « mis pour » le travail qu'il met en mouvement, c'est-à-dire V + PL), Marx est obligé de rétablir *au niveau des termes* la confusion maintenue par David Ricardo (qu'il avait dissipée au livre I) entre valeur ajoutée par le travail et valeur de la force de travail.

Cette confusion prenait chez les classiques (surtout chez Adam Smith) la forme d'une confusion entre *travail incorporé* (la somme de travail nécessaire à la production d'une marchandise) et *travail commandé* (la somme de travail qu'on peut acheter avec une marchandise).

On passe de l'un à l'autre moyennant la donnée du rapport V/V + PL qui est une expression particulière du taux d'exploitation. Celui-ci étant supposé donné, on comprend que la confusion soit systématisée par les « marxistes algébriques », théoriciens de la « transformation valeur-prix de production », que critiquent, en sourcilleux censeurs, Cartelier et Benetti (voir notre chapitre 6).

Or, et nous aurons l'occasion d'y revenir dans la seconde partie, cette façon de mesurer le travail incorporé par le travail commandé est *légitime* quand on passe de l'espace des valeurs à l'espace des prix. C'est ce que fait Marx, nous venons de le voir, dans le livre III ; c'est ce qu'il justifie, au niveau théorique, dans les *Théories...*, à propos des polémiques entre Smith, Ricardo et Malthus.

La différence n'est pas une simple différence de mesure (V contre V + PL), mais une différence de *nature*, d'*espace de mesure*. C'est pourquoi, quand ces grandeurs diffèrent, l'une peut servir d'indice de l'autre, et quand elles sont égales elles n'en sont pas pour autant identiques :

« *En soi, il serait faux et absurde, même si l'ouvrier s'appropriait son propre produit, c'est-à-dire la valeur de son produit, de faire de cette valeur ou de la valeur du travail la mesure des valeurs au sens où le temps de travail est mesure des valeurs et le travail lui-même élément créateur de valeur. Même alors le travail que l'on peut acheter avec une marchandise ne pourrait pas servir de mesure au même titre que le travail que cette marchandise contient. Le premier serait simplement l'indice du second.* » (*T. P. L.*, I, p. 68.)

Les deux espaces étant distingués, Marx ne craint cependant pas, quand il se situe dans l'un, de le faire fonctionner comme indice de l'autre.

Ce point risquant de faire problème pour les marxistes habitués à une rigoureuse distinction entre valeur de la force de travail et valeur du travail fourni, donnons tout de suite quelques justifications.

Dans l'espace des prix capitalistes, ce qui est échangé, ce ne sont pas seulement des marchandises, ce sont des capitaux, du travail déjà abstrait, ce que nous appelons des « valeurs en procès ». Ces valeurs en procès sont un pouvoir d'achat de travail *matérialisé*, mais seulement dans le but de s'approprier le travail *vivant* d'autrui.

Ces « valeurs » sont donc à la fois indice de la valeur de ce contre quoi elles s'échangent (le capital variable : contre les biens de subsistances ; le capital constant : contre les biens de production), mais aussi du but dans lequel elles s'échangent (pour le capital variable : l'appropriation de la totalité du travail fourni, et plus particulièrement la plus-value). Cette « duplicité » est fondée sur l'appropriation préalable par l'ensemble des capitalistes de l'ensemble des conditions matérielles de la reproduction (biens de production et biens de subsistances), qui sont du travail mort : c'est ce que nous avons montré dans les chapitres 6 et 7. Dès que sont escamotées ces conditions sociales, la duplicité se fait fétichisme : le « prix du travail », c'est ce qu'il faut payer pour extorquer du profit.

« Value of labour *et* quantity of labour *restent* equivalent expressions, *pour autant qu'il s'agit de* travail matérialisé. *Elles cessent de l'être dès que* travail matérialisé *et* travail vivant *sont échangés l'un pour l'autre.* [...] Labour *en tant que tel est mis en face de la* marchandise, *un quantum déterminé de travail immédiat en tant que tel, mis en face d'un quantum déterminé de travail matérialisé.* [...]

Au lieu de travail, *Ricardo aurait dû parler de* puissance *de travail. Mais alors le* capital *se serait également présenté sous la forme des conditions de travail objectives faisant face au travailleur, en tant que pouvair devenu indépendant. Et le capital se serait tout de suite présenté comme* rapport social déterminé. *Comme ça, pour Ricardo, il ne se distingue que comme* accumulated labour *du* immediate labour. [...]

[Remarque : cette critique est reprise dans la *Critique de programme de Gotha.*]

La valorisation d'une marchandise (en tant que capital) ne se fait pas selon le rapport dans lequel elle contient du travail, mais dans lequel elle commande du travail étranger, *dans lequel elle confère un pouvoir sur* plus *de travail étranger qu'elle n'en contient elle-même. Ce qui est* in fact *une raison secrète d'affirmer : avec l'entrée en fonction de la production capitaliste, la valeur des marchandises est déterminée non par le travail qu'elles contiennent, mais par le travail vivant qu'elles commandent, donc par la* valeur du travail. » (*T. P. L.*, II, p. 4-12 et s.)

Quand nous construirons, dans la deuxième partie, « l'économie exotérique » qui constitue l'espace de représentation fétiche du mouvement de ces valeurs en procès, nous serons donc inévitablement amenés, tout comme Marx dans le livre III (et tout comme les « marxistes algébristes » !), à passer au point de vue du travail commandé.

tion d'un des concepts qui fonde la théorie critique du mode de production : la séparation des producteurs et des moyens de production.

2. La hausse de la composition organique entraîne la baisse du taux de profit

L'indétermination dénoncée par les critiques (et parfois admise par Marx) du mouvement du taux de profit tient à l'absence de lien mathématique précis entre le mouvement de C/V et celui de PL/V. Or ces deux mouvements sont liés dans la réalité : C/V croît *pour* faire croître PL/V. C'est le leitmotiv de toute cette section. Donc on ne peut faire abstraction de l'un quand on fait varier l'autre. Alors ?

Alors Marx n'en fait pas abstraction, mais il transcrit mal, algébriquement, les mouvements étudiés. Son raisonnement littéraire est correct, ses notations défectueuses.

Quand Marx, au livre III, note C/V la composition organique, il fait abstraction du mouvement de V lié à une simple variation de la valeur de la force de travail. Ce n'est pas qu'il l'ignore, mais par V il veut désigner autre chose : il veut désigner le travail vivant mis en mouvement (et qui se déduit de V moyennant le taux d'exploitation, c ou ε).

Avant même de se préoccuper de l'effet de la variation de V sur le rapport PL/V au numérateur du taux de profit, il remarque : « Si donc V augmente par suite d'une hausse de salaire, cela signifie simplement que la quantité de travail est payée plus cher, non qu'elle est plus grande ; au lieu de s'élever [le taux de profit] baisse [12]. »

Marx fait donc jouer au nombre V un double rôle : tantôt (par exemple lorsqu'il exprime la valeur d'une marchandise C + V + PL, ou le taux d'exploitation $e = \frac{PL}{V}$) c'est bien la valeur de la force de travail ; tantôt c'est seulement l'*indice* de la quantité de *travail* fournie, commandée par le salaire. On peut faire des réserves sur la légitimité du procédé (voir l'encadré ci-joint : « Sur le travail commandé »). On ne peut reprocher à Marx de ne pas nous avoir prévenus. Car il attire à plusieurs reprises notre attention sur ce point essentiel :

« *Le capital constant, du point de vue de la création de valeur, n'a d'importance qu'en raison de sa valeur.*

12. *K.*, III, VI, p. 70.

Beaucoup de critiques de l' « indétermination de mouvement du taux de profit », fondées sur la hausse éventuelle du taux d'exploitation et la mesure de la composition organique par C/V, oublient cet aspect des choses. Même B. Billaudot, dans sa thèse, s'acharne à démontrer que V ne peut croître suffisamment pour entraver la hausse de C/V, puis il s'inquiète de savoir si la diminution de V ne va pas entraver la baisse du taux de profit !

On touche ici du doigt la double fonction de V dans la détermination du taux de profit.

« *Il en va tout autrement du capital variable. Ce qui importe en premier lieu, ce n'est pas sa valeur, ni le travail qu'il matérialise, mais sa valeur en tant que simple indice du travail total qu'il met en mouvement et que ce capital variable n'exprime pas* [13]. »

« *Il faut faire ici une différence essentielle entre le capital variable dépensé en salaire en tant que sa valeur, c'est-à-dire la somme des salaires, représente une certaine quantité de travail matérialisé et ce même capital en tant que sa valeur est le simple indice de la masse de travail vivant qu'il met en mouvement* [14]. »

Par conséquent, dans le livre III, les choses sont claires : quand Marx écrit « V », il désigne le prix d'une masse de travail fourni au capitaliste par les prolétaires qu'il a engagés. Ce qui éclaire rétrospectivement le problème de la mesure de la composition organique, car, si le capital variable est alors « l'indice d'une certaine quantité de force de travail, d'un nombre donné d'ouvriers ou de certaines masses de travail vivant mises en mouvement [15] », se trouve du même coup confirmée la position que nous avons adoptée, qui rapporte le travail mort (C) au travail vivant (V + PL) et non à la valeur du travail vivant (V) :

« *Ce rapport repose sur une base technique et doit être considéré comme donné pour un degré déterminé du développement de la force productive.* [...] *Un nombre donné d'ouvriers correspond à une quantité donnée de moyens de production et par conséquent une quantité donnée de travail vivant correspond à une quantité donnée de travail matérialisé déjà dans les moyens de production* [16]. »

L'ennui, c'est que, si l'usage de V comme « indice » est légitime dans le cadre du livre III, quand Marx est en train de construire l'économie « fétiche » (où le « prix du travail » a un sens), il est extrêmement gênant dans une démonstration qui se situe au niveau du livre I, c'est-à-dire au niveau des tendances, mesurées *dans l'espace des valeurs*. Dans cet espace-là, le rapport du travail mort au travail vivant ne peut s'exprimer correctement que d'une seule façon :

$$k = \frac{C}{V + PL}.$$

Nous devons donc démontrer que la hausse de k implique la baisse de σ. En remarquant qu'on peut écrire :

$$\sigma = \frac{PL}{C + V} = \frac{PL/V + PL}{(C/V + PL) + (V/V + PL)} = \frac{\varepsilon}{k + 1 - \varepsilon}$$

et que d'autre part le taux de partage $\varepsilon = \frac{PL}{V + PL}$ est strictement

13. *K.*, III, VI, p. 70.
14. *K.*, III, VI, p. 164.
15. *K.*, III, VI, p. 162.
16. *Ibid.*

compris en 0 et 1 (il croît de 0 à 1 à mesure qu'augmente la plus-value relative), on voit que σ est compris entre 0 (quand le surtravail est nul, et $\varepsilon = 0$) et $\frac{1}{k}$ (quand le travail nécessaire est nul, et $\varepsilon = 1$).

Quant k croît, σ est donc astreint (quelle que soit la hausse de la plus-value relative, repérée par ε) à rester dans un voisinage de plus en plus proche de 0.

C'est très exactement l'expression mathématique de la thèse « le taux de profit tend vers 0 avec la hausse de la composition organique » (en réalité, comme nous le savons, il n'est nul besoin d'avoir recours à ces raisonnements infinitésimaux, car PL/V ne tend nullement vers l'infini, il reste plutôt stable !).

Cela ne signifie nullement que σ ne peut pas remonter, pour k donné ou même décroissant, avec une hausse de ε. Cela signifie que, quelle que soit la hausse momentanée de la plus-value relative entraînant une hausse, elle aussi momentanée, du taux de profit, une hausse ultérieure de la composition organique pourra annuler cette hausse du taux de profit (ce que nul critique ne conteste) mais, de plus, sans qu'aucune nouvelle hausse de la plus-value relative puisse l'en empêcher (ce que Marx affirme à peu près en ces termes * [17]).

La hausse de k entraîne donc la baisse de σ. Mais le taux de profit n'est pas σ ; le « vrai » taux de profit, c'est ce que nous avons appelé le taux de rendement interne, le rapport la plus-value annuelle

*17. Marx emploie explicitement la démonstration que nous venons d'exposer et qui consiste à trouver une majoration pour l'effet propre de la hausse du taux d'exploitation (« même si les prolétaires pouvaient vivre de l'air du temps »). Dès lors : « La masse du travail vivant employé diminuant sans cesse par rapport à la masse du travail matérialisé qu'elle met en œuvre, par rapport aux moyens de production consommés productivement, il faut bien que la fraction non payée de ce travail vivant qui se concrétise en plus-value voie son rapport au volume de valeur du capital total diminuer sans cesse. Or ce rapport de la masse de plus-value à la valeur du capital total employé constitue le taux de profit ; celui-ci doit donc baisser continuellement. »

Pour préciser le désaccord entre Marx et ses critiques, on peut considérer le taux de profit σ comme une fonction de la composition organique *et* du taux d'exploitation e (ou du taux de partage ε, e et ε étant biunivoquement liés par une fonction croissante).

— Si on exprime la composition organique par C/V, σ tend *simplement* vers 0 quand C/V croît. Quel que soit e (ou ε), quel que soit h si petit que l'on veut, il existe un nombre H assez grand (et dépendant de e ou de ε), tel que, si C/V est plus grand que H, σ est inférieur à h.

— Si on exprime la composition organique par C/V + PL, σ tend *uniformément* vers 0 quand C/V + PL croît. Quel que soit h, il existe un nombre H assez grand (et ne dépendant pas de e ni de ε), tel que, si C/V + PL est plus grand que H, σ est inférieur à h.

La propriété plus forte d'uniformité résulte de ce que l'hypothèse de la croissance de C/V + PL est plus forte que l'hypothèse de la croissance de C/V. Mais ce n'est pas cela qui a guidé notre choix : c'est le fait que l'hypothèse de croissance de C/V + PL est la seule qui exprime un mouvement de la composition *organique* du capital.

dégagée au capital total engagé (valeur totale de la machinerie + fond de roulement total), c'est-à-dire, à peu près :

$$\rho = \frac{PL}{K_f + K_c + K_v} = \frac{\sigma}{t}$$

(t étant le temps de rotation du capital).

Nous devons donc améliorer notre raisonnement. D'abord, on peut dire que, si t est borné inférieurement (par exemple le temps de circulation total ne peut être inférieur à un mois, si les ouvriers sont mensualisés, si les commandes sont passées tous les mois, et même si les machines s'usent en moins d'un mois !), le théorème valable pour σ est valable pour ρ. Mais ce serait tomber soi-même dans le crétinisme mathématique dénoncé plus haut. Il est beaucoup plus juste de faire remarquer que le mouvement de t est de même nature que le mouvement de k : il désigne l'accumulation de travail mort, sous forme de capital fixe immobilisé, que présuppose l'exploitation du travail vivant. Mais au lieu de mesurer la masse de l'accumulation, il en mesure la durée (dans le temps de la circulation).

Nous pouvons joindre l'incidente sur t au fond : la composition organique a-t-elle, elle-même, tendance à croître ?

3. La tendance à la croissance de la composition organique

Sur ce point (comme d'ailleurs sur le taux de profit), Marx tient pour acquise la vérité expérimentale, et part de cette vérité pour en chercher l'explication :

« *Si donc il est évident au premier coup d'œil que l'industrie mécanique, en s'incorporant la science et des forces naturelles puissantes, augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si ce qui est gagné d'un côté n'est pas perdu de l'autre, si l'emploi de machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien.* [...]

Une analyse comparée du prix des marchandises produites mécaniquement et de celles produites par le métier ou la manufacture démontre qu'en général cette portion de valeur que le produit dérive du moyen de travail croît dans l'industrie mécanique relativement, tout en décroissant absolument.

En d'autres termes, sa grandeur diminue absolument, mais elle augmente par rapport à la valeur du produit total [18]. »

Nous examinerons plus loin s'il s'agit toujours de vérités expérimentales. Mais, comme le disait Bachelard, « il faut d'abord comprendre pour mesurer et non pas mesurer pour comprendre ».

18. *K.*, I, XV, p. 281-283.

Le nombre à mesurer est, nous l'avons dit, l'indice d'un partage entre le travail matérialisé (et approprié de façon marchande par le capitaliste) et le travail vivant qui vient se combiner à lui. Sa détermination est donc dans le procès de travail, procès « technique » en quelque sorte, mais qui exprime le rapport social de (dé)possession.

Comment évolue ce rapport, en tant qu'indice de l'évolution de ce procès de travail ? Nous savons (chapitre 10) que le procès de travail sous la domination du M. P. C. présente un double caractère :

— un accroissement de la coopération sociale pour abaisser la valeur spécifique de chaque marchandise ;

— une séparation croissante du collectif de travailleurs des moyens de production (qui sont la matérialisation du travail passé — ou synchronisé dans la reproduction — d'autres collectifs de travailleurs), de telle façon que « les puissances collectives du travail se présentent en face d'eux comme puissance étrangère, propriété du capital ».

Cela implique que le développement capitaliste de la productivité du travail ne se définit pas seulement par : « en général un changement dans ses procédés, abrégeant le temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise, de telle sorte qu'une quantité moindre de travail acquière la force de produire plus de valeurs d'usage [19] », ce qui est vrai de n'importe quel mode de production, mais aussi *par la façon spécifique au capitalisme de développer la productivité :*

« Etant donné les bases générales du système capitaliste, le développement des pouvoirs productifs du travail social survient toujours à un certain point de l'accumulation pour en devenir désormais le levier le plus puissant. [...]

Mais par quelle voie s'obtient ce résultat ? Par une série de changements dans le mode de produire qui mettent une somme donnée de force ouvrière à même de mouvoir une masse toujours croissante de moyens de production [20]. »

C'est ici qu'il faut bien avoir en tête que la partition C/V + PL ne renvoie pas seulement à la division sociale du travail (car même dans la petite production marchande il faut acheter les moyens de production), mais également aux conditions de la reproduction de la séparation, comprise comme « lutte de classes dans la production » (A. D. Magaline) qui vise à *approprier les puissances nées de la coopération comme propriété du capital.* Affirmer que le travail vivant met en œuvre une quantité croissante de moyens de production, c'est-à-dire une quantité croissante du travail cristallisé d'autres ouvriers, ce n'est affirmer rien d'autre que la tendance à la « séparation » des producteurs des moyens de production, *cette séparation étant exprimée dans l'espace de la valeur.* Ou encore, ce qui revient au même, ce n'est rien affirmer d'autre que

19. *K.*, I, XII, p. 235 (c'est le chapitre sur la « Plus-value relative »).

20. *K.*, I, XXV, p. 449 (c'est le chapitre sur la « Loi générale de l'accumulation du capital »).

la tendance à la *socialisation du travail* (plus de travail est combiné, concourt à la production des mêmes valeurs d'usage) *sous la contrainte de l'appropriation privée* des moyens de production (une partie croissante de ce travail combiné est originaire d'autres branches et entreprises et doit d'abord être appropriée par le capitaliste).

Dès lors, la hausse de la composition organique n'exprime *que* la tendance du mode de production ; à son tour, elle implique (et cette fois mathématiquement) la baisse du taux de profit.

De la même façon, l'alourdissement de la part du capital fixe, qui s'exprime par une hausse du temps de rotation du capital total, laquelle implique mathématiquement une tendance à la baisse du taux de profit, exprime aussi la tendance du mode de production capitaliste.

« Véritable gradimètre du progrès des forces productives, son accroissement amène une différence de grandeur de plus en plus considérable entre la totalité du capital actuellement employé et la fraction qui s'en consomme d'un seul coup. Qu'on compare, par exemple, la valeur des chemins de fer européens quotidiennement exploités à la somme de valeur qu'ils perdent par leur usage quotidien [21] ! »

Si, par conséquent, nous admettons que les tendances du mode de production capitaliste, produits des contradictions qui le structurent, sont celles que nous avons dit, au sens précis qui est le nôtre du mot « tendance » (c'est-à-dire pas une moyenne empirique, mais la conséquence théorique de concepts posés abstraitement dans le but de comprendre la réalité), « nous avons prouvé par là que le progrès de la production capitaliste implique nécessairement [...] une baisse du taux de profit général : c'est une nécessité évidente découlant de l'essence du mode de production capitaliste ».

La « preuve » de l' « implication » consiste, mathématiquement parlant, dans la liaison entre hausse de la composition organique et la

21. *K.*, I, XXIV, p. 439. L'exemple de Marx est très bien choisi, car, si on mesure la composition du capital par $\frac{C}{V + PL}$ (flux/flux) dans les chemins de fer, elle est sensiblement la même que dans la moyenne de l'industrie. Mais, si on la mesure en portant au numérateur le stock de capital immobilisé, elle est plus du triple de la moyenne. Ainsi le taux de surplus est trois fois plus faible que le taux de rendement.

Si on réduit (comme on fait souvent) le taux de profit au taux de surplus interne, en oubliant l'exceptionnelle lourdeur du capital fixe dans les chemins de fer (son exceptionnelle longévité), on ne comprend plus l'intérêt de la nationalisation de la S. N. C. F. (voir mon article publié sous la signature de A. Juillet, « Le Rôle des transports dans l'économie capitaliste », *La Vie urbaine*, 1972, n° 3).

Remarquons au passage l'importance de cette dualité entre temps de rotation et composition organique (qui fonde la théorie néo-ricardienne du travail daté). Elle nous ramène au fond du problème : la composition organique du capital signifie le rapport du travail mort (et possédé par le capitaliste) au travail vivant. Si une intégration verticale des capitaux intervient (exemple : une aciérie achète une fonderie), une part du capital constant sera comptée comme capital variable, mais le temps de rotation augmentera.

baisse du taux de profit. Cette liaison est « tendancielle » (et même uniformément tendancielle) au sens de l'analyse mathématique.

Mais la hausse de la composition organique du capital, est, elle, « tendancielle » dans un autre sens, celui qui est le nôtre dans ce livre, et qui est en général le sens marxiste du terme. C'est-à-dire qu'elle est l'expression de l'existence de la structure dans le temps. Structure comprenant : le caractère marchand de l'économie (pour mesurer les valeurs), le monopole de la propriété (pour distinguer C et V + PL) et la tendance à la dépossession (comme moteur de C/V + PL). Cette hausse de la composition organique, comme toute tendance, se réalise toujours dans sa temporalité propre : dans le temps θ de la révolution des forces productives. Elle ne peut pas être « démontrée » : elle exprime de façon synthétique les « lois » fondamentales du mode de production. Elle a le statut des « principes » de la mécanique. C'est-à-dire qu'elle se réaliserait nécessairement dans le temps du calendrier si l'économie capitaliste était aussi « simple » que nous l'avons dit (de même que les principes de la mécanique se réaliseraient s'il n'y avait pas de frottement). Or ce n'est pas le cas.

Il est donc légitime de chercher à « remonter » vers des déterminations plus concrètes du mouvement de la composition organique.

IV. Les mouvements de la composition organique

Les analyses du mouvement de la composition organique, menées en général à propos de la baisse tendancielle du taux de profit, reposent souvent sur la distinction introduite par Marx entre composition technique et composition valeur. Nous allons montrer que cette distinction est utile mais ne permet pas de conclure. La « tendance à la hausse de la composition organique » exprime *directement* le rapport fondamental de séparation, selon le temps θ de la révolution des forces productives, mesuré dans l'espace des valeurs instantanées. Il est donc vain de décomposer le mouvement pour démontrer la thèse. Cependant, cela peut être utile pour comprendre les « contre-tendances », qui modèrent, voire inhibent, la réalisation de la tendance dans le temps du calendrier.

1. Sur la « composition technique »

Pour justifier la thèse de la hausse tendancielle de la composition organique, Marx mène un raisonnement en deux temps : 1) hausse de la composition technique ; 2) évaluation de cette composition.

« *Le développement des puissances productives du travail social que ce progrès [de l'accumulation] amène se manifeste par des changements qualitatifs, par des changements graduels dans la composition technique du capital, dont le facteur objectif gagne progressivement en grandeur proportionnelle par rapport au facteur subjectif, c'est-à-dire que la masse de l'outillage et des matériaux augmente de plus en plus en comparaison de la somme de force ouvrière nécessaire pour les mettre en œuvre. [...]*

Ces changements dans la composition technique du capital se réfléchissent dans sa composition-valeur, dans l'accroissement progressif de sa partie constante aux dépens de sa partie variable [22]. »

L'intérêt de la méthode est de faire apparaître la coexistence nécessaire de contre-tendances :

« *Cependant le décroissement de la partie variable du capital par rapport à sa partie constante, ce changement dans la composition-valeur du capital n'indique que de loin le changement dans sa composition technique.* [...] *La raison en est que ce même progrès des puissances du travail, qui se manifeste par l'accroissement de l'outillage et des matériaux mis en œuvre par une plus petite somme de travail, fait aussi diminuer de valeur la plupart des produits qui fonctionnent comme moyens de production. Leur valeur ne s'élève donc pas dans la même proportion que leur masse.* »

Autrement dit, la *même* tendance qui augmente le « volume » des machines par rapport à la masse de forces de travail abaisse leur valeur spécifique, dévalorise ces machines. Par conséquent, on ne peut rien « prouver » par la hausse de la composition technique. Et d'ailleurs peut-on seulement mesurer la composition technique ? Comment évaluer le volume agrégé de différents types de machines et de bâtiments autrement que... par leur valeur [23] ?

Il en est exactement de même en ce qui concerne le capital constant circulant : matières premières, énergie, etc., tout ce dont la valeur entre entièrement dans le produit. Mais le problème est relativement plus simple. En ce qui concerne les matières premières, on peut considérer que leur proportion, en volume, dans le produit reste stable (toujours la même quantité d'acier dans une carosserie) ; la variation de leur part dans la valeur dépend donc des gains différentiels de productivité d'une branche à l'autre. Ce raisonnement peut être étendu, de façon plus contestable, pour l'énergie. De fait, la « productivité apparente des consommations intermédiaires » est restée assez stable pour la plupart des branches dans l'après-guerre. Cela ne signifie pas qu'elle doive être négligée (surtout en ce qui concerne l'énergie), et nous y reviendrons dans la troisième partie. Mais, pour le moment, le gros problème est celui du capital fixe (machines et bâtiments).

22. *K.*, I, XXV, p. 450.

23. Après les homériques polémiques « cambridgiennes », même les néo-classiques n'osent plus le prétendre. Cf. George C. Harcourt, « Some Cambridge Controversies in the Theory of Capital », *Journal of Economic Litterature*, juin 1969.

On peut contourner la difficulté de deux façons : ne pas agréger, ou bricoler une agrégation.

La première méthode consiste à comparer les « paniers de moyens de production », ou les matrices techniques. On dira alors que le volume des moyens de production augmente quand la quantité d'au moins un bien j servant de moyen de production dans la production d'un bien i augmente sans qu'aucun bien k diminue. L'ennui, bien sûr, est que cette relation d'ordre n'est pas totale : il se peut que les quantités de certains biens augmentent et les quantités des autres diminuent. Et surtout la révolutionnarisation des forces productives se traduit toujours par une modification *qualitative* des machines, rendant parfois impossible toute comparaison.

Au moins, le résultat théorique est alors très clair. On peut démontrer que, si la composition technique « augmente » dans le sens qui vient d'être dit, le taux de profit baisse * [24].

La seconde méthode est celle des statisticiens : construire malgré tout un indice de croissance agrégée en volume. Elle ressemble à celle que nous avons utilisée pour définir la productivité : on mesure la hausse de la valeur (dans le système des prix ordinaire) des immobilisations (machines et bâtiments) ; cette hausse résulte d'une part de la hausse des volumes et d'autre part du mouvement des prix. Pour une structure donnée du panier (on dit plutôt du « parc ») des immobilisations, on peut construire un indice des prix agrégés en pondérant les mouvements des prix des différents types d'immobilisations. En divisant la hausse de la valeur totale par la hausse de l'indice de prix, on a la hausse du volume agrégé. Cela n'est bien sûr valable que si le « parc », en volume, ne se déforme pas trop. Il faut de temps en temps rectifier l'indice. Nous utiliserons des chiffres donnés par cette méthode quand nous étudierons le mouvement concret, empiriquement constaté, de la composition organique [25].

*24. Il suffit de revenir au formalisme du « marxisme algébrique ». On montre en effet que le taux de profit moyen r est égal à $(\frac{1}{\alpha} - 1)$, α étant la valeur propre dominante de la matrice socio-technique M. Donc le taux de profit est une fonction décroissante de cette valeur propre.

Or α est une fonction de M (pour l'ordre partiel des matrices M évoqué dans le texte). Donc α est minimal (et r maximal) quand la composante L × D (c'est-à-dire la consommation ouvrière) est nulle : dans ce cas, la matrice M se réduit à la matrice « technique » A.

Soit alors R ce taux de profit maximal (qui joue le rôle de borne supérieure du taux de profit, uniforme par rapport au taux d'exploitation). Il est fonction décroissante de la valeur propre dominante de A, donc décroît avec la croissance de A, qui mesure la composition technique ici définie. C. Q. F. D.

Certes, les choses deviennent comme toujours plus compliquées si l'on fait intervenir la différence des périodes de rotation. Mais ici tout le capital constant a été supposé circulant. La valeur propre $\alpha(M)$ reflète donc directement la composition organique (et pas seulement technique) du capital social : plus précisément, α est la valeur de C/C + V + PL pour le vecteur de production y, vecteur propre à gauche de la matrice technique (et non pas socio-technique).

25. Mesurer la valeur (au prix courant) des immobilisations est déjà un énorme problème pour les statisticiens. La difficulté principale naît du problème,

Mais en tout cas, au niveau du raisonnement théorique, le détour par la composition technique ne prouve rien : il *précise* la temporalité propre de la tendance et nous indique que la hausse de la composition organique ne renvoie qu'à la dynamique de la *dépossession* du producteur direct et à elle seule (et non pas à une fatalité *labour-saving*, économisant le travail vivant, du progrès technique).

D'ailleurs, toute tentative de modéliser l'évolution de la composition-valeur sur la seule base de l'accumulation « en volume » et de la dévalorisation aboutit à une indétermination de la tendance (qui se retrouve pour le taux de profit). Tant qu'on ne dit pas *quel* progrès technique est introduit (celui de quels rapports sociaux), on ne peut rien dire de la tendance.

Ch. Bettelheim lui-même, qui s'y est essayé [26], a montré que, si le progrès technique n'est qu'une fonction du temps (notre θ, confondu d'ailleurs chez Bettelheim avec celui de l'accumulation, dans un même temps du calendrier) et non de la composition du capital, c'est-à-dire si on se place dans la conception néo-classique du progrès technique, ou dans la théorie révisionniste des forces productives, la thèse de la baisse du taux de profit est fausse, même en supposant invariant le taux de la plus-value. Dans ce cas (où tout dépend de la composition du capital), la composition-valeur tend à se stabiliser, si toute la plus-value est accumulée, à un niveau déterminé par le taux de progression de la productivité et le taux (fixe) de plus-value. (Si toute la plus-value n'est pas accumulée, elle décroîtra.)

2. Le mouvement concret de la composition organique : l'après-guerre

Finalement, la décomposition du mouvement de la composition organique (en mouvement de la composition technique, et dévalorisation) n'est permise que par la décomposition du travail social en branches. La hausse de la composition technique traduit, dans la division manufacturière du travail au sein de la branche, le même phénomène que la baisse des valeurs dans les rapports entre les branches, c'est-à-dire la façon propre au capitalisme de développer la productivité du travail.

Cette décomposition est cependant utile. Car elle permet de comprendre que rien n'empêche, dans une diachronie concrète, que les gains de productivité liés à telle phase du mouvement de socialisation ne compensent l'accroissement des « coûts » (en volume) liés à la

déjà soulevé, de la dévalorisation et de l'obsolescence du capital fixe installé : difficulté, nous l'avons vu, qui en est une aussi pour la théorie marxiste.

Les chiffres que nous utiliserons sont ceux de l'I. N. S. E. E. ; ils ont été établis par J. Mairesse, « L'Evaluation du capital fixe productif. Méthodes et résultats », *Les Collections de l'I. N. S. E. E.*, C 18-19, novembre 1972. Il faut lire sa présentation méthodologique pour mesurer la fragilité des chiffres invoqués.

26. Ch. Bettelheim, « Variation du taux de profit et Accroissement de la productivité du travail », *Economie appliquée*, 1969, t. XII. Dans cet article, la composition organique est mesurée par K_t/K_v.

dépossession : c'est-à-dire que *la dévalorisation du capital constant entrave la hausse de la composition organique et, partant, la baisse du taux de profit*. On peut supposer par exemple que l'automatisation d'une chaîne de montage préexistante élève la composition organique (elle ne modifie pas le procès de coopération proprement dit, tout en remplaçant les hommes par des machines). Mais un véritable bouleversement du procès de travail peut l'abaisser, quand elle découle par exemple d'une percée technico-scientifique qui remet en cause la division même de travail entre les branches [27].

Qu'en est-il dans la période de l'après-guerre, celle par excellence de l'accumulation intensive ?

Les études empiriques se sont multipliées sur cette question depuis quelques années. Il est inutile d'épiloguer sur le caractère déprimant de tout examen critique des indicateurs proposés (tant sur la composition organique que sur la productivité). On ne peut « faire coller » directement les mesures empiriques sur les concepts marxistes, non pas tant à cause du caractère « bourgeois » des statistiques, mais à cause de l'effet de brouillage qu'opère la multiplicité des rapports sociaux, interagissant avec les rapports fondamentaux, dans la détermination des phénomènes concrets.

Cependant, les indicateurs très grossiers dont nous disposons (et qu'amélioreront sans doute des travaux tels que ceux de B. Billaudot) livrent d'intéressantes indications.

a) *A l'échelle internationale*

Une première méthode, très grossière, mais permettant une comparaison internationale, consiste à mesurer la composition-valeur par le rapport K/Q (dont l'inverse, Q/K, est appelé « productivité apparente du capital fixe », ou « efficacité technique du capital fixe »), Q et K représentant respectivement la valeur ajoutée [28] et le capital fixe total avancé, tous les deux mesurés par un indice de volume agrégé, et à la décomposer en un facteur « composition technique » K/L (L étant le nombre de travailleur, K/L peut aussi être appelé « capital fixe par tête ») et un facteur Q/L qui mesure la productivité apparente du travail direct. On a en effet : K/Q = K/L : Q/L. C'est à peu près la décomposition marxienne [29].

27. On peut supposer plus généralement que le taylorisme et le fordisme augmentent la composition du capital, alors qu'une mutation technologique peut l'abaisser. L'exemple, rendu célèbre par P. Baran et P. Sweezy (*Le Capitalisme monopoliste, op. cit.*), de l'invention de l'acier à oxygène illustre le second cas.

28. En comptabilité nationale, on appelle valeur ajoutée la valeur, évaluée en prix courant, de l'excédent de ce qui est produit dans une année par rapport à la valeur des moyens de production consommés. C'est donc quelque chose qui ressemble à la « valeur ajoutée annuelle » marxiste. Par la méthode déjà exposée, on peut décomposer sa variation en variation de prix et variation de volume.

29. Ce n'est pas évident. K/Q est construit comme un rapport de « volumes », mais, vue la façon dont sont mesurés les « volumes agrégés », il mesure en fait un

Si on calcule ces coefficients sur l'ensemble de l'après-guerre (en gros, de 1953 à 1973), aux U. S. A., en R. F. A., au Japon et en France, pour l'ensemble du capital fixe (en France : pour les entreprises non financières), si l'on suppose enfin que tout cela a un sens parce que les gains de productivité se répartissent assez bien entre les deux sections (ce qui n'est pas bien vrai pour le Japon), on constate [30] que :

— le volume du capital fixe par tête K/L croît effectivement, et même en s'accélérant, pendant tout l'après-guerre,

— la productivité Q/L croît également mais tend à ralentir en fin de période,

— résultat : l'indicateur de la composition-valeur K/Q décroît jusque dans la première moitié des années soixante, puis croît. Aux U. S. A. : depuis 1966 ; au Japon et en R. F. A. : depuis 1960 ; en France : depuis 1964.

b) *Le cas français*

Ce dernier résultat est connu. C'est même devenu une tarte à la crème dans les débats sur l'origine de la crise, depuis la publication, en 1974, de la fameuse *Fresque historique* par l'Institut national de la statistique et des études économiques. Cette « baisse de l'efficacité technique du capital fixe » à partir de 1964, que signifie-t-elle au juste ? Les débats et les travaux complémentaires à la *Fresque* permettent à présent d'y voir un peu plus clair [31].

Globalement, en vingt ans (1950-1972), le « volume » de capital fixe immobilisé par tête a été multiplié par trois, les effectifs ont peu

rapport de valeurs, pourvu que la répartition des gains de productivité ne soit pas trop chaotique. Ce rapport est en fait quelque chose qui ressemble à $\frac{Kf}{v + pl}$ (stock/flux) dans nos notations, c'est-à-dire le produit de la composition organique du capital marchandise par le temps de circulation du capital fixe. Il repère donc assez bien la contribution négative de l'alourdissement du capital fixe à la baisse du taux de profit annuel.

30. D'après la thèse citée de B. Billaudot.

31. La « Fresque » fait partie d'un remarquable ensemble de travaux réalisés par la division « Etudes des entreprises » de l'I. N. S. E. E. Je ferai référence à :

— « Fresque historique du système productif », *Les Collections de l'I. N. S. E. E.*, E-27, octobre 1974.

— B. Guibert *et al.*, « La Mutation industrielle de la France. Du traité de Rome à la crise pétrolière », *Les Collections de l'I. N. S. E. E.*, E 31-32, novembre 1975.

— Ph. Templé, « Répartition des gains de productivité et Hausses des prix de 1959 à 1972 », *Economie et Statistiques*, n° 59, juillet-août 1974.

— Les articles de C. Sautter, M. Bénard, E. Cohen-Skalli, M. E. Martin, dans « La Rentabilité des entreprises », *Economie et Statistiques*, octobre 1974.

Par ailleurs, le C. O. R. D. E. S. et l'I. N. S. E. E. ont organisé un colloque autour de la *Fresque*, en avril 1975 à Vaucresson. Le paragraphe qui suit est largement inspiré des discussions qui se sont déroulées à ce colloque. Voir mon rapport de synthèse de la commission « Mise en œuvre des facteurs de production », *Recherches économiques et sociales*, n° 1, La Documentation française, janvier 1976.

augmenté, et le « volume » de la valeur ajoutée brute[32] a été multiplié par 3,2. La productivité apparente du travail a crû au rythme de 5,6 % par an, c'est-à-dire que le travail « vivant » de chaque année a dégagé (à effectif constant) un volume de produits, net des consommations intermédiaires, en croissance de 5,6 % par an. Cela a-t-il compensé la hausse de la quantité de capital utilisé ? On peut répondre de différentes manières.

D'abord, on peut se demander si le « volume » de travail, mort et vivant, nécessaire pour produire le *produit de chaque période* (c'est-à-dire la valeur ajoutée plus le capital constant consommé) a bien décru. On constate que c'est effectivement le cas, mais à un rythme moindre : cette « productivité totale des facteurs » n'a augmenté que de 2 % par an[33]. Plus précisément, le volume des « consommations intermédiaires » (capital constant circulant) nécessaires pour produire le même volume reste à peu près stable, la quantité de travail vivant décroît, nous l'avons dit, et la quantité de capital fixe amorti, par produit, reste stable jusqu'en 64, puis croît : après cette date, la « productivité partielle du capital fixe consommé » décline de 2 % par an.

Nous retrouvons le résultat obtenu avec le capital fixe avancé total, mais nous pouvons déjà remarquer un certain décalage, dû au choix de l'indicateur : alors que le rapport « production/capital fixe consommé » stagne[34] de 1959 à 1964, puis décroît de 1964 à 1972, le rapport « produit net/capital fixe avancé total » croît, puis décroît, mais moins vite, dans ces deux périodes.

Ce qui indique que les conditions d'utilisation du capital fixe ont une certaine importance, sur laquelle nous allons revenir. Mais, en tout cas, depuis 1964, il y a incontestablement tendance à la hausse de la part du « panier » des moyens de production dans le « panier » des biens produits.

Pour que cette hausse soit effectivement une hausse de la composition organique, il faut que la variation du rapport de ces volumes soit à peu près la variation du rapport des valeurs, c'est-à-dire que les gains de productivité soient à peu près homogènes de branche à branche. Or c'est à peu près le cas : les gains de productivité tendent à s'égaliser entre toutes les sections et les sous-sections. C'est notamment ce que montrent les calculs de B. Billaudot, et cela traduit l'unification du mode de production liée à l'accumulation. Certes, les gains maximaux se déplacent de sous-section en sous-section. Dans les années cinquante (la Reconstruction), les gains les plus forts furent obtenus dans les « secteurs de base » (capital constant circulant : énergie, chimie, sidérurgie) ; dans les années soixante, ils furent obtenus dans les branches produisant le capital fixe, puis, à partir de 1969, dans la production des biens de consommation de masse. Mais les écarts à la moyenne sont faibles. D'ailleurs, si l'on considère le rapport du niveau général des prix, et du niveau des prix du capital fixe, ce rapport reste stable[35].

Par conséquent, les indicateurs retenus par les statistiques renvoient bien au « poids du travail mort dans la valeur du produit », c'est-à-dire à la composition organique, et à la vitesse de rotation du capital fixe[36].

On peut alors se poser une question : cette rupture de 1964 traduit-elle une tendance générale, ou un déplacement du poids relatif de branches différentes, obéissant à des tendances différentes ?

Ici il faut dire un mot de la mutation que connaît le système productif français. Les auteurs de la *Fresque* l'ont découpé en onze secteurs : l'agriculture, les industries agro-alimentaires, le bâtiment, l'énergie, les transports et télécommunications, les services, le « service du logement », les commerces et surtout les trois secteurs de l' « industrie proprement dite », découpée entre :

32. La « valeur ajoutée » dont il est ici question est en générale une valeur ajoutée *brute*, c'est-à-dire comprenant les amortissements, mais pas la consommation de capital constant circulant. C'est-à-dire que cela représente en gros la valeur du flux annuel u + v + pl. Pour donner une idée des ordres de grandeur, en assimilant la part salariale à v et le reste à pl, en 1972 la répartition moyenne de la valeur de la production (u + d + v + pl) est à peu près la suivante :

— u (amortissement du capital fixe) :	6 %
— d (consommation du capital constant circulant) :	32 %
— v (valeur de la force de travail) :	30 %
— pl (plus-value) :	32 %

Donc, assimiler valeur ajoutée nette et brute (des amortissements), c'est se tromper de 10 %.

Remarquons que, si le temps de rotation du capital reste fixe, la hausse de la valeur du capital fixe accroît l'écart entre valeur ajoutée brute et nette. L'indicateur en brut Q/K *sous-estime* donc la hausse de la composition organique.

33. La différence avec les indicateurs Q/L et Q/K vient de ce que :

— la « productivité apparente du travail » Q/L rapporte le volume de la valeur ajoutée annuelle au travail vivant, sans se préoccuper de ce que ce volume doit comprendre une certaine quantité de biens de production. Or, si cette productivité augmente, il ne faut pas oublier qu'une partie de la hausse de volume doit être consacrée à la reproduction d'une plus grande quantité de moyens de production ;

— pour tenir compte de cela, on pourrait défalquer du numérateur cette hausse du volume de moyens de production. Il est plus simple de porter au numérateur la totalité des marchandises produites et reproduites dans l'année (de valeur c + v + pl, et non plus v + pl), et au dénominateur la quantité de travail vivant et mort utilisée.

Cependant, il y a une autre différence, renvoyant à un autre problème : au dénominateur figure maintenant le capital fixe *consommé* (de valeur u) et non le capital fixe avancé (de valeur Kf). Nous verrons toute l'importance de ce point.

34. Il décroît déjà, selon P. Templé.

35. On constate même que ce rapport se détériore au profit du prix du capital fixe (de 10 à 15 % en dix ans) dans les industries d'équipement et intermédiaires. Autrement dit, ou bien la sous-section productrice du capital fixe fait moins de gains de productivité que les autres, ou bien elle les « garde pour elle » au niveau de la transformation des valeurs en prix. En tout cas, dans l'espace des prix, les gains de productivité différentiels ne compensent pas la hausse de Q/K.

36. Si on définit la composition organique par un rapport flux/flux, elle est repérée par l'évolution de la productivité partielle du capital consommé. Si on préfère la définir par un rapport flux/stock, on le repère par l'évolution de l'efficacité technique du capital.

— *Industries d'équipement* : ce sont les branches les plus représentatives de l'accumulation intensive, celles qui produisent à la fois le capital fixe et les biens durables pour les ménages : automobiles, construction mécanique et électrique, etc.

— *Industries intermédiaires* : ce sont les branches productrices du capital constant circulant.

— *Industries de consommation* : ce sont les « vieilles industries » de la section II, restées souvent manufacturières ou simplement taylorisées : habillement, cuir, textile, etc.

Comme on le voit, ce découpage apparemment hétéroclite entre les branches ne renvoie pas un découpage abstrait entre section, mais réalise astucieusement un découpage isolant les cas d'articulations entre modes de production (agriculture, service du logement, commerces), les « stades » du schéma d'accumulation, les problèmes de reconversion, etc. Ainsi, le secteur « Equipement » regroupe les branches qui doivent croître ensemble, le plus vite, et de façon cohérente, dans un schéma d'accumulation intensive [37].

Or la structure globale a connu des mutations considérables. Les parts (en prix courants) dans la valeur ajoutée se sont profondément modifiées, l'allocation du travail social aussi. Quelques exemples [38] :

	Part dans la valeur ajoutée		Part des emplois	
	1952	1972	1952	1972
Agriculture	13,6	6,9	31,4	14,5
I. A. A.	8,5	5,9	3,9	3,8
I. équipement	12,5	13,8	9,4	13,7
I. consommation	10,7	8,8	13,7	10,8
Bâtiment	7,7	11,3	7,4	11,8
Services	11,1	16,8	10,7	16,9

37. On peut parler d'un « empirisme éclairé », qui vaut souvent mieux qu'un rigorisme totalement abstrait. Le découpage de l'industrie repose une analyse factorielle des caractéristiques des branches (dont « l'intensité capitalistique apparaît comme la variable clé ») due à Alain Desrosières (« Un découpage de l'industrie en trois secteurs », *Economie et Statistiques*, n° 40, décembre 1972).

38. On vérifie du premier coup d'œil les décalages « valeur/prix », en admettant que tous les emplois créent la même valeur ajoutée :

— l'agriculture en perd la moitié par le mécanisme d'échange inégal « absolu » entre petite production marchande et capitalisme (voir *Le Capital et son espace*) ;

— l'équipement accapare, relativement aux industries de consommation, plus de plus-value qu'elle n'en produit, parce que sa composition organique est plus forte (voir la deuxième partie).

Dès lors, la rupture de 1964 ne manifeste-t-elle pas simplement une rupture d'équilibre entre secteurs à composition organique croissante et secteurs à composition organique décroissante ? Force est de constater, en ce qui concerne l' « efficacité technique du capital fixe » Q/K (liée, rappelons-le, à l'*inverse* de la composition organique) :

— qu'elle baisse régulièrement dans l'agriculture depuis 54, et, à partir de 64, dans le bâtiment, les industries de consommation, les services, les commerces [39] ;

— qu'elle continue à croître dans l'énergie, les transports et, plus faiblement, les industries d'équipement, alors qu'elle reste stable dans les industries intermédiaires.

Certes, les prolongations récentes des chiffres de la *Fresque* montrent qu'au-delà de 1971 la productivité du capital fixe avancé finit par baisser partout [40].

Mais sa hausse persistante, pendant plus de vingt ans, dans les industries d'équipement, sa stabilité dans les industries intermédiaires (sidérurgie, chimie !), semble contredire la « tendance » du capitalisme, énoncée dans ce chapitre. Alors ?

Alors les choses changent si nous prenons en compte non pas la productivité apparente du capital fixe *avancé* (quelque chose qui ressemble à $\frac{v + pl}{Kf}$) mais la productivité partielle du capital fixe *consommé* (quelque chose qui ressemble à $\frac{c + v + pl}{c}$).

Cette fois, on constate une chute de 25 % dans les industries intermédiaires entre 1959 et 1972, une stabilité dans les industries d'équipement, une croissance plus faible dans l'énergie. Comme, par ailleurs, la productivité des consommations intermédiaires (capital constant circulant) est stable ou en baisse, on retrouve globalement la tendance à la hausse de la composition organique du capital.

39. Toutes ces branches se mécanisent sans transformation véritable du procès de travail, autre que la prolongation du bras humain par un outil et la rationalisation de ses gestes.

Le lecteur s'étonnera peut-être de l'inconscience avec laquelle je projette les catégories du capital productif sur des secteurs, comme le commerce, qui ne relèvent pas d'un véritable procès de production. J'y reviendrai dans la seconde partie. On verra qu'on peut définir sur ces secteurs un procès de valorisation formelle, avec ses coûts en capital constant et capital variable.

40. Selon les calculs de B. Loiseau, J. Mazier, M.-B. Winter (*Statistiques et Etudes financières*, série Orange, n° 23, 1976), l'efficacité technique du capital fixe des *entreprises non agricoles*, qui n'avait baissé que de 7 % de 1964 à 1971, commence à s'écrouler : — 20 % (par rapport à 1964) en 1972, — 30 % en 1974. Au-delà, le sous-emploi des capacités productives installées (du fait de la crise) donne manifestement un tout autre sens à l'indicateur. On peut supposer cependant que dès 1972 apparaît la crise de suraccumulation : on n'arrive plus à produire davantage en augmentant le capital fixe. A partir de 1974, on ne cherche plus à produire davantage.

En ce qui concerne les seules industries d'équipement, les travaux récents

Mais la divergence entre les deux indicateurs est extrêmement révélatrice, car elle ne peut résulter que d'une utilisation plus intense et plus continue du même capital fixe. Il suffit en effet de travailler plus intensément sur la même machine pour en diminuer la consommation par unité produite (ce qui suffit à expliquer le maintien de la productivité partielle du capital *consommé*), mais, si, de plus, on l'utilise deux fois huit heures par jour au lieu d'une fois dix heures, on multiplie par 1,6 la productivité apparente du capital fixe *avancé !*

Qu'en a-t-il été dans cette période ? Nous savons qu'il est bien difficile d'isoler la croissance de l'intensité du travail de la croissance de la productivité. On peut supposer cependant qu'avec le passage au fordisme l'intensité a considérablement augmenté, et augmente encore [41]. Mais les statistiques du passage au travail par équipes, elles, existent et sont éclairantes.

De 1957 à 1974, le pourcentage des ouvriers travaillant en équipe est passé :

— de 28 à 77 % dans la production des métaux,

— de 8 à 39 % dans la construction de machines,

— de 34 à 50 % dans l'industrie textile,

— de 14 à 31 % dans l'ensemble des industries de transformation.

En 1974, 61 % du travail posté se fait en deux équipes, 27 % en trois équipes, 13 % en quatre et plus.

Cette profonde mutation dans l'emploi du capital fixe masque donc l'augmentation réelle de la composition technique du capital. Ainsi, de 1957 à 1963, la croissance du stock de capital fixe (en volume) a été 5,5 % l'an, mais elle aurait dû être de 9,7 % sans la généralisation du travail en équipe : la « productivité apparente (vraiment très apparente !) du capital fixe » aurait diminué dès cette époque ! Le ralentissement annuel de la hausse de la composition organique du capital, dû à cette généralisation, qui est de — 4 % de 1957 à 1963, n'est plus que de — 0,6 % de 1963 à 1970, et de — 1,2 % de 1970 à 1974 [42]. Car, si le travail en équipe se généralise par vagues, ses effets positifs (pour la composition organique et le taux de rendement du capital) sont acquis

d'A. Azouvi montrent que la productivité apparente du capital fixe atteint son maximum en 1969, puis baisse de 6 % jusqu'en 1973. Dans le même temps on constate une nette décélération de la productivité apparente du travail.

41. Pour *un* poste de travail, sur une même machine, il est tout à fait possible de mesurer la hausse de l'intensité : c'est l'augmentation des cadences. Il n'est pas une grève d'O. S. où ne se multiplient les témoignages du genre : en telle année, on faisait tant de pièces à l'heure ici, maintenant on en fait tant de plus. Mais on ne peut agréger ces indications, elles sont noyées dans la hausse de la productivité apparente du travail.

42. Tous les chiffres et calculs qui précèdent sont tirés des travaux de B. Billaudot (dans sa thèse) et de H. Bertrand (« Quelques réflexions sur l'évolution économique en France et à l'étranger de 1950 à 1974 », *Statistiques et Etudes financières*, série Orange, n° 23, 1976, ministère de l'Economie et des Finances).

une fois pour toutes : de toutes façons, même pour les machines, les journées n'ont que vingt-quatre heures ! De même, les gains de productivité, quand ils ne sont en fait que des gains d'intensité, sont eux aussi acquis une fois pour toutes.

Si l'on considère de plus que la révolte de la classe ouvrière contre l'organisation du travail éclate bien avant que soit atteint le maximum absolu (en l'occurrence : la généralisation des cadences infernales et des 3 × 8 à toutes les branches), on comprend le mystérieux « épuisement » des gains de la productivité globale apportés par le fordisme, vers la fin des années soixante. Ce n'est pas que l'esprit imaginatif des ingénieurs, techniciens et chercheurs ait cessé d'inventer les moyens de diminuer le temps de travail nécessaire pour produire les marchandises [43].

Mais :

— les économies de travail vivant fondées sur la seule augmentation de l'intensité du travail, liée au fordisme et à la perte de la maîtrise du rythme de travail, ces économies-là ont atteint leur limite physique et sociale ;

— les économies dans l'emploi du capital constant, fondé sur son utilisation par équipes successives, ont atteint leurs limites absolues.

Dès lors entre en crise le régime d'accumulation intensive. Nous étudierons cette crise dans la troisième partie. Mais pour le moment nous allons tâcher, à la lumière de tout ce qui précède, de préciser ce qu'est ce régime d'accumulation.

43. Nous ne repoussons pas l'idée, sous-jacente à la thèse des « cycles longs » (Kondratieff), que les progrès de la productivité suscités par d'importantes découvertes scientifiques puissent apparaître par à-coups ; et dès lors on peut parler d' « épuisement des gains de productivité » lié à l'approfondissement de telle filière (les fameuses « percées technologiques » de la Deuxième Guerre mondiale).

Mais il ne faut pas en faire un deus ex machina, dont le non-renouvellement malheureux susciterait la stagnation actuelle. Certes, la part des dépenses en recherche et développement décroît en France comme aux U. S. A. depuis 1967. Mais elle continue à croître en R. F. A. et au Japon qui voient baisser comme les autres l'efficacité de leur capital fixe. Ce qui touche sa limite, c'est un rapport social et non le rapport de l'homme à la nature.

15

L'accumulation intensive

De l'accumulation intensive, nous avons déjà beaucoup parlé depuis le début de cette section, depuis que nous avons pris en compte la nécessité de la révolutionnarisation des forces productives — et, partant, du système des valeurs — avec la tendance à la dépossession du producteur direct. Et pourtant nous n'en savons pas encore véritablement assez pour en parler valablement : il nous faudrait avoir entièrement explicité le problème de la régulation, ce que nous ne ferons que dans les parties suivantes.

Qu'est-ce en effet qu'un régime d'accumulation intensive ? C'est un régime dont le schéma de reproduction suppose l'abaissement systématique, de période en période, de la valeur des différents biens entrant dans le circuit, comme conséquence de l'incorporation du « progrès technique », par la transformation en capital de la plus-value accumulée, ou plus largement du cash-flow réalisé (plus-value + amortissements du capital fixe). Apparemment, cette définition correspond tout simplement à la « loi générale de l'accumulation capitaliste » : elle reflète « la façon, propre au capitalisme, d'exprimer le progrès de la productivité sociale ». De fait, tous les régimes *réels* d'accumulation ont été semi-extensifs et semi-intensifs : l'accumulation se faisant toujours partiellement sous la forme d'un élargissement des capacités productives (à forces productives constantes) et partiellement sous la forme de remplacement du dispositif amorti par un dispositif plus productif (à capacité constante). Pourtant, un coup d'œil sur l'histoire des gains de productivité montre à l'évidence des ruptures qualitatives : des gains lents de productivité jusqu'en 1914, des progrès fulgurants dans les années vingt, suivis d'une crise profonde, et, dans l'après-guerre, trente ans de gains forts et continus.

On peut évidemment faire valoir l'existence sous-jacente d'une histoire autonome des forces productives, déterminant de façon exogène l'accélération, sur longue période, des gains de productivité. Nous avons critiqué cette « théorie des forces productives ». L'histoire des forces productives sous le capitalisme n'est que l'histoire de la socialisation du travail sous l'autorité des capitalistes, donc dans le cadre de la dépos-

session croissante des producteurs directs : coopération simple, coopération complexe, taylorisme, fordisme... Mais on pourrait alors se contenter de cette critique, et poser tout simplement qu'à chaque stade successif de la dépossession correspond un taux supérieur de croissance de la productivité. Mais il resterait alors à expliquer l'avortement du fordisme à la fin des années 1920.

C'est ici que l'on touche du doigt le fait qu'un régime d'accumulation ne se réduit pas à un principe général d'accumulation, mais suppose que soit précisée la façon dont sont respectées à tout moment les contraintes de la reproduction socio-économique du mode de production : bref, que soit précisé le schéma de reproduction. Les travaux de M. Aglietta sur les U. S. A. — que recoupent largement les travaux de R. Boyer sur la France — éclairent alors le mystère de l'entre-deux-guerres : au principe de l'accumulation intensive ne correspond pas un schéma de reproduction élargie permettant la pleine réalisation. En gros, seule la petite bourgeoisie a accès aux biens de consommation durable (comme l'automobile), la consommation de masse ne peut donc se développer, et les gains de plus-value relative ne peuvent être réalisés (au sens marxiste du terme).

Le lecteur cultivé ne manquera pas de reconnaître dans ce petit raisonnement le « romantisme économique » fustigé par Lénine. Eh quoi, remarquera-t-il, l'augmentation du volume des machines ne suffisait-il pas à offrir au capitalisme d'alors un marché intérieur en expansion ? Je pourrais répondre qu'il faut croire que non, puisqu'il y a eu la crise de 1929. Mais l'objection est utile, car elle nous amène à préciser le problème.

Tout d'abord, l'objection est juste : on peut très bien concevoir des schémas de reproduction avec accumulation intensive sans augmentation de la norme de consommation ouvrière. Mais nous avons vu au chapitre 9 ce qu'il faut penser des schémas. On peut toujours les écrire, et l'un d'entre eux se réalise nécessairement ex post. Mais le problème n'est pas résolu pour autant. Face à un schéma, il faut se demander s'il est « réalisable », c'est-à-dire si, par une procédure quelconque, les agents privés qui dirigent l'allocation du travail social pourront être contraints de s'y plier. Il faut poser le problème de la *régulation*. Voilà ce qui nous manque pour traiter correctement le problème de l'accumulation intensive.

Nous avons cependant avancé quelques éléments, et esquissé la notion de « régulation monopoliste ». Nous en avons énuméré, chemin faisant, plusieurs conditions théoriques, dont nous ne pourrons préciser la cohérence que dans la seconde partie :

— la socialisation, la contractualisation et la programmation du salaire des ouvriers et employés,

— la formation de groupes industriels-bancaires, en position d'oligopoles dans certaines branches clés,

— la substitution de la monnaie de crédit à la monnaie-marchandise,

— l'intervention de l'Etat.

De ces quatre conditions, la première nous est apparue fondamentale, la seconde a joué historiquement un rôle moteur, la troisième a plutôt un rôle permissif (le retour précipité à l'étalon-or jouera un rôle négatif dans l'entre-deux-guerres). Quant à la dernière, il ne faut pas, nous l'avons dit, et nous y reviendrons en conclusion générale, la concevoir dans un sens instrumental (le taux de profit baisse ? L'Etat intervient. La surproduction menace ? L'Etat achète). Il faut beaucoup plus la concevoir comme garantie *interne* à la mise en place des trois autres conditions.

Nous avons également indiqué quelques caractéristiques apparentes de cette régulation, notamment la déconnexion du mouvement des prix nominaux et du mouvement des valeurs instantanées : à la limite, la stabilité des prix de marchandises de valeur décroissante. Ce que nous n'avons pas précisé, c'est en quoi tout cela sert à résoudre les contradictions évoquées. Tout au plus avons-nous montré l'avantage de ce type de régulation dans la réalisation de la plus-value relative : elle garantit, au moins à la section II, l'existence d'un marché interne stable et même en expansion.

En tout cas, nous pouvons déjà souligner une chose : loin d'entraver le progrès des forces productives, le « passage au monopolisme » a provoqué un essor sans précédent de ces forces productives (en tant que forces productives *capitalistes,* bien sûr).

Cela nous semble aujourd'hui aller de soi, pour nous qui avons vu les plus grands monopoles mondiaux, sous l'égide d'une administration gigantesque, réaliser les rêves du capitalisme conquérant, immortalisés par Jules Verne, comme la conquête de la Lune. Et c'est vrai que la conquête de la Lune est autant fille de la Seconde Guerre mondiale que de la Ford T. Mais ce n'est pas du tout ainsi que l'on voyait les choses en 1914. Pour Lénine ou Boukharine, la monopolisation était l'augure d'un irréversible déclin des capacités même technologiques du mode de production capitaliste. Le « monopolisme » qu'ils avaient en vue explique leur erreur : il s'agissait alors principalement d'une cartellisation visant à pallier les *effets* de la régulation concurrentielle, et non à jeter les bases d'une nouvelle régulation. Plus étonnante est l'attitude de Trotsky dans les années trente : alors que Gramsci, du fond de sa prison italienne, a déjà saisi l'importance du fordisme [1], l'inventeur de la « militarisation de l'industrie » s'avère incapable de reconnaître la mutation qui se prépare, et dont les *mad twenties* avaient été la répétition générale. Son diagnostic : « les forces productives ont cessé de croître [2] ». Mais, ce qui devient proprement stupéfiant, c'est qu'au début des années soixante,

1. Ce qui ne veut pas dire que l'analyse de Gramsci soit satisfaisante. Voir par exemple *Cahier de prison 10,* Gallimard, 1978, p. 112.

2. Plus exactement, toutes les mutations que le capitalisme s'impose, Trotsky les considère comme une concession au socialisme. Pas étonnant : lors de son passage à la direction du Tsektran, il avait montré que ce qu'il appelait communisme n'était rien d'autre que le capitalisme d'Etat. Illusion, nous l'avons dit, qu'il partageait avec la plupart des marxistes de l'époque. Mais il allait revenir aux dirigeants staliniens de transformer cette illusion en monstrueuse imposture.

aussi bien chez Baran et Sweezy que chez E. Mandel, on en est encore à dénoncer le monopolisme pour avoir émoussé la pointe « révolutionnaire » du capitalisme : sa capacité à développer la productivité sociale. Le raisonnement repose entièrement sur la réduction de la tendance à la force coercitive : puisque la concurrence n'oblige plus les monopoles à introduire le progrès technique, ils ne l'introduisent plus.

A un tel sophisme, il suffit bien sûr d'opposer les faits. On peut aussi faire observer que le véritable monopole (la « grande entreprise » de Baran et Sweezy), introduisant quand bon lui semble le progrès technique et faisant lui-même ses prix, n'existe pas. Quand il ne resterait plus que quatre entreprises sur la planète se disputant le marché d'une nouvelle marchandise, elles sont capables (les fabricants d'ordinateurs de poche l'ont prouvé) de se livrer une épouvantable guerre sur les prix comme sur la qualité, précipitant en quelques années dans le panier de la ménagère un gadget que, dix ans auparavant, un Trotsky n'aurait pas même osé espérer au développement des forces productives socialistes. Même I. B. M. se voit contraint d'introduire sur le marché les « générations d'ordinateurs » en réserve dans ses cartons. On peut encore faire observer que la monopolisation dans une branche ne suffit pas à supprimer la concurrence et les pressions entre branches : concurrence de l'aluminium et de l'acier, pressions des fournisseurs de nouvelles machines plus performantes mais plus chères sur leurs clients, etc.

Mais ce serait rester prisonnier de l'erreur dénoncée. Face aux thèses du « monopole stagnationniste », il faut rappeler avec force la cause motrice du progrès technique capitaliste : la lutte de classes dans la production, le combat incessant du capitaliste contre cette force de travail avec laquelle il est bien obligé de compter, cette force de travail qui flâne, qui trouve le temps de se bricoler en douce un amplificateur hi-fi dans un atelier de montage de radars, qui pratique l'absentéisme, qui défile en chantant le long des chaînes, qui négocie, odieux chantage, son indispensable implication dans ce qu'on lui donne à faire. Qui le délivrera de cette armée de gêneurs ? Qui, sinon une armée de robots ? Mais alors qui fabriquera les robots... ? Et qui achètera les produits * ?

* Nous montrerons, dans la deuxième partie, que le raisonnement habituellement présenté comme marxiste, qui attribue à la seule concurrence intercapitaliste la cause de l'introduction du progrès technique, n'est même pas cohérent avec les conséquences prêtées à ce progrès technique (hausse de la composition organique, baisse du taux de profit). En effet, dans la concurrence intercapitaliste, un capitaliste individuel n'a intérêt à introduire un nouveau procédé que s'il abaisse son *prix de revient,* calculé au prix de production courant (notamment : au niveau de salaire courant). C'est ce que P. Samuelson appelle un progrès technique « viable ».

Or un théorème de N. Okishio (« Technical change and the rate of profit », *Kobe Univ. Econ. Rev.,* n° 7, 1961), repris par J. Roemer (« Technical change and the "Tendency of the rate of profit to fall" », *Journal of Economic Theory,* décembre 1977, Academic Press, New York and London) montre qu'un tel progrès technique, en se généralisant, ne peut qu'*augmenter* le taux de profit général ! Un examen attentif montre que c'est parce que cette forme de progrès technique interdit de trop augmenter la composition technique. Roemer montre que cette interdiction ne peut être levée que par une hausse du salaire réel. Nous avons vu,

Nous ne pouvons pas, au stade actuel de l'analyse, répondre de façon satisfaisante à ces questions. Nous allons nous borner, pour achever cette première partie, à préciser les problèmes des schémas de reproduction correspondant à l'accumulation intensive, et à effectuer un relevé sommaire des contradictions qui surgissent.

I. Les schémas d'accumulation intensive

Nous devons préciser tout de suite une différence importante entre les schémas « intensifs », où le système des valeurs instantanées change d'une période à l'autre, et les schémas extensifs. Les schémas intensifs, comme tous les schémas, sont des schémas en valeur : ils décrivent toujours l'allocation et la réallocation du travail social abstrait. Mais, dans les schémas extensifs, les quantités de valeurs étaient non seulement « portées » par des quantités de biens dont la « forme naturelle » les destinait à tel ou tel usage dans la reproduction, mais en plus elles *mesuraient* ces quantités de biens : elles fonctionnaient comme mesure de flux de valeur mais aussi comme indice de flux de volumes. Avec les schémas intensifs, cette transparence est perdue. Il faut fournir, outre le schéma, des spécifications sur les variations de volume et de productivité. Les équations que l'on obtient ne déterminent donc pas directement la structure macroéconomique : elles déterminent, si on les explicite, des relations entre les taux de variations de la « composition technique » des diverses sections et sous-sections, de la norme de consommation ouvrière, les productivités apparentes ou globales, etc.

Pour s'en convaincre, nous allons présenter un petit schéma à peine caricatural, qui s'écrit... comme un schéma de reproduction simple.

1. Une caricature de l'Age d'or

Souvenons-nous des chiffres cités à propos des années 1955-65 aux U. S. A., ou 1959-69 en France. Que s'est-il passé ? La production en volume a triplé. Le capital fixe par tête aussi (en fait, un peu moins). La productivité aussi, à peu près également dans toutes les branches. En sorte que la part de la valeur du capital constant circulant entrant dans la valeur de chaque marchandise est restée pratiquement constante. Nous avons vu qu'il en était en gros de même pour les amortissements du capital fixe : la baisse de valeur du capital fixe compensant, quoique de plus en plus difficilement, la hausse de la composition technique. Enfin, la

à propos du mécanisme de la plus-value relative, que cette augmentation est justement ce qui rend les gains de productivités... « réalisables » (et pas seulement « viables » !).

norme de consommation ouvrière croissant comme la productivité, la valeur de la force de travail n'a guère varié : le taux d'exploitation à tout juste augmenté. Et tout cela sur la base d'une quantité annuelle d'heures travaillées assez faiblement croissante.

Bon, eh bien, simplifions encore le trait, et supposons :

— que le nombre d'heures travaillées reste rigoureusement constant,

— que la composition organique du capital soit la même dans toutes les branches,

— que le rythme des gains de productivité soit le même dans toutes les branches et constant sur la période : π,

— que la hausse de la composition technique du capital soit exactement compensée par la hausse de la productivité,

— que la norme (en volume) de consommation ouvrière croisse au taux π.

Ecrivons, en valeur, le schéma d'accumulation. La valeur produite annuelle reste constante, et répartie de façon invariable dans les deux sections. La valeur de la force de travail aussi. La valeur du capital constant consommé aussi. *C'est exactement le schéma de la reproduction simple.*

Remarquons simplement que le taux de profit (qu'on le repère par le taux de surplus ou le taux de rendement) reste fixe, et que le « marché » (le « volume » de marchandises écoulées) s'élargit constamment, à la mesure exacte de la croissance de la production, soit dans la section I, soit dans la section II. Toutes les contradictions classiques du capitalisme sont effacées. L'Age d'or, quoi : cet « âge d'or » que le capitalisme a connu dans l'après-guerre.

En réalité, les modes de production subordonnés ont été écrasés ou absorbés. Les pays du tiers monde se sont vu pomper leurs richesses pour faire l'appoint, et pomper leurs forces de travail pour mettre de l'huile dans les rouages. Les ouvriers qui avaient encore le goût du bel ouvrage l'ont perdu. Ils ont dû apprendre à travailler à la chaîne, en trois × huit. La planète est irrémédiablement salie et les réserves naturelles d'énergie sont largement épuisées. Par ailleurs, le développement de la consommation de masse n'a pas suffi, il s'en faut de beaucoup, à expliquer, au moins aux U. S. A., le développement sans précédent qui a marqué, sous Kennedy et Johnson, l' « été des Etats-Unis » : il faut compter aussi avec la fantastique expansion des industries d'armement liées à la guerre du Vietnam et, autre dépense publique improductive, le gigantesque programme Apollo. Ces dépenses ont été financées par l'émission de dollars inconvertibles qui ont encore accéléré la « demande mondiale », au prix d'un très grave endettement des U. S. A. et d'un dérèglement du système monétaire international : dès la fin des années soixante, le « régime mondial d'accumulation » ne correspondait plus à un schéma d'accumulation réalisable.

Bref, ça ne peut plus continuer comme avant, et d'ailleurs c'est en crise. Mais, tout cela, on ne le lit pas dans le schéma. Il n'est pas fait pour cela.

2. Les schémas formels de l'accumulation intensive

Des schémas, on aurait d'ailleurs pu en inventer d'autres. Il suffit de combiner astucieusement les paramètres, et on peut prouver la « possibilité » formelle de n'importe quel type de croissance. Lénine, Rosa Luxemburg, Otto Bauer, etc., avaient excellé à ce jeu, mais leurs schémas étaient des exemples arithmétiques qui ne permettaient pas d'en mesurer la généralité. Les progrès des connaissances algébriques chez les marxistes permettent d'améliorer considérablement la clarté des débats de l'époque. Ainsi B. Billaudot, dans sa thèse, présente une classification des types de schéma de reproduction intensive montrant sur quels paramètres on peut jouer pour obtenir telle ou telle propriété formelle du schéma d'accumulation.

Tout d'abord, la seule hypothèse qu'il faut se donner pour que les schémas de reproduction soient dignes de ce nom, c'est la pleine réalisation des produits de la période dans les deux sections, *en volume*, c'est-à-dire que les valeurs d'usages produites de façon privée sont effectivement validées. Tout le reste, nous l'avons dit au chapitre 9, dépend de l'évolution des procès de travail et de la « structure d'accumulation » (taux et transferts).

Mais l'hypothèse de pleine réalisation dans les deux sections permet d'écrire deux relations générales *[3] liant tous les taux de variations (de la composition technique, de la productivité, de la norme de consommation ouvrière, de la structure d'accumulation, etc.) : l'une donne le taux d'accroissement de la valeur ajoutée globale, l'autre l'évolution de la structure macroéconomique (l'allocation de cette valeur ajoutée entre les deux sections). Nous n'infligerons pas au lecteur l'étude de ces équations.

Sur cette base, B. Billaudot étudie les schémas permettant successivement :

a) La reproduction à croissance régulière de l'emploi global (c'est le problème du schéma de croissance garantissant le plein emploi).

La « caricature de l'âge d'or » que nous avons présentée en est un cas particulier. On peut en imaginer d'autres : avec un taux de croissance régulière du nombre de travailleurs employés, on peut aussi jouer sur l'intensité, la durée du travail, etc., en se donnant le taux d'accumulation, la constance ou la variation du taux d'exploitation, etc.

*3. L'écriture des conditions de la pleine réalisation en volume dans les deux sections correspondant exactement à l'explicitation la fonction H de notre chapitre 9. Comme on ne va pas au-delà de la décomposition en deux sections, cette fonction s'écrit sous la forme de deux équations. Contrairement à ce qui se passe dans les schémas extensifs, elle ne sont pas redondantes.

b) La reproduction à taux de profit constant (c'est-à-dire pour nous à taux de rendement constant [4]).

Là encore, l' « âge d'or » en est un cas particulier ; il existe donc un ensemble de schémas de reproduction avec constance du taux de profit et croissance imposée de la population ouvrière. Naturellement, cela implique des conditions particulières pour la hausse de la composition organique.

Un autre cas particulier intéressant : maintien du taux de profit et stagnation de la norme de consommation ouvrière (avec une quantité de travail fournie annuelle constante).

C'est également possible pour certains taux d'augmentation de la composition technique du capital et de la productivité, et certains taux d'accumulation. Lénine démontrait ainsi la possibilité de l'accumulation capitaliste, avec pour seul débouché le gonflement de la demande de moyens de production. B. Billaudot montre qu'il faut (en supposant un développement uniforme des forces productives) une croissance progressivement ralentie de la composition technique, et progressivement accélérée de la productivité, de sorte que la composition organique tend à cesser de croître. B. Billaudot ne précise pas si la composition organique tend vers une limite finie. Le théorème précédemment démontré nous permet de préciser que c'est le cas (sinon le taux de profit finirait par baisser).

On s'achemine ainsi vers un régime d'équilibre analogue à l'Age d'or, mais en différant par quelques aspects désagréables : nous l'appellerons Age de fer. D'abord les prolétaires maintiennent juste leur niveau de vie (en valeurs d'usage), la valeur de leur force de travail devenant tendanciellement nulle. Mais les capitalistes, bien qu'ils accumulent, n'ont même pas l'impression de s'enrichir en tant que capitalistes : la valeur de leur capital n'augmente pas (en revanche, la part constante de la plus-value qu'ils n'accumulent pas correspond à une masse indéfiniment croissante de valeurs d'usage. Pour ne pas mourir étouffés, ils doivent embaucher une masse croissante de larbins et de spadassins : autre caractéristique de l'Age de fer).

En effet, à ce régime d'équilibre, le cash-flow comprend le capital constant dévalorisé par la hausse de la productivité et la plus-value quasiment égale à la valeur ajoutée (la valeur de la force de travail devenant quasi nulle). Le cash-flow réinvesti a finalement une valeur constante : l'accumulation compense tout juste la dévalorisation du capital antérieurement engagé. Donc, bien que le taux de profit, mesuré par le rapport des *valeurs instantanées* entre plus-value extorquée et capital consommé, reste constant, bien que la part accumulée de ce profit reste aussi constante, la *valeur en procès* que représente le capital reste de

4. Plus exactement, c'est le taux de surplus correspondant à une répartition du capital entre les sections qui serait conforme à chaque instant au « schéma d'auto-accumulation intégral » évoqué au chapitre 9 : le schéma extensif où toute la plus-value est accumulée dans la branche d'où elle est extraite. On montre en effet (voir deuxième partie) que dans ce cas le taux de surplus est égal au taux de profit moyen du système des prix de production (ici encore, on a évidemment fait abstraction des temps de rotation).

mesure constante ! Dans la perception du capitaliste, le taux de profit, en fait, tend à s'annuler ! Il ne resterait constant nominalement (c'est-à-dire en tant que rapport de prix) que si les machines, dévalorisées, étaient amorties quand même au prix qu'elles ont coûté. On voit immédiatement que cela entraînerait une inflation générale, suivant le rythme de progression de la composition technique.

Nous apercevons ici le second grand mécanisme inflationniste lié à la régulation monopoliste : la volonté des capitalistes de préserver leur taux de profit nominal (ou leur taux de cash-flow). Nous ne pourrons vraiment l'étudier que dans la seconde partie. Mais l'Age de fer a encore quelque chose à nous apprendre : il suppose de constants transferts de plus-value à accumuler d'une section dans l'autre. Ce qui nous amène à examiner le dernier aspect formel des schémas.

c) La reproduction avec ou sans transfert entre les sections

Il s'agit, chez B. Billaudot, qui calcule dans l'espace des flux de valeurs, de transferts réalisés soit à travers la transformation des valeurs en prix, soit, après réalisation, par accumulation de la plus-value dans une branche autre que celle d'où elle a été extraite. On montre qu'il existe des schémas sans transferts, avec croissance régulière donnée de l'emploi total, ou avec constance du taux de profit [5], voire avec les deux (mais il faut alors faire varier le taux d'accumulation, et, comme cette variation est assujettie à des limites, cela ne peut se reproduire qu'un nombre fini de périodes).

Remarquons que le schéma de l'Age d'or suppose des transferts dès lors que la composition organique n'est pas la même dans les deux sections.

Mais, plus profondément, les transferts sont nécessaires dès lors que la composition organique globale ne reste pas constante. Il doit dans ce cas exister une force coercitive incitant les capitalistes à réengager la plus-value dans d'autres branches que celles d'où ils l'ont extraite. Ce ne peut être qu'une différenciation des taux de profit :

— soit qu'un taux de profit systématiquement élevé dans une branche constitue une incitation au transfert (régulation concurrentielle),

— soit qu'il constitue déjà un transfert, c'est-à-dire que la branche qui « doit » se développer plus vite se voie reconnaître la capacité d'imposer des prélèvements par le mécanisme des prix (régulation monopoliste).

Tout cela ne pourra être explicité que lorsque nous aurons étudié les forces coercitives qui régulent le réengagement des capitaux.

5. C'est-à-dire du taux de rendement pour la répartition du capital entre les sections définie à la note 4.

II. Les contradictions de l'accumulation

A condition de bien « choisir » les chiffres, on peut finalement construire n'importe quel schéma d'accumulation. Nous en avons dessiné deux particulièrement intéressants : celui de l'Age d'or, représentation caricaturale des années cinquante-soixante, et celui de l'Age de fer, imaginé par Lénine, qui n'est pas sans rappeler les années vingt en Occident... et les années trente en Union soviétique. Toutes ces époques ont mal fini, et il faut maintenant se demander pourquoi. Ce que nous savons en tout cas, c'est que la nécessité de la crise n'est pas inscrite dans les schémas, mais au contraire la possibilité formelle de son absence [6].

Il y a en fait deux ordres de difficultés. Le premier réside dans le fait que les paramètres sur lesquels on a joué sont dans la réalité des données, qui ne sont pas réglables à volonté. Le second vient de ce que, quand bien même le schéma serait effectivement réalisable, on ne voit pas ce qui pourrait amener les capitalistes privés à s'y conformer.

Voyons le premier ordre de difficultés. Pour écrire les schémas, on a joué sur des paramètres de différentes natures : variation de la durée, de l'intensité du travail, variation de la norme de consommation ouvrière, variation du taux d'accumulation et de sa structure, variation de la composition technique du capital et des tanx de progression de la productivité. Tous ces paramètres sont des données sociales, fort inégalement maîtrisables. Maîtrisable par qui, d'ailleurs ? Par un Etat capitaliste planificateur ? En réalité, ces paramètres sont la résultante de myriades d'initiatives privées, de leur « arbitraire déréglé ». Mais laissons cela pour le moment, et supposons l'existence effective d'un Etat raisonnable capable de coordonner l'action des capitalistes individuels [7].

6. Rappelons qu'à l'inverse la possibilité formelle des crises est inscrite dans la forme monnaie. Or la forme de schéma réalise justement l'abstraction du caractère marchand, monétaire de l'économie capitaliste. Elle prend en compte le travail déjà socialisé, les valeurs déjà réalisées (voir chapitres 8 et 9).

7. Cette supposition, largement gratuite, reflète partiellement la réalité dans le capitalisme d'Etat et la régulation monopoliste. D'où les illusions de l' « économie cybernétique » à l'Est et du *fine tuning* postkeynésien à l'Ouest, et, symétriquement, les réticences des marxistes devant la notion de « régulation » (entendue comme régulation consciente et infaillible). C'est donc à dessein, et avec un grain de sel, que j'emploie dans ce paragraphe les mots « équilibre », « réglage », etc.

Cependant, l' « unification du centre planificateur » est rigoureusement impossible dans une économie d'unités de productions privées (au sens économique, entre elles et par rapport au reste de la société). Quand bien même l'Etat serait le propriétaire juridique unique (donc en faisant abstraction du secteur coopératif et marchand subsistant dans les pays de l'Est), il est incapable de centraliser et coordonner les unités de production qu'il contrôle. D'où les réformes périodiques de la forme juridique de la centralisation auxquelles on assiste en U. R. S. S. Le mythe selon lequel l'Etat, propriétaire unique, peut être un planificateur conscient et rigoureux fait partie de son fétichisme.

Mais remarquons qu'il en est de même dans la grande entreprise privée, surtout dans le groupe conglomeral : une entreprise (enveloppe juridique) n'est pas forcément une unité de production économique où règne la « loi de fer de la proportionnalité ».

Cet Etat ne peut pas décider de tout. Il peut cependant jouer sur certains facteurs. Par exemple, si la bourgeoisie y trouve son intérêt (et sait le reconnaître !), il n'y a pas de problème pour abaisser le temps de travail, augmenter la norme de consommation ouvrière, etc. Le prolétariat sera probablement d'accord [8]. Si des gains abondants de productivité font courir le risque d'une surproduction de marchandises, un Etat « intelligent » n'aura ainsi pas de mal à rétablir l'équilibre, surtout si cet équilibre peut être rejoint à taux de profit constant ou croissant. Mais ce réglage est beaucoup plus difficile à réaliser dans l'autre sens : s'il faut augmenter le taux d'exploitation, en accroissant l'intensité et de durée du travail, en diminuant la norme de consommation, l'Etat et le patronat se heurtent à la résistance ouvrière, et il n'est pas sûr qu'ils trouvent des Berlinguer et des Lama pour convaincre le prolétariat d'accepter les « sacrifices » au nom du schéma d'accumulation. Il faut alors avoir recours au moins aux C. R. S., au pire aux militaires.

Première cause donc d'impraticabilité des schémas : la résistance ouvrière à l'exploitation. Cette résistance peut cependant être brisée, et, de fait, elle l'est (partiellement) en permanence, pas seulement par l'idéologie réformiste ou par la force politique, mais d'abord par la lutte de classes dans la production : par la dépossession du producteur et par la production de plus-value relative. Cette lutte détermine deux autres groupes de paramètres du schéma : composition technique et productivité. Et, cette fois, même un Etat planificateur idéal est strictement incapable d'ajuster ces deux groupes de paramètres pour obtenir par exemple une composition-valeur du capital constante. Autant essayer, les yeux fermés, de tracer deux fois de suite la même courbe sur une feuille. Nous avons même montré, tout au long de cette section, que la forme de la lutte du capital pour déposséder le travailleur collectif avait nécessairement tendance à accroître la composition-valeur.

Deuxième cause donc d'impraticabilité des schémas (c'est la même au fond : toujours la lutte entre les deux classes fondamentales, mais cette fois au sein même du procès de travail) : la rigidité de la composition organique du capital. Nous avons vu qu'elle pouvait être partiellement compensée par une utilisation plus intense du capital fixe (travail posté, etc.). Mais, là encore, on se heurte à la résistance ouvrière (sans même attendre la limite absolue que constitue de toute façon l'utilisation des machines à temps plein).

Supposons cependant qu'un schéma soit réalisable, mais implique des transferts permanents et une modulation précise du taux d'accumulation. D'abord, qui dit transfert de capitaux d'une section à l'autre dit transfert de prolétaires d'une branche à l'autre. Ces transferts sont en

8. Bien entendu, nous raisonnons ici dans un capitalisme abstrait, sans autres modes de production, et organisé dans un cadre national unique. Dans la réalité, les autres classes sociales, et les capitalistes des autres pays, empêchent bien souvent capitalistes nationaux et réformistes ouvriers de trouver le terrain d'un accord raisonnable... ou plus exactement permettent aux capitalistes d'imposer leur conception du « raisonnable » au nom de « contraintes extérieures ».

général douloureux : ils impliquent souvent un temps de chômage « frictionnel », un changement de localisation géographique et une déqualification. Là encore, l'Etat planificateur et le patronat se heurtent à la résistance ouvrière.

Mais ici on se heurte aussi au caractère « privé » de l'engagement du travail social dans des procès de production indépendants. Il n'est plus possible, en ce point, de maintenir la fiction d'un bloc Etat-capitalistes doué de raison planificatrice [9]. Dans la réalité, on ne voit pas très bien ce qui peut conduire les capitalistes privés à engager leur plus-value accumulée dans la branche qui devrait (d'après le schéma) être en expansion. Du moins quand il ne s'agit pas de leur propre branche. Nous verrons que de tels mécanismes existent cependant : ils sont fondés sur la recherche du taux de profit maximal. Mais ils peuvent alors être contradictoires avec les contraintes portant sur les autres paramètres. Par exemple, la recherche du taux de profit maximal implique l'imposition d'un taux d'exploitation maximal. Il semble alors que seuls des schémas du type « Age de fer » soient spontanément réalisables : ceux auxquels pensait Lénine, contre les « romantiques » qui plaidaient que de tels schémas déboucheraient immanquablement sur des crises de sous-consommation.

Or la réalité a montré que l'Age de fer n'a pu s'établir durablement dans les pays de capitalisme privé. On a assisté, avec le taylorisme, au début de sa mise en œuvre dans la première moitié du XXe siècle : cela a débouché sur la crise de 1929, le fascisme, et la Seconde Guerre mondiale. Après-guerre, le monde occidental s'est coupé en deux : dans les métropoles, un schéma cohérent ressemblant à celui de l'Age d'or, dans les pays de la périphérie, un schéma « désarticulé », des segments d'un schéma plutôt, mais d'un schéma qui aurait ressemblé à celui de l'Age de fer [10].

En revanche, le capitalisme d'Etat qui s'est construit en Union soviétique par la résorption de la révolution prolétarienne, sous la direction de Staline, a effectivement permis la mise en place d'un schéma de type Age de fer : stagnation de la norme de consommation ouvrière et quasi-totalité de l'accumulation dans la section I. Cela résulte évidemment des particularités du type de régulation que permet la forme juridique du monopole d'Etat : il n'y a aucun obstacle au transfert, aucune affectation particulière de la plus-value accumulée à la branche d'où elle a été extorquée. Mais cela ne signifie pas un instant — contrairement à ce que prétendaient à l'époque la totalité des marxistes et que prétendent encore les économistes des pays de l'Est — que le caractère de « somme de travaux privés » du travail social ait disparu. A l'arbitraire déréglé des propriétaires a simplement succédé celui des directeurs des

9. Nous critiquerons en conclusion les formes « opéraïstes » du maintien de cette fiction.

10. Sur la différence des régimes d'accumulation au « centre » et à la « périphérie », voir les travaux de S. Amin, et *Le Capital et son espace*. Remarquons que cette division du prolétariat avait été prophétisée au début de ce siècle par Jack London dans *Le Talon de fer*.

entreprises d'Etat et des bureaucrates du Plan. Les transferts de la plus-value vers la section I sont devenus faciles ; ce n'est pas pour autant qu'ils sont devenus adéquats, maîtrisés. Les contradictions du capital sont toujours à l'œuvre, elles se manifestent simplement de façon différente. La forme est ici la suraccumulation de capital dans la sous-section productrice du capital fixe, débouchant sur des pénuries en cascade dans les autres sous-sections (impossibilité de dégager de la main-d'œuvre industrielle supplémentaire, de nourrir les ouvriers des villes, pénuries de capital constant circulant). C'est ainsi que Ch. Bettelheim diagnostique les crises de 1933 et 1937 en U. R. S. S. comme crises de suraccumulation absolue [11].

Cette particularité de la régulation soviétique, où la suraccumulation se présente sous la figure inversée de la pénurie, attire notre attention sur la variabilité des formes de manifestation des contradictions du capitalisme, en fonction des formes spécifiques de la régulation. Dans la seconde et la troisième partie, nous porterons toute notre attention sur les formes de régulation propres au capitalisme juridiquement privé. Nous avons évoqué deux formes contrastées de la régulation. Nous savons que, dans la forme concurrentielle, la crise se manifeste par un écroulement du niveau de la production et des prix, et, dans la forme monopoliste, elle se manifeste par une stagnation de la production, avec inflation des prix. La brève analyse des contradictions de l'accumulation à laquelle nous venons de procéder nous permet de comprendre intuitivement pourquoi.

Il s'agit toujours de la rigidité du taux d'exploitation et de la composition organique. Dans la régulation concurrentielle, le schéma est rétabli ex post en brisant cette rigidité, par la dévalorisation [12] du capital variable (baisse du salaire réel, licenciements) ou par la dévalorisation du capital constant (écroulement de la valeur reconnue aux stocks, braderies, mise au rebut de certaines installations). Or le passage au monopolisme suppose une rigidification des « valeurs en procès », plus précisément une stabilisation des « capacités de rachat » en valeur, tant de la part des capitalistes que de la part des prolétaires, en biens de la section I ou de la section II. Cette rigidification, qui facilite globalement la pleine réalisation, a pour forme la rigidification de la progression des flux monétaires passant entre les mains de chacune des classes. Nous avons

11. *Les Luttes de classe en U. R. S. S.*, troisième période, troisième partie, chapitre I (à paraître). Remarquons que, dans les « crises de pénurie » (qui caractérisent aussi les économies occidentales en temps de guerre), la forme est tellement inversée que l' « échangeabilité immédiate de la monnaie » elle-même est niée.

12. Je rappelle qu'ici, comme dans tout le livre, le mot « dévalorisation » a le sens marxiste de baisse de valeur (ou d'annulation de la valeur, de non-validation sociale), et non pas, comme chez P. Boccara et les théoriciens du « C. M. E. », de baisse des revenus d'un facteur de production.

Dans le cas de la force de travail, on sait les ambiguïtés de l'expression « valeur de la force de travail ». Mais ici je parle de dévalorisation du capital variable : baisse de la valeur de ce que rachètent les salaires versés par les capitalistes (dans les schémas : $V_1 + V_2$).

ainsi montré que le taux de progression du salaire nominal devait être lié au taux de progression de la productivité. Mais il en est de même du taux de profit nominal (le profit annuel rapporté au « prix » du capital avancé en début d'année).

Les contradictions internes à l'accumulation empêchant le maintien du taux de profit réel, si ce n'est par une dévalorisation du capital constant (pour abaisser la composition organique) ou du capital variable (pour relever le taux d'exploitation), le maintien des taux de progression en termes nominaux (taux de profit ou hausse des salaires) se traduit par un décalage croissant entre les flux de monnaie et les flux de valeur qu'ils expriment. Nous l'avons montré dans le cas du salaire : c'est là que la chose est la plus évidente. Mais il serait unilatéral de représenter l'inflation comme une simple spirale des coûts salariaux, des profits et des prix (et encore plus unilatéral de la présenter comme une spirale des seuls salaires et des prix [13] !...). Il y a une autre spirale, du côté du capital constant.

Nous avons vu en effet que la hausse de la composition organique du capital ne pourrait être entravée que par une dévalorisation constante du capital avancé. Quand il s'agit de capital circulant, cela n'a guère d'importance : le capital se dévalorise au même rythme pour le vendeur du produit fini et pour l'acheteur de la matière première. Il n'en est pas de même du capital fixe. Dans ce cas, la dévalorisation, qui maintient le taux *général* de profit (calculé dans le système des valeurs instantanées), se traduit, pour le capitaliste individuel, par une baisse du profit récolté par rapport au capital engagé un, deux, cinq ou dix ans auparavant. Il cherchera donc à amortir son capital fixe comme si sa valeur n'avait pas baissé. La lutte de chaque capitaliste contre la dévalorisation de son propre capital, pour le maintien et l'accroissement de la valeur (nominale) en procès dont il est propriétaire, est tout autant, sinon plus, « responsable [14] » de l'inflation que la lutte du prolétariat pour le maintien de sa part dans la valeur ajoutée. Dans la phase actuelle de la stagnation,

13. Le discours des patrons, des ministres et de la presse bourgeoise est en gros : les prix montent parce que les salaires montent. L'auditeur doué d'un esprit simplement critique corrige de lui-même : à condition que les profits ne baissent pas. On peut alors tout aussi bien dire : les prix augmentent parce que les profits montent. Mais il ne suffit pas de symétriser ainsi salaires et profits. Il faut encore ajouter : les prix montent parce que les amortissements et le capital brut sur lequel est calculé le taux de profit (*mark-up*) ne baissent pas.

14. Cette notion de « responsabilité » ne renvoie pas à un jugement moral. Les producteurs ont toujours raison de lutter contre l'expropriation de leur travail, quoi qu'en pensent les Lama et leurs émules dans le syndicalisme français. Il n'est jamais irresponsable d'exiger un salaire plus élevé. Ce qui est irresponsable c'est de laisser se détériorer un rapport de forces sur le terrain de lutte dans l'attente d'une échéance électorale, ou de prêcher la conciliation avec le capital en espérant que sa restructuration ne sera pas douloureuse pour le prolétariat.

En parlant ici de « responsabilité », je fais allusion aux calculs qui peuvent être fondés sur la théorie du mouvement des prix nominaux exposée dans la seconde partie. Les modèles économétriques élaborés selon la même inspiration par R. Boyer et J. Mistral (voir *Accumulation, Inflation, Crises*) permettent ainsi de chiffrer la contribution de tel ou tel mécanisme à l'inflation actuelle.

où le salaire réel hebdomadaire du prolétariat français baisse, alors que la productivité continue à augmenter, on peut affirmer que l'essentiel de l'inflation résulte du maintien d'un taux de cash-flow excessif calculé sur un capital en partie inemployé (ou artificiellement maintenu en activité), c'est-à-dire sur un capital *en fait* dévalorisé.

Mais, pour rendre cohérents tous ces raisonnements intuitifs, il nous faut construire le système des prix nominaux. Ce qui exigera encore bien des médiations.

Conclusion de la section III

Avec la présente section s'achève notre étude des tendances de la production capitaliste. Nous savons maintenant comment, dans quel sens et dans quel but s'opère la transformation des normes de production et d'échange. Nous en avons mesuré les conséquences dans l'espace des valeurs, et les problèmes qui en résultaient pour la reproduction économico-sociale. Nous avons montré que les tensions résultant de la contradiction entre reproduction et transformation des normes imposaient la mise en œuvre, dans un régime d'accumulation intensive, de nouvelles formes de régulation, résumées par la notion de « régulation monopoliste ».

Le point de départ, c'est la lutte de classes dans la production, dans le procès de travail lui-même. Dans le but de réduire au maximum le travail nécessaire à la reproduction de la force de travail, le capital développe la coopération tout en dépossédant le producteur direct de la maîtrise des forces productives, en séparant les puissances intellectuelles et les puissances manuelles du travail et en incorporant les premières au dispositif matériel de la machinerie. Les conséquences de ces processus se mesurent dans l'espace des valeurs par la hausse générale de la productivité sociale (la quantité de valeurs d'usage que peut produire le travail humain) et par une modification continuelle de la partition fondamentale dans laquelle le rapport de propriété capitaliste découpe la valeur des marchandises : C, V et PL. Ainsi, le taux d'exploitation tend à croître, et la composition organique également, de telle sorte que le rendement du capital (plus-value sur capital avancé) tend à baisser.

Les régimes d'accumulation intensive qui expriment ce mouvement n'en traduisent cependant pas les contradictions. L'étude plus précise des conditions de la réalisation de la plus-value relative nous a amenés à soulever les problèmes de la régulation. Même si la conservation de la norme de consommation ouvrière, à productivité croissante, est théoriquement concevable (ce que nous avons appelé le « schéma de fer »), elle se heurte dans la réalité aux difficultés de l'écoulement d'une production croissante dans un marché qui ne tend pas à s'étendre. L'accumulation intensive semble exiger un mode de régulation tel que l'extension du marché soit a priori couplé à l'extension de la production : nous avons

examiné plus particulièrement l'extension de la norme de consommation ouvrière, en liaison avec la hausse de la productivité dans la section II. Cette liaison prend la forme d'une modification des déterminants du salaire nominal, qui tend à se lier explicitement aux mouvements à la hausse du coût de la vie, et finalement à la hausse de la productivité. On s'achemine ainsi vers le schéma idéal de l' « Age d'or », celui de la « société de consommation » (qui entre finalement en crise avec le ralentissement des gains de productivité, lui-même dû à la résistance ouvrière).

Cette dernière parenthèse mise à part, la résistance ouvrière semble avoir doublement du bon pour le capitalisme ! D'abord elle oblige les capitalistes à développer la productivité sociale, ensuite elle les oblige à se doter de formes de régulation qui font disparaître les classiques crises de surproduction ! Inversement (et toujours en faisant l'impasse sur la crise), ces réformes du capitalisme ont doublement du bon pour la classe ouvrière (hausse du niveau de vie, plein emploi).

Quand on ajoute que ses « succès » sont consolidés par leur sanction, au niveau politique, dans la législation du travail (qui interdit le travail des enfants, impose le salaire minimum de croissance, etc.), on en vient immanquablement à l'idée que le capitalisme ne serait qu'un outil dont se serait dotée l'histoire pour mener au socialisme. Il suffit de concevoir celui-ci comme le nec plus ultra de l'efficience productive, de la croissance de la consommation et de la maîtrise globale de l'économie.

Ce pas, de très nombreux marxistes l'ont franchi hardiment. Théorie des forces productives, apologie de la consommation, fétichisme de l'Etat : on y reconnaît les traits classiques du réformisme ouvrier, plus particulièrement du « révisionnisme ». Si l'on ajoute que ce « révisionnisme » peut trouver ses lettres de noblesse dans maints passages de Marx, Engels et Lénine (sans compter bien entendu Staline), et que certaines critiques du révisionnisme ne rompent pas de façon radicale avec les idéologies ici dénoncées, on comprend qu'aujourd'hui il soit fortement question de « crise du marxisme ». On n'est pas non plus étonné de voir celle-ci proclamée au moment où le capitalisme s'enfonce dans l'une des crises les plus graves de son histoire. Ce moment coïncide avec l'effondrement des espoirs que ceux qui avaient critiqué, rejeté l'expérience stalinienne avaient placés dans les révolutions cubaine, chinoise ou vietnamienne : le mouvement communiste lui-même est en crise [1].

Les « marxismes » et les forces productives

Loin de moi l'ambition de résoudre cette crise. Je tâcherai simplement ici d'éclairer un des aspects du problème, celui qui est abordé

1. « Enfin la crise du marxisme ! », intervention de L. Althusser au colloque organisé par Il Manifesto à Venise en novembre 1977 : *Pouvoir et Opposition dans les sociétés postrévolutionnaires*, Seuil, 1978.

dans cette section : le rapport entre la lutte ouvrière et le progrès des forces productives. Sur ce sujet, on peut classer les divers discours se réclamant de Marx de la manière suivante.

Position 1

Le progrès des forces productives est un bien en soi, indépendant des rapports sociaux ; ce que l'on reproche au capitalisme, c'est de mal en distribuer les fruits. *Complément* : on lui reproche aussi d'entraver le développement des forces productives, soit *(variante 1)* du fait de l'anarchie du marché et de la concurrence, soit *(variante 2)* du fait des gaspillages et de la sclérose des monopoles. *Amendement* : la lutte de la classe ouvrière pousse le capitalisme à développer quand même les forces productives. De là, deux pronostics possibles. *Pronostic 1* : la résistance farouche du capitalisme obligera la classe ouvrière à prendre les armes pour imposer enfin le plein développement des forces productives. *Pronostic 2* : la pression continue de la classe ouvrière et la reconnaissance de son rôle positif par les autres couches laborieuses amèneront un vaste mouvement à faire pacifiquement le bon choix : le socialisme.

Renversement simple de la position 1 : le progrès des forces productives est un mal en soi, et si les rapports entre les hommes sont mauvais c'est que leur rapport à la nature est mauvais.

Position 2

Le système des forces productives mis en place à un moment donné n'est que l'état d'une ligne de front fluctuante entre le « plan du capital » et le « contre-plan de la classe ouvrière ». L'état des forces productives n'est que la matérialisation d'un *rapport de forces* social.

Version pessimiste : le capital fait du prolétariat ce qu'il veut. *Version optimiste* : la classe ouvrière a l'initiative, mais le capital est arrivé jusqu'ici à la contrer. *Version euphorique* : la classe ouvrière peut obliger le capital à passer au socialisme.

Position 3

Si elle existait, il n'y aurait probablement pas de crise du marxisme.

Voyons cela de plus près.

Pour ramifiée qu'elle soit à présent, la première position jaillit d'une matrice unique : le « marxisme » dont Marx disait que lui n'en était pas, le marxisme de la IIe et de la IIIe Internationale. Inutile de se voiler la face : Marx lui-même un peu, Engels davantage, Kautsky absolument,

et par contrecoup Lénine, et bien entendu Staline et aussi Trotsky mais encore l' « ultragauche » des années vingt, bref, tous les « marxistes » ont défendu, d'une manière ou d'une autre, l'idée d'un progrès historique, mesuré par celui des forces productives, dont bourgeoisie et prolétariat se disputeraient le rôle d'accoucheur.

Des films d'Eisenstein aux photos de *La Chine en construction*, en passant par les poèmes d'Aragon [2], le titanisme social prolétarien a voulu assumer le défi de Jules Verne. Significative est la haine inspirée aux dirigeants actuels de la Chine par le mot de Tchang Tchouen-kiao : « Le Spoutnik s'est envolé, et le drapeau rouge est tombé [3]. »

Inutile de reprendre ici les développements du chapitre 10 contre la « révolution scientifique et technique ». Plus intéressant que de dénoncer cette invasion du marxisme par l'idéologie de la bourgeoisie des Lumières sera de réfléchir, à propos de la troisième position, aux fondements réels de l' « illusion progressiste ». Nous n'insisterons pas non plus sur le « complément » : nous avons déjà dénoncé au chapitre 15 l'idée que le monopolisme serait blâmable parce qu'il mènerait à la stagnation ; quant à la question de l' « anarchie capitaliste », nous y reviendrons, à propos du débat sur le « capitalisme organisé ».

Lutte revendicative et forces productives

Plus intéressante est la discussion à propos de l' « *amendement* » : la lutte de la classe ouvrière serait l'aiguillon du progrès des forces productives. Elle est intéressante car elle contient une part de vérité. C'est parce qu'on ne peut augmenter indéfiniment la plus-value absolue (les journées n'ayant que vingt-quatre heures...), parce qu'on ne peut faire vivre les prolétaires de l'air du temps que finalement le capital ne

2. Sans remonter à « Hourrah l'Oural », on en trouve la trace dans le beau poème mis en musique par l'anarchiste Léo Ferré *Je chante pour passer le temps* (« Nous avons fait des clairs de lune/Pour nos palais et nos statues/Qu'importe à présent qu'on nous tue/Les nuits tomberont une à une/La Chine s'est mise en Communes... »). Comme quoi les amalgames de B.-H. Lévy ne sont pas sans fondement...

3. *De la dictature intégrale sur la bourgeoisie*, Editions de Pékin, 1975. Pour mettre les choses en perspective, il faut rappeler que le discours de Mao Tsé-toung où figure le diagnostic célèbre : « Dorénavant le vent d'est l'emporte sur le vent d'ouest », saluait justement l'envol du Spoutnik (« Entretien avec les étudiants et stagiaires chinois à Moscou », 17 novembre 1957, dans MAO TSÉ-TOUNG, *Textes, 1949-1958*, Cerf, 1975. Texte non publié dans le tome V des *Œuvres choisies*).

Quant aux positions des dirigeants chinois actuels, elles sont rappelées à longueur d'articles (tournant autour du thème : « Le but de la révolution, c'est de développer les forces productives »). Voir par exemple *Pékin-Information*, 1978, n° 3 (« La Continuation de la révolution : ses objectifs », WOU KIANG), n° 4 (« Pour continuer la révolution, faut-il développer les forces productives ? », LING KANG). On s'appuie souvent sur le discours de Lénine au VIIIe Congrès des soviets de Russie (1920), qui prêche la « grosse production moderne » contre « la petite économie marchande ».

peut augmenter le taux de plus-value qu'en augmentant la productivité. Mais chaque capitaliste individuel tend à augmenter son profit *à lui* en sous-payant ou en surutilisant la force de travail, c'est-à-dire en rompant avec ce qui constitue l'essence d'un bon régime capitaliste : des rapports marchands loyaux. Dès lors, la lutte *revendicative* de classe n'est que la lutte d'une partie prenante au marché capitaliste pour obliger les partenaires à ne pas « empiéter », à jouer les règles du jeu. Et, nous l'avons dit, le moyen dont la société se dote « consciemment » contre les abus de son « propre organisme », c'est l'instance politique, dans ce cas particulier : la législation du travail.

Nous voyons donc se dessiner un type de lutte ouvrière bien précis qui « développe » les forces productives capitalistes. Son but direct, c'est d'imposer le prix et l'usage *normal* [4] de la marchandise vendue ; son levier, c'est l'action au niveau législatif, qui généralise les conquêtes partielles et empêche le jeu des effets pervers de la concurrence [5] ; son résultat, c'est le développement des forces productives capitalistes (dont le but immanent est le développement de la plus-value relative) :

« *Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière força l'Etat à imposer une journée normale* [...], *c'est-à-dire à partir du moment où il interdit la méthode d'accroître la production de plus-value par la multiplication progressive des heures de travail, le capital se jeta avec toute son énergie et en pleine conscience sur la* production de la plus-value relative *au moyen du développement accéléré du système mécanique* [6]. »

Toutes ces considérations permettent à K. Marx d'exposer de façon magistrale, devant le Conseil général de l'Internationale, la place et les limites de la lutte syndicale :

« *La résistance périodiquement exercée de la part de l'ouvrier contre la réduction des salaires et les efforts qu'il entreprend périodiquement pour obtenir des augmentations de salaires sont inséparablement liés au système du salariat et sont provoqués par le fait même que le travail est assimilé aux marchandises et soumis par conséquent aux lois qui règlent le mouvement général des prix. En ce qui concerne* la limitation de la journée de travail [...], *elle n'a jamais été réglée autrement que par*

4. Normal en ce sens que le salaire est conforme à la norme en vigueur et que le produit durée × intensité permet une reproduction effective de la force de travail.

5. Il peut y avoir effet pervers de la concurrence quand l'existence de zones de très bas salaires, due à la faiblesse de la classe ouvrière, remet en cause les avantages acquis et le type d'industrialisation induit dans une autre zone. Ainsi, certains artisans payant et traitant leur ouvrier (immigré, bien sûr) selon des normes asiatiques ont mieux résisté à la crise que des petits patrons qui s'étaient équipés en machines modernes. C'est le cas notamment dans la mégisserie des franges méridionales du Massif central. Plus généralement, certaines conquêtes sociales ne peuvent être imposées sans risque de faillite qne si elles touchent également tous les patrons.

6. *K.*, I, XV, p. 295.

l'intervention législative. [...] *Cette nécessité même d'une* action politique générale *est la preuve que, dans la lutte purement économique, le capital est le plus fort.* [...] *La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le niveau moyen des salaires, mais de l'abaisser, c'est-à-dire de ramener, plus ou moins,* la valeur du travail *à sa* limite la plus basse. *Mais, telle étant la tendance des choses dans ce régime, est-ce à dire que la classe ouvrière doive renoncer à sa résistance contre les empiétements du capital et abandonner ses efforts pour arracher dans les occasions qui se présentent tout ce qui peut apporter quelque amélioration à sa situation ? Si elle le faisait, elle se ravalerait à n'être plus qu'une masse informe, écrasée, d'êtres faméliques pour lesquels il ne serait plus de salut.* [...] *Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. En même temps* [...] *les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne. Ils ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets.* [...] *Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les* conditions matérielles *et les* forces sociales *nécessaires pour la transformation économique de la société. Au lieu du mot d'ordre conservateur :* "un salaire équitable pour une journée de travail équitable", *ils doivent inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre* révolutionnaire : "Abolition du salariat"[7]. »

Cette dernière remarque nous fournit quelques jalons pour la définition de la « troisième position ». Mais, avant de poursuivre, remarquons bien que le clivage n'est pas entre lutte « purement économique » et « lutte politique », puisque la lutte pour la journée « normale », lutte nécessairement politique, a rigoureusement le même statut que la lutte salariale.

Marx parle de lutte contre les « empiétements » : Engels, nous l'avons vu, emploie ce même mot pour définir le rapport de l'Etat capitaliste aux capitalistes individuels. Empiéter, c'est transgresser la norme, non pas pour l'abolir, mais pour la déplacer à son profit. C'est le comportement tendanciel de l'agent privé dans le monde de la concurrence, le comportement « corporatif ». Naturellement, seule la résistance des concurrents et des partenaires sur le marché entrave les empiétements, l'Etat peut tout au plus stabiliser, garantir les normes fixées. Mais la résistance aux empiétements n'est pas la lutte contre le système des normes : au contraire, elle joue son rôle dans le concert des « forces coercitives », de la loi de la valeur, elle contraint les capitalistes à être vraiment des entrepreneurs, et non des rentiers. Bref, la classe ouvrière développe les forces productives du capital pour autant qu'elle se fait marchand capitaliste de sa propre force de travail.

Dans ce rôle, la classe ouvrière n'est rien d'autre que l'un des termes de la structure du mode de production : elle constitue une « classe

7. *Salaire, Prix et Profit,* Editions sociales, p. 67 et s.

en soi[8] ». A cette nature de classe en soi correspond une forme organisationnelle, donc, pour une classe (qui n'est autrement qu'une collection d'individus), une *forme d'existence* bien précise : le syndicat, doublé d'une représentation politique : le parti social-démocrate. Cette première forme historique de l'association des travailleurs est donc une forme contrainte, elle n'est pas celle d'une classe qui entend fonder un monde nouveau, mais celle d'une catégorie qui se défend dans un monde hostile. C'est ce que Gramsci explique dans l'*Ordine nuovo* quand il oppose le syndicat aux conseils et aux soviets :

« *Durant cette période, le mouvement prolétaire n'exista qu'en fonction de la libre concurrence capitaliste. Les institutions prolétariennes durent prendre certaines formes non par l'effet d'une loi intérieure, mais par celui d'une loi extérieure sous la pression formidable d'événements et de coercitions qui dérivaient de la concurrence capitaliste*[9]. »

« *En un certain sens, on peut soutenir que* de telles organisations font partie intégrante de la société capitaliste *et sont une fonction inhérente au régime de la propriété privée. Dans la période actuelle où les individus n'ont de valeur que dans la mesure où ils sont propriétaires de marchandises et font commerce de leur propriété, les ouvriers ont dû eux aussi se plier à la loi de fer de la nécessité générale, et ils sont devenus vendeurs de leur unique propriété : leur force de travail et leur intelligence professionnelle. Plus exposés aux risques de la concurrence, les ouvriers ont accumulé leur propriété dans des « firmes » toujours plus vastes et en employant un personnel toujours plus nombreux, ils ont créé cet énorme appareil de concentration de chair à effort, ils ont imposé des prix et des horaires, et ils ont discipliné le marché. Ils ont engagé à l'extérieur ou ont tiré de leurs rangs un personnel administratif de confiance, versé dans ce genre de spéculations, en mesure de dominer les conditions du marché, capable de stipuler des contrats, d'évaluer des aléas commerciaux, de lancer des opérations économiquement rentables.* La nature essentielle du syndicat est concurrentielle, elle n'est pas

8. « Dans l'En-Soi réside, selon Hegel, l'identité primitive des contraires non développés — qui sont cachés dans un objet, un processus, un concept ; dans le Pour-Soi interviennent la distinction et la séparation de ces éléments cachés et leur antagonisme commence » (ENGELS, *Anti-Dühring, op. cit.*, p. 89).

« Dans la période initiale de sa pratique, période de la destruction des machines et de la lutte spontanée, le prolétariat ne se trouvait, dans sa connaissance de la société capitaliste, qu'au degré de la connaissance sensible et n'appréhendait que des aspects isolés et la liaison externe des différents phénomènes du capitalisme. Il n'était encore que ce qu'on appelle une "classe en soi". Mais, dès la seconde période de sa pratique, période de la lutte économique et politique consciente et organisée, [...] il fut à même de comprendre l'essence de la société capitaliste, les rapports d'exploitation entre les classes sociales, ses propres tâches historiques, et devint alors une "classe pour soi" » (MAO TSÉ-TOUNG, *De la pratique, O. C.*, I, p. 336).

9. « La Conquête du pouvoir » (12 juillet 1919), dans A. GRAMSCI, *Ecrits politiques*, t. I, Gallimard, 1976.

communiste. *Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société* [10]. »

« *Le syndicalisme s'est révélé comme une simple forme de la société capitaliste et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste* [11]. »

Encore une fois, le syndicat (ou toute forme assurant la même fonction) est indispensable pour lutter contre les empiétements. Mais il ne peut pas davantage servir d'organe de la dictature du prolétariat que les forces productives héritées du capitalisme ne peuvent être utilisées telles quelles dans la transition socialiste. Il n'y a pas plus de continuité entre la résistance des ouvriers contre les empiétements et la mission historique du prolétariat dans la marche au communisme qu'il n'y en a entre les forces productives capitalistes et les forces productives communistes (si cette dernière expression a un sens).

L' « *amendement* » qui fait de la lutte du prolétariat le moteur du développement de forces productives, lui-même considéré comme la base du socialisme, en oubliant que c'est alors une classe « en soi », définie par les rapports capitalistes, et ne dépassant pas la conscience corporative (« trade-unioniste », dit Lénine), dont la lutte développe des forces elles-mêmes spécifiquement capitalistes, cet amendement-là, loin de « gauchir » la théorie révisionniste des forces productives, ne peut qu'induire une conception économiste de la lutte des classes. On en trouve une belle illustration chez J.-L. Dallemagne [12] qui peut écrire, à quelques pages de distance : « Cette augmentation de la composition technique du capital exprime une modification du procès de travail qui en améliore la productivité. Le développement des forces productives est donc une condition d'existence du mode de production capitaliste déterminé par la lutte des classes. Celle-ci n'est pas simplement un antagonisme de places ; elle a pour fonction de contraindre la classe des capitalistes à se conformer à la légitimité du mode de production capitaliste » (p. 111) ; et : « Le capital se constitue à partir des forces productives existantes, se développe selon ses propres forces productives, et ne poursuit son développement qu'en produisant des forces productives qui appellent sa destruction et *fondent* le nouveau mode de production » (p. 93).

Il est vrai que J.-L. Dallemagne se réfère à de nombreux textes de Marx qui appuient sa thèse. Il ne s'agit pas de s'incliner devant l'argument d'autorité, mais il faudra, pour élaborer la « *troisième position* », rétablir un peu de dialectique dans notre position par trop tranchée : la « continuité », que je dénonce ici, existe en un certain sens. Par

10. « Syndicats et Conseils » (10 octobre 1919), *ibid.*
11. « Syndicalisme et Conseils » (8 mars 1920), *ibid.*
12. *L'Economie du capital*, Maspero, 1977, pour prendre un auteur aux options manifestement révolutionnaires (pronostic 1). Mais on trouve exactement la même idée chez les réformistes (pronostic 2) : voir *Le Capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions sociales, 1971, t. I, p. 149 à 154.

ailleurs, J.-L. Dallemagne, contrairement aux révisionnistes tenants du « *pronostic n° 2* » (la voie pacifique), insiste lourdement sur la nécessité de *ruptures* : « Il est faux de considérer les forces productives marquées du sceau des rapports de production qui les ont engendrées, et inutiles, ou même nuisibles, aux rapports de production futurs. Comme il est faux d'attendre du développement de ces forces productives l'instauration mécanique des rapports de production supérieurs [13]. »

Mais cette nécessité de la rupture, qui imprime à la théorie des forces productives une subjectivité révolutionnaire, comme dans la jeune Internationale, il ne la voit que dans l'incapacité du capital à poursuivre le développement des forces productives « qui fondent le développement du nouveau mode de production », incapacité résidant dans le seul mode de *distribution* des richesses. Dès lors, la *misère* qu'engendrent les crises joue le rôle de baguette magique qui transforme la lutte revendicative en lutte révolutionnaire : « Il s'agit dès lors de savoir comment le prolétariat passe de la lutte pour l'augmentation du salaire à l'abolition du mode de production capitaliste. La réponse tient dans la place qu'il occupe au sein de ce mode. En tant qu'aiguillon nécessaire à la reproduction du capital, le prolétariat est l'agent principal de la loi de baisse du taux de profit, qui, se traduisant en crises, le transforme en victime du capital. Sans réduire la transcroissance fonctionnelle du prolétariat à sa base économique, il importe de souligner que celle-ci réside dans la misère engendrée par le développement du capital à l'occasion des crises, qui sont le levier de la radicalisation révolutionnaire du prolétariat. La misère, accrue par la crise, révèle la précarité du revenu dans son existence même, et met en cause le système des rapports de distribution comme revers des rapports de production [14]. »

Encore une fois, J.-L. Dallemagne s'appuie sur des remarques de Marx ou Engels qui, de façon ambiguë, renvoient à une réalité. Et je ne songe nullement à contester l'idée que la crise, entraînant la misère, est un ferment révolutionnaire. Ce que je veux souligner, c'est que :

— Ce ne sont pas des forces productives « déjà socialistes » qui mettent en crise les rapports de distribution « encore capitalistes », mais des forces de production proprement *capitalistes*. C'est dire que le développement des forces productives ne suffit pas à « faire craquer l'enveloppe des rapports capitalistes » comme la chrysalide fait craquer le cocon une fois qu'elle est déjà transformée en papillon. Comme le disait L. Althusser, on ne peut pas écrire l'histoire au passé antérieur (« le capitalisme avait déjà préparé... »).

— Ce n'est pas la même lutte de la classe ouvrière, avec les mêmes objectifs et les mêmes formes organisationnelles, ce n'est pas en quelque sorte la même classe ouvrière qui développe les forces productives et qui abolit les rapports d'exploitation capitalistes.

13. *L'Economie du capital, op. cit.*, p. 94. Naturellement, je suis en désaccord avec la première phrase (où l'auteur critique explicitement Ch. Bettelheim).
14. *Ibid.*, p. 209.

— Ce n'est pas — pas seulement — en luttant pour le rétablissement des conditions « normales » de vente de la force de travail, alors même que la crise interdit à la classe capitaliste de les concéder, que la classe ouvrière en vient à renverser l'ordre capitaliste [15].

L'illichisme

Ces points de repère étant posés, disons un mot du *renversement simple* de la première position. Je pense bien entendu aux thèses écologistes et convivialistes illustrées par Ivan Illich. Si l' « illusion progressiste » trouvait des bases matérielles dans l'incontestable « progrès » de certaines conditions matérielles de l'existence qui accompagnait le développement des sciences au XIXe siècle (peu d'ouvriers accepteraient de revivre dans les conditions du paysan de La Bruyère, même si beaucoup de prolétaires sont tentés par le retour à la terre — mais à portée de 2 CV ou d'hélicoptère de la civilisation), le renversement de l'illusion progressiste a pour base l'incontestable régression de la sécurité, du confort, du « bonheur de vivre » qui semble accompagner à présent la poursuite de l'urbanisation et de l'industrialisation.

L'idée est toujours que le développement des forces productives est une donnée, indépendante des rapports sociaux, mais contribuant de façon déterminante à la façonner. C'est le développement des « méga-outils » qui engendre la hiérarchie et la société policière. Ces « méga-outils », loin de libérer l'homme, l'asservissent, l'abrutissent, le pollucnt, l'empoisonnent.

Naturellement, un instant de réflexion suffit à détruire la thèse. La plus modeste machine à coudre, lorsqu'elle est mise en œuvre sous l'autorité d'un patron de manufacture, avec le régime salarial qui lui correspond (le salaire aux pièces), peut fonctionner comme un redoutable instrument de torture des ouvrières. Et, si le fonctionnement des centrales nucléaires suppose un encadrement policier de la population, il faut rappeler que cet encadrement est présupposé à leur construction (comme on l'a vu à Malville en juillet 1977), que le libre déplacement des prolétaires, affranchis du livret de travail, est une conquête assez tardive, et qui n'est d'ailleurs pas encore acquise pour les travailleurs immigrés... qui construisent les centrales. Bref, les rapports sociaux modèlent de bout en bout les forces productives : soit qu'ils enrôlent de vieux moyens de production domestiques, soit qu'ils produisent de nouveaux moyens de production qui, par leur caractère d'immense accumulation de capital fixe, expriment ouvertement la nature des rapports qui les ont engendrés.

La critique illichienne eut du moins un effet positif : dans les années 1968-73, elle fournit des arguments contre la « théorie des forces productives ». Mais, parce qu'elle se trompait de cible, elle risquait

15. J'ai largement partagé cette idée de 1974 à 1977.

de se tromper d'alliés. Même s'il est juste de soutenir les aspirations radicales qui s'expriment dans le refus de la production et des produits capitalistes, y compris contre le corporatisme ouvrier qui « défend l'emploi », le risque est grand, dès qu'est perdue la référence aux intérêts prolétariens, de faire le jeu du « redéploiement » et de la « croissance douce » qui sont à présent si chers à V. Giscard d'Estaing et L. Stoléru. Le tout au nom du « qualitatif », opposé mécaniquement au quantitatif. « Ils n'ont pas de pain ? disait déjà Marie-Antoinette. Qu'ils mangent de la brioche [16]. »

Cette critique brutale ne doit pas faire oublier le rôle globalement positif de l'attaque portée, par le mouvement écologiste, contre le culte des forces productives, dans lequel communiait la quasi-totalité des forces de gauche et d'extrême-gauche, et qui les a enfermées dans une ligne de résistance économiste face à la crise.

« *Comment n'avons-nous pas remarqué que chaque mode de production, lorsqu'il arrive sur la fin de sa course, atteint des limites dans l'exploitation de la nature qui semblent être les limites de la nature elle-même ? Limites qu'il veut dépasser en exacerbant son emprise jusqu'à la stagnation, voire la destruction de ce qu'il prétend développer* [17].

Que la prise de conscience écologique ne soit rien d'autre que la forme actuelle de la prise de conscience des limites de la production capitaliste : voilà une autre chose qui nous avait complètement échappé [18]. »

L'opéraïsme

Venons-en maintenant à la position 2, qui voit dans les forces productives la matérialisation d'un rapport de forces entre les classes. Même si la position présentée dans ce livre (chapitre 10) est plus nuancée (nous avons pris en compte la coopération, la socialisation du savoir, son incorporation dans la machinerie, etc.), elle se rattache principalement à cette position 2, dans la mesure où le développement de la coopération est pour nous dominé par la tendance à la séparation, à la dépossession du producteur direct.

Cette position, nous l'avons dit, est représentée par deux courants théoriques : l'althussérisme français et l'opéraïsme italien. Même si les thèmes correspondants (antiproductivistes, anti-hiérarchiques) sont depuis

16. Voir ma critique de la convergence de thèmes « néo-socialistes » et « néo-libéraux » dans « Derrière les programmes, voir les forces... » (*Les Temps modernes*, décembre 1976 ; repris et développé dans le recueil sous la direction de S. C. Kolm, *Solutions socialistes*, Ramsay, 1978, et dans mon texte « Le Double Aspect de la crise » du recueil *Le Temps des crises*, Maspero, 1979). Cette critique est développée par J.-P. Garnier et D. Goldschmiot, *Le « Socialisme » à visage urbain*, Ruptures, 1978.

17. On déchiffre cette idée en filigrane dans les études médiévistes de l'école des *Annales* à propos de la grande crise de la seconde moitié du XIVe siècle, qui enleva à l'Europe près de la moitié de ses habitants.

18. José Staco, « *Produire ?* », *Partis Pris*, n° 1, mai 1978, Editions S. E. P., 1, rue Keller, 75011.

dix ans portés au sein de la Confédération française démocratique du travail, c'est essentiellement en Italie qu'ils ont réussi leur « percée » tant dans le débat politique que syndical [19].

Ce qui était reproché à la version italienne de la théorie des forces productives, c'était non seulement son gradualisme (le capitalisme développe automatiquement les forces productives qui engendrent le socialisme), mais plus largement la séparation qu'elle induisait entre production et répartition, entre l'usine et la société, entre lutte économique et lutte politique, entre les conditions matérielles de l'existence de la classe ouvrière et sa conscience de classe, ce qui aboutit à séparer la lutte de classe dans la production et le projet socialiste. Bref : le révisionnisme rompt avec le matérialisme. La « réaction subjectiviste [20] » à la théorie des forces productives va au contraire concentrer son attention sur la forme imposée au processus productif par le rapport social capital/ouvriers.

Un premier rameau avec Foa, Ferraris, Lettieri, etc., insiste essentiellement sur la critique de l'organisation du travail par le capital, et lui oppose des projets de « nouveau modèle de développement » et de « contrôle ouvrier ». C'est évidemment ce rameau qui, à travers l'œuvre d'A. Gorz, a touché la France le premier. Son principal défaut est de réduire la classe ouvrière à une pauvre bête ayant vendu sa peau : la critique de la façon dont on la tanne prend alors nécessairement un tour moraliste (c'est inhumain) ou rationaliste (on pourrait faire tellement mieux avec un peu de participation). Même s'il ne tombe pas dans ce dernier travers, l'ouvrage cité d'A. D. Magaline n'échappe pas au premier défaut.

L'autre rameau, apparemment tout opposé, constitue le « filon opéraïste » proprement dit. Face au « plan » du capital se dresse le « contropiano [21] » de la classe ouvrière, qui vient bloquer l'accumulation. La lutte des classes se résume à une série d'offensives et de contre-offensives, portées au niveau du procès de travail, et donc de la structure du prolétariat. Ce qui débouche sur une double mythologie (que nous critiquerons ultérieurement) : celle d'un capital doué de raison planificatrice stratégique, incarné par son Etat, et celle, symétrique, de La Classe. En suivant l'œuvre d'A. Negri, on peut reconstituer le combat de ces deux titans [22].

19. Comme je l'ai indiqué, quelques-uns (A. Gorz, puis A. Granou) introduisirent en France, dans les années soixante, des échos de la réflexion des Italiens. Mais A. Gorz (dont les livres et articles ne furent pas sans écho dans la C. F. D. T.) s'intéressait surtout aux techniciens. Sans doute parce qu'il n'y avait pas en France de ces grandes luttes d'O. S. qui firent tomber le gouvernement Tambroni.

20. Selon les termes de la thèse « Sur le matérialisme » du *Ier Congrès national de Lotta continua* (Editions Lotta Continua, 1975). Cette organisation procédait alors à un bilan de sa filiation opéraïste. La classification des courants opéraïstes ici présentée s'inspire de cette thèse.

21. Titre d'une revue opéraïste.

22. Cité ici d'après le recueil *La Classe ouvrière contre l'Etat*, Galilée, 1978. Voir notamment : « Sur Keynes » (p. 33 et s.), « Marx sur le cycle et la crise » (p. 100-115), « Crise de l'Etat-Plan » (p. 184), « Prolétaires et Etat » (thèses 1 et 6). J'intègre à l'exposé qui suit des prolongements empruntés à S. Bologna (divers articles dans *Lotta continua* en 1977-1978).

Jusqu'en 1917, la classe ouvrière est composée d'ouvriers professionnels « possesseurs » de leur savoir-faire ; la grande industrie n'est pas taylorisée. Les révolutions russe, italienne, allemande sont l'œuvre de l'ouvrier professionnel [23]. Face à la menace, le capital réagit par le fordisme, qui détruit l'O. P. et lui substitue l'ouvrier de masse, sapant ainsi la possibilité d'une organisation prolétarienne de type élitiste (léniniste). Cependant, cette « massification » de la production engendre la crise de surproduction des années trente ; l'Etat keynésien intervient alors en imposant l'extension de la consommation ouvrière. Deux avantages : faire la part du feu, face à la pression ouvrière (rendre ses bases au réformisme ouvrier), et d'autre part amorcer la planification du capital sous l'égide de l'Etat. Mais cette réponse reste contradictoire. Car l'élévation de la composition organique du capital, « voie technologique de la répression », aboutit à une baisse du taux de profit si elle n'est pas compensée par une hausse du taux d'exploitation. La bataille de l'ouvrier-masse contre l'Etat-Plan va donc se porter sur le terrain du salaire : ou l'Etat-Plan parvient à la maintenir dans le cadre fixé par le schéma d'accumulation (celui de l' « Age d'or »), ou le prolétariat fait « sauter le plan du capital ». On assiste ainsi à une « simplification de la lutte des classes » : le taux de partage profit/salaire exprime directement, politiquement, le « pouvoir de commandement » de l'Etat capitaliste sur la classe.

Dans les années soixante, « le réformisme est sorti de son lit ». La classe arrache des augmentations de salaires qui brisent le « miracle italien » ; ces conquêtes se généralisent à l'ensemble du « prolétariat » (c'est-à-dire l'armée de réserve) : étudiants, pensionnés, chômeurs, etc. « La classe devient prolétariat sur le terrain social tout entier. » La lutte est portée sur le terrain de la dépense publique (capital de l' « Etat-usine [24] ») : autoréductions, abus des congés de maladie et de la caisse de chômage, etc.

Le Compromis historique propose une reconduction du keynésianisme, devenu à la fois impraticable (pour le capital) et réactionnaire (pour le prolétariat). En réalité, la crise déchaînée par le capital est une véritable opération de destruction des forces productives, dont la cible est l'ouvrier-masse engendré par l'automation. Mais cette opération de « décentrement productif », visant à jouer « l'usine contre la société » par la mise en chômage de l'ouvrier-masse, en portant encore plus loin l'automatisation et la tertiarisation, se heurte à la généralisation de l'ouvrier social. Lorsqu'éclate en 1977 le « mouvement » des étudiants et des

23. Effectivement, l'*Ordine nuovo* de Gramsci est profondément marqué par le culte de la professionnalité, du travailleur collectif capable de remettre en marche les usines (voir note 27).

24. A. Negri, « L'Etat, les Dépenses publiques », *Critiques de l'économie politique*, n° 3, Maspero, avril-juin 1978.

« sous-employés », les « autonomes » qui ont suivi Negri n'hésitent pas à transférer à cette incarnation de l'ouvrier social le flambeau que détenait dans les années soixante l'ouvrier-masse de Mirafiori.

Mais un autre rameau s'est détaché de l'opéraïsme pour rejoindre le camp du réformisme : avec Asor Rosa, Cacciari et M. Tronti, il parle d'un « usage ouvrier du capital ». Les thèses d'A. Negri amènent en fait à cette même conclusion : « La classe ouvrière, au lieu d'être manœuvrée, se déplace elle-même et subordonne le capital à ses propres comportements [25]. » Pourtant, A. Negri souligne qu'il reste toujours à détruire la dernière ligne de repli du « pouvoir de commandement du capital » : son Etat terroriste. Mais, en faisant de la massification du prolétariat le produit de la réaction capitaliste à la révolution d'Octobre, et en faisant de cette massification un bloc rigide et invincible, l'opéraïsme ouvrait la voie aux thèses euphoriques qui ont conduit certains à rejoindre le projet néo-révisionniste du « nouveau modèle de développement », d'autres (tels *Lotta continua*) à parler d'un usage ouvrier du révisionnisme. Euphorie qui s'est écroulée le 20 juin 1976 avec la défaite du P. C. I. devant la démocratie chrétienne.

Ainsi, paradoxalement, la *position 2*, qui exalte l'autonomie de la classe ouvrière, son statut de « classe pour soi », en arrive à rejoindre les tenants de l'*amendement* à la *position 1*. Qu'ils aient choisi le camp de la « première Italie », celle qui travaille dans les grandes usines et aspire à « se faire Etat », c'est-à-dire à prendre la direction de la gestion de la crise, ou qu'ils aient choisi l' « autre Italie », celle des marginaux qui ont déclaré la guerre à l'Etat, ils considèrent que la classe est maintenant à même d'imposer son plan ou ses « besoins », et ne diffèrent que sur la possibilité de s'emparer tel quel du « pouvoir de commandement » incarné par l'Etat capitaliste.

A l'origine de cette impasse, une triple réduction. D'abord, une réduction des rapports capitalistes au troisième des rapports constitutifs du mode de production que nous avons introduits : l'opposition capital/ouvriers dans l'organisation du travail, en omettant symétriquement la concurrence intercapitaliste et le caractère marchand de la force de travail. Cette réduction renvoie au problème plus général du « capital planifié », et nous en traiterons dans la conclusion générale de cette première partie. Signalons simplement qu'elle aboutit à faire de la classe un bloc, sans que soit posé le problème de sa constitution comme classe pour soi par-delà la diversité des conditions et des statuts des prolétaires. C'est pourquoi l'opéraïsme tend à exalter la figure typée d'un prolétaire

25. *La Classe ouvrière contre l'Etat*, p. 285. Voir aussi p. 124-126 et 205. La possibilité formelle de cette convergence, à première vue extraordinaire, mais confirmée par le ralliement de nombreux ex-opéraïstes au P. C. I., explique peut-être que des économistes membres du P. C. F., comme C. Palloix (qui en revanche fustige le pessimisme de Magaline) ou S. de Brunhoff, n'hésitent pas à citer élogieusement A. Negri (qui, pour le P. C. I., est un « fasciste rouge »).

Pour une critique de l'opéraïsme « P. C. Iste » (Tronti, etc.), voir par exemple C. Preve, « L'Ideologia Italiana », *Ombre Rosse*, n° 24, Roma, mars 1978. Je n'ai pas développé la critique de ce courant, parce qu'il reste pour le moment pratiquement inconnu en France (malgré de récentes tentatives de C. Palloix).

figurant son époque et exprimant la totalité des contenus du communisme à un moment donné du cycle des luttes : Gasparazzo ou Alice [26].

La seconde réduction fait du rapport social d'appropriation réelle ou de dépossession un pur rapport social, entre classes, et non un rapport des hommes entre eux *dans l'appropriation de la nature*. C'est pourquoi l' « ouvriérisme », en 1977, a pu si facilement abandonner le terrain de l'usine : même si la massification a eu pour enjeu la maîtrise du procès de travail, une fois la première réalisée, la seconde n'est plus qu'un prétexte. Etre prolétaire ne renvoie plus à un statut professionnel d'ouvrier. Les formes de coopération, à l'intérieur du procès de travail, qui, chez Marx, Engels, Lénine ou Gramsci, fondaient le rôle dirigeant de la classe ouvrière (et induisaient une forte déviation productiviste [27]), n'ont plus aucune importance quand est déprécié à ce point l'autonomie, voire la pertinence du concept de « forces productives ».

Une troisième réduction, qui résume les précédentes, fait de ce rapport un pur rapport vertical abstrait : le rapport de « commande-

26. Gasparazzo est l'émigrant monté dans les années soixante du Mezzogiorno vers les usines Fiat de Mirafiori. Alice est la jeune prolétaire féministe, libre comme l'air, du mouvement de 1977.

Pour une critique de cette tendance (qui a au moins le mérite de rechercher le support matériel de son projet politique), voir « La Linea attuale di Lotta continua : novita et contradizzioni », *Nuovo Impegno*, 1974, n° 30. Cette revue est animée par des marxistes-léninistes « classiques » sortis vers 1969 de l'opéraïsme (Luperini, etc.).

27. Les trois premiers ont souvent évoqué l'habitude de la discipline industrielle chez les ouvriers (opposée aux habitudes individualistes des petits producteurs marchands) pour fonder le rôle d'avant-garde du prolétariat. Quant à Gramsci, si nous avons vu à quel point il a su repérer les bases du corporatisme ouvrier dans le propre statut de « vendeur de sa force du travail » du prolétariat, il continue à partager, avec ses maîtres anarcho-syndicalistes (De Léon, Sorel), le culte de la professionnalité propre au type d'ouvrier de l'avant-fordisme : l'O. P. qui, s'il n'est pas propriétaire de ses moyens de production, en reste néanmoins possesseur. C'est pourquoi Gramsci, qui critique radicalement le salariat, ne remet pas en cause l'organisation du travail dans l'entreprise : « Chacun est indispensable, chacun est à son poste et chacun a une fonction et un poste. Jusqu'au plus ignorant et au plus arriéré des ouvriers, jusqu'au plus vaniteux et au plus "dandy" des ingénieurs, tous finissent par se convaincre de cette vérité à travers l'expérience de l'organisation d'usine : tous finissent par acquérir assez de conscience communiste pour mesurer quel grand pas en avant représente l'économie communiste par rapport à l'économie capitaliste » (p. 281).

« L'ouvrier ne peut se concevoir lui-même comme producteur que s'il se conçoit comme une partie indissociable de tout le système de travail qui se résume dans l'objet fabriqué, que s'il ressent, vivant en lui, l'unité de ce processus industriel qui exige la collaboration du manœuvre, de l'ouvrier qualifié, de l'employé d'administration, de l'ingénieur, du directeur technique » (p. 285).

Pareille idéologie convient bien aux horlogers autogestionnaires de chez Lip (la Franche-Comté n'est-elle pas le berceau de l'anarcho-syndicalisme ?) ; elle est scandaleuse pour l'O. S. de Flins (et même pour l'O. S. de Lip, comme on le voit avec les problèmes de la mise en place de la coopérative L. I. P. en 1978).

Pour une critique nuancée des thèses productivistes de Gramsci, voir les textes de Lotta continua dans *Les Temps modernes* de juin 74 : p. 2225, 2227, 2254-2272. Voir aussi la critique de l'idéologie italienne du « contrôle ouvrier », qui s'inspire du productivisme de Gramsci tout en le dépassant mais en restant piégé dans l'usine (p. 2198-2200).

ment ». Finalement, la lutte de classes n'oppose plus que la tyrannie et la révolte (ou le projet réformateur). La spécificité du mode de production capitaliste est dissoute. Le matérialisme se résume à la thèse, juste mais courte, qu' « on a raison de se révolter ».

Le double aspect du prolétariat et des forces productives capitalistes

Nous disposons à présent de quelques éléments qui, par la négative, viennent cadrer *ce que pourrait être une position dialectique révolutionnaire du problème, la fameuse « troisième position »*. Insistons au préalable sur un point : il ne s'agit pas d'un retour à la « véritable » position marxiste. Les tenants de la théorie des forces productives trouveront toujours des citations pour étayer le caractère « marxiste » de leurs thèses. Ch. Bettelheim a beau passer les derniers textes de Lénine à la loupe, B. Coriat a beau tenter de défendre les *Grundrisse* contre Richta : il est incontestable que Lénine trouvait du bon au taylorisme et Marx au machinisme, qu'ils pensaient que ça pouvait toujours servir à construire le communisme. Pire : contre les anarchistes, Engels et Lénine n'hésitent pas à parler de la « salubre discipline de l'usine [28] ».

On pourrait se contenter de parler de « scories » : Marx et Lénine baignent dans l'idéologie dominante de leur propre époque, et la vision du monde techniciste de la bourgeoisie imprègne le prolétariat. Mais cette vision du monde a des racines matérielles, et ce sont elles qui engendrent la classe ouvrière et les forces productives capitalistes. Il est donc beaucoup plus intéressant de retourner directement à l'étude de la dialectique objective des conditions de la production et du projet révolutionnaire prolétarien, en considérant que les textes ambigus de Marx ou de Lénine renvoient justement au caractère objectivement contradictoire de cette dialectique. Prendre au sérieux une dialectique, c'est prendre au sérieux à la fois l'unité et la lutte entre les pôles opposés qui constituent son objet. Dans notre critique de la théorie des forces productives, sous sa forme « amendée », nous n'avons pris en compte qu'un seul aspect

28. Ce qui permet aux nouveaux philosophes de retrouver sans peine le goulag dans Lénine. Inutile de nier que, de même, l'Inquisition est effectivement dans les Evangiles (le Christ ne dit-il pas : « Qui n'est pas avec moi est contre moi », « Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise » ?). Ce n'est pas avec d'aussi misérables réponses que l'on combattra les nouveaux philosophes, mais en prenant en compte leurs critiques de fond au « marxisme historiquement constitué ».

Naturellement, ce n'est pas parce que Lénine et Staline avaient trop lu Marx que l'U. R. S. S. a échoué dans le capitalisme d'Etat. Ch. Bettelheim montre de façon beaucoup plus matérialiste comment la reproduction des rapports capitalistes, base de départ inévitable de l'expérience soviétique, l'a emporté sur les tentatives, souvent marquées il est vrai d'illusions productivistes, de faire naître des rapports et des pratiques communistes.

du problème : le caractère capitaliste des forces productives, d'une part, le caractère « en soi » de la classe ouvrière, définie comme place dans les rapports de production capitalistes, d'autre part.

Or le prolétariat présente un double aspect.

— Il est défini, comme « classe en soi », par la structure du capitalisme. S'il n'y avait pas de capitalisme, il n'y aurait pas de prolétariat. Le prolétariat, c'est une situation, un « état », dans la société capitaliste. Les membres de la classe ouvrière vivent et mangent en s'inscrivant dans ses rapports de production. Or « il faut bien vivre ».

— Mais, comme « classe pour soi », autonome, qui prend conscience de sa situation et veut s'en libérer, le prolétariat est antagonique au capitalisme, il vise à sa destruction (donc à sa propre abolition comme classe des prolétaires exploités).

Ces deux aspects sont indissolublement liés : s'il n'y avait pas de classe ouvrière dans les rapports de production capitalistes, il n'y aurait pas de tendance à la révolution prolétarienne. Mais, en même temps, ils sont polairement opposés : ce n'est pas la même chose de lutter pour plus de salaire, plus de contrôle, dans la société capitaliste, et de lutter pour l'abolition du salariat, pour le pouvoir ouvrier. Cela correspond à deux stratégies, deux tactiques, deux formes d'organisation contradictoires, même si les deux stratégies peuvent temporairement se confondre dans une tactique unique, même si les orientations correspondantes peuvent se disputer l'hégémonie sur une structure organisationnelle syndicale unique. Car cette lutte entre deux projets repose sur la base unique de la condition matérielle faite au prolétariat dans la société capitaliste [29].

C'est pourquoi Marx peut écrire, en parlant du syndicat :

« *Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiétements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat* [30]. »

29. C'est la base de la tactique de « front unique » préconisée par Lénine au IIIe Congrès de l'Internationale communiste.

Remarquons que cette coexistence de deux « consciences de classe » dans le prolétariat interdit de jauger le caractère « anticapitaliste » d'un mouvement de masse à la présence de la classe ouvrière en son sein. Dans *Le Capital et son espace*, j'écrivais que dans les mouvements sur les « fronts dits secondaires » (régionalisme, écologisme, féminisme) coexistaient une tendance moderniste (ou rétrograde) et une tendance anticapitaliste, et que cette dernière ne pourrait progresser que par le lien de ce mouvement à la lutte des classes. J'aurais dû préciser que l' « hégémonie prolétarienne » n'est nullement garantie (et ne présuppose même pas toujours) par l'implication de la classe ouvrière, elle-même concernée par cette ambivalence.

30. Conclusion de *Salaire, Prix et Profit* (*op. cit.*).

Dans le *Manifeste*, Marx et Engels étaient encore plus nets : le principal

Et de même Gramsci, qui reconnaît dans l'association, même primaire, du prolétariat face à la concurrence du marché capitaliste un élément fondamentalement positif, reconnaît dans ce même associationnisme la base matérielle du réformisme, sans faire aucunement appel à la « trahison des chefs vendus » :

« *Le principe de l'association et de la solidarité devient l'essence même de la classe laborieuse, il change la psychologie et le comportement des ouvriers et des paysans. Des groupements et des organismes sont créés à travers lesquels ce principe s'incarne ; ils servent de base de départ au processus de développement historique qui mène à la mise en commun des moyens de production et d'échange* [31]. »

Et pourtant :

« *Les ouvriers sentent que l'ensemble de "leur" organisation est devenu un appareil tellement énorme qu'il a fini par obéir à des lois qui lui sont propres, impliquées dans sa structure et son fonctionnement complexe, mais étrangères à la masse qui a pris conscience de sa mission historique de classe révolutionnaire. Ils sentent que leur volonté n'arrive pas à s'exprimer de façon claire et précise, à travers les actuelles hiérarchies de leur institution* [32]. »

Mais, de la même façon que le syndicat est un outil indisponible pour le pouvoir ouvrier, les forces hautement productives et socialisées du capitalisme développé forment une base largement inutilisable pour l'édification du communisme.

Et pourtant Marx, dans les *Grundrisse*, alors même qu'il dénonce le caractère « étranger » au producteur du système automatique de machines, y reconnaît « les conditions matérielles capables de faire éclater la base étriquée du capital [33] ».

C'est que *les forces productives développées par le capitalisme ont elles aussi un double aspect* : socialisation extrême des puissances manuelles et intellectuelles du travail combiné, capable d'abaisser au maximum le temps de travail socialement nécessaire à la reproduction des producteurs, mais cela sous la contrainte de l'appropriation privée par des capitalistes, qui n'abaissent le temps de travail nécessaire que pour accroître la plus-value. *Socialisation* en un double, un triple sens même : effacement des barrières entre les branches par l'augmentation des consommations intermédiaires, de branche à branche et de pays à pays, développement de la coopération, de plus en plus complexe, à l'intérieur de

intérêt de la lutte revendicative, c'est qu'elle développe l'associationnisme, et celui-ci permet à son tour une forme de lutte supérieure. « De temps en temps les prolétaires sont vainqueurs, mais seulement pour un temps. Le fruit réel de leurs luttes réside non dans leur résultat immédiat, mais dans l'extension de l'union des travailleurs. »

31. « La Conquête du pouvoir », *loc. cit.*
32. « Syndicats et Conseils », *loc. cit.*
33. T. II, p. 223.

chaque unité de production, fusion des savoir-faire et des expériences parcellaires en un savoir scientifique général. Mais *appropriation privée* en un triple sens : monopolisation des moyens de production entre les mains des capitalistes, dépossession des producteurs et incorporation de leur savoir-faire dans la machinerie complexe sous la seule autorité des agents de la domination capitaliste, enrôlement des puissances intellectuelles sous la forme d'une « science » séparée, du côté du capital.

Nous avons montré, dans le chapitre 10, l'unité de ces deux aspects : sans la propriété capitaliste, pas de socialisation des forces productives. Mais nous avons esquissé, dans le chapitre 15, la lutte entre ces deux aspects, qui constituent la *contradiction fondamentale du capitalisme* (que nous développerons dans les deuxième et troisième parties) : hausse de la composition organique abaissant le taux de profit, dévalorisation du capital engagé compensant sa mise en valeur, contradiction entre la hausse du taux d'exploitation et la hausse de la masse de marchandises à réaliser.

Il y a deux façons d'envisager la lutte à partir de l'unité dans une contradiction, et A. Heller a magistralement montré comment Marx oscillait entre les deux [34] :

— la voie *évolutionniste*, où l'un des aspects est nécessairement et progressivement dominé et résorbé, où l'autre aspect se développe au point de « dépasser » la contradiction : on se contente de prolonger l'unité en résorbant les aspects négatifs de l'autre aspect ;

— la voie de l'*autonomisation* de l'un des aspects, et de la *rupture* révolutionnaire.

La théorie des forces productives, l'évolutionnisme du « marxisme » de la IIe et de la IIIe Internationale, empruntent la première voie : l'appropriation privée disparaît et la socialisation l'emporte. D'où l'intérêt de la critique par les althussériens des résidus de la dialectique hégélienne dans certains textes de Marx. Notamment la fameuse préface de la *Contribution* :

« *A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure.*

34. Agnès Heller, *La Théorie des besoins chez Marx*, U. G. E., 10/18, 1978. Voir en particulier le chapitre 4. Cependant, dans le détail de l'exposé, A. Heller confond souvent différents problèmes, changeant tantôt d'idée, tantôt d'exemple (voir note 55).

L'introduction de la « théorie des besoins » a eu une très grande importance en Italie au moment de la crise de l'opéraïsme. Voir par exemple les articles de A. Negri, A. Vionorelli, P. A. Rovatti, *Aut Aut*, 155-156, sept.-déc. 1976.

[...] *Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme contradictoire du processus de production sociale, contradictoire non pas dans le sens d'une contradiction individuelle, mais d'une contradiction qui naît des conditions d'existence sociale des individus ; cependant, les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cette contradiction. Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine.* »

On retrouve la même idée dans *Le Capital* :

« *Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés* [35]. »

Cette conception du « dépassement » présuppose une certaine idée de l'unité des éléments en lutte : les deux pôles restent extérieurs l'un à l'autre, et ce qui fonde leur unité fonde aussi la victoire de l'un d'entre eux. Dans le cas des forces productives, la *forme* de la socialisation est indépendante du fait qu'il y a socialisation par des propriétaires-exploiteurs privés. Certes, les capitalistes ont socialisé les forces productives, mais... les forces productives socialisées sont des forces productives socialistes [36] ! La chrysalide est déjà un papillon quand elle fait éclater le cocon...

Face à cette position, la critique althussérienne a réaffirmé le caractère capitaliste des forces productives qui font craquer l' « enveloppe » : la chrysalide n'est toujours pas présentable. Dès lors, la crise n'est qu'un moment de la reproduction de la correspondance entre rapports de production et forces productives. Non seulement elle ne permet pas de « dépasser » les rapports capitalistes, mais encore (position extrémiste de Balibar) elle ne risque même pas de les miner [37].

35. *K.*, I, XXXII, « Tendance historique de l'accumulation capitaliste », p. 566. Dans l'ensemble du développement, la « tendance » au renversement du capitalisme figure dans le prolongement exact des grandes « lois tendancielles » de l'accumulation (centralisation, etc.) ! Cependant, remarque A. Heller, Marx y introduit l'écho de « l'autre dialectique » (la révolte des exploités) sans que cela soit nécessaire à l'argumentation présentée : « A mesure que diminue le nombre des potentats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de cette période d'évolution sociale s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. »

36. Comme le remarquent les auteurs de *Lire Le Capital*, il faut pour cela réduire le caractère privé à la propriété juridique, et ignorer le rapport d'appropriation réelle.

37. Comment alors « faire bouger » l'histoire ? E. Balibar est bien incapable de répondre (voir « D'Althusser à Mao ? », art. cité).

Remarquons que cette critique vaut tout autant pour l'opéraïsme [38]. Selon une vieille tradition du marxisme italien (on la retrouve aussi bien chez A. Gramsci qu'A. Bordiga), l'opéraïsme identifie immédiatement, ou au moins très rapidement, classe en soi et classe pour soi. Le capital crée l'ouvrier-masse pour détruire l'ouvrier professionnel, mais l'ouvrier-masse se dresse aussitôt face à lui avec un nouveau « contre-plan ». Et de même pour l'ouvrier social. Bien entendu, le glissement existe tout autant chez Marx à propos du prolétariat qu'à propos des forces productives :

« *Le développement de l'industrie, dont le promoteur involontaire est la bourgeoisie, remplace l'isolement des travailleurs, dû à la concurrence, par leur union révolutionnaire, due à l'association.* [...] *Ce que la bourgeoisie produit donc, par-dessus tout, c'est son propre fossoyeur. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables* [39]. »

Mais le fossoyeur en soi est-il un bâtisseur pour soi ? L'ouvrier-masse, l'ouvrier social sont-ils spontanément dotés de « capacité hégémonique », capables de « présenter leur intérêt comme celui de la société tout entière » ? C'est ce que n'hésitent pas à affirmer les opéraïstes, confondant souvent « intérêt ouvrier » et « besoins radicaux [40] ». Or la classe telle qu'elle est constituée par le capital a des « intérêts » à défendre dans cette société, qui ne sont pas forcément radicaux et pas forcément ceux de ses alliés.

Finalement, le « dépassement hégélien » ne nous mène... qu'au capitalisme [41]. Les forces productives léguées par le capitalisme sont réactionnaires, et la classe ouvrière, responsable en dernière instance du développement de ces forces, intégrée et corporatisée dans l'ordre capitaliste, n'est pas loin d'être aussi réactionnaire !

L'illusion de la « page blanche »

Mais, alors, ne vaudrait-il pas mieux fonder le projet socialiste sur l'*absence* de développement des forces productives, et, pourquoi pas, sur l'absence de la classe ouvrière ? La réaction subjectiviste au révisionnisme se replia, dans certains pays, dans les années soixante, sur cette position : le tiers-mondisme. Elle disposait de nombreux drapeaux : les luttes du tiers monde, la stratégie du « Che », la phrase de Mao : « C'est sur la page blanche qu'on écrit le plus beau poème. » Cette réaction entérinait

38. On peut d'ailleurs appliquer à l'opéraïsme la critique althussérienne de l'historicisme, qui veut que l'homme, produit d'une époque donnée, soit naturellement capable de transformer cette époque.

39. Conclusion du premier chapitre du *Manifeste*, « Bourgeois et prolétaires ».

40. Distinction développée par A. Heller.

41. Ce qu'A. Glucksmann avait appris dans le milieu des années soixante en lisant *Pour Marx*, et dont il fit un « tube » commercial, dix ans après, avec *Les Maîtres-Penseurs...* mais contre Marx.

l'inéluctabilité, l'impossible « dépassement » de la contradiction, mais s'en tirait en niant l'un des aspects ! Ce faisant, elle eut dans un premier temps un rôle principalement positif, et même doublement. D'une part, comme l'opéraïsme, elle incriminait les forces productives développées en qui la tradition marxiste voyait le fondement, voire le but du socialisme. D'autre part, elle brisait (une seconde fois, après Lénine) le dogme qui va de pair avec l'évolutionnisme hégélien : l'impossibilité de sauter les étapes, la succession des modes de production réglée comme une loi naturelle. K. Marx, qui a décidément fourni autant de pierres pour l'édification de son mausolée que pour sa destruction, avait justement envisagé le cas, et justement à propos des pays « sous-développés », des « maillons faibles ». Dans une lettre à Vera Zassoulitch, il évoque la possibilité de passer de la communauté paysanne russe au socialisme, en « sautant » l'étape capitaliste : « Si la Russie continue à suivre la route qu'elle a prise en 1861, elle *perdra la chance la plus grande* que l'histoire ait jamais offerte à un peuple, et passera alors par toutes les funestes vicissitudes du système capitaliste [42]. »

L'idée est simple : quand on a la « chance » d'avoir un rapport des hommes à la nature « déjà » socialisé *sans* que cela se soit fait par le biais d'une subordination à un propriétaire unique, il serait absurde de passer par la trajectoire petite propriété — propriété monopoliste — capitalisme d'Etat — socialisme.

On sait que Lénine, qui avait d'abord penché pour la stratégie « classique » (développer le capitalisme d'Etat pour briser la petite production), tenta, avec la N. E. P., de lutter contre la formation d'une bourgeoisie d'Etat par la voie de la libre association des paysans [43]. Cette stratégie fut consciemment mise en œuvre par Mao Tsé-toung qui, ne doutant pas qu' « en définitive l'issue réside dans la mécanisation », réaffirma toujours le primat de la coopération sur la mécanisation.

Or cette stratégie vient d'échouer. Même si, comme je le pense, elle a échoué pour des raisons tactiques, et non des raisons de fond, le coup est très grave pour ceux, dont je suis, qui avaient cru voir dans le maoïsme une réponse enfin solide (par-delà la fausse opposition trotskyste) au stalinisme.

Toute la difficulté est venue de ce que, sans le despotisme capitaliste, on n'avait pas non plus la socialisation et la productivité des forces productives capitalistes. On avait oublié l'unité de la contradiction. Mao avait bien dit « faire la révolution et promouvoir la production », mais ceux qui insistaient sur le premier aspect oubliaient le second, et les autres ont su conquérir la majorité sur un thème : « Développons la production, et qu'importe si on développe en même temps les rapports de production capitalistes. Chat noir, chat blanc, le bon chat est celui qui attrape les souris. » Les maoïstes avaient eu beau proclamer leur volonté de développer les forces productives, mais pas à n'importe quel prix [44], la prophétie de Marx s'est réalisée :

« *Le développement des forces productives est une condition pratique préalable* [*du communisme*], *absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue* [45]. »

42. Lettre à Vera Zassoulitch du 8 mars 1881, publiée dans *L'Homme et la Société*, n° 5, Anthropos.

43. Cf. *Les Luttes de classe en U. R. S. S.*, t. I.

44. Tchang Tchouen-kiao, *op. cit.* : « Tant que les communes populaires n'auront pas assez à offrir pour "pratiquer la communauté des biens" avec les brigades et les équipes de production, et que le système de propriété du peuple tout entier ne disposera pas d'une extrême abondance de produits pour appliquer, parmi nos 800 millions d'habitants, le principe de la répartition selon les besoins, on ne pourra que conserver la production marchande, l'échange par l'intermédiaire de la monnaie et la répartition selon le travail. Quant aux effets nuisibles qui en découlent, nous avons pris et continuerons à prendre des mesures adéquates pour les limiter. »

Les « mesures adéquates », c'est la Révolution culturelle, la critique de Lin Piao et Confucius, la campagne (que lance l'article) contre le droit bourgeois. Ici il faut dire un mot du mythe de la « page blanche ». Certes, la Chine est, du point de vue du développement des forces productives « modernes » (capitalistes ou socialistes), une « page blanche ». Cependant, les rapports de production qui ont modelé la Chine pendant quatre mille ans n'en font nullement une « page blanche ». Même si Mao n'en a pas immédiatement conscience, *au niveau idéologique*, la Chine n'a rien de socialiste lorsqu'en 1957 les rapports de propriété juridiques prennent une avance considérable sur tous les autres aspects de la réalité sociale. « Le socialisme est arrivé très brutalement dans le pays. Nous avons été la vache qui broute des herbes et ne les rumine que plus tard », écrit-il le 8 juillet 1957.

En réalité, la « page blanche » est tellement gribouillée que même la Grande Révolution culturelle prolétarienne sera contaminée par les formes idéologiques de la culture chinoise traditionnelle. Car il y a une façon de ne pas développer le capitalisme sans pour autant marcher au socialisme : c'est de marcher... vers le mode de production « asiatique », tributaire centralisé, avec sa confiance aveugle, religieuse, dans l'Etat et l'empereur, investi du « mandat du ciel ». Cette forme hideuse de mobilisation des masses sera attisée par la ligne de Lin Piao, qui sera dénoncée et battue par Wang Hong-wen à la Conférence de Lushan, puis critiquée par les Quatre comme « fasciste-féodale ». Quant à Hua Kuo-feng, il prendra bien soin de mobiliser à son profit le mythe du « mandat » (« c'est toi qui es aux affaires, alors je suis tranquille... »).

Dans *La Base sociale de la clique de Lin Piao*, Yao Wen-yuan attribuera cependant cette ligne à la *petite propriété marchande*, notamment paysanne. Ce n'est nullement contradictoire : dans un régime tributaire, le petit paysan reste « possesseur » de sa parcelle et tend à s'adresser directement à un Etat tout-puissant ; c'est ainsi que Marx analyse le bonapartisme de Napoléon III (dans *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon-Bonaparte*) comme représentation politique du « sac de pommes de terre » que représentent les petits producteurs paysans (sur ces points, voir mon article « La Dictature du prolétariat », *La Commune*, n° 2, 1976, S. E. P.).

45. *L'Idéologie allemande, op. cit.*

Pour une dialectique révolutionnaire des forces productives

Nous pouvons peut-être maintenant avancer d'un nouveau pas en reprenant le problème de la contradiction avec plus de subtilité : c'est la seconde voie évoquée. Il s'agit de comprendre comment, à quelles conditions, sur la base de l'unité et de la lutte des deux aspects de la contradiction, un des aspects peut s'autonomiser et transformer les termes de la contradiction (donc se transformer lui-même). C'est le problème fondamental de la dialectique matérialiste de Marx. On le retrouve partout : de la conception de l'histoire (« Les hommes font leur propre histoire sur la base de conditions données, héritées du passé ») au mécanisme de la plus-value relative (voir notre chapitre 13), en fait c'est déjà le schéma, le « paradigme », de la dialectique du travail [46].

La difficulté de cette dialectique, c'est que le côté des « conditions données », le côté de la contradiction qui pose l'unité et la lutte (mais

46. Les fondements de cette dialectique sont exposés dans le chapitre VII du *Capital* (« Production de valeurs d'usage »).

Les points clés en sont les suivants : « Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. [...]

« En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature et développe les facultés qui y sommeillent. »

Remarquons que jusqu'ici on peut en dire autant qu'une molécule d'A. D. N. : c'est la dialectique spinoziste de la reproduction, celle à laquelle s'en tenaient les althussériens. Mais Marx poursuit aussitôt : « Nous ne nous arrêterons pas à cet état primordial du travail où il n'a pas encore dépouillé son mode purement instinctif. Notre point de départ c'est le travail sous une forme qui appartient exclusivement à l'homme. [...] Ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche. Le résultat auquel le travail aboutit préexiste idéalement dans l'imagination du travailleur. Ce n'est pas qu'il opère seulement un changement de forme dans les matières naturelles ; il y réalise du même coup son propre but dont il a conscience, qui détermine comme loi son mode d'action, et auquel il doit subordonner sa volonté. »

Ce qui éclaire le problème des *conditions* de la production : « Le moyen de travail est une chose ou un ensemble de choses que l'homme interpose entre lui et l'objet de son travail comme conducteurs de son action. Il se sert des propriétés mécaniques, physiques, chimiques de certaines choses pour les faire agir comme forces sur d'autres choses, conformément à son but.

« [...] Dès qu'il est tant soit peu développé, le travail ne saurait se passer de moyens déjà travaillés. [...]

« Outre les choses qui servent d'intermédiaires, de conducteurs de l'action de l'homme sur son objet, les moyens du travail comprennent, dans un sens plus large, toutes les conditions matérielles qui, sans rentrer directement dans ses opérations, sont cependant indispensables ou dont l'absence le rendrait défectueux. L'instrument général de ce genre est encore la terre, car elle fournit au travailleur le *locus standi*, sa base fondamentale, et à son activité le champ où elle peut se déployer, son *field of employment*. Des moyens de travail de cette catégorie, mais déjà dus à un travail antérieur, sont les ateliers, les chantiers, les canaux, les routes, etc. »

« A la fois base et champ de déploiement » : nous retrouvons bien la dialectique de l'histoire et celle de la plus-value relative.

la lutte qui reproduit simplement l'unité), ce côté-là ayant déjà fait l'objet des investigations du matérialisme bourgeois, celui du XVIIIe siècle, le côté « transformation », « autonomisation » s'est trouvé rejeté vers le spiritualisme.

« *Le principal défaut de tout le matérialisme passé — y compris celui de Feuerbach — est que l'objet, la réalité, le monde sensible n'y sont saisis que sous la forme d'*objet *ou d'*intuition, *mais non en tant qu'*activité humaine concrète, *en tant que* praxis, *de façon non subjective. C'est ce qui explique pourquoi le côté* actif *fut développé par l'idéalisme, en opposition au matérialisme* * [47]. »

Le langage s'est ainsi trouvé piégé dans une série de couples (« objet/sujet », « nécessité/liberté ») dont on est bien obligé de se ser-

* 47. K. Marx et F. Engels, *Première Thèse sur Feuerbach*. Très significativement, lorsqu'elle veut distinguer les deux dialectiques, Agnès Heller emploie les qualificatifs « hégélienne » et « fichtéenne », cette dernière étant celle du développement de la « conscience de soi ». En réalité, si on enlève de la dialectique de Hegel le « devenir-sujet-de-la-substance », on retrouve simplement Spinoza. D'ailleurs, Marx (dans *La Sainte Famille*) identifie dans l'œuvre de Hegel deux éléments hérités : la substance spinoziste et la conscience de soi fichtéenne (voir sur ce sujet la présentation par J. Ponnier de la « Dissertation » de Marx : *Différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et Epicure, op. cit.* Sur l'opération althussérienne qui consiste à retrancher de Hegel la conscience de soi, voir l'appendice de mon article dans l'édition italienne « Da Althusser a Mao ? »).

Nous avons dit que le schéma de pensée, le « paradigme » originaire de la dialectique marxiste était en fait ce mouvement qui distingue la physique d'Epicure et de Lucrèce de celle de Démocrite : le « clinamen », la déclinaison des atomes. Dans le langage encore hégélien du très jeune Marx (1838 !), ce clinamen (qui connaît actuellement un regain de célébrité et de dignité grâce au livre de M. Serres, *La Naissance de la physique dans le texte de Lucrèce*, Minuit, 1977) représente justement l'affirmation de l'être pour soi singulier, par opposition à la trajectoire des atomes en ligne droite qui représente la détermination par un centre extérieur.

Il est navrant qu'en 1978 on en soit encore à recourir à ces « enfantillages » pour exprimer l'idée d'un procès d'autonomisation, sur la base d'un procès « donné » plus général. Tout se passe comme si, alors que la causalité transitive cartésienne avait obtenu depuis longtemps droit de cité, alors que la causalité spinoziste obtient définitivement droit de cité avec la cybernétique, la biologie moléculaire, la psychanalyse lacanienne, etc., un barrage absolu avait été opposé par les gardiens de l'orthodoxie matérialiste contre le « devenir sujet », ce qu'E. Morin appelle l' « autogénération du soi ». Cette orthodoxie est déjà en retard sur les formes de causalité auxquelles ont recours les sciences de la nature (je pense à la thermodynamique du déséquilibre de Prigogine, mais ce nouveau « paradigme » est encore insuffisant pour penser le mouvement réel des masses). Cependant, un rigoureux barrage scientiste (auquel participent aussi bien les althussériens dans leur chasse au sujet que M. Paty qui, dans *France nouvelle*, n'a vu dans le livre de M. Serres qu'une attaque contre la conception classique, c'est-à-dire métaphysique, de la « scientificité ») interdit encore d'avoir recours à toute dialectique faisant intervenir ce quelque chose que Marx voulait rajouter à « tout le matérialisme passé ».

Faudra-t-il avoir recours à la pieuse manœuvre consistant à faire passer la chose sous un manteau formaliste ? Opposer la « μ-dialectique » à la « σ-dialectique » ? Mais, pour expliquer un peu ce qu'on veut dire, il faudra bien utiliser les vieux mots « sujet », « soi », même sous la forme du préfixe grec « auto »...

vir, tout comme un texte se voulant formalisé doit bien avoir recours à la « langue naturelle ».

Nous avions déjà fait cette remarque à propos du couple social/privé, dans la section I. Et là encore la critique « anti-humaniste théorique » adressée par L. Althusser à Sartre, John Lewis, Karel Kosik et autres suppots de la transcendance, loin de nous aider, relève plutôt de l' « esprit de la forteresse » à présent dénoncé. Mais, pour peu que l'on veuille bien prendre en compte quelque chose d'externe à la pure reproduction des conditions, et pourtant jailli sur la base des conditions (qu'on l'appelle besoin, projet, aspiration, ou ce qu'on voudra), la dialectique des forces productives peut se rouvrir, et il est à nouveau possible de parler du communisme comme d'une « tendance » du capitalisme sans retomber chez Hegel ni chez Staline.

Que fournit donc la « base » capitaliste comme condition et incitation à sa transformation révolutionnaire par le prolétariat ?

Comme condition : la socialisation du travail. Et cela en un triple sens. *D'abord*, cette socialisation tend à faire « éclater » l'enveloppe capitaliste. Cela ne signifie pas qu'elle entraîne le passage au socialisme. Mais cela signifie du moins qu'elle *fragilise* la reproduction des rapports capitalistes, qu'elle la met périodiquement en crise [48]. Bien sûr, l'enveloppe peut se ressouder : au prix d'une guerre mondiale par exemple. Mais la brèche est temporairement ouverte à l'initiative autonome des masses. *Ensuite*, la socialisation des forces productives est — entre autres — renforcement de la classe ouvrière en tant que classe en soi. Cela n'en fait pas une force révolutionnaire. Mais si elle le devient... l'état des forces productives lui offre un « champ de déploiement » considérable. *Enfin* — et c'est le point le plus délicat —, même en tant que « socialisation » capitaliste, le développement des forces productives offre en effet une « base » au socialisme.

Entendons-nous bien. Ces forces productives, pas plus que l'Etat, ne pourront jamais être « utilisées telles quelles », puisque, leur utilisation telle quelle, c'est justement cela les rapports d'appropriation capitalistes. Mais elles offrent une *matière première* pour une nouvelle « révolutionnarisation des forces productives », révolutionnarisation sans rapport avec la précédente, car elle ne se mesure plus par une croissance quantitative, mais par une transformation qualitative [49] : la réappropriation, individuelle et collective, de la maîtrise de la nature, la capacité

48. « La révolution ne pourra avoir lieu qu'à la faveur d'une nouvelle crise, mais celle-ci est aussi inévitable que celle-là » (Marx, *Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon-Bonaparte*). L'étude de l' « inévitabilité de la crise » fera l'objet des deuxième et troisième parties.

49. « Contrairement à l'interprétation dominante, nous devons donc comprendre les phrases classiques évoquant la supériorité des forces productives du socialisme sur celles du capitalisme non comme une supériorité quantitative, non comme quelque chose de plus et de la même nature, mais comme une supériorité qualitative, parce qu'étant fondée sur des rapports différents entre les hommes elle implique des rapports différents des hommes à la nature » (José Staco, art cité).

On est loin de la « loi générale d'économie du temps de travail », qui, selon J.-L. Dallemagne, servirait de gradimètre à la totalité des modes de production.

de « jouissance » dans l'activité pratique qu'elle procure. Une lutte prolongée, opiniâtre, pour reconstruire la socialité du travail en effaçant peu à peu les « stigmates » de la forme privée de son appropriation.

Il est extrêmement probable que, dans la période de transition, lutte à mort entre le communisme naissant et le capitalisme agonisant, tout ce qui sera gagné en réappropriation, au prix de discussions et luttes politiques, d'utilisation expérimentale des installations, etc., sera souvent perdu en productivité [50]. C'est pourquoi le degré de développement des forces productives capitalistes n'est pas mécaniquement lié à la « maturité du communisme » : il est plus facile de se réapproprier une machine à coudre qu'une chaîne de montage. Mais, inversement, la « priorité à la politique », au « faire la révolution », sera d'autant plus réalisable que la reproduction économique sera affranchie de la régulation par le temps de travail, ce qui présuppose que les « besoins nécessaires » soient satisfaits pour une dépense insignifiante de travail vivant. C'est justement là le legs du capitalisme : le développement du temps libre, qui permet la création libre et de transformer l'activité nécessaire elle-même (que Marx n'ose pas toujours appeler « travail ») en jeu, le « premier besoin vital ».

On peut alors lire tout différemment les *Grundrisse*. La mesure du temps de travail disponible devient le seul indice *quantitatif* où se lise de façon simple ce qui, dans les forces productives de l'automation, relève de la socialisation et ce qui relève de l'appropriation privée. Mais à son tour ce temps disponible, en sus du travail nécessaire, que le capital utilise à produire le surtravail, une fois réapproprié par le prolétariat, devient la base de départ pour la réappropriation du temps de travail lui-même [51]. La phase de Marx : « Je représente la grande industrie

50. C'est là-dessus que se sont appuyés les adversaires chinois de la gauche maoïste : les « palabres » et « gaspillages » qu'imposaient les « affidés des Quatre » étaient inacceptables dans une Chine à la limite de la satisfaction de ses besoins élémentaires. Certes, comme le rappelle Ch. Bettelheim, le « gaspillage » n'est nullement prouvé, et l'initiative des troubles venait souvent de la droite. Mais la démagogie des uns et les sectarismes des autres (« Si vous continuez à former une bande à quatre, vous allez tomber ! », Mao) entraînèrent l'avis de la majorité.

51. On peut résumer de la façon suivante ce développement du « chapitre de l'automation » : « Avec ce bouleversement, ce n'est ni le temps de travail utilisé ni le travail immédiat effectué par l'homme qui apparaissent comme le fondement principal de la production de richesse, c'est l'appropriation de sa force productive générale, son intelligence de la nature et sa faculté de la dominer, dès lors qu'il s'est constitué en un corps social ; en un mot, le développement de l'individu social représente le fondement essentiel de la production et de la richesse.

« *Le vol du temps de travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle* apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et développée par la grande industrie elle-même.

« Dès que le travail, sous sa forme immédiate, a cessé d'être la source principale de la richesse, le temps de travail cesse et doit cesser d'être sa mesure, et la valeur d'échange, la mesure de la valeur d'usage.

« [Le capital] tend toujours lui-même *à créer du temps disponible d'un côté, pour le transformer en surtravail de l'autre*. S'il réussit trop bien à créer du temps disponible, il souffrira de surproduction, et le travail nécessaire sera interrompu, parce que le *capital* ne peut plus mettre en valeur *aucun surtravail*. Plus cette

non seulement comme la mère de l'antagonisme, mais aussi comme la créatrice des conditions matérielles et spirituelles nécessaires à la solution de cet antagonisme, solution qui évidemment ne pourra pas se faire en douceur [52] », cette phrase de Marx prend un sens limité et précis : les conditions de la solution (la grande industrie) ne sont pas en elles-mêmes la solution.

Mais, plus encore que des *conditions* à la révolution sociale, le développement des forces productives capitalistes en créent le *besoin*. C'est ici bien entendu qu'affleure l'aspect « idéaliste » de la dialectique matérialiste. Ce « besoin » résume en effet toute l'autonomie de l'aspect révolutionnaire de la contradiction, c'est-à-dire ce qui n'est pas le simple prolongement des tendances antérieures, ce qui en « diffère [53] », ce qui n'est déterminé par l'état des choses existant qu'en s'y opposant — mais c'est déjà beaucoup ! Car les « besoins radicaux [54] », qui d'une certaine façon figurent à l'état de « rêve que l'humanité a dans la tête [55] » avant

contradiction se développe, plus il se révèle que la croissance des forces productives ne saurait être freinée davantage par l'appropriation du surtravail d'autrui.

Les masses ouvrières doivent donc s'approprier elles-mêmes leur surtravail. De ce fait, le *temps disponible* cesse d'avoir une existence contradictoire. Le temps de travail nécessaire se mesure dès lors aux besoins de l'individu social [...]. *Ce n'est plus le temps de travail*, mais *le temps disponible qui mesure la richesse*.

« Il va de soi, au demeurant, que le temps de travail immédiat ne peut rester enfermé dans sa contradiction abstraite au temps libre — comme c'est le cas dans l'économie bourgeoise. Le travail ne peut devenir jeu, comme le voudrait Fourier, qui a eu le grand mérite de démontrer que le but ultime exige que l'on élimine non seulement la distribution actuelle, mais encore le mode de production, même sous ses formes les plus développées.

« Le temps libre — pour le loisir aussi bien que pour les activités supérieures — transformera tout naturellement celui qui en jouit en un individu différent, et c'est cet homme transformé qui se présentera ensuite dans le procès de production immédiat. »

Le verbe « devoir », utilisé à plusieurs reprises dans ce passage, exprime à nouveau le « but » de la tendance, non plus dans le sens spinoziste, mais au contraire dans le sens de la dialectique de la rupture révolutionnaire : dans le sens des « besoins radicaux » dégagé par A. Heller.

52. Lettre à Kugelmann du 17 mars 1868.

53. D'où, nous l'avons vu, l'intérêt de Marx pour le calcul différentiel et pour le « clinamen » d'Epicure et Lucrèce.

54. L'expression est tirée de la *Critique de la philosophie du droit de Hegel*. Après le passage célèbre « La théorie se fait force matérielle lorsqu'elle s'empare des masses », Marx précise : « La théorie ne peut être réalisée au sein d'un peuple que dans la mesure où elle est réalisation des *besoins de celui-ci*. [...] *Une révolution radicale ne peut être que la révolution des besoins radicaux*. »

55. « On verra que depuis longtemps le monde possède le rêve d'une chose dont il lui manque la conscience pour la posséder réellement. [...] Nous pouvons formuler la tendance de notre revue [les *Annales franco-allemandes*] en un seul mot : auto-explication de notre époque sur ses luttes et ses aspirations » (lettre de K. Marx à Rüge, mars 1843, dans *Textes, 1842-1847*, Cahiers Spartacus, 1970).

Même si le discours communiste de Marx s'est beaucoup épuré, sa conception « maïeutique » du rapport luttes/programme, mouvement réel/théorie, et donc masses/organisation, ne variera pas. C'est la même qui s'exprime dans le Lénine de *L'Etat et la Révolution* (par exemple à propos de la Commune de Paris), c'est ce que Mao Tsé-toung appelle « ligne de masse » (et qui n'a rien à voir avec une « ligne à l'usage des masses »).

de se faire « praxis » qui transforme les conditions, ne sont pas le fruit d'une fantaisie arbitraire : ils constituent le « but » d'une tendance réelle, non pas dans le sens de la tendance spinoziste, qui est en général le nôtre dans ce livre, mais dans le sens de la dialectique révolutionnaire, une sorte de subjectivité matérialiste au nom de laquelle on « doit » abolir ce qui est devenu insupportable quand sont créées les conditions de faire autrement :

« *Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant* * [56]. »

Est-il besoin de préciser que les « besoins radicaux » s'opposent aux « besoins sociaux » que nous avons définis à propos des schémas d'accumulation, comme la révolution s'oppose à la reproduction ? Ces besoins sont pourtant tout aussi matériels et jaillissent de la même base, mais les premiers s'opposent à la pérennité et à l'approfondissement des rapports capitalistes eux-mêmes, les seconds s'inscrivent au contraire dans leur dynamique. Y compris dans le domaine économique : les premiers bloquent l'accumulation, ouvrent la crise du système, les seconds sont au contraire intégrables dans la programmation capitaliste, ils aiguillonnent le développement des forces productives capitalistes. Ainsi s'opposent la lutte ouvrière autonome et la lutte syndicale trade-unioniste.

Ces « besoins radicaux », quels sont-ils ?

Marx les déduit dès l'abord de la *Critique de l'économie politique* par la méthode hégélienne de la négation, en des pages aussi belles et

* 56. *L'Idéologie allemande, op. cit.*, p. 45.

Agnès Heller expose la différence entre les deux dialectiques en invoquant d'une part le couple « Hegel/Fichte » : d'un côté la transformation de « devoir » en causalité naturelle, de l'autre sa transformation au « devoir collectif ». D'autre part elle s'appuie tantôt sur la contradiction « force productive/rapport de production », tantôt sur la contradiction « social/privé » du chapitre I.

S'il est vrai que ce dernier exemple est incompréhensible dans la dialectique, plus spécifiquement spinoziste qu'hégélienne, de la « loi naturelle » (et c'est pourquoi Althusser interdisait de lire ce chapitre), on ne peut pas dire que la seconde dialectique soit spécifique à la contradiction social/privé.

Je proposerais, pour désigner les deux dialectiques, les couples « spinoziste/spécifiquement marxiste », ou « dialectique de la reproduction/dialectique de la rupture » (on sera évidemment tenté d'opposer plutôt immanence et transcendance, nécessité et liberté, etc.). Remarquons que, pour chaque contradiction donnée, les deux dialectiques ne sont pas étrangères l'une à l'autre : elles forment une contradiction, avec unité et lutte, etc. ! D'où le « double caractère » des forces productives, de la classe ouvrière, et même des besoins sociaux/radicaux.

En réalité, ces deux dialectiques correspondent à deux niveaux d'approfondissement de la même dialectique, selon que l'on prend en compte ou non la lutte entre l'aspect « unité » et l'aspect « lutte » d'une même contradiction. (Voir l'*Avant-Propos*. On trouvera des considérations convergentes dans : R. Rossanda et Ch. Bettelheim, *Il marxismo di Mao Tsé-toung e la dialettica*, Feltrinelli, Milan, 1974.)

L'impression d'A. Heller selon laquelle il n'existerait de dialectique spécifiquement marxiste que dans le couple « social/privé » résulte de la *forme* sous laquelle est présentée cette contradiction : un côté représente déjà l'unité et l'autre l'autonomie. Il en serait de même si, au lieu de « bourgeoisie/prolétariat », on posait « rapports capitalistes/prolétariat ».

ténébreuses que l'Evangile de saint Jean : les *Manuscrits de 1844* [57]. De fait, derrière Feuerbach et Hegel affleure le mythe de la Croix et de la Résurrection, ici de l'Aliénation et de la Réappropriation : « L'être humain devait être réduit à cette pauvreté absolue pour pouvoir donner naissance à toute sa richesse intérieure. »

Mais, au fur et à mesure que Marx passera d'une critique philosophique de l' « aliénation » à une étude scientifique des rapports d'exploitation — au fur et à mesure aussi que le mouvement réel se développera, jusqu'à la Commune de Paris ! —, les « besoins radicaux » perdront cette forme grossière et idéaliste de pure négation pour s'enraciner dans les tendances immanentes du développement capitaliste qui leur servent de base. Nous les lisons aujourd'hui dans le « programme ouvrier » (qui n'a rien d'un « contre-plan » !) dessiné par le contenu des luttes de ces dernières années, parmi lesquelles Lip 73 a joué un rôle charnière [58] :

— refus de la parcellarisation du travail
— refus de la mobilité de la force de travail
— refus des 3 × 8, du travail aux pièces, des cadences
— refus de la cotation par poste, du service de la machine
— refus du racisme, du sexisme, des divisions
— refus de subir l'austérité et le redéploiement...

Ce dernier « besoin » peut s'exprimer dans le mot d'ordre « emploi et revenu garantis ». Ici nous touchons l'ambivalence entre « besoins radicaux » et « besoins sociaux », liée au double aspect de la classe ouvrière repéré plus haut. Les formes propres à la régulation monopoliste, y compris à sa crise, ont en fait partiellement intégré ces besoins, jadis « radicaux », à l'ordre des « besoins sociaux ». C'est la raison pour laquelle le mot d'ordre évoqué n'a pas pu résumer, ni aiguiser, contrairement à ce qu'on aurait pu croire (à ce que j'ai cru), l'autonomie ouvrière face à la crise. Alors que se développait, chez Michelin, chez Renault, avec le développement du féminisme jusque dans les usines, d'autres aspirations anticapitalistes de masse, d'autres « besoins radicaux » : le temps de vivre, la requalification du travail, le droit à la dignité... Mais le bureau d'un institut de recherche est-il le lieu d'où parler des besoins radicaux [59] ?

57. Publiés aux Editions sociales sous le titre *Manuscrits philosophico-économiques*, et dans la collection 10/18 sous le titre *Première Critique de l'économie politique*.

58. Je n'évoque ici que les besoins radicaux jaillis sur la base de la contradiction étudiée dans cette section : le rapport de dépossession. Mais il y a bien d'autres besoins radicaux, liés à d'autres rapports (hommes/femmes, etc.).

Pour une étude plus approfondie du rapport luttes/besoins/programme, voir mon article « Derrière les programmes, voir les forces », surtout les développements figurant dans *La Transition socialiste*, *op. cit.*

59. Voir la préface de *Le Capital et son espace*.

Conclusion de la première partie

En introduction à cette première partie, nous nous étions proposés de reconstruire théoriquement la structure de l'économie capitaliste en introduisant successivement trois rapports (ou contradictions) fondamentaux : la contradiction social/privé (section I), la séparation des producteurs de la propriété de leur moyen de production (section II), la dépossession de ces producteurs dans le procès de travail (section III). C'est bien ce que nous avons fait. Nous sommes ainsi arrivés au concept de « régime d'accumulation intensive », et nous avons, chemin faisant, repéré les contradictions de ce régime, que l'on peut ramener à une contradiction fondamentale : entre la socialisation des forces productives et le caractère privé de leur appropriation. L'approfondissement de cette contradiction entraîne une tendance à la transformation des formes de la régulation, que nous avons esquissée en parlant de régulation concurrentielle et de régulation monopoliste. L'étude pour elle-même du problème de la régulation fera l'objet de la deuxième partie, et dans la troisième nous serons à même de comprendre plus qu'intuitivement le caractère inflationniste de la crise actuelle du régime d'accumulation intensive.

Le programme que nous nous étions fixé semble donc se dérouler normalement. Cependant, si nous jetons un coup d'œil rétrospectif sur les trois premières sections (en particulier sur leur conclusion), l'architecture de la première partie ne se présente pas exactement comme nous l'avions dit. Au lieu du développement en colimaçon de trois rapports logiquement emboîtés et se surdéterminant les uns les autres, on a plutôt l'impression que deux rapports fondamentaux sont massivement développés pour eux-mêmes, dans les sections I et III. La section II (qui traite des problèmes auxquels se résume la quasi-totalité de l' « économie politique ») apparaît comme le lieu de l'articulation formelle entre les deux grandes séparations qui caractérisent le mode de production capitaliste : séparation *entre* les unités de production, séparation des producteurs de leur moyen de production *au sein* de chaque unité.

Chacune de ses deux grandes séparations engendre son propre mouvement d'abstraction réelle du travail : transformation du travail concret en travail abstrait, transformation du travail de l'artisan en travail totalement déqualifié de l'O. S. Symétriquement, chacune engendre son propre fétichisme : fétichisme de la valeur et de l'argent dans la première, fétichisme du capital fixe et de la science dans la seconde. Ou, ce qui revient au même, chacune engendre sa propre aliénation : aliénation du producteur isolé, dominé par les « forces économiques », aliénation du producteur à la chaîne, dominé par la machinerie. Cela parce que les deux séparations engendrent des structures de fétichisation de même forme :

une socialisation du travail non maîtrisée par les producteurs directs, médiatisée par le mouvement d'objets (produits de leur travail), qui se voient alors imprimer une forme sociale. Et, dans les deux cas, nous avons pu dénoncer une fausse conception du socialisme qui se caractérise par une pseudo-récupération de la socialité du travail : transférer la propriété (juridique !) des unités de production à un médiateur unique, l'Etat (de la classe ouvrière ou du peuple tout entier...).

Cette solution, théorisée par le « marxisme historiquement constitué » du XXe siècle et mise en œuvre dans le « socialisme réalisé », n'est pas symétrique par rapport aux deux séparations. Elle accepte et exalte la discipline, la « loi de fer de la proportionnalité » réalisée, sous la direction unique d'un centre organisateur, dans la division manufacturière du travail. Au contraire, elle incrimine l' « anarchie » de la division sociale du travail, l'incapacité du marché à réaliser l'optimum de croissance équilibrée, et cherche à étendre à la société tout entière l'ordre disciplinaire de l'usine.

Comme nous l'avons noté, même ce projet, totalitaire et non communiste dans son essence, reste, pour autant qu'on l'accepte, une chimère. Sous les formes de la planification soviétique se reproduisent l'indépendance relative des unités de production et l'impossibilité de maîtriser leurs rapports [1]. La question que nous devons nous poser, en conclusion de cette première partie, c'est : pourquoi le primat de *cette* solution aux contradictions du capitalisme, pourquoi le capitalisme privé tend-il apparemment lui-même vers cette solution, pourquoi le « dépassement » (hégélien ou stalinien) du capitalisme est-il justement le capitalisme d'Etat ? Et dans quelles limites, en quel sens, pourquoi reste-t-il quand même un « capitalisme de marché » ? Bref, quel est le rapport entre les deux séparations ?

L'autogestion, alternative au capitalisme?

Auparavant, un mot de l' « autre » solution, alternative formelle apparente, symétrique au capitalisme d'Etat : l'*autogestion*. Elle ne remet nullement en cause l'anarchie du marché ; elle y voit même la garantie de la liberté, face au totalitarisme étatique. C'est pourquoi elle peut être brandie comme un drapeau par des critiques du capitalisme d'Etat aussi bien de gauche que de droite. On vit ainsi la démocratie chrétienne chilienne en faire son drapeau face au gouvernement Allende, et, préventivement, les « nouveaux économistes » en firent autant face au pourtant moribond Programme commun.

Mais, ce qui nous intéresse d'abord, c'est évidemment la critique « de gauche » : ceux qui brandissent l'autogestion comme débouché du « contrôle ouvrier », comme réponse à la révolte contre l'organisation du travail imposée par le capital. Cette autogestion-là exprime un

1. Voir les ouvrages cités de Ch. Bettelheim et B. Chavance sur l'U. R. S. S.

« besoin radical », une aspiration profondément anticapitaliste des masses [2]. Cependant, elle ne lui fournit qu'une réponse formelle et partielle, donc erronée. *Partielle* parce qu'elle « oublie » l'autre séparation, le caractère marchand de l'économie (de même que le capitalisme d'Etat « oublie » de supprimer la dépossession et le despotisme d'entreprise). *Formelle* parce que, même si on accepte le projet partiel de la « réappropriation de l'outil » usine par usine, il reste une chimère. De même que le monopole juridique de la propriété étatique ne fait pas de l'Etat un propriétaire économique réellement unifié, capable d'organiser la division sociale du travail, de même la démocratie dans l'entreprise, l'élection des dirigeants, etc., ne sont qu'une démocratie formelle qui, sur la base de la division manufacturière du travail existante, de la séparation des puissances manuelles et intellectuelles du travail, ne peut que donner le pouvoir dans l'entreprise à « ceux qui savent » : les ingénieurs et cadres, voire aux bureaucrates syndicaux ayant reçu une formation intensive à la gestion. Exactement comme la démocratie parlementaire ne peut que donner le pouvoir aux clercs, aux notables [3]. C'est du moins ce qu'indique l'expérience de la Yougoslavie. L'autogestion apparaît donc en fait comme le mot d'ordre d'une fraction technocratique s'appuyant sur un besoin radical de la classe ouvrière.

Attention ! Il ne s'agit pas là d'une simple ruse. Il y a, bien sûr, des « technocrates qui rusent ». On se souvient de la réponse de M. Rocard et E. Maire face au projet de candidature de Ch. Piaget à l'élection de 1974 : « Un militant ouvrier, si prestigieux soit-il, n'a pas forcément les compétences requises pour être président de la République. » Le problème, c'est que Charles Piaget lui-même admet, lors du second conflit Lip en 1978, qu'un (e) O. S. de chez Lip, si combatif soit-il (elle), n'a pas forcément les compétences pour gérer Les Industries de Palente. Et ce gouffre entre la démocratie formelle (dans l'entreprise) et la réappropriation réelle, par les producteurs, du procès de production, gouffre qui pourrait être comblé à la suite d'un combat prolongé, opiniâtre, sous la dictature du prolétariat, au prix de deux, trois, cent révolutions culturelles, ce gouffre ne peut que se creuser, justement du fait du caractère *partiel* de la solution qu'offre l'autogestion.

Car qui interdit aux ouvriers de l'usine autogérée de remettre en cause la dépossession dont ils sont victimes ? D'utiliser le « temps libre » à se réapproprier l'outil ? Eh bien, justement : le marché, la loi coercitive de la concurrence, la loi de la valeur ! Loi de la valeur qui continue à régir la course à l'extorsion de la plus-value relative, qui contraint les ouvriers à l'auto-exploitation, qui les oblige à se choisir un directeur commercial « compétent », puis un directeur technique, et finalement

2. En réalité, cette expression du besoin de réappropriation n'est adaptée qu'à des producteurs *en voie* de dépossession (techniciens, ouvriers très qualifiés comme les horlogers : ceux auxquels s'adressaient V. Foa et A. Gorz dans les années soixante), et non pas aux O. S.

3. Mécanisme magnifiquement illustré par le film *1788* de Failevic et La Rochefoucault.

à se choisir des contremaîtres. Et encore il n'est pas sûr que les « lois du marché » les autoriseront à continuer leur auto-exploitation. Tel est le triste bilan de nombreuses entreprises autogérées portugaises, y compris la famcuse Sogantal. Parce qu'elles étaient en compétition avec des entreprises capitalistes privées ? Parce qu'elles étaient en compétition tout court. L'autogestion, c'est aussi le chômage, comme le montre la Yougoslavie, un des plus gros exportateurs de main-d'œuvre d'Europe.

Etat, marché et salariat

L'examen de la solutiou autogestionnaire vient de souligner quelque chose d'important. Les deux « séparations » ne sont pas indépendantes l'une de l'autre ; le capitalisme n'est pas leur simple articulation dans la combinatoire formelle de tous les modes de production imaginables. La première séparation (celle qui se résout à travers l'échange par la loi de la valeur) est la *base* de l'autre (la dépossession des producteurs), elle engendre le capitalisme et toutes ses tendances. Il suffit que la force de travail devienne marchandise. Or, pour cela, il suffit que certains producteurs indépendants soient ruinés... L'ordre de nos trois premières sections, tout comme l'ordre du *Capital* de Marx, n'a donc rien d'arbitraire, c'est un reflet de l'ordre réel : « La petite production engendre le capitalisme[4]... »

Voilà donc posé le problème de l'*unité* entre les deux « séparations » : celle, horizontale, entre les unités de production ; celle, verticale, au sein de chaque unité de production. Le lieu de l'unité, c'est le *rapport salarial*, c'est-à-dire celui où la dépossession du producteur s'exprime comme exclusion de l'accès direct, comme producteur privé, au travail social. C'est-à-dire ce dont nous avons traité formellement dans la section II : la production de valeur ajoutée, le partage de celle-ci en valeur de la force de travail et plus-value, le partage du capital en capital constant et capital variable, la reproduction socio-économique. C'est ici que s'exprime la reproduction et la transformation de la double séparation.

Mais, si le salariat est bien le lieu de l'unité entre les deux séparations, on comprend du même coup qu'un capitalisme d'Etat où se reproduit le salariat (c'est-à-dire une forme sociale bien différente du « mode de production asiatique »), du simple fait que l'allocation de la force de travail et l'achat des produits demeurent privés, reste nécessairement un « capitalisme de marché ». Les producteurs sont séparés, en tant que producteurs, de la direction du procès de production ; mais ces producteurs, en tant que citoyens et consommateurs, constituent la société, et par rapport à eux les directions de leurs entreprises, et les bureaucrates du Plan, sont des entrepreneurs privés. Les travaux des entreprises sont

4. LÉNINE, *La Maladie infantile du communisme.*

effectivement réalisés indépendamment les uns des autres, parce qu'ils sont engagés indépendamment des producteurs eux-mêmes ! Ainsi on doit bien parler d'un *capitalisme* d'Etat, et non d'un mode de production nouveau, d'une société de classes, avec une classe exploiteuse, certes, mais ignorant l' « anarchie » du marché.

Et l'on comprend du même coup la tendance d'évolution du capitalisme (et de ses fausses alternatives). Car, si la base, dans l'unité des deux séparations, est le caractère privé de la propriété des processus productifs qui forment le travail social, le *facteur dirigeant* est l'approfondissement de la séparation du producteur direct et des moyens de production. Cet approfondissement se traduit par une transformation, une révolution continue du système des normes de production et d'échange — en particulier de la partition C/V/PL. Or ce système de normes constituait le moyen de réaliser l'unité des travaux privés, à travers le fonctionnement régulateur de la loi de la valeur. La tendance à la révolutionnarisation des forces productives (qui présuppose, rappelons-le, valeur et plus-value !) est donc bien ce qui vient perturber les doubles moulinets de la reproduction ; c'est elle qui oblige le fonctionnement de la loi de la valeur à s'y « adapter ». Cette « adaptation » prend le sens d'un passage tendanciel d'une régulation « concurrentielle à une régulation « monopoliste ». Tout se passe en effet comme si la « loi de fer de la proportionnalité », le « calcul a priori », qui règnent à l'intérieur des entreprises, cherchaient à s'étendre dans la division sociale du travail, à « domestiquer » la loi de valeur qui s'imposait jusqu'ici avec la violence d'une « force naturelle ». Cette régularisation cherche à s'imposer selon les différents types de « boucles » des doubles moulinets de la circulation : selon les boucles du capital variable d'une part, par la contratualisation et la programmation des augmentations de salaire, selon les boucles du capital constant, d'autre part, par l'intégration verticale et les relations de domination et de sous-traitance. (De ces deux aspects, la transformation du rapport salarial est évidemment le plus important.)

Donc l' « ordre interne » aux unités de production tend à s'imposer au « désordre » externe entre les unités de production. Or cet ordre interne n'est pas n'importe quel ordre. C'est un ordre sous l'autorité, le despotisme de l'élément dominant du rapport de classe. C'est un ordre imposé « d'en haut ». L'ordre qui cherche à s'imposer entre unités de production est donc aussi un ordre « imposé d'en haut ». A la médiation aveugle du marché entre les entreprises tend ainsi à se surimposer une médiation autoritaire : celle de l'Etat capitaliste.

Naturellement, cette « tendance » s'impose par des médiations concrètes variées. Sous le capitalisme, elle résulte essentiellement du double caractère de l'Etat, lié à sa double définition marxiste : c'est un Etat « séparé » de la société civile, l'Etat qui règle les rapports entre les intérêts divergents, mais c'est en même temps « l'Etat de la classe dominante », qui lui sert à administrer, réprimer, mater. Les « réactions conscientes de la société » contre l'anarchie de son propre organisme (la législation sociale, la politique économique) ne peuvent donc aller que dans le sens du renforcement de l'Etat, au-dessus et contre les produc-

teurs directs. Sous la dictature du prolétariat, le procès d'autonomisation des appareils d'Etat, qui cessent de fonctionner comme auto-organisation des masses (commune, soviet), trouve sa base autant dans le maintien de la dépossession à l'intérieur du procès de travail immédiat que dans l'impossibilité de maîtriser l'articulation du travail social.

L'idéologie du « capitalisme organisé »

Il suffit dès lors de supposer la tendance réalisée (et nous savons que c'est impossible), et l'on arrive à la notion révisionniste du « capitalisme organisé » (dans sa forme actuelle : la « fusion des monopoles et de l'Etat en un mécanisme unique »), ou, du côté révolutionnaire, à la notion opéraïste « d'Etat-Plan ». Les deux positions qui s'affrontent sur la conception des forces productives se retrouvent d'accord sur ce point ! Dès lors, il n'est pas étonnant qu'ils se rejoignent sur une série de problèmes importants, malgré leurs positions antagonistes dans la lutte des classes :

— la sous-évaluation de la concurrence intercapitaliste,

— la sous-évaluation des contradictions internes au prolétariat,

— comme conséquences : la réduction des rapports capitalistes à un rapport vertical de « commandement » sur les hommes et sur les choses,

— une interprétation de la crise comme due à l'incompétence [5], à la faiblesse ou à l'initiative [6] du commandement,

— une conception de la lutte de classe entièrement centrée sur la prise du poste de commandement : par la voie pacifique chez les uns, à coups de P. 38 chez les autres [7].

5. Les « gaspillages » des monopoles, l' « austérité (des plans Fourcade et Barre) qui aggrave la crise » sont évidemment rapportés par les théoriciens du C. M. E. à leur nature de classe. Mais la dénonciation de cet « égoïsme » de classe est effectuée au nom de la raison et de l'intérêt national : un autre pouvoir de commandement, prenant en compte les intérêts d'ensemble, s'y prendrait mieux...

6. Les opéraïstes ont alternativement (et parfois simultanément) interprété la crise comme forme de l'offensive ouvrière (qui met l'Etat-Plan dans l'impossibilité de commander) et forme de la contre-offensive de l' « Etat-crise » (pour détruire la force de l'ouvrier-masse).

7. « [Même dans le filon opéraïste] le terrain fondamental de l'affrontement des classes reste celui d'un "pouvoir", conçu de manière abstraite, en dehors de ses déterminations historiques. [...] L'histoire du capitalisme en arrive à ressembler à une succession de cycles égaux, dans lesquels à la rupture du Plan de la part de la Classe succède la recomposition de la rationalité capitaliste à un plus haut niveau. Cette conception débouche soit sur le plus plat opportunisme (l'acceptation de l'état des choses existant), soit sur le plus aveugle volontarisme, qui surimpose la recherche subjectiviste d'une rupture violente à un cycle par définition sans histoire. [...] D'une manière ou d'une autre toutes ces conceptions éludent le problème de la crise. Il leur manque la capacité d'identifier, à l'intérieur du mode de production capitaliste, le fondement de l'antagonisme entre les classes. Ce fondement, il est dans la condition matérielle du prolétariat : être une marchandise parmi les autres marchandises. Mais cela renvoie à l'existence du marché, son anarchie et ses contradictions, cela justement que les théories subjectivistes ont rejeté de leur horizon théorique, soit qu'elles ne l'aient jamais pris en considération, soit qu'elles l'aient considéré dépassé avec l'avènement du "capitalisme planifié" » (Lotta continua, « Sur la question du matérialisme », *1er Congrès national*).

Il vaut la peine, avant d'aborder la seconde partie, et sans prétendre faire plus qu'effleurer la question de l'Etat (qui nécessiterait un autre livre), d'explorer un peu ce problème du « capitalisme organisé » et de l' « Etat-Plan ».

Comme toujours, quand on étudie la réalisation concrète d'une tendance, il est bon de remettre un peu les choses en perspective. En revenant, avec Y. Leclercq [8], sur la théorie de l'Etat de la IIIe Internationale, on fait d'intéressantes découvertes. « L'étatisation de la vie économique, contre lequel le libéralisme capitaliste se dressait, est devenue un fait accompli. Revenir non seulement à la libre concurrence, mais encore à la domination des trusts [...] est désormais impossible. La question est uniquement de savoir quel sera l'agent de la production étatisée : l'Etat impérialiste ou l'Etat prolétarien victorieux. » Qui parle ? Un opéraïste ? Un tenant extrémiste de la thèse du C. M. E. ? Non, le 1er Congrès de l'Internationale communiste (1919 !). Et celle-ci répétera encore, en 1928 : « La tendance des diverses fractions de la classe dominante à la cohésion oppose les larges masses du prolétariat non à un patron isolé, mais de plus en plus à la classe entière des capitalistes et à son Etat. » S'il faut du génie pour identifier les tendances d'un rapport social à l'état naissant, le propre du subjectivisme est d'affirmer tous les dix ans la tendance enfin réalisée, en oubliant les autres aspects de la réalité... Mais le subjectivisme de la IIIe Internationale a encore quelque chose à nous apprendre.

D'abord elle considère que l'Etat interventionniste, étant un Etat du capital, est nécessairement un Etat fasciste : la fin du libéralisme économique va de pair avec la fin du libéralisme politique. On retrouvera exactement ce thème dans la théorie de l' « Etat fort », version trotskyste de la théorie de C. M. E. Comme de plus l'Etat interventionniste aura souvent recours à un personnel issu des partis d'opposition « de gauche » (social-démocratie en Europe du Nord, Parti démocrate aux U. S. A.), l'I. C. identifiera facilement ces partis comme « aile gauche du fascisme ». Sur ce point, les « autonomes » italiens, les « M.-L. », et les nouveaux philosophes n'ont rien inventé.

Et pourtant, symétriquement, l'I. C., en même temps qu'elle note la tendance au capitalisme d'Etat, insiste sur les « retards » à la réalisation de cette tendance. Au fur et à mesure que s'affirme en U. R. S. S. le modèle du capitalisme d'Etat réalisé, présenté comme « socialisme », on peut même dire que la persistance de l'anarchie du marché devient

8. Y. Leclercq, « La Théorie de l'Etat et la IIIe Internationale », dans *Sur l'Etat*, Colloque de Nice de l'A. C. S. E. S., Editions Contradictions, Bruxelles, 1977.

l'aune à laquelle mesurer les défauts du capitalisme ; et c'est bien naturel, puisque le marxisme de la IIIe Internationale accepte alors définitivement le taylorisme comme nec plus ultra de l'organisation sociale à l'intérieur des unités de production. Souligner la persistance des imperfections du marché devient d'autant plus urgent que la social-démocratie allemande adopte, au Congrès de Kiel (en 1927), sous l'influence d'Hilferding, une conception du « capitalisme organisé » comme marchepied du passage pacifique au socialisme. Selon cette théorie, les tendances à l'organisation, internes à l'entreprise, se propagent à l'ensemble de l'économie ; elles induisent, grâce au jeu démocratique, une « régulation consciente de l'économie », qui pourra « surmonter, sur une base capitaliste, l'anarchie de la concurrence libre inhérente au capitalisme ». Or nous avons vu que, pour les économistes des pays de l'Est, comme O. Lange, la « régulation consciente de l'économie », c'est presque la définition du socialisme !

Tout le problème revient alors, pour l'I. C., à démontrer que la social-démocratie n'arrivera pas à imposer cette « régulation consciente ». Ainsi, elle soulignera lourdement l'échec des tentatives du New Deal de Roosevelt, notamment l'échec du National Industrial Recovery Act, battu par la coalition des intérêts privés. Il faut bien mesurer d'où part un tel type de critique. Reprocher au capitalisme l'échec du N. I. R. A., c'est admettre que l'étatisation est une bonne chose, et que justement c'est cela que ne peut pas faire le capitalisme. On retrouvera ce thème dans l'analyse du New Deal par P. Baran et P. Sweezy, et, lors de la polémique P. C. F./P. S., on verra le P. C. F. et le C. E. R. E. S. mesurer le degré de la « rupture avec le capitalisme » à la quantité d'entreprises nationalisées.

Naturellement, un opéraïste comme A. Negri, qui ne cherche pas à fonder sa critique du capitalisme sur des arguments rationalistes ou moralistes, mais pose la seule question du pouvoir, dans l'usine, dans la société, ou dans la « société-usine », n'a aucune peine à revenir aux positions de l'I. C. de la première ou de la troisième période (le « cours gauche » du stalinisme) : « le capitalisme est maintenant planifié », mais la classe ouvrière n'est pas d'accord sur le Plan. Nous avons vu, dans la section I, que, lorsqu'il commente l'opposition évoquée dans les *Grundrisse* entre deux périodes, celle où « le caractère social du travail s'impose post festum » et celle où « ce caractère social est présupposé », couple que le lecteur honnête identifie à « capitalisme/communisme », Negri y voit tout simplement le passage du capitalisme de marché au capitalisme planifié, et peut écrire sans sourciller : « A partir de 1929 la production est directement le fait d'un travail général [9]. » Nous avons même montré que, très naturellement (compte tenu de ce qui a été dit plus haut sur la correspondance entre les deux séparations), il identifie ce passage à la réduction, par l'automation et la déqualification, du travail qualifié et personnalisé de l'artisan à la dépense de travail quel-

9. « Crise de l'Etat-Plan », p. 165.

conque de l'ouvrier-masse. D'ailleurs, pour faire bonne mesure, il rappelle qu'avec l'automation disparaît toute rationalité de la mesure de la richesse par le temps de travail dépensé. Bref, il n'y a plus de loi de la valeur [10]. L'affrontement de l'Ouvrier-Masse avec l'Etat-Plan (ou de l'Ouvrier Social avec l'Etat-crise) se résume à une bataille pour le salaire ou la dépense publique, déterminé par un pur rapport de forces face à l'arbitraire de l'Etat terroriste au service de multinationales [11]. La forme de la crise actuelle est donc celle d'une pure « crise du commandement » ; l'enjeu en est, du côté bourgeois, une destruction de l'autonomie ouvrière et une « capilarisation », au niveau de l'atelier, du quartier, du pouvoir de commandement de l'Etat : le syndicat révisionniste, à l'époque du Compromis historique, est là pour ça [12].

L'impossible « fusion »

Il ne suffit pas de dénoncer le subjectivisme de l'analyse (qui a du moins l'avantage de bien mettre en lumière les tendances sélectionnées). Il faut repérer de façon précise et concrète ce qui empêche le capital de se doter d'un véritable « Etat-Plan », ce qui empêche la véritable « fusion des monopoles et de l'Etat en un mécanisme unique ».

Une première position consiste à en revenir simplement à la vieille critique du New Deal par la IIIe Internationale : l'Etat ne peut pas fonctionner comme « capitalisme collectif idéal » à cause de la réaction corporatiste, à courte vue en somme, des capitalistes privés. L'Etat interventionniste leur apparaît comme un dangereux concurrent. Telle est au fond la position de Baran et Sweezy, et même celle du P. C. F., qui fait fonctionner l' « entrelacement » des monopoles et de l'Etat dans le sens de l'Etat vers les intérêts corporatistes mesquins des monopoles (leurs « gaspillages »). Dans cette perspective, il ne faut pas critiquer la S. N. C. F. et Renault, car ça fait le jeu des monopoles privés.

Un peu plus radicale est la position de critiques allemands de la théorie du C. M. E., tels E. Altvater [13]. Cet auteur délimite au préalable les fondements et les limites de l'autonomisation de l'Etat dans la société bourgeoise en général. L'autonomie de l'Etat apparaît définie comme le niveau minimal d'intervention permettant à la loi de la valeur de réguler à travers la concurrence une société composée d'intérêts individuels. L'auteur identifie quatre domaines d'interventions de ce type : la pro-

10. « L'Etat, la Dépense publique », art. cité, p. 139 ; « Crise de l'Etat-Plan », p. 176.

11. « Paradoxalement » (*sic !*), puisque l'Etat-Plan est en crise, l'entreprise redevient le lieu de l'efficience capitaliste.

12. A. Negri, « Sur quelques tendances de la théorie communiste de l'Etat la plus récente : revue critique », dans *Sur l'Etat (op. cit.)*.

13. E. Altvater, « Remarques sur quelques problèmes posés par l'interventionnisme étatique », dans le recueil introduit par J.-M. Vincent, *L'Etat contemporain et le Marxisme*, Maspero, 1975.

duction des infrastructures [14], la détermination et la défense du système de lois dans lesquels s'expriment les rapports entre les agents dans le capitalisme, la régulation (si besoin est, répressive) des rapports entre capital et travail salarié, la garantie et l'expansion du capital national sur le marché mondial.

Un mot sur le dernier point. Il souligne la grande lacune (consciemment admise) du présent travail : la non-reprise en compte du caractère plurinational du capitalisme. Dès lors, l'existence d'autres « capitalismes organisés » sur le marché mondial suffit à rétablir l'anarchie que l'Etat keynésien aurait domptée sur le marché intérieur. Cet argument, utilisé à l'occasion par certains auteurs, y compris des opéraïstes [15], ne me semble pas négligeable mais insuffisant. D'abord parce que pour moi ni la régulation monopoliste (qui est déjà plus que l'Etat keynésien !) ni même la forme soviétique du capitalisme d'Etat ne font du capitalisme un « capitalisme organisé ». Donc la concurrence internationale ne joue dans le présent livre qu'un rôle de « facteur externe », qui n'intervient qu'à travers le caractère déjà irréductiblement marchand de chaque économie nationale. Ensuite, il existe déjà au niveau international des choses équivalentes à la « politique économique monopoliste [16] ».

Les trois autres domaines d'action de l'Etat sont en revanche intrinsèques (bien qu'Altvater ne le montre pas de façon satisfaisante) au concept même du mode de production capitaliste, réduit aux seuls rapports qui nous ont servi à le définir. La nécessité de produire de façon non privée certaines « conditions générales extérieures de la production

14. C'est le concept de « conditions matérielles générales de la production », développé par Dieter Läpple. J'ai développé des notions semblables dans l'annexe du *Tribut foncier urbain* et *Le Capital et son espace*.

15. Pour G. Destanne De Bernis, le grand problème de la crise actuelle est qu'il n'existe pas d'institution étatique régulatrice au niveau international, à laquelle on pourrait avoir recours, comme on a eu recours à l'Etat national lors de la crise des années trente. Voir son texte « Régulation ou équilibre dans l'analyse économique », in *La Régulation dans les sciences*, Maloine-Doin, Paris, 1977.

Quoiqu'il s'inscrive apparemment dans la problématique de F. Perroux, cet article très intéressant serait acceptable (en ce qui concerne la régulation dans un cadre national) par un théoricien du C. M. E. Plus profondément, je suis assez largement d'accord avec l'auteur sur les interactions entre la dynamique de fond des rapports de production, les changements dans la régulation et le comportement des agents.

Du côté opéraïste : voir Negri, *La Classe ouvrière contre l'Etat*, p. 176 et 243.

16. Quoique la charge de la preuve ne me revienne pas, je citerai :

— les aides et crédits aux « pays sous-développés », comme équivalents du salaire indirect dans la reproduction de la demande solvable mondiale,

— les firmes multinationales dont le rapport au marché mondial est déjà de type monopoliste,

— l'existence d'une monnaie à cours forcé (étalon dollar, D. T. S.),

— quant à la politique économique de l'Etat : les chamailleries entre gouvernements U. S., allemand, japonais, à propos de la relance, ne sont pas bien différentes de celles entre gouvernement et C. N. P. F. Quant au gouvernement saoudien, il fixe la rente pétrolière de façon à ne pas compromettre la relance mondiale !

capitaliste » tient aux contradictions mêmes d'une économie où « le travail social se présente comme somme de travaux privés » : il suffit pour s'en apercevoir de prendre en compte la dimension spatiale du problème [17]. La nécessité d'une instance politico-idéologique comme « lien social » permettant la constitution de l'unité d'une telle économie, nous l'avions déjà remarquée à propos de l'érection de la forme monnaie (chapitre 3). Enfin, le rôle d'instances extra-économiques d'institutions différentes de l'entreprise dans la reproduction de la force de travail a déjà été souligné (section II). L'Etat en tant qu'objet (disons plutôt : les appareils d'Etat) apparaît ainsi comme une forme structurelle engendré par les *mêmes* rapports sociaux que ceux qui engendrent le marché : la forme valeur d'une part, le salariat de l'autre. L'Etat n'est ni un instrument ni la « condensation d'un rapport de forces », il est un tissu de rapports sociaux.

En partant de cette définition du « domaine général » d'intervention de l'Etat, E. Altvater évite donc le piège grossier d'une conception « instrumentaliste » de l'Etat selon laquelle l'institution existerait d'abord, comme la General Motors, de façon indépendante, à côté des entreprises non financières et des banques (pour organiser la défense nationale, pour mater les exploités...), et puis, à partir de 1929, on se mettrait à lui faire faire un peu de politique économique. Une telle représentation est présupposée dans la conception « C. M. E. » de la « fusion » ou de l' « entrelacement » des monopoles et de l'Etat.

Mais cette fondation non instrumentale de l'Etat reste trop implicite et empirique chez E. Altvater : finalement, la délimitation du « domaine » de l'intervention étatique ne lui permet que d'interdire à l'institution-Etat de se comporter comme la General Motors. Pour lui, l'interventionnisme étatique est conçu sur le mode keynésien de la « dépense publique », au sens étroit, c'est-à-dire des dépenses du budget : pour fabriquer des infrastructures, etc. Ces dépenses, qui lui donnent une forme de « capitaliste fictif », n'en font pas pour autant un capitaliste réel. « Si la fonction de l'Etat consiste à rendre possible l'utilisation et donc l'accumulation du capital pour les capitaux (individuels), les dépenses de l'Etat ne doivent pas se faire en faveur de la classe ouvrière ni aboutir à concurrencer les capitaux. » Avec de telles contraintes, E. Altvater n'a pas de peine à montrer que la politique de dépense publique finit par ne plus pouvoir engendrer que stagnation et inflation.

Mais A. Negri n'a pas de peine non plus à lui retourner l'argument : si on admet la nécessité de la forme Etat à partir des limites mêmes de la loi de la valeur, on ne voit pas pourquoi limiter arbitrairement l'intervention de l'Etat.

« Quel sens peut avoir cette réduction de l'Etat à un élément qui ne fait que "conditionner" la production de la plus-value ou qui en est simple "résidu" ? De deux choses l'une : ou bien l'on refuse la nature planifiée de l'Etat contemporain (mais seuls les aveugles peuvent le faire),

17. Voir *Le Capital et son espace*, 4 et 5.

ou bien, une fois qu'on l'admet, il n'est plus possible de réintroduire subrepticement une dialectique principale avec les capitalistes individuels — et privés de surcroît. Il faudra tenir compte naturellement de la contradiction entre l'Etat et les capitalistes individuels, mais en la considérant comme subordonnée [18]. »

Et A. Negri de reparcourir la voix tracée par Marx et Engels sur la « double origine » de l'Etat [19] : l'Etat n'est au départ que la médiation externe dont se dote une société composée d'intérêts disparates pour maintenir son unité (« Du fait que la propriété privée s'est émancipée de la communauté, l'Etat a acquis une existence particulière à côté de la société civile et en dehors d'elle [20] »), mais, au moins selon Negri, « l'Etat intériorise progressivement la médiation de l'intérêt capitaliste à la reproduction de la domination à travers l'organisation de la société : l'émancipation de l'Etat d'avec la société civile n'est que la condition de son redéploiement ultérieur dialectique et médiateur sur cette dernière et en son sein, au cœur de sa texture conflictuelle selon les mesures que bat le rythme de la lutte de classe [*sic*] ». En réalité, chez Negri ce « redéploiement » aboutit à identifier purement et simplement fonction organisatrice et fonction de domination capitaliste [21]. L'opéraïste veut bien prendre en compte que l'Etat a surgi sur la base d'une société où « le travail social se présente comme somme de travaux privés », mais une fois cet Etat devenu grand (et les tendances du capital suffisamment mûries), il devient avant tout l' « organisateur général de l'exploitation », et, cette exploitation, il l'organise de façon planifiée, selon un plan qui, pour arbitraire qu'il soit du point de vue de la Classe, est rationnel de son propre point de vue d'Etat. En somme, Negri parcourt effectivement le « cheminement marxien », mais à l'envers : non pas de *L'Idéologie allemande* au *Capital*, mais de *L'Idéologie allemande* à l'adolescence hégélienne, de la critique de la société civile à la critique de l'Etat !

Tout autre est la voie empruntée dans ce livre. Nous sommes partis (comme *Le Capital*) du caractère marchand de l'économie capitaliste : de la séparation des unités économiques, qui engendre la forme valeur et la forme Etat. Nous avons montré que le développement du rapport capitaliste de la manufacture à l'automation imposait un changement dans le régime d'accumulation : depuis la reproduction simple et la reproduction extensive (faiblement) élargie jusqu'à l'accumulation intensive. Nous avons montré que ce changement de régime impliquait un changement dans la régulation, *tendant* (mais tendant seulement !) à prolonger dans la circulation la régularité de l'organisation de la production. Nous avons montré que cela passait par un élargissement du domaine de la médiation étatique, qui ne consiste pas, comme le croient Keynes et les théoriciens du C. M. E., à suppléer à l'investissement privé défaillant, mais bien plutôt à prendre en charge une partie toujours plus grande de la gestion du capital variable collectif. Mais à aucun moment nous n'avons perdu de vue (et nous ne perdons de vue) que la base sur laquelle sont fondées les formes structurelles (Etat, entreprises, marché) diversement combinées selon le type de régulation, que cette base consistait en une double séparation : celle des unités économiques entre elles, celles des producteurs et de leurs moyens de production. Quelle que soit la prépondérance que puisse acquérir l'une de ces formes structurelles (l'Etat, en l'occurrence), cette double séparation ne sera pas abolie tant que ne sera pas établie (si elle l'est jamais) la « communauté des producteurs associés », le communisme. Parler d'un « capitalisme organisé » ou d'un « Etat-Plan » est donc soit une absurdité, soit une métaphore désignant une tendance. Pris à la lettre, c'est exactement l'erreur dénoncée dans notre chapitre 1, l'erreur de l'économie classique que Marx dénonçait dans le début des *Grundrisse* : croire que le travail privé pourrait être directement social, que l'argent pourrait être remplacé par un bon de travail, que les marchandises pourraient s'échanger sans argent.

Nous en avons assez dit pour éliminer toute fausse compréhension du mot « régulation ». Nous employons « régulation » exactement dans le sens où Marx parle de la loi de la valeur comme « régulatrice ». Il ne s'agit ni d'une « régulation consciente » ni d'une « régulation infaillible », comme chez les cybernéticiens et les trop optimistes économistes officiels de l'Ouest comme de l'Est. Pour étudier cette régulation, il nous reste à prendre en compte l'aspect que nous avons jusqu'ici volontairement laissé de côté : l'effet des rapports spécifiquement capitalistes sur la *forme valeur* elle-même, non pas la mesure du capital par les rapports de valeur (C/V, V/PL), mais la prise en compte de ce que les valeurs qui s'échangent sont des capitaux : des « valeurs-en-procès qui se valorisent ». Nous serons alors à même de comprendre (deuxième partie) les lois de l' « économie fétiche », qui se déploient dans l'espace des prix nominaux, et, partant, de comprendre, dans la troisième partie, le caractère inflationniste de la crise actuelle.

18. A. Negri, « Sur quelques tendances... », *loc. cit.*, p. 407.

19 Dans *L'Idéologie allemande, Anti-Dühring*... Voir *Le Capital et son espace*, et la note du chapitre 3 sur « Lien social, Etat et monnaie ». Remarquons que, dans sa lettre à C. Schmidt du 27 octobre 1890, Engels utilise justement ce fondement de l'Etat sur la division sociale du travail pour démontrer l' « autonomie du politique » à l'égard du développement économique. Cette lettre (*Lettres sur Le Capital*, p. 204) est dirigée contre une conception vulgaire du matérialisme historique, mais elle montre aussi que Negri ne peut se réclamer de Marx et Engels quand il passe de la fonction organisatrice de l'Etat à une fonction d' « exploiteur collectif ». Ce thème de l' « autonomie du politique » servira à justifier le reclassement réformiste de certains opéraïstes.

20. *L'Idéologie allemande*.

21. « Sur quelques tendances... », *loc. cit.*, p. 391.

Table

PRÉSENTATION 7

AVANT-PROPOS 15
Marchandise et fétichisme 15
Métaphysique et dialectique 20
Surdétermination des contradictions 24
Reproduction et régulation 27
Sur les analogies physiques et mathématiques 39
Les enjeux politiques 50
Les lacunes 53

Première partie
Structure et tendances de l'économie capitaliste

INTRODUCTION 61

Section I. Valeur, forme valeur et prix

INTRODUCTION 71

1. L'ÉCONOMIE MARCHANDE 77
I. La réduction de la valeur à sa substance 77
II. Misère de cette réduction 79
III. La contradiction social/privé et la loi de la valeur 83
IV. Le fétichisme de la marchandise 89

2. DIVISION DU TRAVAIL ET LOI DE LA VALEUR 91

3. LA FORME VALEUR ET LA MONNAIE 96
I. La forme équivalent 96
II. La forme prix et la valeur dans la circulation 98
1. *Les « valeurs réalisées »* 99
2. *Que l'argent n'est pas un « bon de travail »* 101

III. La monnaie 104
1. *Lien social, Etat et monnaie* 104
2. *Les fonctions de la monnaie* 105
3. *La dématérialisation de la monnaie* 106
4. *L'illusion monétariste* 111

4. De la forme prix a la possibilité formelle des crises 113

Conclusion de la section I 119

Section II. Les rapports capitalistes et leur reproduction

Introduction 129

5. Salariat et plus-value 131

I. Capitalistes et prolétaires 132
II. L'exploitation 139
III. L'engagement du travail par le capital 141

6. La fixation du taux de plus-value 144

I. Durée et intensité du travail 145
II. Salaire et norme de consommation 148

1. *Le salaire, pas plus que les autres prix, n'est un multiple de la valeur* 149
2. *Le salaire n'est pas un « bon pour un panier »* 150

III. Taux de plus-value et lutte des classes 152
IV. Néo-ricardiens et marxistes algébriques 153

7. Le capital constant et le capital fixe 158

I. Capital constant, capital variable 158
II. Capital fixe, capital circulant 160
III. A propos des « temps » : travail, circulation et révolutionnarisation 164

8. La reproduction sociale : première approche du problème de la régulation 169

I. Eloge de la reproduction 171
II. Misère de la reproduction 172
III. Esquisse d'une périodisation de la régulation 175

9. La reproduction économique 183

I. Position du problème 185
II. Statut et enseignements du schéma de la reproduction simple 187

1. *Le statut* 187
2. *Les enseignements* 190

III. Le problème général de la reproduction 195

1. *Le schéma de la reproduction simple* 197
2. *Les schémas de reproduction élargie* 197
3. *L'auto-accumulation intégrale* 198
4. *Les schémas de reproduction intensifs* 199

IV. A nouveau, misère de la reproduction 200

Conclusion de la section II 203

Section III. La révolutionnarisation de la production capitaliste

Introduction 213

10. Accumulation, dépossession et révolutionnarisation des forces productives 217

I. Coopération et despotisme d'entreprise 218
II. La dépossession du producteur 220

1. *Soumission formelle et soumission réelle* 222
2. *Le taylorisme* 224
3. *Le fordisme* 226
4. *Indications historiques* 227

III. Le fétichisme du capital fixe et de la science 229
IV. Quelques remarques sur le « progrès technique » 234

1. *Forces productives et rapports sociaux* 235
2. *Révolutionnarisation des forces productives et reproduction des rapports sociaux* 236
3. *La plus-value relative comme « but »* 237
4. *Révolutionnarisation et accumulation* 238
5. *L'accumulation intensive* 239
6. *Forces productives et rapports marchands* 239

11. Les grandes tendances de l'accumulation 241

I. Les « lois de l'accumulation » 241

1. *La concentration du capital* 241
2. *La reproduction d'une armée industrielle de réserve* 242
3. *La « paupérisation relative »* 243
4. *La tertiarisation* 245
5. *La centralisation du capital* 246

II. « De la concurrence au monopole » 250
III. Quelques remarques sur la surdétermination des « lois tendancielles » 253

12. Révolutionnarisation des forces productives, productivité et plus-value relative 260

I. Dépossession et extorsion de plus-value 261
II. Le concept de productivité 263
III. Productivité et socialisation 265
IV. L'unité du mode de production 267

13. La loi de la valeur comme force coercitive : nouvelle approche de la régulation 270

I. Le mécanisme marxien « à baisse du prix » 271

II. Le « pivotement » de la valeur 274
III. Le mécanisme monopoliste 279
IV. A nouveau sur le salaire 282
1. *Pour une conception dialectique du salaire* 282
2. *L'histoire du salaire en France* 286
3. *La formation monopoliste du salaire* 290

14. La composition organique du capital 294
I. Socialisation du travail et propriété privée des moyens de production 295
1. *Socialisation et dispositif matériel* 295
2. *La propriété du dispositif* 296
II. Définition et mesures de la composition organique du capital 298
III. Composition organique et taux de profit 300
1. *Le raisonnement de la vulgate marxiste et sa critique* 301
2. *La hausse de la composition organique entraîne la baisse du taux de profit* 304
3. *La tendance à la croissance de la composition organique* 307
IV. Les mouvements de la composition organique 310
1. *Sur la « composition technique »* 310
2. *Le mouvement concret de la composition organique : l'après-guerre* 313

15. L'accumulation intensive 322
I. Les schémas d'accumulation intensive 326
1. *Une caricature de l'Age d'or* 326
2. *Les schémas formels de l'accumulation intensive* 328
II. Les contradictions de l'accumulation 331

Conclusion de la section III 337
Les « marxismes » et les forces productives 338
Lutte revendicative et forces productives 340
L'illichisme 346
L'opéraïsme 347
Le double aspect du prolétariat et des forces productives capitalistes 352
L'illusion de la « page blanche » 357
Pour une dialectique révolutionnaire des forces productives 360

Conclusion de la première partie

L'autogestion, alternative au capitalisme ? 370
Etat, marché et salariat 372
L'idéologie du « capitalisme organisé » 374
L'impossible « fusion » 377